

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME XCII

1929-1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2080. — Allemagne et Pologne :	
Convention concernant les ouvriers agricoles polonais, avec protocole final, accord concernant le recrutement, le placement et l'embauchage, ainsi que le transport des ouvriers agricoles saisonniers polonais et accord concernant les ouvriers agricoles polonais arrivés en Allemagne avant le 31 décembre 1925 et y sont restés. Signés à Varsovie, le 24 novembre 1927... ..	19
N° 2081. — Italie et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant le trafic par chemin de fer. Signé à Rome, le 15 novembre 1924 ...	91
N° 2082. — Etats-Unis d'Amérique et Pologne :	
Traité d'extradition et protocole. Signés à Varsovie, le 22 novembre 1927	101
N° 2083. — Hongrie et Italie :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole final et protocole concernant le régime des importations et des exportations en Italie. Signés à Rome, le 4 juillet 1928... ..	117
N° 2084. — Hongrie et Italie :	
Convention vétérinaire, avec protocole final. Signés à Rome, le 4 juillet 1928	169
N° 2085. — Belgique et Portugal :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale. Lisbonne, le 28 mars 1928... ..	185
N° 2086. — Lithuanie et Suède :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des actes d'état-civil. Kaunas, les 12 novembre 1928 et 4 janvier 1929	191

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XCII

1929-1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 2080. — Germany and Poland :	
Convention concerning Polish Agricultural Workers, with Final Protocol, Agreement concerning the Recruiting, Placing, Engagement and Transport of Polish Seasonal Agricultural Workers, and Agreement concerning Polish Agricultural Workers who entered Germany before December 31, 1925, and have remained there. Signed at Warsaw, November 24, 1927	19
No. 2081. — Italy and Czechoslovakia :	
Agreement regarding Railway Traffic. Signed at Rome, November 15, 1924	91
No. 2082. — United States of America and Poland :	
Extradition Treaty and Protocol. Signed at Warsaw, November 22, 1927	101
No. 2083. — Hungary and Italy :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol and Protocol concerning the Import and Export Régime in Italy. Signed at Rome, July 4, 1928	117
No. 2084. — Hungary and Italy :	
Veterinary Convention, with Final Protocol. Signed at Rome, July 4, 1928... ..	169
No. 2085. — Belgium and Portugal :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Transmission of Judicial and Extra-Judicial Documents in Civil and Commercial Matters. Lisbon, March 28, 1928	185
No. 2086. — Lithuania and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exchange of Civil Status Records. Kaunas, November 12, 1928, and January 4, 1929	191

	Pages
N° 2087. — Bulgarie et Hongrie :	
Echange de notes relatif à la Convention d'extradition signée à Sofia, le 18-31 mai 1911. Sofia, le 17 mai 1929	197
N° 2088. — Allemagne et Pologne :	
Convention concernant l'utilisation et l'entretien de la « Głęboka Sztolnia Fryderyka » (Galerie de mine). Signée à Berlin, le 7 décembre 1927	203
N° 2089. — Albanie et Etats-Unis d'Amérique :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 22 octobre 1928	217
N° 2090. — Albanie et Etats-Unis d'Amérique :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 22 octobre 1928... ..	223
N° 2091. — Autriche et Estonie :	
Traité de commerce, avec protocole final, signés à Varsovie, le 11 décembre 1928, et échange de notes y relatif de la même date... ..	229
N° 2092. — France et Turquie :	
Convention pour les voyageurs de commerce. Signée à Angora, le 1 ^{er} novembre 1927 ...	249
N° 2093. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Convention d'extradition additionnelle à la Convention du 6 janvier 1909. Signée à Paris, le 15 janvier 1929	259
N° 2094. — Belgique et Italie :	
Déclaration modifiant le troisième paragraphe de l'article 2 de la Convention d'ex- tradition du 15 janvier 1875. Signée à Bruxelles, le 28 janvier 1929	263
N° 2095. — Chine et France :	
Traité réglant les relations douanières entre les deux pays, signé à Nankin, le 22 décembre 1928, et échange de notes y relatif, Nankin, les 22 et 23 décembre 1928... ..	267
N° 2096. — Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, etc. :	
Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signée à Genève, le 26 septembre 1927	301
N° 2097. — Brésil et Royaume-Uni :	
Traité et convention en vue de la délimitation de la frontière entre la Guyane britannique et le Brésil. Signés à Londres, le 22 avril 1926... ..	311
N° 2098. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Luxembourg :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Grand-Duché de Luxembourg par la Belgique. Signé à Londres, le 13 novembre, à Bruxelles, le 22 novembre, et à Luxembourg, le 27 novembre 1928 ...	321

	Pages
No. 2087. — Bulgaria and Hungary :	
Exchange of Notes regarding the Extradition Convention signed at Sofia, May 18-31, 1911. Sofia, May 17, 1929... ..	197
No. 2088. — Germany and Poland :	
Convention regarding the Use and Upkeep of the "Gleboka Sztolnia Frydryka" (Mine Gallery). Signed at Berlin, December 7, 1927... ..	203
No. 2089. — Albania and United States of America :	
Arbitration Treaty. Signed at Washington, October 22, 1928	217
No. 2090. — Albania and United States of America :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, October 22, 1928	223
No. 2091. — Austria and Estonia :	
Treaty of Commerce, with Final Protocol, signed at Warsaw, December 11, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date... ..	229
No. 2092. — France and Turkey :	
Convention relating to Commercial Travellers. Signed at Angora, November 1, 1927... ..	249
No. 2093. — United States of America and France :	
Extradition Convention additional to the Convention of January 6, 1909. Signed at Paris, January 15, 1929... ..	259
No. 2094. — Belgium and Italy :	
Declaration modifying the third Paragraph of Article 2 of the Extradition Convention of January 15, 1875. Signed at Brussels, January 28, 1929	263
No. 2095. — China and France :	
Treaty regulating Customs Relations between the two Countries, signed at Nanking, December 22, 1928, and Exchange of Notes relating thereto, Nanking, December 22 and 23, 1928	267
No. 2096. — Germany, Austria, Belgium, Great Britain, New Zealand, etc.:	
Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26, 1927	301
No. 2097. — Brazil and United Kingdom :	
Treaty and Convention for the Settlement of the Boundary between British Guiana and Brazil. Signed at London, April 22, 1926... ..	311
No. 2098. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland and Luxemburg :	
Agreement regarding Telephone Service between Great Britain and Northern Ireland and Luxemburg via Belgium. Signed at London, November 13, at Brussel, November 22, and at Luxemburg, November 27, 1928... ..	321

	Pages
N° 2099. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord concernant l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et les Straits Settlements. Signé à Kuala Lumpur, le 20 octobre 1928, et à Washington, le 4 janvier 1929	329
N° 2100. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France et administration de la Sarre :	
Accord concernant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Sarre, par la France. Signé à Paris, le 16 novembre 1928, à Londres, le 2 janvier, et à Sarrebruck, le 2 février 1929... ..	353
ANNEXE XXIII. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	
N° 170. — Protocole de signature concernant le statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Signature</i>	362
Disposition facultative	362
<i>Signature</i>	362
<i>Ratifications</i>	362
N° 171. — Convention et statut sur la liberté du transit. Signée à Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Ratification</i>	363
<i>Adhésion</i>	363
N° 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Acceptation de la Déclaration</i>	363
N° 259. — Echange de notes entre les Gouvernements espagnol et néerlandais au sujet du règlement des relations commerciales entre les deux pays. Madrid, les 30 décembre 1921, et 5 et 6 janvier 1922.	
Echange de notes concernant le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao, d'une part, et les territoires espagnols du golfe de Guinée, d'autre part. Madrid, le 27 septembre 1929	363
N° 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.	
<i>Ratification</i>	367
<i>Adhésion</i>	367
N° 373. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et roumain concernant les relations commerciales entre les deux pays. Bucarest, les 18 et 19 décembre 1922.	
<i>Dénonciation</i>	367

	Pages
No. 2099. — United States of America and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement for the Exchange of Postal Parcels between the United States of America and the Straits Settlements. Signed at Kuala Lumpur, October 20, 1928, and at Washington, January 4, 1929	329
No. 2100. — Great Britain and Northern Ireland, France and Administration of the Saar :	
Agreement respecting Telephone Service between Great Britain and Northern Ireland and the Saar Territory, via France. Signed at Paris, November 16, 1928, at London, January 2 and at Saarbruck, February 2, 1929... ..	353
 ANNEX XXIII. — Presentations for Registration, Adhesions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.	
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
Signature	362
Optional Clause	362
Signature	362
Ratifications	362
No. 171. — Convention and Statute on Freedom of Transit. Signed at Barcelona, April 20, 1921.	
Ratification	363
Accession	363
No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea Coast. Barcelona, April 20, 1921.	
Acceptance of the Declaration	363
No. 259. — Exchange of Notes between the Spanish and the Netherlands Governments with regard to the Regulation of the Commercial Relations between the two Countries. Madrid, December 30, 1921, and January 5 and 6, 1922.	
Exchange of Notes regarding the settlement of commercial relations between the Netherlands, Netherlands Indies, Surinam and Curaçao, on the one part, and the Spanish territories of the Gulf of Guinea, on the other part. Madrid, September 27, 1929 ...	363
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30, 1921.	
Ratification	367
Accession	367
No. 373. — Exchange of Notes between the Netherlands and Roumanian Governments relating to the Commercial Relations between the two Countries. Bucharest, December 18 and 19, 1922.	
Denunciation	367

	Pages
N° 427. — Convention internationale modifiant la Convention signée à Paris le 20 mai 1875, concernant la création d'un Bureau international des poids et mesures, et Règlement annexe à cette convention. Signée à Sèvres, le 6 octobre 1921.	
Présentation à l'enregistrement	368
N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ouverte à la signature à Genève, du 12 septembre 1923 au 31 mars 1924.	
<i>Ratification</i>	368
N° 695. — Protocole relatif à un amendement à l'article 6 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	368
N° 733. — Protocole relatif à un amendement à l'article 12 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	369
N° 734. — Protocole relatif à un amendement à l'article 13 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	369
N° 735. — Protocole relatif à un amendement à l'article 15 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	369
N° 775. — Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et protocole y relatif. Genève, le 3 novembre 1923.	
<i>Adhésion</i>	370
N° 836. — Accord provisoire entre les Pays-Bas et le Royaume-Uni, au sujet de la navigation aérienne. Signé à La Haye, le 11 juillet 1923.	
Echange de notes relatif à la dénonciation par le Gouvernement britannique à partir du 16 mai 1929 de l'accord ci-dessus. La Haye, les 16 mai et 6 juin 1929	370
N° 1002. — Convention postale universelle et autres instruments y relatifs. Signés à Stockholm, le 28 août 1924.	
<i>Ratifications</i>	372
N° 1003. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée (Union postale universelle), avec Protocole final et règlement d'exécution de l'arrangement. Signés à Stockholm, le 28 août 1924.	
<i>Ratifications</i>	375
N° 1004. — Arrangement concernant les colis postaux (Union postale universelle) avec Protocole final et règlement d'exécution de l'arrangement. Signés à Stockholm, le 28 août 1924.	
<i>Ratifications</i>	375

	Pages
No. 427. — International Convention modifying the Convention signed at Paris, May 20, 1875, respecting the Creation of an International Office of Weights and Measures and the Regulations annexed thereto. Signed at Sèvres, October 6, 1921.	
Presentation for registration	368
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, open for Signature at Geneva from September 12, 1923, to March 31, 1924.	
<i>Ratification</i>	368
No. 695. — Protocol of an Amendment to Article 6 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	368
No. 733. — Protocol of an Amendment to Article 12 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	369
No. 734. — Protocol of an Amendment to Article 13 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	369
No. 735. — Protocol of an Amendment to Article 15 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	369
No. 775. — International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and Protocol relating thereto. Geneva, November 3, 1923.	
<i>Accession</i>	370
No. 836. — Provisional Agreement between the Netherlands and the United Kingdom, relating to Air Navigation. Signed at The Hague, July 11, 1923.	
Exchange of Notes relating to the denunciation of the above Agreement by the British Government, as from May 16, 1929. The Hague, May 16 and June 6, 1929	370
No. 1002. — Universal Postal Convention with other relevant Instruments. Signed at Stockholm, August 28, 1924	
<i>Ratifications</i>	372
No. 1003. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes (Universal Postal Union), with Final Protocol and Detailed Regulations for the Execution of the Agreement. Signed at Stockholm, August, 28, 1924.	
<i>Ratifications</i>	375
No. 1004. — Parcel Post Agreement (Universal Postal Union), with Final Protocol and detailed Regulations for the Execution of the Agreement. Signed at Stockholm, August 28, 1924.	
<i>Ratifications</i>	375

	Pages
N° 1005. — Arrangement concernant les mandats de poste (Union postale universelle) et règlement d'exécution y relatif. Signés à Stockholm, le 28 août 1924.	
<i>Ratifications</i>	376
N° 1007. — Arrangement concernant les recouvrements (Union postale universelle) et règlement d'exécution de l'arrangement. Signés à Stockholm, le 28 août 1924.	
<i>Ratification</i>	376
N° 1008. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques (Union postale universelle) et règlement d'exécution de l'arrangement. Signés à Stockholm, le 28 août 1924.	
<i>Ratifications</i>	377
N° 1033. — Convention entre l'Allemagne, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, la Pologne et la Ville libre de Dantzig, la Suède et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, pour la répression de la contrebande des marchandises alcooliques. Signée à Helsingfors, le 19 août 1925.	
<i>Ratification</i>	377
N° 1044. — Convention d'extradition entre l'Estonie et la Finlande. Signée à Tallinn, le 2 janvier 1925.	
Protocole portant modification de la convention ci-dessus. Signé à Helsinki, le 25 mai 1929.	378
N° 1129. — Convention et statut sur le régime international des voies ferrées et Protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	381
N° 1225. — Traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et la Suède. Signé à Berlin, le 14 mai 1926.	
<i>Dénonciation</i>	381
Deuxième Avenant au Traité de commerce et de navigation, du 14 mai 1926. Signé à Stockholm, le 30 novembre 1929	381
N° 1241. — Protocole relatif à un amendement à l'article 4 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	390
N° 1256. — Traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et l'Italie. Signé à Rome, le 31 octobre 1925.	
Echange de notes relatif au traitement douanier et au régime des taxes applicables aux spécialités médicinales, à leur importation dans l'un ou l'autre Etat. Rome, le 7 mai 1928	390

	Pages
No. 1005. — Money Order Agreement (Universal Postal Union), and Detailed Regulations relating thereto. Signed at Stockholm, August 28, 1924.	
<i>Ratifications</i>	376
No. 1007. — Agreement concerning Payment on Delivery (Universal Postal Union), and Detailed Regulations for the Execution of this Agreement. Signed at Stockholm, August 28, 1924.	
<i>Ratification</i>	376
No. 1008. — Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals (Universal Postal Union), and Detailed Regulations for the Execution of the Agreement. Signed at Stockholm, August 28, 1924.	
<i>Ratifications</i>	377
No. 1033. — Convention between Germany, Denmark, Estonia, Finland, Latvia, Lithuania, Norway, Poland and the Free City of Danzig, Sweden, and the Union of Soviet Socialist Republics, for the Suppression of the Contraband Traffic in Alcoholic Liquors. Signed at Helsingfors, August 19, 1925.	
<i>Ratification</i>	377
No. 1044. — Extradition Convention between Estonia and Finland. Signed at Tallinn, January 2, 1925.	
Protocol modifying the above Convention. Signed at Helsinki, May 25, 1929	378
No. 1129. — Convention and Statute on the International Régime of Railways and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	381
No. 1225. — Treaty of Commerce and Navigation between Germany and Sweden. Signed at Berlin, May 14, 1926.	
<i>Denunciation</i>	381
Second Supplementary Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of May 14, 1926. Signed at Stockholm, November 30, 1929	381
No. 1241. — Protocol of an Amendment to Article 4 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	390
No. 1256. — Treaty of Commerce and Navigation between Germany and Italy. Signed at Rome, October 31, 1925.	
Exchange of Notes concerning Customs treatment and the régime of tare applicable to medical specialities on their importation into either State. Rome, May 7, 1928	390

	Pages
N° 1355. — Déclaration entre l'Estonie et la Suède concernant l'application réciproque de la Convention relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 17 juillet 1905. Signée à Tallinn, le 27 novembre 1923.	
Déclaration devenue caduque... ..	395
N° 1365. — Règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg. Paris, le 29 octobre 1925.	
<i>Adhésion</i>	396
N° 1372. — Traité de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République tchécoslovaque. Signé à Prague, le 28 décembre 1925.	
Protocole additionnel au traité ci-dessus. Signé à Prague, le 30 août 1926	397
Deuxième Protocole additionnel au Traité de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République tchécoslovaque, du 28 décembre 1925. Signé à Bruxelles, le 21 février 1928	398
N° 1380. — Convention relative au transport en transit de l'énergie électrique et Protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	399
N° 1428. — Accord entre le Royaume-Uni et la Grèce, concernant le jaugeage des navires de commerce. Signé à Londres, le 30 novembre 1926.	
Echange de notes relatif à l'application à l'Irak de l'accord ci-dessus. Athènes, les 20 décembre 1927 et 9 février 1928... ..	399
N° 1687. — Déclaration entre le Danemark et l'Estonie concernant l'application réciproque de la Convention conclue à La Haye le 17 juillet 1905, relative à la procédure civile. Signée à Tallinn, le 9 mai 1927.	
Déclaration devenue caduque... ..	402
N° 1712. — Traité de commerce entre le Reich allemand et la République turque. Signé à Angora, le 12 janvier 1927.	
<i>Dénonciation</i>	402
N° 1743. — Convention d'union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	403
N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, révisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	403

	Pages
No. 1355. — Declaration between Estonia and Sweden regarding the reciprocal Application of the Convention concerning Civil Procedure concluded at The Hague, July 17, 1905. Signed at Tallinn, November 27, 1923.	
Declaration which has lapsed	395
No. 1365. — International Service Regulations annexed to the International Telegraph Convention of Saint-Petersburg. Paris, October 29, 1925.	
<i>Accession</i>	396
No. 1372. — Treaty of Commerce between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Czechoslovak Republic. Signed at Prague, December 28, 1925.	
Additional Protocol to the above Treaty. Signed at Prague, August 30, 1926... ..	397
Second Additional Protocol to the Treaty of Commerce between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Czechoslovak Republic of December 28, 1925. Signed at Brussels, February 21, 1928	398
No. 1380. — Convention relating to the Transmission in Transit of Electric Power and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	399
No. 1428. — Agreement between the United Kingdom and Greece respecting the Measurement of Tonnage of Merchant Ships. Signed at London, November 30, 1926.	
Exchange of Notes relating to the application to Iraq of the above Agreement. Athens, December 20, 1927, and February 9, 1928	399
No. 1687. — Declaration between Denmark and Estonia concerning the reciprocal Application of the Convention concluded at The Hague July 17, 1905, relative to Civil Procedure. Signed at Tallinn, May 9, 1927.	
Declaration which has lapsed	402
No. 1712. — Treaty of Commerce between the German Reich and the Turkish Republic. Signed at Angora, January 12, 1927.	
<i>Denunciation</i>	402
No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	403
No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods, revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	403

	Pages
N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	404
N° 1763. — Traité de commerce et de navigation entre le Reich allemand et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Signé à Berlin, le 6 octobre 1927.	
Accord complémentaire au traité ci-dessus. Signé à Prague, le 19 octobre 1928	404
N° 1793. — Convention sanitaire internationale. Signée à Paris, le 21 juin 1926.	
<i>Ratification</i>	409
N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations) et Protocole y relatif. Signés à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Ratifications</i>	409
N° 1859. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et persan comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, le 8 septembre 1928.	
Echange de notes relatif à la prorogation de l'accord ci-dessus, jusqu'à la conclusion des traités définitifs. Téhéran, les 9 et 17 août 1929	410
N° 1905. — Convention radiotélégraphique internationale. Signée à Washington, le 25 novembre 1927.	
<i>Ratifications</i>	412
<i>Adhésion</i>	412
N° 1949. — Code sanitaire panaméricain. Signé à La Havane, le 14 novembre 1924.	
<i>Ratifications</i>	413
<i>Adhésion</i>	413
N° 2044. — Convention entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes relatif à l'extension de la convention ci-dessus à certaines colonies britanniques et certains protectorats et territoires sous mandat. Berlin, les 25 octobre et 18 novembre 1929	413
N° 24 a). — Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans la fabrication des allumettes. Signée à Berne, le 26 septembre 1906.	
<i>Adhésion</i>	419

	Pages
No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks, revised at Brussels December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	404
No. 1763. — Treaty of Commerce and Navigation between the German Reich and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Signed at Berlin, October 6, 1927.	
Additional Agreement to the above Treaty. Signed at Prague, October 19, 1928	404
No. 1793. — International Sanitary Convention. Signed at Paris, June 21, 1926.	
<i>Ratification</i>	409
No. 1845. — International Opium Convention, adopted by the Second Opium Conference (League of Nations) and Protocol relating thereto. Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Ratifications</i>	409
No. 1859. — Exchange of Notes between the Danish and Persian Governments constituting a Provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Teheran, September 8, 1928.	
Exchange of Notes regarding the prorogation of the above Agreement until the conclusion of definitive treaties. Teheran, August 9 and 17, 1929	410
No. 1905. — International Radiotelegraph Convention. Signed at Washington, November 25, 1927.	
<i>Ratifications</i>	412
<i>Accession</i>	412
No. 1949. — The Pan-American Sanitary Code. Signed at Havana, November 14, 1924.	
<i>Ratifications</i>	413
<i>Accession</i>	413
No. 2044. — Convention between Germany and Great Britain and Northern Ireland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20, 1928.	
Exchange of Notes relating to the extension to certain British Colonies, Protectorates and mandated territories of the above Convention. Berlin, October 25, and November 18, 1929	413
No. 24 (a). — International Convention prohibiting the Use of White (Yellow) Phosphorus in the Manufacture of Matches. Signed at Berne, September 26, 1906.	
<i>Accession</i>	419

	Pages
N° 25 a). — Convention phylloxérique internationale du 3 novembre 1881, et Convention additionnelle, signée à Berne, le 15 avril 1889.	
<i>Adhésion</i>	419
N° 54 a). — Convention concernant la procédure civile. Conclue à La Haye, le 17 juillet 1905.	
<i>Adhésion</i>	420
N° 100 a). — Traité d'extradition entre le Grande-Bretagne et Guatémala. Signé à Guatémala, le 4 juillet 1885. Modifié par le Protocole additionnel signé à Guatémala, le 30 mai 1914.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, et le Gouvernement de la République de Guatémala, relatif à l'application du traité susmentionné à certains territoires sous mandat. Guatémala, les 21 mai, et 11 septembre 1929	420
N° 101 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne, la Suède et la Norvège, signé à Stockholm, le 26 juin 1873, et déclaration additionnelle du 18 février 1907.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le Gouvernement norvégien relatif à l'application du traité ci-dessus mentionné à certains territoires sous mandat. Oslo, les 8 décembre 1927 et 13 décembre 1929	427
N° 102 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Suisse, signé à Berne, le 26 novembre 1880, complété par la Convention signée à Londres, le 29 juillet 1904.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le Gouvernement de Sa Majesté en Australie, dans la Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, et le Gouvernement suisse, relatif à l'application du traité ci-dessus mentionné à certains territoires sous mandat. Berne, le 30 novembre 1927 et le 19 septembre 1929	432
N° 6 b). — Protocole additionnel au code sanitaire panaméricain, signé à La Havane, le 14 novembre 1924. Signé à Lima, le 19 octobre 1927.	
<i>Ratification</i>	436

	Pages
No. 25 (a). — International Convention respecting the Measures to be taken against the “Phylloxera Vastatrix” of November 3, 1881, and Additional Convention, signed at Berne, April 15, 1889.	
<i>Accession</i>	419
No. 54 (a). — Convention concerning Civil Procedure. Concluded at The Hague, July 17, 1905.	
<i>Accession</i>	420
No. 100 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Guatemala. Signed at Guatemala, July 4, 1885. Amended by the Additional Protocol, signed at Guatemala, May 30, 1914.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in Great Britain, His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, in New Zealand and in the Union of South-Africa and the Government of the Republic of Guatemala, regarding the extension of the above Treaty to certain mandated territories. Guatemala, May 21, and September 11, 1929	420
No. 101 (a). — Extradition Treaty between Great Britain, and Sweden and Norway, signed at Stockholm, June 26, 1873, and Additional Declaration of February 18, 1907.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in Great Britain and the Norwegian Government, regarding the extension of the above-mentioned Treaty to certain mandated territories. Oslo, December 8, 1927, and December 13, 1929	427
No. 102 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Switzerland, signed at Berne, November 26, 1880, supplemented by the Convention signed at London, July 29, 1904.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in Great Britain, His Majesty's Government in Australia, in New Zealand and in the Union of South Africa, and the Swiss Government, regarding the extension of the above-mentioned Treaty to certain mandated territories. Berne, November 30, 1927, and September 19, 1929	432
No. 6 (b). — Additional Protocol to the Pan-American Sanitary Code, signed at Havana, November 14, 1924. Signed at Lima, October 19, 1927.	
<i>Ratification</i>	436

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention concernant les ouvriers agricoles polonais, avec protocole final, accord concernant le recrutement, le placement et l'embauchage, ainsi que le transport des ouvriers agricoles saisonniers polonais et accord concernant les ouvriers agricoles polonais arrivés en Allemagne avant le 31 décembre 1925 et y sont restés. Signés à Varsovie, le 24 novembre 1927.

GERMANY AND POLAND

Convention concerning Polish Agricultural Workers, with Final Protocol, Agreement concerning the Recruiting, Placing, Engagement and Transport of Polish Seasonal Agricultural Workers, and Agreement concerning Polish Agricultural Workers who entered Germany before December 31, 1925, and have remained there. Signed at Warsaw, November 24, 1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 2080. — KONWENCJA¹ W SPRAWIE POLSKICH ROBOTNIKÓW ROLNYCH, PODPISANA W WARSZAWIE, DNIA 24 LISTOPADA 1927.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le chargé d'affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 juillet 1929.

Powodowani chęcią uregulowania kwestji polskich robotników rolnych w Niemczech, zamianowali swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Dr. Witolda PRĄDZYŃSKIEGO, Członka Komisji Kodyfikacyjnej Rzeczypospolitej Polskiej i

Pana Stanisława GAWROŃSKIEGO, Dyrektora urzędu Emigracyjnego ;

PREZYDENT RZESZY NIEMIECKIEJ :

Pana Ulrich RAUSCHER, Posła Niemieckiego w Warszawie i

Pana Dr. Oskar WEIGERT, kierownika Departamentu w Ministerstwie Pracy Rzeszy Niemieckiej.

Pełnomocnicy po zbadaniu pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone w sposób należyty, ustalili co następuje :

Wychodząc z założenia, że dla zatrudniania w państwie obywateli obcych miarodajny jest jego stan gospodarczy, zwłaszcza stan rynku pracy, układające się Strony regulują w sposób natępujący rekrutację, zapośredniczanie i kontraktowanie polskich robotników rolnych, jako też wyjazd ich, wjazd i powrót oraz ubezpieczenie społeczne tychże :

DZIAŁ I.

Artykuł 1.

Rekrutacją, zapośredniczaniem i kontraktowaniem polskich sezonowych robotników rolnych zajmują się z ramienia Polski wyłącznie Państwowe Urzędy Pośrednictwa Pracy, z ramienia Niemiec wyłącznie powołane do tego czynniki.

Kontraktowanie robotników dokonywa się na podstawie ściśle określonej umowy o pracę.

Rządy układających się stron zawierają w sprawie technicznego wykonania przepisów ustępów 1 i 2, jak również w sprawie przejazdu robotników odrębne porozumienie, które może być zmienione za zgodą obu Rządów.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 27 mai 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 2080. — VERTRAG¹ ÜBER POLNISCHE LANDWIRTSCHAFTLICHE ARBEITER. GEZEICHNET IN WARSCHAU, AM 24. NOVEMBER 1927.

German and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 8, 1929.

Von dem Wunsche geleitet, die Frage der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter in Deutschland zu regeln, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DER POLNISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Witold PRADZYŃSKI, Mitglied der Kodifikationskommission der Polnischen Republik, und
Herrn Stanisław GAWRONSKI, Direktor des Auswanderungsamtes ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Ulrich RAUSCHER, den deutschen Gesandten in Warschau, und
Herrn Dr. Oskar WEIGERT, Ministerialdirigenten im Reichsarbeitsministerium.

Die Bevollmächtigten haben nach Prüfung ihrer Vollmachten, die sie in guter und gehöriger Form befunden haben, nachstehendes vereinbart :

Von dem Grundsatz ausgehend, dass für die Beschäftigung ausländischer Staatsangehöriger in einem Staate seine wirtschaftliche Lage, insbesondere die Lage des Arbeitsmarkts massgebend ist, regeln die vertragschliessenden Teile die Anwerbung, Vermittlung und Verpflichtung der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter sowie deren Aus-, Ein- und Rückwanderung und deren Sozialversicherung wie folgt :

ABSCHNITT I.

Artikel 1.

Bei der Anwerbung, Vermittlung und Verpflichtung polnischer landwirtschaftlicher Wanderarbeiter sind polnischerseits ausschliesslich die staatlichen Arbeitsvermittlungsämter, deutscherseits ausschliesslich die damit beauftragten Stellen tätig.

Die Verpflichtung der Arbeiter erfolgt auf Grund eines bestimmten Arbeitsvertrags.

Über die technische Durchführung der Bestimmungen der Absätze 1 und 2 sowie über die Beförderung der Arbeiter treffen die Regierungen der vertragschliessenden Teile eine besondere Vereinbarung, die in beiderseitigem Einverständnis abgeändert werden kann.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, May 27, 1929.

Artykuł 2.

Układające się Strony są zgodne co do tego, że wychodźstwo polskich robotników rolnych będzie posiadało charakter ruchu sezonowego, o ile konwencja niniejsza nie postanawia inaczej.

Artykuł 3.

Układające się Strony są zgodne co do tego, że ci polscy robotnicy, którzy przybyli do Niemiec przed 1 stycznia 1919 i tam pozostali, mają prawo pozostania w Niemczech w charakterze robotników rolnych i otrzymania zaświadczenia uprawniającego (Befreiungsschein) do wykonywania tej czynności.

Artykuł 4.

Układające się Strony wychodzą z założenia, że polscy robotnicy rolni, którzy przybyli do Niemiec w okresie pomiędzy 1 stycznia 1919 i 31 grudnia 1925 i tam pozostali, włączą się do ruchu sezonowego na następujących zasadach :

1. Włączanie się do ruchu sezonowego winno odbywać się stopniowo, w możliwie równych kwotach rocznych i równomiernie z poszczególnych niemieckich obwodów, w których robotnicy są zatrudnieni.

2. Wyjęte z włączania się do ruchu sezonowego będą osoby, dla których wyjazd. byłby połączony ze szczególną uciążliwością.

W sprawie technicznego przeprowadzenia postanowień niniejszego artykułu, Rządy układających się Stron zawierają odrębne porozumienie.

Artykuł 5.

Polscy robotnicy rolni nie będą wbrew swej woli powodowani do powrotu do Polski poza przewidzianymi w niniejszej konwencji wypadkami, z zastrzeżeniem mocy obowiązujących przepisów o odmowie prawa pobytu i wydaleniu, odnoszących się do wszystkich cudzoziemców.

Artykuł 6.

Układające się Strony obowiązują się udzielać polskim robotnikom rolnym ułatwień przy wyjeździe, wjeździe i powrocie.

Artykuł 7.

Polscy robotnicy rolni korzystają w Rzeszy Niemieckiej z takiej samej opieki co robotnicy niemieccy w zakresie ochrony pracy, organizacji zawodowej, opieki społecznej, regulowania warunków pracy, włączając w to postępowanie rozjemcze i sądownictwo pracy, o ile ustawodawstwo niemieckie nie zawiera innych ogólnie obowiązujących przepisów dla obywateli obcych.

Artykuł 8.

Rząd Niemiecki użyje swego wpływu, ażeby mieszkania polskich sezonowych robotników rolnych były pod względem moralnym i zdrowotnym bez zarzutu.

Artikel 2.

Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die Wanderung der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter den Charakter der Saisonwanderung besitzen wird, soweit dieser Vertrag nicht anderes bestimmt.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter, die vor dem 1. Januar 1919 nach Deutschland gekommen und dort verblieben sind, das Recht haben, als landwirtschaftliche Arbeiter in Deutschland zu verbleiben und für diese Tätigkeit einen Befreiungsschein zu erhalten.

Artikel 4.

Die vertragschliessenden Teile gehen davon aus, dass sich die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter, die in der Zeit zwischen dem 1. Januar 1919 und dem 31. Dezember 1925 nach Deutschland gekommen und dort verblieben sind, nach folgenden Grundsätzen in die Wanderbewegung einreihen werden :

1. Die Einreihung in die Wanderbewegung soll sich allmählich, womöglich in gleichen Jahresraten und in gleichmässiger Verteilung auf die Beschäftigungsbezirke in Deutschland, vollziehen.

2. Von der Einreihung in die Wanderbewegung sollen solche Personen ausgeschlossen sein, für die sie eine besondere Härte bedeuten würde.

Über die technische Durchführung der Bestimmungen dieses Artikels treffen die Regierungen der vertragschliessenden Teile eine besondere Vereinbarung.

Artikel 5.

Die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter sollen zur Rückkehr nach Polen in anderen als den in diesem Verträge vorgesehenen Fällen vorbehaltlich der für alle Ausländer geltenden Bestimmungen über die Versagung der Aufenthaltserlaubnis und die Ausweisung gegen ihren Willen nicht veranlasst werden.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den polnischen landwirtschaftlichen Arbeitern bei der Aus-, Ein- und Rückwanderung Erleichterungen zu gewähren.

Artikel 7.

Die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter geniessen im Deutschen Reich hinsichtlich des Arbeitsschutzes, der gewerkschaftlichen Betätigung, der öffentlichen Fürsorge und der Regelung der Arbeitsbedingungen einschliesslich des Schlichtungswesens und der Arbeitsgerichtsbarkeit den gleichen Schutz wie die deutschen Arbeiter, soweit nicht die deutsche Gesetzgebung allgemein etwas anderes für ausländische Staatsangehörige bestimmt.

Artikel 8.

Die Deutsche Regierung wird ihren Einfluss dahin geltend machen, dass die Wohnungen der polnischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter in sittlicher und gesundheitlicher Beziehung einwandfrei sind.

Artykuł 9.

Polskich sezonowych robotników rolnych zwalnia się od uiszczania składek z tytułu ubezpieczenia bezrobotnych.

Artykuł 10.

Polscy robotnicy rolni zwolnieni są od podatku zarobkowego w myśl obowiązujących każdorazowo polsko-niemieckich porozumień w sprawie uniknięcia podwójnego opodatkowania, o ile robotnicy ci dowiodą, że mają miejsce zamieszkania w Polsce.

Posiadanie miejsca zamieszkania w Polsce udowadnia się :

- a) albo na podstawie paszportu z napisem : « paszport emigracyjny sezonowy » — albo
- b) przez zaświadczenie o posiadaniu miejsca zamieszkania (zaświadczenie o posiadaniu mieszkania rodzinnego), wystawione przez polskie władze krajowe, którego tłumaczenie niemieckie uwierzytelnione zostanie przez polskie urzędy konsularne w Niemczech.

DZIAŁ II.

Artykuł 11.

Polscy robotnicy rolni i pozostali po nich członkowie rodzin, zrównani są z obywatelami niemieckimi i pozostałymi po nich członkami rodzin w prawach do świadczeń, przypadających z tytułu niemieckiego ubezpieczenia od choroby i ubezpieczenia od nieszczęśliwych wypadków.

Artykuł 12.

Przy stosowaniu § 203, Nr. 1 § 586 i § 614 Ordynacji Ubezpieczeniowej Rzeszy, pozostawanie w Polsce z rodziną we wspólnym gospodarstwie domowym polskiego robotnika rolnego, nie posiadającego zaświadczenia uprawniającego, uważa się za nieprzerwane, dopóki robotnik ten zgodnie z przepisami niemieckimi przebywa w Niemczech.

Jako zaświadczenie uprawniające w rozumieniu niniejszej konwencji uważa się również tak zwane tymczasowe zaświadczenia uprawniające (vorläufiger Befreiungsschein).

Artykuł 13.

Przy stosowaniu do polskich robotników rolnych przepisów niemieckich o kapitalizacji roszczeń z tytułu niemieckiego ubezpieczenia od nieszczęśliwych wypadków, pobyt w Polsce nie jest uważany za pobyt zagranicą.

Artykuł 14.

Polscy robotnicy rolni, którzy posiadają zaświadczenia uprawniające, nie podlegają na podstawie § 1233 Ordynacji Ubezpieczeniowej Rzeszy zwolnieniu od niemieckiego ubezpieczenia inwalidzkiego. W ciągu sześciu miesięcy po otrzymaniu zaświadczenia uprawniającego mogą oni złożyć oświadczenie w instytucji niemieckiego ubezpieczenia na wypadek inwalidztwa, w której ostatnio byli ubezpieczeni, że chcą uiścić dodatkowo składki za te tygodnie, podczas których w ciągu ostatnich dwóch lat przed wręczeniem im zaświadczenia uprawniającego zatrudnieni byli w zawodzie, który podlega niemieckiemu ubezpieczeniu inwalidzkiemu, lecz który to zawód

Artikel 9.

Die polnischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter werden von der Beitragspflicht zur Arbeitslosenversicherung befreit.

Artikel 10.

Die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter sind nach Massgabe der jeweils geltenden polnisch-deutschen Vereinbarungen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung von der Lohnsteuerpflicht befreit, wenn sie nachweisen, dass sie ihren Wohnsitz in Polen haben.

Der Wohnsitz in Polen wird nachgewiesen :

a) entweder durch einen Pass mit dem Vermerk « paszport emigracyjny sezonowy » (Saisonauswanderungspass) oder

b) durch eine Wohnsitzbescheinigung (Bescheinigung über die Familienwohnung), die von der polnischen Heimatbehörde ausgestellt und deren deutsche Übersetzung von einem polnischen Konsulat in Deutschland beglaubigt ist.

ABSCHNITT II.

Artikel 11.

Die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter und ihre Hinterbliebenen werden den deutschen Staatsangehörigen und ihren Hinterbliebenen für die Leistungen aus der deutschen Kranken- und Unfallversicherung gleichgestellt.

Artikel 12.

Bei der Anwendung des § 203, des § 586 Nr. 1 und des § 614 der Reichsversicherungsordnung gilt für einen polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter, der nicht im Besitz eines Befreiungsscheines ist, die häusliche Gemeinschaft, in der er mit seinen Angehörigen in Polen lebt, als nicht unterbrochen solange sich der Arbeiter im Einklang mit den deutschen Vorschriften in Deutschland aufhält.

Als Befreiungsschein im Sinne dieses Abschnitts ist auch der sogenannte vorläufige Befreiungsschein anzusehen.

Artikel 13.

Bei der Anwendung der deutschen Vorschriften über die Abfindung von Ansprüchen aus der deutschen Unfallversicherung auf polnische landwirtschaftliche Arbeiter gilt der Aufenthalt in Polen nicht als Aufenthalt im Ausland.

Artikel 14.

Polnische landwirtschaftliche Arbeiter mit Befreiungsschein sind nicht auf Grund des § 1233 der Reichsversicherungsordnung von der deutschen Invalidenversicherung befreit. Sie können innerhalb von sechs Monaten nach Aushändigung des Befreiungsscheines dem Versicherungsträger der deutschen Invalidenversicherung, bei dem sie zuletzt versichert waren, erklären, dass sie Beiträge für solche Wochen nachentrichten wollen, in denen sie während der letzten zwei Jahre vor Aushändigung des Befreiungsscheines eine der deutschen Invalidenversicherung unterliegende, aber nach § 1233 der Reichsversicherungsordnung versicherungsfreie Beschäftigung ausgeübt

zwolniony był od obowiązku ubezpieczeniowego w myśl § 1233 Ordynacji Ubezpieczeniowej Rzeszy. Jeśli oświadczenie to będzie zgłoszone we właściwym terminie, to składki za przedostatni rok przed wręczeniem zaświadczenia uprawniającego, mogą być wpłacone w ciągu roku po wręczeniu tego zaświadczenia, składki zaś za ostatni rok w ciągu dwóch lat po wręczeniu tego zaświadczenia. Składki te liczą się jako składki przymusowe. Powyższe wpłacanie dodatkowych składek jest niedopuszczalne, dopóki robotnik jest inwalidą w rozumieniu ust. 2 § 1255 Ordynacji Ubezpieczeniowej Rzeszy.

Jeśli przed wejściem w życie niniejszej konwencji wbrew przepisowi § 1233 Ordynacji Ubezpieczeniowej Rzeszy pobrano od polskiego robotnika rolnego składki na ubezpieczenie od inwalidztwa, to instytucja ubezpieczeniowa, nie może zakwestjonować tych składek na zasadzie tegoż przepisu. Robotnik może żądać do 31 grudnia 1928 zwrotu składek, uiszczonych za czas od 1 stycznia 1924.

Artykuł 15.

Jeżeli polscy robotnicy rolni lub pozostali po nich członkowie rodzin uzyskają na podstawie artykułu 14 uprawnienia z tytułu ubezpieczenia na wypadek inwalidztwa, w takim razie przy stosowaniu niemieckich przepisów o spoczywaniu roszczeń z tytułu niemieckiego ubezpieczenia na wypadek inwalidztwa, zrównani będą w prawach z obywatelami Rzeszy i pozostałymi po nich członkami rodzin. Przy stosowaniu niemieckich przepisów o kapitalizacji roszczeń z tytułu niemieckiego ubezpieczenia na wypadek inwalidztwa, pobyt ich w Polsce nie będzie uważany za pobyt zagranicą.

Postanowienia artykułu 12 obowiązują odpowiednio przy stosowaniu §§ 1302 i 1303 Ordynacji Ubezpieczeniowej Rzeszy.

Artykuł 16.

Z chwilą wprowadzenia w Polsce na całym jej obszarze ubezpieczenia na wypadek inwalidztwa dla robotników rolnych i pozostałych po nich członków rodzin, układające się Strony nawiążą rokowania, aby w drodze porozumienia zabezpieczyć korzystanie z dobrodziejstw ubezpieczenia inwalidzkiego podczas pracy w Niemczech również i tym polskim robotnikom sezonowym, którzy nie otrzymują zaświadczenia uprawniającego.

Artykuł 17.

Przy stosowaniu do polskich robotników rolnych niemieckiego ubezpieczenia od choroby, nieszczęśliwych wypadków i na wypadek inwalidztwa, polskie władze administracyjne i instytucje ubezpieczeniowe udzielać będą pomocy administracyjnej niemieckim władzom administracyjnym i instytucjom ubezpieczeniowym. Wydatki, związane z pomocą administracyjną, zwracane będą tylko w zakresie, obowiązującym w polskich ubezpieczeniach społecznych.

Najwyższe władze administracyjne układających się Stron rozstrzygają w obopólnym porozumieniu spory, które powstaną w sprawie stosowania ust. 1.

Artykuł 18.

O zakończeniu postępowania w sprawie nieszczęśliwego wypadku, który dotknął polskiego robotnika rolnego, urząd niemiecki, przeprowadzający dochodzenia, powinien zawiadomić niezwłocznie konsulat polski, właściwy dla siedziby tego urzędu.

Konsulaty polskie mogą narówni z zainteresowanymi zapoznać się z tokiem dochodzenia oraz z dalszym biegiem sprawy.

haben. Wird diese Erklärung rechtzeitig abgegeben, so können die Beiträge für das vorletzte Jahr vor der Aushändigung des Befreiungsscheins binnen einem Jahre und die Beiträge für das letzte Jahr vor der Aushändigung des Befreiungsscheins binnen zwei Jahren nach der Aushändigung des Befreiungsscheins entrichtet werden. Die Beiträge gelten als Pflichtbeiträge. Die Nachentrichtung ist unstatthaft, solange der Arbeiter invalide im Sinne des § 1255 Abs. 2 der Reichsversicherungsordnung ist.

Sind vor Inkrafttreten dieses Vertrags für einen polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter Beiträge zur Invalidenversicherung entgegen der Vorschrift des § 1233 der Reichsversicherungsordnung entrichtet worden, so kann der Versicherungsträger die Beiträge auf Grund dieser Vorschrift nicht beanstanden. Der Arbeiter kann die für die Zeit seit dem 1. Januar 1924 entrichteten Beiträge bis zum 31. Dezember 1928 zurückfordern.

Artikel 15.

Soweit polnische landwirtschaftliche Arbeiter oder ihre Hinterbliebenen auf Grund des Artikels 14 Ansprüche aus der deutschen Invalidenversicherung erwerben, werden sie bei der Anwendung der deutschen Vorschriften über das Ruhen von Ansprüchen aus der deutschen Invalidenversicherung den deutschen Staatsangehörigen und ihren Hinterbliebenen gleichgestellt. Bei der Anwendung der deutschen Vorschriften über die Abfindung von Ansprüchen aus der deutschen Invalidenversicherung wird der Aufenthalt in Polen nicht als Aufenthalt im Ausland angesehen.

Die Bestimmung des Artikel 12 gilt entsprechend bei Anwendung der §§ 1302 und 1303 der Reichsversicherungsordnung.

Artikel 16.

Die vertragschliessenden Teile werden, sobald Polen für sein ganzes Gebiet eine Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung für landwirtschaftliche Arbeiter geschaffen haben wird, in Verhandlungen treten, um durch Übereinkommen Vorsorge zu treffen, dass auch die polnischen Wanderarbeiter, die keinen Befreiungsschein erhalten, während ihrer Beschäftigung in Deutschland die Vorteile einer Invalidenversicherung geniessen.

Artikel 17.

Bei der Durchführung der deutschen Kranken-, Unfall- und Invalidenversicherung der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter werden die polnischen Verwaltungsbehörden und Versicherungsträger den deutschen Verwaltungsbehörden und Versicherungsträgern Verwaltungshilfe leisten. Die mit der Verwaltungshilfe verbundenen Auslagen werden nur in dem gleichen Umfang wie in der polnischen Sozialversicherung vergütet.

Die obersten Verwaltungsbehörden der vertragschliessenden Teile entscheiden im beiderseitigen Einvernehmen die Streitigkeiten, die sich über die Anwendung des Abs. 1 ergeben.

Artikel 18.

Von dem Abschluss einer Untersuchung, die sich auf den Unfall eines polnischen landwirtschaftlichen Arbeiters bezieht, soll die damit befasste deutsche Stelle dem für ihren Sitz zuständigen polnischen Konsulat unverzüglich Nachricht geben.

Die polnischen Konsulate können in dem gleichen Umfang wie die Beteiligten selbst Einsicht in die Untersuchungsverhandlungen und in die weiteren Verhandlungen nehmen.

Artykuł 19.

Postanowienia wykonawcze do tego działu będą wydane samodzielnie przez każdą z układających się Stron, o ile okażą się potrzebne w zakresie jej działania i to przez najwyższą władzę administracyjną albo przez nią do tego wyznaczony urząd.

Przepisy, wydane w myśl powyższego, powinny być zakomunikowane odnośnym urzędom drugiej układającej się strony.

Artykuł 20.

Najwyższe władze administracyjne obu układających się Stron porozumieją się co do tego w jaki sposób możliwie najprościej i najtaniej z obszaru jednej z układających się Stron do obszaru drugiej będą mogły być uskuteczniane wypłaty i doręczania z tytułu stosowania do polskich robotników rolnych niemieckiego ubezpieczenia od choroby, nieszczęśliwych wypadków i na wypadek inwalidztwa.

Artykuł 21.

Najwyższą władzą administracyjną w rozumieniu niniejszego działu jest po stronie polskiej Minister Pracy i Opieki Społecznej, po stronie niemieckiej Minister Pracy Rzeszy.

Artykuł 22.

Przy wykonywaniu przepisów niniejszego działu instytucje ubezpieczeniowe i władze obu układających się Stron komunikują się z sobą bezpośrednio.

Artykuł 23.

Dział ten ma zastosowanie do nieszczęśliwych wypadków, które wydarzyły się lub wydarzą się po 31 grudnia 1926, a do wypadków zaś z ubezpieczenia od choroby lub na wypadek inwalidztwa, które wydarzą się po 31 grudnia 1927.

W wypadkach przewidzianych w Nr. 3 ust. 1 § 615 lub Nr. 1 § 1314 Ordynacji Ubezpieczeniowej Rzeszy, renty należne polskim robotnikom rolnym z tytułu dawniejszych nieszczęśliwych wypadków lub innych dawniejszych wypadków ubezpieczeniowych, nie spoczywają po 31 grudnia 1927, dopóki uprawiony przebywa w Polsce.

Artykuł 24.

W razie wypowiedzenia niniejszej umowy postanowienia niniejszego działu, pomimo wypowiedzenia umowy, pozostają nadal w mocy w stosunku do roszczeń w wypadkach ubezpieczeniowych, które wydarzyły się po terminach, oznaczonych w ust. 1 art. 23, lecz przed wygaśnięciem terminu ważności niniejszej konwencji.

Ust. 2 art. 23 obowiązuje również po upływie terminu ważności niniejszej konwencji w ciągu roku bez ograniczenia, następnie zaś obowiązuje nadal w stosunku do połowy renty.

Artikel 19.

Die Bestimmungen zur Ausführung dieses Abschnitts werden von jedem der vertragschliessenden Teile, soweit sie für seinen Bereich erforderlich sind, selbständig, und zwar durch die oberste Verwaltungsbehörde oder die von ihr zu bestimmende Behörde, getroffen.

Die hiernach getroffenen Bestimmungen sollen den entsprechenden Behörden des anderen vertragschliessenden Teiles mitgeteilt werden.

Artikel 20.

Die obersten Verwaltungsbehörden der vertragschliessenden Teile werden sich darüber verständigen, in welcher Weise Zahlungen und Zustellungen zur Durchführung der deutschen Kranken-, Unfall- und Invalidenversicherung der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter aus dem Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles in das des anderen möglichst einfach und mit möglichst geringen Kosten bewirkt werden können.

Artikel 21.

Oberste Verwaltungsbehörde im Sinne dieses Abschnitts ist auf polnischer Seite der Minister für Arbeit und soziale Fürsorge, auf deutscher Seite der Reichsarbeitsminister.

Artikel 22.

Bei der Durchführung der Vorschriften dieses Abschnitts verkehren die Versicherungsträger und Behörden der vertragschliessenden Teile miteinander unmittelbar.

Artikel 23.

Der Abschnitt gilt für Unfälle, die sich nach dem 31. Dezember 1926 ereignet haben oder ereignen werden, und für Versicherungsfälle der Kranken- und Invalidenversicherung, die sich nach dem 31. Dezember 1927 ereignen.

Renten aus früheren Unfällen oder früheren sonstigen Versicherungsfällen polnischer landwirtschaftlicher Arbeiter ruhen in den Fällen des § 615 Abs. 1 Nr. 3 oder des § 1314 Nr. 1 der Reichsversicherungsordnung nach dem 31. Dezember 1927 nicht, solange der Berechtigte sich in Polen aufhält.

Artikel 24.

Im Falle der Kündigung dieses Vertrags gelten die Vorschriften dieses Abschnitts für die Ansprüche aus Versicherungsfällen, die sich nach den im Artikel 23 Abs. 1 bezeichneten Zeitpunkten, aber vor dem Ausserkrafttreten des Vertrags ereignet haben, trotz der Kündigung weiter.

Artikel 23 Abs. 2 gilt auch nach dem Ausserkrafttreten des Vertrags ein Jahr lang unbeschränkt, von dann ab für die Hälfte der Rente weiter.

DZIAŁ III.

Artykuł 25.

Konwencja niniejsza pozostaje w mocy do 31 grudnia 1928 i milcząco będzie przedłużana każdorazowo na rok następny, o ile jej nie wypowie jedna z układających się Stron.

To samo stosuje się do porozumień odrębnych (artykuły 1 i 4).

Każda z układających się Stron może wypowiedzieć konwencję lub porozumienia odrębne najpóźniej 1 lipca na 31 grudnia każdego roku. Wraz z wypowiedzeniem konwencji uważają się również za wypowiedziane porozumienia odrębne. W razie wypowiedzenia przez jedną z układających się Stron jednego z porozumień odrębnych, druga układająca się Strona może do 15 lipca danego roku wypowiedzieć konwencję.

Artykuł 26.

Konwencja niniejsza winna być możliwie rychło ratyfikowana. Dokumenty ratyfikacyjne mają być wymienione w Berlinie. Konwencja wchodzi w życie w 15 dni po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych.

Jednocześnie z niniejszą konwencją wchodzi w życie porozumienia odrębne.

Sporządzono w Warszawie dnia 24 listopada 1927 w dwóch tekstach oryginalnych i to każdy w języku polskim i niemieckim, z których każda z układających się Stron otrzymuje jeden. Teksty polski i niemiecki w treści swej są zgodne i autentyczne.

(—) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.

(—) Stanisław GAWROŃSKI.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy podpisywaniu zawartej w dniu dzisiejszym pomiędzy RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ a RZESZĄ NIEMIECKĄ konwencji w sprawie polskich robotników rolnych, istniała pomiędzy Stronami, zawierającymi konwencję, zgoda co do następujących postanowień :

I. *Do działu II, artykułów 11 — 24.*

Zawierające konwencję Strony oświadczają, że uregulowanie ubezpieczenia społecznego polskich robotników rolnych w dziale II w artykułach 11 do 24 tejże konwencji, nie przesądzają w niczem ich stanowiska w rokowaniach co do układu o wzajemności w ubezpieczeniach społecznych.

II. *Do artykułu 26.*

Zawierające konwencję Strony oświadczają, że ich Rządy aż do ratyfikacji stosować będą tymczasowo postanowienia konwencji od dnia jej podpisania.

WARSZAWA, dnia 24 listopada 1927.

(—) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.

(—) Stanisław GAWROŃSKI.

ABSCHNITT III.

Artikel 25.

Dieser Vertrag soll bis zum 31. Dezember 1928 in Kraft bleiben und gilt stillschweigend jeweils um ein Jahr verlängert, wenn er nicht von einem der vertragschliessenden Teile gekündigt wird.

Das gleiche gilt für die besonderen Vereinbarungen (Artikel 1 und 4).

Jeder der vertragschliessenden Teile kann den Vertrag oder die besonderen Vereinbarungen spätestens am 1. Juli zum 31. Dezember jeden Jahres kündigen. Mit der Kündigung des Vertrags gelten auch die besonderen Vereinbarungen als gekündigt. Falls einer der vertragschliessenden Teile eine der besonderen Vereinbarungen kündigt, kann der andere vertragschliessende Teil bis zum 15. Juli des betreffenden Jahres den Vertrag kündigen.

*Artikel 26.*

Dieser Vertrag soll baldmöglichst ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt 15 Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Mit diesem Verträge treten die besonderen Vereinbarungen in Kraft.

Geschehen im Warschau am 24. November 1927 in zwei Urschriften, und zwar jede in polnischer und in deutscher Sprache, von denen jeder vertragschliessende Teil eine erhält. Der polnische und der deutsche Wortlaut stimmen inhaltlich überein und haben gleiche Geltung.

(—) RAUSCHER.

(—) Dr. O. WEIGERT.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des heute zwischen DER POLNISCHEN REPUBLIK und DEM DEUTSCHEN REICH abgeschlossenen Vertrags über polnische landwirtschaftliche Arbeiter bestand zwischen den Vertragschliessenden Teilen Einverständnis über folgendes :

I. Zu Abschnitt II, Artikel 11 bis 24.

Die vertragschliessenden Teile erklären, dass durch die Regelung der Sozialversicherung der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter in dem Abschnitt II Artikel 11 bis 24 dieses Vertrags ihrer Stellung in den Verhandlungen über ein Gegenseitigkeitsabkommen in der Sozialversicherung in keiner Weise vorgegriffen wird.

II. Zu Artikel 26.

Die vertragschliessenden Teile erklären, dass ihre Regierungen die Bestimmungen des Vertrags vom Tage der Unterzeichnung bis zur Ratifizierung vorläufig anwenden werden.

WARSCHAU, den 24. November 1927.

(—) RAUSCHER.

(—) Dr. O. WEIGERT.

POROZUMIENIE

W SPRAWIE REKRUTACJI, POSREDNICZENIA I KONTRAKTOWANIA, JAKO TEŻ PRZEJAZDU POLSKICH SEZONOWYCH ROBOTNIKÓW ROLNYCH.

Celem wykonania artykułu 1 konwencji polsko-niemieckiej w sprawie polskich robotników rolnych, Rządy Polski i Niemiecki zawierają następujące porozumienie :

§ 1.

Niemiecka Centrala Robotnicza zawiadamia w grudniu każdego roku Urząd Emigracyjny w Warszawie, jakie przypuszczalnie będzie zapotrzebowanie polskich sezonowych robotników rolnych (mężczyzn, kobiet i chłopców) na rok przyszły w poszczególnych krajach niemieckich, w Prusiech, w poszczególnych prowincjach, przyczem określi te powiaty w Polsce, z których byłoby pożądanę otrzymać robotników.

§ 2.

Najpóźniej w trzy tygodnie po nadejściu zawiadomienia Niemieckiej Centrali Robotniczej (§ 1) Urząd Emigracyjny w Warszawie podaje jej do wiadomości powiaty, z których przewiduje rekrutację, oraz liczbę robotników, jaką może otrzymać z poszczególnych powiatów.

§ 3.

Polskie Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej i Niemiecka Centrala Robotnicza uzgadniają, w dwa tygodnie po upływie terminu, ustalonego w § 2, ostateczną liczbę robotników, podlegających rekrutacji, podział między powiaty, jak również techniczne szczegóły na okres do połowy kwietnia. W ten sam sposób postępować się będzie w wypadkach późniejszych zapotrzebowań robotników. Przy zapotrzebowaniu imiennie wskazanych robotników obowiązuje § 6.

§ 4.

Zgodnie z porozumieniem (§ 3) przysyłać będzie Niemiecka Centrala Robotnicza właściwym Polskim Państwowym Urzędowi Pośrednictwa Pracy każdorazowo otrzymywane zgłoszenia poszczególnych pracodawców. Państwowe Urzędy Pośrednictwa Pracy w odpowiednich ogłoszeniach podadzą zawczasu do wiadomości ludności rolnej dni i miejscowości kontraktowania w Urzędach Pośrednictwa Pracy lub w miejscowościach, ustalonych przez te Urzędy w porozumieniu z Niemiecką Centralą Robotniczą.

Niemiecka Centrala Robotnicza jest wówczas upoważniona wysłać w dostatecznej liczbie urzędników do Urzędów Pośrednictwa Pracy, aby z zastrzeżeniem przepisów §§ 5 i 7 niniejszego porozumienia, rozpoczęli rekrutację wraz z przedstawicielami Urzędów Pośrednictwa Pracy. Rekrutacja dokonywa się z pośród robotników, poleconych przez przedstawicieli polskich Urzędów Pośrednictwa Pracy, w ustalone dni i w ustalonych miejscowościach.

§ 5.

Urzędnicy Niemieckiej Centrali Robotniczej, którzy mają być wysłani do Polski do Urzędów Pośrednictwa Pracy celem rekrutacji robotników, otrzymują od właściwych polskich Konsulatów zaświadczenie według załączonego wzoru.

Niemiecka Centrala Robotnicza prześle zawczasu Urzędowi Emigracyjnemu w Warszawie imienne listy tych urzędników.

VEREINBARUNG

ÜBER DIE ANWERBUNG, VERMITTLUNG UND VERPFLICHTUNG SOWIE BEFÖRDERUNG DER POLNISCHEN
LANDWIRTSCHAFTLICHEN WANDERARBEITER.

Zur Ausführung des Artikel 1 des polnisch-deutschen Vertrages über polnische landwirtschaftliche Arbeiter treffen die Polnische und die Deutsche Regierung nachstehende Vereinbarung:

§ 1.

Die Deutsche Arbeiterzentrale teilt im Dezember jeden Jahres dem Auswanderungsamt in Warschau mit, wieviel polnische Wanderarbeiter — Männer, Frauen, Burschen — im nächsten Jahre voraussichtlich in den einzelnen deutschen Ländern, in Preussen in den einzelnen Provinzen, beschäftigt werden sollen und bezeichnet dabei die Kreise in Polen, aus denen die Bereitstellung der Arbeiter erwünscht ist.

§ 2.

Das Auswanderungsamt in Warschau gibt spätestens drei Wochen nach der Mitteilung der Deutschen Arbeiterzentrale (§ 1) bekannt, welche Kreise es für die Anwerbung in Aussicht nimmt und wieviel Arbeiter aus den einzelnen Kreisen bereitgestellt werden könne.

§ 3.

Das polnische Ministerium für Arbeit und soziale Fürsorge und die Deutsche Arbeiterzentrale vereinbaren zwei Wochen nach Ablauf der im § 2 festgesetzten Frist die endgültige Anwerbeziffer, die Verteilung auf die Kreise sowie auch die technischen Einzelheiten für die Zeit bis Mitte April. Falls später weitere Arbeiter bereitgestellt werden sollen, wird entsprechend verfahren.

Bei Anforderung namentlich bezeichneter Arbeiter gilt § 6.

§ 4.

Entsprechend der Vereinbarung (§ 3) wird die Deutsche Arbeiterzentrale die bei ihr jeweils vorliegenden Bedarfsanmeldungen der einzelnen Arbeitgeber an die zuständigen polnischen staatlichen Arbeitsvermittlungsämter senden. Die Tage und Orte der Verpflichtung in den Arbeitsvermittlungsämtern oder in den von ihnen im Einvernehmen mit der Deutschen Arbeiterzentrale festgesetzten Orten werden rechtzeitig durch die Arbeitsvermittlungsämter in geeigneten Bekanntmachungen zur Kenntnis der Landbevölkerung gebracht.

Die Deutsche Arbeiterzentrale ist sodann berechtigt, ihre Beamten in genügender Zahl zu den Arbeitsvermittlungsämtern zu senden, um mit der Anwerbung gemeinschaftlich mit den Vertretern der Arbeitsvermittlungsämter unter Vorbehalt der §§ 5 und 7 dieser Vereinbarung zu beginnen. Die Anwerbung erfolgt unter den von den Vertretern der Arbeitsvermittlungsämter empfohlenen Arbeitern und an den festgesetzten Tagen und Orten.

§ 5.

Die Beamten der Deutschen Arbeiterzentrale, die zur Anwerbung von Arbeitern nach Polen zu den Arbeitsvermittlungsämtern entsandt werden sollen, erhalten von den zuständigen polnischen Konsulaten eine Bescheinigung nach anliegendem Muster.

Die Deutsche Arbeiterzentrale wird die Namenlisten dieser Beamten rechtzeitig dem Auswanderungsamt im Warschau einsenden.

§ 6.

Polskie Państwowe Urzędy Pośrednictwa Pracy zawiadomią robotników, których przy zapotrzebowaniu imiennie wskażą Urzędy Graniczne Niemieckiej Centrali Robotniczej, z powołaniem się na zeszłoroczną umowę o pracę, niezwłocznie po nadejściu umowy o pracę, o zgłoszonych co do nich zapotrzebowaniach i spowodują zakontraktowanie ich na podstawie przeznaczonej dla nich umowy o pracę. Ci imiennie wskazani robotnicy nie będą wyłączeni od zapośredniczenia, o ile wyjazdowi ich nie sprzeciwiają się ustawowe przeszkody.

Do imiennie wskazanych robotników, którzy nie chcą zakontraktować się ponownie na miejsce pracy im proponowane, stosują się ogólne przepisy o rekrutacji.

Zapotrzebowanie imiennie wskazanych robotników, zamieszkałych poza obrębem uzgodnionych powiatów, będą zgłaszane we właściwym dla ich miejsca zamieszkania Państwowym Urzędzie Pośrednictwa Pracy, przy równoczesnym zawiadomieniu Urzędu Emigracyjnego w Warszawie. Urząd Emigracyjny zawiadomi o swojej decyzji w najkrótszej drodze właściwe polskie władze oraz Niemiecką Centralę Robotniczą.

§ 7.

Przedstawienie i wybór robotników (§§ 4 i 5) odbywają się według ich kwalifikacji fizycznej i zawodowej, oraz z uwzględnieniem, czy nadają się do utworzenia jednej grupy robotniczej.

Wyboru robotników do Niemiec dokonywają urzędnicy Niemieckiej Centrali Robotniczej.

§ 8.

Zakontraktowanie robotników odbywa się na podstawie umowy o pracę dla zagranicznych sezonowych robotników rolnych, ułożonej przez Fachową Komisję Rolną i Leśną przy Zakładzie Rzeszy dla Pośrednictwa Pracy i Ubezpieczenia Bezrobotnych, która to umowa w swoim obecnym brzmieniu dołączona jest do niniejszej umowy. Rząd Niemiecki będzie działał w tym kierunku, aby Rząd Polski dość wcześnie miał sposobność do zajęcia stanowiska w razie ważniejszych zmian w umowie o pracę na niekorzyść robotników. Rząd Niemiecki jest ponadto gotów przedłożyć Fachowej Komisji Rolnej i Leśnej przy Zakładzie Rzeszy dla Pośrednictwa Pracy i Ubezpieczenia Bezrobotnych ewentualne propozycje Rządu Polskiego w sprawie zmian w umowie o pracę.

Inne umowy o pracę z polskimi sezonowymi robotnikami rolnymi są w myśl ustawowych przepisów niemieckich o tyle nieważne, o ile odbiegają na niekorzyść robotnika od umowy o pracę, wymienionej w ust. 1. W miejsce nieważnych punktów umów wchodzi w myśl niemieckich przepisów ustawowych odpowiednie postanowienia umowy o pracę, wymienionej w ust. 1.

Robotnik może podpisać umowę o pracę jedynie w obecności urzędnika, upoważnionego przez kierownika właściwego polskiego Państwowego Urzędu Pośrednictwa Pracy i po zapoznaniu się z warunkami umowy. Postanowienie to nie stosuje się do wyjątkowych wypadków ponownego zakontraktowania robotników (Umverpflichtung), przyczem jednak w warunkach pracy i płacy nie może nastąpić pogorszenie. Niemiecka Centrala Robotnicza przy ponownych zakontraktowaniach w Urzędach Granicznych podaje ich powody Urzędowi Emigracyjnemu w Warszawie, przy ponownych zakontraktowaniach w Niemczech, właściwemu polskiemu konsulatu.

Umowy o pracę sporządza się w 4 egzemplarzach. Jeden egzemplarz otrzymuje pracodawca, drugi Niemiecka Centrala Robotnicza, trzeci właściwy polski Państwowy Urząd Pośrednictwa Pracy, a czwarty egzemplarz otrzymuje osoba, wyznaczona przez polski Urząd Pośrednictwa Pracy z pośród danej grupy robotników.

Każdy robotnik wymieniony we wspólnej umowie o pracę, otrzyma przy zakontraktowaniu pisemne poświadczenie o zawarciu umowy o pracę według załączonego wzoru.

§ 6.

Die polnischen staatlichen Arbeitsvermittlungsämter werden Arbeiter, welche die Grenzämter der Deutschen Arbeiterzentrale bei Arbeiteranforderungen unter Bezug auf den vorjährigen Arbeitsvertrag namentlich bezeichnen, über ihre Anforderung als bald nach Eingang des Arbeitsvertrags in Kenntnis setzen und die Verpflichtung auf den für sie bestimmten Vertrag herbeiführen. Diese namentlich benannten Arbeiter werden von der Vermittlung nicht ausgeschlossen werden, falls ihrer Ausreise keine gesetzlichen Hindernisse entgegenstehen.

Auf namentlich angeforderte Arbeiter, die sich nicht wieder für die in Frage kommende Arbeitsstelle anwerben lassen wollen, finden die allgemeinen Bestimmungen über die Anwerbung Anwendung.

Namentlich bezeichnete Arbeiter, die ausserhalb der vereinbarten Kreise wohnen, werden bei dem für ihren Wohnsitz zuständigen polnischen staatlichen Arbeitsvermittlungsamt unter gleichzeitiger Benachrichtigung des Auswanderungsamts in Warschau angefordert. Das Auswanderungsamt wird seine Entscheidung auf schnellstem Wege den zuständigen polnischen Behörden und der Deutschen Arbeiterzentrale mitteilen.

§ 7.

Die Vorstellung und die Auswahl der Leute (§§ 4 und 5) erfolgt nach ihrer körperlichen und fachlichen Eignung und unter Berücksichtigung des Zusammenpassens der Arbeiter, die in einer Arbeitsgruppe vereinigt werden sollen.

Die Auswahl der Leute für Deutschland treffen die Beamten der Deutschen Arbeiterzentrale.

§ 8.

Die Verpflichtung der Arbeiter erfolgt auf den Arbeitsvertrag für ausländische landwirtschaftliche Wanderarbeiter, der von dem Fachausschuss für Land- und Forstwirtschaft bei der Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung aufgestellt wird und in seiner gegenwärtigen Fassung dem Abkommen beiliegt. Die Deutsche Regierung wird dahin wirken, dass die polnische Regierung vor wichtigeren Abänderungen des Arbeitsvertrags zuungunsten der Arbeiter rechtzeitig Gelegenheit zur Stellung erhält. Die Deutsche Regierung ist ferner bereit, etwaige Anregungen der Polnischen Regierung über Änderungen des Arbeitsvertrags dem Fachausschuss für Land- und Forstwirtschaft bei der Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung vorzulegen.

Andere Arbeitsverträge mit polnischen landwirtschaftlichen Wanderarbeitern sind nach den deutschen gesetzlichen Bestimmungen insoweit unwirksam, als sie von dem in Abs. 1 genannten Arbeitsverträge zuungunsten der Arbeiter abweichen. An die Stelle unwirksamer Vereinbarungen treten nach den deutschen gesetzlichen Bestimmungen die entsprechenden Bestimmungen des in Abs. 1 genannten Arbeitsvertrags.

Der Arbeiter darf den Arbeitsvertrag nur in Anwesenheit eines Beamten, der vom Leiter des betreffenden polnischen staatlichen Arbeitsvermittlungsamts dazu beauftragt ist, und nach Kenntnis der Vertragsbedingungen unterzeichnen. Diese Bestimmung gilt nicht für die Ausnahmefälle der Umverpflichtung; dabei soll jedoch in den Arbeits- und Lohnbedingungen keine Verschlechterung eintreten. Die Deutsche Arbeiterzentrale wird bei Umverpflichtungen in den Grenzämtern die Gründe dem Auswanderungsamt in Warschau, bei Umverpflichtungen im Inland dem zuständigen polnischen Konsulat mitteilen.

Die Arbeitsverträge werden in vier Stücken ausgefertigt. Ein Stück erhält der Arbeitgeber, das zweite die Deutsche Arbeiterzentrale, das dritte das zuständige polnische staatliche Arbeitsvermittlungsamt und das vierte eine Person, die aus der Mitte der Arbeitergruppe durch das Arbeitsvermittlungsamt bestimmt wird.

Jedem Arbeiter, der im Gesamtvertrage verzeichnet ist, wird bei der Anwerbung eine schriftliche Arbeitsvertragsbestätigung nach anliegendem Muster ausgehändigt.

§ 9.

Jeżeli Urząd Emigracyjny w Warszawie i Niemiecka Centrala Robotnicza uznają zgodnie, że pracodawca wykroczył w sposób jaskrawy przeciwko postanowieniom umowy o pracę obowiązującej przy zatrudnianiu zagranicznych sezonowych robotników rolnych (§ 8), wówczas można mu odmówić zapośredniczenia robotników.

§ 10.

Robotnicy otrzymują stosownie do obowiązujących przepisów paszportowych, w trybie przyspieszonym, bezpłatnie t. zw. paszport emigracyjny sezonowy, uprawniający ich do jednorazowego wyjazdu z Polski w okresie jego ważności.

Robotnicy, posiadający taki paszport i poświadczenie o zawarciu umowy o pracę (§ 8 ust. 5), będą, stosownie do obowiązujących w danym czasie niemieckich przepisów, zwolnieni od wizy na wjazd do Niemiec, oraz na wyjazd z Niemiec podczas ostatnich dwóch miesięcy roku kalendarzowego.

Wizy i inne zaświadczenia wymagane dla podróży do Polski poza ostatnimi dwoma miesiącami roku kalendarzowego, oraz dla wjazdu ponownego w ciągu roku, będą udzielane bezpłatnie.

§ 11.

Terminy wyjazdu do Niemiec i stacje wyjazdowe będą komunikowane robotnikom przy rekrutacji. Polskie Państwowe Urzędy Pośrednictwa Pracy będą skłaniały zakontraktowanych robotników, aby wyjechali w oznaczonym terminie. O ileby w wyjątkowych wypadkach poszczególni robotnicy odmówili wyjazdu, wówczas przedstawicielowi Niemieckiej Centrali Robotniczej będą poleceni do wyboru inni odpowiedni robotnicy.

§ 12.

Koszty przejazdu robotników od niemieckiej stacji granicznej do miejsca pracy ponosi pracodawca. To samo dotyczy strawnego, o ile robotnicy nie zabierają ze sobą żywności.

§ 13.

Tytułem kosztów za pośrednictwo Niemiecka Centrala Robotnicza uiszcza Urzędowi Emigracyjnemu w Warszawie 1,20 marek niemieckich za każdego przyjętego robotnika.

§ 14.

Robotnice w wieku poniżej 25 lat w zasadzie nie powinny być umieszczane pojedynczo w miejscach pracy.

Niemiecka Centrala Robotnicza zakomunikuje niemieckim stowarzyszeniom opieki nad dziewczętami, wyznaczonym na podstawie późniejszych porozumień, liczbę oraz miejsca pracy takich robotnic polskich.

§ 15.

Osoby, którym polski Urząd Emigracyjny poleci towarzyszyć zakontraktowanym robotnikom do Urzędów Granicznych Niemieckiej Centrali Robotniczej, otrzymują zaświadczenia Niemieckiej Centrali Robotniczej według załączonego wzoru.

Urząd Emigracyjny w Warszawie prześle zawczasu Niemieckiej Centrali Robotniczej w Berlinie listy imienne tych osób.

§ 9.

Sind das Auswanderungsamt in Warschau und die Deutsche Arbeiterzentrale darüber einig, dass ein Arbeitgeber in grober Weise gegen die Bestimmungen des für die Beschäftigung ausländischer landwirtschaftlicher Wanderarbeiter geltenden Arbeitsvertrags (§ 8) verstossen hat, so kann von der Vermittlung von Arbeitern an ihn Abstand genommen werden.

§ 10.

Die Arbeiter erhalten nach Massgabe der geltenden polnischen Passvorschriften in beschleunigtem Verfahren einen gebührenfreien sogenannten Saisonauswanderungspass, der sie zur einmaligen Ausreise aus Polen während seiner Gültigkeitsdauer berechtigt.

Die Arbeiter, die sich im Besitz eines solchen Passes und der Arbeitsvertragsbestätigung (§ 8 Abs. 5) befinden, sollen nach Massgabe der jeweils geltenden deutschen Bestimmungen für die Einreise nach Deutschland und während der beiden letzten Monate des Kalenderjahres für die Ausreise aus Deutschland vom Sichtvermerkszwange befreit werden.

Die für die Reise nach Polen ausserhalb der letzten zwei Monate des Kalenderjahres und die für die Wiedereinreise innerhalb des laufenden Kalenderjahres erforderlichen Sichtvermerke oder sonstigen Vermerke werden gebührenfrei erteilt.

§ 11.

Die Abfahrtszeiten und die Abfahrtsstationen werden den Arbeitern bei der Anwerbung mitgeteilt. Die polnischen staatlichen Arbeitsvermittlungsämtler werden die verpflichteten Arbeiter anhalten, zur festgesetzten Zeit abzureisen. Lehnen in Ausnahmefällen einzelne Arbeiter die Abreise ab, so sind dem Vertreter der Deutschen Arbeiterzentrale entsprechende andere Arbeiter zur Auswahl vorzustellen.

§ 12.

Die Kosten für die Beförderung der Arbeiter von der deutschen Grenzstation bis zur Arbeitsstelle trägt der Arbeitgeber. Das gleiche gilt hinsichtlich der Zehrgelder, soweit die Arbeiter nicht selbst Lebensmittel mitbringen.

§ 13.

Die Deutsche Arbeiterzentrale entrichtet als Vermittlungsgebühr für jeden von ihr angenommenen Arbeiter 1,20 Reichsmark an das Auswanderungsamt in Warschau.

§ 14.

Arbeiterinnen im Alter unter 25 Jahren sollen grundsätzlich nicht einzeln in Arbeitsstellen untergebracht werden.

Die Deutsche Arbeiterzentrale wird den deutschen Mädchenfürsorgevereinen, die auf Grund späterer Vereinbarungen bestimmt werden, die Zahl und die Arbeitsstellen solcher polnischer Arbeiterinnen bekannt geben.

§ 15.

Personen, durch die das polnische Auswanderungsamt die angeworbenen Arbeiter in die Grenzämter der Deutschen Arbeiterzentrale begleiten lassen will, erhalten eine Bescheinigung der Deutschen Arbeiterzentrale nach anliegendem Muster.

Das Auswanderungsamt in Warschau wird die Namenslisten dieser Personen rechtzeitig der Deutschen Arbeiterzentrale in Berlin einsenden.

§ 16.

Die Deutsche Arbeiterzentrale wird bemüht sein, polnische landwirtschaftliche Wanderarbeiter, die vor Beendigung der Arbeitszeit ohne ihr Verschulden arbeitslos werden, in einer anderen Arbeitsstelle unterzubringen, die für ausländische landwirtschaftliche Wanderarbeiter genehmigt ist.

§ 17.

Die Rückkehr der polnischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter aus Deutschland in ihre Heimat soll sich in geordneten Bahnen vollziehen. Die Abbeförderung soll möglichst in Sonderzügen und in einer den Interessen der Arbeiter entsprechenden Weise vor sich gehen.

Die Deutsche Arbeiterzentrale wird möglichst rechtzeitig den voraussichtlichen Beginn der Rückwanderung, die Eisenbahnlinien sowie die Grenzübergangsstellen, über die der Rücktransport in Aussicht genommen ist, dem Auswanderungsamt in Warschau mitteilen; sie wird sich darüber hinaus bemühen, dem Auswanderungsamt auch die hauptsächlichsten Übergangs- und Sammelpunkte für die Transporte bekanntzugeben.

Das Auswanderungsamt in Warschau wird an den betreffenden Grenzübergangsstellen zur Aufnahme der eintreffenden Arbeiter Vorkehrungen treffen.

§ 18.

Zweifelsfragen technischer Art, die sich bei der Durchführung dieser Vereinbarung etwa ergeben, werden durch unmittelbare Fühlung zwischen dem Auswanderungsamt in Warschau und der Deutschen Arbeiterzentrale geregelt.

Geschehen in Warschau am 24. November 1927. in zwei Urschriften, und zwar jede in polnischer und in deutscher Sprache, von denen jede Regierung eine erhält. Der polnische und der deutsche Wortlaut stimmen inhaltlich überein und haben gleiche Geltung.

(—) RAUSCHER.

(—) Dr. O. WEIGERT.

ANLAGE I.

BESCHEINIGUNG.

(Gemäss § 5 der Vereinbarung über Anwerbung, Vermittlung und Verpflichtung sowie Beförderung der polnischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter vom 24 November 1927).

Der Vertreter der Deutschen Arbeiterzentrale Herr
begibt sich nach Polen, um polnische Wanderarbeiter für Deutschland für das Jahr 19..... in den Kreisen
.....
gemäss § 4 Abs. 2. gemeinschaftlich mit den Vertretern der polnischen staatlichen Arbeitsvermittlungs-
ämter auszuwählen und zu verpflichten.

....., den

Der Konsul.

ZAŁĄCZNIK 2.

1928.

UMOWA O PRACĘ DLA ZAGRANICZNYCH SEZONOWYCH ROBOTNIKÓW ROLNYCH.

(Ustalona przez Fachową Komisję Rolną i Leśną przy Zakładzie Rzeszy dla Pośrednictwa Pracy i Ubezpieczenia Bezrobotnych).

I. CZAS TRWANIA UMOWY O PRACĘ.

Pomiędzy podpisanym(a)
 miejsce zamieszkania
 poczta
 Nr. telefonu
 stacja kolejowa
 powiat
 prowincja
 jako pracodawcą dworu z jednej strony i podpisanymi
 jako pracobiorcami z drugiej strony zawarta zostaje, nie ubliżając przepisom Tymczasowej Ordynacji dla Pracy Rolnej i obowiązującym dla danego miejsca pracy taryfom powiatowej lub obwodowej, umowa następująca.

Niżej podpisani pracobiorcy, kobiety zamężne za zezwoleniem małżonków, osoby niepełnoletnie za zezwoleniem rodziców lub opiekuna, przystępują do pracy do wyżej wymienionego pracodawcy lub jego prawnego następcy z dniem zobowiązania i pozostają w stosunku służbowym do chwili ukończenia wszystkich robót rolnych, najpóźniej do 15 grudnia b. r. Zobowiązują się oni wykonywać wszelkie powierzone im przez pracodawcę lub jego zastępcę prace dniówkowe i od sztuki. Pracodawca lub jego zastępca rozstrzygają, które roboty mają być wykonywane od sztuki a które na dniówkę.

Pracobiorcy zapewniają, że są zupełnie zdrowi i nie mają żadnych dolegliwości przeszkadzających w pracy (kobiety, że nie są w ciąży) i że obeznani są z wszelkimi zwykle wykonywanymi robotami rolnymi.

Pracobiorcy, podlegający służbie wojskowej, oświadczają, że, o ile im wiadomo, nie należy przewidywać przerw w umowie o pracę przez powołanie ich do służby czynnej lub na ćwiczenia wojskowe.

II. CZAS PRACY.

Czas pracy i jego obliczenie regulują się stosownie do taryf powiatowych lub obwodowych.

Jeżeli taryfa powiatowa nie istnieje albo czas pracy i jego obliczenie ustalone nie są, to obowiązują następujące postanowienia :

a) Na spożycie śniadania, obiadu i podwieczorku przeznaczają się dziennie dwie godziny, których nie wlicza się do czasu pracy.

b) Do czasu pracy wlicza się czas zużyty na drogę z dworu do miejsca pracy i od miejsca pracy do dworu.

c) W wypadkach nagłych pracobiorcy obowiązani są do wykonania pracy w godzinach nadliczbowych, które wynagradza się stosownie do przepisów działu III. Tylko pracodawcy lub ich zastępcy rozstrzygają, czy zachodzi wypadek nagły.

Pozatem obowiązują przepisy ustawowe.

Oprócz niedziel i świąt ewangelickich, robotnicy wyznania rzymsko-katolickiego mają prawo świętowania następujących świąt rzymsko-katolickich : Trzech Króli (6 stycznia), Bożego Ciała (w czerwcu), Piotra i Pawła (29 czerwca), Wniebowzięcia N. M. P. (15 sierpnia), Wszystkich Świętych (1 listopada), Niepokalanego Poczęcia N. M. P. (8 grudnia), o ile właściwa dla danego miejsca pracy

ANLAGE 2.

1928.

ARBEITSVERTRAG FÜR AUSLÄNDISCHE LANDWIRTSCHAFTLICHE WANDERARBEITER.

Aufgestellt vom Fachausschusse für Land- und Forstwirtschaft bei der Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung).

I. DAUER DES ARBEITSVERHÄLTNISSES.

Zwischen de..... unterzeichneten
 Wohnort
 Post
 Fernruf Nr.
 Eisenbahnstation
 Kreis
 Provinz
 als Arbeitgeber des Gutes einerseits und den Unterzeichneten als Arbeitnehmern andererseits wird unbeschadet der Bestimmungen der vorläufigen Landarbeitsordnung und der für die Arbeitsstelle gültigen Kreis- oder Bezirkstarife folgende Vereinbarung getroffen.

Die endesunterzeichneten Arbeitnehmer, die Ehefrauen mit Genehmigung ihrer Ehemänner, die unmündigen Personen mit Zustimmung ihrer Eltern oder ihres Vormundes treten vom Tage der Verpflichtung ab, so lange bis alle landwirtschaftlichen Arbeiten beendet sind, spätestens bis 15. Dezember laufenden Jahres, bei dem vorgenannten Arbeitgeber oder dessen Rechtsnachfolger in Arbeit. Sie verpflichten sich, alle ihnen vom Arbeitgeber oder dessen Vertreter übertragenen Tagelohn- und Stückarbeiten auszuführen. Welche Arbeiten im Tage- und welche im Stücklohn ausgeführt werden sollen, bestimmt der Arbeitgeber oder dessen Vertreter.

Die Arbeitnehmer versichern, vollständig gesund, ohne jegliches die Arbeit hindernde Gebrechen (weibliche nicht schwanger) und mit allen üblichen landwirtschaftlichen Arbeiten vertraut zu sein.

Die militärpflichtigen Arbeitnehmer erklären, das eine Unterbrechung des Arbeitsvertrags durch Einberufung zum Militärdienst oder zu einer Waffenübung nach ihrer Kenntnis nicht zu erwarten ist.

II. ARBEITSZEIT.

Die Arbeitszeit und ihre Berechnung richtet sich nach den Bestimmungen der Kreistarife bzw. der Bezirkstarife.

Besteht kein Kreistarif oder ist über die Arbeitszeit und ihre Berechnung nichts festgesetzt, so gilt folgendes :

a) Zur Einnahme von Frühstück, Mittagbrot und Vesper werden täglich zwei Stunden gewährt, die in die Arbeitszeit nicht eingerechnet werden.

b) Eingerechnet in die Arbeitszeit werden die Wege vom Hofe zur Arbeit und von der Arbeit zum Hofe.

c) In dringenden Fällen haben die Arbeitnehmer Überstunden zu leisten, die gemäss Ziffer III vergütet werden. Die Beurteilung, ob ein dringender Fall vorliegt, steht allein dem Arbeitgeber oder seinem Vertreter zu.

Im übrigen gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Ausser an den Sonntagen und evangelischen Feiertagen haben die römisch-katholischen Arbeitnehmer das Recht, an folgenden römisch-katholischen Feiertagen zu feiern : Dreikönigstag (6. Januar), Fronleichnamfest (im Juni), Peter und Paul (29. Juni), Mariä Himmelfahrt (15. August), Allerheiligen (1. November), Mariä Empfängnis (8. Dezember), soweit nicht durch die für die Arbeitsstelle zuständige

katolicka władza kościelna nie odłoży obchodu którego z tych świąt na następną niedzielę. Za pracę w wymienione święta katolickie otrzymują robotnicy rzymsko-katolicy płacę niedzielną.

Robotnikom, pragnącym brać udział w nabożeństwie w niedzielę i święta, należy to możliwie ułatwić.

III. PŁACE.

a) Jeżeli dla danego miejsca pracy obowiązuje umowa taryfowa, dotycząca sezonowych robotników rolnych, to również obcokrajowi sezonowi robotnicy rolni pobierają takie wynagrodzenie ogólne, jak niemieccy sezonowi robotnicy rolni.

b) Jeżeli dla danego miejsca pracy nie ma obowiązującej umowy taryfowej dla krajowych robotników sezonowych rolnych, to obcokrajowi sezonowi robotnicy rolni otrzymują wynagrodzenie ogólne które pobiera odpowiednia kategoria robotników niemieckich przy wykonywaniu takich samych czynności.

Tam, gdzie stawki od sztuki nie są ustalone przez umowę zbiorową, należy je obliczyć w ten sposób, ażeby przy ich stosowaniu robotnik przy normalnej wydajności pracy zarabiał przynajmniej 30 % więcej, niż przy pracy dniówkowej.

Do godzin nadliczbowych i pracy w niedzielę stosują się postanowienia Tymczasowej Ordynacji dla Pracy Rolnej, względnie taryf powiatowych lub obwodowych.

Wypłatę uskutecznia się w myśl zasad następujących :

Zarobki płatne są tygodniowo mianowicie w..... Trzy marki niemieckie potrąca z zarobku tygodniowego w ciągu pierwszych 6-ciu tygodni i dwie marki niemieckie potrąca z zarobku w ciągu następnych 9-ciu tygodni, płatne będą dopiero przy zgodnym z obowiązującymi przepisami odejściu robotnika i będą mu wówczas wypłacone. Za zgodne z obowiązującymi przepisami odejście uważane będzie również rozwiązanie umowy o pracę bez winy robotnika.

Przy niestawieniu się do pracy bez usprawiedliwienia i bez uzasadnienia pracodawca, oprócz potrącenia zarobku dziennego w gotówce, odpowiedniego do niewykonanej pracy, ma prawo poczynienia odpowiedniego potrącenia przy następnej wypłacie według każdorazowych cen targowych za dostarczoną ordynarję.

Wypłata zawsze powinna być wykonywana przez pracodawcę lub jego urzędników, w obecności dozorców, ale nigdy przez samych dozorców, starszych robotników lub przodowników.

Reklamacje w sprawie obrachunku płac winny być o ile możności poczynione zaraz przy wypłacie albo bezzwłocznie po niej ; o ile one dotyczą ustalenia istotnie przepracowanych godzin roboczych lub pracy akordowej, to mogą być uwzględniane tylko w przeciągu 14 dni po wypłacie.

Przy wypłacie zarobków nie wolno czynić żadnych potrąceń prócz : części zarobku, płatnej dopiero przy zgodnym z obowiązującymi przepisami odejściu robotnika, kar ewentualnie nałożonych stosownie do przepisów działu VII, podatku od zarobku ogólnego zgodnie z przepisami obowiązującymi¹ oraz ciążących na pracobiorcy składek na cele ubezpieczeń społecznych. Pracodawca wywiesi w mieszkaniach robotników na widocznym miejscu w porozumieniu z przedstawicielstwem robotników ogłoszenie z wyszczególnieniem wysokości potrąceń, które będą czynione przy wypłatach dla poszczególnych kategorii robotników (mężczyzn, chłopców, kobiet i t. p.).

Przy wypłatach otrzymują zagraniczni sezonowi robotnicy rolni te same obrachunki, jakie przyjęte są dla miejscowych robotników tego samego przedsiębiorstwa (koperty, kartki obrachunkowe).

IV. ORDYNARJA I MIESZKANIE.

Jako ordynarję otrzymuje każdy robotnik tygodniowo : 25 funtów kartofli, 7 litrów mleka zbieranego (dziennie 1 litr) albo 3 ½ litra niezbieranego (dziennie ½ litra), 7 funtów chleba, 2 funty krup albo kaszki manny albo kaszy lub jarzyn strączkowych, jeden funt mąki żytniej albo ¾ funta mąki pszennej, ½ funta tłuszczu i ½ funta soli. Zamiana ordynarji na gotówkę jest dopuszczalna tylko za zgodą obu stron zawierających umowę i po poprzednim obopólnym porozumieniu się co do wysokości sumy, przypadającej z tytułu zamiany ; suma ta winna być uiszczana jako zapłata tygodniowa. Miarodajna dla określenia wysokości wynagrodzenia za zamianę ordynarji jest urzędowa maksymalna cena producentów lub, jeżeli takiej nie ma, cena rynkowa najbliższej miejscowości, w której odbywają się targi. Nie jest dozwolona zamiana na gotówkę kartofli, mleka i chleba.

¹ Polscy sezonowi robotnicy rolni są nadal zwolnieni od podatku dochodowego, jeżeli zapomocą t zw. paszportu emigracyjnego (ograniczonego terminem jednorocznym) lub zaświadczenia władzy krajowej (tłumaczenie poświadczane przez polski konsulat albo poselstwo) udowodnią, że miejsce zamieszkania mają w Polsce.

katholische Kirchenbehörde die Feier eines dieser Festtage auf den darauffolgenden Sonntag verlegt wird. Wird an diesen römisch-katholischen Feiertagen gearbeitet, so erhalten die römisch-katholischen Arbeitnehmer Sonntagslohn.

Den Arbeitern ist auf Wunsch die Teilnahme am Gottesdienst an den Sonn- und Feiertagen nach Möglichkeit zu erleichtern.

III. LÖHNE.

a) Soweit für die Arbeitsstelle ein für Wanderarbeiter gültiger Tarifvertrag besteht, erhalten auch die ausländischen Wanderarbeiter jeweils das gleiche Gesamtentgelt wie die deutschen Wanderarbeiter.

b) Soweit für die Arbeitsstelle ein für inländische Wanderarbeiter gültiger Tarifvertrag nicht besteht, erhalten die ausländischen Wanderarbeiter das Gesamtentgelt, das die entsprechende Kategorie deutscher Arbeiter bei gleicher Tätigkeit erhält.

Wo keine tarifliche Regelung der Stücklohnsätze besteht, sind diese so zu bemessen, dass der Arbeitnehmer bei normaler Arbeitsleistung mindestens 30 v. H. mehr als beim Tagelohn verdient.

Für Überstunden und Sonntagsarbeit gelten die Bestimmungen der vorläufigen Landarbeitsordnung bzw. der Kreis- oder Bezirkstarife.

Die Auszahlung erfolgt nach folgenden Grundsätzen :

Die Löhne sind wöchentlich zahlbar, und zwar am Jedoch werden je 3 Reichsmark des Lohnes der ersten 6 Wochen und je 2 Reichsmark des Lohnes der folgenden 9 Wochen erst bei ordnungsmässigem Abgang des Arbeiters fällig und ausgezahlt. Dem ordnungsmässigen Abgang steht es gleich, wenn das Arbeitsverhältnis ohne Verschulden des Arbeitnehmers gelöst wird.

Bei unentschuldigtem und unbegründetem Fernbleiben von der Arbeit ist der Arbeitgeber berechtigt neben einer der nicht geleisteten Arbeit entsprechenden Kürzung des Bartagelohns für die gewährten Naturalien einen entsprechenden Abzug zum jeweiligen Marktpreis bei der nächsten Lohnzahlung vorzunehmen.

Das Auslohnen hat nur durch die Arbeitgeber oder deren Beamte im Beisein der Aufseher zu erfolgen, niemals aber durch Aufseher, Vorschnitter oder Vorarbeiter allein.

Beanstandungen der Lohnabrechnung sind möglichst bei der Lohnzahlung oder unmittelbar nachher anzubringen ; soweit sie sich auf die Festsetzung der tatsächlich geleisteten Stundenzahl oder Akkordarbeit beziehen, können sie nur innerhalb 14 Tagen nach der Lohnzahlung berücksichtigt werden.

Ausser dem erst bei ordnungsmässigem Abgang fälligen Lohnteil, den etwa nach Ziffer VII ordnungsmässig festgesetzten Strafen, dem gesetzlich vorgeschriebenen Steuerabzug¹ vom Gesamtlohn und den auf den Arbeitnehmer entfallenden Beiträgen für Zwecke der Sozialversicherung dürfen Abzüge bei den Lohnzahlungen nicht gemacht werden. Der Arbeitgeber wird an sichtbarer Stelle in den Wohnräumen der Arbeiter im Einvernehmen mit der Betriebsvertretung einen Anschlag anbringen, aus dem die Höhe der vorzunehmenden Abzüge für die einzelnen Gruppen der Arbeiter (Männer, Burschen, Frauen usw.) ersichtlich ist.

Bei Lohnzahlungen erhalten die ausländischen Wanderarbeiter dieselben Abrechnungen, wie sie für die einheimischen Arbeiter desselben Betriebs üblich sind (Lohntüten, Lohnzettel).

IV. NATURALIEN UND WOHNUNG.

An Naturalien erhält jeder Arbeiter für die Woche : 25 Pfd. Kartoffeln, 7 Liter Magermilch (täglich 1 Liter) oder 3 ½ Liter Vollmilch (täglich ½ Liter), 7 Pfd. Brot, 2 Pfd. Graupen oder Griess oder Grütze oder Hülsenfrüchte, 1 Pfd. Roggenmehl oder ¾ Pfd. Weizenmehl, ½ Pfd. Fett und ½ Pfd. Salz. Eine Ablösung des Deputats in Bargeld ist nur mit Zustimmung beider Vertragsparteien und nach vorheriger Einigung über die Höhe der Ablösung und nur als Wochenentgelt zulässig. Die Ablösung in bar erfolgt nach dem amtlichen Erzeugerhöchstpreis oder, wenn ein solcher nicht besteht, nach dem Marktpreis des nächsten Markttorts. Eine Ablösung von Kartoffeln, Milch und Brot ist jedoch nicht gestattet.

¹ Polnische landwirtschaftliche Wanderarbeiter sind von der Lohnsteuer bis auf weiteres befreit, wenn sie ihren Wohnsitz in Polen durch einen sogenannten Emigrationspass (zeitlich auf ein Jahr beschränkt) oder eine Bescheinigung der Heimatbehörde (beglaubigte Übersetzung durch polnisches Konsulat oder Gesandtschaft) nachweisen.

Pozatem winny być dostarczone: wspólne mieszkanie, nie wywołujące zarzutów, oddzielne dla każdej płci, ze stołami, sprzętami do siedzenia, naczyniami do mycia, z szafami zamykanymi na klucz, wspólne ognisko do gotowania i prania, wystarczający materiał opałowy, i oprócz tego dla każdej osoby łożko, siennik, poduszka i wełniana koldra. Mieszkania winny odpowiadać przepisom higienicznym.

Gotowaniem jedzenia zajmuje się przez pracodawcę lub jego zastępcę wyznaczona kobieta, do której również należy utrzymywanie mieszkania i sypialni w czystości oraz obieranie kartofli. Na czas potrzebny do tego, pracodawca zwalnia ją od innych robót. Otrzymuje ona tę samą płacę jak inne robotnice, jak również odpowiednie wynagrodzenie za niedziele i dni świąteczne. Liczba kucharek winna odpowiadać liczbie robotników.

V. KOSZTY PODRÓŻY.

Koszty podróży od granicy do miejsca pracy oraz opłaty za legitymację ponosi pracodawca. Przy zgodnym z obowiązującymi przepisami zakończeniu stosunku służbowego, należy się robotnikom bezpłatny bilet kolejowy do ostatniej niemieckiej stacji granicznej, przez którą robotnik przyjechał, udając się na miejsce pracy. Jeżeli zachodzą wątpliwości co do celu podróży powrotnej, winien pracodawca, podając miejsce pochodzenia robotników, zwrócić się do właściwego Urzędu Krajowego Niemieckiej Centrali Robotniczej, celem ustalenia ostatniej niemieckiej stacji granicznej. Wręczenie biletu kolejowego na powrót winno być zaznaczone przy ostatniem obliczeniu zarobku.

VI. NARZĘDZIA PRACY.

Robotnicy obowiązani są zwrócić dostarczone im przez pracodawcę narzędzia pracy oczyszczone i nieuszkodzone. Za każde uszkodzenie narzędzi pracy przez niewłaściwe obchodzenie się z nimi lub za zagubienie narzędzi robotnicy winni zapłacić gotówką.

VII. MORALNE PROWADZENIE SIĘ, PRZEDWCZESNE ROZWIĄZANIE UMOWY O PRACĘ.

Każdy robotnik zobowiązuje się dołożyć wszelkich sił, celem ścisłego wykonania powierzonych mu robót, wykonywać zarządzenia pracodawcy lub jego zastępcy i zwłaszcza ściśle przestrzegać przepisów regulaminu domowego.

Kary pieniężne mogą być na robotnika nałożone tylko na podstawie poprzednio wydanego regulaminu pracy, wywieszzonego na widocznym miejscu. Potrącenie kary winno nastąpić przy najbliższej wypłacie, w przeciwnym zaś razie karę tę uważa się za umorzoną. Potrącone kary mogą być zużyte tylko na korzyść robotników danego zakładu pracy.

Jeżeli zachodzi ważna przyczyna, a w szczególności, jeżeli jedna ze stron zawierających umowę, dopuści się szynnej lub ciężkiej zniewagi słownej, lub też uczyni niemoralne propozycje, w takim razie druga strona upoważniona jest do natychmiastowego rozwiązania umowy. Za ważną przyczynę dla pracodawcy uważa się poza to stałe odmawianie lub ciężkie zaniedbywanie pracy przez pracobiorcę, dla pracobiorcy odmawianie przez pracodawcę wypłaty umówionej płacy lub powtarzające się niepunktualne wypłaty i stałe, t. zn. mimo kilkakrotnych upomnień nieodmiennie złe pożywienie lub szkodzące zdrowiu mieszkanie.

Udział w ruchu zawodowo-związkowym nie może być przyczyną zwolnienia z pracy. Pracodawca nie może wbrew woli robotnika zatrzymać paszportu i innych dokumentów.

W razie jeśli prace na roli skończą się przed 15-ym grudnia r. b., pracodawca zobowiązany jest zawiadomić robotnika o dniu zwolnienia z pracy o tydzień przed tym terminem.

VIII. CHOROBA, UBEZPIECZENIE.

Każdy robotnik ma w razie choroby prawo do świadczeń właściwej kasy chorych. W wypadku niezdolności do pracy robotnik otrzymuje zamiast ordynarji i zarobku przewidziane przepisami pieniężne świadczenia na wypadek choroby. Jeżeli robotnik w czasie choroby otrzymuje nadal ordynarję, przewidzianą w dziale IV, to winien wartość tejże zapłacić pracodawcy po każdorazowych cenach rynkowych.

Pracodawcy i pracobiorcy są prawnie zobowiązani do płacenia składek do kasy chorych w wymiarze, ustalonym przepisami.

Przepisy higieniczne i ochronne, a w szczególności przepisy przy stosowaniu nawozów sztucznych, istniejące dla niemieckich robotników rolnych, mają zastosowanie także dla zagranicznych sezonowych robotników rolnych.

Ferner wird gewährt gemeinschaftliche, einwandfreie mit Tischen, Sitz- und Waschgelegenheiten sowie verschliessbaren Schränken ausgestattete Wohnung, nach Geschlechtern getrennt, gemeinschaftliche Feuerstelle zum Kochen und Waschen, ausreichendes Heizungsmaterial und ausserdem für jede Person eine Bettstelle, Strohsack, Kopfkissen und wollene Decke. Die Unterkünfte sollen den hygienischen Vorschriften entsprechen.

Das Essen wird von einer vom Arbeitgeber oder dessen Vertreter zu bestimmenden weiblichen Person gekocht, die auch sämtliche Wohn- und Schlafräume zu reinigen und das Schälen der Kartoffeln zu besorgen hat, wozu ihr vom Arbeitgeber die erforderliche freie Zeit gewährt wird. Sie erhält den Lohn der anderen Arbeiterinnen und auch für Sonn- und Festtage entsprechende Bezahlung. Die Zahl der Köchinnen soll der Zahl der Arbeitnehmer entsprechen.

V. REISEKOSTEN.

Die Reisekosten von der Grenze bis zur Arbeitsstätte sowie die Legitimierungsgebühren trägt der Arbeitgeber. Nach ordnungsmässiger Beendigung des Arbeitsverhältnisses haben die Arbeiter Anspruch auf freien Fahrschein bis zur letzten deutschen Grenzstation, über die die Einreise zum Arbeitsantritt erfolgt ist. Bestehen über das Reiseziel für die Rückreise Zweifel, so ist bei der zuständigen Landesstelle der Deutschen Arbeiterzentrale wegen Festsetzung der letzten deutschen Grenzstation unter Angabe der Heimatsorte der Leute vom Arbeitgeber anzufragen. Die Aushändigung einer Fahrkarte zur Rückreise ist auf der letzten Lohnabrechnung zu vermerken.

VI. ARBEITSGERÄTE.

Die Arbeiter sind verpflichtet, die ihnen vom Arbeitgeber gelieferten Gerätschaften sauber und unbeschädigt zurückzugeben. Alle durch ordnungswidrige Benutzung entstandenen Beschädigungen dieser Gerätschaften oder ihnen abhanden gekommene Geräte müssen die Arbeiter bar bezahlen.

VII. MORALISCHES VERHALTEN, VORZEITIGE LÖSUNG DES VERTRAGES.

Jeder Arbeiter verpflichtet sich, alle ihm aufgetragenen Arbeiten nach besten Kräften auszuführen den Anordnungen des Arbeitgebers oder dessen Vertreters Gehorsam zu leisten und auch besonders die Hausordnung genau zu beachten.

Geldstrafen können gegen einen Arbeiter nur auf Grund einer vorher erlassenen, an sichtbarer Stelle ausgehängten Arbeitsordnung verhängt werden. Der Abzug des Strafbetrags muss bei der nächsten Lohnzahlung erfolgen, andernfalls die Strafe als erlassen gilt. Die abgezogenen Strafgebühren dürfen nur zugunsten der Arbeiterschaft des Betriebs verwendet werden.

Bei Vorliegen eines wichtigen Grundes, insbesondere wenn einer der Vertragschliessenden gegen den anderen Tätlichkeiten verübt, grobe Beleidigungen ausspricht oder unsittliche Zumutungen stellt, ist der andere Vertragschliessende zur sofortigen Lösung des Arbeitsverhältnisses berechtigt. Als wichtiger Grund gilt ferner für den Arbeitgeber beharrliche Verweigerung oder grobe Vernachlässigung der Dienstleistung seitens des Arbeitnehmers, für den Arbeitnehmer Versagung des vereinbarten Lohnes und wiederholt unpünktliche Lohnzahlung seitens des Arbeitgebers sowie anhaltend, d. h. trotz mehrfacher Vorstellungen unverändert schlechte Kost oder gesundheitsschädliche Wohnung.

Gewerkschaftliche Betätigung ist kein Entlassungsgrund.

Der Pass und die sonstigen Papiere des Arbeiters dürfen ihm gegen seinen Willen vom Arbeitgeber nicht vorenthalten werden.

Falls die landwirtschaftlichen Arbeiten bereits vor dem 15. Dezember d. J. beendet werden, ist der Arbeitgeber verpflichtet, den Arbeitern den Tag der Entlassung eine Woche vorher bekanntzugeben.

VIII. ERKRANKUNG, VERSICHERUNG.

Jeder Arbeiter hat im Krankheitsfall Anspruch auf die Leistungen der zuständigen Krankenkasse. Bei Arbeitsunfähigkeit wird an Stelle der Naturalien und des Barlohns das satzungsmässige Krankengeld gezahlt. Werden im Krankheitsfalle die unter Ziffer IV aufgeführten Naturalien weiter verabfolgt, so hat der Arbeitnehmer ihren Wert nach dem jeweiligen Marktpreis an den Arbeitgeber zu zahlen.

Zur Zahlung der Krankenkassenbeiträge sind die Arbeitgeber und Arbeitnehmer in den durch die Krankenkassensatzung vorgeschriebenen Anteilen gesetzlich verpflichtet.

Die Hygiene- und Schutzvorschriften — insbesondere die Vorschriften bei Verwendung künstlichen Düngers —, die für deutsche Landarbeiter bestehen, finden auch auf die ausländischen Wanderarbeiter Anwendung.

IX. OPIEKA I ROZPATRYWANIE SKARG.

Pełnomocnicy Niemieckiej Centrali Robotniczej w Berlinie SW 11, Hafenplatz 4, którzy odpowiednio wylegitymują się, mają w każdej chwili prawo wejścia do mieszkań i miejsc pracy robotników. Obowiązkiem ich jest wysłuchiwanie zażaleń pracodawców i robotników i dążenie do usunięcia nieporozumień i przyczynienia się do zgodnego współżycia robotników między sobą oraz robotników z pracodawcą. W tym celu strony zawierające umowę winny im udzielać wszelkich niezbędnych informacji i wyjaśnień.

Skargi, powstające na tle wykonywania niniejszej umowy albo przy wykonywaniu robót w zakładzie pracy pomiędzy robotnikami i pracodawcą lub jego pełnomocnikiem, winny być o ile możliwości załatwiane na miejscu pracy.

X. POSTĘPOWANIE PRZY ZATARGACH.

Dla wszelkich sporów prawnych, mogących ewentualnie wyniknąć na tle niniejszego stosunku służbowego, jako sąd właściwy jest sąd pracy w, o ile stosunek służbowy nie jest oparty na umowie taryfowej, która wyłącza w całości lub częściowo sądownictwo pracy przez ustanowienie sądu rozjemczego lub polubownego.

Miejscowość i data :

Podpis pracodawcy lub jego zastępcy :

Własnoręczny podpis albo znak odrębny pracobiorcy (pracobiorców) :

Niniejszem zaświadcza się, że wyżej wymienionym robotnikom odczytana została umowa o pracę w ich języku ojczystym, że umowa ta została przez nich właściwie zrozumiana i zarówno co do całej treści jako też co do wysokości wpisanych zaliczek przyjęta przez podpisanie nazwiska lub znak odrębny., dnia 1928.

Urzędnik kontraktujący.

ZAŁĄCZNIK 3.

POŚWIADCZENIE UMOWY O PRACĘ.

(Na zasadzie § 8 polsko-niemieckiego porozumienia z dnia 24 listopada 1927 r. w sprawie rekrutacji, pośredniczenia i kontraktowania, jako też przejazdu polskich sezonowych robotników rolnych).

Pracodawca

zamieszkały

zawarł w dniu

z robotnikiem

umowę o pracę Nr....., która odpowiada umowie o pracę w jej obecnie obowiązującym brzmieniu, ułożonej przez Fachową Komisję Rolną i Leśną przy Zakładzie Rzeszy dla Pośrednictwa Pracy i Ubezpieczenia Bezrobotnych.

....., dnia 19.....

Państwowy Urząd Pośrednictwa Pracy
(pieczęć, podpis).

Niemiecka Centrala Robotnicza
(pieczęć, podpis).

IX. FÜRSORGE UND BEILEGUNG VON BESCHWERDEN.

Beauftragte der Deutschen Arbeiterzentrale, Berlin SW 11, Hafenplatz 4, die sich als solche ausweisen, sollen jederzeit das Recht des freien Zutritts zu den Wohn- und Arbeitsstätten der Arbeiter haben. Sie sind verpflichtet, Beschwerden der Arbeitgeber und Arbeitnehmer entgegenzunehmen und auf ihre Abstellung zur Förderung des Einvernehmens innerhalb der Arbeitnehmerschaft sowie zwischen ihr und dem Arbeitgeber hinzuwirken. Zu diesem Zwecke soll ihnen von den Vertragschliessenden jede erforderliche Auskunft und Aufklärung gegeben werden.

Beschwerden, die aus der Erfüllung dieses Vertrags oder bei der Ausführung der Arbeiten im Betriebe zwischen den Arbeitern und dem Arbeitgeber oder seinen Beauftragten entstehen, sollen möglichst an Ort und Stelle beigelegt werden.

X. AUSTRAGUNG VON STREITIGKEITEN.

Für alle aus diesem Arbeitsverhältnis etwa entstehenden Rechtsstreitigkeiten gilt als Gerichtsstand das Arbeitsgericht in soweit das Arbeitsverhältnis sich nicht nach einem Tarifvertrage bestimmt, durch den die Arbeitsgerichtsbarkeit ganz oder teilweise durch die Vereinbarung eines Schiedsgerichts oder einer Gütestelle ausgeschlossen ist.

Ort und Datum:
 Unterschrift des Arbeitgebers oder dessen Stellvertreters:
 Eigenhändige Unterschrift oder Handzeichen des (der) Arbeitnehmer:

Es wird bescheinigt, dass den vorstehend benannten Arbeitern der Vertrag in ihrer Heimatsprache vorgelesen, von ihnen richtig verstanden und durch Namensunterschrift bzw. Handzeichnen sowohl vollinhaltlich als auch in bezug auf Höhe der eingetragenen Lohnvorschüsse anerkannt worden ist., den 1928.

Verpflichtungsbeamter.

ANLAGE 3.

ARBEITSVERTRAGSBESTÄTIGUNG.

(Gemäss § 8 der polnisch-deutschen Vereinbarung über die Anwerbung, Vermittlung und Verpflichtung sowie Beförderung der polnischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter vom 24 November 1927).

Der Arbeitgeber
 wohnhaft
 hat am
 mit dem Arbeiter

..... einen Arbeitsvertrag Nr. abgeschlossen, der dem vom Fachausschusse für Land- und Forstwirtschaft bei der Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung aufgestellten Arbeitsvertrag für ausländische landwirtschaftliche Wanderarbeiter in seiner zur Zeit gültigen Fassung entspricht.

....., den 19.....

(Siegel, Unterschrift)

Deutsche Arbeiterzentrale.

(Siegel, Unterschrift).

Arbeitsvermittlungsamti

ZAŁĄCZNIK 4.

ZAŚWIADCZENIE.

(Na zasadzie § 15 polsko-niemieckiego porozumienia z dnia 24 listopada 1927 r. w sprawie rekrutacji, pośredniczenia i kontraktowania, jako też przejazdu polskich sezonowych robotników rolnych).

Pan
 Pani

który (a) wykaże się paszportem zaopatrzonem w wizę niemiecką, jest upoważniony (a) do towarzyszenia polskim robotnikom, przyjętym w Polsce przez Niemiecką Centralę Robotniczą, do Urzędów Granicznych Niemieckiej Centrali Robotniczej i do wstępu z tego tytułu do tychże Urzędów.

BERLIN, dnia

Niemiecka Centrala Robotnicza

Dyrektor

(pieczęć, podpis).

POROZUMIENIE

W SPRAWIE POLSKICH ROBOTNIKÓW ROLNYCH, KTÓRZY PRZYBYLI DO NIEMIEC PRZED
 31 GRUDNIA 1925 R. I TAMŻE POZOSTALI.

Celem wykonania postanowień artykułu 4 polsko-niemieckiej konwencji w sprawie polskich robotników rolnych, zawierają Rządy Polski i Niemiecki następujące porozumienie :

§ 1.

W latach od 1927 do 1931 ma włączyć się corocznie po ukończonym sezonie pracy do ruchu sezonowego 4.500 polskich robotników rolnych z pośród tych, którzy w okresie między 1 stycznia 1919 r. a 31 grudnia 1925 r. przybyli do Niemiec i tamże pozostali, w roku zaś 1932 reszta, jednak nie ponad 6.000, zmniejszone o 14 %.

Nadwyżka ponad 4.500 tych polskich robotników rolnych, którzy w ciągu jednego roku włączą się do ruchu sezonowego, zaliczona będzie na rachunek liczby osób, które w myśl ust. 1 mają wrócić w ciągu następnego roku.

§ 2.

Rząd Polski może wskazać osoby, które wyjęte będą z włączenia się do ruchu sezonowego. Ogólna liczba tych osób nie może zasadniczo wynosić rocznie ponad 14 % liczby polskich robotników rolnych, którzy w myśl § 1 mają włączyć się do ruchu sezonowego. Jeśli w jednym roku nie osiągnie się 14 %, to reszta może być wskazana w latach następnych ponad 14 %. Nie wlicza się robotnika do 14 % także i wtedy, jeżeli robotnik ten, już, wyłączony w jednym z poprzednich lat, został zaproponowany ponownie do włączenia się do ruchu sezonowego.

ANLAGE 4.

BESCHEINIGUNG.

(Gemäss § 15 der polnisch-deutschen Vereinbarung über die Anwerbung, Vermittlung und Verpflichtung sowie Beförderung der polnischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter vom 24 November 1927)

Herr

Frau

Fräulein

der (die) sich durch einen Pass mit deutschen Sichtvermerk ausweist, ist berechtigt, die in Polen von der Deutschen Arbeiterzentrale angenommenen polnischen Arbeiter zu den Grenzämtern der Deutschen Arbeiterzentrale zu begleiten und hierbei die Grenzämter zu betreten.

BERLIN, den

Die Deutsche Arbeiterzentrale

Der Direktor

(Siegel, Unterschrift).

VEREINBARUNG

ÜBER DIE POLNISCHEN LANDWIRTSCHAFTLICHEN ARBEITER, DIE VOR DEM 31. DEZEMBER 1925 NACH DEUTSCHLAND GEKOMMEN UND DORT VERBLIEBEN SIND.

Zur Durchführung der Bestimmungen des Artikel 4 des polnisch-deutschen Vertrages über polnische landwirtschaftliche Arbeiter treffen die Polnische und die Deutsche Regierung nachstehende Vereinbarung :

§ 1.

Von den polnischen landwirtschaftlichen Arbeitern, die in der Zeit zwischen dem 1. Januar 1919 und dem 31. Dezember 1925 nach Deutschland gekommen und dort verblieben sind, sollen sich in den Jahren 1927 bis 1931 je 4.500, im Jahre 1932 der Rest, jedoch nicht über 6.000 abzüglich 14 v. H., und zwar jeweils nach Beendigung der Arbeitszeit in die Wanderbewegung einreihen.

Polnische landwirtschaftliche Arbeiter, die sich in einem Jahre über die Zahl von 4.500 hinaus in die Wanderbewegung einreihen, werden auf die Zahl der Personen, die nach Abs. 1 im nächsten Jahre zurückkehren sollen, angerechnet.

§ 2.

Die Polnische Regierung kann Personen benennen, die von der Einreihung in die Wanderbewegung ausgeschlossen sein sollen. Die Zahl dieser Personen darf insgesamt und grundsätzlich in jedem Jahre 14 v. H. der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter, die nach § 1 für die Einreihung in die Wanderbewegung in Betracht kommen, nicht übersteigen. Werden in einem Jahre 14 v. H. nicht erreicht, so kann der Rest in den nächsten Jahren ausserhalb der 14 v. H. benannt werden. Eine Einrechnung in die 14 v. H. findet auch dann nicht statt, wenn ein Arbeiter, der bereits in einem früheren Jahre von der Einreihung in die Wanderbewegung ausgeschlossen worden ist, erneut für die Einreihung vorgeschlagen wird.

§ 3.

Zaopatrzenie polskich robotników rolnych w Niemczech w paszporty powinno być możliwie ułatwione i przyspieszone.

W tym celu Niemiecka Centrala Robotnicza zbierze potrzebne dane, dotyczące poszczególnych robotników, zapomocą kwestjonariuszy, których dostarczą jej właściwe konsulaty polskie.

§ 4.

Niemiecka Centrala Robotnicza prześle właściwym polskim konsulatom do 1 kwietnia każdego roku 7.000 wypełnionych kwestjonariuszy, a z tej liczby do 1 marca co najmniej 3.500. Na podstawie tych kwestjonariuszy konsulaty polskie podadzą Niemieckiej Centrali Robotniczej, najpóźniej 1 sierpnia każdego roku, nazwiska co najmniej 5.300 polskich robotników rolnych, którzy albo zaopatrzeni są w paszporty, lub też paszporty otrzymają zawczasu przed rozpoczęciem powrotu.

§ 5.

Niemiecka Centrala Robotnicza poda do wiadomości polskich konsulatów, najpóźniej do 1 września każdego roku, nazwiska 5.300 takich polskich robotników rolnych, którzy mają wrócić do Polski na okres zimowy.

Na wykazach tych umieści się przede wszystkim polskich robotników rolnych, którzy w danym roku po ukończeniu okresu robót mają zamiar powrotu na zimę do Polski oraz tych robotników, których pracodawcy zamierzają zwolnić w danym roku.

§ 6.

Konsulaty polskie podawać będą Niemieckiej Centrali Robotniczej stopniowo najpóźniej do 15 listopada każdego roku, nazwiska polskich robotników rolnych, którzy w danym roku nie mają wejść do ruchu sezonowego.

§ 7.

Polscy robotnicy rolni, którzy w myśl w § 2 nie wejdą do ruchu sezonowego, winni otrzymać tymczasowe zaświadczenie uprawniające (vorläufiger Befreiungsschein), które każdorazowo uprawnia ich na przeciąg jednego roku do pracy w rolnictwie.

W 1933 r. polscy robotnicy rolni, którzy nie zostali objęci ruchem sezonowym, otrzymają, zaświadczenia uprawniające (Befreiungsscheine) do pracy w rolnictwie.

§ 8.

Rząd Niemiecki wywrze wpływ na Niemiecką Centralę Robotniczą, ażeby ci robotnicy rolni, którzy na podstawie niniejszego porozumienia powrócą do Polski, mieli pierwszeństwo przy przyjmowaniu do pracy na wiosnę w charakterze robotników sezonowych, chyba że w poszczególnym wypadku przemawiać będą przeciwko temu ważne powody.

§ 9.

Postanowienia § 3 mają odpowiednie zastosowanie do polskich robotników rolnych, którzy przed 1 stycznia 1919 r. przybyli do Niemiec i tamże pozostali. Kwestjonariusze, które, wnosząc z ich treści, dotyczą takich robotników, Niemiecka Centrala Robotnicza prześle konsulatom polskim osobno w dwóch egzemplarzach.

§ 3.

Die Ausstattung der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter in Deutschland mit Pässen soll möglichst erleichtert und beschleunigt werden.

Zu diesem Zwecke wird die Deutsche Arbeiterzentrale durch Fragebogen, die ihr von den zuständigen polnischen Konsulaten zur Verfügung gestellt werden, die erforderlichen Feststellungen bezüglich der einzelnen Arbeiter treffen.

§ 4.

Die Deutsche Arbeiterzentrale wird den zuständigen polnischen Konsulaten bis zum 1. April jeden Jahres 7.000 ausgefüllte Fragebogen, davon bis zum 1. März mindestens 3.500, übersenden. Die Konsulate werden der Deutschen Arbeiterzentrale auf Grund der Fragebogen bis spätestens zum 1. August jedes Jahres mindestens 5.300 polnische landwirtschaftliche Arbeiter namhaft machen, die entweder mit Pässen versehen sind oder Pässe rechtzeitig vor Beginn der Wanderung erhalten werden.

§ 5.

Die Deutsche Arbeiterzentrale wird den polnischen Konsulaten spätestens bis zum 1. September jeden Jahres 5.300 solcher polnischer landwirtschaftlicher Arbeiter mitteilen, die für die Rückkehr nach Polen über die Winterzeit in Betracht kommen.

In diese Listen werden vor allem die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter aufgenommen, welche die Absicht haben, in dem betreffenden Jahre nach Beendigung der Arbeitszeit über den Winter nach Polen zurückzukehren, sowie die Arbeiter, welche die Arbeitgeber in dem betreffenden Jahre zu entlassen beabsichtigen.

§ 6.

Die polnischen Konsulate werden der Deutschen Arbeiterzentrale laufend bis spätestens zum 15. November jeden Jahres die Namen der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter mitteilen, die sich in dem betreffenden Jahre nicht in die Wanderbewegung einreihen sollen.

§ 7.

Polnischen landwirtschaftlichen Arbeitern, die sich gemäss § 2 nicht in die Wanderbewegung einreihen, soll ein vorläufiger Befreiungsschein erteilt werden, der sie jeweils auf ein Jahr zur Beschäftigung in der Landwirtschaft berechtigt.

Im Jahre 1933 erhalten die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter, die von der Wanderbewegung nicht erfasst worden sind, Befreiungsscheine für die Beschäftigung in der Landwirtschaft.

§ 8.

Die Deutsche Regierung wird auf die Deutsche Arbeiterzentrale einwirken, dass die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter, die auf Grund dieser Vereinbarung nach Polen zurückkehren, im Frühjahr zur Arbeitsaufnahme als Wanderarbeiter bevorzugt werden, es sei denn, dass im Einzelfalle wichtige Gründe dagegen sprechen.

§ 9.

Die Bestimmungen des § 3 finden auf polnische landwirtschaftliche Arbeiter, die vor dem 1. Januar 1919 nach Deutschland gekommen und dort verblieben sind, entsprechende Anwendung. Die Deutsche Arbeiterzentrale wird den polnischen Konsulaten die Fragebogen, nach deren Inhalt es sich um solche Arbeiter handelt, gesondert und in doppelter Ausfertigung übersenden.

Niemiecka Centrala Robotnicza wyda tymczasowe zaświadczenie uprawniające robotnikom, co do których konsulat polski na podstawie tych kwestjonariuszy zgłosi odpowiedni wniosek. Zaświadczenie to udzielane będzie na rok, a w razie potrzeby przedłużone będzie jeszcze na rok, chyba że się okaże, że robotnik nie należy do osób, wymienionych w ust. 1.

§ 10.

Liczba polskich robotników rolnych, którzy pomiędzy 1 stycznia 1919 r. a 31 grudnia 1925 r. przybyli do Niemiec i tamże pozostali, i którzy w roku przejściowym 1927 włączają się do ruchu sezonowego bez jakiegokolwiek oddziaływania władz niemieckich lub innych czynników, dolicza się do liczby robotników, którzy mają wrócić w 1928 r. na podstawie niniejszego porozumienia. W ciągu tych dwóch lat włączy się więc do ruchu sezonowego ogółem 9.000 robotników. Liczba robotników, którzy mają być umieszczeni w wykazie, zaproponowanym na 1928 r., będzie odpowiednio podwyższona lub zmniejszona.

Rząd Niemiecki oświadcza, że spowoduje, aby Niemiecka Centrala Robotnicza :

a) powiadomiła natychmiast pracodawców, że polscy robotnicy rolni, którzy przed 1 stycznia 1919 r. przybyli do Niemiec i tamże pozostali, mogą w myśl konwencji i nadal w Niemczech pozostać,

b) oddziaływała stale na pracodawców, by następujące grupy polskich robotników rolnych były nadal zatrudniane na miejscu pracy w ciągu półrocza zimowego 1927-28,

1. przybyli przed 1 stycznia 1919 r. do Niemiec i tamże pozostali,
2. ożenieni z obywatelkami niemieckimi,
3. którzy posiadają liczne rodziny,
4. którzy pobierają rentę wypadkową albo inwalidzką lub też ci, co do których postępowanie rentowe jest w toku.

Sporządzono w Warszawie dnia 24 listopada 1927 w dwóch tekstach oryginalnych i to każdy w języku polskim i niemieckim, z których każdy Rząd otrzymuje jeden. Teksty polski i niemiecki co do treści są zgodne i autentyczne.

(—) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.

(—) Stanisław GAWROŃSKI.

Die Deutsche Arbeiterzentrale wird Arbeitern, für die ein polnisches Konsulat auf Grund dieser Fragebogen einen entsprechenden Antrag stellt, einen vorläufigen Befreiungsschein aushändigen. Dieser Befreiungsschein wird auf ein Jahr erteilt und nötigenfalls noch um ein weiteres Jahr verlängert, falls sich nicht herausstellt, dass der Arbeiter nicht zu den in Abs. 1, angeführten Personen gehört.

§ 10.

Die Zahl der polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter, die in der Zeit zwischen dem 1. Januar 1919 und dem 31. Dezember 1925 nach Deutschland gekommen und dort verblieben sind, und die sich im Übergangsjahre 1927 in die Wanderbewegung ohne jede Einwirkung der deutschen Behörden oder sonstiger Stellen einreihen werden, wird mit der Zahl der Arbeiter, die im Jahre 1928 auf Grund dieser Vereinbarung zurückkehren sollen, zusammengerechnet. In diesen beiden Jahren werden sich demnach insgesamt 9.000 Arbeiter in die Wanderbewegung einreihen. Die Zahl der in die Vorschlagsliste des Jahres 1928 aufzunehmenden Arbeiter wird entsprechend erhöht oder vermindert.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie die Deutsche Arbeiterzentrale veranlassen wird.

a) den Arbeitgebern sofort mitzuteilen, dass die polnischen landwirtschaftlichen Arbeiter, die vor dem 1. Januar 1919 nach Deutschland gekommen und dort verblieben sind, nach dem Vertrage in Deutschland weiter verbleiben können,

b) auf die Arbeitgeber nachhaltig dahin einzuwirken, folgende Gruppen polnischer landwirtschaftlicher Arbeiter im Winterhalbjahr 1927/28 auf der Arbeitsstelle weiter zu beschäftigen,

1. die vor dem 1. Januar 1919 nach Deutschland gekommen und dort verblieben sind,
2. die deutsche Staatsangehörige geheiratet haben,
3. die kinderreiche Familien besitzen,
4. die im Genuss einer Unfall- oder Invalidenrente sind, oder bei denen ein Rentenverfahren schwebt.

Geschehen in Warschau am 24. November 1927 in zwei Urschriften, und zwar jede in polnischer und in deutscher Sprache, von denen jede Regierung eine erhält. Der polnische und der deutsche Wortlaut stimmen inhaltlich überein und haben gleiche Geltung.

(—) RAUSCHER.

(—) Dr. O. WEIGERT.

¹ TRADUCTION.N^o 2080. — CONVENTION CONCERNANT LES OUVRIERS AGRICOLES POLONAIS. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 24 NOVEMBRE 1927.

Les Parties contractantes, animées du désir de régler la question des ouvriers agricoles polonais en Allemagne, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Le Dr. Witold PRADZYŃSKI, membre de la commission de codification de la République polonaise ; et

M. Stanisław GAWROŃSKI, directeur du bureau d'émigration ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Ulrich RAUSCHER, ministre d'Allemagne à Varsovie ; et

Le Dr. Oskar WEIGERT, directeur au Ministère du Travail du Reich ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

S'inspirant du principe qu'en ce qui concerne l'emploi de ressortissants étrangers dans un Etat, il convient avant tout de tenir compte de la situation économique dudit Etat et notamment de la situation du marché du travail, les Parties contractantes règlementent comme suit le recrutement, le placement et l'embauchage des ouvriers agricoles polonais, ainsi que l'émigration, l'immigration, le rapatriement et l'assurance sociale desdits ouvriers.

SECTION I.

Article premier.

Les organismes assurant le recrutement, le placement et l'embauchage d'ouvriers agricoles saisonniers polonais seront, exclusivement, du côté polonais, les bureaux officiels de placement, et du côté allemand, les administrations officiellement chargées de ce soin.

L'embauchage des ouvriers aura lieu en vertu d'un contrat de travail déterminé.

En ce qui concerne l'application technique des dispositions des alinéas 1 et 2, ainsi que le transport des ouvriers, les Gouvernements des Parties contractantes concluront un arrangement particulier qui pourra être modifié d'un commun accord.

Article 2.

Les Parties contractantes conviennent d'admettre que la migration des ouvriers agricoles saisonniers polonais aura le caractère d'une migration saisonnière, sauf stipulations contraires de la présente convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2080. — CONVENTION CONCERNING POLISH AGRICULTURAL WORKERS. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 24, 1927.

The Contracting Parties being desirous of regulating the question of Polish agricultural workers in Germany, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Witold PRĄDZYŃSKI, Member of the Codification Commission of the Polish Republic ;
and,
M. Stanislaw GAWROŃSKI, Director of the Emigration Office ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Ulrich RAUSCHER, German Minister at Warsaw ; and
Dr. Oskar WEIGERT, Director at the Reich Ministry of Labour ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Whereas, in the employment of foreign nationals in any State, the primary consideration must be the economic situation of that State, and more particularly the situation of the labour market, the Contracting Parties have decided to regulate the recruitment, placing, and engagement of Polish agricultural workers, and further the emigration, immigration, repatriation and social insurance of such persons, as follows.

SECTION I.

Article 1.

The only organisations concerned in the recruitment, placing and engagement of Polish seasonal agricultural workers shall be, for Poland, the State employment bureaux, and for Germany, the authorities officially appointed for such purpose.

Workers shall be engaged under a specific labour contract.

The Contracting Parties will conclude a special Agreement, which can be modified by joint consent, concerning the technical application of the provisions of paragraphs 1 and 2 and also the transport of workers.

Article 2.

The Contracting Parties agree that the migration of Polish agricultural workers shall be in the nature of seasonal migration unless otherwise provided in the present Convention.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les Parties contractantes conviennent que les ouvriers agricoles polonais qui sont venus en Allemagne avant le 1^{er} janvier 1919 et y sont demeurés, auront le droit de rester en Allemagne en qualité d'ouvriers agricoles et de recevoir un certificat d'exemption leur permettant d'exercer cette activité.

Article 4.

Il est entendu entre les Parties contractantes que les ouvriers agricoles polonais qui sont venus en Allemagne du 1^{er} janvier 1919 au 31 décembre 1925 et y sont restés, seront compris dans le mouvement de la migration saisonnière conformément aux principes suivants :

1^o Les intéressés seront graduellement compris dans le mouvement de migration saisonnière, autant que possible par contingents annuels égaux, et uniformément répartis dans les divers districts où ils sont employés en Allemagne ;

2^o Ne seront pas compris dans le mouvement de migration saisonnière les personnes auxquelles cette mesure porterait un préjudice particulièrement grave.

Les gouvernements des Parties contractantes concluront un accord particulier au sujet de l'application technique des dispositions du présent article.

Article 5.

Les ouvriers agricoles polonais ne seront pas mis en demeure de retourner contre leur gré en Pologne dans des cas autres que ceux qui sont prévus par la présente convention, sous réserve des dispositions relatives au refus du permis de séjour et à l'expulsion, qui sont applicables à tous les étrangers.

Article 6.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder des facilités aux ouvriers agricoles polonais lors de leur émigration, de leur immigration et de leur rapatriement.

Article 7.

Les ouvriers agricoles polonais jouiront dans le Reich allemand, en ce qui concerne la protection du travail, la participation aux syndicats, la prévoyance sociale et le règlement des conditions de travail, y compris la procédure de conciliation et la juridiction des tribunaux chargés de statuer sur les conflits du travail, de la même protection que les ouvriers allemands, pour autant que la législation allemande ne stipule pas, d'une manière générale, d'autres dispositions applicables aux ressortissants étrangers.

Article 8.

Le Gouvernement allemand usera de son influence pour obtenir que les logements des ouvriers agricoles saisonniers polonais soient irréprochables au point de vue de la morale et de l'hygiène.

Article 9.

Les ouvriers agricoles saisonniers polonais seront dispensés des versements obligatoires pour l'assurance contre le chômage.

Article 3.

The Contracting Parties agree that Polish agricultural workers who entered Germany before January 1st, 1919, and have remained there, shall have the right to remain in Germany in the capacity of agricultural workers and to receive an exemption certificate permitting them to engage in such activities.

Article 4.

It is agreed between the Contracting Parties that Polish agricultural workers who entered Germany between January 1, 1919, and December 31, 1925, and have remained there, shall be included in the seasonal migration movement in conformity with the following principles :

(1) Such persons shall be gradually included in the seasonal migration movement, if possible in equal annual contingents, equally distributed over the various districts in Germany where they are to be employed ;

(2) No persons shall be included in the seasonal migration movement for whom this would involve special hardship.

The Contracting Parties will conclude a special Agreement concerning the technical application of the provisions of this Article.

Article 5.

Polish agricultural workers shall not be required to return to Poland against their will in cases other than those laid down in the present Convention, subject to the provisions applicable to all aliens, concerning refusal of a permit of residence and expulsion.

Article 6.

The Contracting Parties undertake to grant facilities to Polish agricultural workers in the matter of emigration, immigration and repatriation.

Article 7.

Polish agricultural workers shall be entitled in the German Reich to the same protection as German workers, as regards labour protection, trade union activities, public insurance and the regulation of labour conditions, including conciliation procedure and jurisdiction over labour disputes, subject to any provisions under German law which are applicable to all foreign nationals.

Article 8.

The German Government will use its influence to ensure that the accommodation provided for Polish seasonal agricultural workers shall be entirely adequate from the standpoint of morals and public health.

Article 9.

Polish agricultural seasonal workers shall be exempt from compulsory contributions for unemployment insurance.

Article 10.

Les ouvriers agricoles polonais seront, conformément aux accords en vigueur conclus entre la Pologne et l'Allemagne en vue d'éviter la double imposition, exonérés de l'impôt sur les salaires à la condition de prouver qu'ils ont leur domicile en Pologne.

La preuve du domicile en Pologne sera établie :

- a) Soit au moyen d'un passeport portant la mention « Paszport emigracyjny sezonowy » (passeport d'émigration saisonnière) ;
- b) Soit par un certificat de domicile (certificat relatif à la résidence de la famille) qui sera délivré par l'autorité polonaise du lieu d'origine et dont la traduction en allemand sera légalisée par un consulat polonais en Allemagne.

SECTION II:

Article 11.

Les ouvriers agricoles polonais et leurs ayants droit seront, en ce qui concerne les prestations des caisses allemandes d'assurance-maladie et accidents, placés sur le même pied que les ressortissants allemands et leurs ayants-droit.

Article 12.

Aux fins d'application du paragraphe 203, du paragraphe 586, N° 1, et du paragraphe 614 du Code d'assurance du Reich, on considère que, pour un ouvrier agricole polonais ne possédant pas de certificat d'exemption, la communauté domestique dans laquelle il vit avec sa famille en Pologne n'est pas interrompue, tant que l'ouvrier séjourne en Allemagne en se conformant aux règlements allemands.

Par certificat d'exemption, au sens de la présente section, on entendra également le certificat d'exemption provisoire.

Article 13.

Lors de l'application, aux ouvriers agricoles polonais, des prescriptions allemandes relatives au règlement des créances résultant de l'assurance-accidents allemande, le séjour en Pologne ne sera pas considéré comme un séjour à l'étranger.

Article 14.

Les ouvriers agricoles polonais possédant un certificat d'exemption ne seront pas dispensés de l'assurance-invalidité allemande en vertu du paragraphe 1233 du Code d'assurance du Reich. Dans un délai de six mois après la délivrance du certificat d'exemption, ils pourront déclarer à l'organe d'assurance-invalidité allemande auprès duquel ils étaient assurés en dernier lieu, qu'ils désirent verser, après coup, les cotisations afférentes aux semaines pendant lesquelles, au cours des deux dernières années avant la délivrance du certificat d'exemption, ils ont exercé une profession soumise à l'assurance-invalidité allemande, mais exonérée de l'assurance obligatoire aux termes du paragraphe 1233 du Code d'assurance du Reich. Si cette déclaration est présentée à temps, les cotisations pour l'avant-dernière année ayant précédé la délivrance du certificat, pourront être versées dans un délai d'un an et les cotisations pour l'année précédant immédiatement la délivrance du certificat d'exemption, dans un délai de deux ans, après la délivrance du certificat d'exemption. Ces cotisations seront considérées comme cotisations obligatoires. Le versement rétroactif ne sera pas autorisé tant que l'ouvrier sera invalide, aux termes de l'alinéa 2 du paragraphe 1255 du Code d'assurance du Reich.

Article 10.

Polish agricultural workers shall be exempt from the tax on wages under the Polish German Agreements now in force for the prevention of double taxation, if they can prove domicile in Poland.

Proof of domicile in Poland shall be established :

(a) By a passport endorsed " *Paszport emigracyjny sezonowy* " (seasonal emigration passport) ; or

(b) By a certificate of domicile (family domicile) issued by the Polish authority in the place of domicile, with translation authenticated by a Polish consulate in Germany.

SECTION II.

Article 11.

Polish agricultural workers and their dependents shall be assimilated to German nationals and their dependents for the purposes of payments by German health insurance and accident insurance funds.

Article 12.

In the application of paragraph 203, paragraph 586, No. 1 and paragraph 614 of the Reich Insurance Code, a Polish agricultural worker not in possession of an exemption certificate, shall be deemed to be living in uninterrupted domestic community with his family in Poland as long as he remains in Germany and conforms to the German regulations.

So-called provisional exemption certificates shall also rank as exemption certificates for the purposes of this Section.

Article 13.

In applying to Polish agricultural workers the German provisions for the settlement of claims under German accident insurance, residence in Poland shall not be considered residence abroad.

Article 14.

Polish agricultural workers in possession of an exemption certificate shall not be exempt from German invalidity insurance under paragraph 1233 of the Reich Insurance Code. Within six months after the issue of the said certificate they may declare to the German invalidity insurance fund with which they were last insured that they desire to pay retrospective contributions in respect of the previous two years for the weeks during which they were engaged in an occupation subject to German invalidity insurance but not to compulsory insurance under paragraph 1233 of the Reich Insurance Code. If this declaration is duly submitted, contributions for the last year but one before the delivery of the exemption certificate may be paid within one year, and contributions for the year immediately preceding issue within two years after the delivery of the said certificate. These shall be considered compulsory contributions. Retrospective payment shall not be permitted while the worker is a disabled person within the meaning of § 1255, paragraph 2, of the Reich Insurance Code.

Au cas où, avant l'entrée en vigueur de la présente convention, des cotisations à l'assurance invalidité auraient été versées pour un ouvrier agricole polonais, contrairement aux prescriptions du paragraphe 1233 du Code d'assurance du Reich, l'organe d'assurance ne pourra, en invoquant lesdites prescriptions, contester la validité de ces versements. L'ouvrier pourra, jusqu'au 31 décembre 1928, réclamer le remboursement des cotisations versées depuis le 1^{er} janvier 1924.

Article 15.

Si des ouvriers agricoles polonais ou leurs ayants droit ont, aux termes de l'article 14, acquis des droits découlant de l'assurance-invalidité allemande, ils seront, aux fins d'application des règlements allemands sur la suspension des droits découlant de l'assurance-invalidité allemande, placés sur le même pied que les ressortissants allemands et leurs ayants droit. Aux fins d'application des stipulations allemandes sur le règlement des créances découlant de l'assurance-invalidité allemande, le séjour en Pologne ne sera pas considéré comme séjour à l'étranger.

La disposition de l'article 12 s'appliquera par analogie lorsque le cas d'espèce en question sera visé par les paragraphes 1302 et 1303 du Code d'assurance du Reich.

Article 16.

Dès que la Pologne aura, pour l'ensemble de son territoire, créé, au bénéfice des ouvriers agricoles, une assurance invalidité et une assurance pour les ayants-droit, les Parties contractantes engageront des négociations en vue de prendre, par voie d'accord, les mesures nécessaires pour que les ouvriers saisonniers polonais qui n'ont pas de certificat d'exemption jouissent, eux aussi, pendant le temps où ils seront employés en Allemagne, des avantages d'une assurance-invalidité.

Article 17.

Aux fins d'application, aux ouvriers agricoles polonais, des dispositions allemandes relatives à l'assurance-maladie, accidents et invalidité, les autorités administratives et les organes d'assurance de Pologne prêteront leur concours administratif aux autorités administratives et aux organes d'assurance d'Allemagne. Les dépenses causées par ce concours administratif ne seront remboursées que dans la mesure où elles le sont dans l'assurance sociale polonaise.

Les autorités administratives suprêmes des Parties contractantes trancheront d'un commun accord les différends que pourrait soulever l'application de l'alinéa 1.

Article 18.

Lorsque sera terminée une enquête relative à un accident survenu à un ouvrier agricole polonais, l'administration allemande chargée de ladite enquête devra sans délai aviser le consulat polonais dans le ressort duquel se trouve son siège.

Les consulats polonais pourront, dans la même mesure que les intéressés eux-mêmes, prendre connaissance des débats de l'enquête, ainsi que des débats ultérieurs.

Article 19.

Chacune des Parties contractantes prendra indépendamment les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente section sur son propre territoire ; elle chargera de ce soin son autorité administrative suprême ou une autorité désignée par celle-ci.

Les dispositions ainsi prises devront être communiquées aux autorités intéressées de l'autre Partie contractante.

If, before the entry into force of the present Convention, invalidity insurance contributions had been paid in respect of a Polish agricultural worker, contrary to the provisions of paragraph 1233 of the Reich Insurance Code, the insurance fund may not dispute their validity in virtue of this provision. The worker can claim the refund of contributions paid for the period from January 1, 1924, to December 31, 1928.

Article 15.

Polish agricultural workers or their dependents who have acquired rights under Article 14 in the matter of German invalidity insurance shall be assimilated to German nationals and their dependents for the purposes of the German regulations governing the suspension of such rights. For the purposes of the German provisions concerning the settlement of claims under German invalidity insurance, residence in Poland shall not be considered residence abroad.

The provisions of Article 12 shall apply by analogy in respect of paragraph 1302 and paragraph 1303 of the Reich Insurance Code.

Article 16.

As soon as Poland has introduced invalidity insurance and insurance of dependents for agricultural workers throughout her territory, the Contracting Parties will open negotiations with a view to concluding an Agreement whereby Polish seasonal workers not in possession of exemption certificates shall be granted the benefits of invalidity insurance while employed in Germany.

Article 17.

The Polish administrative authorities and insurance funds shall accord assistance to the German administrative authorities and insurance funds in the application to Polish agricultural workers of the German provisions concerning health insurance and accident and invalidity insurance. The costs of such administrative assistance shall be refunded only to the extent applicable in the case of Polish social insurance.

The chief administrative authorities of the Contracting Parties shall settle jointly any disputes arising out the application of paragraph 1.

Article 18.

On the conclusion of any enquiry into an accident to a Polish agricultural worker, the German authorities concerned shall immediately notify the Polish consulate competent for the district in which these authorities have their seat.

Polish consulates can take cognisance to the same extent as the parties concerned of proceedings relating to the enquiry and of subsequent proceedings.

Article 19.

Executive measures to enforce the provisions of this Section shall be taken by the Contracting Parties independently, as may be necessary in their respective territories, the responsibility in the matter resting with the chief administrative authority or with some other authority appointed by the latter.

Any measures taken shall be communicated to the competent authorities of the other Contracting Party.

Article 20.

Les autorités administratives suprêmes des Parties contractantes s'entendront sur le point de déterminer de quelle manière pourront s'effectuer aussi simplement que possible et avec le minimum de frais, du territoire de l'une des Parties contractantes dans celui de l'autre, les notifications et les versements opérés en vue d'appliquer aux ouvriers agricoles polonais les dispositions de la législation allemande sur l'assurance-maladie, accidents et invalidité.

Article 21.

Au sens de la présente section on considérera comme autorités administratives suprêmes : en Pologne, le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et en Allemagne, le ministre du Travail du Reich.

Article 22.

Aux fins d'application des prescriptions de la présente section, les organes d'assurance et les administrations des Parties contractantes se mettront directement en rapports.

Article 23.

La présente section s'applique aux accidents qui se sont produits ou se produiront après le 31 décembre 1926, et aux cas relevant de l'assurance-maladie et invalidité qui se produiront après le 31 décembre 1927.

Les pensions servies à des ouvriers agricoles polonais à la suite d'accidents antérieurs ou en raison de cas antérieurs relevant d'autres assurances ne seront pas suspendues après le 31 décembre 1927 dans les cas visés au N^o 3 de l'alinéa 1 du paragraphe 615 ou au N^o 1 du paragraphe 1314 du Code d'assurance du Reich, tant que l'ayant-droit séjournera en Pologne.

Article 24.

Au cas où la présente convention serait dénoncée, les stipulations de la présente section continueront, malgré la dénonciation, à s'appliquer aux réclamations découlant des cas d'assurance qui se sont produits après les dates indiquées à l'alinéa premier de l'article 23, mais avant que la présente convention ait cessé d'être opérante.

Même après que la convention aura cessé d'être en vigueur, l'alinéa deuxième de l'article 23 restera applicable, à savoir, pendant un an, intégralement, et à partir de l'expiration de cette année, pour la moitié de la pension.

SECTION III.

Article 25.

La présente convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1928 et sera ensuite considérée comme prolongée par tacite reconduction pour une nouvelle période d'un an, tant qu'elle ne sera pas dénoncée par l'une des Parties contractantes.

Ce qui précède s'applique aux accords particuliers (articles 1 et 4).

Chacune des deux Parties contractantes pourra dénoncer la convention ou les accords particuliers, au plus tard le 1^{er} juillet, pour le 31 décembre de chaque année. La dénonciation de la

Article 20.

The chief administrative authorities of the Contracting Parties shall determine with the simplest and least costly method whereby payments and notifications concerning the application to Polish agricultural workers of German health and accident and invalidity insurance may be transferred from the territory of one of the Contracting Parties to that of the other.

Article 21.

The chief administrative authorities for the purposes of the present Section shall be, in Poland, the Minister of Labour and Social Welfare, and in Germany, the Reich Minister of Labour.

Article 22.

For the purposes of the application of the provisions of the present Section, the insurance funds and authorities of the Contracting Parties shall communicate with one another direct.

Article 23.

The present Section shall apply to accidents which have occurred or may occur after December 31, 1926, and to health and invalidity insurance cases occurring after December 31, 1927.

Pensions payable to Polish agricultural workers in respect of earlier accident or other insurance cases shall not lapse after December 31, 1927, under § 615, paragraph 1, No. 3, or paragraph 1314, No. 1 of the Reich Insurance Code, so long as the beneficiary remains in Poland.

Article 24.

In the event of the present Convention being denounced, the provisions of this Section shall still apply to claims in respect of insurance cases which have occurred after the dates mentioned in Article 23, paragraph 1, but before the Convention ceases to be operative.

Even after the Convention ceases to be in force, Article 23, paragraph 2 shall still be applicable for one year in respect of the whole pension, and thereafter in respect of one half of the pension.

SECTION III.

Article 25.

The present Convention shall remain in force until December 31, 1928, and shall be extended by tacit consent for further periods of one year unless denounced by one of the Contracting Parties.

The same applies to the Special Agreements (Articles 1 and 4).

Either of the Contracting Parties shall have the right to denounce the present Convention or the Special Agreements at latest on July 1, with effect as from December 31 of any year.

convention entraînera également celle des accords particuliers. Au cas où l'une des Parties contractantes dénoncerait l'un des accords particuliers, l'autre Partie contractante pourra dénoncer la convention jusqu'au 15 juillet de l'année en question.

Article 26.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin. La convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

L'entrée en vigueur de la présente convention entraînera celle des accords particuliers.

Fait à Varsovie, le 24 novembre 1927, en deux originaux, en polonais et en allemand, dont chaque Partie contractante reçoit un exemplaire. Les textes polonais et allemand concordent quant au fond et font également foi.

RAUSCHER.
D^r Oskar WEIGERT.
D^r Witold PRĄDZYŃSKI.
Stanisław GAWROŃSKI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la convention conclue ce jour entre LA RÉPUBLIQUE POLONAISE et LE REICH ALLEMAND au sujet des ouvriers agricoles polonais, les Parties contractantes se sont déclarées d'accord sur les points ci-après :

I. *Ad Section II, articles 11 à 24.*

Les Parties contractantes déclarent que la réglementation de l'assurance sociale des ouvriers agricoles polonais prévue aux articles 11 à 24 de la section II de la présente convention ne préjuge aucunement leur attitude dans les délibérations relatives à un accord de réciprocité au sujet de l'assurance sociale.

II. *Ad article 26.*

Les Parties contractantes déclarent que leurs gouvernements appliqueront, à titre provisoire, les dispositions de la présente convention, à partir du jour de la signature jusqu'à la ratification.

VARSOVIE, le 24 novembre 1927.

RAUSCHER.
D^r Oskar WEIGERT.
D^r Witold PRĄDZYŃSKI.
Stanisław GAWROŃSKI.

Denunciation of the present Convention shall imply denunciation of the Special Agreements. Should either of the Contracting Parties denounce one of the Special Agreements, the other Contracting Party shall have the right, up to July 15 of the same year, to denounce the Convention.

Article 26.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin. The Convention shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification.

The Special Agreements shall come into force with the present Convention.

Done at Warsaw on November 24, 1927, in two copies, drawn up in Polish and in German, one copy to be delivered to each of the Contracting Parties. The Polish and German texts are concordant as regards substance and are equally valid.

RAUSCHER.
Dr. Oskar WEIGERT.
Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
Stanisław GAWROŃSKI.

FINAL PROTOCOL.

When about to sign the Convention concluded this day between the Polish Republic and the German Reich concerning Polish agricultural workers, the Contracting Parties declared themselves in agreement on the following points :

I. *Ad Section II, Articles 11 to 24.*

The Contracting Parties declare that the regulations for the social insurance of Polish agricultural workers laid down in Section II, Articles 11 to 24 of the present Convention in no way prejudice their attitude as regards negotiations concerning an agreement on terms of reciprocity in the matter of social insurance.

II. *Ad Article 26.*

The Contracting Parties declare that their Governments will apply the stipulations of the present Convention provisionally from the date of signature until that of ratification.

WARSAW, *November 24, 1927.*

RAUSCHER.
Dr. Oskar WEIGERT.
Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
Stanisław GAWROŃSKI.

ACCORD

CONCERNANT LE RECRUTEMENT, LE PLACEMENT ET L'EMBAUCHAGE, AINSI QUE LE
TRANSPORT DES OUVRIERS AGRICOLES SAISONNIERS POLONAIS.

Aux fins d'exécution de l'article premier de la Convention conclue entre la Pologne et l'Allemagne au sujet des ouvriers agricoles polonais, le Gouvernement polonais et le Gouvernement allemand ont conclu l'accord ci-après.

Paragraphe premier.

La centrale ouvrière allemande fera savoir, en décembre de chaque année, au bureau d'émigration de Varsovie, combien d'ouvriers saisonniers polonais, hommes, femmes et jeunes gens, devront être probablement employés l'année suivante dans les divers pays allemands, en Prusse dans les diverses provinces, et indiquera les cercles polonais d'où l'on désire obtenir ces ouvriers.

Paragraphe 2.

Le bureau d'émigration de Varsovie fera connaître, au plus tard trois semaines après la communication de la centrale ouvrière allemande (paragraphe premier) les cercles dans lesquels le recrutement pourra avoir lieu et le nombre des ouvriers qui pourront être fournis par les divers cercles.

Paragraphe 3.

Le Ministère polonais du Travail et de la Prévoyance sociale et la centrale ouvrière allemande détermineront d'un commun accord, deux semaines après l'expiration du délai fixé au paragraphe 2, le nombre définitif des ouvriers à recruter, leur répartition par cercles ainsi que les détails techniques, pour la période allant jusqu'à la mi-avril. Au cas où d'autres ouvriers seraient demandés ultérieurement, il sera procédé de même.

Lorsqu'on demandera des ouvriers nommément désignés, il y aura lieu d'appliquer le paragraphe 6.

Paragraphe 4.

Conformément à l'accord (paragraphe 3), la centrale ouvrière allemande transmettra aux Bureaux de placement officiels polonais intéressés les demandes de main-d'œuvre que lui auront présentées les divers employeurs. Le jour et le lieu de l'embauchage, au siège des bureaux de placement ou dans les localités, fixés par eux d'un commun accord avec la centrale ouvrière allemande, seront portés en temps utile à la connaissance des populations rurales par les bureaux de placement au moyen d'avis appropriés.

La centrale ouvrière allemande aura alors le droit d'envoyer un nombre suffisant de ses fonctionnaires aux bureaux de placement, afin de commencer les opérations de recrutement, de concert avec les représentants des bureaux de placement, sous réserve des paragraphes 5 et 7 du présent accord. Le recrutement sera effectué parmi les ouvriers recommandés par les représentants des bureaux de placement, aux dates et lieux fixés.

Paragraphe 5.

Les fonctionnaires de la centrale ouvrière allemande qui devront être envoyés en Pologne, aux Bureaux de placement, en vue de recruter des ouvriers, recevront des consulats polonais compétents un certificat conforme au modèle ci-annexé.

AGREEMENT

CONCERNING THE RECRUITING, PLACING, AND ENGAGEMENT AND TRANSPORT
OF POLISH SEASONAL AGRICULTURAL WORKERS.

In application of Article 1 of the Polish German Convention concerning Polish seasonal agricultural workers, the Polish Government and the German Government have concluded the following Agreement :

Paragraph 1.

The German Central Labour Office shall inform the Warsaw Emigration Office in December of each year how many Polish seasonal workers — men, women, boys — will probably be employed the following year, in the different German States (in Prussia in the separate Provinces), and will indicate the Polish Kreise from which it is desired that such workers should be obtained.

Paragraph 2.

The Warsaw Emigration Office shall state, at latest three weeks after the communication of the German Central Labour Office (paragraph 1), from which Kreise it intends to recruit labour and how many workers can be supplied from the separate Kreise.

Paragraph 3.

The Polish Ministry of Labour and Social Welfare and the German Central Labour Office shall decide jointly, two weeks after the expiry of the period fixed in paragraph 2, the final number of workers to be recruited, their distribution in the various Kreise and the technical details for the period up to the middle of April. Should more workers be required later, the same procedure shall be adopted.

The provisions of paragraph 6 shall apply when workers are asked for by name.

Paragraph 4.

In accordance with the provisions of this Agreement (paragraph 3), the German Central Labour Office shall transmit to the competent Polish State labour bureaux applications for labour submitted to it by individual employers. The date and place of engagement, at the offices of the employment bureaux or in the places fixed by them in agreement with the German Central Labour Office, shall be notified in good time to the rural population by the employment bureaux by means of special notices.

The German Central Labour Office shall then have the right to send a sufficient number of its officials to the employment bureaux, in order to begin recruiting operations in conjunction with the representatives of the employment bureaux, subject to the provisions of paragraphs 5 and 7 of the present Agreement. Recruitment shall be carried out among the workers recommended by the representatives of the employment bureaux, on the dates and at the places fixed.

Paragraph 5.

Officials of the German Central Labour Office to be sent to the employment bureaux in Poland for the purpose of recruiting workers shall receive from the competent Polish Consulates a certificate in conformity with the model annexed hereto.

La centrale ouvrière allemande communiquera en temps utile la liste nominative de ces fonctionnaires au bureau d'émigration de Varsovie.

Paragraphe 6.

En ce qui concerne les ouvriers que les bureaux frontières de la centrale ouvrière allemande auront nommément désignés dans leurs demandes de main-d'œuvre en se référant aux contrats de travail de l'année précédente, les bureaux de placement officiel polonais, dès réception du contrat de travail, feront connaître à ces ouvriers qu'ils ont été réclamés et leur feront signer le contrat de travail qui leur est destiné. Ces ouvriers nommément désignés ne pourront être exclus de l'opération, si aucun obstacle légal ne s'oppose à leur sortie du pays.

Les dispositions générales relatives au recrutement s'appliqueront aux ouvriers nommément désignés qui ne veulent plus reprendre du travail dans la place en question.

Les ouvriers nommément désignés qui demeurent en dehors des cercles fixés pour le recrutement, seront réclamés au bureau de placement officiel polonais dans le ressort duquel se trouve leur domicile et le bureau d'émigration de Varsovie en sera avisé simultanément. Ledit bureau d'émigration fera connaître, par les voies les plus rapides, sa décision aux autorités polonaises compétentes et à la centrale ouvrière allemande.

Paragraphe 7.

Il sera procédé à la présentation et à la sélection des ouvriers (paragraphe 4 et 5) d'après leurs aptitudes physiques et techniques et compte tenu du fait que les ouvriers appelés à travailler ensemble doivent nécessairement constituer un groupe homogène.

La sélection des ouvriers à destination de l'Allemagne sera effectuée par les fonctionnaires de la centrale ouvrière allemande.

Paragraphe 8.

Les ouvriers seront embouchés en vertu du contrat de travail pour ouvriers agricoles saisonniers étrangers, qui est établi par le Comité technique de l'Agriculture et des Forêts attaché à l'Institut du Reich pour le placement des ouvriers et l'assurance contre le chômage, et dont la rédaction actuelle est annexée au présent accord. Le Gouvernement allemand usera de son influence pour que le gouvernement polonais puisse, en temps voulu, avoir l'occasion d'exprimer son opinion avant que des modifications importantes, défavorables aux ouvriers, soient apportées au contrat de travail. Le Gouvernement allemand est, en outre, disposé à soumettre les suggestions que le Gouvernement polonais pourrait présenter relativement à des modifications du contrat de travail, au Comité technique de l'Agriculture et des Forêts attaché à l'Institut du Reich pour le placement des ouvriers et l'assurance contre le chômage.

D'autres contrats de travail conclus avec des ouvriers agricoles saisonniers polonais sont inopérants, aux termes des dispositions de la législation allemande, dans la mesure où ils s'écartent, au détriment des ouvriers, du contrat de travail désigné à l'alinéa 1. Conformément aux dispositions de la législation allemande, les stipulations du contrat de travail désigné à l'alinéa 1 se substituent aux accords inopérants.

L'ouvrier ne pourra signer le contrat de travail qu'en présence d'un fonctionnaire désigné à cet effet par le directeur du bureau de placement officiel polonais intéressé et après avoir pris connaissance des conditions dudit contrat. Cette disposition ne s'appliquera pas au cas exceptionnel d'un changement d'affectation, mais les conditions de travail et de salaire ne pourront subir aucune modification au détriment de l'ouvrier. La centrale ouvrière allemande fera connaître les raisons de ce changement d'affectation au bureau d'émigration de Varsovie, s'il s'agit de changement opéré dans les bureaux frontières et au consulat polonais intéressé, s'il s'agit de changement opéré à l'intérieur du pays.

The German Central Labour Office shall communicate in good time to the Warsaw Emigration Office a list giving the names of such officials.

Paragraph 6.

When the frontier bureaux of the German Central Labour Office have applied for workers mentioning by name individuals with whom labour contracts have been concluded the previous year, the Polish State labour bureaux, immediately on receipt of the labour contract, shall inform such workers and shall give them the labour contract prepared for them to sign. Workers thus mentioned by name shall not be excluded from operations of the State bureaux provided that there is no legal objection to their leaving the country.

Workers mentioned by name who do not wish to accept employment again in the place in question shall come under the general provisions concerning recruitment.

Workers mentioned by name who live outside the Kreise selected shall be applied for through the Polish employment authority within whose jurisdiction their domicile is situated, the Warsaw Emigration Office being duly notified at the same time. The Emigration Office shall inform the competent Polish authorities and the German Central Labour Office of its decision as expeditiously as possible.

Paragraph 7.

The inspection and selection of workers (paragraphs 4 and 5) shall be carried out with reference to their physical and professional capacity and to the fact that persons who have to work together should form a homogeneous group.

The selection of workers for Germany shall be carried out by the officials of the German Central Labour Office.

Paragraph 8.

Workers shall be engaged under the labour contract for foreign seasonal agricultural workers, in the form annexed hereto, drawn up by the Technical Committee for Agriculture and Forestry attached to the Reich Institute for Employment and Insurance against Unemployment. The German Government will exert its influence in order that the Polish Government may be given an opportunity of expressing its opinion in good time, before any important changes unfavourable to the workers are made in the labour contract. The German Government is prepared, further, to submit suggestions which the Polish Government may put forward concerning changes in the labour contract to the Technical Committee for Agricultural and Forestry attached to the Reich Institute for Employment and Insurance against Unemployment.

Other labour contracts concluded with Polish seasonal agricultural workers shall be inoperative under German law, in so far as they constitute a departure, detrimental to the workers, from the terms of the labour contract mentioned in paragraph 1. The relevant provisions of this contract shall be substituted under German law for inoperative agreements.

Workers shall sign the labour contract only in the presence of an official appointed for this purpose by the director of the competent Polish State employment bureau and after having acquainted themselves with the terms of the contract. This stipulation shall not apply to the exceptional case of a change of employer; nevertheless, the conditions of work and wages shall not be less favourable to the worker. The German Central Labour Office shall notify the reasons for any change of employer to the Warsaw Emigration Office in cases dealt with at the frontier offices and, similarly, to the Polish consulate concerned in cases dealt with within the country.

Les contrats de travail seront établis en quatre exemplaires. L'employeur en recevra un, la centrale ouvrière allemande le deuxième, le bureau de placement officiel polonais compétent, le troisième, et une personne que désignera le bureau de placement dans le groupe des ouvriers, le quatrième.

Tout ouvrier figurant au contrat collectif recevra, lors de son recrutement, une confirmation écrite du contrat de travail, conforme au modèle ci-annexé.

Paragraphe 9.

Si le bureau d'émigration de Varsovie et la centrale ouvrière allemande estiment tous deux qu'un employeur a commis une infraction grave aux dispositions du contrat de travail (paragraphe 8) applicable à l'emploi d'ouvriers agricoles saisonniers étrangers, on pourra refuser de lui fournir des ouvriers.

Paragraphe 10.

Les ouvriers recevront, conformément au règlement polonais régissant les passeports, un passeport appelé « passeport d'émigration saisonnière » qui leur sera délivré gratuitement par les voies les plus rapides et leur donnera le droit de quitter une fois la Pologne pendant la période de validité de ce document.

Les ouvriers munis d'un tel passeport et de la confirmation du contrat de travail (cinquième alinéa du paragraphe 8) seront, conformément aux dispositions allemandes en vigueur, exemptés du visa obligatoire pour entrer en Allemagne et, pendant les deux derniers mois de l'année civile, pour sortir d'Allemagne.

Les visas nécessaires pour se rendre en Pologne en dehors des deux derniers mois de l'année civile et les visas, ou toutes autres mentions, nécessaires pour entrer en Allemagne au cours de l'année civile courante, seront apposés gratuitement.

Paragraphe 11.

Les heures et les stations de départ seront communiquées aux ouvriers lors du recrutement. Les Bureaux de placement officiels polonais inviteront les ouvriers embauchés à partir à la date indiquée. Si, dans des cas exceptionnels, certains ouvriers refusent de partir, il y aura lieu de présenter d'autres ouvriers de même catégorie au choix de la centrale ouvrière allemande.

Paragraphe 12.

Les frais du transport des ouvriers de la station frontière allemande jusqu'à leur lieu de travail seront à la charge de l'employeur. Il en sera de même pour les indemnités de route, si les ouvriers n'emportent pas de vivres avec eux.

Paragraphe 13.

La centrale ouvrière allemande versera au bureau d'émigration, de Varsovie, à titre de droit de placement, 1,20 Reichsmark pour tout ouvrier accepté par elle.

Paragraphe 14.

Les ouvrières âgées de moins de vingt-cinq ans ne devront pas, par principe, être placées isolément.

Labour contracts shall be drawn up in four copies, which shall be handed over respectively to the employer, the German Central Labour Office, the competent Polish State employment bureau and to a person appointed by the employment bureau from among the group of workers.

Every worker included in the collective contract shall receive on recruitment a written confirmation of the labour contract, in conformity with the model annexed hereto.

Paragraph 9.

If the Warsaw Emigration Office and the German Central Labour Office are agreed that an employer has been guilty of a serious offence against the terms of the labour contract (paragraph 8) governing the employment of foreign seasonal agricultural workers, the authorities shall have power to refuse to supply him with workers.

Paragraph 10.

Workers shall receive, in conformity with the Polish passport regulations, a so-called seasonal emigration passport which shall be issued free of charge by the most expeditious procedure and shall entitle the holder to leave Poland once during the period of validity specified.

Workers in possession of such a passport and of the confirmation of the labour contract (paragraph 8, sub-paragraph 5) shall be exempt, in accordance with the German provisions in force, from the obligation to obtain visas for entry into Germany and, during the last two months of the calendar year, German exit visas.

Visas required for travel to Poland, except during the last two months of the calendar year, and visas or other endorsements for re-entry into Germany during the current calendar year shall be given free of charge.

Paragraph 11.

The hours of departure and stations shall be notified to the workers on recruitment. The Polish State employment bureaux shall invite the said workers to leave on the date fixed. If in isolated cases certain workers refuse to leave, the representative of the German Central Labour Office shall be given an opportunity of selecting others of the same category.

Paragraph 12.

The cost of transporting workers from the German frontier station to the place of employment shall be defrayed by the employer. The same shall apply to subsistence allowance unless the workers bring their own food.

Paragraph 13.

The German Central Labour Office shall pay 1.20 Reichsmarks to the Warsaw Emigration Bureau for every worker placed.

Paragraph 14.

Female workers under twenty-five years of age shall not in principle be placed singly with any employer.

La centrale ouvrière allemande fera connaître aux associations allemandes de protection de la jeune fille qui seront désignées en vertu d'accords ultérieurs, le nombre de ces ouvrières polonaises et les endroits où elles travaillent.

Paragraphe 15.

Les personnes par lesquelles le bureau d'émigration polonais voudra faire accompagner les ouvriers recrutés jusqu'aux bureaux frontières de la centrale ouvrière allemande, recevront de celle-ci un certificat conforme au modèle ci-annexé.

Le bureau d'émigration de Varsovie enverra à temps à la centrale ouvrière allemande à Berlin la liste nominative de ces personnes.

Paragraphe 16.

La centrale ouvrière allemande s'efforcera de faire embaucher dans une autre place où les ouvriers agricoles saisonniers étrangers sont autorisés à travailler, les ouvriers agricoles saisonniers polonais qui, sans qu'il y ait eu faute de leur part, seraient atteints par le chômage avant l'expiration de la période de travail.

Paragraphe 17.

Le rapatriement des ouvriers agricoles saisonniers polonais ayant travaillé en Allemagne devra s'effectuer méthodiquement. Ils voyageront, dans la mesure du possible, par trains spéciaux et le transport s'effectuera d'une manière conforme aux intérêts des ouvriers.

La centrale ouvrière allemande communiquera, aussitôt que possible au bureau d'émigration de Varsovie, le début probable du rapatriement, les lignes de chemin de fer, ainsi que les points frontières par lesquels on envisage de faire passer les transports; en outre, elle s'efforcera de faire connaître également au bureau d'émigration les principaux points de passage et de rassemblement pour les convois.

Le bureau d'émigration de Varsovie prendra les dispositions nécessaires pour recevoir les ouvriers lors de leur arrivée, à ces points de passage de la frontière.

Paragraphe 18.

Les différends d'ordre technique que pourrait soulever l'application du présent accord seront réglés par voie de négociations directes entre le bureau d'émigration de Varsovie et la centrale ouvrière allemande.

Fait à Varsovie le 24 novembre 1927 en deux originaux, en polonais et en allemand, dont chaque gouvernement reçoit un exemplaire. Le texte polonais et le texte allemand concordent quant au fond et font également foi.

D. Witold PRĄDZYŃSKI.
Stanisław GAWROŃSKI.

RAUSCHER.
Dr O. WEIGERT.

The German Central Labour Office shall inform the German young girls' friendly associations to be designated under later agreements how many Polish women under twenty-five years of age are among the workers and where they are employed.

Paragraph 15.

Persons whom the Polish Emigration Bureau may wish to send with the workers recruited as far as the frontier bureaux of the German Central Labour Office shall receive from the latter a certificate in conformity with the model annexed hereto.

The Warsaw Emigration Bureau will send in good time to the German Central Labour Office at Berlin a list giving the names of such persons.

Paragraph 16.

The German Central Labour Office shall endeavour to obtain in another place, where the employment of foreign seasonal agricultural workers is authorised, engagements for Polish seasonal agricultural workers who, through no fault of their own, find themselves unemployed before the expiry of the specified period of work.

Paragraph 17.

The repatriation of Polish seasonal agricultural workers who have been employed in Germany shall be systematically carried out. They shall travel whenever possible in special trains, the transport being organised with due regard to the workers' interests.

The German Central Labour Office shall communicate as soon as possible to the Warsaw Emigration Office the probable date on which repatriation is to begin and the railway lines and frontier points over which it is proposed to forward the transports ; further, it shall take steps to inform the Emigration Bureau of the principal frontier points to be crossed and the places where the persons concerned are to assemble.

The Warsaw Emigration Office shall make the necessary arrangements to receive the workers on arrival at these frontier points.

Paragraph 18.

Technical disputes which may arise out of the application of the present Agreement shall be settled by direct negotiation between the Warsaw Emigration Bureau and the German Central Labour Office.

Done at Warsaw on November 24, 1927, in two copies, drawn up in Polish and in German, to be delivered to the respective Governments. The Polish and German texts are concordant in tenor and shall both be authoritative.

D. Witold PRĄDZYŃSKI.
Stanisław GAWROŃSKI.

RAUSCHER.
Dr. O. WEIGERT.

ANNEXE 1

CERTIFICAT

(Conforme au paragraphe 5 de l'Accord du 24 novembre 1927, concernant le recrutement, le placement et l'embauchage, ainsi que le transport des ouvriers agricoles saisonniers polonais.)

M.

 délégué de la Centrale ouvrière allemande, se rend en Pologne en vue de choisir et d'engager, conformément à l'alinéa 2 du paragraphe 4, de concert avec les représentants des Bureaux de placement officiels polonais, des ouvriers saisonniers à destination de l'Allemagne pour l'année 19... dans les cercles...

 le

Le Consul.

ANNEXE 2

1928.

CONTRAT DE TRAVAIL POUR OUVRIERS AGRICOLES SAISONNIERS ÉTRANGERS

(établi par le Comité technique de l'Agriculture et des Forêts attaché à l'Institut du Reich, pour le placement des ouvriers et l'assurance contre le chômage).

I. DURÉE DU CONTRAT DE TRAVAIL.

Le(les) soussigné(s)

 Domicile
 N° de téléphone
 Gare de chemin de fer
 Cercle
 Province
 employeur du domaine
 d'une part, et les soussignés, employés, d'autre part, ont, sans préjudice des dispositions de l'ordonnance provisoire concernant le travail agricole et des conventions tarifaires des cercles ou des districts, applicables au lieu où s'effectue le travail, conclu l'accord ci-après :

Les ouvriers soussignés, les femmes mariées avec l'autorisation de leur mari, les mineurs avec le consentement de leurs parents ou de leur tuteur, entrent, à partir du jour de l'engagement et jusqu'au moment où tous les travaux agricoles seront terminés, mais toutefois jusqu'au 15 décembre de l'année courante au plus tard, au service de l'employeur précité ou de son successeur juridique. Ils s'engagent à exécuter tout travail payé à la journée ou à la pièce qui leur sera confié par l'employeur ou son représentant. C'est l'employeur ou son représentant qui déterminera les travaux qui seront exécutés à la journée et ceux qui seront exécutés à la pièce.

Les ouvriers certifient jouir d'une santé parfaite et n'être atteints d'aucune infirmité les empêchant de travailler (les ouvrières affirment ne pas être enceintes) et être au courant de tous les travaux agricoles usuels.

Les ouvriers astreints au service militaire déclarent, qu'à leur connaissance, il n'y a pas lieu de s'attendre à une interruption du contrat de travail par suite d'une convocation au service militaire ou à une période d'exercice.

ANNEX 1.

CERTIFICATE.

(In conformity with paragraph 5 of the Agreement of November 24, 1927, concerning the recruitment, placing and engagement and also the transport of Polish seasonal agricultural workers.)

M.

 representative of the German Central Labour Office, is proceeding to Poland for the purpose of selecting and engaging, in conformity with paragraph 4, sub paragraph 2, in conjunction with the representatives of the Polish State Employment Bureaux, Polish seasonal workers to be employed in Germany during the year 19..... in the Kreis of

 Date

Consul.

ANNEX 2.

1928.

LABOUR CONTRACT FOR FOREIGN SEASONAL AGRICULTURAL WORKERS.

Drawn up by the Technical Committee for Agriculture and Forestry attached to the Reich Institute for Employment and Insurance against Unemployment.)

I. DURATION OF LABOUR CONTRACT.

The undersigned

 Domicile
 Postal address
 Telephone No.
 Railway station
 Kreis
 Province
 Employer, of the property
 of the one part, and the undersigned workers, of the other part, without prejudice to the stipulations of the provisional ordinance concerning agricultural labour or the tariff agreements in the Kreis or districts applicable to the place of employment, have concluded the following agreement.

The undersigned workers, the married women with their husbands' authorisation and the minors with the consent of their parents or guardians, will enter the service of the above-mentioned employer or of his assign as from the date of engagement and will remain until the completion of the agricultural work, but not later than December 15 of the current year. They undertake to perform all time or piece work entrusted to them by the employer or by the latter's representative. The employer or his representative shall decide what work is to be performed as time work and piece work, respectively.

The workers certify that they are in perfect health and are not suffering from any infirmity (or pregnant) which might prevent their working, and, further, that they are familiar with all the usual agricultural work.

Workers liable for military service declare that, to the best of their knowledge, the labour contract is not likely to be interrupted by reason of their being called up for military service or training.

II. HEURES DE TRAVAIL.

Les heures de travail et le calcul de ces heures seront conformes aux dispositions des conventions tarifaires du cercle ou du district.

S'il n'existe pas de convention tarifaire de cercle ou si celle-ci ne contient pas de dispositions relatives aux heures de travail et au calcul de ces dernières, il sera fait application de ce qui suit :

a) Pour le petit déjeuner, le repas de midi et le goûter, il sera accordé deux heures par jour qui ne compteront pas dans les heures de travail.

b) Sera compris dans les heures de travail, le temps mis par les ouvriers pour se rendre de la ferme à leur travail et du travail à la ferme.

c) En cas d'urgence, les ouvriers devront faire des heures supplémentaires, qui seront rémunérées conformément au chapitre III. C'est à l'employeur ou à son représentant qu'il appartiendra exclusivement de décider s'il y a urgence.

Pour le reste, on appliquera les dispositions légales.

Outre les dimanches et les jours de fêtes protestantes, les ouvriers catholiques-romains auront le droit de chômer les jours de fêtes catholiques romaines ci-après : le jour des Rois (6 janvier), la Fête-Dieu (en juin), St. Pierre et St. Paul (29 juin), l'Assomption (15 août), la Toussaint (1^{er} novembre), l'Immaculée conception (8 décembre), à moins que les autorités ecclésiastiques catholiques dont dépend le lieu du travail, ne remettent la célébration d'une de ces fêtes au dimanche suivant. S'ils travaillent pendant ces jours de fêtes catholiques romaines, les ouvriers catholiques romains recevront le salaire du dimanche.

Il y aura lieu, dans la mesure du possible, d'accorder aux ouvriers, s'ils le désirent, des facilités pour assister au service divin, les dimanches et jours de fêtes.

III. SALAIRES.

a) Si, dans le lieu où s'effectue le travail, il existe une convention collective applicable aux ouvriers saisonniers, les ouvriers saisonniers étrangers recevront la même rémunération globale que les ouvriers saisonniers allemands.

b) Si, dans le lieu où s'effectue le travail, il n'existe pas de convention collective applicable aux ouvriers saisonniers allemands, les ouvriers saisonniers étrangers recevront la même rémunération totale que la catégorie correspondante d'ouvriers allemands exerçant la même activité.

Dans les localités où il n'existe pas de convention réglant les taux des salaires à la pièce, ceux-ci devront être calculés de telle sorte que l'ouvrier fournissant un travail normal reçoive au moins 30 % de plus que s'il était payé à la journée.

En ce qui concerne les heures supplémentaires ou le travail du dimanche, on appliquera les dispositions de l'Ordonnance provisoire concernant le travail agricole ou des conventions tarifaires du cercle ou du district.

Le paiement s'effectuera d'après les principes suivants.

Les salaires sont payables hebdomadairement le Toutefois, 3 Reichsmark du salaire de chacune des six premières semaines, et 2 Reichsmark du salaire de chacune des neuf semaines suivantes ne seront dus et payables que lors du départ régulier de l'ouvrier. L'ouvrier sera considéré comme partant régulièrement, si son contrat de travail est résilié sans qu'il y ait eu faute de sa part.

Si l'ouvrier ne se présente pas au travail sans excuse et sans motif, l'employeur aura le droit, non seulement de déduire du salaire journalier en espèces, une somme correspondant au travail non effectué, mais encore de déduire, lors de la paie suivante pour les prestations de salaire en nature, une somme calculée d'après le cours actuel, sur le marché, des prestations fournies.

Le salaire ne pourra être payé que par l'employeur ou ses fonctionnaires, en présence des surveillants, mais jamais par les surveillants, contremaîtres ou chefs d'équipe seulement.

Les contestations relatives au décompte du salaire devront être présentées, autant que possible au moment de la paie ou immédiatement après ; si elles ont trait à la fixation du nombre d'heures de travail effectif ou du travail à forfait, elles ne pourront être prises en considération que si elles sont présentées dans les quatorze jours qui suivront la paie.

Aucune retenue ne pourra être opérée lors du paiement des salaires en dehors de celle de la fraction du salaire due seulement lors du départ régulier des ouvriers, des amendes prévues au chiffre VII, des sommes que la loi prescrit de déduire du montant global du salaire au titre de l'impôt¹ et des cotisations

¹ Les ouvriers agricoles saisonniers polonais sont, jusqu'à nouvel ordre, exonérés de l'impôt sur le salaire s'ils prouvent qu'ils sont domiciliés en Pologne au moyen d'un passeport dit d'émigration (valable pour un an) ou d'un certificat de l'Administration de leur lieu d'origine (traduction légalisée par un consulat polonais ou par la légation de Pologne).

II. HOURS OF WORK.

The hours of work and the method of reckoning the same shall be governed by the provisions of the tariff agreements in the Kreis or district.

If there is no Kreis tariff agreement, or if nothing is fixed as regards hours of work or the method of their assessment, the following provisions shall apply :

(a) Two hours a day shall be allowed for breakfast, dinner and supper, such period not to be included in the hours of work.

(b) The time for getting from the farm to work and returning shall be included in the hours of work.

(c) In urgent cases the workers shall work overtime, which shall be paid in accordance with the provisions of Section III. The employer or his representative shall alone be competent to decide whether a case is urgent.

For the rest, the existing legal provisions shall apply.

In addition to Sundays and Protestant holidays, Roman Catholic workers shall be entitled not to work on the following Roman Catholic holidays : Epiphany (January 6), Corpus Christi (in June), S. Peter and S. Paul (June 29), Assumption (August 15), All Saints (November 1) and the Immaculate Conception (December 8), unless the Catholic ecclesiastical authorities in the place of employment postpone the celebration of any one of the above-named feasts to the following Sunday. Roman Catholic workers who work on these Roman Catholic holidays shall receive Sunday wages.

Facilities shall be granted to workers to attend Divine Service on Sundays and feast days if they so desire.

III. WAGES.

(a) If, in the place of employment, there is a collective agreement applicable to seasonal workers, foreign seasonal workers shall receive the same total remuneration as German seasonal workers.

(b) If, in the place of employment, there is no collective agreement applicable to German seasonal workers, foreign seasonal workers shall receive the same total remuneration as the corresponding category of German workers engaged in the same kind of work.

In places where there is no tariff regulating piece rates, the latter shall be so assessed that a worker turning out the usual work receives at least 30 % more than for time work.

Overtime and Sunday work shall be governed by the stipulations of the Provisional Ordinance concerning agricultural labour, or by the tariffs in force in the Kreis or district.

Payment of wages shall be governed by the following principles.

Wages shall be payable weekly on Notwithstanding, three Reichsmarks per week in respect of the first six weeks' wages, and two Reichsmarks per week in respect of the following nine weeks' wages shall be due and payable only on the regular discharge of the worker. The latter shall be deemed to have been discharged regularly if his labour contract is cancelled without fault on his part.

Should the worker absent himself from work without excuse or reason, the employer shall have the right not only to deduct from the daily cash wage a sum corresponding to the work neglected, but also to deduct, on the following pay day, a sum in respect of payments in kind assessed at market prices.

Wages shall be paid in the presence of the overseer, by the employer or his officials only, but never by the overseer, head reaper or foreman alone.

Objections arising out of the statement of wages shall be submitted as far as possible at the time of payment or immediately afterwards ; if they refer to the assessment of the actual hours worked or to the the piece work done, they can only be taken into consideration within fourteen days following payment.

No deductions may be made on paydays except for the proportion of the wages due only on the regular discharge of the worker, the fines laid down under Section VII, the sum in respect of taxes¹ to be deducted by law from the total wage, and the contributions due by the worker in respect of social

¹ Polish seasonal agricultural workers shall be exempt from the tax on wages until further notice, if they can prove domicile in Poland by a so-called emigration passport (valid for one year) or a certificate from the authorities in their place of origin (translation authenticated by a Polish consulate or by the Polish Legation).

payables par l'ouvrier pour l'assurance sociale. L'employeur, d'accord avec le représentant des ouvriers, apposera, à un endroit visible dans les logements des ouvriers, une affiche indiquant clairement le montant des retenues qui seront opérées pour les divers groupes d'ouvriers (hommes, jeunes gens, femmes, etc.).

Lors du paiement des salaires, les ouvriers saisonniers étrangers recevront les décomptes en usage pour les ouvriers nationaux de la même exploitation (enveloppes contenant le salaire et fiches de salaire.)

IV. SALAIRE EN NATURE ET LOGEMENT.

Chaque ouvrier recevra par semaine le salaire en nature ci-après : 25 livres de pommes de terre, 7 litres de lait écrémé (1 litre par jour), ou 3 litres $\frac{1}{2}$ de lait non écrémé ($\frac{1}{2}$ litre par jour), 7 livres de pain, 2 livres d'orge mondé, ou de semoule, ou de gruau ou de légumes secs, 1 livre de farine de seigle, $\frac{3}{4}$ de livre de farine de froment, $\frac{1}{2}$ livre de graisse et $\frac{1}{2}$ livre de sel. Le paiement en espèces de ce salaire en nature ne pourra être effectué qu'avec le consentement des deux parties contractantes et après accord préalable au sujet du montant de ce paiement qui ne pourra être opéré qu'hebdomadairement. Le paiement en espèces sera calculé d'après le cours maximum officiel à la production, ou si ce cours n'existe pas, d'après celui du marché le plus proche. Toutefois, il ne sera pas permis de payer en espèces les pommes de terre, le lait et le pain.

De plus, il sera fourni, pour chaque sexe, un logement commun, convenable à tous point de vue, muni de tables, de sièges et de lavabos, d'armoires à serrures, un foyer commun pour la cuisine et la lessive, une quantité suffisante de combustible, et en outre pour chaque personne un lit, une paillasse, un oreiller et une couverture de laine. Les logements devront être conformes aux prescriptions du règlement d'hygiène.

La nourriture sera préparée par une femme désignée à cet effet par l'employeur ou son représentant ; cette personne devra également nettoyer les dortoirs et les pièces servant de logement et peler les pommes de terre ; à cet effet l'employeur lui accordera les loisirs nécessaires. Elle recevra le salaire des autres ouvrières ainsi qu'une rémunération appropriée pour les dimanches et jours de fêtes. Le nombre des cuisinières sera proportionnel à celui des ouvriers.

V. FRAIS DE VOYAGE.

Les frais de voyage, de la frontière au lieu de travail, ainsi que les frais de légitimation seront à la charge de l'employeur. A l'expiration régulière du contrat de travail, les ouvriers auront droit à un billet gratuit jusqu'à la dernière station frontière allemande par laquelle ils auront pénétré en Allemagne pour se rendre à leur travail. S'il s'élève des doutes au sujet de la destination du voyage de retour, l'employeur, en indiquant le lieu d'origine des ouvriers, demandera au Bureau national compétent de la centrale ouvrière allemande, de déterminer la dernière station frontière allemande. Il y aura lieu d'indiquer sur le dernier décompte de salaire la remise d'un billet de retour.

VI. OUTILS DE TRAVAIL.

Les ouvriers seront tenus de rendre propres et en bon état les outils qui leur auront été fournis par l'employeur. Les ouvriers devront rembourser en espèces tout dommage causé à ces outils par un usage illicite ou tous les outils qu'ils auront perdus.

VII. MORALITÉ, RÉSILIATION ANTICIPÉE DU CONTRAT.

Tout ouvrier s'engage à exécuter de son mieux tous les travaux qui lui seront confiés, à obéir aux ordres de l'employeur ou de son représentant et notamment à respecter strictement le règlement intérieur.

Des amendes ne pourront être infligées à un ouvrier qu'en vertu d'un règlement de travail antérieurement édicté et affiché dans un endroit visible. La déduction du montant de l'amende devra être opérée lors de la paie suivante, faute de quoi l'amende sera considérée comme remise. Le montant des amendes prélevées ne pourra être utilisé qu'en faveur des ouvriers de l'exploitation.

insurance. The employer, in agreement with the workers' representative, will post up in a visible place in the workers' dwellings a notice showing clearly the deductions to be made for the various groups of workers (men, boys, women etc.).

Foreign seasonal workers shall receive, on payment of wages, the statement of accounts usually given to national workers engaged in the same occupation (pay envelopes, pay slips).

IV. PAYMENT IN KIND AND LIVING ACCOMODATION.

Every worker shall receive weekly the following payments in kind : 25 lbs. of potatoes, 7 litres of skim milk (1 litre per day) or 3 ½ litres of full milk (½ litre per day), 7 lbs. of bread, 2 lbs. of hulled barley or semolina or groats or pulse, 1 lb. of rye flour or ¾ lb. of wheaten flour, ½ lb. fat and ½ lb. salt. Cash payments may not be substituted for wages in kind except with the consent of both contracting parties, and after previous agreement as to the amount due, and may, in any case, only be effected in respect of weekly remuneration. Payment in kind shall be calculated according to the official market-price of production or if there is no market-price, according to the latest sale. Cash payments shall not be permitted in lieu of potatoes, milk or bread.

There shall also be provided, for members of each sex separately, a suitable common dwelling provided with tables, chairs, wash-basins and cupboards with locks ; further, a common hearth for cooking and washing, a sufficient quantity of fuel, and, in addition, for each person one bed, one palliasse, one pillow and one woollen blanket. The accomodation shall conform to the public health regulations.

The food shall be cooked by a woman to be appointed by the employer or his representative ; it shall be her duty to clean out all the living rooms and dormitories, and to peel the potatoes, the necessary time for this work being allowed by the employer. She shall receive the same wages as the other women workers, with adequate remuneration for Sundays and holidays. The number of cooks shall depend on the number of workers.

V. TRAVELLING EXPENSES.

Travelling expenses from the frontier to the place of work and fees for legalisation shall be paid by the employer. On the regular termination of the labour contract workers shall be entitled to a free ticket as far as the last German frontier station through which they entered Germany on their way to the place of work. If there is any doubt as to the destination on the return journey, the employer will apply to the competent Provincial authority of the German Central Labour Office, stating the workers' place of origin, in order that the said authority may determine the last German frontier station. A note shall be made on the last wages slip to the effect that a return ticket has been delivered to the worker.

VI. TOOLS.

Workers shall be bound to return, clean and in good condition, tools supplied to them by the employer. They shall pay cash for all damage to tools due to improper use and for all tools lost.

VII. CONDUCT, CANCELLATION OF CONTRACT.

Every worker undertakes to perform all work entrusted to him to the best of his ability, to obey the orders of the employer or the latter's representative, and, more particularly, to observe the household regulations.

Fines may not be inflicted on a worker save in virtue of regulations issued beforehand and posted up in a visible place. The deduction must be made on the following pay-day, failing which the fine will be deemed to have lapsed. The sum constituted by fines shall only be employed for the benefit of the workers engaged in the concern.

En cas de motif important et notamment si une des parties contractantes se livre sur l'autre à des voies de fait, profère de graves injures ou émet des exigences immorales, l'autre partie contractante aura le droit de résilier immédiatement le contrat de travail. Seront en outre considérés comme motifs importants : pour l'employeur, le refus persistant de l'ouvrier d'accomplir son travail ou une négligence grave dans l'exécution de celui-ci ; pour l'ouvrier, le refus de l'employeur de payer le salaire convenu, l'inexactitude répétée dans le paiement du salaire et la fourniture constante, c'est-à-dire, malgré des représentations réitérées, d'une nourriture invariablement mauvaise ou d'un logement insalubre.

L'activité syndicale ne pourra être un motif de renvoi.

Le passeport et les autres papiers de l'ouvrier ne pourront, contre le gré de celui-ci, être retenus par l'employeur.

Au cas où les travaux agricoles seraient déjà terminés avant le 15 décembre, l'employeur sera tenu de faire, une semaine à l'avance, connaître aux ouvriers le jour de leur licenciement.

VIII. MALADIE, ASSURANCE.

Tout ouvrier aura, en cas de maladie, droit aux prestations de la caisse d'assurance-maladie dans le ressort de laquelle il travaille. En cas d'incapacité de travail, l'ouvrier recevra l'indemnité de maladie prévue aux statuts, à la place du salaire en nature et en espèces. Si, en cas de maladie, le salaire en nature indiqué au chiffre IV continue à être donné, l'ouvrier devra en rembourser la valeur à l'employeur, d'après le cours du marché.

Les employeurs et les employés sont, aux termes de la loi, tenus de verser les quotes-parts des cotisations aux caisses d'assurance-maladie prescrites par les statuts de la caisse d'assurance-maladie.

Les règlements d'hygiène et de protection — et notamment les règlements relatifs à l'utilisation d'engrais artificiels — qui s'appliquent aux ouvriers agricoles allemands s'appliqueront également aux ouvriers saisonniers étrangers.

IX. PRÉVOYANCE SOCIALE ET RÈGLEMENT DES PLAINTES.

Les délégués de la centrale ouvrière allemande, Berlin S. W. II, Hafenplatz 4, qui se légitimeront comme tels, auront en tout temps le droit de pénétrer librement dans les logements des ouvriers et dans les lieux où ceux-ci travaillent. Ils sont tenus de recevoir les plaintes des employeurs et des employés et de s'efforcer d'aplanir les différends afin de favoriser la bonne entente parmi le personnel ouvrier, ainsi qu'entre ce personnel et l'employeur. A cette fin, les parties contractantes leur donneront tous renseignements et explications nécessaires.

Les différends que provoquerait l'application du présent contrat ou qui surgiraient, dans l'exploitation, lors de l'exécution des travaux, entre les ouvriers et leur employeur ou ses délégués devront être, dans la mesure du possible, réglés sur place.

X. RÈGLEMENT DES LITIGES.

Le tribunal compétent pour trancher tous les litiges que pourrait faire surgir le présent contrat de travail sera le tribunal chargé de statuer sur les conflits du travail de
si le contrat de travail n'est pas établi d'après une convention collective aux termes de laquelle la juridiction du tribunal du travail est totalement ou partiellement exclue, et remplacée en vertu d'une convention par un tribunal arbitral ou un office de conciliation.

Lieu et date
Signature de l'employeur ou de son représentant
Signature autographe ou croix du (des) ouvrier(s)

Il est attesté que le présent contrat a été lu aux ouvriers ci-dessus désignés, dans leur langue maternelle, a été bien compris par eux et a été accepté par leur signature ou leur croix, en ce qui concerne tant sa teneur complète que le montant des avances de salaires qui y figurent.

Le 1928.

Fonctionnaire chargé de l'embauchage.

If any important reason exists, more particularly if one of the contracting parties is guilty towards the other of violence, gross insult, or immoral suggestions, the other contracting party shall be entitled to cancel the labour contract immediately. The term "any important reason" shall also cover, for the employer, persistent refusal or gross neglect in respect of work on the part of the worker, and for the worker, refusal on the part of the employer to pay the wages agreed upon, repeated unpunctuality in the payment of wages and, further, the provision, despite reiterated objections, of consistently bad food or insanitary accommodation.

Trade union activity shall not constitute ground for dismissal.

The employer may not keep the worker's passport or any other papers belonging to the worker against the latter's will.

In the event of the agricultural work being terminated before December 15, the employer shall be bound to give the workers one week's notice of dismissal.

VIII. SICKNESS, INSURANCE.

In case of sickness, every worker shall have the right to benefits from the sick fund in the district where he is working. In case of invalidity, wages in kind and cash shall be replaced by the statutory sick pay. If the wages in kind mentioned in Section IV are continued in case of sickness, the worker shall pay the cost thereof to the employer at market rates.

Employers and employees shall be bound by law to pay, in respect of sick fund contributions, the proportions laid down in the statutes of the sick fund.

The public health and safety regulations — more particularly regulations concerning the use of artificial fertilisers, — applicable to German agricultural workers, shall also apply to foreign seasonal workers.

IX. RELIEF AND SETTLEMENT OF COMPLAINTS.

Representatives of the German Central Labour Office, Berlin, S. W. 11, Hafenplatz 4, shall, upon showing proper credentials, have the right at any time to enter without hindrance the workers' dwellings and the places where the workers are employed. They shall be bound to hear complaints from employers and workers and shall endeavour to settle disputes with a view to promoting good feeling between the workers and between the latter and their employer. The Contracting Parties shall give them the necessary information and explanations for this purpose.

Complaints which may arise out of the application of their present contract, or in the execution of the work, between the workers and the employer or the latter's representative, shall be settled, as far as possible, on the spot.

X. SETTLEMENT OF DISPUTES.

The Court competent to settle disputes arising out of the present labour contract shall be the Court possessing competence in the matter of labour disputes at provided that the said contract is not drawn up in conformity with a collective contract whereby the jurisdiction of a labour court is wholly or partly excluded in favour of decision by an arbitral tribunal or conciliation authority.

Place and date
Signature of employer or the latter's representative
Signature or mark of worker(s)

It is hereby certified that the present contract has been read to the above-mentioned workers in their mother tongue, has been properly understood by them, and has been accepted, as witness their signature or mark, in respect of the whole tenor of the said contract and the amount of the wage advances mentioned therein.

..... 1928.

.....
Official responsible for engagement.

ANNEXE 3

CONFIRMATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

(Conforme au paragraphe 8 de l'accord conclu, le 24 novembre 1927, entre la Pologne et l'Allemagne, au sujet du recrutement, du placement et de l'embauchage, ainsi que du transport des ouvriers agricoles saisonniers polonais.)

L'employeur
domicilié à
a conclu le
avec l'ouvrier
un contrat de travail N°..... conforme à la rédaction actuelle du contrat de travail pour ouvriers agricoles saisonniers étrangers, établi par le Comité technique de l'agriculture et des forêts, attaché à l'Institut du Reich pour le placement des ouvriers et l'assurance contre le chômage.

Le 19.....

Bureau de placement :
(Sceau, signature).

La Centrale ouvrière allemande :
(Sceau, signature).

ANNEXE 4

CERTIFICAT

(Conforme au paragraphe 15 de l'accord conclu le 24 novembre 1927 entre la Pologne et l'Allemagne au sujet du recrutement, du placement et de l'embauchage, ainsi que du transport des ouvriers agricoles saisonniers polonais.)

Monsieur
Madame
Mademoiselle

dont l'identité est établie par un passeport portant un visa allemand, est autorisé(e) à accompagner aux bureaux frontières de la centrale ouvrière allemande les ouvriers polonais acceptés en Pologne par la centrale ouvrière allemande, et à pénétrer à cet effet dans les bureaux frontières.

BERLIN, le

La Centrale ouvrière allemande :

Le Directeur.
(Sceau, signature.)

ANNEX 3.

CONFIRMATION OF LABOUR CONTRACT.

(In conformity with paragraph 8 of the Polish-German Agreement of November 24, 1927, concerning the recruitment, placing and engagement and also the transport of Polish agricultural seasonal workers)

The employer
 resident at
 concluded on
 with the worker
 a labour contract No....., in conformity with the present model labour contract for foreign seasonal agricultural workers drawn up by the Technical Committee for Agriculture and Forestry, attached to the Reich Institute for Employment and Insurance against Unemployment.

..... 19.....

Employment Bureau :
 (Seal, signature).

German Central Labour Office :
 (Seal, signature).

ANNEX 4.

CERTIFICATE.

(In conformity with paragraph 5 of the Polish-German Convention of November 24, 1927, concerning the recruitment, placing, and engagement and also the transport of Polish seasonal agricultural workers.)

M.

Whose identity is established by a passport bearing the German visa, is authorised to accompany to the frontier bureaux of the German Central Labour Office the Polish workers accepted in Poland by the German Central Labour Office and for this purpose to enter the said frontier bureaux.

BERLIN, the

German Central Labour Office :
 (Seal, signature)
Director.

ACCORD

CONCERNANT LES OUVRIERS AGRICOLES POLONAIS QUI SONT ARRIVÉS EN ALLEMAGNE
AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1925 ET Y SONT RESTÉS.

Aux fins d'exécution des dispositions de l'article 4 de la convention conclue entre la Pologne et l'Allemagne au sujet des ouvriers agricoles polonais, le Gouvernement polonais et le Gouvernement allemand ont conclu l'accord ci-après :

Paragraphe premier.

Sur les ouvriers polonais qui sont venus en Allemagne du 1^{er} janvier 1919 au 31 décembre 1925 et y sont restés, 4500 devront être compris annuellement, de 1927 à 1931, dans le mouvement de migration ; le reste y sera compris en 1932, sans toutefois que le nombre dépasse 6000, moins 14 % ; ce mouvement ne s'effectuera chaque année qu'après la fin de la période de travail.

Si au cours d'une année donnée, le nombre des ouvriers agricoles polonais compris dans le mouvement de migration dépasse 4500, l'excédent sera déduit du nombre des personnes qui, aux termes de l'alinéa 1, doivent être rapatriés l'année suivante.

Paragraphe 2.

Le Gouvernement polonais pourra désigner des personnes qui ne devront pas être comprises dans le mouvement de migration. Le nombre de ces personnes ne pourra, au total, et par principe, être supérieur, chaque année, à 14 % des ouvriers agricoles polonais devant, aux termes du paragraphe premier, être compris dans le mouvement de migration. Si, une année donnée, la proportion de 14 % n'est pas atteinte, le solde pourra être désigné en excédent de 14 % au cours des années suivantes. Ne sera pas non plus compté dans la proportion de 14 % un ouvrier qui aura déjà été exclu du mouvement de migration au cours d'une année précédente et que l'on proposera à nouveau d'y faire figurer.

Paragraphe 3.

Il conviendra de faciliter et de hâter dans toute la mesure possible la remise de passeports aux ouvriers agricoles polonais en Allemagne.

A cet effet, la centrale ouvrière allemande, au moyen des questionnaires qui seront mis à sa disposition par les consulats polonais compétents, procédera aux constatations nécessaires en ce qui concerne les divers ouvriers.

Paragraphe 4.

La centrale ouvrière allemande transmettra aux consulats polonais compétents 7000 questionnaires remplis avant le 1^{er} avril de chaque année, et sur ce nombre 3500 au moins avant le 1^{er} mars. Les consulats, en réponse aux questionnaires, désigneront nommément à la centrale ouvrière allemande, au plus tard le 1^{er} août de chaque année, 5300 ouvriers agricoles polonais qui sont munis de passeports ou recevront leur passeport en temps utile avant le début du mouvement saisonnier.

AGREEMENT

CONCERNING POLISH AGRICULTURAL WORKERS WHO ENTERED GERMANY BEFORE DECEMBER 31, 1925, AND HAVE REMAINED THERE.

In application of the provisions of Article 4 of the Polish-German Convention concerning Polish agricultural workers, the Polish Government and the German Government have concluded the following Agreement :

Paragraph 1.

Of the Polish agricultural workers who entered Germany between January 1, 1919, and December 31, 1925, and have remained there, 4,500 shall be included in the migration movement annually, at the end of the working period, from 1927 to 1931, while the remainder shall be so included in 1932, provided that the number does not exceed 6,000 less 14 %.

If the Polish agricultural workers included in the migration movement exceed 4,500 in any given year, the number over and above this figure under the terms of paragraph 1 shall be deducted from the numbers to be repatriated, under the terms of paragraph 1, the following year.

Paragraph 2.

The Polish Government shall have power to designate the persons who shall not be included in the migration movement. The total number of such persons shall not, in principle, exceed in any one year 14 % of the Polish agricultural workers to be included in the migration movement under the provision of paragraph 1. If in any given year the proportion of 14 % is not reached, the balance may be designated over and above 14 % in subsequent years. The proportion of 14 % shall not include a worker already rejected for the purposes of the migration movement during a previous year and who has been proposed again.

Paragraph 3.

The issue of passports to Polish agricultural workers in Germany shall be facilitated and expedited as far as possible.

With this object the German Central Labour Office, by means of questionnaires to be placed at its disposal by the competent Polish consulates, will carry out the necessary enquiries concerning the individual workers.

Paragraph 4.

The German Central Labour Office shall forward to the competent Polish consulates 7,000 questionnaires filled in before April 1st of each year, including 3,500 to be filled in and forwarded before March 1st. The consulates, on the basis of the questionnaires, will designate by name to the German Central Labour Office not later than August 1st of each year 5,300 Polish agricultural workers already provided with passports or who will receive their passports in good time before the beginning of the migration movement.

Paragraphe 5.

Le 1^{er} septembre de chaque année au plus tard la centrale ouvrière allemande fera connaître aux consulats polonais les noms de 5300 de ces ouvriers agricoles polonais qui devront être rapatriés en Pologne pendant l'hiver.

Seront avant tout compris dans ces listes, les ouvriers agricoles polonais qui ont l'intention de passer, cette année-là, l'hiver en Pologne à l'expiration de la période de travail, ainsi que les ouvriers que les employeurs ont, cette année-là, l'intention de congédier.

Paragraphe 6.

Les Consulats polonais communiqueront au fur et à mesure à la centrale ouvrière allemande jusqu'au 15 novembre de chaque année au plus tard, les noms des ouvriers agricoles polonais qui ne devront pas, cette année-là, être compris dans le mouvement de migration.

Paragraphe 7.

Il sera délivré aux ouvriers agricoles polonais qui, en vertu du paragraphe 2, ne seront pas compris dans le mouvement de migration, un certificat d'exemption provisoire les autorisant pendant un an à se livrer aux travaux agricoles.

En 1933, les ouvriers agricoles polonais qui n'auront pas été compris dans le mouvement de migration recevront un certificat d'exemption leur permettant de se livrer aux travaux agricoles.

Paragraphe 8.

Le Gouvernement allemand usera de son influence auprès de la centrale ouvrière allemande pour que les ouvriers agricoles polonais renvoyés en Pologne en vertu du présent accord, soient, au printemps, choisis de préférence comme ouvriers saisonniers, à moins que, dans des cas d'espèce, des motifs importants ne s'y opposent.

Paragraphe 9.

Les dispositions du paragraphe 3 s'appliqueront par analogie aux ouvriers agricoles polonais qui sont venus en Allemagne avant le 1^{er} janvier 1919 et y sont demeurés. La centrale ouvrière allemande transmettra aux Consulats polonais, sous pli séparé et en double expédition, les questionnaires visant ces ouvriers.

La centrale ouvrière allemande délivrera un certificat d'exemption provisoire aux ouvriers pour lesquels un consulat polonais transmettra une demande à cet effet sur le vu de ces questionnaires. Ce certificat sera délivré pour un an et, en cas de nécessité, prolongé pour une autre année, à moins que l'on ne découvre que l'ouvrier ne rentre pas dans la catégorie des personnes désignées à l'alinéa premier.

Paragraphe 10.

Le nombre des ouvriers agricoles polonais qui sont venus en Allemagne entre le 1^{er} janvier 1919 et le 31 décembre 1925 et y sont restés, et qui se joindront, au cours de l'année de transitions 1927, au mouvement de migration sans y avoir été invités par les autorités allemandes ou d'autres administrations, sera ajouté au nombre des ouvriers qui, aux termes du présent accord, devront être rapatriés en 1928. 9000 ouvriers, au total, seront donc compris dans le mouvement de migration,

Paragraph 5.

The German Central Labour Office shall forward to the Polish consulates each year not later than September 1st the names of 5,300 of these Polish agricultural workers to be repatriated during the winter.

The lists shall consist primarily of Polish agricultural workers desirous of spending the winter in Poland on the expiry of the period of work and workers whom employers intend to dismiss that year.

Paragraph 6.

The Polish consulates shall communicate each year to the German Central Labour Office as occasion arises and not later than November 15, the names of Polish agricultural workers who are not to be included that year in the migration movement.

Paragraph 7.

Polish agricultural workers who under paragraph 2 are not to be included in the migration movement shall receive a provisional exemption certificate authorising them to engage in agricultural work for a period of one year.

In 1933, Polish agricultural workers who have not been included in the migration movement will receive an exemption certificate authorising them to engage in agricultural work.

Paragraph 8.

The German Government will use its influence with the German Central Labour Office in order that Polish agricultural workers sent back to Poland under the terms of the present Agreement shall have preference when the seasonal workers are recruited in the spring unless in any particular case there are important reasons for not adopting this procedure.

Paragraph 9.

The provisions of paragraph 3 shall apply by analogy to Polish agricultural workers who entered Germany before January 1, 1919, and have remained there. The German Central Labour Office shall forward to the Polish consulates under separate cover two copies of the questionnaires relating to these workers.

The German Central Labour Office shall issue a provisional exemption certificate to workers in respect of whom a Polish consulate makes application to this effect, after examination of the questionnaires. This certificate shall be valid for one year and shall if necessary be extended for a further period of one year, unless the worker is found not to come within the category of persons mentioned in paragraph 1.

Paragraph 10.

The number of Polish agricultural workers who entered Germany between January 1st, 1919, and December 31, 1925, and have remained there and who joined the migration movement during the transition year 1927, without being invited to do so by the German authorities or other administrations shall be included in the number of workers to be repatriated in 1928 under the terms of the present Agreement. The total number of workers to be included in the migration movement during these

au cours de ces deux années. Le nombre des ouvriers qui devront être inscrits dans la liste de propositions de l'année 1928, sera augmenté ou diminué en conséquence.

Le Gouvernement allemand déclare qu'il invitera la centrale ouvrière allemande :

a) A faire savoir immédiatement aux employeurs que les ouvriers polonais qui sont venus en Allemagne avant le 1^{er} janvier 1919 et y sont restés, peuvent, aux termes de la convention, continuer à demeurer en Allemagne ;

b) A insister vivement auprès des employeurs pour les engager à continuer, pendant le semestre d'hiver 1927-1928, à employer, au lieu où ils travaillent actuellement, les groupes ci-après d'ouvriers agricoles polonais :

1^o Ceux qui sont venus en Allemagne avant le 1^{er} janvier 1919 et y sont demeurés ;

2^o Ceux qui ont épousé des ressortissantes allemandes ;

3^o Les pères de familles nombreuses ;

4^o Ceux qui jouissent d'une pension à la suite d'accident ou d'une rente d'invalidité, ou qui ont engagé une action en demande de pension.

Fait à Varsovie, le 24 novembre 1927, en deux originaux, en polonais et en allemand, dont chaque gouvernement recevra un exemplaire. Le texte polonais et le texte allemand concordent quant au fond et font également foi.

D. Witold PRĄDZYŃSKI
Stanisław GAWROŃSKI.

RAUSCHER.
Dr O. WEIGERT.

two years will thus be 9,000. The number of workers designated in the list of proposals for 1928 will be increased or reduced accordingly.

The German Government declares that it will request the German Central Labour Office :

(a) Immediately to inform employers that Polish agricultural workers who entered Germany before January 1, 1919, and have remained there may continue to live in Germany under the terms of the Convention.

(b) To make regular representations to employers urging them to continue during the six months of the winter 1927-1928 to employ in the place where they are working the following groups of Polish agricultural workers :

- (1) Workers who entered Germany before January 1st, 1919, and have remained there ;
- (2) Workers who have married German nationals ;
- (3) Workers with large families ;
- (4) Workers in receipt of accident or invalidity pensions, or whose application for a pension is under consideration.

Done at Warsaw on November 24, 1927, in two copies, drawn up in Polish and in German, to be delivered to the respective Governments. The Polish and German texts are concordant in tenor and shall both be authoritative.

D. Witold PRĄDZYŃSKI.
Stanisław GAWROŃSKI.

RAUSCHER.
Dr. O. WEIGERT.

N° 2081.

**ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant le trafic par
chemin de fer. Signé à Rome, le
15 novembre 1924.

**ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding Railway Traffic.
Signed at Rome, November 15.
1924.

N^o 2081. — ACCORD¹ CONCERNANT LE TRAFIC PAR CHEMIN DE FER
ENTRE L'ITALIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A ROME,
LE 15 NOVEMBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 juillet 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE d'autre part, animés du désir de favoriser le trafic par chemin de fer entre l'Italie et la Tchécoslovaquie, ont résolu de conclure un accord dans ce sens et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Benito MUSSOLINI, président du Conseil des Ministres, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Vlastimil KYBAL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Rome ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Si les accords conclus à Trieste le 21 décembre 1922, concernant les frais de place et le tarif adriatique, sont dénoncés par une des Hautes Parties contractantes avant le 21 décembre 1928, les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure, avant l'échéance des susdits accords, des arrangements qui remplaceront ces mêmes accords, dans le but d'éviter un détournement du trafic des réseaux des chemins de fer auxquels ce tarif est appliqué, et de ne pas entraver le trafic réciproque.

Il est entendu que l'arrangement remplaçant le tarif adriatique ne pourra avoir lieu que si les réductions tarifaires accordées actuellement sur les zones méridionales participant à ce tarif restent en vigueur. Cet arrangement et celui sur les frais de place seront conclus en même temps.

Si les Hautes Parties contractantes n'ont pas arrêté de tels arrangements au moment de l'échéance des accords susdits, des modifications tarifaires provisoires pourront être introduites soit par les administrations des chemins de fer des deux Parties contractantes, soit par l'administration des Magasins généraux de Trieste, en tant que ces modifications ne préjudicient pas à l'esprit et au but du régime du tarif adriatique et de l'accord susvisé sur les frais de place.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 3 juin 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2081. — AGREEMENT² REGARDING RAILWAY TRAFFIC BETWEEN ITALY AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 15, 1924.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 11, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the other part, being desirous of promoting railway traffic between Italy and Czechoslovakia, have decided to conclude an agreement with that object and have appointed for the purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Benito MUSSOLINI, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Vlastimil KYBAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Rome,

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following :

Article 1.

If the agreements concluded at Trieste on December 21, 1922, regarding handling charges (*frais de place*) and the Adriatic tariff, are denounced by either of the High Contracting Parties before December 21, 1928, the aforesaid Parties undertake to conclude arrangements to supersede them, prior to the date of their expiry, with the object of preventing a diversion of traffic from the railway systems to which the above-mentioned tariff is applicable and of avoiding hindrances to traffic with each other.

It is understood that the arrangement superseding the Adriatic tariff will not come into effect unless the tariff reductions, now granted in the southern zones to which the tariff applies, remain in force. The aforesaid arrangement and that regarding handling charges shall be concluded simultaneously.

If the High Contracting Parties have not concluded such arrangements at the time when the above-mentioned agreements expire, provisional changes in the tariff may be introduced either by the railway administrations of the two Contracting Parties or by the general Warehouses Administration of Trieste, provided that such changes do not conflict with the intention or aim of the Adriatic tariff system, or of the above-mentioned agreement regarding handling charges.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, June 3, 1929.

Il est entendu qu'aucune atteinte ne pourra être portée aux accords sur le tarif adriatique par des changements unilatéraux aux conditions convenues entre les administrations des deux pays.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes s'entendront, le cas échéant, préalablement sur les questions qui pourront surgir entre l'Italie et la Tchécoslovaquie, ou entre elles et les autres Etats intéressés au régime du tarif adriatique en conséquence du passage à d'autres administrations de l'exploitation des réseaux de l'ancienne Südbahn, conservant autant que possible les conditions de fait actuelles.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'efforcera, en tout cas, de ne pas porter atteinte aux intérêts de l'autre dans les adaptations nécessaires de l'organisation des susdits réseaux aux conditions de fait nouvelles.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement, en tant que cela dépend de leurs administrations, à faire établir sur les réseaux sur lesquels elles ont le droit de fixer ou de régler les tarifs, des tarifs directs pour le trafic général des marchandises en wagons complets et en détail provenant des territoires d'une des Hautes Parties contractantes et destinées aux territoires de l'autre.

Ces tarifs directs seront établis jusqu'aux gares destinataires ou jusqu'aux gares frontières italiennes ou tchécoslovaques, sur la base des taxes calculées d'après les tarifs intérieurs compétents en vigueur sur les réseaux des Hautes Parties contractantes.

Toutefois, pour les marchandises d'exportation italienne à destination de la Tchécoslovaquie, et en transit à travers la Tchécoslovaquie, indiquées respectivement dans les annexes *A* et *B*, et pour les marchandises d'exportation tchécoslovaques à destination de l'Italie, indiquées dans l'annexe *C*, les deux Hautes Parties contractantes mettront à la disposition l'une de l'autre, pour les tarifs directs susvisés, des taxes calculées d'après les tarifs compétents intérieurs en vigueur sur les parcours respectifs avec les réductions des prix de transport fixées pour chaque marchandise dans les susdites annexes qui indiquent aussi le poids minimum taxable.

Les Administrations des chemins de fer des Hautes Parties contractantes régleront, éventuellement d'accord avec les administrations des autres Etats intéressés, les questions ayant trait à l'établissement, à l'application et à la mise en vigueur de ces tarifs directs.

Article 4.

Le présent accord est conclu pour la durée d'une année à partir de son entrée en vigueur.

Il pourra être dénoncé par une des Hautes Parties contractantes seulement trois mois avant son échéance. A défaut de dénonciation, sa durée sera prolongée d'un an à l'autre.

Article 5.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome le plus tôt possible.

Il entrera en vigueur huit jours après l'échange de ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leur cachet.

Fait à Rome, en double expédition, le 15 novembre 1924.

*Le Ministre des Affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi d'Italie :*
(Signé) MUSSOLINI.

Le Plénipotentiaire de Tchécoslovaquie :
(Signé) Vlastimil KYBAL.

It is understood that no unilateral changes of such a nature as to affect the agreements regarding the Adriatic tariff may be made in the conditions agreed upon between the administrations of the two countries.

Article 2.

In regard to any questions which may arise between Italy and Czechoslovakia, or between them and the other States concerned in the Adriatic tariff system, as a result of the transfer to other administrations of the operation of the lines of the former Südbahn, the High Contracting Parties shall, if necessary, negotiate a preliminary agreement which shall preserve existing conditions as far as possible.

Each of the High Contracting Parties shall in any case endeavour to avoid prejudicing the interests of the other when making any changes needed to adapt the organisations of the said lines to the new conditions.

Article 3.

The High Contracting Parties reciprocally undertake, in so far as such action can be taken by their respective administrations to cause through tariffs to be drawn up for the railway systems whose tariffs they are entitled to fix or regulate ; the said through tariffs shall be applicable to the general goods tariffs whether in full wagon-loads or in smaller consignments proceeding from the territory of either High Contracting Party to that of the other.

The aforesaid through tariffs shall apply as far as the stations of destination, or the Italian or Czechoslovak frontier stations, and the rates on which they are based shall be calculated in accordance with the appropriate internal tariffs in force on the railway systems of the High Contracting Parties.

Nevertheless, as regards Italian goods exported to Czechoslovakia or in transit through Czechoslovakia, indicated in Annexes A and B respectively, and Czechoslovak goods exported to Italy, indicated in Annex C, the two High Contracting Parties shall, in the above-mentioned through tariffs, allow each other rates based on the appropriate internal tariffs in force on the respective sections, with the reductions of transport charges fixed for the various classes of goods in the above-mentioned annexes, which also indicate the minimum weights for which rates are laid down.

The railway administrations of the High Contracting Parties shall, where necessary by agreement with the administrations of the other States concerned, regulate questions relating to the introduction, application and operation of these through tariffs.

Article 4.

The present Agreement is concluded for a period of one year reckoned from its entry into force.

It may be denounced by either of the High Contracting Parties not less than three months before its expiry. If not denounced, it shall be prolonged from year to year.

Article 5.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force eight days after the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Rome in duplicate, November 15, 1924.

(Signed) MUSSOLINI.

Minister for Foreign Affairs of His Majesty
the King of Italy.

(Signed) Vlastimil KYBAL.

Czechoslovak Plenipotentiary.

ANNEXE A

MARCHANDISES ITALIENNES A DESTINATION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE POUR LESQUELLES ONT ÉTÉ CONVENUES, SUR LES PARCOURS TCHÉCOSLOVAQUES, LES RÉDUCTIONS SUIVANTES :

	Poids minimum à taxer	Réduction accordée
	Tonnes	
Fruits acides du midi (agrumi)	10	10 %
Figues sèches pour l'industrie	10	5 %
Figues sèches comestibles	5	5 %
Fruits frais	5	5 %
Fruits secs	10	5 %
Fleurs fraîches	4	5 %
Huiles comestibles	5	5 %
Légumes et herbes potagères fraîches à l'exception des aulx et oignons du 1 ^{er} novembre au 31 juillet	5	5 %
Tomates fraîches ou sèches	5	5 %
Pommes de terre du 1 ^{er} mars au 30 juin	10	5 %
Riz	10	10 %
Vins, vermouth, marsala en fûts, en wagons-réservoirs, dames-jeannes, fiasques et bouteilles	10	5 %
Marbre brut, en pièces ou blocs même simplement équarris, tranches ou blocs simplement sciés	10	10 %

ANNEXE B

MARCHANDISES ITALIENNES EN TRANSIT A TRAVERS LA TCHÉCOSLOVAQUIE POUR LESQUELLES ONT ÉTÉ CONVENUES, SUR LES PARCOURS TCHÉCOSLOVAQUES, LES RÉDUCTIONS SUIVANTES :

	Poids minimum à taxer	Réduction accordée
	Tonnes	
Fruits acides du midi (agrumi)	10	15 %
Figues sèches comestibles	5	15 %
Figues sèches pour l'industrie	10	15 %
Fruits frais	5	15 %
Raisins frais comestibles	10	15 %
Fruits secs	10	15 %
Fleurs fraîches	4	15 %
Huiles végétales	5	15 %
Légumes frais et herbes potagères fraîches	5	15 %
Pâtes alimentaires	5	15 %
Pommes de terre	10	15 %
Farines de céréales	10	15 %
Riz	10	15 %
Vins, vermouth, marsala (en fûts, en wagons-réservoirs, dames-jeannes, en fiasques, en bouteilles)	10	15 %
Marbre brut en pièces ou en blocs même équarris, tranches ou blocs simplement sciés	10	15 %
Tomates fraîches ou sèches, conserves de tomates	5	15 %
Soufre brut ou raffiné, fleurs de soufre, soufre en cannes	10	15 %
Fromages à pâte dure	5	15 %

ANNEX A.

ITALIAN GOODS DESPATCHED TO CZECHOSLOVAKIA : REDUCTIONS ALLOWED FOR THE CZECHOSLOVAK SECTION OF THE JOURNEY.

	Minimum chargeable weight	Reduction allowed
	Tons	
Acid southern fruits (agrumi)	10	10 %
Dried figs for industrial purposes	10	5 %
Dried figs ready for consumption	5	5 %
Fresh fruits	5	5 %
Dried fruits	10	5 %
Fresh flowers	4	5 %
Oils ready for consumption	5	5 %
Fresh vegetables and kitchen herbs, except garlic and onions, from November 1 to July 31	5	5 %
Tomatoes, fresh or dried	5	5 %
Potatoes, from March 1 to June 30	10	5 %
Rice	10	10 %
Wines, vermouth, Marsala in casks, tank wagons, demijohns, flasks or bottles	10	5 %
Crude marble in pieces or blocks, simply squared or not, slabs or blocks, simply sawn.	10	10 %

ANNEX B.

ITALIAN GOODS IN TRANSIT THROUGH CZECHOSLOVAKIA : REDUCTIONS ALLOWED FOR THE CZECHOSLOVAK PART OF THE JOURNEY.

	Minimum chargeable weight	Reduction allowed
	Tons	
Acid southern fruits (agrumi)	10	15 %
Dried figs ready for consumption	5	15 %
Dried figs for industrial purposes	10	15 %
Fresh fruits	5	15 %
Edible grapes	10	15 %
Dried fruits	10	15 %
Fresh flowers	4	15 %
Vegetable oils	5	15 %
Fresh vegetables and kitchen herbs	5	15 %
Alimentary pastes	5	15 %
Potatoes	10	15 %
Cereal flours	10	15 %
Rice	10	15 %
Wines, vermouth, Marsala (in tank wagons, demijohns, flasks or bottles)	10	15 %
Crude marble, in pieces or blocks, squared or not, slabs or blocks simply sawn.	10	15 %
Tomatoes, fresh or dried, tomato preserves	5	15 %
Crude or refined sulphur, flowers of sulphur, sulphur in sticks.	10	15 %
Hard cheese	5	15 %

ANNEXE C

MARCHANDISES TCHÉCOSLOVAQUES A DESTINATION DE L'ITALIE POUR LESQUELLES ONT ÉTÉ CONVENUES, SUR LES PARCOURS ITALIENS, LES RÉDUCTIONS SUIVANTES :

	Poids minimum à taxer	Réduction accordée
	Tonnes	
Verre coulé pour construction, brut ou grossièrement travaillé, comme tuiles en verre de toute sorte pour toitures	5	10 %
Verre à vitre de toute sorte non travaillé, non poli, étamé ou non	5	10 %
Verre à vitre pour décoration, même coloré, non passé à la meule, non gravé à l'acide	5	10 %
Verre brut en plaques brutes, en pièces coulées ou en barres	5	10 %
Gobelets et verres à boire ordinaires	5	10 %
Fûts en verre	5	10 %
Verres pour appareils d'optique, bruts, en morceaux ou en plaques	5	10 %
Papier à dessin	5	10 %
Papier à lettres et enveloppes	5	10 %
Papier coloré	5	10 %
Papier argenté, doré, papier porcelaine ou recouvert de toute autre matière, papier parchemin, papier préparé pour usages médicaux et autres papiers spéciaux	5	10 %
Pâte de bois de tout genre	10	10 %
Machines agricoles, à l'exception des batteuses	5	10 %
Bière	5	5 %
Malt	5	5 %
Eaux minérales	10	10 %
Meubles en bois courbé	5	10 %
Ustensiles de ménage en tôle émaillée	10	10 %
Fûts en fer ou en fonte	10	10 %
Porcelaine, faïences, céramiques de tout genre	5	10 %
Machines pour sucreries, brasseries et distilleries, en tant qu'il s'agit de la première installation d'une fabrique et seulement si les transports sont adressés à la gare qui dessert la fabrique à installer	10	10 %
Orge	10	5 %
Bois brut commun à l'exception du bois scié	10	5 %
Pommes de terre	10	5 %
Racines de chicorée fraîches ou sèches	10	10 %
Houblon	5	10 %
Semences de betteraves	5	10 %
Kaolin	10	5 %

Copie certifiée conforme :

Rome, le 1^{er} juillet 1929 (VII^e).

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Grandi.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 12 juillet 1929.

Dr Kazbunda,

Directeur des Archives a. i.

ANNEX C.

CZECHOSLOVAK GOODS DESPATCHED TO ITALY : REDUCTIONS ALLOWED FOR THE ITALIAN PART OF THE JOURNEY.

	Minimum chargeable weight	Reduction allowed
	Tons	
Cast glass for building, crude or roughly worked, such as glass tiles of all kinds for roofing	5	10 %
Sheet glass of all kinds, not worked, not polished, silvered or not	5	10 %
Sheet glass for decoration, coloured or not, not ground or etched	5	10 %
Crude glass in rough plates, cast pieces or rods	5	10 %
Ordinary drinking glasses and vessels	5	10 %
Glass casks	5	10 %
Glass for optical apparatus, crude, in lumps or sheets	5	10 %
Drawing-paper	5	10 %
Notepaper and envelopes	5	10 %
Coloured paper	5	10 %
Silver and gilt paper, porcelain paper, paper covered with any other material, parchment paper, paper prepared for medical purposes and other special papers	5	10 %
Wood pulp of all kinds	10	10 %
Agricultural machinery, except threshers	5	10 %
Beer	5	5 %
Malt	5	5 %
Mineral waters	10	10 %
Bentwood furniture	5	10 %
Enamelware household utensils	10	10 %
Casks of wrought or cast iron	10	10 %
Porcelain, faience, pottery of all kinds	5	10 %
Machinery for sugar mills, breweries or distilleries, for the first equipment of a factory, and only if the consignment is addressed to the station which serves the factory to be equipped	10	10 %
Barley	10	5 %
Ordinary rough timber, except sawn timber	10	5 %
Potatoes	10	5 %
Fresh or dried chicory roots	10	10 %
Hops	5	10 %
Beetroot seed	5	10 %
Kaolin	10	5 %

N° 2082.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET POLOGNE**

Traité d'extradition et protocole.
Signés à Varsovie, le 22 novembre
1927.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND POLAND**

Extradition Treaty and Protocol.
Signed at Warsaw, November 22,
1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 2082. — TRAKTAT EKSTRADYCYJNY¹ MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A STANAMI ZJEDNOCZONEMI AMERYKI, PODPISANY W WARSZAWIE DNIA 22 LISTOPADA 1927.

No. 2082. — TREATY¹ OF EXTRADITION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 22, 1927.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 juillet 1929.

English and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place July 11, 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le "Department of State" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 5 septembre 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 5, 1929.

RZECZPOSPOLITA POLSKA i STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI, pragnąc wzajemnie udzielać wymiarowi sprawiedliwości poparcia, postanowiły zawrzeć Traktat celem wzajemnego wydawania przestępców, uchylających się przed wymiarem sprawiedliwości, i mianowały w tym celu swymi Pełnomocnikami :

THE REPUBLIC OF POLAND and THE UNITED STATES OF AMERICA, desiring to promote the cause of justice, have resolved to conclude a Treaty for the extradition of fugitives from justice between the Republic of Poland and the United States of America, and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries :

RZECZPOSPOLITA POLSKA :

J. E. p. Augusta ZALESKIEGO, Ministra Spraw Zagranicznych ;

THE REPUBLIC OF POLAND :

H. E. August ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

STANY ZJEDNOCZONE AMERYKI :

E. p. John B. STETSONA juniora, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego w Warszawie,

THE UNITED STATES OF AMERICA :

H. E. John B. STETSON Jr., Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Warsaw ;

Którzy, po zakomunikowaniu sobie wzajemnie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i na-

Who, after having so communicated to each other their respective full powers, found in good

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 6 juin 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 6, 1929.

leżyte co do formy, zgodzili się na następujące artykuły :

Artykuł I.

Postanowieniem zostało, że Rząd Rzeczypospolitej Polskiej i Rząd Stanów Zjednoczonych Ameryki wydawać będą w ręce sprawiedliwości, na żądanie dokonane w należytej formie, według przepisów niniejszego Traktatu, każdą osobę, która będzie obwiniona lub skazana za jedno z przestępstw, wyszczególnionych w artykule II niniejszego Traktatu, popełnione w granicach jurysdykcji jednej z Wysokich Umawiających się Stron, jeżeli osoba ta schroni się lub odnaleziona zostanie na terytorjum drugiej Wysokiej Umawiającej się Strony, z tem zastrzeżeniem, że wydanie nastąpi jedynie w razie takiego udowodnienia przestępstwa, jakie wedle praw tej miejscowości, w której osoba zbiegła lub w ten sposób obwiniona odnaleziona zostanie, usprawiedliwiałyby jej zaarrestowanie i stawienie przed sąd, gdyby przestępstwo w tejże miejscowości było popełnione.

Artykuł II.

Stosownie do postanowień niniejszego Traktatu wydawane będą osoby obwinione lub skazane za następujące przestępstwa :

1. morderstwo, przez które rozumie się ojco i matkobójstwo, skrytobójstwo, zabójstwo (o ile działano rozmyślnie), truciicielstwo, dzieciobójstwo ;
2. usiłowanie popełnienia morderstwa ;
3. podpalenie ;
4. umyślne bezprawne zniszczenie lub uszkodzenie toru lub urządzeń kolejowych, powodujące niebezpieczeństwo dla życia ludzkiego ;
5. przestępstwa popełnione na morzu ;
 - a) piraterja (rozbójnictwo morskie) ;
 - b) bezprawne zatopienie lub zniszczenie statku na morzu, lub usiłowanie popełnienia takich czynów ;
 - c) bunt lub spisek dwu lub więcej członków załogi lub innych osób, znajdujących się na pokładzie statku na pełnem morzu celem przeciwstawienia się władzy

and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

It is agreed that the Government of Poland and the Government of the United States shall, upon requisition duly made as herein provided, deliver up to justice any person who may be charged with, or may have been convicted of any of the crimes specified in Article II of the present Treaty committed within the Jurisdiction of one of the High Contracting Parties and who shall seek an asylum or shall be found within the territory of the other, provided that such surrender shall take place only upon such evidence of criminality, as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify his apprehension and commitment for trial if the crime or offence had been there committed.

Article II.

Persons shall be delivered up according to the provisions of the present Treaty, who shall have been charged with, or convicted of any of the following crimes :

- (1) Murder, comprehending the crimes designated by the terms parricide, assassination, manslaughter when voluntary, poisoning or infanticide ;
- (2) The attempt to commit murder ;
- (3) Arson ;
- (4) Wilful and unlawful destruction or damage of track and railroad establishments, which endangers human life ;
- (5) Crimes committed at sea :
 - (a) Piracy ;
 - (b) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea or attempting to do so ;
 - (c) Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against

kapitana lub dowódcy statku celem opanowania statku podstępem lub gwałtem ;

d) napad, dokonany na pokładzie statku, znajdującego się na pełnym morzu, z zamiarem wyrządzenia uszkodzenia cielesnego ;

6. włamanie się lub gwałtowne wtargnięcie do cudzego mieszkania w porze nocnej z zamiarem popełnienia tam jakiegoś przestępstwa ;

7. rozbój (rabunek), pojęty jako zabranie bezprawne drugiej osobie pieniędzy lub innych rzeczy ruchomych drogą gwałtu lub zastraszenia ;

8. podrabianie, fałszowanie lub przeistaczanie pieniędzy, bądźto monet, bądźto pieniędzy papierowych, albo papierów lub kuponów długu publicznego, wydawanych przez władze publiczne (państwowe, stanowe, prowincjonalne, terytorjalne, lokalne lub municypalne), banknotów i innych dowodów kredytu publicznego, podrabianie mennicznych form (matryc), tudzież wprowadzanie w obieg, lub świadome korzystanie z przedmiotów powyższych ;

9. podrabianie lub fałszowanie dokumentów oraz wydawanie takich dokumentów podobionych lub sfałszowanych i następne korzystanie z nich, jeśli z tego powstała szkoda ponad tysiąc dolarów lub ponad odpowiednią sumę w walucie polskiej ;

10. sprzeniewierzenie (przywłaszczenie) lub malwersację, popełnione przez publicznych urzędników lub depozytarjuszy, o ile wysokość szkody przekracza tysiąc dolarów lub odpowiednią sumę w walucie polskiej ;

11. sprzeniewierzenie (przywłaszczenie), popełnione przez osobę lub osoby, pobierające wynagrodzenie lub płacę albo pozostające w stosunku służbowym, na szkodę ich pracodawców lub przełożonych, o ile przestępstwo w ustawodawstwie obu państw zagrożone jest karą więzienia lub inną karą, dotyczącą osoby, a wartość przedmiotu przywłaszczonego przekracza tysiąc dolarów lub odpowiednią sumę w walucie polskiej ;

12. oszustwo lub nadużycie zaufania przez osobę przejmującą depozyty, przez bankiera, agenta, pełnomocnika, egzekutora, administratora, opiekuna (kuratora),

the authority of the Captain or Commander of such vessel, or by fraud or violence taking possession of a vessel ;

(d) Assault on board ship upon the high seas, with intent to do bodily harm.

(6) Burglary, defined to be the act of breaking into and entering the house of another in the night time with intent to commit a felony therein ;

(7) Robbery, defined to be the act of feloniously and forcibly taking from the person of another goods or money by violence or by putting him in fear ;

(8) The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, created by National, State, Provincial, Territorial, Local or Municipal Governments, bank notes or other instruments of public credit, counterfeit dies and the utterance, circulation or fraudulent use of the above mentioned objects ;

(9) Forgery or the utterance of forged papers or the fraudulent use of any of the same, providing the loss occasioned exceeds one thousand dollars or Polish equivalent ;

(10) Embezzlement or criminal malversation committed by public officers or depositaries, where the amount embezzled exceeds one thousand dollars or Polish equivalent ;

(11) Embezzlement by any person or persons hired, salaried or employed, to the detriment of their employers or principals when the crime or offence is punishable by imprisonment or other corporal punishment by the laws of both countries and where amount embezzled exceeds one thousand dollars or Polish equivalent ;

(12) Fraud or breach of a trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any Company or Corporation, or

dyrektora lub urzędnika spółki lub stowarzyszenia, albo przez inną osobę, która zajmuje stanowisko wymagające zaufania, o ile wysokość szkody w pieniądzech lub w wartości majątku przekracza tysiąc dolarów lub odpowiednią sumę w walucie polskiej ;

13. uzyskanie pieniędzy, walorów lub innego mienia zapomocą fałszywych przedstawień oraz przyjęcie wszelkich pieniędzy, walorów lub innego mienia z wiedzą, że zostały bezprawnie uzyskane, o ile suma pieniędzy lub wartość mienia w ten sposób uzyskanego lub przyjętego przekracza tysiąc dolarów lub odpowiednią sumę w walucie polskiej ;

14. kradzież, jeżeli szkoda wyrządzona przekracza tysiąc dolarów lub odpowiednią sumę w walucie polskiej ;

15. krzywoprzysięstwo oraz namawianie do krzywoprzysięstwa, jeśli na skutek złożenia takich zeznań drugą osobę skazano niewinnie na karę więzienia lub cięższą, albo uwolniono ją niesłusznie od oskarżenia o zbrodnię, albo też w sporze cywilnym orzeczono niesłusznie o roszczeniu ponad tysiąc dolarów lub odpowiednią sumę w walucie polskiej i szkoda w tej wysokości rzeczywiście wynikła ;

16. porwanie osoby nieletniej lub dorosłej, przez co rozumie się uprowadzenie lub zatrzymywanie takiej osoby w celu wymuszenia pieniędzy od niej, od jej rodziny lub innych osób, albo też w innym celu bezprawnym ;

17. przestępstwa przeciwko ustawom w przedmiocie zniesienia niewolnictwa i handlu niewolnikami ;

18. przestępstwa, przedstawiające się jako t. zw. handel kobietami i dziewczętami t. j. werbowanie, uprowadzanie lub uwodzenie osób dla celów nierządu, o ile za takie przestępstwa można wymierzyć karę więzienia co najmniej jednorocznego lub karę cięższą.

Wydanie nastąpi również w wypadkach uczestnictwa w któremkolwiek z powyższych przestępstw, przed faktem lub po fakcie, o ile takie uczestnictwo według ustaw obu Wysokich Umawiających się Stron podlega co najmniej karze więzienia jednorocznego.

by any one in any fiduciary position, where the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds one thousand dollars or Polish equivalent ;

(13) Obtaining money, valuable securities or other property by false pretences or receiving any money, valuable securities or other property knowing the same to have been unlawfully obtained, where the amount of money or the value of the property so obtained or received exceeds one thousand dollars or Polish equivalent ;

(14) Larceny if the damage caused exceeds one thousand dollars or Polish equivalents ;

(15) Perjury or subornation of perjury, where as a result of such a false testimony, an innocent person has been punished by imprisonment or a more severe penalty, or a person has been unjustly acquitted of a crime or an unjust sentence was pronounced in a civil case where the amount exceeds one thousand dollars or Polish equivalent and a loss of this amount actually resulted ;

(16) Kidnapping of minors or adults defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families, or any other person or persons, or for any unlawful end ;

(17) Crimes and offences against the laws for the suppression of slavery or slave trading ;

(18) Crimes defined as the so-called traffic of women and girls, that means recruiting, abduction or seduction for immoral purposes of said persons, provided such crimes be punishable by imprisonment of at least one year, or by more severe penalty.

Extradition shall also take place for participation in any of the crimes before mentioned as an accessory before or after the fact, provided such participation be punishable by imprisonment of at least one year by the laws of both the High Contracting Parties.

Artykuł III.

Wydanie nie nastąpi z powodu przestępstw natury politycznej, ani też za czyny, będące w związku z takimi przestępstwami.

Jeżeli przestępstwo należy do wymienionych w art. II L. 1 i 2, to fakt, że ono było skierowane przeciw życiu Naczelnika Państwa (Prezydenta) jednej ze Stron Umawiających się lub Naczelnika Państwa obcego, albo przeciw życiu członka rodziny tych osób, nie będzie uważany za wystarczający do przyjęcia, iż przestępstwo było natury politycznej lub czynem będącym w związku z przestępstwem politycznym.

Artykuł IV.

Osoba wydana będzie odpowiadać tylko za przestępstwa, za jakie ją wydano. Nie będzie to miało jednak zastosowania, jeśli osoba wydana zaniedba opuścić terytorjum Strony, której ją wydano, w ciągu trzech miesięcy od dnia, kiedy albo wykonano na niej karę z powodu przestępstwa, za które ją wydano, albo zawiadomiono ją o uwolnieniu od kary, względnie o umorzeniu postępowania.

Artykuł V.

Przestępcą nie będzie wydany, jeżeli wskutek wpływu czasu lub innych powodów prawnych wedle ustaw miejsca, w którym popełnił przestępstwo, lub wedle ustaw miejsca, gdzie go odszukano, jest wolnym od ścigania sądowego lub od kary za przestępstwo, z powodu którego żądano jego wydania.

Wydanie nie nastąpi też, jeśli w państwie wezwanem o wydanie przeciw osobie, której wydania zażądano, z powodu tego samego przestępstwa postępowanie karne zostało już ukończone albo jest w toku.

Artykuł VI.

Jeśli przestępcą, którego wydania zażądano, jest w państwie, od którego zażądano wydania,

Article III.

The provisions of the present treaty shall not import a claim of extradition for any crime or offence of a political character, nor for acts connected with such crimes or offences.

When the crime belongs to those designated in article II, sec. 1 and 2 — the fact that the offence was directed against the life of the Head of the State, the President of one of the High Contracting Parties, or against the Head of the Foreign State, or against the life of any member of his family shall not be deemed sufficient to sustain that such crime or offence was of a political character, or was an act connected with crimes or offences of a political character.

Article IV.

The person delivered up shall be tried only for the crime or offence for which he was surrendered. This provision, however, does not apply to the case, when the said person fails to leave the territory of the Party to which he was surrendered within the period of three months after the date of inflicting upon him the penalty for the crime or offence for which he was delivered, or after the date of his being advised of his acquittal or of the fact that his case has been dismissed.

Article V.

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions hereof, when, from lapse of time or other lawful cause, according to the laws of the place within the jurisdiction of which the crime was committed, or according to the laws of the place where he was found, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the offence for which the surrender is asked.

Extradition shall also not be granted if, in a case of concurrent jurisdiction, there has been concluded or is pending in the surrendering State the prosecution of the fugitive on a charge growing out of the same set of facts as that upon which the extradition is sought.

Article VI.

If a fugitive criminal whose surrender may be claimed pursuant to the provisions hereof be

ścigany sędownie lub pozostaje na karze z powodu innego przestępstwa, w takim razie wydanie jego może być odłożone aż do chwili, gdy on karę za to przestępstwo wymierzoną odcierpi lub prawomocnie zostanie uwolniony.

Artykuł VII.

Jeżeli wydania przestępcy, którego zażądało jedno z Państw Umawiających się, domaga się nadto jeszcze inne państwo lub kilka państw, będzie on wydany temu państwu, od którego wcześniej nadeszło żądanie wydania.

Państwu, od którego wydania zażądano, wolno jednak dać pierwszeństwo innemu państwu, jeżeli do tego byłoby obowiązane na zasadzie traktatu zawartego z tem państwem.

Artykuł VIII.

Na mocy postanowień niniejszego Traktatu Stany Zjednoczone Ameryki nie będą obowiązane wydawać swych obywateli, a Rzeczpospolita Polska obywateli polskich ani obywateli Wolnego Miasta Gdańska.

Artykuł IX.

Wszystkie przedmioty znajdujące się w posiadaniu zbiegłego przestępcy w chwili jego zaarrestowania, czy to pochodzą z przestępstwa, czy też mogą służyć jako materiał stwierdzający winę zbiegłego, wydane zostaną wraz z osobą przestępcy w chwili wydania tegoż, o ile to jest dopuszczalne wedle ustawodawstwa każdej z Wysokich Umawiających się Stron.

Jednakże prawa osób trzecich odnośnie do wyżej wspomnianych przedmiotów będą należycie uwzględnione.

Artykuł X.

Wnioski o wydanie przedstawiać będą przedstawiciele dyplomatyczni Wysokich Umawiających się Stron. W razie nieobecności takich przedstawicieli bądź w kraju, bądź w siedzibie Rządu, wnioski takie mogą być przedstawiane przez urzędników konsularnych.

Do wniosku o wydanie należy dołączyć uwierzytelniony odpis wydanego przez sąd wyroku skazującego, który ustaia dowód winy.

actually under prosecution, out on bail or in custody, for another crime or offence, his extradition may be deferred until such proceedings be determined, or until he shall have been set at liberty in due course of law.

Article VII.

If a fugitive criminal claimed by one of the Parties hereto, shall be also claimed by one or more powers, such criminal shall be delivered to that State whose demand is first received.

Nevertheless, the surrendering State may give preference to a third State provided it is bound by treaty concluded with that State so to do.

Article VIII.

Under the stipulations of this Treaty, the United States of America shall not be bound to deliver up its citizens, and the Republic of Poland shall not be bound to deliver up either Polish citizens or those of the Free City of Danzig.

Article IX.

Everything found in the possession of the fugitive criminal at the time of his arrest, whether being the proceeds of the crime or offence, or which may be material as evidence of the crime, shall so far as practicable, according to the laws of either of the High Contracting Parties, be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles referred to, shall be duly respected.

Article X.

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the High Contracting Parties. In the event of the absence of such agents from the country or its seat of government, requisitions may be made by Consular officers.

A duly authenticated copy of the sentence of the Court, before which the conviction of the criminal took place, shall be produced with requisition of surrender.

Jeżeli osoba, której wydania zażądano, jest tylko obwiniona o przestępstwo albo skazana w zaoczności, należy dołączyć uwierzytelniony odpis nakazu (sądowego) zaareztowania i zaprzysiężonych zeznań oraz innych dowodów, które będą uznane za potrzebne w danym wypadku.

Postępowanie ekstradycyjne będzie przeprowadzone wedle ustaw obowiązujących w tym przedmiocie w Państwie, od którego wydania zażądano.

Artykuł XI.

Zaareztowania przestępcy zbiegłego można żądać nawet na zasadzie telegraficznego zawiadomienia o istnieniu wyroku skazującego lub nakazu zaareztowania.

W Polsce żądanie zaareztowania należy kierować do Ministerstwa Spraw Zagranicznych, które prześle je właściwej władzy.

W Stanach Zjednoczonych Ameryki żądanie zaareztowania należy kierować do Sekretarza Stanu, który stwierdzi prawidłowość żądania i zwróci się do władz właściwych z prośbą o nadanie temu wniosкови dalszego biegu zgodnie z prawem.

W wypadkach nagłych żądanie zaareztowania można w obu Państwach kierować bezpośrednio do właściwego urzędnika, zgodnie z obowiązującymi ustawami.

Osoba tymczasowo zaareztowana będzie wypuszczona na wolność, o ile w ciągu trzech miesięcy od daty zaareztowania, przedstawiciel dyplomatyczny, lub w jego nieobecności urzędnik konsularny państwa, które żądało zaareztowania, nie przedstawią formalnego wniosku o wydanie z dołączeniem dokumentów dowodowych wymienionych w artykule X.

Artykuł XII.

W każdym wypadku żądania zaareztowania, przytrzymania lub ekstradycji zbiegłych przestępców, przedstawionego przez jedną z Wysokich Umawiających się Stron, urzędnicy państwa, w którym prowadzi się postępowanie ekstradycyjne, obowiązani będą przy użyciu wszelkich legalnych środków będących w ich mocy udzielać pomocy urzędnikom państwa, żądającego wydania.

If the person, whose extradition is requested, is merely charged with crime or offence, or convicted by default, a duly authenticated copy of the warrant of arrest of the Court, and of the depositions upon which such warrant may have been issued, shall be produced with such other evidence, as may be deemed competent in the case.

Extradition shall be carried out in conformity with the law governing it in the country, where the requisition of surrender is made.

Article XI.

The arrest of a fugitive criminal may be requested even upon telegraphic advice, stating the existence of a sentence of conviction or a warrant of arrest.

In Poland the requisition for the arrest shall be directed to the Minister of Foreign Affairs, who will transmit it to the appropriate authorities.

In the United States of America, the requisition for the arrest shall be directed to the Secretary of State, who shall confirm the regularity of the requisition and request the appropriate authorities to take action thereon in conformity with the law.

In both countries, in case of urgency, the requisition for the arrest and detention may be addressed directly to the appropriate magistrate, in conformity with the laws in force.

A person provisionally arrested shall be released unless within three months from the date of arrest the formal requisition for surrender with the documentary proofs set out in article X have been produced by the diplomatic agent of demanding Government or, in his absence, by a Consular officer thereof.

Article XII.

In every case of a request made by either of the High Contracting Parties for the arrest, detention or extradition of fugitive criminals, the appropriate legal officers of the country where the proceedings of extradition are held, shall assist the officers of the Government demanding the extradition before the respective judges and magistrates, by every legal means within their power.

Za taką pomoc nie wolno im żądać zapłaty od państwa żądającego wydania, chyba, że nie otrzymują oni płacy, lecz tylko wynagrodzenie za świadczone usługi ; w takim razie uprawnieni będą żądać od państwa żądającego wydania zwykłego wynagrodzenia w ten sam sposób i w tej samej wysokości, jak gdyby wspomniane kroki były podjęte w postępowaniu karnym prowadzonym pod prawami państwa, którego są urzędnikami.

Żądanie wypłacenia takiego wynagrodzenia przedstawione być winno za pośrednictwem Rządu.

Artykuł XIII.

Koszty zaaresztowania, przytrzymania, badania i przewozu przestępcy poniesie państwo, które wydania zażądało.

Artykuł XIV.

Postanowienia niniejszego Traktatu rozciągać się będą na wszystkie gdziekolwiek bądź położone terytorja należące do każdej z Wysokich Umawiających się Stron lub przez nie okupowane, albo pozostające pod ich kontrolą w czasie takiej okupacji lub kontroli.

Artykuł XV.

Traktat niniejszy będzie ratyfikowany przez Wysokie Umawiające się Strony, a wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi w Warszawie w najkrótszym czasie.

Traktat niniejszy wejdzie w życie po upływie trzydziestu dni po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych i będzie miał zastosowanie, choćby przestępstwo, z powodu którego żąda się wydania, było popełnione przed jego wejściem w życie.

Traktat niniejszy może być wypowiedziany, będzie jednak obowiązywać aż do upływu jednego roku od dnia, w którym jedna ze Stron traktat ten wypowie.

No claim whatever for compensation for any of the services so rendered shall be made against the Government demanding the extradition, provided, however, that any officer or officers of the surrendering Government so giving assistance, who shall in the course of their duty, receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, shall be entitled to receive from the Government demanding the extradition the customary fees for the acts or services performed by them, in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officers.

These claims for fees are to be submitted through the intermediary of the respective Government.

Article XIII.

The expenses of arrest, detention, examination and transportation of the accused shall be paid by the Government, which has preferred the demand for extradition.

Article XIV.

The provisions of the present Treaty shall be applicable to all territory wherever situated, belonging to either of the High Contracting Parties, or in the occupancy and under the control of either of them during such occupancy or control.

Article XV.

The present treaty shall be ratified by the High Contracting Parties and the exchange of ratifications shall take place at Warsaw, as soon as possible.

This treaty shall take effect on the thirtieth day after the date of the exchange of ratifications and shall be applied, although the crime or offence, for which the extradition has been claimed, have been committed before its entering into force.

The present treaty may be terminated, yet it will remain in force for one year from the date on which such notice of termination shall be given by either of the High Contracting Parties.

Na dowód czego niżej podpisani Pełnomocnicy podpisali niniejszy Traktat i opatrzyli go swemi pieczęciami.

Sporządzono w Warszawie w dwóch egzemplarzach dnia 22 listopada 1927 roku.

(L. S.) (—) August ZALESKI.

(L. S.) (—) John B. STETSON jr.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed the present treaty and affixed thereto their respective seals.

Done in duplicate at Warsaw this 22 day of November 1927.

(L. S.) (Signed) John B. STETSON jr.

(L. S.) (Signed) August ZALESKI.

PROTOKÓŁ

DOŁĄCZONY DO TRAKTATU EKSTRADYCYJNEGO MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A STANAMI ZJEDNOCZONEMI AMERYKI.

W chwili podpisania Traktatu Ekstradycyjnego między Rzeczpospolitą Polską a Stanami Zjednoczonymi Ameryki, niżej podpisani Pełnomocnicy, należące upoważnieni, zgodzili się na punkty następujące :

1. Rząd polski zgadza się na wydawanie wszystkich zbiegłych przestępców w rozumieniu powyższego Traktatu na żądanie Rządu Stanów Zjednoczonych Ameryki w tych wypadkach, gdzie szkoda wyrządzona przewyższa 200 dol., aczkolwiek minimum przewidziane przez powyższy Traktat dla Wysokich Umawiających się Stron wynosi 1.000 dol.

Powyższe zobowiązanie odnosi się do artykułu II, §§ 9, 10, 11, 12, 13, 14 i 15 powyższego Traktatu.

2. Rząd polski, który na zasadzie art. 104 Traktatu Wersalskiego kieruje sprawami zagranicznymi Wolnego Miasta Gdańska, uczyni wszystko, co jest potrzebne, aby zapewnić możliwie jak najprędzej przystąpienie Wolnego Miasta Gdańska do postanowień niniejszego Traktatu i dołącznego do niego Protokołu.

Na dowód czego niżej podpisani Pełnomocnicy podpisali niniejszy Protokół i zaopatrzyli go swemi pieczęciami.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach w Warszawie, dnia 22 listopada 1927 r.

(L. S.) (—) August ZALESKI.

(L. S.) (—) John B. STETSON jr.

PROTOCOL

ACCOMPANYING THE TREATY OF EXTRADITION BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE UNITED STATES OF AMERICA.

At the moment of signing the treaty of extradition between the Republic of Poland and the United States of America, the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have agreed as follows :

(1) The Polish Government consents to extradite, at the request of the Government of the United States of America, all fugitive criminals as they are referred to in the accompanying Treaty, in cases where the charge involved exceeds \$ 200,00 although the minimum provided for in the accompanying Treaty for the High Contracting Parties is \$ 1,000,00.

The foregoing agreement applies to the provisions of paragraphs 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of article II of the accompanying Treaty.

(2) The Polish Government, which by virtue of article 104 of the Treaty of Peace of Versailles conducts the foreign affairs of the Free City of Danzig, undertakes to do all that is necessary to secure the adherence of the Free City of Danzig to the provisions of this protocol and the accompanying Treaty as soon as possible.

In faith whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed the present protocol and affixed thereto their respective seals.

Done in duplicate at Warsaw this 22 day of November 1927.

(L. S.) (Signed) John B. STETSON, jr.

(L. S.) (Signed) August ZALESKI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2082. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 22 NOVEMBRE 1927.

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de servir la cause de la justice, ont résolu de conclure entre les deux pays un traité pour l'extradition des personnes qui se dérobent à l'action de la justice, et ont désigné à cette fin comme plénipotentiaires :

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence M. Auguste ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Son Excellence L. John B. STETSON, Jr, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il est convenu que le Gouvernement de la Pologne et le Gouvernement des États-Unis remettront à la justice, sur réquisition qui en sera faite dans les formes prescrites par le présent traité, toute personne accusée ou reconnue coupable de l'un des crimes spécifiés à l'article II du présent traité et commis dans les limites de la juridiction de l'une des deux Hautes Parties contractantes, et qui cherchera un refuge ou sera découverte sur le territoire de l'autre Partie ; toutefois, cette extradition ne pourra avoir lieu que s'il existe, selon les lois du pays dans lequel le fugitif ou l'inculpé aura été découvert, des preuves de culpabilité suffisantes pour motiver son arrestation et sa mise en jugement, au cas où le crime ou le délit aurait été commis dans ledit pays.

Article II.

Aux termes du présent traité seront extradées les personnes qui auront été accusées ou reconnues coupables de l'un des crimes suivants :

- 1^o Meurtre, ce mot comprenant les crimes de parricide, assassinat, homicide volontaire, empoisonnement et infanticide ;
- 2^o Tentative de meurtre ;
- 3^o Incendie volontaire ;
- 4^o Destruction ou dommages volontaires et illicites concernant les voies ferrées et installations de chemins de fer et entraînant un danger de mort ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

5° Crimes commis en mer :

- a) Piraterie ;
- b) Coulage ou destruction préméditée d'un navire en mer ou tentative d'y procéder ;
- c) Mutinerie ou complot entre deux ou plusieurs membres de l'équipage ou autres personnes à bord d'un navire en haute mer, ayant pour but de provoquer une révolte contre le capitaine ou commandant de ce navire, ou de s'emparer du navire par ruse ou par force ;
- d) Agression ou voies de fait à bord d'un navire en haute mer.

6° Cambriolage, défini comme le fait de pénétrer avec effraction, pendant la nuit, dans le domicile d'autrui avec une intention criminelle.

7° Vol, défini comme le fait d'extorquer à autrui par des moyens criminels des marchandises ou des espèces en ayant recours à la violence ou à l'intimidation.

8° Fabrication de fausses monnaies de métal ou de papier ; fabrication de faux titres ou coupons de la dette publique émis par le gouvernement central, par celui des Etats, par les autorités provinciales, territoriales, locales ou municipales ; fabrication de billets de banque ou autres instruments de crédit public ; fabrication de faux poinçons et émission, mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus.

9° Faux ou émission de faux, ou usage frauduleux d'un faux quelconque, si la perte occasionnée dépasse mille dollars ou une somme équivalente en monnaie polonaise.

10° Détournement de fonds ou malversation criminelle commis par des fonctionnaires ou des dépositaires des deniers publics, si le montant des détournements dépasse mille dollars ou une somme équivalente en monnaie polonaise.

11° Détournement commis par une ou des personnes à gages, salariées ou employées au détriment de leurs employeurs ou chefs, dans le cas où le crime ou délit est passible d'emprisonnement ou d'autres peines corporelles, selon les lois des deux pays, et où le montant des détournements dépasse mille dollars ou une somme équivalente en monnaie polonaise.

12° Fraude ou abus de confiance commis par un dépositaire, banquier, agent, commissionnaire « trustee », exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, directeur ou fonctionnaire d'une société ou d'une association ou par une personne occupant un poste de confiance, si le montant de la somme ou la valeur des objets détournés dépasse mille dollars ou une somme équivalente en monnaie polonaise.

13° Le fait d'obtenir la remise d'espèces, valeurs, titres ou autres biens sous de faux prétextes, ou le fait de recevoir des espèces, valeurs, titres ou autres biens sachant qu'ils ont été obtenus illicitement, si la somme d'argent ou la valeur des objets ainsi obtenus dépasse mille dollars ou une somme équivalente en monnaie polonaise.

14° Larcin, si le dommage causé dépasse mille dollars ou une somme équivalente en monnaie polonaise.

15° Faux témoignage ou subornation de témoins, lorsqu'à la suite d'un faux témoignage, une personne innocente a été punie d'une peine de prison ou d'une peine plus rigoureuse, ou qu'une personne a été indûment acquittée pour un crime, ou qu'une sentence injuste a été prononcée dans une affaire civile, lorsque la somme en litige dépasse mille dollars ou un montant équivalent en monnaie polonaise et que le faux témoignage a effectivement entraîné une perte atteignant ce montant.

16° Enlèvement de mineurs ou d'adultes, ce terme désignant le fait d'emmener ou de séquestrer une ou plusieurs personnes, en vue d'extorquer des fonds, soit à elles-mêmes, soit à leurs familles, soit à toute autre personne ou personnes, ou dans toute autre intention illicite.

17° Crimes et délits contre les lois pour la suppression de l'esclavage ou de la traite des esclaves.

18° Crimes définis comme constituant la traite des femmes et des jeunes filles, c'est-à-dire le fait d'embaucher, d'emmener ou de séduire pour des fins immorales lesdites personnes, si ces crimes sont punissables d'une peine de prison d'une année au moins, ou d'une peine plus rigoureuse.

L'extradition sera également accordée pour complicité, avant ou après l'acte, dans l'un des crimes susmentionnés, à condition toutefois que cette complicité soit punissable d'une peine d'emprisonnement d'une année au moins par la législation des deux Parties contractantes.

Article III.

Les dispositions du présent traité n'impliquent pas le droit de réclamer l'extradition pour un crime ou délit de caractère politique, ni pour des actes connexes à ces crimes ou délits.

Si le crime est l'un de ceux désignés à l'article II, sections 1 et 2, le fait qu'il aura été commis ou tenté contre la vie du Chef de l'Etat, du Président de l'une des Hautes Parties contractantes ou d'un chef d'Etat étranger, ou contre la vie de l'un quelconque des membres de leur famille ne sera pas jugé suffisant pour conférer à ce crime ou délit un caractère politique, ou pour le faire considérer comme étant connexe à un crime ou délit de caractère politique.

Article IV.

La personne livrée ne pourra être poursuivie en justice que pour le crime ou délit pour lequel elle aura été extradée. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas au cas où ladite personne n'a pas quitté le territoire de la Partie à laquelle elle a été remise, dans le délai de trois mois après la date de sa condamnation pour le crime ou délit qui a motivé l'extradition, ou après la date à laquelle elle a été informée de son acquittement ou de l'abandon des poursuites.

Article V.

Un criminel en fuite ne pourra être extradé en vertu des présentes dispositions si, en raison de la prescription ou pour tout autre motif légal, selon les lois du lieu dans la juridiction duquel le crime a été commis, ou selon les lois du lieu où le criminel a été découvert, il échappe aux poursuites ou à la peine qu'entraîne le délit pour lequel l'extradition est demandée.

L'extradition ne sera pas non plus accordée si, dans le cas d'une juridiction concurrente, le fugitif a fait ou fait encore l'objet de poursuites dans l'Etat qui le livre, à la suite d'une accusation provoquée par les mêmes faits que ceux pour lesquels l'extradition a été demandée.

Article VI.

Si un criminel en fuite, dont l'extradition peut être demandée en vertu des présentes stipulations, se trouve sous le coup de poursuites, en liberté sous caution ou en prison, pour un autre crime ou délit, son extradition pourra être différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours ou jusqu'à ce qu'il ait été mis en liberté, conformément à la loi.

Article VII.

Si un criminel en fuite, réclamé par l'une des Parties à la présente convention, se trouve être également réclamé par un ou plusieurs Etats, ce criminel sera livré à celui des Etats dont la demande sera parvenue la première.

Néanmoins, l'Etat qui livre le fugitif peut donner la préférence à une tierce Puissance, s'il est tenu de le faire en vertu d'un traité conclu avec ladite Puissance.

Article VIII.

Aux termes du présent traité, les Etats-Unis d'Amérique ne seront pas tenus d'extrader leurs propres ressortissants, et la République de Pologne ne sera pas tenue d'extrader les ressortissants polonais ou ceux de la Ville libre de Dantzig.

Article IX.

Tout objet trouvé en la possession du criminel en fuite, au moment de son arrestation, que cet objet soit le fruit du crime ou du délit, ou qu'il puisse servir de pièce à conviction, sera, dans la mesure du possible, conformément aux lois de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, remis en même temps que la personne du coupable, lors de l'extradition. Néanmoins, les droits qu'un tiers pourrait avoir sur les objets en question seront dûment respectés.

Article X.

Les demandes d'extradition de criminels en fuite seront présentées par les agents diplomatiques respectifs des Hautes Parties contractantes. Au cas où ces agents seraient absents du pays ou du siège du gouvernement de ce pays, les demandes pourront être présentées par les agents consulaires,

Une copie, dûment certifiée conforme du jugement du tribunal qui a prononcé la condamnation, devra être produite en même temps que la demande d'extradition.

Si la personne dont l'extradition est demandée est seulement accusée d'un crime ou délit, ou condamnée par défaut, il sera produit une copie, dûment certifiée conforme, du mandat d'arrêt du tribunal, et des dépositions qui auront motivé ce mandat d'arrêt, en même temps que tous autres témoignages jugés pertinents.

Il sera procédé à l'extradition conformément à la loi en vigueur dans le pays à qui l'on demande l'extradition.

Article XI.

L'arrestation d'un criminel en fuite peut être demandée même par télégramme, en signalant l'existence d'un jugement condamnant le criminel ou d'un mandat d'arrêt.

En Pologne, la demande d'arrestation sera adressée au Ministre des Affaires étrangères, qui la transmettra aux autorités compétentes.

Aux Etats-Unis d'Amérique, la demande d'arrestation sera adressée au Secrétaire d'Etat, qui confirmera la régularité de la demande et invitera les autorités compétentes à y donner suite conformément à la loi.

Dans les deux pays, en cas d'urgence, la demande d'arrestation et d'incarcération pourra être adressée directement au magistrat compétent, conformément aux lois en vigueur.

Une personne arrêtée provisoirement sera relâchée si, dans les trois mois qui suivront la date de l'arrestation, la demande officielle d'extradition, accompagnée des éléments de preuve indiqués à l'article X, n'a pas été présentée par l'agent diplomatique du gouvernement requérant ou, en son absence, par un agent consulaire de ce gouvernement.

Article XII.

Chaque fois qu'une requête aura été présentée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, en vue de l'arrestation, de l'incarcération ou de l'extradition de criminels en fuite, les fonctionnaires judiciaires compétents du pays où aura lieu la procédure d'extradition assisteront par tous les moyens légaux en leur pouvoir les fonctionnaires du gouvernement demandant l'extradition par-devant les juges et magistrats respectifs,

Aucune demande d'indemnité, quelle qu'elle soit, pour les services ainsi rendus ne pourra être présentée au gouvernement qui aura demandé l'extradition, étant entendu, toutefois, que le ou les fonctionnaires du gouvernement remettant le criminel, qui auront ainsi prêté leur concours et qui, dans l'exercice habituel de leurs fonctions, ne peuvent prétendre à aucune indemnité ou émolument autres que ceux qui sont spécifiquement accordés pour services rendus, auront le droit de recevoir du gouvernement demandant l'extradition la rémunération d'usage pour les actes ou services exécutés par eux, dans les mêmes conditions et au même taux que si ces actes ou services avaient été exécutés au cours de poursuites criminelles ordinaires, telles qu'elles sont réglées par les lois du pays dont ils sont fonctionnaires.

Ces demandes de rémunération doivent être présentées par l'intermédiaire du gouvernement intéressé.

Article XIII.

Les frais d'arrestation, de détention, d'interrogatoire et de transport de l'accusé seront à la charge du gouvernement qui aura fait la demande d'extradition.

Article XIV.

Les dispositions du présent traité seront applicables à tous les territoires, quelle que soit leur situation géographique, appartenant à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ou occupés par elle et placés sous son contrôle, pendant toute la durée de cette occupation ou de ce contrôle.

Article XV.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes et l'échange des ratifications aura lieu à Varsovie aussitôt que possible.

Ce traité prendra effet à partir du treizième jour qui suivra la date de l'échange des ratifications, et sera appliqué même si le crime ou délit, pour lequel l'extradition aura été demandée, a été commis avant son entrée en vigueur.

Le présent traité pourra être dénoncé ; toutefois, il restera en vigueur pendant une année encore, à compter de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié son intention de le dénoncer.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés ci-dessous ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Varsovie, le 22 novembre 1927.

(L. S.) (Signé) John B. STETSON jr.

(L. S.) (Signé) Auguste ZALESKI.

PROTOCOLE

ACCOMPAGNANT LE TRAITÉ D'EXTRADITION CONCLU ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Au moment de signer le traité d'extradition entre la République de Pologne et les États-Unis d'Amérique, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

1^o Le Gouvernement polonais consent à extradier, à la demande du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, tous les criminels en fuite visés par le traité ci-joint, dans les

cas où le dommage causé dépasse 200 dollars, bien que le minimum prévu dans ledit traité par les Hautes Parties contractantes soit de 1000 dollars.

L'accord ci-dessus s'applique aux dispositions des paragraphes 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 de l'article II du traité ci-joint.

2° Le Gouvernement polonais, qui, en vertu de l'article 104 du Traité de paix de Versailles, assure la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig, s'engage à faire tout ce qui est nécessaire pour obtenir l'adhésion de la Ville libre de Dantzig aux dispositions du présent protocole et du traité ci-joint, aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Varsovie, le 22 novembre 1927.

(L. S.) (*Signé*) John B. STETSON jr.

(L. S.) (*Signé*) Auguste ZALESKI.

N° 2083.

HONGRIE ET ITALIE

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole final et protocole
concernant le régime des importa-
tions et des exportations en Italie.
Signés à Rome, le 4 juillet 1928.

HUNGARY AND ITALY

Treaty of Commerce and Navigation,
with Final Protocol and Protocol
concerning the Import and Export
Régime in Italy. Signed at Rome,
July 4, 1928.

N^o 2083. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
L'ITALIE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A ROME, LE 4 JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 juillet 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de favoriser, dans toute la possible étendue, les relations économiques qui existent déjà heureusement entre les deux pays, ont résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation et ont nommé, à cet effet, leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le Chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence André DE HORY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie, à Rome ;

M. Alfred DE NICKL, conseiller de Légation ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté de commerce et de navigation.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges et faveurs de toute espèce relatifs au commerce, à l'industrie et à la navigation, qui sont ou seront accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Cette stipulation ne déroge point aux dispositions des lois et règlements, ainsi que des ordonnances qui, dans le territoire de chacune des Parties contractantes, sont applicables aux ressortissants de tout autre pays en matière de commerce, d'industrie et de police.

En conséquence, les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront, en observant les lois du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre Partie, ainsi que l'abandonner librement en tout temps, sans être soumis à des restrictions ou impositions générales ou locales, de quelque nature qu'elles soient, autres ou plus élevées que celles auxquelles sont ou seront soumis les nationaux ou, s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée, sous réserve, dans ce cas, des dispositions de l'article 6 concernant les contributions de toute espèce. En outre, les ressortissants de l'une des Parties con-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 17 mai 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2083. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ITALY AND HUNGARY. SIGNED AT ROME, JULY 4, 1928.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place July 11, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being equally desirous of strengthening the ties of friendship and of encouraging to the greatest possible extent the economic relations which fortunately exist between their two countries, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Chevalier Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister Secretary of State, Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency André DE HORY, Hungarian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome ;
M. Alfred DE NICKL, Counsellor of Legation ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The Contracting Parties shall grant each other freedom of commerce and navigation.

The nationals of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the same rights, privileges and favours of every kind in respect of commerce, industry and navigation as are or may hereafter be granted to nationals or subjects of the most favoured nation. This stipulation does not invalidate the provisions of the laws and regulations or decrees applicable in the territory of each of the Contracting Parties to the nationals of any other country with regard to commerce, industry and police regulations.

Consequently, the nationals of each of the Contracting Parties shall, provided they comply with the laws of the country, be free to enter, travel, reside and settle in the territory of the other Party, and may freely leave that territory at any time, without being subject to any general or local restrictions or charges of any description, other or higher than those which are or may hereafter be imposed on nationals of the country or, should there be special provisions for foreigners, the nationals of the most favoured nation, subject in this latter case to the provisions of Article 6 concerning contributions of all kinds. In addition, the nationals of one of the Contracting Parties

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, May 17, 1929.

tractantes auront dans le territoire de l'autre Partie pleine liberté d'exercer, comme les nationaux, dans les limites fixées par les lois du pays, toute espèce de commerce, d'industrie ou profession, pourvu que l'exercice d'une profession ne soit pas, en vertu des lois de l'une des Parties contractantes réservé aux ressortissants de cette Partie.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit d'acquérir et de posséder, dans le territoire de l'autre Partie, des biens de toute sorte et de toute nature, meubles et immeubles, et d'en disposer librement par achat, vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen, aux mêmes conditions que les nationaux.

Ils pourront de même exploiter leurs biens, en se conformant aux lois du pays, sans être tenus à payer, à raison de l'exportation, un droit quelconque en qualité d'étrangers et sans devoir acquitter des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à payer en pareille circonstance.

Sont toutefois réservées, quant à l'achat, à la possession et à l'usage des biens, immeubles, les exceptions et les restrictions qui sont ou seront établies par les lois de chacune des Parties contractantes à l'égard des ressortissants de tous les pays étrangers, en ce qui concerne la sûreté de l'Etat.

Article 3.

Les Hongrois en Italie et les Italiens en Hongrie seront entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'intermédiaires qu'ils choisiront eux-mêmes sans être tenus à payer des rémunérations ou indemnités aux agents, commissionnaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Article 4.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'une des Parties contractantes qui prouvent, par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les impôts et droits prévus par les lois, auront le droit, en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie, chez des négociants ou producteurs ou dans des locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons ou modèles, chez les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce ou leur industrie utilisent des marchandises analogues à celles qui sont offertes, sans être astreints à acquitter, de ce chef, un impôt ou droit spécial.

Les négociants et les industriels, munis d'une carte de légitimation industrielle et les voyageurs de commerce à leur service auront le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais pas des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être conformes aux modèles figurant dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation industrielle.

Les négociants ou industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle n'auront le droit ni de conclure des affaires ni d'y intervenir pour autrui que pour les négociants ou industriels dénommés dans la carte de légitimation. Ils ne pourront recueillir des commandes et faire des achats qu'en voyageant.

in the territory of the other Party shall have full right to carry on in the same way as nationals, within the limits laid down by the laws of the country, trades, industries or professions of any kind, with the exception of those which, under the laws of either of the Contracting Parties, are reserved for the nationals of that Party.

Article 2.

The nationals of each of the Contracting Parties shall have the right to acquire and possess in the territory of the other Party property of every kind and description, whether movable or immovable, and to dispose freely thereof by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, will, succession *ab intestato* or by any other means, on the same conditions as nationals of the country

They may likewise, provided they comply with the laws of the country, export their property, without thereby being subjected as foreigners to any duty and without being required to pay duties other or higher than those payable in a like case by nationals of the country.

Nevertheless, as regards the purchase, possession and use of immovable property, the exceptions and restrictions established, or which may hereafter be established, by the laws of each of the Contracting Parties with reference to the safety of the State and which are applicable to the nationals of all foreign countries are reserved.

Article 3.

Hungarians in Italy and Italians in Hungary shall, like nationals of the country, be fully entitled to attend to their business themselves or to entrust the management thereof to a person of their own choice, without being required to pay remuneration or allowances to representatives, commission agents, etc., of whose services they do not desire to make use and without being subject in this respect to any restrictions other than those imposed by the general laws of the country.

Article 4.

While enjoying the greatest advantages that may be derived from most-favoured-nation treatment, the merchants, manufacturers and other producers of one of the Contracting Parties who prove, by producing a trader's identity card, issued by the competent authorities of their own country, that they are authorised to carry on their trade or industry in that country, and that they pay therein the legally established taxes and duties, shall have the right, provided they observe the formalities prescribed in the territory of the other Party, to make purchases in that territory either in person or through travellers in their employ, from merchants or producers or in the open market. They may also take orders, even on samples or specimens, from merchants or other persons who in their trade or industry use goods similar to those offered, without being liable on this account to any special tax or duty.

Merchants and industrialists who are furnished with a trader's identity card and commercial travellers in their employ shall be entitled to carry with them samples or specimens, but not goods. Traders' identity cards shall be drawn up in accordance with the specimen given in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities responsible for issuing trader's identity cards.

Merchants or industrialists (commercial travellers) who are provided with a trader's identity card shall not have the right to transact business or to take any part in transactions for any other merchants or industrialists than those named on their identity card. They may only take orders and make purchases while travelling.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage, non plus qu'à la recherche des commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, chacune des Parties contractantes se réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre, de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également exempts de toute taxe imposée en lieu et place de ce service et de toute réquisition et prestation militaire. Seront toutefois exceptées les charges qui sont connexes à la possession ou à la location des immeubles, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles les nationaux peuvent également être appelés à se soumettre en qualité de propriétaires fonciers ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas, les intérêts des ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, en ce qui concerne les compensations et indemnités et la fixation des prix de réquisition, de la même protection accordée en pareil cas aux nationaux.

Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels dont il est fait mention dans cet alinéa, ainsi que des emprunts forcés.

Il est, en outre, entendu que, en ce qui concerne les matières ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront jamais traités dans le territoire de l'autre Partie d'une manière moins favorable que les ressortissants d'une tierce Puissance quelconque.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre Partie, du même traitement et de la même protection près les autorités et les juridictions financières, dont jouissent les ressortissants de cette dernière Partie, pour ce qui concerne les contributions (taxes et impôts de tout genre), les droits ayant le caractère de tributs et les autres taxes similaires.

Article 7.

Les sociétés par actions et les autres sociétés commerciales, industrielles, financières, de négoce, de transport et d'assurance (y compris les Instituts, publics d'assurance sur la vie humaine) valablement constituées dans le territoire de l'une des Parties contractantes et y ayant l'existence légale, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans le territoire de l'autre Partie. Elles leurs établissements pourront exercer, dans ce territoire, leur activité commerciale et industrielle avec les modalités et dans les limites établies par les lois et ordonnances en vigueur, et pourront y faire valoir leurs droits. En tout cas, lesdites sociétés jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits que ceux qui sont ou seront accordés aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée à cet égard. Aux mêmes sociétés sont également applicables soit les dispositions de caractère tributaire soit les dispositions concernant les contributions et les emprunts forcés et les réquisitions militaires contenues dans le présent traité.

Article 8.

Les produits naturels ou fabriqués, de l'une des Parties contractantes, ne seront pas soumis, à leur importation dans le territoire de l'autre Partie, à un traitement autre ou moins favorable que celui accordé à un autre pays quelconque et, notamment, ils ne seront pas assujettis à des droits ou

The foregoing provisions do not apply to itinerant trades nor to hawking or the soliciting of orders from persons, who are not engaged in industry or trade, each of the Contracting Parties reserving to itself complete liberty for its legislation in this respect.

Article 5.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be exempted in the territory of the other Party from all compulsory military service, whether in the army, navy or air force or in the national guard or militia. They shall likewise be exempted from any charge imposed in lieu of such service and from any military requisition and contribution. Nevertheless, charges arising out of the ownership or lease of immovable property and military contributions and requisitions to which nationals of the country may also be liable as land-owners or occupiers of immovable property shall be excepted.

In this case, the nationals of each of the Contracting Parties shall enjoy, as regards compensation and indemnities and the fixing of requisition prices, the same protection for their interests as is granted in a like case to nationals of the country.

They shall likewise be exempted from all compulsory official duties, whether judicial, administrative or municipal, from any contribution, whether in money or in kind, in lieu of any of the personal services mentioned in this Article, and from forced loans.

Furthermore, it is understood that, as regards the above matters, the nationals of each of the Contracting Parties shall in no case be treated in the territory of the other Party less favourably than the nationals of any third Power.

Article 6.

The nationals of each of the Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, enjoy as regards their person, property, rights and interests, in every respect the same treatment and the same protection at the hands of the authorities and courts dealing with fiscal matters as are enjoyed by the nationals of this latter Party, in respect of contributions (charges and imposts of every kind), duties of the nature of taxes and other similar charges.

Article 7.

Joint stock companies and other commercial, industrial, financial, trading, transport and insurance companies (including public life-insurance institutions) which are validly constituted in the territory of one of the Contracting Parties and have legal existence therein, shall be recognised as having legal existence in the territory of the other Party. They and their establishments may carry on their commercial and industrial activities in that territory under the conditions and within the limits laid down by the existing laws and decrees, and may establish their rights therein. In any case, the said companies shall enjoy in the territory of the other Party the same rights as are or may hereafter be accorded to similar companies of the nation most favoured in this respect. The provisions concerning taxation and the provisions relating to contributions and forced loans and military requisitions contained in the present Treaty shall also be applicable to the said companies.

Article 8.

Natural or manufactured products of either of the Contracting Parties shall not be subject, on importation into the territory of the other Party, to other or less favourable treatment than that granted to any other country whatsoever; in particular, they shall not be liable to duties or charges

taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevées que ceux qui sont perçus sur les produits d'un autre pays quelconque.

A l'exportation vers le territoire de l'autre Partie, ne seront pas perçus des droits de sortie ou taxes autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes produits vers un autre Etat quelconque.

De même chacune des Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles ait accordé ou pourrait accorder à l'avenir à un pays tiers quelconque, en ce qui concerne la garantie et la perception des droits à l'importation et à l'exportation, la classification des marchandises et l'interprétation des tarifs, l'importation et l'exportation temporaires, la réexportation, le dépôt, et toute autre formalité douanière y compris le monde de vérification et d'analyse des marchandises importées.

Article 9.

Sans préjudice des dispositions, dont à l'alinéa premier de l'article précédent, les droits d'entrée en Italie sur les produits naturels ou fabriqués, d'origine et de provenance hongroises, désignés dans l'Annexe A du présent traité, et les droits d'entrée en Hongrie sur les produits naturels ou fabriqués, d'origine et de provenance italiennes, désignés dans l'Annexe B du présent traité, ne pourront dépasser les taux indiqués dans ces annexes.

Article 10.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Hongrie jouiront, à leur importation dans les colonies et possessions italiennes, des tarifs appliqués aux produits de la nation la plus favorisée, à l'exclusion des avantages qui sont réservés aux produits de la métropole et de ses colonies et possessions.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance des colonies et possessions italiennes seront admis à leur importation en Hongrie au bénéfice du tarif le plus favorable déjà accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires de n'importe quel pays.

Article 11.

Les Parties contractantes conviennent d'appliquer dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention internationale¹ pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923.

Article 12.

Les dispositions de l'article 8 ne sont point applicables :

a) Aux faveurs que chacune des Parties contractantes ait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes, pour faciliter le trafic de frontière ; étant établi que sera considérée comme zone de frontière celle dont l'étendue de l'un et de l'autre côté ne dépasse pas 15 km.

b) Aux obligations, imposées à l'une ou l'autre des Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319, de ce recueil ; et page 370 de ce volume.

— including all supplementary charges and surtaxes — other or higher than those levied on the products of any other country whatsoever.

On exportation to the territory of the other Party, no other or higher export duties or other charges shall be levied than those imposed on the export of the same products to any other country whatsoever.

Similarly, each of the Contracting Parties undertakes to extend to the other the benefit of any favour, which either of them has granted or may hereafter grant to any third country as regards the guaranteeing and levying of import and export duties, the classification of goods and the interpretation of tariffs, temporary import and export, re-export, warehousing and any other Customs formality, including the method of inspecting and analysing imported goods.

Article 9.

Without prejudice to the stipulations laid down in the first paragraph of the preceding Article, Italian import duties on the natural or manufactured products of Hungarian origin and provenance, specified in Annex A to the present Treaty and Hungarian import duties on the natural or manufactured products of Italian origin and provenance specified in Annex B to the present Treaty, may not exceed the rates given in those Annexes.

Article 10.

Natural or manufactured products originating in and coming from Hungary shall, on importation into Italian colonies and possessions, enjoy the rates accorded to products of the most favoured nation, the advantages reserved for products of the home country and its colonies and possessions being excluded.

Natural or manufactured products originating in and coming from Italian colonies and possessions shall, on importation into Hungary, be accorded the most favourable rate already granted or which may hereafter be granted to the like products of any country whatsoever.

Article 11.

The Contracting Parties agree to apply in their reciprocal relations, the provisions of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities¹ concluded at Geneva on November 3, 1923.

Article 12.

The provisions of Article 8 shall not apply :

(a) To exceptional privileges which either of the Contracting Parties has granted or may hereafter grant to contiguous countries with a view to facilitating frontier traffic, it being understood that frontier zones shall not exceed 15 kilometres in depth on either side of the frontier ;

(b) To obligations incurred by either of the Contracting Parties in respect of a Customs union already contracted or which may hereafter be contracted.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319, of this Series ; and page 370 of this Volume.

Article 13.

En ce qui concerne le transit à travers leurs territoires, les Parties contractantes appliqueront réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention et du Statut sur la liberté du transit¹, signés à Barcelone le 20 avril 1921.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Toutefois elles se réservent de prohiber ou de restreindre l'importation, l'exportation et le transit dans les cas suivants, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions identiques :

- a) Pour des raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique ;
- b) Pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire et en vue de protéger les animaux et les plantes contre les maladies, les insectes et les parasites de toute espèce ;
- c) Pour les approvisionnements de guerre dans des circonstances extraordinaires ;
- d) Par égard aux monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- e) Afin de pouvoir étendre aux marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui sont ou seront éventuellement fixées par la législation intérieure, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des marchandises indigènes similaires à l'intérieur du pays.

Article 15.

Sous obligation de réexportation ou de réimportation, et aux conditions prévues par les lois douanières des Parties contractantes, la franchise de droits d'entrée et de sortie sera consentie à l'égard des objets et marchandises suivants :

- a) Objets destinés à être réparés ;
- b) Emballages extérieurs de tout genre, ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été exportés remplis, pour autant que ces emballages ne sont pas exempts de droits de douane ou qu'ils ne sont pas considérés, d'après les dispositions concernant la tare, comme faisant partie de la marchandise elle-même ou bien ne sont pas soumis à un autre traitement spécial en vertu des prescriptions douanières en vigueur ;
- c) Marchandises (à l'exception des articles de consommation) transportées aux marchés ou foires si elles sont retournées non vendues dans un délai à fixes d'avance ;
- d) Marchandises (à l'exception des objets de monopole, des denrées alimentaires et des boissons) propres à servir exclusivement de modèles ou d'échantillons. La réexportation de ces modèles et échantillons peut avoir lieu dans un délai de douze mois.

Article 16.

En règle générale, la production d'un certificat d'origine ne sera pas requise à l'importation des produits des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373, de ce recueil ; et page 363 de ce volume.

Article 13.

As regards transit through their territories, the Contracting Parties shall reciprocally apply in their relations the provisions of the Convention and Statute on the Freedom of Transit,¹ signed at Barcelona on April 20, 1921.

Article 14.

The Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries in any way by import, export or transit prohibitions or restrictions.

Nevertheless, they reserve the right to prohibit or restrict import, export and transit in the following cases, provided that such prohibitions or restrictions also apply to all other countries in which the same conditions prevail :

- (a) For the safety of the State and public security ;
- (b) For the supervision of the health of human beings and animals and for the protection of animals and plants against diseases, insects and parasites of all kinds ;
- (c) For war supplies in exceptional circumstances ;
- (d) In regard to State monopolies actually in force or which may hereafter be established ;
- (e) For the extension to foreign goods of prohibitions or restrictions which have been or may hereafter be established by national legislation on the production of, trade in, transport and consumption of like native goods within the country.

Article 15.

On condition of re-exportation or re-importation and subject to the Customs laws of the Contracting Parties, exemption from import and export duties shall be granted in respect of the following articles and goods :

- (a) Articles to be repaired ;
- (b) Used outside packing of all kinds, imported empty to be re-exported full, or re-imported empty after having been exported full, when such packing is not exempt from Customs duties or is not considered, under the regulations relating to tare, to form part of the goods themselves, and when it is not subject to other special treatment under the existing Customs regulations ;
- (c) Goods (with the exception of articles for consumption) conveyed to markets or fairs, if they are returned unsold within a time-limit to be fixed in advance.
- (d) Goods (with the exception of monopoly articles, foodstuffs and beverages) suitable for use as patterns or samples only. The time allowed for the re-exportation of these patterns and samples is twelve months.

Article 16.

The production of certificates of origin shall not as a rule, be required on the importation of the products of one of the Contracting Parties into the territory of the other Party.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373, of this Series ; and page 363 of this volume.

Toutefois, si l'une des Parties contractantes soumet les produits d'un tiers pays à des droits plus élevés que ceux appliqués aux mêmes produits de l'autre Partie, ou, si elle assujettit les produits d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes produits de l'autre Partie, elle aura la faculté, si cela est nécessaire, de faire dépendre l'application des droits d'entrée réduits aux produits provenant de l'autre Partie, ou leur admission à l'entrée, de la présentation d'un certificat d'origine.

Les Parties contractantes s'engagent à veiller à ce que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues lors de la délivrance des certificats d'origine.

Lesdits certificats d'origine pourront être délivrés par le bureau de douane du lieu d'expédition soit à l'intérieur soit à la frontière, ou par les Chambres de Commerce et d'Industrie compétentes en Hongrie et, respectivement, par les conseils provinciaux de l'économie en Italie.

Les deux gouvernements pourront stipuler des arrangements pour déférer à d'autres autorités que celles susmentionnées ou même à des associations économiques de chacun des deux pays, le droit de délivrer des certificats d'origine à accepter par les douanes de l'autre Etat.

Dans le cas où les certificats ne seront pas délivrés par une autorité gouvernementale dûment autorisée, le gouvernement du pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par ses propres autorités diplomatiques ou consulaires compétentes dans le lieu d'où les marchandises sont expédiées. Les deux gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa sera exigé.

Les certificats d'origine pourront être rédigés dans une langue du pays de destination des marchandises aussi bien que dans la langue du pays exportateur. Dans ce dernier cas, les bureaux de douane du pays de destination pourront en exiger la traduction.

Si les produits d'un tiers pays sont importés, à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, dans le territoire de l'autre Partie, les autorités douanières de celle-ci admettront aussi les certificats d'origine, délivrés dans les formes susdites par les autorités douanières de l'autre Partie pourvu qu'il résulte des certificats mêmes que les produits sont toujours demeurés sous la surveillance de la douane.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 17.

Lorsqu'une des Parties contractantes fait dépendre le traitement d'une marchandise à l'importation de conditions spéciales relatives à la composition, au degré de pureté, à la qualité, à l'état sanitaire, à la zone de production ou d'autres conditions analogues, les deux gouvernements examineront ensemble si les formalités de contrôle à la frontière pour vérifier si la marchandise correspond aux conditions prescrites pourront être simplifiées par la production de certificats délivrés en due forme par les autorités compétentes du pays d'exportation.

Si les deux gouvernements sont d'accord à ce sujet, ils établiront ensemble la procédure pour la constatation des conditions exigées. Ils désigneront, en outre, les autorités autorisées à délivrer les certificats, détermineront le contenu des certificats, les règles pour leur délivrance, les formalités pour garantir l'identité des marchandises et, éventuellement, la procédure pour le prélèvement des échantillons.

Il reste entendu que, même dans le cas où la production des certificats soit admise en vertu des accords prévus par le présent article, le pays de destination aura le droit d'en vérifier l'exactitude et de s'assurer de l'identité des marchandises.

Article 18.

Aucun droit intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations, grevant actuellement ou à l'avenir, la production, la fabrication ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne sera, pour un motif quelconque plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre Partie, que pour les produits similaires indigènes.

Nevertheless, should one of the Contracting Parties levy on the products of a third country duties higher than those applicable to the same products of the other Party or impose on products of a third country import prohibitions or restrictions not applicable to the same products of the other Party, it shall have the right, if necessary, to make the granting of reduced import duties to the products of the other Party or their admission conditional on the production of a certificate of origin.

The Contracting Parties undertake to see that no unnecessary formalities in the issue of certificates of origin are allowed to hinder commerce.

The said certificates of origin may be issued by the Customs office of the place of despatch either within the country or at the frontier or by the competent Chambers of Commerce and Industry in Hungary and by the Provincial Trade Councils in Italy.

The two Governments may take steps to empower authorities other than those mentioned above, and also commercial or industrial associations of either of the two countries to issue certificates of origin which shall be accepted by the Customs authorities of the other country.

Where the certificates are not issued by a duly authorised Government authority, the Government of the importing country shall be entitled to demand their endorsement by its own competent diplomatic or consular authorities in the place from which the goods came. The two Governments agree to fix the fees for such visas on a basis of reciprocity.

Certificates of origin may be drawn up in the language of the country of destination or in that of the country of export. In the latter case, the Customs authorities of the country of destination may require a translation.

Should goods originating in a third country be imported through the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party, the Customs authorities of the latter shall also accept certificates of origin issued in the above-mentioned form by the Customs authorities of the other Party, provided such certificates show that the products have remained throughout the journey under Customs supervision.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packets.

Article 17.

If either of the Contracting Parties makes the treatment of imported goods dependent on special conditions connected with their composition, purity, quality, sanitary condition, zone of production or other similar matters, the two Governments shall jointly consider whether the frontier formalities carried out for the purpose of ascertaining whether the goods fulfil the required conditions can be simplified by means of the production of certificates issued in proper form by the competent authorities of the exporting country.

Should the two Governments agree on this matter, they shall jointly determine the procedure for the verification of the required conditions. They shall also appoint authorities authorised to issue certificates, shall specify the form in which the certificates are to be drawn up, shall lay down regulations for their issue, formalities for guaranteeing the identity of the goods and, if necessary the procedure for the taking of samples.

It is understood that, even if the production of certificates is accepted by virtue of the agreements referred to in the present Article, the country of destination shall have the right to verify the accuracy of such certificates and to satisfy itself on the identity of the goods.

Article 18.

No duty which is or may hereafter be levied within the country on behalf of the State, local authorities or corporations, on the production, manufacture or consumption of any product within the territory of either of the Contracting Parties shall, for any reason whatsoever, constitute a heavier charge or be imposed under more onerous conditions on products originating in and coming from the territory of the other Party than the internal taxes on like native products.

Article 19.

En ce qui concerne le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer il ne sera, sous conditions égales, fait aucune différence quant à l'expédition, aux prix de transport et aux charges publiques imposés sur les transports, entre les ressortissants des Parties contractantes.

Article 20.

Les marchandises expédiées de l'Italie à destination d'une gare hongroise ou en transit par la Hongrie ne seront pas traitées, sur les chemins de fer hongrois, pour ce qui a trait à l'expédition, aux prix de transport et aux charges publiques imposés sur les transports, moins favorablement que les marchandises similaires expédiées entre les gares hongroises, dans la même direction et sur le même parcours.

La même prescription sera observée par les chemins de fer italiens à l'égard des marchandises expédiées de la Hongrie à destination d'une gare italienne, ou en transit par l'Italie.

Les dispositions précédentes ne visent pas les réductions de tarif accordées en faveur des œuvres de charité ou d'instruction ou d'éducation publique, ni les réductions accordées aux transports des voyageurs et des marchandises dans le cas d'une calamité publique, ni celles appliquées aux transports militaires, aux personnes du service public, du service des chemins de fer et des services similaires, de même qu'aux membres de leurs familles, ni les réductions accordées aux transports de service des entreprises de communications indigènes.

Article 21.

Les Parties contractantes s'engagent à se concéder réciproquement les prix de transport qui, sur leurs chemins de fer, sont ou seront appliqués, dans la même direction et sur le même parcours aux transports similaires en provenance d'un Etat tiers ou à destination d'un Etat tiers.

La même prescription sera observée à l'égard des prix de transport sur les voies de navigation intérieures pour autant qu'il s'agit de tarifs combinés avec ceux des chemins de fer, ou de tarifs de transports sur les voies de navigation intérieures soumis au contrôle du gouvernement de l'Etat respectif.

Article 22.

Les tarifs, les réductions des prix de transport ou les autres faveurs dont l'application soit faite dépendre de la condition que les marchandises avant ou après leur transport par chemins de fer soient transportées par des navires d'une entreprise de navigation d'Etat ou privée déterminée, ou sur une ligne de navigation maritime ou intérieure déterminée, seront appliqués, par chacune des Parties contractantes, dans la même direction et pour le même parcours aussi en faveur des marchandises qui arrivent dans un port, ou qui d'un port soient réexpédiées ailleurs par des navires de l'autre Partie.

Article 23.

Les navires hongrois seront, dans les ports de l'Italie, traités soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires italiens, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Article 19.

As regards the transport of passengers and their baggage on the railways, no distinction shall be made, conditions being equal, between the nationals of the Contracting Parties in respect of forwarding, rates of transport and public charges connected therewith.

Article 20.

Goods despatched from Italy to a Hungarian station or in transit through Hungary shall not be treated on Hungarian railways less favourably, as regards forwarding, transport rates and public charges connected with transport than the same goods forwarded between Hungarian stations in the same direction and over the same lines.

The same rule shall be observed by the Italian railways in respect of goods despatched from Hungary to an Italian station or in transit through Italy.

The foregoing provisions do not refer to tariff reductions granted to charitable or public educational organisations, or to reductions granted on the transport of passengers and goods in the case of a public disaster, or to reductions granted to military transports, to persons employed in the public service, the railway service or similar services, and to members of the families of such persons, or to reductions accorded to consignments for the use of national communication undertakings.

Article 21.

The Contracting Parties undertake to grant each other on their railways the transport rates which are, or may hereafter, be accorded in the same direction and over the same lines to similar consignments coming from a third State or proceeding to a third State.

The same rule shall be observed in regard to transport rates on inland waterways in cases where combined tariffs with the railways are in force or where transport tariffs on inland waterways are controlled by the Government of the respective State.

Article 22.

Tariffs, reduced transport rates or other privileges the granting of which is conditional upon the conveyance of the goods, before or after carriage by rail, by the vessels of a specified Government or private shipping concern, or over a specified maritime route or inland waterway, shall be accorded by each of the Contracting Parties in the same direction and over the same route to goods arriving at a port or forwarded elsewhere from a port by the vessels of the other Party.

Article 23.

Hungarian vessels in Italian ports shall, on entry, during their stay, and on leaving, be treated on the same footing as Italian vessels, both with respect to duties and charges, of whatever nature or denomination, collected on behalf of the State, communes, corporations, public officials or establishments of any kind, and with respect to the stationing of those vessels, their loading and unloading in ports, roadsteads, bays, basins and docks, and in general as regards all formalities and regulations whatsoever to which the vessels, their crews and their cargoes may be subjected.

En cas de naufrage ou d'avarie sur les côtes ou territoires italiens ou de relâche forcée, lesdits navires bénéficieront, sous tous les rapports, du traitement concédé, dans les mêmes cas, aux navires italiens.

Les mêmes dispositions sont applicables aux bateaux italiens, leurs équipages et leurs cargaisons sur les eaux navigables et dans les ports et bassins de la Hongrie.

Article 24.

La nationalité des navires et des bateaux sera constatée d'après les lois de l'Etat auquel le navire ou le bateau en question appartient.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Parties contractantes suffiront aussi dans le territoire de l'autre pour établir la capacité des navires et des bateaux, sans qu'on procède à une révision du tonnage.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires et les bateaux de l'une des Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Article 25.

Sauf la conclusion de conventions spéciales, le cabotage est réservé au pavillon national.

Article 26.

Les stipulations du présent traité ne portent aucune atteinte aux dispositions des actes régissant le réseau internationalisé du Danube, ni aux dispositions pour l'application de ces actes.

Article 27.

En ce qui concerne les relations postales, télégraphiques et téléphoniques entre les deux Etats, les stipulations des conventions, arrangements et règlements d'exécution en vigueur de l'Union postale universelle ou de l'Union télégraphique seront applicables pour autant que ces relations ne seront pas réglées par des dispositions des arrangements spéciaux conclus ou à conclure entre les administrations respectives.

Article 28.

S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent traité concernant le traitement des marchandises, le litige, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera réglé par voie d'arbitrage.

Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties contractantes nommera comme arbitre, parmi ses ressortissants, une personne compétente et elles s'entendront sur le choix d'un surarbitre, ressortissant d'une tierce Puissance amie. Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de surarbitre.

Article 29.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra et les ratifications y relatives seront échangées à Rome.

The said vessels shall, in the case of shipwreck or damage on the Italian coast or territory, or in the case of their being compelled to put into port, enjoy in every respect the same treatment as is granted in the same circumstances to Italian vessels.

The same provisions are applicable to Italian vessels and to their crews and cargoes on the navigable waters and in the ports and basins of Hungary.

Article 24.

The nationality of vessels and boats shall be established according to the laws of the State to which the vessel or boat in question belongs.

Tonnage measurement certificates issued by one of the Contracting Parties shall also be accepted in the territory of the other as establishing the capacity of the vessels and boats, no revision of tonnage being required.

Except in the case of sale by judicial order, the vessels and boats of one of the Contracting Parties may not be nationalised in the territory of the other without a declaration issued by the authorities of the State to which they belong, cancelling their right to fly its national flag.

Article 25.

Subject to the conclusion of special conventions, the coasting trade is reserved for the national flag.

Article 26.

The stipulations of the present Treaty shall not invalidate the provisions of acts governing the internationalised system of the Danube, or the measures giving effect to those acts.

Article 27.

As regards postal, telegraphic and telephonic relations between the two States, the stipulations laid down in the Conventions, Agreements and Regulations now in force giving effect to the Universal Postal Union or to the Telegraphic Union, shall be applicable in so far as those relations are not governed by the provisions of special Agreements which have been or may hereafter be concluded between the respective Administrations.

Article 28.

Should any dispute arise between the Contracting Parties as to the interpretation or application of the provisions of the present Treaty concerning the treatment of goods, the dispute shall, if one of the Contracting Parties so requests, be settled by arbitration.

For each dispute, the arbitral tribunal shall be constituted as follows : Each of the Contracting Parties shall appoint from among its nationals a competent person to act as arbitrator, and the Parties shall agree upon the choice of an umpire, who shall be the national of a third friendly Power. The Contracting Parties reserve the right to designate in advance and for a fixed period the person to act as umpire in the case of a dispute.

Article 29.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be exchanged at Rome.

Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et remplacera dès cette date à tous les effets de la Convention provisoire de commerce¹ conclue entre les Parties contractantes à Rome le 20 juillet 1925.

Il demeurera applicable pendant le délai de trois années à partir de son entrée en vigueur. Ce délai passé, le présent traité pourra être dénoncé en tout temps, en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour auquel la dénonciation a été portée à la connaissance de l'autre Partie contractante.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition à Rome, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) HORY.

(L. S.) NICKL.

ANNEXE A

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE.

Numéros du tarif italien	Désignation des marchandises	Droits d'entrée L. cent. or.	Coefficients de majoration
		par tête	
ex 1 b)	Chevaux, autres, y compris les poulains et les juments de toute grandeur :		
	Chevaux à sang chaud des races ou souches dites Lipica, grand et petit Nonius, Furioso, Gidran, du croisement anglo-arabe, ainsi que des croisements desdits chevaux à sang chaud entre eux	90,—	—
	Autres	112,50	—
ex 5	Taureaux destinés à l'abattoir, sous surveillance de la douane	20,—	—
6	Vaches	14,—	—
7	Bouvillons et taurillons	10,—	—
8	Veaux	10,—	—
12	Volaille :		par quintal
	Canards et oies	5,—	—
	Autre	5,—	1,—
18	Animaux abattus :		
a)	Volaille :		
	Canards et oies	5,—	0,6
	Autre	5,—	2,—
ex 20 b) 2	Salami du type hongrois	15,—	—
ex 21 a)	Pâtés de foie gras	80,—	0,2
24	Oeufs de volaille		exempts
47	Biscuits :		
a)	Sans sucre	58,—	—
b)	Contenant du sucre :		
	1° en quantité non supérieure à 18 %	61,50	—

¹ Vol. XLV, page 39, de ce recueil.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall thereafter supersede for all purposes the Provisional Commercial Convention¹ concluded between the Contracting Parties at Rome on July 20, 1925.

It shall be valid for three years as from its entry into force. After that period, the present Treaty may be denounced at any time, but shall remain in operation for six months from the date on which denunciation is notified to the other Contracting Party.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Rome, this fourth day of July, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) HORY.

(L. S.) NICKL.

ANNEX A.

TARIFF OF ITALIAN IMPORT DUTIES.

No. in Italian tariff	Designation of goods	Import duties L. cent (gold)	Coefficients of increase
ex 1 b)	Horses, other, including colts and mares of any height :		each
	Thoroughbred horses of the breeds or strains known as Lipica, large and small Nonius, Furioso, Gidran, Anglo-Arab cross-breeds and cross-breeds of the above-mentioned thoroughbred horses	90.—	—
	Other	112.50	—
ex 5	Bulls for slaughter, under Customs supervision	20.—	—
6	Cows	14.—	—
7	Young bullocks and steers	10.—	—
8	Calves	10.—	—
12	Poultry :		per quintal
	Ducks and geese	5.—	—
	Other	5.—	1.—
18	Animals dead :		
(a)	Poultry :		
	Ducks and geese	5.—	0.6
	Other	5.—	2.—
ex 20 (b) 2	Salami of the Hungarian type	15.—	—
ex 21 (a)	Pâtés de foie gras	80.—	0.2
24	Eggs of poultry		free
47	Biscuits :		
(a)	Without sugar	58.—	—
(b)	With sugar :		
	(1) Not more than 18% of sugar	61.50	—

¹ Vol. XLV, page 39, of this Series.

Numéros du tarif italien	Désignation des marchandises	Droits d'entrée L. cent. or	Coefficients de majoration
		par quintal	
47 (suite)	La surtaxe de fabrication égale aux taxes intérieures de fabrication sur le sucre de première classe sera perçue sur les biscuits contenant du sucre jusqu'à 18 %, à raison de 18 kg. par quintal de produit. 2 ^o en quantité supérieure à 18 % :		
	α) En quantité supérieure à 18 % jusqu'à 24 %	61,50	
	β) En quantité supérieure à 24 %	68,—	
	La surtaxe de fabrication sur le sucre de première classe sera perçue :		
	Sur les biscuits contenant plus de 18 % jusqu'à 24 % de sucre, à raison de la quantité effectivement contenue dans les produits ;		
	Sur les biscuits contenant plus de 24 % de sucre, à raison de 35 kg. par quintal de produit, ou, sur demande de l'importateur, à raison de la quantité de sucre effectivement contenue, si celle-ci est inférieure à 35 %.		
	Ad n. 47. — I. Les boîtes en tôle de fer ou d'acier, contenant des biscuits sont taxées séparément de ceux-ci et soumises au droit de 30 liras par 100 kilos, même si elles sont étamées, laquées, imprimées, lithographiées, finement vernies ou munies d'étiquettes ou papiers imprimés ou lithographiés.		
	II. Les boîtes en carton teint en masse (carton triplex) seront dédouanées comme boîtes en carton non teint.		
ex 70 d)	Orge perlé	6,—	—
ex 74	Haricots secs	1,50	—
76	Pommes de terre	exemptes	
	Ad n. ex 98 a) 2. — La choucroute, y compris la choucroute aux raves, provenant des villes de Budapest, Győr, Dunakeszi-Alag, Nyiregyháza et Demecser, avec certificat d'origine, est admise au droit réduit de Lit. 3 par quintal.		
ex 103	Eaux minérales :		
ex a)	médicinales naturelles des sources: Ferenc József-víz (Balatonfüred) ; Hercules-, Hunyadi János-, Kossuth Lajos, Loser János, Mária (Budapest-Budaörs) ; Apenta Keserüvizforrás, Ferenc József, Rakóczy (Budapest-Kelenföld) ; Igmándi Keserüviz (Igmánd) ; Mira (Jászkarajenő) ; Kékkúti gyógyvíz (Kékkút) ; Mohai Agnesforrás (Mohai) ; Parádi gyógyvíz (Parad) ; Hungariavíz (Budapest) ; Doboforrás (Eger) ; Szt. Lukács-víz (Budapest)	3,—	—
ex b)	Autres : Harmatvíz (Budapest) ; Palatinus-víz (Budapest) ; Szt. Lukács Kristály-víz (Budapest) ; Kékkúti (Kékkút) et Mohai Agnesforrás (Mohai)	6,—	—
		par Hl.	
ex 105 a)	Bière en fûts.	15,—	—
ex 106	Vins :		
	Vins Tokajhegyaljai, Neszmélyi, Mori, Balatonmelléki, Villanypécsi, Egri, Miskolc-Abauji et Urmös :		
ex a)	en fûts, dames-jeannes ou wagons-réservoirs	20,—	0,5
ex b)	en bouteilles :		
	ex 1. β) d'un demi-litre ou moins	30,—	—
	ex. 2 β) de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre	50,—	—
	Ad n. 271 d) et 273 b). — Tissus de coton ou de soie brodés de motifs spéciaux hongrois, dont les types sont représentés par les échantillons déposés, coupés ou cousus, ou confectionnés,		

No. in Italian tariff	Designation of goods	Import duties L. cent (gold)	Coefficients of increase
47 (continued)	<p>The manufacturing surtax, equal to the internal manufacturing taxes on sugar of the first class, will be levied on biscuits containing up to 18 % of sugar, in the proportion of 18 kg. for each quintal of biscuits</p> <p>(2) More than 18 % of sugar :</p> <p> α) More than 18 % and up to 24 %</p> <p> β) More than 24 %</p> <p>The manufacturing surtax on sugar of the first class will be levied :</p> <p>In the case of biscuits containing more than 18 % and up to 24 % of sugar, on the quantity actually contained in the biscuits ;</p> <p>In the case of biscuits containing more than 24 % of sugar, in the proportion of 35 kg. for each quintal of biscuits or, if the importer so requests, on the quantity of sugar actually contained in the biscuits, if that quantity is less than 35 %</p>	per quintal	
	Ad No. 47. I. Sheet-iron or steel tins containing biscuits are dutiable separately at the rate of 30 lire per 100 kg., even if tinned, lacquered, printed, lithographed, finely varnished or provided with printed or lithographed labels or paper.		
	II. Boxes made of cardboard dyed in bulk (triplex cardboard) will be cleared as undyed cardboard boxes.		
ex 70 (d)	Pearl barley	6.—	—
ex 74	Haricot beans, dried	1.50	—
76	Potatoes		free
	Ad No. ex 98 (a) (2). Sauerkraut, including turnip (rape) sauerkraut from the towns of Budapest, Győr, Dunakeszi-Alag, Nyiregyháza and Demecser, with certificate of origin, is admitted at the reduced duty of 3 lire per quintal.		
ex 103	Mineral waters :		
ex (a)	Natural medicinal spring waters : Ferenc József-víz (Balatonfüred) ; Hercules, Hunyadi János, Kossuth Lajos, Loser János, Mária (Budapest-Budaörs) ; Apenta Keserüvizforrás, Ferenc József, Rákóczy (Budapest-Kelenföld) ; Igmándi Keserüviz (Igmánd) ; Mira (Jászkarajenő) ; Kékkuti gyógyvíz (Kékkút) ; Mohai Agnesforrás (Moha) ; Parádi gyógyvíz (Parád) ; Hungariavíz (Budapest) ; Doboforrás (Eger) ; Szt. Lukács-víz (Budapest)	3.—	—
ex (b)	Other : Harmatvíz (Budapest) ; Palatinus-víz (Budapest) ; Szt. Lukács Kristály-víz (Budapest) ; Kékkúti (Kékkút) and Mohai Agnesforrás (Moha)	6.—	—
105 (a)	Beer in casks	per hectolitre	—
ex 106	Wines :	15.—	—
	Tokajhegyaljai, Neszmélyi, Mori, Balatonmelléki, Villany-pécsi, Egri, Miskolc-Abauji and Urmös wines :		
ex (a)	In casks, demijohns or tank wagons	20.—	0.5
ex (b)	In bottles :	per hundred	—
	ex 1 β) Half-litre or less	30.—	—
	ex 2 β) Over half-litre but not exceeding one litre	50.—	—
	Ad No. 271 (d) and 273 (b). Cotton or silk fabrics embroidered with special Hungarian motifs, of types represented by registered samples, whether cut out or sewn or		

Numéros du tarif italien	Désignation des marchandises	Droits d'entrée L. cent. or	Coefficients de majoration
		par quintal	
	même avec franges, accompagnés d'un certificat émanant de la Chambre de commerce et d'industrie dont relève le producteur, attestant qu'il s'agit d'un produit de l'industrie domestique hongroise.		Droits des tissus brodés, selon l'espèce, augmen- tés de 20 pour cent.
ex 311 b) 2	Lustres et lampes à pied ou à suspension et leurs parties en fonte non malléable, non trempée, du poids d'un kilogramme ou plus, mais moins de 10 kg. par pièce :		
	Zingués	22,70	—
	Nickelés	25,20	—
	Mélangés à d'autres matières	28,20	—
ex 344 a)	Lyres ou harpes pour lampes à suspension, en fils de fer ou acier, à section ronde ou carrée, et d'une résistance inférieure à 75 kg. par mm ² , ayant un diamètre au-dessus de mm. 1 et ½ :		
	Zingués simples	32,—	—
	Nickelées	40,—	—
ex 347 b) 2	Cuves en tôles de fer, d'une épaisseur d'un mm. et ½ ou plus, mais moins de 4 mm.; émaillées.	47,—	—
ex 347 b) 3	Becs pour lampes, en tôle de fer d'une épaisseur inférieure à 1 mm. et ½, oxydés, plombés, zingués ou aluminés	42,80	—
365 b)	Lampes, lustres, candélabres et autres appareils d'éclairage et leurs parties, en cuivre et ses alliages : ni dorés ni argentés	86,25	—
ex 369 c)	Ouvrages en cuivre et ses alliages :		
	Becs à gaz acétylène et galeries pour lampes à pétrole à flamme renforcée	65,—	—
	Becs autres	65,—	0,2
ex 407 b)	Batteuses pesant :		
	1° Plus de 30 quintaux	14,—	—
	2° Plus de 10 jusqu'à 30 quintaux	16,—	0,3
ex 408	Machines non dénommées pour la minoterie	16,—	—
418	Machines pour la fabrication des matériaux de construction pour bâtisses et voierie, pesant :		
	a) Plus de 50 quintaux	13,—	0,3
	b) Plus de 10 jusqu'à 50 quintaux.	15,—	0,3
	c) Plus de 5 jusqu'à 10 quintaux	18,—	0,3
	d) Jusqu'à 5 quintaux	22,—	0,3
ex 418	Machines pour tuilerie et briqueterie, machines pour la fabrication de briques silicocalcaires et machines pour la fabrication de chaux et de ciment, d'un poids jusqu'à 50 quintaux	18,—	—
	Ad N° 431. — Dans le cas où, pour ranger les pompes parmi celles en fonte, en fer ou en acier, il est nécessaire de s'assurer que le piston, le cylindre ou la partie tournante ne sont pas en autre métal, seront reconnues, à cet effet, les attestations résultant des certificats délivrés par les autorités compétentes du lieu d'expédition.		
ex 460 b)	ex II. Meules verticales (<i>molazze</i>) en fonte, fer ou acier, pesant		
	1° Plus de 100 quintaux	24,—	0,3
	2° Plus de 50 jusqu'à 100 quintaux	27,—	0,3
	3° Plus de 10 jusqu'à 50 quintaux	36,—	0,3
	4° Plus de 1 jusqu'à 10 quintaux	46,—	0,3
	5° Jusqu'à un quintal	58,—	0,3

No. in Italian tariff	Designation of goods	Import duties L. cent (gold)	Coefficients of increase
	made up, with or without fringes, accompanied by a certificate issued by the Chamber of Commerce and Industry competent where the producer is resident, attesting that they are a product of Hungarian domestic industry.		
ex 311 (b) 2	Chandeliers and standard or hanging lamps and parts thereof, of non-malleable cast-iron, not tempered (case-hardened), weighing 1 kg. or over, but less than 10 kg. each:		
	Coated with zinc	22.70	—
	Nickelled	25.20	—
	Combined with other materials	28.20	—
ex 344 (a)	Iron or steel wire fittings in the form of lyres or harps, for hanging lamps, round or square section, with a resistance of under 75 kg. per square millimetre, over 1 ½ millimetres diameter:		
	Simply coated with zinc.	32.—	—
	Nickelled	40.—	—
ex 347 (b) 2	Sheet-iron vats, 1 ½ millimetres or over in thickness, but under 4 millimetres; enamelled	47.—	—
ex 347 (b) 3	Lamp burners of sheet-iron, less than 1 ½ millimetres thick, oxidised, coated with lead, zinc or aluminium	42.80	—
365 (b)	Lamps, chandeliers, candelabra and other lighting apparatus and their parts, of copper and its alloys: neither gilt nor silvered	86.25	—
ex 369 (c)	Manufactures of copper and its alloys:		
	Acetylene gas-burners and crowns for oil lamps with powerful flame	65.—	—
	Other burners	65.—	0.2
ex 407 (b)	Threshing machines weighing:		
	(1) Over 30 quintals	14.—	—
	(2) Over 10 and up to 30 quintals	16.—	0.3
ex 408	Machines, not specified, for millers	16.—	—
418	Machines for the manufacture of materials for house and road construction, weighing:		
	(a) Over 50 quintals	13.—	0.3
	(b) Over 10 and up to 50 quintals	15.—	0.3
	(c) Over 5 and up to 10 quintals	18.—	0.3
	(d) Up to 5 quintals	22.—	0.3
ex 418	Machines for making tiles and bricks, machines for making silicious limestone bricks and machines for making lime and cement, weighing up to 50 quintals	18.—	—
	Ad No. 431. — If, for the classification of pumps as made of cast-iron, iron or steel, it is necessary to make certain that the piston, cylinder or rotating part is not made of any other metal, the certificates to this effect issued by the competent authorities in the place of despatch will be accepted for the purpose.		
ex 460 (b)	ex II. Vertical moulds (<i>molazze</i>) of cast-iron, iron or steel, weighing:		
	(1) Over 100 quintals	24.—	0.3
	(3) Over 50 and up to 100 quintals	27.—	0.3
	(3) Over 10 and up to 50 quintals	36.—	0.3
	(4) Over 1 and up to 10 quintals	46.—	0.3
	(5) Up to 1 quintal	58.—	0.3

Numéros du tarif italien	Désignation des marchandises	Droits d'entrée L. cent. or	Coefficients de majoration
		par quintal	
ex 460 b) (suite)	ex II. Désintégrateurs à l'exception des désintégrateurs à mâchoires, en fonte, fer ou acier, pesant :		
	3° Plus de 10 jusqu'à 50 quintaux	36,—	0,3
493 b)	Compteurs d'électricité	200,—	0,3
586	Bouteilles communes	5,—	0,8
	Les bouteilles de toute forme remplies d'eaux minérales ou de bière payent le droit des bouteilles communes vides.		
	Ad N° 613 b) 2. — Seront considérés comme meubles ayant un seul motif ornamental ceux qui présentent le même motif de sculpture, d'incrustation, de marqueterie, de gravure ou de mosaïque, répété sur un autre point de la surface du meuble par nécessité de symétrie et ceux qui présentent les motifs ci-dessus dans des baguettes qui couvrent les endroits où les parties du meuble ont été jointes en le bâtissant.		
631	Tiges de blé sarrasin	exemptes	
632	Balais en blé sarrasin :		
	a) Sans manche	exemptes	
	b) Avec manche	2,—	—
ex 777 a) I	Fleurs de camomille, fleurs de sureau et datura stramonium, non pulvérisés	3,—	—
	Ad N° 777 a) I. — Les fleurs de camomille tamisées suivent le régime de cette position.		
ex 780	Acétyl-para-amino-salol	8,—	—
	Para-amidobenzoate d'éthyle	8,—	—
	Bromo-diéthyl-acétylurée	6,—	—
	ad I Calmopyrine (acétylsalicylate de calcium) et hypdroyrine (acétylsalicylate de lithium)	3,—	—
	ad IV Acides pheniléthylbarbituriques	5,—	—
	ad VI Bromisovalérianylurée	10,—	—
	ad VII Hexaméthylènetétramine	10,—	—
	ad VIII Chlorhydrate du para-aminobenzoyl-diéthylaminoéthanol, Chlorhydrate de l'alfa-diméthyl-amino-beta-benzoylpentanol	12,—	—
	Ad N° 781. — Parmi les préparations pharmaceutiques simples, on comprend celles renfermant une seule substance médicamenteuse et un ou deux excipients n'ayant aucune action médicamenteuse, mais servant uniquement de matière agglutinante ou diluante, tels que : alcool, amidon, carbonate de magnésium, craie, glycérine, gomme, graisse, lycopode, huile non médicinale, talc, vaseline, sucre et similaires.		
ex 782 a)	ex V — Sérum contre la peste porcine	250,—	—
ex 843	Ouvrages en caoutchouc, non dénommés :		
ex b)	Casquettes à bains et chambres à air des footballs en plaques laminées	90,—	0,3
844 c)	Ebonite en ouvrages non dénommés	150,—	0,2
ex 854 c)	Objets en papier mâché ou en carton, vernis ou laqués, même argentés ou dorés (cabarets, porte-savons, cuvettes pour usages photographiques, etc.) du type représenté par les échantillons annexés au traité	60,—	—
912 c)	Jouets en caoutchouc :		
	1° Bruts	100,—	0,2
	2° Colorés ou teints	125,—	0,2
	Ad N° 912 c). — Rentrent sous ce numéro du tarif les poupées en caoutchouc, même si elles ont un sifflet en métal. Seront considérées comme jouets en caoutchouc bruts, les poupées qui ont les sourcils, les yeux et les joues colorés.		
918	Avoine	4,—	—
926	Foin	exempt	

No. in Italian tariff	Designation of goods	Import duties L. cent (gold)	Coefficients of increase
		per quintal	
ex 460 (b) (continued)	ex II. Disintegrators, with the exception of disintegrators with jaws, of cast-iron, iron or steel, weighing :		
	(3) Over 10 and up to 50 quintals	36.—	0.3
493 (b)	Electricity meters	200.—	0.3
586	Common bottles	5.—	0.8
	Bottles of any shape containing mineral waters or beer are dutiable as common empty bottles		
	Ad No. 613 b) 2. — Furniture bearing the same design in sculpture, incrustations, inlaid work, carving or mosaic, repeated on several parts of its surface for the sake of symmetry, and furniture having this same design on the mouldings covering the places where the article has been assembled will be regarded as furniture with only one ornamental design.		
631	Straw of buckwheat		free
632	Brooms of buckwheat straw :		
(a)	Without handles		free
(b)	With handles	2.—	—
ex 777 (a) I	Camomile flowers, elder flowers and datura stramonium, not pulverised	3.—	—
	Ad No. 777 a) I. — Sifted camomile flowers come under this item		
ex 780	Acetyl-para-aminosalol	8.—	—
	Para-amidobenzoate of ethyl,	8.—	—
	Bromo-diethylacetylurea	6.—	—
	ad I. Calmopyrine (acetylsalicylate of calcium) and hydro-pyrine (acetylsalicylate of lithium)	3.—	—
	ad IV. Phenylethylbarbituric acids	5.—	—
	ad VI. Bromisovalerianylurea	10.—	—
	ad VII. Hexamethylenetetramine	10.—	—
	ad VIII. Hydrochlorate of para-aminobenzoyl-diethylaminoethanol, hydrochlorate of alpha-dimethylaminobenzolypentanol	12.—	—
	Ad No. 781. Among simple pharmaceutical preparations are to be included those containing only one medicinal substance and one or two excipients which have no medicinal action and merely serve to bind or dilute, such as: alcohol, starch, carbonate of magnesium, chalk, glycerine, gum, fat, lycopodium, non-medicinal oil, talc, vaseline, sugar and the like.		
ex 782 (a)	ex V. Anti-swine-fever serum	250.—	—
ex 843	Manufactures of rubber not specially mentioned :		
ex (b)	Bathing caps and football bladders made of rolled sheet	90.—	0.3
844 (c)	Ebonite manufactures not specially mentioned	150.—	0.2
ex 854 (c)	Articles of papier-mâché or cardboard, varnished or lacquered, silvered or gilt (tea-trays, soap-dishes, trays for photographic use, etc.) of the type represented by the samples attached to the Treaty	60.—	—
912 (c)	Rubber toys :		
	(1). Plain	100.—	0.2
	(2). painted or dyed	125.—	0.2
	Ad No. 912 c). — Rubber dolls come under this item even if they have a metal whistle. Dolls with painted eyebrows, eyes and cheeks will be regarded as plain rubber toys.		
918	Oats	4.—	—
926	Hay	free	—

ANNEXE B

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN HONGRIE.

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Couronnes or) par 100 kg.
ex 23	Fromages : ex a) A pâte dure : Grana (<i>Parmigiano, Lodigiano et Reggiano</i>) Fromages du type Emmenthal et Gruyère.	40,— 70,—
ex 37	Fleurs d'ornement coupées (y compris les branches avec fruits d'ornement) : ex a) Fraîches : ex 1° Violettes et orchidées. Roses du 15 novembre au 15 avril ex 2° Lilas, chrysanthèmes, muguets 3° Autres	200,— 200,— 200,— 100,—
ex 38	Feuilles, herbes, branches, d'ornement, et similaires, coupés : ex a) Frais : 1° Camélias, laurier-cerise, feuilles de laurier, magnolias, feuilles de palmier, aucubas ex b) Feuilles de laurier et de laurier-cerise, séchées ou autrement préparées : 1° Non liées en bouquets 2° Liées en bouquets.	100,— 40,— 80,—
54	Riz brut, entier ou partiellement débarrassé de sa balle	exempt
ex 89	Figues : b) Sèches : 1° Emballées pour la vente au détail (en paquets au-dessous de 5 kilos) 2° En d'autres emballages	16,— 8,—
90	<i>Remarque.</i> — Figues pour usage industriel, sur permis spécial, moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	1,—
91	Citrons et cédrats	3,—
92	Oranges et mandarines	6,—
93	Citrons, oranges et cédrats et leurs écorces, en saumure	1,—
93	Ecorces de citrons, oranges et cédrats, séchées.	2,—
ex 97	Amandes sèches.	12,—
98	Noisettes : a) Avec coque b) Sans coque	8,— 14,—
100	Châtaignes et marrons	4,—
101	Caroubes.	4,—
ex 108	Haricots et pois, verts, frais : ex b) Haricots verts du 1 ^{er} février au 15 juin Pois verts du 1 ^{er} février au 15 mai	10,— 10,—
ex 110	Choux-fleurs : a) Du 1 ^{er} novembre au 31 mars ex b) Du 1 ^{er} avril au 30 avril	8,— 8,—
ex 126 b)	Liqueur <i>Maraschino</i> de Zara, en bouteilles originaires contenant 2 litres au maximum (jusqu'à concurrence de 50 quintaux par an) avec certificat d'origine	300,—
ex 128 b) I	<i>Maraschino</i> Sprit de Zara (distillé de fruits de marasca), en tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres (jusqu'à concurrence de 75 quintaux par an) avec certificat d'origine	240,—

ANNEX B.

TARIFF OF HUNGARIAN IMPORT DUTIES.

No. in Hungarian tariff	Designation of goods	Import Duty (Gold Crowns)
		per 100 kg.
ex 23	Cheese :	
	ex (a) Of hard paste :	
	Grana (<i>Parmesan, Lodigiano and Reggiano</i>)	40.—
	Cheeses of the Emmenthal and Gruyère types.	70.—
ex 37	Ornamental flowers, cut (including branches with ornamental fruit):	
	ex (a) Fresh :	
	ex (1) Violets and orchids	200.—
	Roses from November 15th to April 15th.	200.—
	ex (2) Lilac, chrysanthemums, lilies of the valley.	200.—
	(3) Other	100.—
ex 38	Cut leaves, herbs and branches, ornamental, and similar material :	
	ex (a) Fresh :	
	(1) Camelias, cherry-laurels, laurel leaves, magnolias, palm leaves and aucubas	100.—
	ex (b) Laurel and cherry-laurel leaves, dried or otherwise prepared	
	(1) Not tied together	40.—
	(2) Tied together	80.—
54	Raw rice, whole or partly husked	free
ex 89	Figs :	
	(b) Dried :	
	(1) Packed for retail sale (in packages under 5 kg.)	16.—
	(2) In other packings	8.—
	<i>Note.</i> Figs for industrial use, by special permit, under conditions to be fixed by decree and under supervision	1.—
90	Lemons and cedrats	3.—
91	Oranges and tangerines	6.—
92	Lemons, oranges and cedrats and their peel, preserved in brine.	1.—
93	Dried peel of lemons, oranges and cedrats	2.—
ex 97	Dried almonds	12.—
98	Hazel nuts :	
	(a) With shells	8.—
	(b) Without shells.	14.—
100	Chestnuts	4.—
101	Carobs.	4.—
ex 108	Green French beans and peas, fresh :	
	ex (b) Green French beans from February 1 to June 15	10.—
	Green peas from February 1 to May 15	10.—
ex 110	Cauliflowers :	
	(a) From November 1 to March 31.	8.—
	ex (b) From April 1 to April 30.	8.—
ex 126 (b)	<i>Maraschino</i> liqueur from Zara, in manufacturers' bottles containing not more than 2 litres (up to 50 quintals per annum) with certificate of origin	300.—
ex 128 (b)1	<i>Maraschino</i> Spirit from Zara (distilled from marasca fruit), in barrels or other receptacles holding more than two litres (up to 75 quintals per annum), with certificate of origin	240.—

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Couronnes or)
		par 100 kg.
ex 131	Vins : ex a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de deux litres :	
	Marsala, Vermouth, Malvasia et Moscato titrant de 16 à 22,5°	60,—
	Chianti, Barolo et Barbaresco, titrant jusqu'à 16°, à condition d'être mis en bouteilles sous la surveillance de la douane hongroise et de porter leur appellation sur le bouchon	48,—
	ex b) En récipients de deux litres au moins :	
	Marsala, Vermouth, Malvasia et Moscato titrant de 16 à 22°5	200,—
	Chianti, Barolo et Barbaresco titrant jusqu'à 16°	110,—
ex 134	Eaux minérales naturelles des sources : San Gemini, San Pellegrino, Fiuggi, Ferrarelle, Chianciano, Bognanco, Bracca, Nocera Umbra, Roncegno, Levico, Montecatini et Salsomaggiore (<i>acqua madri</i>)	exemptes
	<i>Remarque.</i> — La bouteille seule sera dédouanée au droit qui la concerne.	
146	Riz décortiqué, glacé ou poli, y compris les brisures de riz ; semoule et farine de riz	6,—
	<i>Remarque.</i> — Brisures de riz pour la fabrication de l'amidon, sur permis spécial, moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	1,—
ex 168 b)	Poissons marinés et à l'huile en récipients en verre ou en boîtes, tubes et autres récipients similaires hermétiquement fermés :	
	1° Sardines	25,—
	ex 2° Anchois et thon à l'huile	50,—
ex 230	Marbre, brut ou simplement dégrossi, ainsi que scié en blocs ou plaques de plus de 20 cm. d'épaisseur	exempt
ex 246	Soufre brut, moulu, raffiné et fleurs de soufre	exempt
ex 271	Sulfates :	
	h) De cuivre, vitriol d'Admont	6,20
ex 294	Engrais contenant de l'acide phosphorique :	
	b) Superphosphates, bisuperphosphates et mélanges de superphosphates	1,—
ex 334	Huile d'olive pure en récipients d'un poids brut de 25 kg. ou plus	4,—
	ex <i>Remarque.</i> — Huile d'olive extraite par le sulfure de carbone, sur permis spécial, moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	exempte
	ex <i>Remarque</i> ad n. 331-334. — Huile d'olive pure en récipients d'un poids brut inférieur à 25 kg.	8,—
ex 401 b)	Allumettes en cire	48,—
ex 407	Laine artificielle de cellulose (<i>Sniafil</i>) en flocons et en tops, non filée	exempte
ex 425	Huiles essentielles de fruits du genre « citrus » (huile d'orange, de citron, de bergamote, de mandarine et de cédrat)	35,—
ex 442	Acide citrique	exempt
ex 551	Fils de coton conditionnés pour la vente au détail :	
	ex a) En conditionnements de plus de 5 gr. par pièce :	
	1° Fils à deux bouts au plus, en conditionnements de plus de 15 gr. par pièce (y compris les fils à coudre)	200,—
	ex 2° Autres, à l'exception des fils à coudre de plus de trois bouts :	
	α) Fils à coudre de trois bouts	280,—
	β) Autres	320,—
	b) En conditionnements d'un poids de 5 gr. au plus (y compris les fils à coudre)	420,—
ex 552	Tissus de coton, ordinaires, en fils du n. 50 anglais et au-dessous, présentant en chaîne et en trame 76 fils ou moins dans 1 cm. carré :	
	ex a) Unis, même à croisement simple :	
	3° Teints, pesants au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	205,—
	170 gr. et moins	225,—

No. in Hungarian Tariff	Designation of goods	Import Duty (Gold Crowns)
		per 100 kg.
ex 131	Wine : ex (a) In barrels or other receptacles containing more than two litres : Marsala, Vermouth, Malvoisie and Muscatel of a strength from 16-22.5° Chianti, Barolo and Barbaresco, up to 16°, provided they are bottled under Hungarian Customs supervision and that the name appears on the cork ex (b) In receptacles of two litres or under : Marsala, Vermouth, Malvoisie and Muscatel from 16-22.5° Chianti, Barolo and Barbaresco up to 16°	60.— 48.— 200.— 110.—
ex 134	Mineral waters : natural spring waters : San Gemini, San Pellegrino, Fiuggi, Ferrarelle, Chianciano, Bognanco, Bracca, Nocera Umbra, Roncegno, Levico, Montecatini and Salsomaggiore (<i>acque madri</i>)	free
146	Note : Bottles will be cleared at the respective rate. Rice, husked, glazed or polished, including broken rice ; semolina and rice flour Note : Broken rice for the manufacture of starch, by special permit, under conditions to be laid down by decree and under supervision	6.— 1.—
ex 168 (b)	Fish pickled or in oil, in glass containers or in tins, tubes and other similar hermetically sealed receptacles : (1) Sardines ex (2) Anchovies and tunny in oil	25.— 50.—
ex 230	Marble, rough or simply rough-hewn, also sawn into blocks or slabs over 20 cm. thick	free
ex 246	Sulphur, crude, ground or refined and flowers of sulphur	free
ex 271	Sulphates : (h) Of copper, Admont's vitriol	6.20
ex 294	Fertilizers containing phosphoric acid : (b) Superphosphates, double superphosphates and superphosphate mixtures	1.—
ex 334	Pure olive oil in receptacles of a gross weight of 25 kg. or over ex Note. Olive oil extracted by bisulphide of carbon, by special permit, under conditions to be laid down by decree and under supervision ex Note ad No. 331-334. Pure olive oil in receptacles of a gross weight of under 25 kg.	4.— free 8.—
ex 401 (b)	Wax matches	48.—
ex 407	Artificial wool of cellulose (<i>Sniafil</i>) in flocks and tops, not spun	free
ex 425	Essential oils of fruits of the genus " citrus " (orange, lemon, bergamot, tangerine and cedrat oil)	35.—
ex 442	Citric acid	free
ex 551	Cotton yarn put up for retail sale : ex (a) In packages weighing over 5 grammes each : (1) Yarn of two threads at most, in packages of over 15 grammes each (including sewing cotton) ex (2) Other, except sewing cotton of more than three threads α) Sewing cotton of three threads β) Other (b) In packages weighing 5 grammes at most (including sewing cotton)	200.— 280.— 320.— 420.—
ex 552	Common cotton fabrics of No. 50 English yarn and under, having in warp and weft 76 threads or fewer per sq. cm. : ex (a) Plain, simply twilled or not : (3) Dyed, weighing per sq. metre : Over 170 grammes 170 grammes and under	205.— 225.—

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Couronnes or)
ex 552 (suite)	<p>Tissus de coton, ordinaires, etc.</p> <p>ex a) Unis, même à croisement simples :</p> <p>4° Imprimés en 1-2 couleurs ou tissés en 2 couleurs, pesant au mètre carré :</p> <p>Plus de 170 gr. 225,—</p> <p>170 gr. et moins. 250,—</p> <p>5° Imprimés en 3-4 couleurs ou tissés en 3-4 couleurs, pesant au mètre carré :</p> <p>Plus de 170 gr. 235,—</p> <p>170 gr. et moins 255,—</p> <p>6° Imprimés en 5 couleurs ou plus, ou tissés en 5 couleurs ou plus, pesant au mètre carré :</p> <p>Plus de 170 gr. 240,—</p> <p>170 gr. et moins 265,—</p> <p>ex b) Façonnés :</p> <p>3° Teints, pesant au mètre carré :</p> <p>Plus de 170 gr. 225,—</p> <p>170 gr. et moins 245,—</p> <p>4° Imprimés en 1-2 couleurs ou tissés en 2 couleurs, pesant au mètre carré :</p> <p>Plus de 170 gr. 250,—</p> <p>170 gr. et moins 275,—</p> <p>5° Imprimés en 3-4 couleurs ou tissés en 3-4 couleurs, pesant au mètre carré :</p> <p>Plus de 170 gr. 260,—</p> <p>170 gr. et moins 280,—</p> <p>6° Imprimés en 5 couleurs ou plus, ou tissés en 5 couleurs ou plus, pesant au mètre carré :</p> <p>Plus de 170 gr. 265,—</p> <p>170 gr. et moins 290,—</p> <p>Remarques ad Nos 552, 553, 554, 555 :</p> <p>1° Tissus pour parapluies et ombrellés en armure de taffetas, croisé ou satin, unis ou façonnés, non imprimés, avec lisière genre faille, d'une largeur de 46 cm. au moins et de 57 cm. au plus, dont le nombre des fils de soie naturelle ne dépasse pas le 15 % 300,—</p> <p>2° Les tissus de coton pour ameublement, façonnés, tissés en couleurs, pesant plus de 300 gr. le mètre carré, contenant des fils de soie artificielle jusqu'à 15 % au plus (selon le nombre des fils) sont à dédouaner comme tissus de coton selon l'espèce avec l'augmentation de 33 1/3 %.</p> <p>3° a) Les autres tissus de coton tissés en couleurs contenant des fils de soie naturelle ou artificielle jusqu'à 3 % (selon le nombre des fils) sont à dédouaner comme tissus de coton selon l'espèce sans aucune augmentation pour la soie y contenue.</p> <p>b) Les autres tissus de coton tissés en couleurs contenant des fils de soie artificielle plus de 3 % jusqu'à 5 % au plus (selon le nombre des fils) sont à dédouaner comme tissus de coton selon l'espèce avec l'augmentation de 33 1/3 %.</p> <p>4° Les tissus mentionnés aux numéros 1-4 ne seront dédouanés qu'au Bureau de douane de Budapest.</p>	par 100 kg.
ex 564	<p>Fils de chanvre et fils d'autres matières végétales non dénommées :</p> <p>ex a) Simples :</p> <p>1° Ecrus :</p> <p>α) Au-dessous du n° 4 anglais 10,—</p> <p>β) Du n° 4 jusqu'au n° 10 anglais inclusivement. 12,—</p> <p>γ) Au-dessus du n° 10 anglais 15,—</p>	

No. in Hungarian tariff	Designation of goods	Import Duty (Gold Crowns)
ex 552 (continued)	<p>Common cotton fabrics, etc.</p> <p>ex (a) Plain, simply, twilled or not :</p> <p>(4) Printed in 1-2 colours or woven in 2 colours, weighing per sq. metre :</p> <p>Over 170 grammes 235.—</p> <p>170 grammes and under. 250.—</p> <p>(5) Printed in 3-4 colours or woven in 3-4 colours, weighing per square metre :</p> <p>Over 170 grammes 225.—</p> <p>170 grammes and under. 255.—</p> <p>(6) Printed in 5 or more colours or woven in 5 or more colours, weighing per sq. metre :</p> <p>Over 170 grammes 240.—</p> <p>170 grammes and under. 265.—</p> <p>ex (b) Figured :</p> <p>(3) Dyed, weighing per sq. metre :</p> <p>170 grammes and under. 225.—</p> <p>Over 170 grammes 245.—</p> <p>(4) Printed in 1-2 colours or woven in 1-2 colours, weighing per sq. metre :</p> <p>Over 170 grammes 250.—</p> <p>170 grammes and under. 275.—</p> <p>(5) Printed in 3-4 colours or woven in 3-4 colours, weighing per sq. metre :</p> <p>Over 170 grammes 260.—</p> <p>170 grammes and under. 280.—</p> <p>(6) Printed in 5 or more colours or woven in 5 or more colours, weighing per sq. metre :</p> <p>Over 170 grammes 265.—</p> <p>170 grammes and under. 290.—</p>	per 100 kg.
	<p>Notes to Nos. 552, 553, 554, 555 :</p> <p>(1) Fabrics for umbrellas and parasols made of armure taffetas, twill or satin, plain or figured, not printed, with faille type border, not less than 46 or more than 57 cm. in width, the number of natural silk threads not exceeding 15 % 300.—</p> <p>(2) Cotton furnishing fabrics, figured, woven in colours, weighing more than 300 grammes per sq. metre, containing not more than 15 % artificial silk threads (according to the number of threads) are to be cleared as cotton fabrics according to kind, with an increase of 33 $\frac{1}{3}$ %.</p> <p>(3) (a) Other cotton fabrics, woven in colours, containing up to 3 % natural or artificial silk threads (according to the number of threads) are to be cleared as cotton fabrics according to kind, without any increase in respect of the silk which they contain.</p> <p>(b) Other cotton fabrics woven in colours containing over 3 % but not more than 5 % of artificial silk threads (according to the number of threads) are to be cleared as cotton fabrics according to kind, with an increase of 33 $\frac{1}{3}$ %.</p> <p>(4) The fabrics mentioned under Nos. 1-4 will only be cleared through the Budapest Customs office.</p>	
ex 564	<p>Hemp yarn and yarn of other vegetable materials not specified :</p> <p>ex (a) Single :</p> <p>Unbleached :</p> <p>α) Under No. 4 English 10.—</p> <p>β) From No. 4 to No. 10 English inclusive 12.—</p> <p>γ) Over No. 10 English 15.—</p>	

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Couronnes or)
ex 570	Tissus en fils de chanvre : a) Non façonnés, avec une simple armure fondamentale : 1° Ecrus, présentant en chaîne et en trame dans 1 cm. carré : α) 20 fils au plus 70,— β) Plus de 20, mais pas plus de 40 fils 90,— γ) Plus de 40, mais pas plus de 60 fils 105,— δ) Plus de 60 fils 120,— Remarque ad N° ex 570 a) 1. — Ces tissus ne seront dédouanés qu'au Bureau de douane de Budapest. 2° Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs, présentant en chaîne et en trame dans 1 cm. carré: α) 20 fils au plus : Blanchis 110,— Teints, imprimés ou tissés en couleurs 120,— β) Plus de 20, mais pas plus de 40 fils : Blanchis 130,— Teints, imprimés ou tissés en couleurs 140,— γ) Plus de 40, mais pas plus de 60 fils : Blanchis 150,— Teints, imprimés ou tissés en couleurs 160,— δ) Plus de 60 fils 200,—	par 100 kg.
ex 591	Soie naturelle moulinée :	
ex 593	a) Organsin et trame, même chargés et teints Soie artificielle : a) Ecrue ou blanchie : 1° Non retorse 100,— 2° Retorse 220,—	exempts
	Remarque ad N° 593. — Les fils de « Sniafil » et de tout autre produit similaire représentant une laine artificielle d'origine chimique et correspondant pour le type aux échantillons déposés, rentrent dans le numéro 593, mais seront dédouanés, selon l'espèce, aux droits des fils de laine peignée de la position 583. Remarques ad N° 600 : 1° Tissus pour parapluies et ombrelles, en armure de taffetas, croisé ou satin, unis ou façonnés, non imprimés, avec lisière genre faille, d'une largeur de 46 cm. au moins et de 57 cm. au plus, dont la chaîne est en soie naturelle et la trame en coton 300,— 2° Les tissus de coton pour ameublement, façonnés, tissés en couleurs, pesant plus de 300 gr. le mètre carré, contenant des fils de soie artificielle plus de 15 % jusqu'à 20 % au plus (selon le nombre des fils), sont à dédouaner, d'après les dispositions du N° 2 des Remarques ad N°s 552, 553, 554, 555. 3° Les tissus mentionnés aux n°s 1 et 2 ne seront dédouanés qu'au Bureau de douane de Budapest.	
ex 636	Chapeaux pour hommes et garçonnetts, en feutre, achevés ex a) En poils de genre lapin : 2° Garnis 2,20 ex b) En laine ou autres poils : 2° Garnis 1,80	par pièce
639	Chapeaux en paille, en liber ou en autres matières tressées ou en autres matières végétales : a) Pour hommes, garçonnetts et enfants : 1° Non garnis 0,80 2° Garnis 1,10	

No. in Hungarian tariff	Designation of goods	Import Duty (Gold Crowns) per 100 kg.
ex 570	Fabrics of hemp yarn : (a) Not figured, but with simple ground pattern : (1) Unbleached, having in warp and weft per sq. cm. : α) Not more than 20 threads 70.— β) Over 20 but not more than 40 threads. 90.— γ) Over 40 but not more than 60 threads. 105.— δ) Over 60 threads 120.— Note to No. ex 570 (a) 1. These fabrics will only be cleared through the Budapest Customs Office. (2) Bleached, dyed, printed or woven in colours, having in warp and weft per sq. cm. : α) Not more than 20 threads : Bleached 110.— Dyed, printed or woven in colours, 120.— β) Over 20 but not more than 40 threads : Bleached 130.— Dyed, printed or woven in colours 140.— γ) Over 40 but not more than 60 threads : Bleached 150.— Dyed, printed or woven in colours 160.— δ) Over 60 threads 200.—	
ex 591	Natural silk twisted : Organzine and trams whether loaded or not.	free
ex 593	Artificial silk : (a) Unbleached or bleached : (1) Not twisted 100.— (2) Twisted 220.— Note to No. 593. Yarns of "Sniafil" and all other similar products representing artificial wool of chemical origin and corresponding in type to the samples registered are included under No. 593, but will be cleared according to kind at the rates applicable to combed woollen yarns specified in Item 583. Notes to No. 600 :	
	(1) Fabrics for umbrellas and parasols of armure taffetas, twill or satin, plain or figured, not printed, with faille type border, not less than 46 cms. or more than 57 cms. in width, with warp of natural silk and weft of cotton 300.— (2) Cotton furnishing fabrics, figured, woven in colours, weighing more than 300 grammes per sq. metre, containing over 15 % but not more than 20 % of artificial silk threads (according to the number of the threads) are to be cleared in accordance with Note No. 2 to Nos. 552, 553, 554, 555.	
	(3) The fabrics mentioned under Nos. 1 and 2 will only be cleared through the Budapest Customs office.	
ex 636	Men's and boys' felt hats, finished : ex (a) Of imitation rabbit fur : (2) Trimmed 2.20 ex (b) Of wool or other hair : (2) Trimmed 1.80	
639	Hats of straw, bast or other plaited or vegetable materials : (a) For men, boys, and children : (1) Untrimmed 0.80 (2) Trimmed 1.10	

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Couronnes or)
639 (suite)	Chapeaux en paille, etc. b) De dames et de fillettes : 1° Non garnis 2° Garnis <i>Remarque</i> ad N° 639. — Les cloches pour chapeaux non formées, payent le droit de couronnes 0,14 par pièce.	par pièce 1,— 2,—
ex 711	Ouvrages en pierre, bouchardés, dressés au ciseau, ainsi que plaques sciées d'une épaisseur de 20 cm. et moins : ex b) En marbre ou albâtre, exception faite des marbres dont la couleur fondamentale est noire, verte, jaune et rouge : 1° Plaques sciées d'une épaisseur de 20 cm. et moins 2° Autres	par 100 kg. 3,— 4,—
ex 806 b) 2β 876	Tracteurs pesant par pièce plus de 20 jusqu'à 30 quintaux au plus Châssis d'automobiles et leurs cadres, même démontés, ainsi que les moteurs qui y sont ajustés, pesant par pièce : a) 3000 kg. et plus b) Moins de 3000 kg., mais au moins 2000 kg. c) Moins de 2000 kg., mais au moins 1400 kg. d) 1° Moins de 1400 kg., mais au moins 1200 kg. 2° Moins de 1200 kg., mais au moins 800 kg. e) 1° Moins de 800 kg., mais au moins 700 kg. 2° Moins de 700 kg.	48,— 60,— 70,— 75,— 85,— 95,— 95,— 125,—
ex 942 c)	Boutons en ivoire végétal (palma-dum et corozo) ex <i>Remarque</i> ad N° 942. — Perles en verre blanc ou de couleur, ni peintes, ni dorées, ni argentées (<i>conterie</i> de Venise) non enfilées ou enfilées uniquement pour en faciliter l'emballage et le transport	325,— 10,—
ex 961	Objets d'ornement : ex a) Ouvrages en conterie de Venise (émaux, larmes de verre, perles, verre filé) même s'ils sont combinés d'une façon non essentielle avec du caoutchouc, du cuir et des métaux communs, ni dorés, ni argentés, ni émaillés	60,—

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre l'Italie et la Hongrie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante du même traité :

I. — EN CE QUI CONCERNE LE TEXTE DU TRAITÉ.

Ad article premier.

1. On est d'accord que les ressortissants de chacune des Parties contractantes, en quittant le territoire de l'autre Partie, pourront exporter librement leurs biens et leurs marchandises ou le produit de la vente de ces biens ou marchandises, pourvu qu'ils observent les lois du pays, sans être soumis, pour leurs qualités d'étrangers, à des restrictions spéciales et sans être obligés à payer, pour ladite exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux dans les mêmes conditions.

2. En vertu du traitement de la nation la plus favorisée, pour ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation, les ressortissants de chacune des Parties contractantes, jouiront, sur le

No. in Hungarian tariff	Designation of goods	Import Duty (Gold Crowns)
639 (continued)	Hats of straw, etc. : (b) For ladies and girls : (1) Untrimmed (2) Trimmed <i>Note to No. 639.</i> Hat shapes not made up are dutiable at the rate of 0.14 crowns each.	each 1.— 2.—
ex 711	Stonewares, bush-hammered, chiselled, also sawn slabs 20 cms. thick or under : ex (b) Of marble or alabaster, except marbles with a black, green, yellow or red ground : (1) Sawn slabs of a thickness of 20 cm. and under (2) Other	per 100 kg. 3.— 4.—
ex 806(b)2β 876	Tractors weighing over 20 but not more than 30 quintals each Automobile chassis and their frames, dismantled or not, also engines adapted thereto, weighing each : (a) 3,000 kg. and over (b) Under 3,000 kg. but not less than 2,000 kg. (c) Under 2,000 kg. but not less than 1,400 kg. (d) 1. Under 1400 kg. but not less than 1200 kg. 2. Under 1200 kg. but not less than 800 kg. (e) 1. Under 800 kg. but not less than 700 kg. 2. Under 700 kg.	48.— 60.— 70.— 75.— 85.— 95.— 95.— 125.— 325.—
ex 942 (c)	Buttons of vegetable ivory (palma-dum and corozo) <i>Ex note to No. 942.</i> White or coloured glass beads, not painted, gilt or silvered (Venetian <i>conterie</i>), un-threaded or threaded solely for convenience in packing and carriage	10.— 325.—
ex 961	Ornaments : ex (a) Venetian <i>conterie</i> ware (enamels, glass drops beads and spun glass), even if combined, otherwise than essentially, with rubber, leather, or base metals not gilt or silvered or enamelled	10.— 60.—

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day between Italy and Hungary, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the said Treaty :

I. — AS REGARDS THE TEXT OF THE TREATY.

Ad Article I.

1. It is agreed that nationals of each of the Contracting Parties, on leaving the territory of the other Party, shall, provided they comply with the laws of the country, be free to export their property and goods or the proceeds from the sale of such property or goods, without being subject as foreigners to any special restrictions and without being required to pay on their property so exported other or higher duties than those imposed in a like case on nationals of the country.

2. In virtue of most-favoured-nation treatment in respect of commerce, industry and navigation, the nationals of each of the Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other Party,

territoire de l'autre Partie, quant à la constitution de sociétés par actions et d'autres sociétés commerciales, y comprises les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de négoce et de transport, ainsi que pour la participation à de telles sociétés, des mêmes droits, privilèges et faveurs dont jouissent les ressortissants de tout autre Pays.

3. Les dispositions de l'article premier ne touchent pas aux règles qui sont ou seront édictées par les Parties contractantes, sur l'emploi des ouvriers étrangers. Cette matière sera réglée par des accords spéciaux entre les Parties contractantes.

Ad article 3.

En ce qui concerne la protection légale et judiciaire des citoyens respectifs, les Parties contractantes se réfèrent à la Convention internationale relative à la procédure civile¹ signée à la Haye le 17 juillet 1905 et à la Convention concernant la protection légale des sujets respectifs signée à Rome entre l'Italie et la Hongrie le 6 avril 1922.

Ad article 6.

1. L'élimination de la double imposition reste réglée par la Convention² spéciale signée le 25 novembre 1925, entre l'Italie et la Hongrie.

2. Il reste entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux conventions spéciales, qui ont été ou qui seront conclues à l'avenir par l'une des Parties contractantes avec un Etat tiers, dans le but de proportionner l'imposition intérieure et extérieure et, notamment, d'éliminer une double imposition et d'assurer la protection juridique et l'assistance légale en matière d'impôts ou en ce qui concerne l'application des sanctions pénales relatives.

Ad article 7.

1. Les dispositions établies à l'article 7 du traité sont aussi applicables aux sociétés constituées et ayant encore leur siège hors du Royaume d'Italie, auxquelles, par des mesures de l'autorité judiciaire ou administrative compétente dudit Royaume, aurait été attribuée l'appartenance à l'Etat italien en vertu des dispositions contenues dans les traités qui ont mis fin à la guerre mondiale, ou d'accords conclus en dépendance desdits traités.

2. Il est entendu que les instituts publics d'assurance sur la vie humaine sont traités sous tous les rapports comme les sociétés d'assurance privées. Ils ne peuvent pas réclamer un traitement plus favorable que les Sociétés d'assurance privées.

Ad article 8.

1. Les objets fabriqués dans le territoire de l'une des Parties contractantes, sous le régime de l'admission temporaire, par transformation des matières étrangères, seront également considérés comme produits industriels de cette Partie.

2. Il est entendu que les marchandises d'une origine quelconque transportées à travers le territoire de l'une des Parties contractantes ou entreposées dans des ports francs ou dans des zones franches, ne seront pas soumises, à leur entrée dans le territoire de l'autre Partie, à des droits de douane ou taxes autres ou plus élevés que les marchandises importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aux marchandises transportées après transbordement, réemballage ou entreposage aussi bien qu'à celles transitées en droiture.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

² Vol. LXXIV, page 251, de ce recueil.

as regards the constitution of joint stock and other commercial companies, including industrial, financial, insurance, trading and transport companies, and participation therein, the same rights, privileges and favours as are enjoyed by the nationals of any other country.

3. The provisions of Article 1 shall not affect the regulations which have been or may hereafter be issued by the Contracting Parties with reference to the employment of foreign workmen. This matter shall be regulated by special agreements between the Contracting Parties.

Ad Article 3.

As regards the legal and judicial protection of their respective citizens, the Contracting Parties shall refer to the International Convention relating to Civil Procedure¹ signed at The Hague on July 17, 1905, and to the Convention concerning the legal protection of their respective subjects, signed at Rome between Italy and Hungary on April 6, 1922.

Ad Article 6.

1. Questions relating to the prevention of double taxation shall continue to be governed by the special Convention² signed on November 25, 1925, between Italy and Hungary.

2. It is understood that the most-favoured-nation clause shall not apply to the special conventions which have been or may hereafter be concluded by either of the Contracting Parties with a third State, with a view to adjusting taxation at home and abroad and especially preventing double taxation, and to ensuring legal protection and co-operation in regard to taxation or the application of the corresponding penalties.

Ad Article 7.

1. The provisions set forth in Article 7 of the Treaty shall likewise be applicable to companies constituted and still having their registered offices outside the Kingdom of Italy and which, by decision of the competent judicial or administrative authority of the said Kingdom, have been assigned to the Italian State in virtue of the provisions laid down in the Treaties by which the world war was brought to an end, or of agreements giving effect to the said Treaties.

2. It is understood that public life-insurance institutions shall be treated in every respect in the same way as private insurance companies. They may not claim more favourable treatment than private insurance companies.

Ad Article 8.

1. Articles manufactured in the territory of one of the Contracting Parties, in accordance with the regulations concerning temporary admission, by the transformation of foreign materials, shall also be regarded as industrial products of that Party.

2. It is understood that goods of any origin passing through the territory of either of the Contracting Parties or stored in the free ports or free zones shall not, on entering the territory of the other Party, be liable to Customs duties or charges other or higher than those which would be imposed if the goods were imported direct from the country of origin. This provision shall apply both to goods forwarded after transshipment, repacking or warehousing, and to goods in direct transit.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

² Vol. LXXIV, page 251, of this Series.

3. Les Parties contractantes reconnaissent que la clause de la nation la plus favorisée, établie dans l'article 8 du traité, doit être interprétée dans le sens que les produits alimentaires et les matières d'outre-mer (c'est-à-dire, par exemple, café, thé, tabac, coton, laine, graines oléagineuses), quelle que soit leur provenance, importés dans l'un des pays à travers le territoire de l'autre après avoir été, ou non, déposés ou réemballés dans ses ports francs ou dans ses entrepôts, ne seront pas soumis à un traitement à tous égards moins favorable que celui qui serait fait aux mêmes produits, de la même origine, importés dans l'un ou l'autre pays à travers un tiers Etat quelconque, après avoir été, ou non, déposés ou réemballés dans des ports francs ou dans des entrepôts de ce même tiers Etat.

Ad article 14.

Il reste entendu que les Parties contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégrité le principe établi à l'article 14, premier alinéa, du Traité, ne maintiendront et n'institueront aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays et pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances qui en sont la raison.

Conformément à l'esprit de cette disposition les Parties contractantes appliqueront, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus large et libérale.

En outre, dans le cas où l'une ou l'autre des Parties contractantes établirait des nouvelles prohibitions ou restrictions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation des contingents seront étudiés, sur la demande de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Ad article 15.

Les dispositions dont à la lettre *b*) de l'article 15 ne sont pas applicables en ce qui concerne les sacs en tissus grossiers, ayant déjà servi, qui sortent remplis et rentrent vides ou qui sont importés pour être remplis, pour lesquels restent en vigueur les dispositions autonomes des deux pays.

Ad article 23.

L'assimilation des navires et des bateaux de l'une des Parties contractantes et de leur cargaison aux navires et bateaux de l'autre et à leur cargaison ne s'étend pas :

- a*) A l'application des lois spéciales de protection de l'industrie de la navigation marchande nationale, en ce qui concerne les nouvelles constructions ou l'exercice des navires et des bateaux au moyen des primes ou autres facilitations spéciales ;
- b*) Aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique ;
- c*) A l'exercice des services de port et à la pêche, qui sont réservés au pavillon national.

Ad article 28.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'article 28, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans les territoires de la Partie défenderesse ; au second cas, dans les territoires de l'autre Partie, et ainsi de suite alternativement dans les territoires de chacune des Parties contractantes. Celle des Parties sur les territoires de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège ; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

3. The Contracting Parties agree that the most-favoured-nation clause in Article 8 of the Treaty shall be interpreted as meaning that foodstuffs and materials from overseas (e. g. coffee, tea, tobacco, cotton, wool, oilseeds), whatever their place of origin, imported into one of the two countries through the territory of the other, whether or not they have been stored or repacked in the free ports or bonded warehouses of the latter country, shall not be subject to a treatment in any respect less favourable than that granted to similar products of like origin imported into either country through any third State, whether or not they have been stored or repacked in the free ports or bonded warehouses of the said third State.

Ad Article 14.

It is agreed that the Contracting Parties, with a view to giving full effect as soon as possible to the principle laid down in Article 14, paragraph 1, of the Treaty, shall not maintain or institute any import or export prohibition or restriction, unless this is absolutely necessary to safeguard in exceptional and abnormal circumstances the vital interests of the country, and then for no longer than the circumstances which have given rise to them shall continue.

In accordance with the spirit of the present regulation, the Contracting Parties shall apply the prohibitions or restrictions in force to each other in the broadest and most generous fashion.

Further, should either of the Contracting Parties establish new prohibitions or restrictions, either on imports or exports, it shall endeavour at the other Contracting Party's request to arrange the granting of concessions or the fixing of quotas in such a manner as to prejudice as little as possible the commercial relations between the two countries.

Ad Article 15.

The stipulations laid down in letter *b*) of Article 15 shall not be applicable to used bags made of coarse materials, exported full and re-imported empty or imported in order to be filled — in regard to which the autonomous provisions of the two countries shall continue to apply.

Ad Article 23.

The assimilation of the vessels and boats of one of the Contracting Parties and their cargoes to the vessels and boats of the other and to their cargoes does not extend ;

(*a*) To the application of special laws for the protection of the national mercantile marine, as regards ship-building or shipping, by means of bounties or other special facilities ;

(*b*) To privileges granted to nautical sporting clubs ;

(*c*) To port services and fishing, which are reserved for the national flag.

Ad Article 28.

As regards arbitration procedure in the cases covered by Article 28, the Contracting Parties have agreed as follows :

In the first case arising for arbitration, the arbitral tribunal shall sit in the territory of the defendant Party ; in the second case, in the territory of the other Party and so on alternately in the territory of each of the Contracting Parties. The Party in whose territory the tribunal is to sit shall choose the place of meeting ; it shall be responsible for providing the accommodation and the secretarial and other staff required for the work of the tribunal. The umpire shall preside over the tribunal. Decisions shall be taken by majority vote.

Les Parties contractantes s'entendront soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission de citations à comparaître devant le tribunal et pour les commissions rogatoires émanées par ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent, lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

II. — EN CE QUI CONCERNE LE TARIF A L'ENTRÉE EN ITALIE.

Ad N° 1 b). — Les chevaux à sang chaud des races ou souches indiquées au tarif annexe A bénéficieront, lors de l'importation en Italie, du droit de lire or 90 par tête, à condition que l'importateur présente au bureau de douane une attestation du vétérinaire officiel italien, chargé de la visite vétérinaire à l'importation, établissant que, conformément aux indications du passavant hongrois, il s'agit des chevaux à sang chaud des espèces admises à bénéficier du droit susdit.

Ad N° 70 a) et c). — L'écart pourcentuel qui existe à présent entre les droits du froment et du seigle et les droits actuels sur les farines (53,33 % et 44,44 %) restera invariable pendant la durée du traité.

Dans les cas où les droits susdits seraient abaissés, l'écart ne pourra être inférieur à celui qui existe à présent, calculé d'après le rendement des produits mêmes.

Ad N° 431. — Les certificats pour l'importation des pompes en Italie requis par la note ad N° 431 du tarif, annexe A, seront délivrés par la Chambre de commerce et d'industrie du lieu d'expédition et devront être conformes au modèle annexé au présent protocole.

Ad N° 612 b). — Dans le cas où le Gouvernement italien serait amené à augmenter le droit afférant aux « planches et aux carreaux non collés » dont à la position n° 612 b) du tarif douanier italien (droit conventionnel de L. or 4 par quintal), la marchandise dont il s'agit ne sera pas soumise à un droit supérieur au droit général actuellement en vigueur (L. or 4 et coefficient 1 par quintal).

III. — EN CE QUI CONCERNE LE TARIF A L'ENTRÉE EN HONGRIE.

Ad. N° 23. — 1. Il est entendu que la désignation des spécialités italiennes, telles que Parmigiano, Lodigiano et Reggiano n'indique pas le lieu de production, mais le genre de fabrication. Le droit conventionnel de cour. or 40 par 100 kilos est, par conséquent, accordé pour toutes les sortes de fromages de ce genre de fabrication, quelle que soit la contrée italienne d'où ils proviennent.

2. Toute réduction de droit que la Hongrie pourrait accorder à un tiers Etat quelconque, pour n'importe quel genre ou spécialité de fromage à pâte molle ou à pâte dure, rentrant sous le n° 23, sera appliquée aux fromages italiens Grana, type Emmenthal et Gruyère, Gorgonzola, Stracchino, Bel Paese et fromages du même type, Fontina, Caciocavallo et Pecorino, selon l'espèce.

Ad N°s 126 b) et 128 b). — Le certificat d'origine destiné à accompagner le *Maraschino* de Zara et le *Maraschino Spirit* de Zara, pour l'importation en Hongrie, sera rédigé d'après le modèle annexé au présent protocole et il sera délivré exclusivement par la Douane de Zara.

Ad ex N° 131. — Les vins Chianti, Barolo et Barbaresco, dont à la position ex. n. 131 de l'Annexe B, sont obtenus des raisins suivants : le Chianti des raisins dits *Sangiovese*, *Canaiolo* et *Trebbiano* ; les vins Barolo et Barbaresco du raisin dit *Nebbiolo*.

Les vins susdits seront admis au traitement douanier établi à la position ex N° 131, à condition qu'ils soient accompagnés des certificats d'origine et des certificats d'analyse constatant qu'ils sont purs et naturels, lesdits certificats devant être délivrés par les autorités italiennes dont la liste sera communiquée au Gouvernement hongrois. Le Gouvernement italien transmettra aussi une liste,

The Contracting Parties shall come to an agreement, either in each case submitted to arbitration or once and for all, as to the procedure to be followed by the tribunal. Failing this agreement, the procedure shall be decided by the tribunal itself. If neither Party objects, the proceedings may be carried on in writing. In that case the provisions of the preceding paragraph may be modified.

As regards summonses to appear before the tribunal and letters of request issued by the latter, the authorities of each of the Contracting Parties shall, at the request of the arbitral tribunal addressed to the Government concerned, furnish their assistance in the same manner as at the request of the civil courts of the country.

II. — AS REGARDS THE ITALIAN IMPORT TARIFF.

Ad No. 1 (b). — On importation into Italy, thoroughbred horses of the breeds or strains specified in the tariff, Annex A, shall be accorded the rate of 90 gold lire each, provided the importer presents to the Customs Office a certificate from the official Italian veterinary inspector responsible for the inspection of animals on importation, to the effect that, according to the particulars given in the Hungarian permit, the horses are thoroughbred animals of a kind entitled to the above duty.

Ad No. 70 (a) and (c). — The present difference in percentage between the duties on wheat and rye and the present duties on flour (53.33 % and 41.44 %) shall remain unchanged during the validity of the Treaty.

Should the above duties be reduced, the difference, calculated according to the yield of the actual products, may not be less than it is at present.

Ad No. 431. — The certificates for the importation of pumps into Italy, required under Note to No. 431 of the tariff, Annex A, shall be issued by the Chamber of Commerce and Industry at the place of despatch and must conform to the specimen attached to the present Protocol.

Ad No. 612 (b). — Should the Italian Government be obliged to increase the duty on "boards and squares not glued", mentioned in Item No. 612 (b) of the Italian Customs Tariff (conventional duty, 4 gold lire per quintal), the articles in question shall not be liable to a higher duty than the general duty now in force (4 gold lire and co-efficient 1 per quintal).

III. — AS REGARDS THE HUNGARIAN IMPORT TARIFF.

Ad No. 23. — 1. It is understood that the description of Italian specialities such as Parmesan, Lodigiano and Reggiano does not indicate the place of production but the kind of product. Consequently, the conventional duty of 40 gold crowns per 100 kg. shall be granted to all kinds of cheeses of this type, from whatever part of Italy they come.

2. Any reduction in duty which may be granted by Hungary to any third State whatsoever, in respect of any kind or special brand of soft or hard cheese, coming under No. 23, shall be accorded to Italian Grana cheeses, cheeses of the Emmenthal and Gruyère, Gorgonzola, Stracchino, Bel Paese and similar types, Fontuna, Caciocavallo and Pecorino, according to kind.

Ad Nos. 126 (b) and 128 (b) — The certificate of origin accompanying *Maraschino* from Zara and *Maraschino Spirit* from Zara, for importation into Hungary, shall be drawn up according to the model annexed to the present Protocol and shall be issued exclusively by the Zara Customs.

Ad ex No. 131. — Chianti, Barolo and Barbaresco wines, referred to in Item ex No. 131 of Annex B, are obtained from the following grapes: Chianti from the grapes known as *Sangiovese*, *Canaiole* and *Trebbiano*; Barolo and Barbaresco wines from the grapes known as *Nebbiolo*.

The above-mentioned wines shall be granted the rates specified in Item ex No. 131, provided they are accompanied by certificates of origin and certificates of analysis, attesting that the wines are pure and natural; the said certificates must be issued by the Italian authorities, a list of whom shall be communicated to the Hungarian Government. The Italian Government shall also transmit

en nombre suffisant d'exemplaires, avec l'indication des noms et avec les fac-similés des signatures des fonctionnaires autorisés à la délivrance des certificats susdits.

Le certificat d'analyse doit contenir les indications nécessaires pour prouver que l'échantillon soumis à l'analyse correspond à l'envoi du vin, auquel il se réfère. Il doit en outre exposer les résultats des déterminations suivantes :

- Poids spécifique à 15° C. ;
- Degré alcoolique en volume ;
- Richesse en acidité totale, calculée comme acide tartrique en grammes par litre ;
- Richesse en acidité volatile, calculée comme acide acétique, en grammes par litre ;
- Richesse en extrait sec, en grammes par litre ;
- Richesse en sucres réducteurs, calculés comme sucre inverti, en grammes par litres ;
- Richesse en extrait sec exempt de sucre, en grammes par litre ;
- Teneur en cendre (matières minérales).

Les autorités hongroises ont le droit de contrôler les résultats des analyses des vins présentés à l'importation.

Ad ex N° 499. — Dans le cas où la Hongrie modifierait le régime douanier, en vigueur lors de la signature du présent Traité, pour le « papier à cigarettes pesant moins de 20 gr. au mètre carré, en feuilles et en rouleaux », cette marchandise ne pourra être soumise, à son importation en Hongrie, à un droit supérieur à 50 couronnes or par 100 kg.

Ad remarques Nos 552, 553, 554, 555 et 600. — Pour déterminer le pourcentage des fils de soie dans les tissus de coton, dont à la remarque ad N° 2 et 3 ad Nos 552 à 555 et à la remarque 2 ad N° 600, on prendra le nombre des fils en chaîne et en trame contenus dans le carré qui contient l'étendue du motif complet du dessin et du fond du tissu.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition à Rome, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

Benito MUSSOLINI.

HORY.

NICKL.

a sufficient number of copies of a list containing the names and facsimile signatures of the officials authorised to issue the above-mentioned certificates.

The certificate of analysis must contain the necessary particulars proving that the sample analysed corresponds to the consignment of wine to which it refers. The following results of the analysis must also be given :

- Specific gravity at 15 c. ;
- Alcoholic (strength in volume) ;
- Total acidity calculated as tartaric acid, in grammes per litre ;
- Total volatile acidity calculated as acetic acid, in grammes per litre ;
- Content in dry extract, in grammes per litre ;
- Content in reducing sugar, reckoned as inverted sugar, in grammes par litre ;
- Content in dry sugar-free extract, in grammes per litre ;
- Content in ash (mineral substance).

The Hungarian authorities shall have the right to check the results of the analyses of the wines presented for importation.

Ad ex No. 499. — Should Hungary modify the Customs régime in force at the time of signature of the present Treaty, in respect of " cigarette paper weighing less than 20 grammes per sq. metre, in sheets and rolls " ; this article may not be liable on importation into Hungary to a higher duty than 50 gold crowns per 100 kg.

Ad Notes Nos. 552, 553, 554, 555 and 600. — The percentage of silk threads in the cotton fabrics mentioned in Note ad No. 2 and 3, ad Nos. 552 to 555 and in No. 2 ad No. 600 shall be calculated by taking the number of threads in the warp and weft contained in a square covering the full extent of the design and ground of the fabric.

The present Protocol, which shall be regarded as approved and sanctioned by the Contracting Parties without further special ratification, by the mere fact of the exchange of ratifications of the Treaty to which it refers, has been drawn up in duplicate at Rome, this fourth day of July one thousand nine hundred and twenty-eight.

Benito MUSSOLINI.

HORY.
NICKL.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE.
Camera di commercio e di industria.

de
di

CERTIFICAT
Certificato

relatif à l'envoi de pompes en fonte, fer ou acier que ¹
relativo alla spedizione di pompe di ghisa, ferro o acciaio che ¹
à..... envoi en Italie à la consignation de
di *manda in Italia con destinazione*
M. ² à
a ² *di*
constitué par :
costituita da :
N^o ³ avec les marques
n. ³ *portanti le marche*
et numéros poids brut en kilogrammes
ed i numeri *del peso lordo di kg.*

On certifie, sur la base de preuves dignes de foi qui ont été présentées par l'expéditeur ⁴, que
Si attesta, in base a validi elementi di prova forniti dal mittente ⁴ *che la spedizione*
l'envoi ci-dessus désigné est constitué par :
sopra descritta è costituita da :

- ⁵ a) Pompes à piston dont le corps ou cylindre et le piston ne sont pas de métal, autre que la fonte,
⁶ a) *Pompe alternative, nelle quali il cilindro e lo stantuffo non sono di metallo diverso dalla ghisa,*
dal ferro e dall'acciaio,
⁶ b) Pompes rotatives dont la partie de rotation et le corps ou cylindre ne sont pas de métal autre
⁶ b) *Pompe rotative, nelle quali la parte roteante ed il cilindro non sono di metallo diverso dalla ghisa,*
dal ferro e dall'acciaio, oppure i metalli diversi da questo rappresentano complessivamente :
dans les pompes pesant jusqu'à 3 quintaux, pas plus de 10 %, et dans celles excédant 3 quintaux, pas
nelle pompe di peso fino a 3 quintali; non più di 10 %, e in quelle di peso superiore a 3 quintali, non
plus de 15 %.
più di 15 %.

A, le I9.....
A, li I9.....

(Timbre)
(Bollo)

(Signature)
(firma)

¹ Nom et domicile de la raison sociale ou fabrique expéditrice.
Nome e residenza della ditta o fabbrica mittente.

² Nom et domicile du destinataire en Italie.
Nome e residenza del destinatario in Italia.

³ Nombre et classe des emballages.
Numero e qualità dei colli.

⁴ Lorsqu'il n'y aura aucun doute sur leur authenticité et exactitude, les indications contenues dans
Come elementi di prova possono servire, quando non vi sia dubbio della loro autenticità e attendibilità,
les contrats, comptes, figures, etc., peuvent servir pour preuves.
le indicazioni contenute nei contratti, nelle fatture, nei disegni, ecc.

⁵ Annuler cet alinéa, en cas de pompes rotatives.
Cancellare questa rubrica, se si tratta di pompe rotative.

⁶ Annuler cet alinéa, en cas de pompes à piston.
Cancellare questa rubrica, se si tratta di pompe alternative.

CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY.

CERTIFICATE.

covering the consignment of cast-iron, iron or steel pumps dispatched by ¹.....
of to Italy to
M.²..... of

consisting of :

No. ³ marked
and numbered..... gross weight in kg.

It is hereby certified, on the basis of trustworthy evidence produced by the consignor ⁴, that the above-mentioned consignment consists of :

⁵ a) Piston pumps of which the barrel or cylinder and piston are not made of a metal other than cast-iron, iron or steel ;

⁶ b) Rotary pumps of which the rotating part and the barrel or cylinder are not made of metal other than cast-iron, iron or steel, or that the total percentage of other metals, in the case of pumps weighing up to 3 quintals does not exceed 10 %, and of pumps over 3 quintals 15 %.

At on 19.....

(Signature.)

(Stamp).

¹ Name and address of the firm or factory dispatching the goods.

² Name and address of the consignee in Italy.

³ Number and description of packages.

⁴ When there is no doubt as to their authenticity and accuracy, contracts, accounts, diagrams, etc., may be employed as evidence.

⁵ Strike out this paragraph in the case of rotary pumps.

⁶ Strike out this paragraph in the case of piston pumps.

CERTIFICATO.

Certificat.

di una spedizione di <i>d'un envoi de</i>	{ distillato di marasche <i>distillat de marasques</i> liquore maraschino <i>marasquin (liqueur)</i>	{ destinato alla esportazione in <i>destiné à l'exportation en</i> Ungheria <i>Hongrie</i>
--	--	--

Nome e domicilio del mittente.....
Nom et domicile de l'expéditeur.....

Colli (botti, casse, ecc.) <i>Colis (fûts, caisses, etc.)</i>	{ Numero e specie <i>Nombre et catégorie</i> Marche e numeri..... <i>Marques et numéros</i> Peso lordo in kg. <i>Poids brut en kg.</i>
--	---

Numero e specie dei recipienti (bottiglie o simili)
Nombre et espèce des récipients (bouteilles, etc.)

Liquido <i>Liquide</i>	{ Peso totale netto in kg. <i>Poids total net en kg.</i> Volume totale in litri <i>Volume total en litres</i>
---------------------------	--

Solo per il distillato di marasca :

Seulement pour le distillat de marasques :

Quantità totale dello spirito contenuto nel distillato di marasche in litri (espressa in cifre e in lettere)
.....

Quantité totale de l'alcool contenu dans le distillat de marasques en litres (en chiffres et en lettres).....

La sottoscritta Autorità, in base all'autorizzazione ricevuta, attesta :

L'Autorité soussignée dûment autorisée, certifie :

(1 a 4 per le spedizioni di
(1 à 4 pour les envois de
distillato di marasche)
distillat de marasques).

1. — che dai suoi accertamenti è risultato in modo inoppugnabile che la spedizione su descritta è costituita solamente da quello che l'invio designato qui sopra non è costituito che da distillato di marasche, fabbricato a Zara esclusivamente dalle marasche, prodotto a Zara esclusivamente dalle marasche ciliege marasche (*Prunus cerasus* var. marasca Vis) mediante (*Prunus cerasus* var. marasca Vis) mediante distillazione ;

2. — che in tutti i colli della presente spedizione è contenuto un prodotto uniforme ;
produit uniforme ;

3. — che dall'analisi chimica del campione prelevato da un collo della spedizione è risultato inoppugnabilmente che il distillato di marasche di cui è composta la spedizione, non contiene zucchero né altri miscugli ;

4. — che dalla determinazione del contenuto in alcool del campione è risultato che il distillato di marasche contiene in 100 parti in peso del liquido
parties en poids d'alcool ;

(per le spedizioni di liquore
(*pour les envois de maras-
maraschino*)
quin)

5. — che dai suoi accertamenti è risultato in modo inoppu-
gnabile che la spedizione è costituita esclusivamente da liquore
l'envoi n'est constitué que de la liqueur marasquin, fabriquée
maraschino fabbricato a Zara dallo stesso distillato di marasche
à Zara avec le même distillat de marasques, produit des cerises
prodotto dalle ciliege marasche (*Prunus cerasus var. marasca
marasques (Prunus cerasus var. marasca Vis) moyennant distil-
lation — sans emploi d'autres eaux-de-vie — et que de cette liqueur*
e che di questo liquore sono state riempite le bottiglie carat-
on a rempli les bouteilles caractéristiques (originelles) ;
teristiche (originali) ;

(per le spedizioni di distillato
(*pour les envois de distillat*
e di maraschino)
et de marasquin)

6. — che essa ha chiuso i recipienti subito dopo il prelevamento
6. — que l'autorité susdite a fermé les récipients aussitôt après
del campione, nel modo seguente :

le prélèvement de l'échantillon, dans la manière qui suit :

(Descrizione o riproduzione della chiusura ufficiale).....

(Description ou reproduction de la fermeture officielle)

Zara, addi 19.....

A Zara, le 19.....

(Sigillo)
(*Timbre*)

(Nome dell'Autorità)
(*Nom de l'Autorité*)

(Firma e titolo di chi rilascia il certificato)
(*Signature et fonction de l'auteur du certificat*)

Copie certifiée conforme :

Le ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 1^{er} juillet 1929, VII^o.

Grandi.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

CERTIFICATE.

covering a consignment of { marasca distillate maraschino } for export to Hungary.
 liqueur

Name and address of consignor.....

Packages (casks, cases, etc.) { number and kind
 marks and numbers
 gross weight in kg.}

Number and kinds of receptacles (bottles, etc.)

Liquid { total net weight in kg.
 total volume in litres

In the case of marasca distillate only :

Total quantity of alcohol contained in the marasca distillate in litres (in figures and in words).....
 The undersigned authority, duly authorised for the purpose, hereby certifies :

1 to 4 apply to consignments of marasca distillate).

1. that he is fully satisfied that the above-mentioned consignment consists solely of marasca distillate made at Zara exclusively from marasca cherries (*Prunus cerasus* var. *marasca* Vis) by distillation ;

2. that all the packages of the present consignment contain a uniform product ;

3. that the chemical analysis of the sample taken from one of the packages of the consignment has shown that the marasca distillate of which the consignment consists does not contain sugar or other admixtures ;

4. that, according to the alcoholic content of the sample, the marasca distillate contains per 100 parts in weight of the liquid
 parts in weight of alcohol ;

(For consignments of maraschino)

5. that he is fully satisfied that the consignment consists solely of maraschino liqueur manufactured at Zara from marasca distillate made from marasca cherries (*Prunus cerasus* var. *marasca* Vis) by distillation — without the use of other spirit — and that the original bottles have been filled with this liqueur ;

(For consignments of distillate and maraschino).

6. that the above-mentioned authority closed the receptacles immediately after the sample had been taken, as follows ;
 (description or reproduction of the official fastening).....

Zara 19.....

Name of authority.

(Stamp).

(Signature and office of the person issuing the certificate)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PROCOLE
PROCOL

PROTOCOLE

CONCERNANT LE RÉGIME DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS EN ITALIE.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation, conclu à la date de ce jour entre l'Italie et la Hongrie, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les stipulations suivantes :

Etant donné que la Hongrie a complètement aboli les prohibitions ou restrictions d'importation et réduit au minimum les prohibitions ou restrictions d'exportation, l'Italie, en conformité de sa politique libérale en cette matière, s'engage, en dérogation de toute disposition en vigueur ou qui pourra être édictée à l'avenir, et sans aucune exception autre que celle prévue par la disposition additionnelle à l'article 14 du traité susdit, à permettre l'importation de la Hongrie, sans permis spécial et sans aucune limitation de quantité, des marchandises suivantes :

Cognac et liqueurs ;
Tissus brodés ;
Ouvrages en verre et en cristal ;
Meubles en bois et leurs pièces détachées ;
Cadres en bois et baguettes pour cadres ;
Parfumeries et savons parfumés ;
Ouvrages en papier et en carton ;
Mercerie ;
Jouets et poupées.

L'Italie, en outre, s'engage à autoriser l'importation de la Hongrie des marchandises suivantes dans les limites des contingents annuels ci-après indiqués :

Vin	hectolitres	10.000
Fusils	pièces	6.000
Pistolets et revolvers.	»	6.000
Produits explosifs	Kgs.	6.000

L'Italie s'engage aussi à autoriser l'exportation en Hongrie d'un contingent mensuel de 450 quintaux d'os bruts.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Parties contractantes, sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Rome, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

Benito MUSSOLINI.

HORY.
NICKL.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 1^{er} juillet 1929, VII^o.

Grandi.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROTOCOL

CONCERNING THE IMPORT AND EXPORT RÉGIME IN ITALY.

On signing the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day between Italy and Hungary, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following stipulations :

In view of the fact that Hungary has abolished all import prohibitions or restrictions and has reduced export prohibitions or restrictions to a minimum, Italy, following the liberal policy which she has adopted in this matter, undertakes, in derogation of any provisions now in force or which may be imposed hereafter, and without any exception other than that provided for in the additional provision to Article 14 of the above-mentioned Treaty, to allow the importation from Hungary, without a special permit and without any limitation as to quantity, of the following goods :

Cognac and liqueurs ;
Embroidered fabrics ;
Glass and crystal ware ;
Wooden furniture and parts thereof ;
Wooden frames and battens therefor ;
Perfumery and scented soaps ;
Articles made of paper and cardboard ;
Small wares ;
Toys and dolls.

Italy likewise undertakes to allow the importation from Hungary of the following goods, within the limits of the annual quotas specified below :

Wine	10,000 hectolitres.
Guns	6,000
Pistols and revolvers	6,000
Explosives	6,000 kg.

Italy also undertakes to allow the exportation to Hungary of a monthly quota of 450 quintals of raw bones.

The present Protocol, which shall be regarded as approved and sanctioned by the two Contracting Parties without further special ratification, by the mere fact of the exchange of ratifications of the Treaty to which it refers, has been drawn up in duplicate at Rome this fourth day of July, one thousand nine hundred and twenty-eight.

Benito MUSSOLINI.

HORY.
NICKL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2084.

HONGRIE ET ITALIE

Convention vétérinaire, avec protocole
final. Signés à Rome, le 4 juillet
1928.

HUNGARY AND ITALY

Veterinary Convention, with Final
Protocol. Signed at Rome, July 4,
1928.

N° 2084. — CONVENTION¹ VÉTÉRINAIRE ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE. SIGNÉE A ROME, LE 4 JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 juillet 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désireux de faciliter le commerce du bétail et des produits animaux, entre leurs territoires respectifs, en écartant, autant que possible, le danger que les épizooties qui existeraient ou qui viendraient à éclater dans l'un de leurs territoires s'introduisent par suite du mouvement du bétail et du trafic des produits animaux, dans l'autre, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention vétérinaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le Chevalier Benito MUSSOLINI, chef du Gouvernement, premier ministre secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence André DE HORY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie à Rome ;

M. Alfred DE NICKL, conseiller de Légation ;

Lesquels, après échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'entrée des animaux (solipèdes, ruminants et porcs), de la volaille, des produits bruts d'animaux et de tout autre produit pouvant servir de véhicule à la diffusion de maladies épizootiques, du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, peut être limitée à des stations-frontière spécialement désignées et y être soumise au contrôle vétérinaire de la part de l'Etat sur le territoire duquel l'importation doit avoir lieu.

Article 2.

Les animaux et la volaille, pour être admis à l'importation dans le territoire de chacune des Parties contractantes, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé.

Ce certificat devra être délivré par l'autorité locale compétente et porter l'indication du lieu d'origine des animaux et celui de destination, y compris la gare de déchargement, ainsi que la

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 17 mai 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2084. — VETERINARY CONVENTION ² BETWEEN HUNGARY AND ITALY. SIGNED AT ROME, JULY 4, 1928.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 11, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of facilitating trade in animals and animal products between their respective territories, while avoiding as far as possible the danger of epizootic diseases existing now or which may in future break out in either of their territories being introduced into the territory of the other as a result of the movement of animals and the traffic in animal products, have decided to conclude a veterinary convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister, Secretary of State and Minister Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency André DE HORY, Hungarian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome ;
M. Alfred VON NICKL, Counsellor of Legation ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

The passage of animals (animals of the equine species, ruminants and pigs), poultry, raw animal products and any other product liable to carry infection of epizootic diseases, from the territory of one of the Contracting Parties to that of the other, may be restricted to certain specified frontier stations and the animals or products there subjected to veterinary inspection by the State into whose territory they are to be imported.

Article 2.

Animals and poultry must, when being imported into the territory of either of the Contracting Parties, be accompanied by a certificate of origin and health.

This certificate must be issued by the competent local authority and indicate the place of origin of the animals and the place of destination, including the station where they are to be

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, May 17, 1929.

déclaration d'un vétérinaire d'Etat, ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, attestant que la commune d'origine et la zone de territoire à traverser pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés en chemin de fer ou en bateau, sont indemnes de maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et transmissibles à l'espèce des animaux visés par le certificat.

Quand des animaux susceptibles :

- a) De la peste bovine ou de la péripneumonie contagieuse des bovidés ;
- b) De la dourine, de la peste du porc, de la pneumo-entérite du porc, et de la clavelée ;
- c) De la fièvre aphteuse ;

doivent être exportés, il doit être attesté, en outre, que ces épizooties n'ont pas régné ni dans la commune d'origine, ni dans les communes avoisinantes et cela :

- ad a) Pendant les derniers six mois ;
- ad b) Pendant les derniers quarante jours ;
- ad c) Pendant les derniers vingt et un jours.

En ce qui concerne les animaux des espèces chevaline, asine et bovine, ces certificats doivent être délivrés pour chaque pièce séparément ; les animaux des espèces ovine, caprine et porcine peuvent être compris cumulativement dans un seul certificat.

La validité des certificats est fixée à dix jours. Si cette durée expire pendant le transport, les animaux devront, afin que les certificats soient valables pour une nouvelle durée de dix jours, être soumis à une nouvelle visite d'un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat et le résultat de cette visite sera attesté sur le certificat. Si la durée, au contraire, expirait pendant le transit des animaux à travers le territoire d'un pays tiers, la validité des certificats doit se retenir prolongée jusqu'à l'arrivée des animaux à la frontière du pays de destination.

S'il s'agit de transports effectués par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être soumis, avant le chargement, à la visite d'un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat. Le résultat de l'inspection devra être noté sur les certificats.

En ce qui concerne la volaille, si dès le commencement de son déplacement elle est accompagnée d'un certificat d'origine et de santé, attestant que la volaille a déjà subi un contrôle par un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, la visite vétérinaire n'aura plus lieu avant le chargement en chemin de fer ou en bateau, pourvu que le départ ait lieu dans les trois jours de la délivrance du certificat.

Article 3.

Des manifestations de rage dans la commune d'origine des animaux n'empêcheront pas que le certificat d'origine et de santé prévu à l'article 2 soit délivré.

Des cas sporadiques de charbon bactérien, de charbon symptomatique, de morve, de rouget et d'exanthème coital des solipèdes et des bovidés qui se seraient manifestés dans la commune de provenance, n'empêcheront pas la délivrance du certificat, mais ils doivent y être mentionnés. Egalement l'apparition de la gale des moutons et chèvres n'empêchera pas la délivrance des certificats pour les solipèdes, et l'apparition de la gale des solipèdes n'entravera pas la délivrance des certificats pour les moutons et chèvres.

Article 4.

Les produits et déchets animaux, à l'état frais, pour être admis à l'importation dans le territoire de chacune des Parties contractantes, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé permettant l'identification des produits et attestant qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

unloaded, and it must bear the attestation of a Government veterinary officer or a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose to the effect that the commune of origin and the territory crossed before arrival at the place where the animals were loaded on the train or boat are free from notifiable contagious diseases communicable to animals of the species mentioned in the certificate.

In the case of the export of animals liable to :

- (a) Cattle plague or pleuro-pneumonia of cattle ;
- (b) Dourine, swine fever, salmonellosis or sheep-pox ;
- (c) Foot-and-mouth disease ;

it must further be certified that both the place of origin and neighbouring communes have been free from these diseases for the following periods :

- As regards (a), for the preceding six months ;
- As regards (b), for the preceding forty days ;
- As regards (c), for the preceding twenty-one days.

In the case of horses, donkeys and mules, or horned cattle, a separate certificate shall be issued for each animal ; in the case of sheep, goats and pigs, collective certificates shall be allowed.

The period of validity of the certificates shall be ten days. If this period expires during the journey, then, in order that the certificate may be valid for a further ten days, the animals must be re-examined by a Government veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose and the result shall be noted by him on the certificate. If, on the other hand, this period expires during the transport of the animals in transit across the territory of a third country, the validity of the certificates shall be regarded as extended until the animals have arrived at the frontier of the country of destination.

When the animals are transported by rail or boat they shall be examined before leaving by a Government veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose, and the result shall be noted on the certificates.

In the case of poultry, if it is accompanied from the moment of its leaving the place of origin by a certificate of origin and health to the effect that it has been inspected by a Government veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose, it shall not be examined again by a veterinary surgeon before being loaded on the train or boat, unless more than three days have elapsed since the issue of the certificate.

Article 3.

Outbreaks of rabies in the commune of origin of the animals shall not prevent the issue of the certificate of origin and health provided for in Article 2.

The sporadic appearance of anthrax, symptomatic anthrax, glanders, erysipelas, and vesicular exanthem of animals of the equine and bovine species, which have broken out in the commune of origin, shall not prevent the issue of the certificate, but must be mentioned therein. Similarly, the appearance of scab among sheep and goats shall not prevent the issue of the certificates for animals of the equine species, and the appearance of mange among animals of the equine species shall not prevent the issue of the certificates in the case of sheep and goats.

Article 4.

Animal products and offal in a fresh condition must, when being imported into the territory of either of the Contracting Parties, be accompanied by a certificate of origin and health allowing of the identification of the products, and stating that they are derived from animals free from contagious disease.

Ce certificat ne sera pas demandé lorsqu'il s'agit de produits et déchets animaux à l'état sec ou de produits et déchets animaux qui ont subi un traitement qui soit considéré comme suffisant aux effets de la prophylaxie vétérinaire (traitement arsenical, ou par le sel, lavage, etc.).

De même seront admis à l'entrée sans certificats d'origine et de santé et ne seront pas soumis à des restrictions pour des raisons de police vétérinaire, les produits de la laiterie (fromage, beurre, etc.) et les œufs.

Article 5.

Les viandes fraîches, frigorifiées ou congelées, ainsi que les viandes conservées, le saindoux et tous les produits de viande destinés à l'alimentation, pour être importés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, devront être accompagnés d'un certificat attestant que les animaux dont les viandes proviennent, ont été soumis à la visite sanitaire avant et après l'abatage et reconnus sains et aptes à la consommation.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique, doivent être présentées à la visite vétérinaire à l'entrée dans le pays de destination, sous les formes sous-indiquées :

- a) Viandes bovines : bêtes entières, écorchées ou non, ou découpées par moitiés ou par quartiers ;
- b) Viandes ovines ou caprines : bêtes entières, écorchées ou non, ou découpées par moitiés ;
- c) Viandes de porc : bêtes entières ou découpées par moitiés, avec ou sans le lard, qui pourra, toutefois, être importé séparément.

Les viandes devront être enveloppées d'une toile propre.

La volaille morte, pour être admise à l'importation, devra être accompagnée d'un certificat d'origine délivré par l'autorité compétente de la commune de provenance.

Article 6.

Les transports qui ne répondent pas aux dispositions qui précèdent, ainsi que les animaux que le vétérinaire, à leur passage à la frontière, trouve atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, enfin les animaux qui ont été en contact quelconque avec des animaux malades ou suspects d'être atteints d'une maladie contagieuse, pourront, autant que possible, être renvoyés à la station du pays d'origine. Le vétérinaire à la frontière doit noter le motif du renvoi sur le certificat et l'attester par sa signature.

Si le renvoi n'était pas consenti par le pays à transiter, les animaux seront, en tout cas, acceptés et pourront être abattus à la gare frontière ou bien dans une autre localité désignée par l'autorité vétérinaire compétente.

Quant à l'utilisation des viandes et des produits des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur pour les animaux indigènes atteints ou suspects de maladies contagieuses.

Le vétérinaire frontière rédigera procès-verbal dans le cas de renvoi, d'abatage ou de toute autre disposition de police sanitaire qui sera adoptée, et en donnera communication à l'autorité centrale de son pays, laquelle à son tour en donnera communication au pays d'origine des animaux.

Si, parmi des animaux importés, la présence d'une maladie contagieuse n'est reconnue qu'après leur entrée dans le pays de destination, ce fait doit être consigné dans un procès-verbal dressé en présence d'un vétérinaire de l'Etat. Copie du procès-verbal sera transmise, sans délai, aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

Egalement pour les produits et déchets d'animaux, dans le cas où le renvoi n'était pas consenti, l'autorité vétérinaire compétente, en les acceptant, prendra les dispositions nécessaires conformément aux exigences de la police vétérinaire.

This certificate shall not be demanded in the case of animal products and offal in a dry condition, or animal products and offal which have been subjected to treatment regarded as adequate from the point of view of veterinary prophylaxis (arsenical treatment or treatment with salt, washing, etc.).

Similarly, dairy produce (cheese, butter, etc.) and eggs may be imported without certificates of origin and health, and shall not be subjected to restrictions resulting from veterinary police enactments.

Article 5.

Fresh, frozen or congealed meat, and preserved meats, lard and all animal products to be used as food, must, when being imported from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, be accompanied by a certificate, to the effect that the animals from which the meat is derived have been inspected before and after slaughter, and been found healthy and fit for consumption.

Fresh meat, or meat preserved by a process of freezing, must be submitted for inspection by a veterinary officer upon importation into the country of destination as follows :

(a) Beef : whole animals, skinned or unskinned, or cut into halves or quarters ;

(b) Mutton or goats' flesh : whole animals, skinned or unskinned, or cut into halves ;

(c) Pork : whole animals, or animals cut into halves, with or without bacon, which may be imported separately.

The meat must be wrapped in a clean cloth.

Dead poultry must, upon importation, be accompanied by a certificate of origin issued by the competent authority of the commune of origin.

Article 6.

Any consignments which do not conform to the above stipulations, as well as animals which the veterinary officer finds at the frontier to be suffering or suspects to be suffering from a contagious disease, and also animals which have been in any sort of contact with animals suffering or suspected to be suffering from a contagious disease, may be sent back to the country of origin. The grounds of refusal of admittance shall be noted on the certificate by the frontier veterinary officer, who shall personally sign the endorsement.

If the country of transit objects to the return of the animals, the latter shall be admitted and may be slaughtered at the frontier station or in some other place indicated by the competent veterinary authority.

The utilisation of meat and products derived from the animals thus slaughtered shall be governed by the regulations in force for animals of the country which are suffering or suspected to be suffering from a contagious disease.

The frontier veterinary officer shall, in the event of the non-admittance or slaughtering of the animals, or any other veterinary police measure which may be taken, prepare an official report for the central authority of his country, which will in its turn communicate it to the country of origin of the animals.

If a contagious disease is first detected among the animals imported after they have entered the country of destination, an official report of the facts shall be prepared in the presence of a Government veterinary surgeon, and a copy thereof transmitted forthwith to the competent authorities of the other Contracting Party.

Similarly, in the case of animal products and offal the return of which is objected to, the competent veterinary authority shall, when admitting them, take the necessary measures in accordance with the veterinary police regulations in force.

Article 7.

Dans le cas où la peste bovine éclaterait dans le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou de limiter, pour la durée du danger de la contagion, toute importation de ruminants, de porcs et de produits bruts d'animaux, ainsi que de produits et objets pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 8.

Si, par suite du trafic des animaux, une épizootie soumise à la déclaration a été importée du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, ou si une telle maladie règne de façon particulièrement menaçante sur le territoire d'une Partie, l'autre Partie est autorisée à restreindre ou prohiber, pour la durée du danger de contamination, l'importation des régions contaminées et menacées des animaux auxquels cette épizootie est transmissible, ainsi que des matières premières d'origine animale et de tout autre produit ou objet qui pourraient servir de véhicule à la diffusion de la contagion.

Ces limitations et interdictions à l'importation ne pourront s'étendre qu'aux territoires d'origine des animaux ou aux territoires atteints de l'épizootie.

On regarde comme territoires d'origine ou atteints de l'épizootie :

En Italie : les territoires des provinces ;

En Hongrie : les Comitats.

L'importation ne doit pas être prohibée en cas de : charbon bactérien, charbon symptomatique septicémie hémorragique, rage, morve, exanthème coïtal des solipèdes et des bovidés, gale des solipèdes, moutons et chèvres, rouget du porc, choléra des poules ainsi qu'en cas de tuberculose.

La durée de la période du danger de contamination pour les maladies considérées à l'article 2 alinéa 3 lettres *a*), *b*), *c*), exceptée la peste bovine, sera limitée aux périodes prévues au même alinéa 3 du susdit article 2 ad *a*) ad *b*) ad *c*), et cette durée sera escomptée à partir du jour de la déclaration officielle établissant la disparition de l'épizootie.

Dans le cas de peste aviaire, la durée de la période d'interdiction sera limitée à quatorze jours.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes fera publier périodiquement, de quatorze en quatorze jours, des bulletins sur l'état des épizooties. Ces bulletins seront transmis directement à l'autre Partie contractante.

Ces bulletins seront rédigés, aussi uniformément que possible et de manière à démontrer l'état des épizooties dans les territoires administratifs des Communes et des provinces pour l'Italie, et des Communes et des Comitats pour la Hongrie.

Si la peste bovine et la péripneumonie contagieuse des bovidés éclataient dans les territoires de l'une des Parties contractantes, ou bien venait de se manifester la fièvre aphteuse dans les territoires de l'une des deux Parties d'une manière menaçante, avec tendance à une large diffusion et sous forme maligne avec mortalité élevée, avis direct sera donné, par voie télégraphique, à l'autre Partie de l'apparition et de l'extension de la maladie.

Article 10.

S'il s'élève entre les Parties contractantes un différend sur l'application de la présente convention, on aura, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, recours à l'avis d'une commission mixte. Cet avis sera équitablement apprécié dans la décision à prendre.

Article 7.

In the event of an outbreak of cattle-plague in the territory of one of the Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit or restrict the importation of ruminants, pigs, or raw animal products, and any products or objects likely to carry infection, for so long as the danger of infection persists.

Article 8.

If, in consequence of the traffic in animals, a notifiable epizootic disease is carried from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, or if a particularly dangerous outbreak should occur in the territory of either of the Parties, the other Party shall be entitled, for so long as the danger of infection persists, to restrict or prohibit the importation from contaminated or threatened areas of animals liable to contract such disease, and of any raw animal products or any other product or article liable to carry infection.

These import restrictions and prohibitions shall only apply to the territories of origin of the animals or to the territories affected by the epizootic disease.

The following shall be regarded as territories of origin or territories affected by the epizootic diseases :

In Italy : The provinces ;

In Hungary : The counties (Comitats) ;

Importation may not be prohibited in cases of anthrax, symptomatic anthrax, haemorrhagic septicaemia, rabies, glanders, vesicular exanthem among animals of the equine or bovine species, mange among horses, etc., scab among sheep and goats, swine erysipelas, chicken cholera and tuberculosis.

The period of danger of infection for the diseases mentioned in Article 2, paragraph 3, (*a*), (*b*), (*c*), with the exception of cattle-plague, shall be limited to the periods provided for in paragraph 3 of the above-mentioned Article 2, as regards (*a*), (*b*) and (*c*), and this danger period shall be reckoned as from the day on which the official statement is issued to the effect that the epizootic disease has disappeared.

In the case of fowl plague, the period of prohibition shall be limited to a fortnight.

Article 9.

Each of the Contracting Parties shall publish fortnightly bulletins recording the position in regard to epizootic diseases, and forward them direct to the other Contracting Party.

These bulletins shall be drawn up as uniformly as possible, and in such a way as to indicate the position with regard to epizootic diseases in the administrative territories of the communes and provinces in the case of Italy, and in the communes and counties in the case of Hungary.

If cattle-plague or contagious pleuro-pneumonia of cattle should make its appearance in the territory of one of the Contracting Parties, or foot-and-mouth disease should break out to a dangerous degree in the territory of one of the Contracting Parties, with a tendency to spread in a virulent form and cause a high mortality, the other Party shall be directly informed by telegram, both of the appearance of the disease and of the area affected.

Article 10.

In the event of a dispute arising between the Contracting Parties as to the application of the present Convention, if one of the Contracting Parties so requests, the dispute shall be submitted to a mixed committee and due consideration shall be given to the findings of the committee, in any decision to be taken.

Chacune des Parties contractantes nommera deux membres dans cette commission, qui aura le droit de coopter un cinquième membre dans le cas où elle ne pourrait s'entendre. Au premier cas de la formation d'une commission mixte, pourvu qu'elle n'en ait pas décidé autrement, le cinquième membre sera élu parmi les ressortissants de l'une des Parties contractantes ; au deuxième cas, parmi ceux de l'autre Partie, et ainsi de suite alternativement parmi les ressortissants de l'une ou de l'autre Partie contractante. Au premier cas on décidera, par le sort, laquelle des Parties contractantes aura à fournir le cinquième membre de la commission.

Article II.

La présente convention, qui ne se rapporte qu'aux provenances des territoires des Parties contractantes, entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce et de navigation conclu entre les Parties contractantes, à la date d'aujourd'hui et restera exécutoire jusqu'à l'échéance dudit traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Rome, en double expédition, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) HORY.

(L. S.) NICKL.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention vétérinaire conclue, à la date de ce jour, entre l'Italie et la Hongrie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la convention même :

1. Les importations effectuées directement du territoire de l'une des Parties contractantes au territoire de l'autre, ne seront soumises à aucune autorisation préalable.

Les précautions sanitaires que chacune des Parties contractantes jugera utile d'adopter envers les animaux et la volaille vivante munis de documents réguliers et trouvés sains au passage de la frontière seront, dans son propre territoire, limitées au minimum indispensable.

La durée de la période d'observation à laquelle les animaux seraient soumis ne pourra pas dépasser six jours, calculés à partir de celui où a eu lieu la visite vétérinaire à la frontière. Pour les transports par voie de mer les six jours prévus seront comptés à partir de celui où a eu lieu l'embarquement.

Pour les moutons qui ne seraient pas destinés à l'abatage, au port de débarquement ou à un abattoir directement relié par chemin de fer, la période d'observation pourra être de quinze jours.

2. Les dispositions de la présente convention seront applicables, en tant qu'il serait nécessaire, aux animaux originaires des territoires des deux Parties contractantes pour le transit à travers le territoire de l'une ou de l'autre Partie avec destination à un pays tiers, sous condition qu'il existe la certitude que les pays éventuellement à transiter accordent le transit, et que le pays destinataire accepte les animaux.

Le transit de la viande fraîche, de la viande préparée, des matières premières et des produits d'origine animale transportés des territoires de l'une des Parties contractantes à travers les territoires de l'autre par chemin de fer en wagons fermés et plombés ou par bateau, sera admis aux mêmes conditions que l'importation, et sans qu'il soit nécessaire un engagement préalable d'acceptation de la part des pays éventuellement à transiter et du pays destinataire.

Each of the Contracting Parties shall appoint two members to sit on this committee, which shall have the right to co-opt a fifth member in the event of its being unable to come to an agreement. Unless otherwise decided, the first time a mixed committee is set up, the fifth member shall be elected from amongst the nationals of one of the Contracting Parties; on the second occasion, from those of the other Party, and so on alternately. In the first case, it shall be decided by lot, which of the Contracting Parties is to supply the fifth member.

Article II.

The present Convention, which only applies to animals and products originating in the territories of the Contracting Parties, shall come into force simultaneously with the Treaty of Commerce and Navigation concluded to-day between the Contracting Parties, and shall remain in force as long as that Treaty.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Rome in duplicate, the fourth day of July, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) HORY.

(L. S.) NICKL.

FINAL PROTOCOL.

When signing the Veterinary Convention, concluded to-day between Italy and Hungary, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Convention :

1. Imports effected direct from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other shall not be subject to any previous authorisation.

Any preventive health measures which either of the Contracting Parties may see fit to adopt with regard to animals and live poultry accompanied by regular documents and found to be healthy on crossing the frontier shall, in its own territory, be limited to the indispensable minimum.

The duration of the period of observation to which the animals are subjected shall not exceed six days, reckoned as from the date of the veterinary inspection at the frontier. In the case of transport by sea, the six days shall be reckoned as from the date of embarkation.

In the case of sheep not intended for slaughter at the port of disembarkation or a slaughterhouse directly connected therewith by rail, the period of observation may be a fortnight.

2. The provisions of the present Convention shall apply, where necessary, to animals coming from the territories of one of the two Contracting Parties for conveyance in transit through the territory of the other Party to a third country, provided that it is certain that the countries to be crossed will allow transit and that the country of destination will admit the animals.

The transport in transit of fresh meat, prepared meat, raw materials and products of animal origin conveyed from the territory of one of the Contracting Parties through the territory of the other by rail in closed and sealed trucks or by ship shall be allowed on the same conditions as importation, without it being necessary to obtain a previous undertaking from any countries of transit or from the country of destination that they will accept these products.

3. Les envois d'animaux directement faits aux marchés-abattoirs reliés par chemin de fer, ne seront pas soumis à l'observation prévue au N^o 1 de ce Protocole final.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement quels sont les abattoirs reliés par chemin de fer.

4. Les stations d'entrée désignées d'un commun accord pour le trafic des animaux seront, autant que possible, dotées des installations les plus avantageuses pour rendre facile et rapide le fonctionnement du service vétérinaire.

5. Pour les communes dont le territoire dépasse les 150 km², il pourra être consenti de procéder, en rapport avec leur configuration et sous les garanties nécessaires au point de vue de la police vétérinaire, à une subdivision en rayons.

Cette subdivision devra figurer dans les bulletins des épizooties, ainsi que dans les certificats d'origine et de santé prévus par cette convention.

Les deux Parties contractantes s'entendront, le cas échéant, sur cette subdivision, ainsi que sur la détermination des limites du fractionnement.

6. Le renvoi des animaux suspects d'infection, prévu par l'article 6 de cette convention, n'aura lieu que pour les animaux ayant subi un contact direct ou indirect avec des animaux malades ou suspects de maladies : seront notamment considérés comme suspects de contamination les animaux transportés simultanément dans le même wagon ou dans le même bateau avec des animaux infects ou suspects, ceux chargés ou déchargés avec des animaux infects ou suspects dans la même gare, ou le même port, le même jour.

7. Chaque Partie contractante limitera au strictement indispensable les mesures sanitaires à prendre pour assurer la défense sanitaire du bétail indigène dans le cas de manifestations d'épizooties dans le territoire de l'autre Partie contractante, ainsi que dans le cas d'importation d'une épizootie dans son territoire.

8. Les chevaux de course y compris les trotteurs, les chevaux pour les concours et les jeux hippiques, ainsi que les autres animaux convivant avec les susdits chevaux et qui, selon l'usage, les accompagnent, pour être admis à l'importation pourront être accompagnés, au lieu du certificat prévu par cette convention, par un certificat délivré par les clubs ou sociétés hippiques dûment reconnues par l'Etat. Les certificats doivent porter le scellé et le visa du club ou société respective et contenir le nom et le domicile du propriétaire du cheval, la description exacte du cheval, sa provenance et le lieu de destination, ainsi que l'attestation d'un vétérinaire officiel, certifiant la santé individuelle de l'animal et le fait que l'établissement d'où l'animal provient est indemne de maladies contagieuses.

La même déclaration de santé sera faite pour les animaux qui doivent éventuellement accompagner le cheval.

9. Les certificats établis conformément à la présente convention doivent être rédigés dans la langue du Pays qui les délivre et porter une traduction interlinéaire dans la langue de l'autre pays.

10. Dans le cas où dans les territoires des Parties contractantes existeraient des abattoirs reliés par chemin de fer et dans lesquels les animaux pourraient être introduits directement pour l'abatage sans avoir eu à traverser ou à s'arrêter au marché annexé à l'abattoir, il sera consenti aux deux Parties contractantes d'envoyer les animaux au susdit abattoir accompagnés d'un certificat d'origine et de santé, dans lequel, en ce qui concerne la peste du porc, la pneumo-entérite du porc, la clavelée et la fièvre aphteuse, il sera régulièrement attesté par un vétérinaire d'Etat, ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, que ces épizooties n'ont pas régné dans la commune d'origine pendant les délais prévus à l'article 2 de la convention, et que les communes avoisinantes restaient indemnes des susdites épizooties au moment de l'expédition des animaux.

Les deux Parties contractantes s'engagent à se donner communication, réciproquement, des abattoirs qui pourraient répondre aux conditions susindiquées.

11. Il sera reconnu par les Parties contractantes que la désinfection des wagons de chemin de fer, des bateaux et parties de bateaux, opérée en toute règle dans le territoire de l'une des Parties contractantes, est aussi valable pour l'autre Partie.

3. Consignments of animals direct to the slaughter-house markets connected by rail shall not be placed under observation as provided by No. 1 of this Final Protocol.

The Contracting Parties shall inform one another which of the slaughter-houses are thus connected by rail.

4. The stations of entry jointly agreed upon for the traffic in animals shall, so far as possible, be provided with the most suitable installations for facilitating and speeding up the veterinary inspection.

5. In the case of communes whose territory exceeds 150 square kilometres, a sub-division into areas may be allowed, with due regard to geographical configuration and subject to the veterinary police guarantees required.

This sub-division shall be indicated in the bulletins of epizootic diseases and in the certificates of origin and health provided for in this Convention.

The two Contracting Parties shall, where necessary, agree on such sub-division and on the determination of the limits beyond which districts may not be sub-divided.

6. The sending back of animals suspected of infection, as provided by Article 6 of the present Convention, shall only be admissible in the case of animals which have been in direct or indirect contact with animals suffering from or suspected to be suffering from disease : in particular, animals conveyed in the same wagon or in the same vessel with infected or suspected animals and those loaded or unloaded with such animals at the same station or the same port, on the same day, shall be considered as suspect.

7. Each Contracting Party shall limit to the strict minimum the sanitary measures to be taken to protect the health of native animals in the event of the appearance of epizootic diseases in the territory of the other Contracting Party and in the case of an epizootic disease being introduced into its territory.

8. Racehorses (including trotters'), and horses to be entered for competitions and horse shows, or games on horseback, and the other animals kept with such horses and usually accompanying them shall, upon importation, be accompanied, in place of the certificate provided for in the present Convention, by a certificate issued by the clubs or racing societies recognised by the State. The certificates shall bear the seal and the stamp of the club or society in question and indicate the name and address of the owner of the horse, its exact description, the place from which it comes and to which it is going, and the declaration of an official veterinary surgeon certifying that the particular animal is healthy, and the fact that the establishment from which the animal comes is free from contagious disease.

The same declaration of health shall be made in the case of any animals accompanying the horse.

9. The certificates drawn up in accordance with the present Convention shall be drafted in the language of the country issuing them and contain a translation on alternate lines in the language of the other country.

10. Should there exist in the territories of the Contracting Parties slaughter-houses connected by rail to which the animals could be brought direct for slaughter without having to go through or stop at the market connected with the slaughter-house, the two Contracting Parties may send the animals to the said slaughter-house accompanied by a certificate of origin and health in which, in the case of swine fever, salmonellosis, sheep-pox and foot-and-mouth disease, the fact shall be regularly certified by a State veterinary officer, or a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose, that these epizootic diseases have not been prevalent in the commune of origin during the periods mentioned in Article 2 of the Convention and that the neighbouring communes were free from the said epizootic diseases at the time of the despatch of the animals.

The two Contracting Parties undertake to inform one another as to the slaughter-houses fulfilling the conditions mentioned above.

11. The Contracting Parties agree that the disinfection of railway wagons, vessels and parts of vessels, carried out in a regular manner in the territory of one of the Contracting Parties, shall be recognised as valid also in the territory of the other Party.

Les gouvernements des Parties contractantes s'entendront ultérieurement au sujet des conditions et formalités à remplir pour reconnaître l'efficacité de ces désinfections.

12. Il est entendu que cette convention ne s'applique qu'aux maladies qui se sont manifestées jusqu'au jour de la signature de cette convention même, dans les territoires des deux Parties contractantes.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition à Rome, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

Benito MUSSOLINI.

HORY.
NICKL.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 1^{er} juillet 1929, VII^e.

Grandi.

The Governments of the Contracting Parties shall agree later on the conditions and formalities required for the recognition of the efficacy of such disinfection.

12. It is understood that the present Convention shall only apply to diseases which have made their appearance previous to the date of the signing of the present Convention, in the territories of the two Contracting Parties.

The present Protocol, which shall be regarded as approved and sanctioned by the Contracting Parties without further special ratification, solely by virtue of the exchange of the ratifications of the Convention to which it relates, has been drawn up in duplicate at Rome, the fourth day of July one thousand nine hundred and twenty-eight.

Benito MUSSOLINI.

HORY.

NICKL.

N° 2085.

BELGIQUE ET PORTUGAL

Echange de notes comportant un accord relatif à la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale. Lisbonne, le 28 mars 1928.

BELGIUM AND PORTUGAL

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Transmission of Judicial and Extra-Judicial Documents in Civil and Commercial Matters. Lisbon, March 28, 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2085. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET PORTUGAIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA TRANSMISSION DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. LISBONNE, LE 28 MARS 1928.

No. 2085. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND PORTUGUESE GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE TRANSMISSION OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. LISBON, MARCH 28, 1928.

Textes officiels français et portugais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 juillet 1929.

French and Portuguese official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 12, 1929.

I.

LÉGATION DE BELGIQUE.

N^o 410.

LISBONNE, le 28 mars 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, dans l'intention d'éviter le retard dans la remise des Actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale résultant de l'actuel système de transmission par voie diplomatique, propose un accord avec le Gouvernement de la République portugaise, afin qu'à l'avenir les Actes judiciaires et extrajudiciaires en matières civile et commerciale dressés en Belgique et destinés à des personnes résidant en territoire portugais soient envoyés à la résidence du destinataire par la poste et sous pli recommandé. Toutefois, le Gouverne-

I.

BELGIAN LEGATION.

No. 410.

LISBON, March 28, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With the object of avoiding the delay which occurs in the service of judicial and extrajudicial documents in civil and commercial cases as a result of the present system of transmission through the diplomatic channel, the Government of His Majesty the King of the Belgians proposes an agreement with the Government of the Portuguese Republic whereby judicial and extra-judicial documents in civil and commercial cases, when issued in Belgium for service on persons resident in Portugues territory, shall in future be sent to the recipient's address by registered letter.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ment belge se réserve la faculté de recourir à la voie diplomatique pour la notification d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale lorsque des circonstances spéciales lui paraîtraient nécessiter l'intervention des autorités portugaises dans les termes de la Convention internationale sur la procédure civile conclue à La Haye, le 17 juillet 1905.

La présente note et celle que Votre Excellence voudra bien m'envoyer en réponse constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui sera publié dans le Journal officiel des deux pays, entrant immédiatement en vigueur.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour présenter à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(*Signé*) LICHTERVELDE.

Son Excellence
Monsieur le Docteur
de Bettencourt Rodrigues,
Ministre des Affaires étrangères
à Lisbonne.

Pour copie certifiée conforme :

Le Ministre de Belgique :
(*Signé*) Lichtervelde.

The Belgian Government reserves the right, however, to employ the diplomatic channel for the service of a judicial or extra-judicial document in a civil or commercial matter should the intervention of the Portuguese authorities under the terms of the International Convention on Civil Procedure concluded at The Hague on July 17, 1905, appear to it necessary in view of special circumstances.

The present note and Your Excellency's reply will constitute the formal agreement between the two Governments on the subject; this agreement will be published in the Official Journals of both countries, and will come into force immediately.

I have the honour to be, etc.,

(*Signed*) LICHTERVELDE.

His Excellency
Dr. de Bettencourt Rodrigues,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DOS
NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.
I Repartição.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de acusar recepção da nota que V. Exa. me dirigiu hoje comunicando-me que o Governo de Sua Majestade o Rei dos Belgas, no intuito de evitar a demora na entrega dos actos judiciais e extra-judiciais, em materia civil e comercial, resultante do actual sistema de transmissão por via diplomatica, propõe um accordo com o Governo da República Portuguesa para que, de futuro, os actos judiciais e extra judiciais em materia civil e comercial lavrados na Belgica e destinados a pessoas residentes em territorio portuguez sejam enviados à residencia do destinatario pelo correio e em carta registrada. Todavia, o Governo Belga reserva-se a faculdade

LISBOA, 28 de Março de 1928.

de recorrer à via diplomatica para notificação d'um acto judiciario ou extra-judiciario em materia civil ou comercial, desde que circunstancias especiaes lhe pareçam necessitar a intervenção das autoridades portuguezas nos termos da Convenção Internacional sobre o Processo Civil concluida na Haya em 17 de Julho de 1905.

Em resposta, tenho a honra de comunicar a V. Exa que o Governo da Republica Portuguesa aceita a proposta do Governo de Sua Majestade o Rei dos Belgas nos termos acima expressos.

Esta nota e a de V. Exa. a que responde constituirão o acordo formal dos dois Governos sobre a materia, o qual será publicado no Diario Oficial dos dois Paizes, entrando imediatamente em vigor.

Aproveito a oportunidade para reiterar a V. Exa. os protestos de minha alta consideração.

(Signé) Dr. DE BETTENCOURT RODRIGUES.

Senhor Conde Baudouin de Lichtervelde
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Direction générale
des Affaires politiques
et diplomatiques.

LISBONNE, le 28 mars 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence m'a adressée aujourd'hui, me communiquant que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, dans l'intention d'éviter le retard dans la remise des Actes Judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale résultant de l'actuel système de transmission par voie diplomatique, propose un accord avec le Gouvernement de la République portugaise, afin qu'à l'avenir les actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale dressés en Belgique et destinés à des personnes résidant en territoire portugais soient envoyés à la résidence du destinataire par la poste et sous pli recommandé. Toutefois, le Gouvernement belge se réserve la faculté de recourir à la voie diplomatique pour la notification d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale lorsque

¹ Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Department of Political
and Diplomatic Affairs.

LISBON, March 28, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of the note Your Excellency sent me to-day informing me that, with the object of avoiding the delay which occurs in the service of judicial and extra-judicial documents in civil and commercial cases as a result of the present system of transmission through the diplomatic channel, the Government of His Majesty the King of the Belgians proposes an agreement with the Government of the Portuguese Republic whereby judicial and extra-judicial documents in civil and commercial matters, when issued in Belgium for service on persons resident in Portuguese territory, shall in future be sent to the recipient's address by registered letter — the Belgian Government reserving, however, the right to employ the diplomatic channel for the service of a judicial or extra-judicial documents in a civil or commercial case should

¹ Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des circonstances spéciales lui paraîtraient nécessiter l'intervention des autorités portugaises dans les termes de la Convention internationale sur la procédure civile conclue à la Haye le 17 juillet 1905.

En réponse, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement de la République portugaise accepte la proposition du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges dans les termes exprimés ci-dessus.

La présente note et celle de Votre Excellence à laquelle je répons, constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui sera publié dans le Journal officiel des deux pays, entrent immédiatement en vigueur.

Je saisis etc.

(*Signé*) Dr DE BETTENCOURT RODRIGUES.

Monsieur le Comte Baudouin de Lichtervelde,
etc., etc., etc.,
Lisbonne.

the intervention of the Portuguese authorities under the terms of the International Convention on Civil Procedure concluded at The Hague on July 17, 1905, appear to it necessary in view of special circumstances.

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Portuguese Republic accepts the proposal of the Government of His Majesty the King of the Belgians in the foregoing terms.

The present note and Your Excellency's note to which it is a reply will constitute the formal agreement between the two Governments on the subject ; this agreement will be published in the Official Journals of both countries, and will come into force immediately.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) Dr. DE BETTENCOURT RODRIGUES.

Count Baudouin de Lichtervelde,
etc., etc., etc.
Lisbon.

N° 2086.

LITHUANIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des actes d'état-civil. Kaunas, les 12 novembre 1928 et 4 janvier 1929.

LITHUANIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exchange of Civil Status Records. Kaunas, November 12, 1928, and January 4, 1929.

N^o 2086. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS LITHUANIEN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES ACTES D'ÉTAT CIVIL. KAUNAS, LES 12 NOVEMBRE 1928 ET 4 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 juillet 1929.

I.

KAUNAS, p. t. RIGA le 12 novembre 1928.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Aux termes des dispositions en vigueur en Suède, les officiers de l'état civil sont tenus de faire parvenir, aussitôt que possible, au Bureau central de Statistique à Stockholm les actes ou extraits des registres de l'état civil concernant la naissance, le mariage et le décès en Suède des ressortissants lithuaniens. Ces actes ou extraits sont immédiatement transmis par ledit Bureau au Consulat général de Lithuanie à Stockholm.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de la prier de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de la République est disposé de son côté, à titre de réciprocité, à assurer la communication régulière des actes d'état civil dressés par les autorités lithuaniennes et concernant des ressortissants suédois.

Veillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) P. DE REUTERSWÄRD.

Son Excellence

Monsieur Voldemaras,

Président du Conseil des Ministres et

Ministre des Affaires étrangères de la République de Lithuanie,

etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm

au Ministère royal, des Affaires étrangères,

le 12 juillet 1929.

Le Chef des Archives p. i.

Cte Lewenhaupt.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2086. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LITHUANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF CIVIL STATUS RECORDS. KAUNAS, NOVEMBER 12 AND JANUARY 4, 1929.¹

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 15, 1929.

I.

RIGA (pr. limp. Kaunas), November 12, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

Under the regulations in force in Sweden, registrars of births, marriages and deaths are required to send certificates or extracts from the registers concerning births, marriages and deaths of Lithuanian nationals in Sweden to the Central Statistical Office at Stockholm as quickly as possible. Such certificates or extracts are at once forwarded by that Office to the Lithuanian Consulate-General at Stockholm.

In acquainting Your Excellency with the foregoing, I have the honour to request you to inform me whether the Government of the Republic is prepared for its part, by way of reciprocity, to arrange for the regular forwarding of birth, marriage and death certificates drawn up by the Lithuanian authorities in respect of Swedish nationals.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) P. DE REUTERSWÄRD.

To His Excellency
Monsieur Voldemaras,
Prime Minister and Minister for Foreign Affairs
of the Republic of Lithuania,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

KAUNAS 4 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 12 novembre dernier (N° 25-1928), reçue en son temps par laquelle vous portez à la connaissance de S. E. Monsieur le Président du Conseil qu'aux termes des dispositions en vigueur en Suède, les officiers de l'Etat civil sont tenus de faire parvenir aussitôt que possible au Bureau central des Statistiques à Stockholm les actes ou extraits des registres de l'Etat civil concernant la naissance, le mariage et le décès en Suède des ressortissants lithuaniens et que ces actes ou extraits sont immédiatement transmis par ledit bureau au Consulat général de Lithuanie à Stockholm.

Comme suite à cette aimable communication, je vous prie de vouloir bien prendre acte que le Gouvernement lithuanien est disposé, à titre de réciprocité, à assurer la communication régulière des actes d'Etat civil des ressortissants suédois et que les autorités compétentes ont reçu les instructions nécessaires à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) D^r ZAUNIUS,
Secrétaire général au Ministère
des Affaires étrangères.

Monsieur P. de Reuterswärd,
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de Suède,
à Riga.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 12 juillet 1929.

Le Chef des Archives p. i.
Cte Lewenhaupt.

II.

KAUNAS, *January 4, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter (No. 25 — 1928) of November 12 last, informing the Prime Minister that, under the regulations in force in Sweden, registrars of births, marriages and deaths are required to send certificates or extracts from the registers concerning births, marriages and deaths of Lithuanian nationals in Sweden to the Central Statistical Office at Stockholm as soon as possible, and that such certificates or extracts are at once forwarded by that Office to the Lithuanian Consulate-General at Stockholm.

With reference to your communication, kindly note that the Lithuanian Government is prepared for its part, by way of reciprocity, to arrange for the regular forwarding of the birth, marriage and death certificates of Swedish nationals, and that the competent authorities have instructions to that effect.

I have the honour, etc.

(Signed) DR. ZAUNIUS,
*Secretary-General at the
Ministry of Foreign Affairs.*

Monsieur P. de Reuterswärd,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Sweden,
Riga.

N° 2087.

BULGARIE ET HONGRIE

Echange de notes relatif à la convention d'extradition signée à Sofia le 18|31 mai 1911. Sofia, le 17 mai 1929.

BULGARIA AND HUNGARY

Exchange of Notes regarding the Extradition Convention signed at Sofia, May 18|31, 1911. Sofia, May 17, 1929.

N° 2087. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BULGARE ET HONGROIS, RELATIF A LA CONVENTION D'EXTRADITION¹, SIGNÉE A SOFIA, LE 18/31 MAI 1911. SOFIA, LE 17 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 juillet 1929.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES
N° 423 - 15 - III.

SOFIA, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Je suis autorisé à vous déclarer que le Gouvernement royal de Bulgarie, d'accord avec le point de vue adopté par le Gouvernement royal de Hongrie, considère que la Convention d'extradition, signée à Sofia le 18/31 mai 1911, entre la Bulgarie, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, d'autre part, ratifiée le 18 avril 1912, promulguée dans le Journal officiel de Bulgarie du 28 juillet 1912, N° 169, est en vigueur dans les rapports entre le Royaume de Bulgarie et le Royaume de Hongrie.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) A. D. BOUROFF.

Monsieur S. de Kiss,
chargé d'Affaires de Hongrie,
à Sofia.

II.

M. KIR. KÖVETSÉG
LÉGATION ROYALE DE HONGRIE.
N° 942/1929.

SOFIA, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis autorisé à vous déclarer que le Gouvernement royal de Hongrie, d'accord sur le point de vue adopté par le Gouvernement royal de Bulgarie, considère la Convention d'extradition,

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 575.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2087. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BULGARIAN AND HUNGARIAN GOVERNMENTS REGARDING THE EXTRADITION CONVENTION², SIGNED AT SOFIA, MAY 18/31, 1911. SOFIA, MAY 17, 1929.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place July 16, 1929.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND CULTS.

No. 423 - 15 - III.

SOFIA, May 17, 1929.

SIR,

I am authorised to state that the Royal Bulgarian Government agrees with the view of the Royal Hungarian Government that the Extradition Convention concluded at Sofia on May 18th/31st, 1911, between Bulgaria, of the one part, and Austria and Hungary, of the other part, ratified on April 18, 1912, and promulgated in the Bulgarian Official Journal of July 28, 1912, No. 169, is in force as between the Kingdom of Bulgaria and the Kingdom of Hungary.

I have the honour, etc.,

(Signed) A. D. BOUROFF.

To Monsieur S. de Kiss,
Hungarian Chargé d'Affaires,
Sofia.

II.

M. KIR KÖVETSÉG
ROYAL HUNGARIAN LEGATION.
No. 942/1929.

SOFIA, May 17, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I am authorised to state that the Royal Hungarian Government agrees with the view of the Royal Bulgarian Government that the Extradition Convention concluded at Sofia on May 18/31,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 720.

conclue à Sofia, le 18/31 mai 1911, entre l'Autriche et la Hongrie, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, promulguée dans le Recueil des Lois de Hongrie le 22 juin 1912, en vigueur dans les rapports entre le Royaume de Hongrie et le Royaume de Bulgarie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) S. DE KISS,
Chargé d'Affaires de Hongrie.

Son Excellence
Monsieur Athanase Bouroff,
Ministre royal bulgare des Affaires étrangères
et des Cultes
Sofia.

1911, between Austria and Hungary, of the one part, and Bulgaria, of the other part, and promulgated in the Hungarian Legal Gazette on June 22, 1912, is in force as between the Kingdom of Hungary and the Kingdom of Bulgaria.

I have the honour, etc.,

(Signed) S. DE KISS,
Hungarian Chargé d'Affaires.

To His Excellency
Monsieur Athanase Bouroff,
Royal Bulgarian Minister for
Foreign Affairs and Cults,
Sofia.

N° 2088.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention concernant l'utilisation
et l'entretien de la "Gleboka Sztol-
nia Fryderyka" (Galerie de mine).
Signée à Berlin, le 7 décembre 1927.

GERMANY AND POLAND

Convention regarding the Use and
Upkeep of the "Gleboka Sztolnia
Fryderyka" (Mine Gallery). Signed
at Berlin, December 7, 1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 2088. — POLSKO-NIEMIECKI UKŁAD¹ W SPRAWIE UŻYWANIA I UTRZYMYWANIA GŁĘBOKIEJ SZTOLNI FRYDERYKA, PODPISANY W BERLINIE DNIA 7 GRUDNIA 1927.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 juillet 1929.

POLSKA i NIEMCY, pragnąc na podstawie uchwały niemiecko-polskiej Komisji Granicznej uregulować sprawę używania i utrzymywania Głębokiej Sztolni Fryderyka, postanowiły zawrzeć Układ. Mianowani w tym celu Pełnomocnicy, a mianowicie :

ZA POLSKĘ :

pp. Delegat Rządu do rokowań granicznych polsko-niemieckich Maciej KOCZOROWSKI,
Radca Wojewódzki Bernard ZAKRZEWSKI,

ZA NIEMCY :

Posel p. Dr. Paul ECKARDT,
po przedłożeniu swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone we właściwej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

1. Rządowi polskiemu przysługuje prawo użytkowania, w celu odprowadzenia wody ze sztolni, odcinka Głębokiej Sztolni Fryderyka, położonego na terenie niemieckim od granicy polsko-niemieckiej aż do wylotu sztolni, jak również otwartego rowu odpływowego od tego miejsca aż do jego ujścia do Dramy wraz z wszelkimi do nich należącymi urządzeniami.

2. Użytkowanie sztolni i rowu odpływowego w myśl ustępu 1 nie podlega jakimkolwiek podatkom lub innym opłatom.

Artykuł 2.

1. Rząd polski przejmuje na własny koszt nadzór i utrzymanie sztolni włącznie z jej wylotem i zamknięcia tegoż. Z niemieckiej strony zapewnia się w tym celu swobodny dostęp do wylotu sztolni.

2. Niemcy przejmują odpowiedzialność za szkody przy urządzeniach sztolni, które powstały przez złośliwe lub niedozwolone czynności, wykonane od strony terytorjum niemieckiego.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie le 7 juin 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2088. — POLNISCH-DEUTSCHES ABKOMMEN¹ ÜBER DIE BENUTZUNG UND UNTERHALTUNG DES TIEFEN FRIEDRICHSTOLLENS. GEZEICHNET IN BERLIN AM 7 DEZEMBER, 1927.

German and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 17, 1929.

POLEN und DEUTSCHLAND haben, von dem Wunsche geleitet, auf Grund der Beschlussfassung der deutsch-polnischen Grenzfestsetzungskommission zu einer Verständigung über die Benutzung und Unterhaltung des Tiefen Friedrichstollens zu gelangen, beschlossen, ein Abkommen hierüber zu treffen. Die zu diesem Zwecke bestellten Bevollmächtigten, nämlich :

FÜR POLEN :

der Delegierte der Polnischen Regierung zu den polnisch-deutschen Grenzverhandlungen
Herr Maciej KOCZOROWSKI,
der Wojewodschaftsrat Herr Bernard ZAKRZEWSKI,

FÜR DEUTSCHLAND :

der Gesandte Herr Dr. Paul ECKARDT,

haben sich nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über Nachstehendes geeinigt :

Artikel 1.

1. Der Polnischen Regierung soll das Recht zustehen, die auf deutschem Gebiete liegende Strecke des Tiefen Friedrichstollens von der polnisch-deutschen Grenze bis zum Stollenmundloch sowie den offenen Abflussgraben von da bis zu dessen Einmündung in die Drama mit allen dazu gehörigen Einrichtungen zum Zwecke der Abführung des Stollenwassers zu benutzen.

2. Für die Benutzung des Stollens und des Abflussgrabens im Sinne des Absatz 1 sind keine Steuern oder sonstigen Abgaben zu entrichten.

Artikel 2.

1. Die Polnische Regierung übernimmt auf ihre Kosten die Beaufsichtigung und Unterhaltung des Stollens mit Einschluss des Mundlochs und dessen Abschlusses. Deutscherseits wird zu diesem Zwecke der ungehinderte Zugang zu dem Stollenmundloch gewährt werden.

2. Deutschland ist verpflichtet, für Schäden an den Stollenanlagen aufzukommen, die durch böswillige oder unbefugte Handlungen von deutschem Gebiete aus entstehen sollten.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 7, 1929.

Artykuł 3.

1. Polska zobowiązuje się nie wydawać żadnych zarządzeń, które mogłyby wpłynąć na zmianę obecnych warunków odpływu wody ze sztolni, nie daje jednak gwarancji za ilość wody odpływającej.
2. Niemcy zobowiązują się wedle możliwości zapobiegać wykonywaniu robót w bliskości sztolni i rowu odpływowego, któreby mogły utrudnić regularny odpływ wody ze sztolni oraz niedopuszczać osób niepowołanych do wylotu sztolni i rowu odpływowego.

Artykuł 4.

Polska zobowiązuje się dbać o to, aby unikano zanieczyszczenia wody ze sztolni, ponad to, które powodowane jest normalnem działaniem polskich zakładów wodociągowych.

Artykuł 5.

1. Niemcy zobowiązują się udzielać polskim urzędnikom i robotnikom, którzy wykonują nadzór i utrzymanie sztolni, możliwie jak najdalej idących ułatwień, udzielając im pomocy, ochrony i zwalniając ich od istniejących przepisów paszportowych.
2. Narzędzia i materiały, potrzebne do nadzoru i utrzymania sztolni, mogą być przewiezione z jednego do drugiego Państwa na drodze nad lub podziemnej, bez opłaty cła i innych opłat pod warunkiem powrotnego wywiezienia narzędzi i nieużytych materiałów.
3. W razie zamknięcia granicy, strona niemiecka uwzględni wedle możliwości potrzeby utrzymania sztolni.

Artykuł 6.

1. Niemcy zobowiązują się dbać o to, aby został zachowany wolny odpływ wody ze sztolni do Dramy.
2. Polska zobowiązuje się do płacenia rocznej sumy w wysokości 300 Reichsmark, którą to sumę należy wysyłać w styczniu każdego roku do głównej Kasy Rejencji w Opolu.

Artykuł 7.

Z obydwóch kluczy od bram wylotu sztolni znajdować się będzie jeden w Dyrekcji Polskich Państwowych Zakładów Wodociągowych, drugi w niemieckim Urzędzie Celnym w Broslawitz. Urząd ten oprócz tego zakłada osobne zamknięcie do bram wylotu.

Artykuł 8.

Nieporozumienia, które mogłyby wynikać z tego Układu, załatwia Sąd Rozjemczy z wykluczeniem drogi sądowej. Każdy z obu Rządów mianuje jednego sędziego rozjemczego; sędziowie rozjemczy obierają ze swej strony superarbitra. O ile sędziowie rozjemczy nie dojdą do porozumienia co do osoby superarbitra, wówczas zostanie Rada Ligi Narodów poproszona o wyznaczenie superarbitra.

Artikel 3.

1. Polen verpflichtet, sich keine Massnahmen zu treffen, wodurch die bestehenden Verhältnisse des Abflusses des Stollenwassers geändert werden, übernimmt aber keine Gewähr für die Menge des Abflusswassers.

2. Deutschland verpflichtet sich, nach Möglichkeit die Vornahme von Arbeiten in der Umgebung des Stollens und am Abflussgraben, wodurch der regelmässige Abfluss des Stollenwassers gestört werden könnte, zu verhindern und unbefugte Personen von dem Stollenmundloch und dem Abflussgraben fernzuhalten.

Artikel 4.

Polen verpflichtet sich, Fürsorge dafür zu treffen, dass Verunreinigungen des Stollenwassers vermieden werden, die nicht durch den ordnungsmässigen Betrieb der polnischen Wasserversorgungsanlage bedingt sind.

Artikel 5.

1. Deutschland verpflichtet sich, den polnischen Beamten und Arbeitern, die mit der Beaufsichtigung und Unterhaltung des Stollens beauftragt werden, möglichst weitgehende Erleichterungen durch Erteilung von Hilfe, Schutz und Befreiung von den bestehenden Passvorschriften zu gewähren.

2. Die zur Beaufsichtigung und Unterhaltung des Stollens erforderlichen Geräte und Materialien können ober- oder unterirdisch frei von Zöllen und sonstigen Abgaben unter der Bedingung der Rückbeförderung der Geräte und nicht verbrauchten Materialien von dem einen in das andere Land übergeführt werden.

3. Im Falle einer Sperrung der Grenze wird deutscherseits nach Möglichkeit auf die Erfordernisse der Stollenunterhaltung Rücksicht genommen werden.

Artikel 6.

1. Deutschland verpflichtet sich, dafür Sorge zu tragen, dass dem Stollenwasser zur Drama hin die ungehinderte Vorflut erhalten bleibt.

2. Polen verpflichtet sich, zu den Kosten der Erhaltung der Vorflut einen Jahresbeitrag von dreihundert Reichsmark zu leisten, der im Januar jeden Jahres an die Regierungshauptkasse in Oppeln abzuführen ist.

Artikel 7.

Von den beiden Schlüsseln zu den Toren des Stollenmundloches wird der eine der Direktion der Polnischen Staatlichen Wasserwerke, der zweite dem Deutschen Zollamt in Broslawitz überlassen; dieses Zollamt nimmt ausserdem die Tore des Mundloches unter besonderen Verschluss.

Artikel 8.

Streitigkeiten, die aus diesem Abkommen entstehen könnten, entscheidet unter Ausschluss des Rechtsweges ein Schiedsgericht. Jede der beiden Regierungen ernennt einen Schiedsrichter, beide Schiedsrichter wählen ihrerseits einen Obmann. Einigen sich die beiden Schiedsrichter nicht auf einen Obmann, so wird der Rat des Völkerbundes gebeten werden, einen Obmann zu ernennen.

Artykuł 9.

1. Układ ten, który został sporządzony w polskim i niemieckim oryginale, będzie ratyfikowany. Wymiana dokumentów ratyfikacyjnych ma nastąpić możliwie szybko w Warszawie.
2. Układ wejdzie w życie z 30 dniem po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych.
3. Układ zawarty jest na czas nieograniczony, może być jednak przez obie Strony przed końcem roku kalendarzowego wypowiedziany z terminem 3-letnim. Nie może być zrobiony użytek z prawa wypowiedzenia przed 31 grudnia 1930 roku.

Na dowód czego Pełnomocnicy niniejszy Układ podpisali i wycisnęli na nim swe pieczęcie.

Sporządzono w Berlinie, dnia 7 grudnia 1927 roku.

(L. S.) (—) Maciej KOCZOROWSKI.

(L. S.) (—) Bernard ZAKRZEWSKI.

Artikel 9.

1. Dieses Abkommen, das in polnischer und deutscher Urschrift abgefasst ist, soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll sobald als möglich in Warschau erfolgen.

2. Das Abkommen soll mit dem 30. Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

3. Das Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen, kann aber von jedem Teile mit einer Frist von drei Jahren auf das Ende eines Kalenderjahres aufgekündigt werden. Von der Kündigungsbefugnis darf nicht vor dem 31. Dezember 1930 Gebrauch gemacht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Berlin, am 7. Dezember 1927.

(L. S.) (—) Paul ECKARDT.

¹ TRADUCTION.

N^o 2088. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE CONCERNANT L'UTILISATION ET L'ENTRETIEN DE LA « GŁĘBOKA SZTOLNIA FRYDERYKA » (GALERIE DE MINE). SIGNÉE A BERLIN, LE 7 DÉCEMBRE 1927.

LA POLOGNE et L'ALLEMAGNE, animées du désir de régler, conformément à la résolution de la Commission germano-polonaise de délimitation de la frontière, l'utilisation et l'entretien de la Głęboka Sztolnia Fryderyka (Galerie d'écoulement Fryderyk), ont résolu de conclure une convention à ce sujet. A cet effet, elles ont désigné comme plénipotentiaires :

LA POLOGNE :

- M. Maciej KOCZOROWSKI, représentant du Gouvernement polonais aux négociations germano-allemandes relatives à la frontière ;
- M. Bernard ZAKRZEWSKI, conseiller de voïvodie ;

L'ALLEMAGNE :

- M. le D^r Paul ECKARDT, Ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs reconnus et bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

1. Le Gouvernement polonais aura la faculté d'utiliser, en vue de l'évacuation des eaux de la galerie, le tronçon de la Głęboka Sztolnia Fryderyka, situé en territoire allemand, depuis la frontière germano-polonaise jusqu'à l'orifice de la galerie, ainsi que le canal d'écoulement à ciel ouvert, depuis cet endroit jusqu'à celui où il débouche dans la Drama, ainsi que toutes les installations y appartenant.

2. L'utilisation de la galerie et du canal d'écoulement au sens de l'alinéa 1, ne donnera lieu à la perception d'aucun impôt ou autre droit.

Article 2.

1. Le Gouvernement polonais prend à sa charge les frais de surveillance et d'entretien de la galerie, de l'orifice, ainsi que de la clôture de ce dernier. De son côté, l'Allemagne garantit à cette fin libre accès à l'orifice de la galerie.

2. L'Allemagne assume la responsabilité des dommages causés aux installations de la galerie par des actes malveillants ou non autorisés perpétrés du territoire allemand.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2088. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND POLAND REGARDING THE USE AND UPKEEP OF THE " GŁĘBOKA SZTOLNIA FRYDERYKA " (MINE GALLERY). SIGNED AT BÉRLIN, DECEMBER 7, 1927.

POLAND and GERMANY, being desirous of coming to an understanding, in pursuance of the resolution of the German-Polish Frontier Delimitation Commission, concerning the use and upkeep of the Głęboka Sztolnia Fryderyka (Fryderyk drainage gallery), have resolved to conclude a Convention on the matter and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

POLAND :

- M. Maciej KOCZOROWSKI, Representative of the Polish Government at the Polish-German Frontier Negotiations ;
- M. Bernard ZAKRZEWSKI, Voivodship Counsellor ;

GERMANY :

- Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary ;

Who, having presented their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

1. The Polish Government shall have the right, for the purpose of evacuating the gallery waters, to use the portion of the Głęboka Sztolnia Fryderyka, situated in German territory, from the Polish-German frontier as far as the gallery opening, and also the open drainage trench from that point as far as the point where the said trench opens into the Drama, together with all the installations belonging thereto.

2. No taxes or other charges shall be levied for the use of the gallery or the drainage trench, as provided in paragraph 1.

Article 2.

1. The Polish Government will be responsible for the costs of supervision and upkeep of the gallery, including the gallery opening and the closing device. Germany will guarantee free access to the gallery opening for this purpose.

2. Germany accepts responsibility for damage to the gallery installations due to mischievous or unauthorised acts committed on German territory.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

1. La Pologne s'engage à ne prendre aucune mesure pouvant avoir pour effet d'altérer les conditions actuelles de l'écoulement des eaux de la galerie ; toutefois, elle ne garantit point le volume des eaux d'écoulement.

2. L'Allemagne s'engage à interdire, dans la mesure du possible, l'exécution, à proximité de la galerie et du canal d'écoulement, de travaux pouvant porter atteinte à l'écoulement régulier des eaux de la galerie, et à empêcher les personnes non autorisées d'approcher de l'orifice de la galerie et du canal d'écoulement.

Article 4.

La Pologne s'engage à veiller à ce que les eaux de la galerie ne soient pas sujettes à d'autres contaminations que celles qui résultent de l'activité normale des installations polonaises d'adduction des eaux.

Article 5.

1. L'Allemagne s'engage à garantir aux fonctionnaires et aux ouvriers polonais chargés de la surveillance et de l'entretien de la galerie, des facilités aussi grandes que possible, en leur accordant aide et protection et en les exemptant des stipulations en vigueur concernant le régime des passeports.

2. Les outils et les matériaux nécessaires pour la surveillance et l'entretien de la galerie pourront être transportés d'un pays à l'autre, soit par la voie terrestre, soit par la voie souterraine, et seront exemptés des droits de douane et autres droits, à condition que les outils et les matériaux non utilisés soient retransportés dans le pays d'origine.

3. En cas de fermeture de la frontière, l'Allemagne tiendra compte, dans la mesure du possible, des nécessités de l'entretien de la galerie.

Article 6.

1. L'Allemagne s'engage à veiller à ce que l'écoulement des eaux de la galerie à la Drama demeure libre.

2. La Pologne s'engage à participer aux frais occasionnés de ce chef pour une somme annuelle de 300 Reichsmark. Cette somme devra être versée au mois de janvier de chaque année à la caisse principale du Gouvernement d'Oppeln (*Regierungshauptkasse*).

Article 7.

L'une des deux clefs des portes fermant l'orifice de la galerie devra se trouver à la direction de l'administration des eaux de l'Etat polonais, et la seconde, au bureau de la douane allemande de Broslawitz ; en outre, ce bureau apposera aux portes de l'orifice une fermeture spéciale.

Article 8.

Les différends qui pourraient résulter de la présente convention seront réglés par un tribunal d'arbitrage, à l'exclusion de la voie des tribunaux. Chacun des deux gouvernements nommera un juge à ce tribunal et, de leur côté, les deux juges choisiront un surarbitre. Si les deux juges du tribunal d'arbitrage ne s'entendent pas sur la personne du surarbitre, le Conseil de la Société des Nations sera invité à désigner le surarbitre.

Article 3.

1. Poland undertakes to refrain from measures which might alter the existing conditions in regard to the discharge of the gallery water, but will give no guarantee in respect of the volume of the discharge water.

2. Germany undertakes as far as possible to prohibit the execution in the neighbourhood of the gallery or drainage trench of works which might disturb the regular discharge of the gallery water, and to prevent unauthorised persons from approaching the gallery opening or the drainage trench.

Article 4.

Poland undertakes to prevent the gallery water from being exposed to contamination other than that arising out of the regular working of the Polish water supply installation.

Article 5.

1. Germany undertakes to grant all possible facilities to Polish officials and workmen responsible for the supervision and upkeep of the gallery, by giving them assistance and protection, and exempting them from the provisions in force concerning passports.

2. The tools and materials necessary for the supervision and upkeep of the gallery may be transported either above ground or under ground, and shall be exempt from Customs duties and other charges, on condition that tools and unused materials shall be taken back to the country of origin.

3. In the event of the frontier being closed, Germany will taken into account as far as possible requirements relating to the upkeep of the gallery.

Article 6.

1. Germany undertakes to ensure that the gallery water is given free passage to the Drama.

2. Poland undertakes to contribute annually towards the cost of enforcing the above-mentioned provision the sum of three hundred Reichsmarks, which shall be paid every year in January into the Chief Government Fund (*Regierungshauptkasse*) at Oppeln.

Article 7.

Of the two keys which lock the gates of the gallery opening, one shall remain in the possession of the Polish State Waterworks Administration and the second in that of the German Customs Bureau at Brosławitz ; the said Customs Office will also affix a special lock on the gates of the gallery opening.

Article 8.

Any disputes that may arise out of the present Convention shall be settled, not by the institution of legal proceedings, but by reference to an arbitral tribunal. Each Government shall appoint one arbitrator, and the two arbitrators shall themselves appoint an umpire. Should the two arbitrators fail to agree concerning the choice of an umpire, the Council of the League of Nations shall be invited to appoint him.

Article 9.

1. La présente convention, dont l'original est rédigé en polonais et en allemand, sera ratifiée. L'échange des instruments de ratification aura lieu aussitôt que possible à Varsovie.

2. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour à dater de l'échange des instruments de ratification.

3. La présente convention est conclue pour un temps illimité. Toutefois, elle pourra être dénoncée par chacune des deux Parties pour la fin d'une année civile, moyennant un préavis de trois ans. Il ne pourra être fait usage de la faculté de dénonciation avant le 31 décembre 1930.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, le sept décembre mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) (Signé) Maciej KOCZOROWSKI.

(L. S.) (Signé) Paul ECKARDT.

(L. S.) (Signé) Bernard ZAKRZEWSKI.

Article 9.

1. The present Convention, which has been drawn up in Polish and in German, shall be ratified. The exchange of the instruments of ratification shall take place as soon as possible at Warsaw.

2. The Convention shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

3. The Convention is concluded for an unspecified time but can be denounced by either Party with effect from the end of a civil year, subject to three years' notice being given. The right of denunciation shall not be exercised before December 31, 1930.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Berlin, December the seventh, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) (Signed) Maciej KOSZOROWSKI. (L. S.) (Signed) Paul ECKARDT.
(L. S.) (Signed) Bernard ZAKRZEWSKI.

N° 2089.

**ALBANIE ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 22 octobre 1928.

**ALBANIA AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Arbitration Treaty. Signed at Wash-
ington, October 22, 1928.

N° 2089.

No. 2089. — ARBITRATION TREATY¹ BETWEEN ALBANIA AND THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, OCTOBER 22, 1928.

Textes officiels albanais et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Albanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 juillet 1929.

Albanian and English official texts communicated by the Albanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place July 17, 1929.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

MADHESHTIA E TIJ MBRETI I SHQIPTAREVE dhe PRESIDENTI I SHTETEVE TE BASHKUARA T'AMERIKES

Duke desheruar, me sa qendron ne fuqi te tyre, te ndalojne çdo pengim ne maredheniet paqesore qe kane vazhduar kurdohere ne mes te dy kombeve ;

Duke desheruar te çfaqin perseri se jane pasanike te politikës qe te shtrrojne perpara nje gjyqimi te paaneshme te gjitha moskuptimet e gjykuarshme te cilat munt te ngjasin ne mes te tyre ; edhe

Duke patur dëshire te madhe qe me shembellin e tyre jo vetem te tregojne se e denojne luften si nje vegle politike kombetare ne maredheniet e njerit me tjerin, po dhe te shpejtojne t'arrijturit e kohes kur permiresimi i plote i ndertimeve nerkombetare per zgjidhjen paqesore te zihjeve nerkombetare do te kete shuar per gjithmone te mundurit e luftes ne mes te cilado Fuqive qe ne qofshin ne bote ;

Vendosne te lidhin ne mes te tyre nje Traktet Arbitrimi dhe per kete qellim emeruan Perfaqesonjes Fuqiplote te tyre,

MADHESHTIA E TIJ MBRETI I SHQIPTAREVE :

Zotin Faik KONITZA, te Derguarin Eks-traordinar dhe Minister Fuqiplote te Shqiperise ne Shtetet e Bashkuara t'Amerikes, dhe

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries,

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

Mr. Faik KONITZA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Albania in the United States of America, and

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 12 février 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, February 12, 1929.

PRESIDENTI I SHTETEVE TE BASHKUARA T'AMERIKES :

Zotin Frank B. KELLOGG, Sekretarin e Shtetit te Shteteve te Bashkuara t'Amerikes,

Te cilet, pasi paraqitne njeri tjaterit Fuqit' e tyre te plotta, te gjetura ne forme te mire dhe te regullushme, u-bashkuan ne te pelqyerit e Nyjave qe vazhdojne :

Nyje I.

Gjithe mosmareveshjet te lidhura me punera nerkombetare ne te cilat te dy pale Kontraktonjese te Larta kane pjese ne baze te nje kerkimi te se drejtes te bere nga njera Pale kunder tjatres duke u-mbeshtetur mi nje traktet ose ndryshe, mosmareveshje te cilat nuk u-ndreqne dot me ane te diplomatise, te cilat nuk u-ndreqne dot pasi u-shtruan perpara nje komisioni te veçante per pajtim, dhe te cilat jane te gjykuarshme nga natyra e tyre se munt te zgjidhen me t'aplikuarit e parimeve te kanunit ose te se drejtes, keto mosmareveshje do te shtrihen perpara Gjykatores se Kurdohereshme t'Arbitrimit te themeluar ne Hage¹ pas Mareveshjes se Tetorit 18, 1907, ose do te shtrihen perpara nonje tjater gjykatorie kompetente, si pas nje mareveshjeje te veçante te bere ne çdo rast nga te dy Guvernat, e cila mareveshje e veçante do t'vendose organizimin e nje gjykatorie te tille ne qofte nevoje, do t'caktoje fuqit' e kesaj gjykatorie, do t'shenoje çeshtjen ose çeshtjet per te gjykuar, dhe do t'vendose menyren e te shtruarit te çeshtjes ose te çesthjeve.

Mareveshja e veçante ne çdo rast do te behet nga ana e Shqiperise si pas kanuneve konstitutionale te Shqiperise, dhe nga ana e Shteteve te Bashkuara t'Amerikes prej Presidentit te Shteteve te Bashkuara t'Amerikes me keshillen dhe pelqimin e Senatit amerikan.

Nyje II.

Provizionet e ketij trakteti nuk do to meren ner sy per as nonje zihje.

(a) e cila hyn ne sheshet e gjyqeve ('jurisdiction-eve') te brendeshme te njeres

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Albania in accordance with its constitutional laws, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

(a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties,

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

ose tjetres nga te dy Palet Kontraktonjese te Larta,

(b) e cila cinon interesat e nje pale te trete,

(c) e cila cinon qendrimin e zakoneshem te Shteteve te Bashkuara mi çeshtje Amerikane, qendrim i njohur pergjithërisht me emerin Doktrina e Monroe-s,

(d) e cila cinon detyrat qe Shqiperia ka mare persiper si pas Lidhjes se Kombeve.

(b) Involves the interests of third Parties,

(c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine,

(d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Albania in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Nyje III.

Trakteti i tanishme do t'ratifikohet prej Shqiperise si pas kanuneve konstitucionale te saj dhe prej Presidentit te Shteteve te Bashkuara t'Amerikes me keshillen dhe pelqimin e Senatit amerikan.

Ratifikimet do t'çkembehen ne Washington sa me shpejt qe te jet' e mundur, dhe Trakteti do te hyje ne fuqi qe ditën e çkembimit te ratifikimeve. Pasandaj do te mbetet pa pushuar ne fuqi veç ne qofte se mer funt dhe gjer sa te mare funt me te dhene shenim nji mot me pare, me te shkruar, nga njera prej te dy Paleve Kontraktonjese te Larta Pales t'jater.

Me bese ne te nderuarit e Nyjave te siperme, Perfaqesonesit Fuqiplote shenuan kete Traktet ne duplikate ne Gjuhët Shqipe dhe Inglishte, teksti inglisht duke patur autoritetin ne rast ndryshimi ne mes te dy teksteve, edhe vune vulat e tyre.

Bere ne Washington me 22 të Tetorit ne motin nje-mij e nent-qint e njezet e tete.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Albania in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the Albanian and English languages, the English text to have authority in case of conflict between the two texts, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the twenty-second day of October in the year one thousand nine hundred and twenty eight.

Faik KONITZA.

Frank B. KELLOGG.

Pour copie conforme à l'original :

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Le Secrétaire général,

D. Poppa.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2089. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE L'ALBANIE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 22 OCTOBRE 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, déterminés à empêcher, autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption des relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations,

Désireux d'affirmer de nouveau leur fidélité à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale tous les différends, susceptibles de règlement judiciaire qui pourraient s'élever entre elles, et

Soucieux, par leur exemple, non seulement de prouver qu'ils condamnent la guerre en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs rapports mutuels, mais aussi d'avancer le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre nations aura éliminé à jamais toute possibilité de guerre entre des Puissances quelconques,

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE :

M. Faik KONITZA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Albanie aux États-Unis d'Amérique; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique ;

Qui, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous les différends d'ordre international qui pourraient surgir entre les Hautes Parties contractantes du fait que l'une d'elles revendique vis-à-vis de l'autre un droit en vertu d'un traité ou autrement, s'il n'a pas été possible de les aplanir par la voie diplomatique, s'ils n'ont pas été réglés à la suite de leur renvoi à une commission appropriée de conciliation, et s'ils sont, par leur nature, susceptibles de règlement judiciaire, c'est-à-dire d'une solution fondée sur l'application des principes du droit ou de l'équité, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907, ou à un autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé, dans chaque cas d'espèce, par un compromis spécial ; ce compromis fixera l'organisation dudit tribunal, s'il y a lieu, — déterminera ses pouvoirs, — indiquera l'objet ou les objets du litige et définira la question soumise à la décision du Tribunal.

Dans chaque cas, le compromis sera établi, en ce qui concerne l'Albanie, conformément à ses lois constitutionnelles, et en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, par le président des États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne seront pas invoquées dans le cas de différends portant sur des questions :

- a) Qui relèvent de la juridiction intérieure de l'une des Hauts Parties contractantes ;
- b) Qui touchent aux intérêts de tierces Parties ;
- c) Qui affectent directement ou indirectement le maintien de la politique traditionnelle des Etats-Unis à l'égard des questions américaines, communément appelée la doctrine de Monroë ;
- d) Qui affectent directement ou indirectement l'exécution des obligations découlant pour l'Albanie du pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par l'Albanie, conformément à ses lois constitutionnelles, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible, et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans interruption, tant qu'il n'aura pas été dénoncé, moyennant un préavis d'un an, notifié, par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition, en anglais et en albanais, le texte anglais faisant foi en cas de divergence entre les deux textes, et ils y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le vingt-deux octobre mil neuf cent vingt-huit.

Faik KONITZA.

Frank B. KELLOGG.

N° 2090.

**ALBANIE ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Traité de conciliation. Signé à
Washington, le 22 octobre 1928.

**ALBANIA AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, October 22, 1928.

N° 2090.

No. 2090. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN ALBANIA AND THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, OCTOBER 22, 1928.

Textes officiels albanais et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Albanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 juillet 1929.

Albanian and English official texts communicated by the Albanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place July 17, 1929.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

MADHESHTIA E TIJ MBRETI I SHQIPTAREVE dhe PRESIDENTI I SHTETEVE TE BASHKUARA T'AMERIKES, duke desheruar te forcojne lidhjet miqesie qe i lidhin bashke si dhe te perparojne vepren e paqes se pergjitheshme, Vendosne te lidhin per kete qellim nje traktet ne mes te tyre, dhe per kete pune emeruan Perfaqesonjes Fuqiplotte te tyre :

MADHESHTIA E TIJ MBRETI I SHQIPTAREVE :
Zotin Faik KONITZA, te Derguarin Ekstraordinar dhe Minister Fuqiplotte te Shqiperise ne Shtetet e Bashkuara t'Amerikes ;

PRESIDENTI I SHTETEVE TE BASHKUARA T'AMERIKES :
Zotin Frank B. KELLOGG, Sekretarin e Shtetit te Shteteve te Bashkuara t'Amerikes ;

Te cilet, pasi paraqitne njeri t'jaterit Fuqit'e tyre te plotta, te gjetura ne forme te mire dhe te regullshme, ubashkuan ne te pelqyerit e Nyjave qe vazhdojne :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :
Mr. Faik KONITZA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Albania in the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :
Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 12 février 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, February 12, 1929.

Nyje I.

Gjithë mosmarevshjet të ndezura në mes të Guvernes së Shqipërisë edhe të Guvernes së Shteteve të Bashkuara të Amerikës, çfarëdo që në qoftë natyra e mosmarevshjeve, do të shtrohen, kur veprimet diplomatike të zakonshme s'kanë mbaruar punë dhe Palet Kontraktgjyese të Larta nuk kërkojnë zgjidhjen prej një gjyqi kompetent, do të shtrohen për hetim dhe raport përpara një Komisioni Nerkombtar të Kurdohershëm të formuar në mënyrë që përshkruhet në Nyjen e cila vazhdon; dhe zotohen që të mos deklarojnë lufte ose të nisin armiqësi në kohën kur behet hetimi dhe para se të shtrohet raporti.

Nyje II.

Komisioni Nerkombtar do të përbehet prej pesë anetarësh, të cilët do të emërohen siç vazhdon: Sicilado nga të dy Guvernat ka për të zgjedhur nga një anetar prej vendit të saj; sicilado Guverne do të zgjedhë nga një anetar prej nonje vendi të trete; anetari i peste do të zgjidhet me pelqimin e përbashkët të dy Guvernave, po duke qenë kuptuar se ky anetar i peste nuk do të jetë nënshtrë as i njerit as i tjetrit. Shpenzimet e Komisionit do të paguhën prej të dy Guvernave me të peshuar të njëjshme.

Komisioni Nerkombtar do të emërohet në gjashtë muaj e sipër pasi të çkëmbehen ratifikimet e këtij trakteti; dhe kur të zbrazet nonje vent në Komision, anetaret e rinj do të emërohen sikundër u-bene emerimet e para.

Nyje III.

Në qoftë se palet Kontraktgjyese të Larta nuk kanë mundur të arrijnë një zgjidhje me udhën e diplomatike, dhe nuk i kthehen një gjyqi kompetent për të zgjidhur zihjen, atëherë do të referojnë menjëherë Komisionit Nerkombtar për hetim dhe raport. Po Komisioni Nerkombtar munt, vet-vetiu me marevshje të përgjithëshme, të japë shërbimet e tij për këtë qëllim, dhe në një rast të tillë ka për të lajmëruar që të dy Guvernat duke lypur bashkëpunimin e tyre për hetimin.

Palet Kontraktgjyese të Larta zotohen të arrijnë Komisionin Nerkombtar të Kur-

Article I.

Any disputes arising between the Government of Albania and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent international Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Articles; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows: One member shall be chosen from each country, by the Government thereof; one member shall be chosen by each Government from some third country; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The Expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commis-

dohershem me gjithë menyrat dhe lehtësirat e nevojshme për hetimin dhe raportin e tij.

Raporti i Komisionit do të jetë i mbaruar në një ditë pas datës në të cilën të ketë deklaruar se hetimi ka nisur, veç në qoftë se Palet Kontraktgjose të Larta i vënë kufi kohës ose e zgjatën me pëlqim të përbashkët. Raporti do të gatitet në trifish : nga një kopje do të paraqitet shtesëdo guvernës, dhe kopja e tretë do të mbetet në duar të Komisionit për arkivat e tij.

Palet Kontraktgjose të Larta rezervojnë të drejtën të veprojnë në mënyrë të pavarur mi themen dhe lenden e zihjes së raportit të Komisionit të tyre.

Nyje IV.

Ky traktet do të ratifikohet prej Shqipërisë si pas kanunëve konstitucionale të saj dhe prej Presidentit të Shteteve të Bashkuara të Amerikës me Këshillin dhe pëlqimin e Senatit amerikan.

Ratifikimet do të çkëmbehen në Washington sa më shpejt që të jetë e mundur, dhe Trakteti do të hyjë në fuqi që ditën e çkëmbimit të ratifikimeve. Pasandaj do të mbetet pa pushuar në fuqi, veç në qoftë se më vonë dhe gjëra të tilla të marrë me të dhënë shprehim një ditë më parë, me të shkruar, nga njëra prej të dy Paleve Kontraktgjose të Larta Pales tjetër.

Me besë në të nderuarit e Nyjave të sipërme, Përfaqësuesit Fuqiplote shënuan këtë Traktet në duplikatë në Gjuhët Shqipe dhe Ingjishte, teksti ingjishtë duke patur autoritetin në rast ndryshimi në mes të dy teksteve, edhe vënë vulat e tyre.

Berë në Washington më 22 të muajit Tetor në motin njëmbëdhjetë e nëntë e njëzet e tete.

Faik KONITZA.

Frank B. KELLOGG.

Pour copie conforme à l'original :

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Le Secrétaire général :

D. Poppa.

with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by Albania in accordance with its constitutional laws, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the Albanian and English languages the English text to have authority in case of conflict between the two texts, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the twenty-second day of October, in the year one thousand nine hundred and twenty-eight.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2090. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE L'ALBANIE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 22 OCTOBRE 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE; désireux de resserrer les liens d'amitié qui les unissent et de servir la cause de la paix générale, ont résolu de conclure un traité en vue de cet objet et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE :

M. Faik KONITZA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Albanie aux États-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, Secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique,

Qui, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous les différends survenus entre le Gouvernement d'Albanie et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'ils soient, seront, lorsque la procédure diplomatique ordinaire aura échoué et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recouru au jugement d'un tribunal compétent, soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une Commission permanente internationale constituée comme il est prescrit à l'article suivant ; en outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas commencer les hostilités durant cette enquête et avant le dépôt du rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres nommés comme suit : un membre sera choisi par chaque gouvernement, parmi ses ressortissants ; un membre sera choisi par chaque gouvernement, parmi les ressortissants d'une tierce Puissance ; le cinquième membre sera choisi d'un commun accord par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera pas ressortissant de l'un ou de l'autre Etat. Les dépenses de la Commission seront supportées, à parts égales, par les deux gouvernements.

La commission internationale sera nommée dans un délai de six mois après l'échange des ratifications du présent traité, et il sera pourvu aux postes vacants conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique, et n'auraient pas recours au jugement d'un tribunal compétent, elles soumettront

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

immédiatement ce différend à la commission internationale aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la commission internationale aura la faculté d'offrir spontanément en vertu d'une décision unanime ses services à cet effet et, dans ce cas, elle ne avisera les deux gouvernements et les invitera à coopérer à l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner à la commission permanente internationale tous les moyens et facilités nécessaires pour procéder à l'enquête et établir son rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle la commission déclarera l'enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes n'abrègent ou ne prolongent ce délai par accord mutuel. Le rapport sera établi en triple exemplaire ; un exemplaire sera remis à chacun des gouvernements et le troisième sera conservé par la commission dans ses archives.

Après que le rapport de la commission leur aura été soumis, les Hautes Parties contractantes se réservent pleine liberté d'action quant à l'objet du différend.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par l'Albanie, conformément à ses lois constitutionnelles, et par le président des États-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible, et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans interruption tant qu'il n'aura pas été dénoncé moyennant un préavis d'un an, notifié, par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition, en albanais et en anglais, — le texte anglais faisant foi en cas de divergences entre les deux textes, — et ils y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le vingt-deux octobre mil neuf cent vingt-huit.

Faik KONITZA.

Frank B. KELLOGG.

N° 2091.

AUTRICHE ET ESTONIE

Traité de commerce, avec protocole final, signés à Varsovie, le 11 décembre 1928, et échange de notes y relatif de la même date.

AUSTRIA AND ESTONIA

Treaty of Commerce, with Final Protocol, signed at Warsaw, December 11, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N^o 2091. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 11 DÉCEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 juillet 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure un Traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE :

Monsieur Otto STRANDMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République estonienne, à Varsovie ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monsieur Nicolaus POST, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche, à Varsovie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura entre les territoires des deux Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans toute l'étendue du territoire de l'autre.

Ils y jouiront en matière de commerce, de manufacture et de navigation des mêmes droits, privilèges, libertés, immunités et exemptions qui sont ou seront accordés à l'avenir aux ressortissants de l'autre Partie contractante.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas soumis à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés, que ceux qui sont ou

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 26 juin 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2091. — TREATY ² OF COMMERCE BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE ESTONIAN REPUBLIC. SIGNED AT WARSAW, DECEMBER 11, 1928.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place July 18, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of promoting the development of commercial relations between their countries, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Otto STRANDMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Estonian Republic at Warsaw ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Nicolaus POST, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic at Warsaw ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the two Contracting Parties.

The nationals of either High Contracting Party may freely enter, travel through or stay in any part of the territory of the other Party, provided that they observe the laws of the country.

As regards commerce, manufacture and navigation, they shall enjoy therein the same rights, privileges, liberties, immunities and exemptions as are or may in future be accorded to the nationals of the other Contracting Party.

Article II.

Except as otherwise expressly provided by the present Treaty, the nationals of either High Contracting Party in the territory of the other Party shall not be subject to duties, charges or taxes

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 26, 1929.

seront perçus sur les nationaux, réserve faite des cas où le présent traité en dispose autrement de manière expresse.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront dans le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois du pays, acquérir, louer, prendre à bail et posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, ainsi qu'en disposer par vente, donation, mariage, testament ou de quelque autre manière ou en faire l'acquisition par héritage sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas mentionnés à des taxes, impôts ou charges sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux,

Il est entendu, toutefois, que les stipulations énoncées dans l'article premier et dans le présent article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux qui sont ou qui seront en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux à tous les degrés de juridiction, soit pour intenter une action, soit pour y défendre leurs droits. Ils auront également la faculté d'employer dans toutes les instances, les avocats, avoués ou agents autorisés par les lois du pays et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages que les nationaux.

Les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer les dispositions des articles 1^{er} à 24 de la Convention¹ relative à la procédure civile conclue entre plusieurs Etats à la Haye le 17 juillet 1905, tant en Estonie en faveur de l'Autriche et des ressortissants autrichiens, qu'en Autriche en faveur de l'Estonie et des ressortissants estoniens, sous réserve des dispositions suivantes :

a) Les deux Parties contractantes se sont mises d'accord d'employer comme langue de traduction prévue aux articles 3 et 10 de la Convention de La Haye ci-dessus visée la langue allemande ;

b) Les actes à notifier et les commissions rogatoires à exécuter (article 1 et 9) seront transmis directement par le Ministère estonien de la Justice à Tallinn au Ministère fédéral de la Justice à Vienne et directement par le ministère Fédéral de la Justice à Vienne au Ministère estonien de la Justice à Tallinn ;

c) Les intéressés auront le droit de demander directement l'exécution des décisions visées par l'article 18 de ladite convention.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement aux sociétés anonymes et à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles, financières et d'assurance, constituées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, le libre et facile accès auprès de tribunaux de l'autre pays sans autre condition que de se conformer aux lois de ce pays.

Lesdites sociétés anonymes, compagnies et associations de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, si les lois et règlements de l'autre pays ne s'y opposent et sous réserve de l'accomplissement de toutes formalités prévues par ces lois et règlements, exercer leur activité sur le territoire de ce dernier pays et s'y établir ; elles y jouiront, au point de vue de l'établissement, du traitement réservé aux sociétés anonymes, compagnies et associations de la nation la plus favorisée.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

of any kind whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be imposed on nationals of the country.

Article III.

The nationals of either High Contracting Party shall be entitled to acquire, rent, lease and possess all kinds of movable or immovable property in the territory of the other Party, provided that they conform to the laws of the country. They shall also be entitled to dispose of such property by sale, donation, marriage settlement, bequest or in any other manner or to acquire it by inheritance under the same conditions as the nationals of the most favoured nation.

They shall not be liable in any of the above-mentioned cases to duties, taxes, or charges of any kind other or higher than those which are or may be laid down in respect of nationals. Nevertheless, it is understood that the provisions of Article I and of the present Article in no way derogate from the laws, decrees and special regulations applicable to all foreigners which are or may hereafter be in force in either country.

Article IV.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have the right, provided that they comply with the laws of the country, to appear before the courts of any degree of jurisdiction either as plaintiffs or defendants. They shall also be entitled to employ in all courts, counsel, solicitors or agents recognised by the laws of the country and shall enjoy in this respect the same rights and advantages as nationals of the country.

The two Contracting Parties undertake that the provisions of Articles 1 to 24 of the Convention concerning Civil Procedure¹ concluded between several States at The Hague on July 17, 1905, shall be applied in Estonia in favour of Austria and of Austrian nationals, and in Austria in favour of Estonia and of Estonian nationals, subject to the following conditions :

(a) The two Contracting Parties have agreed to employ the German language as the language of translation provided for in Articles 3 and 10 of the above-mentioned Hague Convention ;

(b) The documents to be served and the "*commissions rogatoires*" to be executed (Articles 1 and 9) shall be transmitted direct by the Estonian Minister of Justice at Tallinn to the Federal Minister of Justice at Vienna, and direct by the Federal Minister of Justice at Vienna to the Estonian Minister of Justice at Tallinn ;

(c) Interested parties shall be entitled to make direct application for the execution of decisions provided for by Article 18 of the said Convention.

Article V.

The High Contracting Parties reciprocally recognise that joint stock companies and all other commercial, industrial, financial and insurance companies, and other associations constituted in accordance with the national laws of either country shall have free and ready access to the courts of the other country, provided only that they observe the laws of that country.

Such joint stock and other companies and associations belonging to either High Contracting Party may, if the laws and regulations of the other country so permit, and provided that they comply with all the formalities required under the said laws and regulations, pursue their activities and establish their residence in that country. As regards conditions of residence, they shall enjoy the treatment granted to the joint stock and other companies and associations of the most favoured nation.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

La disposition présente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une pareille société, compagnie ou association établie dans l'un des deux pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie ou d'exercer son activité dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans le pays respectif.

Dans tous les cas, les sociétés, compagnies et associations de chacun des deux pays ne seront pas soumises dans l'autre pays à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les sociétés, compagnies et associations de ce dernier pays, étant entendu, en outre, que des droits, taxes et impôts ne pourront être assis que sur la part de l'actif social se trouvant effectivement dans le pays où ils sont perçus et sur les seules opérations qui y sont faites par elles-mêmes ou par l'intermédiaire d'un établissement situé dans ce pays.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre de la même protection que les nationaux en ce qui concerne la propriété intellectuelle.

Article VII.

Il est réservé aux navires, ainsi qu'à leurs chargements dans les eaux territoriales et sur le territoire de l'autre Partie contractante, le même traitement qu'aux navires nationaux et à leurs chargements quelles que soient leur provenance et leur destination.

Une exception est prévue pour les cas suivants :

1. Pour certains droits que chacune des Parties contractantes applique ou pourra appliquer à la pêche et à ses produits ;
2. Pour les facilités, détaxes ou ristournes, que chacune des Parties contractantes pourrait consentir à ses ressortissants comme prime à la construction navale nationale ;
3. En tout ce qui concerne le cabotage sans préjudice d'actes de navigation internationaux.

Toutes facilités et tous privilèges qui auraient été accordés ou seraient accordés par une des Parties contractantes à une autre Puissance devront s'appliquer à l'autre Partie contractante.

Les certificats de jauge délivrés par l'une des Parties contractantes seront acceptés par l'autre Partie, si les mesures de jauge ont été faites d'après le système Moorsom.

Article VIII.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Estonie seront, à leur importation en Autriche, admises au bénéfice des taux les plus réduits que l'Autriche accorde ou pourrait accorder directement ou indirectement, à toute autre Puissance tierce, tant en ce qui concerne tous droits et taxes à l'importation que toutes surtaxes, coefficients ou majorations dont ces droits pourraient être l'objet.

Article IX.

L'Estonie s'engage à accorder le même traitement établi dans l'article VIII aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Autriche.

Article X.

Chacune des Hautes Parties contractantes a le droit d'exiger que les marchandises qui sont importées des territoires de l'une des Parties contractantes et qui en vertu du présent traité sont

The present provision shall in no way affect the question of the right of any such joint stock or other company or association established in either country to carry on trade or industry or pursue its activities in the other country ; this right shall always be determined in accordance with the laws and regulations in force in the country concerned.

In no case shall joint stock or other companies and associations of either country be subject in the territory of the other to any duties, charges or taxes of any description other or higher than those which are or may be levied on the joint stock or other companies and associations of the latter country. It is further understood that duties, charges and taxes may be imposed only upon that part of such companies' assets which are actually in the country where they are levied, and only upon business carried on by them or through the agency of an establishment situated in that country.

Article VI.

As regards intellectual property, the nationals of either Contracting Party shall, in the territory of the other Party, enjoy the same protection as nationals of the country.

Article VII.

The vessels of either Contracting Party and their cargoes shall, in the territorial waters and in the territories of the other Contracting Party, enjoy the same treatment as national vessels and their cargoes whatever may be their place of provenance or their destination.

Exceptions shall be admitted in the following cases :

- (1) In respect of certain privileges which either Contracting Party confers or may hereafter confer upon fisheries and their products.
- (2) In respect of facilities, rebates or reductions which either Contracting Party may grant to its nationals by way of a bounty for national ship building.
- (3) In respect of everything relating to the coasting trade, without prejudice to any international agreements regarding navigation.

All facilities and all privileges which have been or may hereafter be granted by either Contracting Party to any other Power shall apply to the other Contracting Party.

Tonnage measurement certificates issued by either Contracting Party shall be accepted by the other Party if the tonnage measurements have been carried out according to the Moorsom system.

Article VIII.

Natural and manufactured products originating in and coming from Estonia shall, on their importation into Austria, be allowed the lowest rates that Austria grants or may hereafter grant, whether directly or indirectly, to any third Power, as regards both import duties and charges and all surtaxes, co-efficients or increases that may be applied to such duties.

Article IX.

Estonia undertakes to grant to natural and manufactured products originating in and coming from Austria, the same treatment as is provided for by Article VIII.

Article X.

Each of the High Contracting Parties is entitled to require that goods which are imported from the territory of the other Contracting Party and which, in pursuance of the present Treaty are

soumises à des droits ou charges plus bas que les produits naturels ou fabriqués d'autres Etats étrangers qui ne bénéficient pas du traitement de la nation la plus favorisée doivent être accompagnées de certificats d'origine, contenant les indications et délivrés dans la forme qui pourront être exigées en vertu des lois et règlements en vigueur dans les territoires où les marchandises sont importées.

Les deux Parties contractantes s'inspirant du principe de réciprocité sont convenues que les certificats d'origine émanant des organismes habilités à cet effet par le pays exportateur et agréés par les pays importateurs sont exemptés de la légalisation diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés de certificats d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article XI.

En cas de transit à travers le territoire de l'autre Partie contractante ou en cas d'un entreposage qui aura lieu à cette occasion, les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays sans égard à la destination définitive de cette marchandise ne seront soumis à aucun droit de douane ou à aucun droit intérieur autre que ceux dont la perception est reconnue par le statut de Barcelone sur la liberté de transit.

Article XII.

Les droits intérieurs de quelle dénomination que ce soit et perçus pour compte de qui que ce soit, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans les territoires de l'une des Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus onéreuse que les produits similaires indigènes ou d'un autre pays quelconque

Article XIII.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes établira de nouvelles prohibitions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations sera étudié sur la demande de l'une des deux Parties contractantes de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Les Parties contractantes n'émettront et ne maintiendront aucune prohibition ou restriction à l'importation et à l'exportation entre les deux pays, qui ne s'étendrait en même temps et de la même manière à l'importation et l'exportation des mêmes marchandises dans le trafic avec un autre pays quelconque, se trouvant dans les mêmes conditions.

Il est entendu, toutefois, que ces dispositions ne s'appliqueront pas aux dérogations particulières aux prohibitions d'entrée ou de sortie actuellement en vigueur.

Sous réserve des prescriptions douanières, ne sont soumis à l'entrée et à la sortie à aucun permis spécial les effets et les objets destinés à l'usage personnel des voyageurs.

Article XIV.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes soumettrait à l'importation ou à l'exportation certains produits ou marchandises à des conditions de prix contrôlés par le gouvernement, ou par tout autre organisme constitué par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont ou pourraient être appliquées à d'autres Puissances tierces, ou ressortissants de toutes Puissances tierces.

Article XV.

Sur les chemins de fer, en ce qui concerne les frais de transport et toutes autres charges, ainsi que les conditions de leur application et le traitement des personnes, bagages et marchandises en général, il ne sera fait aucune distinction entre les ressortissants des deux Parties contractantes.

subject to duties or charges lower than those imposed upon the natural or manufactured products of other foreign States not enjoying most-favoured-nation treatment, shall be accompanied by certificates of origin containing such information and issued in such form as may be prescribed by the laws and regulations in force in the country importing the goods.

The two Contracting Parties, have agreed, subject to reciprocity, that certificates of origin issued by organisations approved for that purpose by the exporting country and recognised by the importing country shall not require diplomatic or consular legalisation.

No certificates of origin shall be required for postal packets if the country of destination recognises that they do not constitute consignments of a commercial character.

Article XI.

Products of the soil or industry of either country passing in transit through the territory of either Contracting Party or warehoused therein while in transit, shall, irrespective of their final destination, be exempt from all Customs or internal duties other than those recognised by the Barcelona Statute on Freedom of Transit.

Article XII.

Internal taxes, of whatever kind and for whomsoever collected, which are or may hereafter be imposed on the production, manufacture or consumption of any article in the territory of either Contracting Party, shall on no account be levied on the products of the other Party in a higher or more burdensome degree than on home products of the same nature or on like products of any other country.

Article XIII.

Should either High Contracting Party establish further import or export prohibitions, the granting of exemptions shall be considered at the request of the other Contracting Party in order that commercial relations between the two countries may be affected as little as possible.

The Contracting Parties shall not impose or maintain any import or export prohibition or restriction as between the two countries, which is not applied at the same time and in the same manner to the importation and exportation of the like goods in the course of trade with any other country under the like conditions.

Nevertheless, it is understood that these provisions shall not apply to the special exemptions from import or export prohibitions which are at present in force.

Subject to the Customs regulations, no special permit shall be required either on entry or exit for effects and articles intended for the personal use of travellers.

Article XIV.

Should either High Contracting Party make the importation or exportation of certain products or goods dependent on price conditions controlled by the Government or other organisation appointed thereby, the conditions applicable to the other Party shall be the most favourable that are or may hereafter be applied to any third Powers or to their nationals.

Article XV.

As regards carriage by rail no distinction shall be made between the nationals of the two Contracting Parties, in respect of transport or other charges, the conditions under which they are applied, or the treatment accorded to persons, baggage and goods in general.

Il est bien entendu que les dispositions du présent traité n'accordent à aucune des Parties contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle une des deux Parties contractantes a adhéré ou adhérera à l'avenir.

Article XVI.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre immédiatement et sans compensation, de toute faveur, tout privilège ou abaissement dans les droits d'octroi d'accise, et tous droits accessoires et locaux, à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage, pour les marchandises mentionnées ou non dans le présent traité qu'elle a accordés ou pourrait accorder à une autre Puissance.

Chacune des Hautes Parties contractantes garantit à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités de douane. Il est entendu toutefois qu'en tout ce qui concerne les taxes perçues pour le visa diplomatique ou consulaire des documents à présenter en douane ou l'exonération desdits documents du visa diplomatique ou consulaire, chacune des deux Parties pourra réclamer pour l'application du principe énoncé ci-dessus l'observation d'une légitime réciprocité.

Article XVII.

Sans préjudice des dispositions de la Convention¹ sur la liberté du transit signée à Barcelone le 20 avril 1921 à laquelle les deux Parties ont adhéré, les Parties contractantes se déclarent prêtes à concéder réciproquement aux ressortissants de l'autre Partie, y compris les sociétés et associations commerciales ainsi qu'à leurs représentants dûment autorisés, des entrepôts de transit, en conformité des lois et règles douanières en vigueur. Les marchandises prohibées ou contingentées à l'importation ou à la sortie ne seront soumises à aucune limitation ou restriction et seront exonérées de tout paiement effectif des droits ou taxes d'importation et d'exportation, sauf la garantie par une caution valable, lorsqu'elles seront entreposées à fin de réexportation vers les pays limitrophes, ou en transit de ces derniers vers un autre pays quelconque. Les marchandises ainsi entreposées ne seront passibles d'aucun permis spécial ou d'aucune taxe spéciale et en tout ce qui concerne le régime des entrepôts, les ressortissants (les sociétés, compagnies et associations) de l'autre Partie contractante, leurs représentants ainsi que leurs marchandises ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu que les dispositions de ladite convention sur la liberté du transit ne dérogent en rien aux dispositions des règlements de douane concernant le traitement des envois de transit, ni aux règlements relatifs aux trafics et au commerce des marchandises soumises à une taxe intérieure ou formant l'objet d'un monopole d'Etat. Le transit de ces marchandises ne devra pas, toutefois, être entravé plus qu'il n'est nécessaire pour la perception de ces droits intérieurs ou pour le but du monopole.

Article XVIII.

Les négociants, les fabricants et les industriels ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans les territoires ou possessions de cette Partie, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle conforme au modèle annexé au présent traité et délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés à y exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, pourront, dans les territoires ou possessions de l'autre, soit en personne, soit par des commis voyageurs, faire

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373, de ce recueil ; et page 363, de ce volume.

It is understood that the provisions of the present Treaty do not confer any right or impose any obligation upon either Contracting Party contrary to the terms of any general international convention to which either Contracting Party has acceded or may hereafter accede.

Article XVI.

Each of the High Contracting Parties undertakes to allow the other Party, to benefit immediately and without compensation by any favour, privilege or reduction in octroi and excise duties and in any subsidiary and local duties on the importation, exportation, re-exportation, transit and warehousing of goods, whether mentioned or not in the present Treaty, which it has granted or may hereafter grant to any other Power.

Each of the High Contracting Parties undertakes to grant the other Party most-favoured-nation treatment in everything relating to the transshipment of goods and the observance of Customs formalities. Nevertheless, it is understood that, in everything relating to fees collected for diplomatic or consular visas on documents required for presentation to the Customs authorities and to the exemption of such documents from the diplomatic or consular visa, each of the two Parties in applying the above-stated principle, may claim a just measure of reciprocity.

Article XVII.

Without prejudice to the provisions of the Convention on Freedom of Transit¹ signed at Barcelona on April 20, 1921, to which both Parties have acceded, each of the Contracting Parties declares its willingness reciprocally to concede transit warehouses, in conformity with the Customs laws and regulations in force to nationals of the other Party, including commercial companies and associations and their duly authorised representatives. Goods of which the importation or exportation is prohibited or rationed shall not be subjected to any limitation or restriction and shall be exempt from any effective payment of import or export duties or charges other than the deposit of a valid security when warehoused for the purpose of re-exportation to adjacent countries or when in transit from such countries to any other country. No special permit shall be required for goods thus warehoused; nor shall they be subjected to any special charge; nor shall the nationals (joint stock and other companies and associations) of the other Contracting Party, their representatives and their goods be treated in any way less favourably in all matters relating to the warehouse system than the nationals of the most favoured nation.

It is agreed that the provisions of the afore-said Convention on Freedom of Transit in no way affect the Customs regulations concerning the treatment of consignments in transit or the regulations regarding traffic and trade in goods which are subjected to internal charges or are the subject of a state monopoly. Nevertheless the transit of such goods shall not be interfered with more than is necessary for the collection of such internal duties or for the purpose of the monopoly.

Article XVIII.

Merchants, manufacturers and other business men, nationals of either of the High Contracting Parties, who are domiciled and carry on their trade or industry in the territories or possessions of the said Party, and who prove by producing a business identity card, in conformity with the specimen annexed to the present Treaty and issued by the authorities in their own country, that they are authorised to carry on their trade or industry in the said country and that they pay therein the legal charges and taxes, shall have the right, either personally or through travellers in their employ, to

¹ Vol. VII, page 11; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 304; Vol. XIX, page 278; Vol. XXIV, page 154; Vol. XXXI, page 244; Vol. XXXV, page 298; Vol. XXXIX, page 166; Vol. LIX, page 344; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXXIII, page 373, of this Series; and page 363, of this Volume.

des achats chez les négociants et producteurs ou dans les locaux de vente publique ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons.

Les négociants, fabricants, industriels et leurs commis voyageurs en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes jouiront, en matière d'impositions et facilités, du traitement de la nation la plus favorisée. Il est entendu, toutefois, que par application du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'impositions, les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront pas soumis à un régime moins favorable que les ressortissants de l'autre.

Les voyageurs de commerce pourront avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront dans chacun des deux pays admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation.

Article XIX.

Les différends entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'application et l'interprétation du présent traité seront tranchés par un tribunal arbitral mixte. Le tribunal arbitral sera constitué *ad hoc* et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties. Si ces représentants ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers arbitre neutre dont la désignation sera éventuellement demandée au président de la Cour permanente de Justice internationale.

Article XX.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée qui est la base du présent traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

a) Les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur des zones frontalières.

b) Les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par l'une des Hautes Parties contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière déjà existante ou qui sera conclue à l'avenir.

c) Les franchises, immunités et privilèges que l'Estonie reconnaît et reconnaîtra à un des Etats Baltiques (Finlande, Lettonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers tant que ces avantages n'auront pas été accordés à un Etat tiers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que l'Estonie pourrait accorder à l'Union des Républiques soviétistes, socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Article XXI.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Le traité entrera en vigueur le huitième jour après l'échange des instruments de ratification.

make purchases in the territory or possessions of the other Contracting Party from merchants or producers or at places of public sale. They may also solicit orders, with or without the use of samples, from traders or other persons who use in their business or industry merchandise corresponding to the samples shown.

Merchants, manufacturers, business men and their commercial travellers, when thus making purchases and soliciting orders, shall enjoy most-favoured-nation treatment as regards taxation and facilities. Nevertheless, it is understood that the application of the most-favoured-nation treatment as regards taxation shall not lead to the nationals of either Contracting Party being treated in any way less favourably than the nationals of the other.

Commercial travellers may carry with them samples, but not goods.

Articles imported as samples for the above-mentioned purposes shall be admitted in each of the two countries temporarily free of duty, in accordance with the Customs regulations and formalities laid down for the purpose of ensuring their re-export or the payment of the Customs duties prescribed in the event of their not being re-exported within the period provided by law. Nevertheless, the said privilege shall not extend to articles which, by reason of their quantity or value, cannot be regarded as samples, or which, owing to their nature, cannot be identified on re-export. The competent authorities of the place of import shall have the exclusive right in all cases to decide whether a sample shall be admitted free of duty.

The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities instructed to issue these identity cards.

Article XIX.

Disputes between the two High Contracting Parties as to the application and interpretation of the present Treaty shall be settled by a mixed arbitral tribunal. The arbitral tribunal shall be set up *ad hoc* and shall include an equal number of representatives of the two Parties. Should these representatives not arrive at an agreement, they shall apply to a third neutral arbitrator, whom the President of the Permanent Court of International Justice shall, if necessary, be asked to appoint.

Article XX.

The exemptions, immunities and privileges hereinafter mentioned shall not be regarded as contrary to the principle of most-favoured-nation treatment on which the present Treaty is based, that is to say :

(a) Privileges which have been or may hereafter be granted to contiguous States with a view to facilitating local traffic within the frontier zones.

(b) Privileges which have been or may be granted by either of the High Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs union which is already in existence, or which may hereafter be constituted.

(c) Exemptions, immunities and privileges which Estonia grants or may hereafter grant to one of the Baltic States (Finland, Latvia, Lithuania) under special agreements, so long as these advantages are not granted to a third State. The same shall apply in regard to the privileges which Estonia may grant to the Union of Soviet Socialist Republics under special conventions or Customs agreements.

Article XXI.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

The Treaty shall come into force on the eighth day after the exchange of the instruments of ratification.

Article XXII.

Le présent traité est conclu tout d'abord pour une durée indéterminée et restera en vigueur tant qu'il ne sera pas dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes moyennant un avis donné trois mois à l'avance. Le présent traité cesse d'être en vigueur trois mois après avoir été dénoncé de la façon susmentionnée.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait à Varsovie en double original français, le onze décembre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) O. STRANDMAN.

(L. S.) POST.

ANNEXE

(Modèle.)

NOM DE L'ÉTAT.

(Autorité de délivrance.)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pour douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour N° de la carte.....
 Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte M.....
 né à demeurant à
 rue N°
 possède
 à
 sous la raison de commerce
 (ou) est commis voyageur au service de la maison
 des maisons
 à
 qui possède
 possèdent
 sous la raison de commerce.....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à (.....) et y paie (ent) les contributions légales à cet effet.

(.....), le 19.....

Signature du chef de la (des) maison (s)

Signalement du porteur :

Age
 Taille
 Cheveux
 Signes particuliers

Signature du porteur :

Article XXII.

The present Treaty is concluded in the first instance for an indefinite period and shall remain in force so long as it is not denounced by either of the High Contracting Parties on three months' notice being given. The present Treaty shall cease to be in force three months after it has been denounced in the above manner.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed this Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Warsaw in duplicate in French on the eleventh day of December, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) O. STRANDMAN.

(L. S.) POST.

ANNEX.

(Specimen).

NAME OF STATE.

(Issuing Office).

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for twelve months including the day of issue.

Good for No. of identity card

It is hereby certified that the bearer of this card,

M born at.....

living at No Street

is the owner of

at

under the name of

(or) is a commercial traveller employed by the { firm of
firms of

at

which { possesses
possess

for the purposes of trade.....

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to carry on its (their) business and trade at and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

....., the 19.....

Signature of the head of the firm (s) :

.....

Description of bearer.

Age

Height

Hair

Special marks

Signature of bearer :

.....

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes :

Ad Article premier.

Il est entendu que les Hautes Parties contractantes ne considèrent pas les stipulations de l'article premier du traité, concernant l'exercice d'activités commerciales, manufacturières ou autres, pour l'une ou l'autre des Parties contractantes à réserves conformément aux lois en vigueur, certains métiers et professions à ses nationaux ou aux compagnies et associations constituées d'après les lois en vigueur sur le territoire de cette Partie contractante. Il est entendu, toutefois, que les Hautes Parties contractantes s'accordent en ces matières le traitement de la nation la plus favorisée.

Il est également entendu que les dispositions de l'article premier ne limitent pas le droit des Hautes Parties contractantes de prendre les mesures nécessaires pour la protection du marché intérieur du travail.

Ad Article III.

Il est entendu que les ressortissants estoniens peuvent acquérir en Autriche des immeubles dans les mêmes conditions que les nationaux. Par contre, le Gouvernement estonien s'engage à s'entremettre autant que possible dans les cas où l'acquisition d'immeubles par un ressortissant autrichien se heurterait à des difficultés quelconques en Estonie.

Ad Article IV.

Il est entendu que les dispositions de l'article IV selon lesquelles les ressortissants des deux Parties contractantes auront le droit d'ester en justice devant les tribunaux, ne s'appliquent pas à l'administration de la succession mobilière et à la situation des créanciers en cas de faillite, étant donné que ces matières seront réglées sur la base de la réciprocité ou par un traité spécial concernant l'assistance judiciaire.

Ad Article XV.

Les deux Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour établir, autant que possible, des tarifs directs au moins pour le trafic des voyageurs et celui des marchandises les plus importantes sur les parcours les plus usités, afin de faciliter le trafic direct des voyageurs et marchandises.

Ad Article XVIII.

En exécution des dispositions de l'article I et de l'article XVIII les deux gouvernements s'efforceront de faciliter le séjour sur leurs territoires respectifs des négociants, fabricants, industriels et de leurs représentants, particulièrement en ce qui concerne le visa exigé par les règlements policiers en vigueur.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Varsovie, le 11 décembre 1928.

O. STRANDMAN.
POST.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation concluded on to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations :

Ad Article I.

It is understood that the High Contracting Parties do not consider the provisions of Article I of the Treaty, concerning the exercise of commercial, manufacturing or other activities, as preventing either of the Contracting Parties from reserving, in conformity with the laws in force, certain trades and professions for its own nationals or for companies and associations constituted according to the laws in force in the territory of the said Contracting Party. Nevertheless, it is understood that in such matters the High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment.

It is also understood that the provisions of Article I do not limit the right of the High Contracting Parties to take the measures necessary for the protection of the home labour market.

Ad Article III.

It is understood that Estonian nationals may acquire immovable property in Austria under the same conditions as nationals of the country. The Estonian Government, for its part, undertakes to intervene, so far as lies in its power, whenever an Austrian national encounters difficulties in acquiring immovable property in Estonia.

Ad Article IV.

It is understood that the provisions of Article IV by which the nationals of the two Contracting Parties shall have the right to appear before the courts, shall not apply to the administration of bequests of movable property or to the position of creditors in case of bankruptcy, as these matters are to be settled on a basis of reciprocity or by a special treaty concerning legal co-operation.

Ad Article XV.

The two Contracting Parties agree to take the necessary actions, so far as lies in their power, to introduce through tariffs, at any rate for the carriage of travellers and the more important goods on the routes most used, so as to facilitate through traffic of travellers and goods.

Ad Article XVIII.

In execution of the provisions of Article I and Article XVIII, the two Governments will endeavour to facilitate the stay in their respective territories of merchants, manufacturers and other business men and their representatives, particularly as regards visas required under the police regulations in force.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Warsaw, December 11, 1928.

O. STRANDMAN.
POST.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION D'AUTRICHE
A VARSOVIE.
N° 4175.

VARSOVIE, le 11 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant aux dispositions de l'article XIII du Traité de commerce entre la République d'Autriche et la République estonienne, signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Vu certaines restrictions à l'importation encore en vigueur en Autriche, le Gouvernement fédéral est disposé à accorder à l'Estonie des contingents suffisants pour tous les articles dont l'importation est encore défendue ou limitée, à l'exception, toutefois, des allumettes et des articles soumis à un monopole d'Etat.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement de la République estonienne à ce sujet, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Post.

A Son Excellence
Monsieur Otto Strandman,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaires d'Estonie,
à Varsovie.

II.

N° 58-S. I.

VARSOVIE, le 11 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la date de ce jour Votre Excellence a bien voulu m'adresser la lettre suivante :

« Monsieur le Ministre,

En me référant aux dispositions de l'article XIII du Traité de commerce entre la République d'Autriche et la République estonienne, signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Vu certaines restrictions à l'importation encore en vigueur en Autriche, le Gouvernement fédéral est disposé à accorder à l'Estonie des contingents suffisants pour tous les articles dont l'importation est encore défendue ou limitée, à l'exception, toutefois, des allumettes et des articles soumis à un monopole d'Etat.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement de la République estonienne à ce sujet, je saisis cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération. »

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication et de Lui confirmer l'accord du Gouvernement de la République estonienne à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

O. STRANSMAN.

Son Excellence
Monsieur Nikolaus Post,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de la République d'Autriche,
à Varsovie.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

AUSTRIAN LEGATION
AT WARSAW.

N^o 4175.

WARSAW, *December 11, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the provisions of Article XIII of the Treaty of Commerce between the Austrian Republic and the Estonian Republic, signed to-day, I have the honour to bring the following to your notice :

Having regard to certain import restrictions which are still in force in Austria, the Federal Government is prepared to grant to Estonia adequate quotas in the case of all articles the importation of which is still prohibited or restricted, except, however, matches and articles which are subject to a State monopoly.

I would ask Your Excellency to be good enough to give me an assurance of the Estonian Republic's agreement on this subject.

I have the honour to be, etc.

POST.

To His Excellency M. Otto Strandman,
Estonian Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
at Warsaw.

II.

N^o 58-S. 1.

WARSAW, *December 11, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

You have been good enough to send me the following letter under to-day's date :

" Monsieur le Ministre,

" With reference to the provisions of Article XIII of the Treaty of Commerce between the Austrian Republic and the Estonian Republic, signed to-day, I have the honour to bring the following to your notice :

" Having regard to certain import restrictions which are still in force in Austria, the Federal Government is prepared to grant to Estonia adequate quotas in the case of all articles the importation of which is still prohibited or restricted, except, however, matches and articles which are subject to a State monopoly.

" I would ask Your Excellency to be good enough to give me an assurance that the Estonian Republic is in agreement on this subject.

" I have the honour to be, etc. "

I have now the honour to acknowledge receipt of the above communication and to assure you of the Estonian Republic's agreement on this subject.

I have the honour to be, etc.

O. STRANDMAN.

To His Excellency M. Nikolaus Post,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Austrian Republic,
at Warsaw.

N° 2092.

FRANCE ET TURQUIE

Convention pour les voyageurs de
commerce. Signée à Angora, le
1^{er} novembre 1927.

FRANCE AND TURKEY

Convention relating to Commercial
Travellers. Signed at Angora,
November 1, 1927.

N° 2092. — CONVENTION¹ POUR LES VOYAGEURS DE COMMERCE
ENTRE LA FRANCE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE
1^{er} NOVEMBRE 1927.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 22 juillet 1929.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, animés du désir de développer leurs relations commerciales et augmenter les échanges de marchandises en facilitant la tâche de leurs voyageurs de commerce, ont résolu de conclure une convention pour les voyageurs de commerce et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. DAESCHNER, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française en Turquie; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence TEWFIK ROUSCHDI Bey, ministre des Affaires étrangères de Turquie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouveront, par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leurs pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire les achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de ventes publiques. Ils pourront également prendre des commandes chez les négociants et autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant aux offres. Ils pourront aussi transporter avec eux ou se faire envoyer des échantillons ou modèles. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance spéciale. Comme échantillons ou modèles sont considérés tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Angora, le 9 juin 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2092. — CONVENTION ² BETWEEN FRANCE AND TURKEY
RELATING TO COMMERCIAL TRAVELLERS. SIGNED AT ANGORA,
NOVEMBER 1, 1927.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place July 22, 1929.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of promoting their commercial relations and of encouraging trade by facilitating the work of their commercial travellers, have decided to conclude a Convention relating to commercial travellers, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency M. DAESCHNER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency TEWFIK ROUSCHDI Bey, Turkish Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Merchants, manufacturers and other persons engaged in industry who are nationals of one of the Contracting Parties and who prove by the production of identity cards issued by the competent authorities of their country, that they are entitled to exercise their trade or industry in that country and that they pay the legal taxes and charges, shall be authorised, either personally or through commercial travellers in their employ, to purchase goods in the territory of the other Contracting Party from merchants or from manufacturers or in places of public sale. They may also solicit orders from merchants or other persons who utilise in their industry goods of the kind offered. They shall also be entitled to carry with them, or have sent to them, samples or specimens. They shall not be subject to any special tax or charge by reason of the activities mentioned in this paragraph. All objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided first that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Angora, June 9, 1929.

ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

La carte de légitimation devra être établie conformément au modèle de l'annexe A. Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer ces cartes ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce mentionnés ci-dessus n'auront pas le droit de conclure des affaires de vente pour des commerçants ou industriels autres que ceux visés dans leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe, qui seront importés comme échantillons ou modèles seront, à charge de réexportation de part et d'autre, admis en franchise provisoire de droit d'entrée et de sortie aux conditions suivantes :

a) En faisant leur déclaration en douane, ces voyageurs présenteront, avec trois copies une liste descriptive certifiée par les autorités douanières du pays d'exportation indiquant en détail les échantillons ou modèles importés par eux. S'ils ne sont pas munis de la liste descriptive, ils présenteront, en faisant leur déclaration, une nouvelle liste en trois exemplaires indiquant en détail les échantillons ou modèles.

Les autorités douanières du pays d'importation pourront réclamer la traduction de la liste dans la langue du pays.

b) Afin que les échantillons ou modèles puissent être identifiés lors de leur réexportation, ceux-ci seront, dans les pays d'exportation, estampillés ou scellés à la cire ou au plomb, selon leurs genres et formes. Les autorités douanières de chaque Partie s'enverront réciproquement et officiellement les modèles de ces estampilles et sceaux, pour assurer la vérification de l'authenticité des signes apposés sur les échantillons.

Lorsque l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients, l'identification par voie de photographie, dessins ou descriptions complètes et détaillées est admise. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation pourront pourvoir ces échantillons de signes supplémentaires, dans tous les cas où lesdites autorités le jugeront indispensable à la garantie de l'identité de ces échantillons lors de leur réexportation. En ce qui concerne les frais d'estampillage et de plombage, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas munis de signes apposés au pays d'exportation, les autorités douanières du pays d'importation apposeront des signes nouveaux.

c) Après la présentation à la douane par l'importateur de la liste descriptive ou de la déclaration des échantillons il sera procédé à la visite douanière, et si la liste ou la déclaration correspondent aux échantillons et les signes y apposés sont en règle, les droits de douane de chacun de ces échantillons et les taxes de consommation, s'il y a lieu, seront établis et le montant de ces droits et taxes sera versé en dépôt, soit en espèce, soit par une caution jugée suffisante par les autorités compétentes du pays d'importation, réserve faite, dans tous les cas, de l'accomplissement, s'il y a lieu, de formalités spéciales relatives au contrôle de la garantie des ouvrages en platine, en or et en argent. Les dispositions concernant la caution seront réglées par les gouvernements respectifs d'une manière générale. Les frais de pesage et autres seront définitivement payés, la liste descriptive ou un des exemplaires de déclaration dûment légalisés par les autorités douanières sera rendu à l'importateur.

Toutefois, l'importateur au lieu de faire calculer et de déposer les droits de chacun des échantillons, selon les articles du tarif y afférent, aura le droit d'effectuer ces droits sur l'échantillon soumis aux taux les plus élevés du tarif, pour la totalité des échantillons. Les autorités douanières seront tenues d'adhérer à cette proposition.

d) Les échantillons ou modèles importés de cette manière seront retournés dans un délai d'un an ou au pays d'exportation ou bien dans un pays quelconque soit par la douane d'entrée, soit par une autre. Le délai d'un an peut être prolongé, le cas échéant, par l'autorité douanière du pays d'importation.

not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

The identity card must conform to the specimen contained in Annex A. The Contracting Parties shall inform each other as to the authorities who are competent to issue these cards and as to the regulations with which commercial travellers are required to comply when exercising their trade.

It is understood, however, that the commercial travellers mentioned above may not conclude sale transactions on behalf of merchants or business men not mentioned in their card.

With the exception of goods the importation of which is prohibited, articles liable to Customs duty or any other charge shall, when imported as samples and specimens, be temporarily admitted free of import or export duty, subject to re-exportation and to the following conditions :

(a) When making their Customs declaration, these travellers shall submit a descriptive list in three copies certified by the Customs authorities of the exporting country and showing in detail the samples or specimens imported by them. If they are not in possession of the descriptive list, they shall, when making their declaration, submit a new list in three copies indicating in detail the samples or specimens.

The Customs authorities of the importing country may demand that the list be translated into the language of the country.

(b) In order that the samples or specimens may be identified upon re-exportation, they shall be stamped or sealed with wax or lead according to their nature and form in the country of exportation. The Customs authorities of each Party shall officially send specimens of these stamps and seals to the Customs authorities of the other Party, so as to ensure the verification of the marks affixed to the samples.

When the affixing of marks is impossible or inexpedient, identification by means of photographs, drawings or complete and detailed descriptions is allowed. Nevertheless, the Customs authorities of the importing country may affix additional marks to these samples in all cases in which they consider this indispensable for ensuring the identification of these samples on their re-exportation. With regard to the costs of stamping and sealing, each of the Contracting Parties reserves the right to apply in this respect such legislation as it may think fit.

Apart from the latter case, Customs verification shall consist simply in ascertaining the identity of the samples and determining the amount of any duties and taxes which may be leviable.

If the samples or specimens are not provided with marks affixed in the country of exportation, the Customs authorities of the country of importation shall affix new marks.

(c) After the importer has presented to the Customs the descriptive list or the declaration of the samples, the Customs inspection shall take place, and if the list or the declaration corresponds to the samples and the marks affixed thereto are in order, the Customs duties on each of these samples and the excise duties, if any, shall be determined and the amount of these taxes and charges shall be deposited either in money or in the form of some security deemed to be adequate by the competent authorities of the country of importation, always provided that any special formalities relative to the verification of the assay of platinum, gold or silver articles have been observed. The provisions relating to security shall be settled by the respective Governments in a general manner. The weighing dues and other charges shall definitively be paid and the descriptive list or a copy of the declaration duly authenticated by the Customs authorities shall be returned to the importer.

Nevertheless, the importer shall, instead of calculating and depositing the duties on each of the samples in accordance with the articles of the tariff relating thereto, have the right to pay these duties on the sample submitted at the highest rates of the tariff, for all the samples. The Customs authorities shall be bound to comply with this proposal.

(d) Samples or specimens imported in this way shall be returned within a year to the exporting country or re-exported to some other country either through the Customs office through which they were imported or through another. The period may be extended, if necessary, by the Customs authorities of the importing country.

e) La liste descriptive ou la déclaration et les échantillons ou modèles réexportés seront présentés par l'intéressé à la douane et celle-ci, après contrôle, effectuera, sans retard et contre reçu, le remboursement intégral des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits. Ce remboursement ou cette libération ne s'effectuera que pour les échantillons ou modèles réexportés.

Les droits de douane tenus en dépôt des échantillons ou modèles non réexportés après l'expiration du délai prévu sub *d*) ou vendus sur place seront portés au crédit de l'administration ou perçus des garants.

f) Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution pourront être effectués par tous les bureaux douaniers situés aux frontières ou par ceux à l'intérieur du pays qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet. Les Parties contractantes se communiqueront les listes des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Le principe du traitement sur le pied d'égalité avec tout Etat tiers reste d'ailleurs réciproquement sauvegardé quant aux dispositions de cet article.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables au colportage et à la recherche des commandes chez les particuliers.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle annexé (Annexe B) délivrée par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'alinéa premier n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Angora aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange de ratification et aura la durée d'un an et demi. A partir de cette date, elle restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par une des Parties contractantes, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Angora, le 1^{er} novembre 1927.

(Signé) DAESCHNER.

(Signé) ROUSCHDI.

Copie certifiée conforme :

*Pour le ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole.*

Maurice Carré.

(e) The descriptive list or declaration and the samples or specimens re-exported shall be submitted by the person concerned to the Customs, which, after verifying them, shall reimburse without delay and against a receipt the whole of the duties paid on importation, or release the security deposited in respect of these duties. Such reimbursement or release shall only be effected in the case of samples or specimens re-exported.

The Customs dues deposited in respect of samples or specimens not re-exported after the expiry of the period provided for under (d) or sold on the spot shall be credited to the Administration or collected from the guarantors.

(f) Reimbursement of the duties paid on importation, or the release of the security shall be effected by all the Customs offices on the frontier or inland which are competent for the purpose. The Contracting Parties shall communicate to one another the lists of the offices recognised as competent.

The principle of equality of treatment with any third country remains in any case reciprocally assured as regards the provisions of this Article.

The provisions of this Article shall not apply to itinerant trades or the soliciting of orders from private persons.

Article 2.

Nationals of the Contracting Parties proceeding to fairs or markets for the purpose of carrying on their trade shall not, in the territory of the other Party, be treated less favourably than the nationals of the country, provided that they can produce an identity card which conforms to the specimen annexed hereto (Annex B), issued by the authorities of the country of which they are nationals.

The provisions of the first paragraph shall not apply to persons engaged in itinerant industries, to itinerant trades or to the soliciting of orders from persons not engaged in industry or commerce. Each of the Contracting Parties reserves the right to apply in this respect such legislation as it may think fit.

Article 3.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Angora as soon as possible.

It shall come into force a month after the exchange of ratifications and shall remain in force for a year and a half. After that date, it shall remain in force for as long as it has not been denounced by one of the Contracting Parties and for six months after such denunciation.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Angora, November 1, 1927.

(Signed) DAESCHNER.

(Signed) ROUSCHDI.

ANNEXE A

NOM DE L'ETAT

(Autorité de délivrance.)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

VALABLE PENDANT DOUZE MOIS A COMPTER DE LA DATE DE DÉLIVRANCE

Bon pour N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte :

M.....
 né à
 demeurant à
 rue
 possède ¹
 à
 sous la raison de commerce.....

(ou) est commis voyageur du service { de la maison
 des maisons
 à
 qui possède
 (ou) qui possèdent ¹.....
 sous la raison de commerce.....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leur) commerce à et paye (nt) les contributions à cet effet.

A, le 192...

Signature du chef de la (des) maison (s) :

Signalement du porteur :

Age
 Taille
 Cheveux.....
 Signes particuliers.....

Signature du porteur :

.....

ANNEXE B

CARTE DE LÉGITIMATION POUR LES VISITEURS DE FOIRES OU MARCHÉS

Il est certifié que M....., porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises en (pour les ressortissants français : en Turquie ; pour les ressortissants turcs : en France), est domicilié à et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature de l'autorité qui a établi le certificat.)

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX A.

NAME OF STATE.

(Issuing Office.)

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

VALID FOR TWELVE MONTHS INCLUDING THE DAY OF ISSUE.

Good for No. of identity card

It is hereby certified that the bearer of this card :

M..... born at
living at No. Street
is the owner of 1
at
for the purpose of trade

(or) is a commercial traveller employed by { the firm of
the firms of
at

which { possesses
possess
for the purposes of trade

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to carry out its (their) business and trade at and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

....., the 19.....

Signature of the head of the firm (s) :
.....

Description of the bearer.

Age.....
Height
Hair
Special marks.....

Signature of the bearer :
.....

ANNEX B.

IDENTITY CARD FOR PERSONS VISITING FAIRS OR MARKETS.

It is certified that M., bearer of this card, desiring to proceed with his goods to (for French nationals : to Turkey ; for Turkish nationals : to France), is domiciled at and is liable to pay the legal charges and taxes in respect of the exercise of his trade or industry.

The present certificate is valid for a period of months.

(Place, date, and signature of the authority issuing the certificate.)

1 State the articles or nature of the trade.

N. B. — The first entry should only be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

N° 2093.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

Convention d'extradition additionnelle à la Convention du 6 janvier 1909. Signée à Paris, le 15 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

Extradition Convention additional to the Convention of January 6, 1909. Signed at Paris, January 15, 1929.

N^o 2093. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE, ADDITIONNELLE A LA CONVENTION ² DU 6 JANVIER 1909. SIGNÉE A PARIS, LE 15 JANVIER 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 22 juillet 1929. Cette convention a été transmise au Secrétariat, par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 28 juin 1929.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désirant compléter la liste des crimes et délits pour lesquels l'extradition peut être accordée en vertu de la convention conclue entre la France et les Etats-Unis, le 6 janvier 1909, ont résolu de conclure une convention additionnelle à cet effet et ont désigné, pour ce faire, les plénipotentiaires ci-après, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Norman ARMOUR, chargé d'Affaires par intérim des Etats-Unis d'Amérique à Paris ;

Lesquels se sont mis d'accord sur les articles ci-après :

Article premier.

La disposition suivante constituant un paragraphe 16 est ajoutée à la liste des crimes et délits figurant sous les paragraphes 1 à 15 dans l'article 2 de ladite Convention du 6 janvier 1909 :

16. Infractions prévues par les lois sur les substances vénéneuses.

Article 2.

La présente convention doit être considérée comme partie intégrante de ladite convention d'extradition du 6 janvier 1909, et le nouvel article 2 de cette dernière doit être interprété comme si la liste des crimes et délits qui y sont énumérés avait compris dès l'origine les infractions aux lois sur les substances vénéneuses prévues dans un paragraphe 16 à l'article premier de la présente convention.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après qu'elle aura été publiée selon les formes prescrites par les lois de chacune des Hautes Parties contractantes. Elle restera en vigueur et prendra fin dans les mêmes conditions que la Convention du 6 janvier 1909.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double exemplaire et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 15 janvier 1929.

A. BRIAND.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 2 mai 1929.

² DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, Tome V, page 374.

No. 2093. — EXTRADITION CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE, ADDITIONAL TO THE CONVENTION² OF JANUARY 6, 1909. SIGNED AT PARIS, JANUARY 15, 1929.

French and English official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place July 22, 1929. This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, June 28, 1929.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF FRANCE, being desirous of enlarging the list of crimes and offences on account of which extradition may be granted under the Convention concluded between the United States and France on January 6, 1909, have resolved to conclude a supplementary Convention for this purpose and have appointed for that purpose the following plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

M. Norman ARMOUR, Chargé d'affaires ad interim of the United States of America at Paris ; and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ;

Who have agreed to and concluded the following articles :

Article 1.

To the list of crimes and offences numbered 1 to 15 in the second article of the said Convention of January 6, 1909, the following, contained in a paragraph 16, is added :

11. Infractions of the laws concerning poisonous substances.

Article 2.

The present Convention shall be considered as an integral part of the said extradition Convention of January 6, 1909, and the second article thereof shall be read as if the list of crimes and offences therein contained had originally comprised the additional infractions of the laws specified and numbered 16 in the first article of the present Convention.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in conformity with the laws of the High Contracting Parties and it shall continue and terminate in the same manner as the said Convention of January 6, 1909.

In testimony whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereunto affixed their seals.

Done at Paris, this 15 day of January 1929.

Norman ARMOUR.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, May 2, 1929.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 427.

N° 2094.

BELGIQUE ET ITALIE

Déclaration modifiant le troisième paragraphe de l'article 2 de la Convention d'extradition du 15 janvier 1875. Signé à Bruxelles, le 28 janvier 1929.

BELGIUM AND ITALY

Declaration modifying the third Paragraph of Article 2 of the Extradition Convention of January 15, 1875. Signed at Brussels, January 28, 1929.

N^o 2094. — DÉCLARATION ENTRE LA BELGIQUE ET L'ITALIE,
MODIFIANT LE TROISIÈME PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 2
DE LA CONVENTION¹ D'EXTRADITION DU 15 JANVIER 1875.
SIGNÉE A BRUXELLES, LE 28 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 22 juillet 1929.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ayant jugé utile de modifier la Convention d'extradition du 15 janvier 1875, sont convenus par la présente déclaration de ce qui suit :

Article premier.

A l'article 2, 3^o, de ladite convention les termes « âgé de moins de 14 ans » seront remplacés par les termes « âgés de moins de 16 ans ».

Article 2.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays ; elle aura la même durée que la Convention du 15 janvier 1875 et les Déclarations additionnelles des 10 mars 1879² et 30 décembre 1881³.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 28 janvier 1929.

*Le Ministre des Affaires étrangères
de S. M. le Roi des Belges,
(Signé) HYMANS.*

*L'Ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie,
(Signé) Carlo DURAZZO.*

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 169.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome IV, page 708.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 446.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2094. — DECLARATION BETWEEN BELGIUM AND ITALY, MODIFYING THE THIRD PARAGRAPH OF ARTICLE 2 OF THE EXTRADITION CONVENTION² OF JANUARY 15, 1875. SIGNED AT BRUSSELS, JANUARY 28, 1929.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place July 22, 1929.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, having thought it expedient to amend the Extradition Convention of January 15, 1875, have agreed by the present Declaration as follows :

Article 1.

In Article 2, paragraph 3, of the aforesaid Convention, the expression " under 14 years of age " shall be replaced by the expression " under 16 years of age."

Article 2.

The present Declaration shall come into force ten days after it has been published in the forms prescribed by the laws of the two countries ; it shall have the same duration as the Convention of January 15, 1875, and the additional Declarations of March 10, 1879³, and December 30, 1881⁴.

In faith whereof the undersigned, duly authorised, have drawn up this Act, to which they have affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels on January 28, 1929.

(Signed) HYMANS,
*Minister for Foreign Affairs of His Majesty
the King of the Belgians.*

(Signed) Carlo DURAZZO,
Ambassador of His Majesty the King of Italy.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 66, page 578.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 70, page 591.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 72, page 1000.

N° 2095.

CHINE ET FRANCE

Traité réglant les relations douanières entre les deux pays, signé à Nankin, le 22 décembre 1928, et échange de notes y relatif, Nankin, les 22 et 23 décembre 1928.

CHINA AND FRANCE

Treaty regulating Customs Relations between the two Countries, signed at Nanking, December 22, 1928, and Exchange of Notes relating thereto, Nanking, December 22 and 23, 1928.

大法蘭西國駐華全權公使瑪 為
 照會事茲本國政府令派本公使於明年一月
 下半月內進行簽訂關於越南之新約會議
 相應照請

貴部長查照為荷須至照會者

右 照 會

大中華民國外交部長王

瑪 德 印

西歷一九二八年十二月二十三日

大中華民國外交部長王

瑪德印

西曆一九二八年十二月二十三日

大法蘭西國駐華全權公使瑪

為

照復事准

貴部長本日照開在越南邊境對於進出口貨物之現行減稅成數於一九二九年三月三十一日雖當時新約會議尚未結束亦應即予廢止等由本公使業經閱悉為妥善起見相應照復貴部長查照可也須至照會者

右

照

會

貴公使查照為荷須至照會者

右

照

會

大法蘭西國駐華全權公使瑪

王正廷印

大中華民國十七年十二月二十三日

大中華民國外交部長王

為

照會事國民政府希望於一九二九年三月三十日以前得與

貴國政府簽訂關於越南之新約將來之訂約會議業經提及在案

貴公使本日來照所提在越南邊境對於進出口貨物之減稅辦法自一九二九年三月三十一日起雖新約未曾簽訂亦應即予廢止相應照請

右
照
會

大法蘭西國駐華全權公使瑪

大中華民國十七年十二月二十三日

王正廷印

大中華民國外交部長王

為

照復事接准

貴公使本日照會關於(一)在越南邊境行將施行
中國新稅則及截至簽訂新條約止維持越南現
狀(二)廢除厘金之適當(三)採取適當方法以保
證償付某種借款各節本部長對此完全同意
相應照復

貴公使查照可也須至照會者

西歷一九二八年十二月二十三日

瑪德印

政困難中止償付如以關稅餘款之一部
分償付此項借款則為發展中法兩國經
濟關係之一種辦法法國政府深信國民
政府對此當採相當之處置也

相應照請

貴部長查照為荷須至照會者

右 照 會

大中華民國外交部長王

(三) 為發展中法兩國經濟關係起見對於貨物應不征收重稅因此中法兩國政府對於廢除厘金認為適當再於海關正稅外加征替代厘金之各省稅捐對於商業亦屬不利法國政府深信國民政府俟新稅則實行後將於最短期間內廢除厘金並切實制止前項各省稅捐之征收

(三) 中國政府所欠法國之某種借款因財

條附章之新約

為中法兩國之利益起見當會議進行時關於越南現狀不加變更惟陸海邊界劃一征收關稅之原則應無變動即中國沿海有效之稅則同時應適用於越南邊境但對於進出口貨物現行之減稅成數在法政府方面準備迅予結束之會議期間仍暫有效

大法蘭西國駐華全權公使瑪 為

照會事當此次會議時彼此以友好精神研究中
法兩國之各種懸案本公使以為彼此交換意見
之結果應述明如左

(一) 法國政府準備即日開議以便簽訂替代
一八八六年四月二十五日中法陸路通商章程
一八八七年六月二十六日中法續議商務專條
及一八九五年六月二十日中法續議商務專

大中華民國十七年十二月二十二日

王正廷印

大中華民國外交部長王

為

照復事准

貴公使本日照會關於中法兩國政府現經
簽訂條約中第一條之實施本部長對於
來照所開各節完全同意相應照復
貴公使查照可也須至照會者

右

照

會

大法蘭西國駐華全權公使瑪

茶 丁 連 肉
葉 香 殼 及 桂
無 殼 荳 蔻

運入法國時享受最低稅率之中國貨物表

純粹絲織品

純粹絲織項巾

純粹絲織縐紗

純粹絲網

純粹絲花邊

胡椒

辣椒

決定另行議訂相互協定稅率之協定
相應照請

貴部長查照為荷須至照會者

右 照 會

大中華民國外交部長王

西歷一九二八年十二月二十二日

瑪 德 印

大法蘭西國特命駐華全權公使瑪 為
照會事關於本日簽訂之條約第一條本公
使對於附表內列舉之中國貨物承認得
繼續適用法國最低稅率至簽訂下節所
開之協定為止
至其他之中國貨物中國政府欲享受法國
最低稅率者因法國政府限於關稅制度
不能將其最低稅率之待遇全部允許故

大中華民國十七年十二月二十二日
 西曆一九二八年十二月二十二日

在南京簽訂

王正廷印
 瑪德印

第三條 本條約以中法兩國文字合繕該約二份業經校對無誤遇有意義兩歧之處應以法文為準

本條約應於最短期內批准批准文件於巴黎交換自兩國政府互相通知批准之日起本條約發生效力

為此兩全權代表將本約二份簽字蓋印以昭信守

此領土屬地殖民地及保護地內享受之待遇不得次於任何他國實際上享受之待遇

第二條 此締約國在本國領土屬地殖民地及保護地內不得有何藉口向彼締約國人民所運輸進出口之貨物徵收高於或異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或任何稅項

兩全權代表各將所奉全權證書互相校閱均屬妥善議定條約如左

第一條 所有中法兩國間簽訂之有效條約內所載關於在中國進出口貨物之稅率存票子口稅以及船鈔等項之各條款應即撤銷作廢對於關稅及其關係問題此後應適用完全自主之原則惟兩締約國對於上述及其關係問題在彼

N° 2095.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT ¹.

Textes officiels français et chinois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 juillet 1929.

中法關稅條約

大中華民國因咸欲固結兩國間幸有之睦誼
 大法蘭西共和國并發展彼此商業關係起見決定締結條
 約為此特派全權代表如左

大中華民國國民政府主席特派

大中華民國國民政府外交部長王正廷

大法蘭西共和國大總統特派

大法蘭西共和國特命駐華全權公使瑪德

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 22 avril 1929.

N^o 2095. — TRAITÉ ¹ RÉGLANT LES RELATIONS DOUANIÈRES ENTRE LA CHINE ET LA FRANCE. SIGNÉ A NANKIN, LE 22 DÉCEMBRE 1928.

French and Chinese official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Treaty took place July 24, 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, animés du désir de consolider davantage les liens d'amitié qui existent heureusement entre les deux pays et en vue de développer leurs relations commerciales, ont décidé de conclure un traité et ont, dans ce but, nommé comme leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence le comte D. DE MARTEL, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République française en Chine, commandeur de la Légion d'honneur ;

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

Son Excellence le D^r Chengting T. WANG, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement national de la République chinoise ;

Qui, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

Article premier.

Toutes les dispositions existant dans les traités conclus et jusqu'ici encore en vigueur entre la France et la Chine, au sujet du taux des droits sur les importations et les exportations des marchandises, des drawbacks, des droits de transit et de tonnage en Chine, seront annulées et deviendront inopérantes et le principe de l'autonomie complète sera désormais appliqué en ce qui concerne le tarif des douanes et les questions connexes, à la condition toutefois que chacune des Hautes Parties contractantes jouira dans les territoires, possessions, colonies et protectorats de l'autre, quant aux questions spécifiées ci-dessus et autres questions connexes, d'un traitement qui ne sera en rien moins favorable que celui dont bénéficie effectivement toute autre Puissance.

Article 2.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sous aucun prétexte, être obligés de payer, dans les limites des territoires, possessions, colonies et protectorats de l'autre, aucuns droits, charges ou taxes intérieures sur leurs importations ou exportations, autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux du pays ou par les nationaux de toute autre Puissance.

Article 3.

Le présent traité a été rédigé en français et en chinois et les deux textes ont été soigneusement comparés et vérifiés, mais dans le cas où il existerait une différence de sens entre les deux, le texte français devra prévaloir.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, April 22, 1929.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible et l'échange des ratifications aura lieu à Paris. Il entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront mutuellement notifié que la ratification a été effectuée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-huit, correspondant au vingt-deuxième jour du douzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

(L. S.) (Signé) DE MARTEL.

(L. S.) (Signé) Chenting T. WANG.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION DE FRANCE
EN CHINE.

NANKIN, le 22 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article premier du traité qui vient d'être conclu à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le tarif minimum français continuera d'être appliqué aux marchandises chinoises énumérées à la liste ci-jointe, jusqu'à la conclusion de l'accord prévu au paragraphe suivant.

Pour les autres articles en faveur desquels le Gouvernement chinois désire obtenir le bénéfice du tarif minimum français, par suite de l'impossibilité pour le Gouvernement français, en raison de sa législation douanière, d'accorder son tarif minimum en bloc, il est entendu qu'il convient de négocier un accord séparé établissant un tarif conventionnel réciproque.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) D. DE MARTEL.

A Son Excellence
le D^r Chengting T. WANG,
Ministre des Affaires étrangères
à Nankin.

LISTE DES MARCHANDISES CHINOISES

ADMISES AU TARIF MINIMUM A L'ENTRÉE EN FRANCE.

Tissus de soie pure ;
Foulards de soie pure ;
Crêpes de soie pure ;
Tulles de soie pure ;
Passementeries de soie pure ;
Poivre ;
Piment ;
Cannelle ;
Muscade en coque et sans coque ;
Girofle ;
Thé.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 22 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, relative à l'application de l'article premier du traité qui vient d'être conclu entre le Gouvernement national et le Gouvernement français.

Je m'empresse de porter à votre connaissance, que je suis pleinement d'accord sur les dispositions contenues dans cette communication.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) C. T. WANG.

A Son Excellence
le Comte de Martel, Envoyé extraordinaire,
et Ministre plénipotentiaire
de la République française
en Chine.

III.

LÉGATION DE FRANCE
EN CHINE.

NANKIN, le 23 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui viennent heureusement d'aboutir, nous avons étudié, dans un esprit également amical, diverses questions pendantes entre nos deux pays et je crois devoir préciser, comme suit, le résultat de notre échange de vues :

1^o Le Gouvernement français est disposé à entamer sans délai les négociations pour la conclusion d'une convention nouvelle destinée à remplacer la Convention¹ franco-chinoise du 25 avril 1886, la Convention additionnelle de commerce² du 26 juin 1887 et la convention complémentaire à cette convention en date du 10 juin 1895.

Dans l'intérêt des deux gouvernements, aucun changement ne sera apporté à l'état de choses actuel, en ce qui concerne l'Indochine, pendant la durée des négociations, étant entendu que le principe de l'uniformité de tarif aux frontières maritimes et terrestres demeure acquis, de sorte que le tarif en vigueur sur les frontières maritimes chinoises s'appliquera en même temps sur les frontières indochinoises. Toutefois, les taux actuels de réduction des droits pour les importations et les exportations resteront encore en vigueur pendant la durée des négociations que le Gouvernement français est disposé, pour sa part, à conclure rapidement.

2^o Dans l'intérêt du développement des relations économiques franco-chinoises, il est nécessaire que les marchandises ne supportent pas de taxes excessives.

C'est dans ce but que la suppression des likins a paru désirable aussi bien au Gouvernement français qu'au Gouvernement chinois. De même, la superposition, aux taxes douanières proprement dites, de taxes provinciales destinées à remplacer les likins, serait de nature à paralyser les affaires. Le Gouvernement français ne doute pas que le Gouvernement national ne supprime les likins dans le plus bref délai possible après la mise en vigueur du nouveau régime douanier et n'empêche effectivement l'établissement desdites taxes provinciales.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXII, page 34.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XV, page 849; et tome XXII, page 60.

3° Le service de certains emprunts intéressant l'épargne française, conclus par le Gouvernement chinois se trouve actuellement interrompu faute de ressources. L'affectation d'une partie des fonds supplémentaires fournis par les douanes au service de ces emprunts constituera une mesure propre à développer heureusement l'activité des rapports économiques franco-chinois et le Gouvernement français ne doute pas que le Gouvernement national ne prenne à cet effet les dispositions nécessaires.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) D. DE MARTEL.

A Son Excellence
le D^r Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères
à Nankin.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 23 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, relative :

1° A l'application prochaine du nouveau tarif douanier chinois aux frontières indo-chinoises et au maintien de l'état de choses actuel en Indochine, jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention ;

2° A l'opportunité de la suppression des likins ;

3° A l'avantage qu'il y aurait à prendre des mesures appropriées pour assurer le service de certains emprunts.

Je m'empresse de porter à votre connaissance que je suis pleinement d'accord à ce sujet. Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) C. T. WANG.

A son Excellence
le Comte D. de Martel,
Envoyé extraordinaire, et Ministre plénipotentiaire
de la République française
en Chine.

V.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 23 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement national espère pouvoir conclure avec le Gouvernement français, avant le 31 mars 1929, la nouvelle convention concernant l'Indochine dont la négociation prochaine a été prévue.

Toutefois, la disposition relative aux réductions des droits sur les importations et les exportations à la frontière indo-chinoise, disposition dont il est fait mention dans la lettre de Votre Excellence

en date de ce jour, cessera de s'appliquer à partir du 31 mars 1929, même si la nouvelle convention ne se trouve pas encore conclue.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) C. T. WANG.

A Son Excellence
le Comte D. de Martel,
Envoyé extraordinaire, et Ministre plénipotentiaire
de la République française
en Chine.

VI.

LÉGATION DE FRANCE
EN CHINE.

NANKIN, le 23 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence m'a adressé à la date de ce jour, une note pour me faire connaître que les taux actuels de réduction des droits pour les importations et les exportations à la frontière indo-chinoise cesseront d'être appliqués le 31 mars 1929, même si, à cette date, les négociations pour la conclusion d'une nouvelle convention n'ont pas encore abouti.

Je m'empresse d'accuser réception de cette communication, à toutes fins utiles.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) D. DE MARTEL.

A Son Excellence
le D^r Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères
à Nankin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2095. — TREATY REGULATING CUSTOMS RELATIONS BETWEEN FRANCE AND CHINA. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 22, 1928.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE CHINESE REPUBLIC, being desirous of strengthening still further the ties of friendship happily existing between the two countries and of developing their commercial relations, have decided to conclude a Treaty and have for this purpose appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency Count D. DE MARTEL, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of the French Republic in China, Commander of the Legion of Honour ;

THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE CHINESE REPUBLIC :

His Excellency Dr. Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Chinese Republic ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

All provisions in the treaties concluded between France and China and hitherto in force, with regard to the rate of import and export duties on goods, drawbacks, transit charges and tonnage dues in China, shall be cancelled and become inoperative, and the principle of complete autonomy shall henceforward be applied to the Customs tariff and kindred questions, on condition, however, that each of the High Contracting Parties enjoys in the territories, possessions, colonies and protectorates of the other, as regards the questions specified above and other kindred questions, treatment in no wise less favourable than that actually accorded to any other Power. .

Article 2.

The nationals of each of the High Contracting Parties may not under any pretext be required to pay, within the limits of the territories, possessions, colonies and protectorates of the other, any duties, charges or internal taxes on imports or exports other or higher than those paid by the nationals of the country or the nationals of any other Power.

Article 3.

The present Treaty has been drawn up in French and Chinese and both texts have been carefully compared and checked, but should there be any difference in meaning between them, the French text shall prevail.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be exchanged in Paris. It shall come into force on the date on which the two Governments notify each other that ratification has been effected.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have thereto affixed their seals.

Done at Nanking on the twenty-second day of December, one thousand nine hundred and twenty-eight, corresponding to the twenty-second day of the twelfth month of the seventeenth year of the Chinese Republic.

(L. S.) (Signed) DE MARTEL.

(L. S.) (Signed) Chengting T. WANG.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

FRENCH LEGATION
IN CHINA.

NANKING, *December 22, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Article 1 of the Treaty concluded this day, I have the honour to confirm that the French minimum tariff shall continue to be applied to the Chinese goods enumerated in the attached list, pending the conclusion of the agreement mentioned in the following paragraph.

As regards other articles which the Chinese Government desires to be accorded the benefit of the French minimum tariff, owing to the impossibility for the French Government, by reason of its Customs legislation, to grant its minimum tariff *en bloc*, it is understood that it agrees to negotiate a separate agreement establishing a reciprocal conventional tariff.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) D. DE MARTEL.

To His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
at Nanking.

LIST OF CHINESE GOODS

ADMITTED AT THE MINIMUM TARIFF ON ENTRY INTO FRANCE.

Pure silk tissues ;
Pure silk foulards ;
Pure silk crêpes ;
Pure silk tulle ;
Pure silk trimmings ;
Pepper ;
Pimento ;
Cinnamon ;
Nutmegs, unshelled or shelled ;
Cloves ;
Tea.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, December 22, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day, with reference to the application of Article 1 of the Treaty which has just been concluded between the National Government and the French Government.

I hasten to inform you that I am entirely in agreement with the terms of this communication.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) C. T. WANG.

To His Excellency
Count D. de Martel,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the French Republic
in China.

III.

FRENCH LEGATION
IN CHINA.

NANKING, December 23, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations which have happily been brought to a successful conclusion, we examined in an equally friendly spirit various questions outstanding between our two countries, and I desire to state hereunder the result of our exchange of views :

(1) The French Government is prepared without delay to enter into negotiations for the conclusion of a new convention to replace the Franco-Chinese Convention¹ of April 25, 1886, the additional Commercial Convention² of June 26, 1887, and the Supplementary Convention to this Convention, dated June 10, 1895.

In the interest of both Governments, no change will be made, while negotiations are proceeding, in the present régime in Indo-China, it being understood that the principle of tariff uniformity on the land and sea frontiers will hold good, so that the tariff in force on Chinese sea frontiers will likewise apply on Indo-Chinese frontiers. Nevertheless, the present reduced rates of import and export duties will remain in force during the negotiations, which the French Government is prepared, for its part, to conclude rapidly.

(2) In the interest of the development of Franco-Chinese economic relations, it is essential to avoid excessive charges on goods.

For this reason, both the French and Chinese Governments considered it advisable to abolish *likins*. Similarly, the addition to the actual Customs duties of provincial charges in the place of *likins* would be likely to paralyse trade. The French Government has no doubt that the National Government will abolish *likins* as soon as possible after the entry into force of the new Customs régime, and that it will effectively prevent the establishment of the provincial charges in question.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 85, page 735.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 85, page 744.

(3) The service of certain loans in which French capital is invested, concluded by the Chinese Government, is at present suspended owing to lack of funds. The allocation of part of the supplementary funds furnished by the Customs to the service of these loans would be a measure which should serve to encourage the development of Franco-Chinese economic relations, and the French Government has no doubt that the National Government will take the necessary action in the matter.

I have the honour to be, etc.

(Signed) D. DE MARTEL.

To His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
at Nanking.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *December 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day concerning :

- (1) The early application of the new Chinese Customs tariff to the Indo-Chinese frontiers and the maintenance of the present régime in Indo-China, pending the conclusion of a new convention ;
- (2) The advisability of abolishing *likins* ;
- (3) The desirability of taking the necessary steps to ensure the service of certain loans.

I hasten to inform you that I am entirely in agreement with you on these matters.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) C. T. WANG.

To His Excellency
Count D. de Martel,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the French Republic
in China.

V.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *December 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the National Government hopes to be able to conclude with the French Government, prior to March 31, 1929, the new convention concerning Indo-China, in regard to which negotiations are to be begun at an early date.

Nevertheless, the stipulation relating to reduced import and export duties on the Indo-Chinese frontier, referred to in Your Excellency's letter of to-day's date, will cease to apply as from March 31, 1929, even if the new convention has not been concluded by that date.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. T. WANG.

To His Excellency
Count D. de Martel,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the French Republic
in China.

VI.

FRENCH LEGATION
IN CHINA.

NANKING, *December 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

Your Excellency transmitted to me to-day a Note informing me that the present reduced rates of import and export duties in force on the Indo-Chinese frontier will cease to apply as from March 31, 1929, even if negotiations for the conclusion of a new convention have not been completed by that date.

I hasten to acknowledge the receipt of this communication, for all necessary purposes.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) D. DE MARTEL.

To His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
at Nanking.

N° 2096.

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE,
NOUVELLE ZÉLANDE, etc.

Convention pour l'exécution des sen-
tences arbitrales étrangères. Signée
à Genève, le 26 septembre 1927.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM, GREAT BRITAIN,
NEW ZEALAND, etc.

Convention on the Execution of
Foreign Arbitral Awards. Signed
at Geneva, September 26, 1927.

N^o 2096. — CONVENTION¹ POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

No. 2096. — CONVENTION¹ ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26, 1927.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 8, le 25 juillet 1929, jour de son entrée en vigueur.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 8, July 25, 1929, the date of its entry into force.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; signataires du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage² ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923,

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, signatories of the Protocol on Arbitration Clauses², opened at Geneva on September 24th, 1923,

¹ Dépôt des ratifications :

Nouvelle-Zélande, 9 avril 1929 ;
Danemark, 25 avril 1929 ;
Belgique, 27 avril 1929 ;
Estonie, 16 mai 1929 ;
Suède, 8 août 1929.
Espagne, 15 janvier 1930.

² Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; et vol. LXXXVIII, page 312, de ce recueil.

¹ Deposit of ratifications :

New Zealand, April 9, 1929 ;
Denmark, April 25, 1929 ;
Belgium, April 27, 1929 ;
Estonia, May 16, 1929 ;
Sweden, August 8, 1929.
Spain, January 15, 1930.

² Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; and Vol. LXXXVIII page 312, of this Series.

Résolus à conclure une convention en vue de compléter ce protocole,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Adolf MÜLLER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Emerich PFLÜGL, ministre plénipotentiaire, représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. BRUNET, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Pour la GRANDE-BRETAGNE et l'IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations :

Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique ;

Pour la NOUVELLE-ZÉLANDE :

Sir C. J. PARR, Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. A. OLDENBURG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, représentant permanent auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. François SOKAL, ministre plénipotentiaire, délégué à la Société des Nations ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le Marquis DE LA TORREHERMOSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

Having resolved to conclude a Convention with the object of supplementing the said Protocol,

Have appointed as their Plenipotentiaries the following :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Adolf MÜLLER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Emerich PFLÜGL, Minister Plenipotentiary, Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. BRUNET, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

For GREAT BRITAIN and NORTHERN IRELAND, and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs ;

For NEW ZEALAND :

Sir C. J. PARR, High Commissioner for New Zealand in London ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. A. OLDENBURG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ; Permanent Representative accredited to the League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. François SOKAL, Minister Plenipotentiary Delegate accredited to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Marquis DE LA TORREHERMOSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council ;

- LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :
M. H. SCHMIDT, ministre adjoint des Affaires étrangères ;
- LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :
M. Rudolf HOLSTI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;
- LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :
M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ;
- SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :
M. Vittorio SCIALOJA, sénateur du Royaume ;
- SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :
M. Joseph BECH, ministre d'Etat, président du Gouvernement Grand-Ducal ;
- LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA :
M. T. F. MEDINA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ;
- SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :
M. le Jonkheer F. BEELAERTS VAN BLOKLAND, ministre des Affaires étrangères ;
- SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :
M. C. ANTONIADE, ministre plénipotentiaire, représentant permanent de la Roumanie auprès de la Société des Nations ;
- SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :
M. Karl Ivan WESTMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;
- LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :
M. Zdenek FIERLINGER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;
- THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :
M. H. SCHMIDT, Acting Minister for Foreign Affairs ;
- THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :
M. Rudolf HOLSTI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;
- THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :
M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ;
- HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :
M. Vittorio SCIALOJA, Senator of the Kingdom ;
- HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :
M. Joseph BECH, Minister of State, President of the Grand-Ducal Government ;
- THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA :
M. T. F. MEDINA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ;
- HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :
Jonkheer F. BEELAERTS VAN BLOKLAND, Minister for Foreign Affairs ;
- HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :
M. C. ANTONIADE, Minister Plenipotentiary, Permanent Representative of Roumania to the League of Nations ;
- HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :
M. Karl Ivan WESTMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;
- THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :
M. Zdenek FIERLINGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council ;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article premier.

Dans les territoires relevant de l'une des Hautes Parties contractantes auquel s'applique la présente convention, l'autorité d'une sentence arbitrale rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire visés au Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923, sera reconnue et l'exécution de cette sentence sera accordée, conformément aux règles de procédure suivies dans le territoire où la sentence est invoquée, lorsque cette sentence aura été rendue dans un territoire relevant de l'une des Hautes Parties contractantes auquel s'applique la présente convention et entre personnes soumises à la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes.

Pour obtenir cette reconnaissance ou cette exécution, il sera nécessaire, en outre :

a) Que la sentence ait été rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire valables d'après la législation qui leur est applicable ;

b) Que, d'après la loi du pays où elle est invoquée, l'objet de la sentence soit susceptible d'être réglé par voie d'arbitrage ;

c) Que la sentence ait été prononcée par le tribunal arbitral prévu par le compromis ou la clause compromissoire, ou constitué conformément à l'accord des parties et aux règles de droit applicables à la procédure d'arbitrage ;

d) Que la sentence soit devenue définitive dans le pays où elle a été rendue en ce sens qu'elle ne sera pas considérée comme telle si elle est susceptible d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation (dans les pays où ces procédures existent), ou s'il est prouvé qu'une procédure tendant à contester la validité de la sentence est en cours ;

e) Que la reconnaissance ou l'exécution de la sentence ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée.

Article 2.

Même si les conditions prévues à l'article premier sont remplies, la reconnaissance et

Article 1.

In the territories of any High Contracting Party to which the present Convention applies, an arbitral award made in pursuance of an agreement whether relating to existing or future differences (hereinafter called "a submission to arbitration") covered by the Protocol on Arbitration Clauses, opened at Geneva on September 24, 1923, shall be recognised as binding and shall be enforced in accordance with the rules of the procedure of the territory where the award is relied upon, provided that the said award has been made in a territory of one of the High Contracting Parties to which the present Convention applies and between persons who are subject to the jurisdiction of one of the High Contracting Parties.

To obtain such recognition or enforcement, it shall, further, be necessary :

(a) That the award has been made in pursuance of a submission to arbitration which is valid under the law applicable thereto ;

(b) That the subject-matter of the award is capable of settlement by arbitration under the law of the country in which the award is sought to be relied upon ;

(c) That the award has been made by the Arbitral Tribunal provided for in the submission to arbitration or constituted in the manner agreed upon by the parties and in conformity with the law governing the arbitration procedure ;

(d) That the award has become final in the country in which it has been made, in the sense that it will not be considered as such if it is open to *opposition, appel* or *pourvoi en cassation* (in the countries where such forms of procedure exist) or if it is proved that any proceedings for the purpose of contesting the validity of the award are pending ;

(e) That the recognition or enforcement of the award is not contrary to the public policy or to the principles of the law of the country in which it is sought to be relied upon.

Article 2.

Even if the conditions laid down in Article 1 hereof are fulfilled, recognition and enforcement

l'exécution de la sentence seront refusées si le juge constate :

a) Que la sentence a été annulée dans le pays où elle a été rendue ;

b) Que la partie contre laquelle la sentence est invoquée n'a pas eu, en temps utile, connaissance de la procédure arbitrale, de manière à pouvoir faire valoir ses moyens ou, qu'étant incapable, elle n'y a pas été régulièrement représentée ;

c) Que la sentence ne porte pas sur le différend visé dans le compromis ou rentrant dans les prévisions de la clause compromissoire, ou qu'elle contient des décisions qui dépassent les termes du compromis ou de la clause compromissoire.

Si la sentence n'a pas tranché toutes les questions soumises au tribunal arbitral, l'autorité compétente du pays où est demandée la reconnaissance ou l'exécution de cette sentence pourra, si elle le juge à propos, ajourner cette reconnaissance ou cette exécution, ou la subordonner à une garantie que cette autorité déterminera.

Article 3.

Si la partie contre laquelle la sentence a été rendue établit qu'il existe, d'après les règles de droit applicables à la procédure d'arbitrage, une cause, autre que celles visées à l'article premier, *lit. a)* et *c)*, et à l'article 2, *lit. b)* et *c)*, qui lui permette de contester en justice la validité de la sentence, le juge pourra, s'il lui plaît, refuser la reconnaissance ou l'exécution, ou les suspendre en donnant à la partie un délai raisonnable pour faire prononcer la nullité par le tribunal compétent.

Article 4.

La partie qui invoque la sentence, ou qui en demande l'exécution, doit fournir notamment :

1^o L'original de la sentence ou une copie réunissant, d'après la législation du pays où elle a été rendue, les conditions requises pour son authenticité ;

2^o Les pièces et renseignements de nature à établir que la sentence est devenue définitive, dans le sens déterminé à l'article premier, *lit. d)*, dans le pays où elle a été rendue ;

of the award shall be refused if the Court is satisfied :

(a) That the award has been annulled in the country in which it was made ;

(b) That the party against whom it is sought to use the award was not given notice of the arbitration proceedings in sufficient time to enable him to present his case ; or that, being under a legal incapacity, he was not properly represented ;

(c) That the award does not deal with the differences contemplated by or falling within the terms of the submission to arbitration or that it contains decisions on matters beyond the scope of the submission to arbitration.

If the award has not covered all the questions submitted to the arbitral tribunal, the competent authority of the country where recognition or enforcement of the award is sought can, if it think fit, postpone such recognition or enforcement or grant it subject to such guarantee as that authority may decide.

Article 3.

If the party against whom the award has been made proves that, under the law governing the arbitration procedure, there is a ground, other than the grounds referred to in Article 1 (*a)* and (*c)*, and Article 2 (*b)* and (*c)*, entitling him to contest the validity of the award in a Court of Law, the Court may, if it thinks fit, either refuse recognition or enforcement of the award or adjourn the consideration thereof, giving such party a reasonable time within which to have the award annulled by the competent tribunal.

Article 4.

The party relying upon an award or claiming its enforcement must supply, in particular :

(1) The original award or a copy thereof duly authenticated, according to the requirements of the law of the country in which it was made ;

(2) Documentary or other evidence to prove that the award has become final, in the sense defined in Article 1 (*d)*, in the country in which it was made ;

3° Le cas échéant, les pièces et renseignements de nature à établir que les conditions prévues à l'article premier, alinéa 1 et alinéa 2, *lit. a*) et *c*), sont remplies.

Il peut être exigé de la sentence et des autres pièces mentionnées dans cet article une traduction faite dans la langue officielle du pays où la sentence est invoquée. Cette traduction doit être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel ressortit la partie qui invoque la sentence ou par un traducteur assermenté du pays où la sentence est invoquée.

Article 5.

Les dispositions des articles précédents ne privent aucune partie intéressée du droit de se prévaloir d'une sentence arbitrale, de la manière et dans la mesure admises par la législation ou les traités du pays où cette sentence est invoquée.

Article 6.

La présente convention ne s'applique qu'aux sentences arbitrales rendues après la mise en vigueur du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923.

Article 7.

La présente convention, qui restera ouverte à la signature de tous les signataires du Protocole de 1923 relatif aux clauses d'arbitrage, sera ratifiée.

Elle ne pourra être ratifiée qu'au nom de ceux des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres pour le compte desquels le Protocole de 1923 aura été ratifié.

Les ratifications seront déposées aussitôt que possible auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les signataires.

Article 8.

La présente convention entrera en vigueur trois mois après qu'elle aura été ratifiée au

(3) When necessary, documentary or other evidence to prove that the conditions laid down in Article 1, paragraph 1 and paragraph 2 (*a*) and (*c*), have been fulfilled.

A translation of the award and of the other documents mentioned in the Article into the official language of the country where the award is sought to be relied upon may be demanded. Such translation must be certified correct by a diplomatic or consular agent of the country to which the party who seeks to rely upon the award belongs or by a sworn translator of the country where the award is sought to be relied upon.

Article 5.

The provisions of the above Articles shall not deprive any interested party of the right of availing himself of an arbitral award in the manner and to the extent allowed by the law or the treaties of the country where such award is sought to be relied upon.

Article 6.

The present Convention applies only to arbitral awards made after the coming-into-force of the Protocol on Arbitration Clauses, opened at Geneva on September 24, 1923.

Article 7.

The present Convention, which will remain open to the signature of all the signatories of the Protocol of 1923 on Arbitration Clauses, shall be ratified.

It may be ratified only on behalf of those Members of the League of Nations and non-Member States on whose behalf the Protocol of 1923 shall have been ratified.

Ratifications shall be deposited as soon as possible with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify such deposit to all the signatories.

Article 8.

The present Convention shall come into force three months after it shall have been

nom de deux Hautes Parties contractantes. Ultérieurement, l'entrée en vigueur se fera, pour chaque Haute Partie contractante, trois mois après le dépôt de sa ratification auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 9.

La présente convention pourra être dénoncée au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre. La dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Parties contractantes, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'aura reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Haute Partie contractante qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Secrétaire général de la Société des Nations.

La dénonciation du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage entraînera de plein droit la dénonciation de la présente convention.

Article 10.

L'effet de la présente convention ne s'étend pas de plein droit aux colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de l'une des Hautes Parties contractantes.

L'extension à l'un ou plusieurs de ces colonies, territoires ou protectorats auxquels le Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923, est applicable pourra à tout moment être effectuée par une déclaration adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par une des Hautes Parties contractantes.

Cette déclaration produira effet trois mois après son dépôt.

Les Hautes Parties contractantes pourront à tout moment dénoncer la convention pour l'ensemble ou l'un quelconque des colonies, protectorats ou territoires visés ci-dessus. L'article 9 est applicable à cette dénonciation.

Article 11.

Une copie certifiée conforme de la présente convention sera transmise par le Secrétaire

ratified on behalf of two High Contracting Parties. Thereafter, it shall take effect, in the case of each High Contracting Party, three months after the deposit of the ratification on its behalf with the Secretary-General of the League of Nations.

Article 9.

The present Convention may be denounced on behalf of any Member of the League or non-Member State. Denunciation shall be notified in writing to the Secretary-General of the League of Nations, who will immediately send a copy thereof, certified to be in conformity with the notification, to all the other Contracting Parties, at the same time informing them of the date on which he received it.

The denunciation shall come into force only in respect of the High Contracting Party which shall have notified it and one year after such notification shall have reached the Secretary-General of the League of Nations.

The denunciation of the Protocol on Arbitration Clauses shall entail, *ipso facto*, the denunciation of the present Convention.

Article 10.

The present Convention does not apply to the Colonies, Protectorates or territories under suzerainty or mandate of any High Contracting Party unless they are specially mentioned.

The application of this Convention to one or more of such Colonies, Protectorates or territories to which the Protocol on Arbitration Clauses, opened at Geneva on September 24, 1923, applies, can be affected at any time by means of a declaration addressed to the Secretary-General of the League of Nations by one of the High Contracting Parties.

Such declaration shall take effect three months after the deposit thereof.

The High Contracting Parties can at any time denounce the Convention for all or any of the Colonies, Protectorates or territories referred to above. Article 9 hereof applies to such denunciation.

Article 11.

A certified copy of the present Convention shall be transmitted by the Secretary-General

général de la Société des Nations à tout Membre de la Société des Nations et à tout Etat non membre signataire de ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le vingt-six septembre mil neuf cent vingt-sept, en un seul exemplaire dont les textes anglais et français feront également foi, et qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

of the League of Nations to every Member of the League of Nations and to every non-Member State which signs the same.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, on the twenty-sixth day of September one thousand nine hundred and twenty-seven, in a single copy, of which the English and French texts are both authentic, and which will be kept in the archives of the League of Nations.

ALLEMAGNE

D^r Adolf MÜLLER

GERMANY

AUTRICHE

E. PFLÜGL

AUSTRIA

BELGIQUE

La Belgique se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national. ¹

J. BRUNET

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toute partie de l'Empire britannique non membre séparé de la Société des Nations.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

Austen CHAMBERLAIN

NOUVELLE-ZÉLANDE

C. J. PARR

NEW ZEALAND

Western Samoa is included. ²

C. J. P.

DANEMARK

D'après le droit danois, les sentences arbitrales rendues par un tribunal d'arbitrage ne sont pas immédiatement exigibles, mais il est nécessaire dans chaque cas pour les rendre exigibles de s'adresser aux tribunaux ordinaires. Au cours de ces procédés devant ces tribunaux, la sentence arbitrale sera cependant admise généralement sans examen ultérieur comme base pour le jugement définitif de l'affaire. Sauf ratification. ³

A. OLDENBURG.

DENMARK

VILLE LIBRE DE DANTZIG

F. SOKAL

FREE CITY OF DANZIG

Translation by the Secretariat : — Traduction du Secrétariat.

¹ Belgium reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered commercial under its national law.

² Y compris le Samoa occidental.

³ Under Danish law, arbitral awards made by an arbitral tribunal do not immediately become operative; it is necessary in each case, in order to make an award operative, to apply to the ordinary Courts of Law. In the course of the proceedings, however, the arbitral award will generally be accepted by such Courts without further examination as a basis for the final judgment in the affair. Subject to ratification.

ESPAGNE	Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA.	SPAIN
ESTONIE		ESTONIA
	Le Gouvernement estonien se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national. ¹	
	A. SCHMIDT	
FINLANDE	Rudolf HOLSTI	FINLAND
FRANCE		FRANCE
	Le Gouvernement français se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national. ²	
	Aristide BRIAND	
ITALIE	Vittorio SCIALOJA	ITALY
LUXEMBOURG		LUXEMBURG
	Le Luxembourg se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article 1 ^{er} aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national. ³	
	BECH	
NICARAGUA	T. F. MEDINA	NICARAGUA
PAYS-BAS	BEELAERTS VAN BLOKLAND	THE NETHERLANDS
ROUMANIE		ROUMANIA
	Le Gouvernement roumain se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national. ⁴	
	C. ANTONIADE	
SUÈDE	K. I. WESTMAN	SWEDEN
TCHÉCOSLOVAQUIE		CZECHOSLOVAKIA
	En signant la présente convention je déclare que la République tchécoslovaque n'entend pas porter atteinte aux traités bilatéraux qu'elle a conclus avec divers États et qui règlent les questions visées par cette convention d'une manière dépassant ses dispositions. ⁵	
	Zd. FIERLINGER	

Translation by the Secretariat :

¹ The Estonian Government reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered commercial under its national law.

² The French Government reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered commercial under its national law.

³ Luxembourg reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered as commercial under its national law.

⁴ The Roumanian Government reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered commercial under its national law.

⁵ On signing the present convention, I declare that the Czechoslovak Republic does not intend to invalidate in any way the bilateral treaties concluded by it with various States, which regulate the questions referred to in the present Convention by provisions going beyond the provisions of the convention.

N° 2097.

BRÉSIL ET ROYAUME-UNI

Traité et convention en vue de la
délimitation de la frontière entre
la Guyane britannique et le Brésil.
Signés à Londres, le 22 avril
1926.

**BRAZIL
AND UNITED KINGDOM**

Treaty and Convention for the
Settlement of the Boundary be-
tween British Guiana and Brazil.
Signed at London, April 22, 1926.

TEXTE PORTUGAIS.-PORTUGUESE TEXT.

No. 2097. — TREATY¹ AND CONVENTION BETWEEN HIS MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE BRAZILIAN REPUBLIC FOR THE SETTLEMENT OF THE BOUNDARY BETWEEN BRITISH GUIANA AND BRAZIL. SIGNED AT LONDON, APRIL 22, 1926.

Nº 2097. — TRATADO¹ E CONVENÇÃO ENTRE SUA MAJESTADE BRITANICA E O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL RESPEITANTES À LIMITAÇÃO DA FRONTEIRA ENTRE A GUYANA BRITANICA E O BRASIL. ASSIGNADOS EM LONDRES AOS 22 DE ABRIL DE 1926.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de ces traité et convention a eu lieu le 26 juillet 1929.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Treaty and Convention took place July 26, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE PRESIDENT OF THE Republic of the UNITED STATES OF BRAZIL, desiring that the various frontier lines between the United States of Brazil and British Guiana shall be clearly described and properly demarcated, have decided to conclude a general boundary treaty, and for this purpose have appointed the following as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and.

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e SUA MAJESTADE O REI DO REINO UNIDO DA GRÃ BRETANHA E IRLANDA E DOS DOMINIOS BRITANNICOS DO ULTRA-MAR, Imperador da India, desejando que fiquem descriptos com clareza e convenientemente demarcadas as diferentes linhas de fronteira entre os Estados Unidos do Brasil e a Guyana Britannica, resolveram fazer um Tratado Geral de Limites, e para esse fim nomearam Plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

O Senhor Raul REGIS DE OLIVEIRA, Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario dos Estados Unidos do Brasil em Londres ; e

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 16 avril 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at London, April 16, 1929.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

His Excellency Senhor Raul REGIS DE OLIVEIRA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of Brazil at London ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

The frontier between the United States of Brazil and British Guiana shall be finally fixed as follows in virtue of earlier instruments :

(1) Commencing from the heights of the Roraima mountains, between the headwaters of the River Cotingo (Kwating) and those of the Arapopo (Arabopo)— in so far as the nature of the ground or the locality permits of these sources being explored or located—from the point of convergence of the frontier of the two countries with that of the Republic of the United States of Venezuela, it shall descend by the north-eastern part of the said mountains, passing between the Paikwa Fall to the north and the Cotingo (Kwating) Falls to the south ; and it shall continue as far as Mount Yakontipú, along the watershed between the River Cotingo, which flows in Brazilian territory, and the River Paikwa, which flows in British territory (Convention between Brazil and Great Britain of the 22nd April, 1926).

(2) From Mount Yakontipú the frontier shall continue in an easterly direction along the watershed as far as the source of the River Mahú or Ireng ; it shall follow the downward course of this river as far as its confluence with the Tacutú ; and follow the upward course of the Tacutú to its source situated, not on Mount Vindaua as was supposed, but on Mount Wamuriaktawa, about three miles above, towards the north-east, in the same chain (arbitral decision given at Rome on the 6th June, 1904, and map annexed to the said decision ; also convention of the 22nd April, 1926).

SUA MAJESTADE O REI DO REINO UNIDO DA GRÃ BRETANHA E IRLANDA E DOS DOMINIOS BRITANNICOS DO ULTRA-MAR, IMPERADOR DA INDIA :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., Secretario de Estado dos Negocios Extrangeiros ;

Os quaes, depois de se haverem communicado os seus plenos poderes, achados em bôa e devida fôrma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo I.

A fronteira entre os Estados Unidos do Brasil e a Guyana Britannica acha-se assim definitivamente estabelecida, em virtude de Actos anteriores :

1º Partindo do alto dos montes Roraima, entre as cabeceiras do Cotingo (Kwating) e as do Arapopo (Arabopo), tanto quanto a natureza do terreno ou do lugar permitta a exploração ou localização destas nascentes, — do ponto de convergencia da fronteira dos dois paizes com a da Republica dos Estados Unidos de Venezuela, desce pela parte nordéste dos mesmos montes, passando entre o Salto Paikwa (Paikwa Fall), ao norte, e as quedas do Cotingo (Kwating Falls), ao sul ; e continúa até o monte Yakontipú, pela linha divisoria das aguas entre o rio Cotingo, o qual corre em territorio brasileiro, e o rio Paikwa, que corre em territorio britannico (Convenção entre o Brasil e a Grã Bretanha de 22 de Abril de 1926).

2º Do monte Yakontipú, a fronteira segue na direcção de léste pela linha divisoria das aguas até á nascente do rio Mahú ou Ireng ; desce por este rio até á sua confluencia com o Tacutú ; e sobe pelo Tacutú até á sua nascente, situada não no monte Vindaua, como se suppunha, mas sim no monte Wamuriaktawa que fica cêrca de tres milhas acima, para o nordéste, na mesma serra (Decisão arbitral dada em Roma, a 6 de Junho de 1904, e mappa annexo á mesma Decisão ; e Convenção de 22 de Abril de 1926).

(3) From the source of the Tacutú, on Mount Wamuriaktawa, the frontier shall continue along the watershed between the Amazon basin and the basins of the Essequibo and the Corentyne, as far as the point of junction or convergence of the frontier of the two countries with that of Dutch Guiana or the colony of Surinam (declaration annexed to the Treaty of London¹ of the 6th November, 1901, between Brazil and Great Britain, and the above-mentioned arbitral decision² of the 6th June, 1904.)

Article 2.

Special commissioners, appointed in due course by each of the two Governments, and constituted into a mixed commission, shall make a reconnaissance of the various frontier lines specified in the preceding article, draw up plans of each of the various sections, as well as a general map of the boundaries between the two territories, and set up marks where they appear to be necessary.

The manner in which this mixed commission shall be constituted, and the instructions to which it shall be subject for the fulfilment of its duties, shall be laid down in a special protocol.

Article 3.

Differences between the Brazilian and the British Commissions which are not settled amicably by the two Governments shall be submitted by them to the arbitral decision of three members of the Academy of Sciences of the Institute of France, chosen by the President of the said Academy.

Article 4.

The present treaty shall be ratified in accordance with the constitutional methods of the High Contracting Parties, and the ratifications shall be exchanged at the City of London as soon as possible.

Article 5.

The two commissions mentioned in article 2 must meet and be constituted into a mixed com-

3º Da nascente do Tacutú, no monte Wamuriaktawa, continúa a fronteira pela linha divisória das aguas entre a bacia do Amazonas e as bacias do Essequibo e do Corentyne, até ao ponto de encontro ou de convergencia da fronteira dos dois paizes com a da Guyana Neerlandeza ou Colonia de Surinam (Declaração annexa ao Tratado de Londres¹ de 6 de Novembro de 1901, entre o Brasil e a Grã Bretanha ; e citada Decisão arbitral,² de 6 de Junho de 1904).

Artigo 2.

Commissarios especiaes, nomeados opportunamente por cada um dos dois Governos, e constituídos em Comissão Mixta, farão o reconhecimento das diferentes linhas de fronteira indicadas no artigo precedente, levantando plantas de cada uma das diferentes secções, assim como uma Carta Geral dos confins entre os dois territorios, e collocando marcos onde parecerem convenientes.

Em Protocollo especial se estabelecerão o modo por que essa Comissão Mixta será constituída e as Instrucções a que ficará sujeita para a execução dos seus trabalhos.

Artigo 3.

Os desaccórdos entre a Comissão Brasileira e a Comissão Britannica, que não fôrem amigavelmente resolvidos pelos dois Gevernos, serão por estes submettidos á decisão arbitral de tres membros da Academia de Sciencias do Instituto de França, escolhidos pelo Presidente da mesma Academia.

Artigo 4.

O presente Tratado será ratificado de accordo com as normas constitucionaes das Altas Partes Contractantes e as ratificações serão trocadas na cidade de Londres, logo que isso seja possivel.

Artigo 5.

As duas Comissões mencionadas no artigo 2 deverão estar reunidas e constituídas em

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 94, page 23.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 930.

mission within the space of six months counting from the date of exchange of the ratifications of the treaty.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have drawn up this instrument in duplicate, each copy being in the English and Portuguese languages, and have signed them and affixed their respective seals to both copies.

Done at the City of London, on the 22nd day of April, in the year one thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Raul REGIS DE OLIVEIRA.

Comissão Mixta no prazo de seis mezes contados da data da troca das ratificações deste Tratado.

Em fé do que, os Plenipotenciarios acima nomeados fizeram lavrar este instrumento, em dois exemplares, cada um delles escripto nas linguas portugueza e ingleza, e os assignam, appondo em ambos os seus respectivos sellos.

Feito na cidade de Londres, aos 22 dias do mez de Abril do anno de mil novecentos vinte e seis.

(2) CONVENTION.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, with the object of completing the determination of the frontiers between their respective territories, already fixed as regards almost their entire length by the declaration annexed to the Treaty of London of the 6th November, 1901, and by the Rome Award of the 6th June, 1904, and deeming it necessary to rectify certain inaccuracies in that award, have decided to conclude a special complementary boundary convention, and to that end have appointed the following as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

His Excellency Senhor Raul REGIS DE OLIVEIRA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of Brazil at London ;

CONVENÇÃO

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e SUA MAJESTADE O REI DO REINO UNIDO DA GRÃ BRITANHA E IRLANDA E DOS DOMINIOS BRITANNICOS DO ULTRA-MAR, IMPERADOR DA INDIA, no intuito de completarem a determinação das fronteiras entre os seus respectivos territorios, já feita em quasi toda a extensão dos mesmos, pela Declaração anexa ao Tratado de Londres de 6 de Novembro de 1901 e pelo Laudo de Roma, de 6 de Junho de 1904, e julgando necessario rectificar algumas inexactidões do mesmo Laudo, resolveram fazer uma Convenção especial e complementar de limites ; e, para esse fim, nomearam Plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

O Senhor Raul REGIS DE OLIVEIRA, Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario dos Estados Unidos do Brasil em Londres ; e

SUA MAJESTADE O REI DO REINO UNIDO DA GRÃ BRETANHA E IRLANDA E DOS DOMINIOS BRITANNICOS DO ULTRA-MAR, IMPERADOR DA INDIA :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, agreed upon the following articles :

Article 1.

From Mount Yakontipú westwards, as far as the Roraima chain, the frontier between the United States of Brazil and British Guiana shall follow the watershed between the River Cotingo (Kwating), flowing in Brazilian territory, and the River Paikwa, flowing in British territory. Ascending the Roraima mountains, the frontier shall pass between the Paikwa Falls, to the north and the falls of the Cotingo (Kwating Falls), to the south and, leaving the sources of the Cotingo on the side of Brazil, shall end where Venezuelan territory commences, between the sources of the Cotingo (Kwating) and those of the Arapopo (Arabopo), on the said Roraima mountains, in so far as the nature of the ground or the locality permits of these sources being explored or located.

Article 2.

The two High Contracting Parties declare that the source of the River Tacutú, at the end of the boundary line fixed by the arbitral decision of the 6th June, 1904, is situated on Mount Wamuriaktawa and not on Mount Vindaua (Wintawa), as was supposed.

Article 3.

The present convention shall be ratified in accordance with the constitutional methods of the High Contracting Parties, and the ratifications shall be exchanged at the city of London as soon as possible.

In witness whereof the abovenamed Plenipotentiaries have drawn up the present convention in duplicate, each copy being in the English and Portuguese languages, and have signed the same and affixed their respective seals to both copies.

Done at the city of London, the 22nd day of April, in the year one thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Raul REGIS DE OLIVEIRA.

Os quaes, depois de se haverem comunicado os seus plenos poderes, achados em bôa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo 1.

Do monte Yakontipú para o oeste, até á serra Roraima, a fronteira entre os Estados Unidos do Brasil e a Guyana Britannica seguirá pela linha divisória das aguas (watershed) entre o Rio Cotingo (Kwating), que corre em territorio brasileiro, e o rio Paikwa (Paikwa River), o qual corre em territorio britannico. Subindo pelos montes Roraima, pasará a fronteira entre a quéda do Paikwa (Paikwa Fall), ao norte, e as quédas do Cotingo (Kwating Falls), ao sul, e, deixando do lado do Brasil as nascentes do Cotingo (Kwating), terminará onde começa o territorio venezuelano, entre as nascentes do Cotingo (Kwating) e as do Arapopo (Arabopo), nos mesmos montes Roraima, tanto quanto a natureza do terreno ou do lugar permita a exploração ou localização dessas nascentes.

Artigo 2.

As duas Altas Partes Contractantes declaram que a nascente do Roi Tacutú, onde termina a linha divisoria estabelecida pela decisão arbitral de 6 de Junho de 1904, fica situada no monte Wamuriaktawa e não no monte Vindaua (Wintawa), como se suppunha.

Artigo 3.

A presente Convenção será ratificada de accordó com as normas constitucionaes das Altas Partes Contractantes e as ratificações serão trocadas na cidade de Londres, logo que isso seja possível.

Em fé do que, os Plenipotenciarios acima nomeados fizeram lavrar a presente convenção, em dois exemplares, cada um delles escripto nas linguas portugueza e ingleza, e os assignam, appondo em ambos os seus respectivos sellos.

Feito na cidade de Londres, aos 22 dias do mez de Abril, do anno de mil novecentos vinte e seis.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2097. — TRAITÉ ET CONVENTION ENTRE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL ET SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN VUE DE LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA GUYANE BRITANNIQUE ET LE BRÉSIL. SIGNÉS A LONDRES, LE 22 AVRIL 1926.

1^o TRAITÉ

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, désirant que les diverses lignes frontière entre les Etats-Unis du Brésil et la Guyane britannique soient clairement définies et dûment délimitées, ont décidé de conclure un traité général de frontières et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Son Excellence Senhor Raul REGIS DE OLIVEIRA, Ambassadeur extraordinaire et Plenipotentiaire des Etats-Unis du Brésil à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La frontière entre les Etats-Unis du Brésil et la Guyane britanniques sera définitivement fixée comme suit en vertu des instruments diplomatiques antérieurs :

1^o Partant du sommet des monts Roraina, entre les sources du fleuve Cotingo (Kwating) et celles du fleuve Arapopo (Arabopo), — dans la mesure où la nature du terrain ou des lieux permet d'explorer ou de localiser ces sources, — c'est-à-dire du point de convergence de la frontière des deux pays avec celle de la République des Etats-Unis du Venezuela, la ligne frontière descendra par la partie nord-est desdites montagnes, en passant entre la chute du Paikwa, au nord, et les chutes du Cotingo (Kwating) au sud, et elle suivra, jusqu'au Mont Yakontipú, la ligne de partage des eaux entre le fleuve Cotingo, qui coule en territoire brésilien, et le fleuve Paikwa, qui coule en territoire britannique (Convention entre le Brésil et la Grande-Bretagne, en date du 22 avril 1926).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2° A partir du Mont Yakontipú, la frontière suivra, dans la direction de l'est, la ligne de partage des eaux jusqu'à la source du fleuve Mahú ou Ireng ; elle descendra le cours de ce fleuve jusqu'à son confluent avec le Tacutú ; puis elle remontera le cours du Tacutú jusqu'à sa source, située, non pas à Mont Vindaua, comme on l'avait supposé, mais au mont Wamuriaktawa, à trois milles environ au-dessus, vers le nord-est, dans la même chaîne de montagnes. (Décision arbitrale rendue à Rome le 6 juin 1904) et carte annexée à ladite décision ; voir également la Convention du 22 avril 1926.)

3° Depuis la source du Tacutú au mont Wamuriaktawa, la frontière suivra la ligne de partage des eaux entre le Bassin de l'Amazone et les bassins de l'Essequibo et du Corentyne, jusqu'au point de rencontre ou de convergence de la frontière des deux pays avec celle de la Guyane hollandaise ou de la Colonie de Surinam. (Déclaration annexée au Traité de Londres du 6 novembre 1901, entre le Brésil et la Grande-Bretagne, et décision arbitrale susmentionnée du 6 juin 1904.)

Article 2.

Des commissaires spéciaux, nommés en temps voulu par chacun des deux gouvernements, et constituant une commission mixte, procéderont à une reconnaissance des diverses lignes frontières indiquées dans l'article précédent, établiront le plan de chacune des diverses sections, ainsi qu'une carte générale des frontières entre les deux territoires et placeront des bornes là où ils le jugeront nécessaire.

Un protocole spécial déterminera le mode de constitution de la commission mixte, ainsi que les instructions qui lui seront données en vue de l'exécution de sa mission.

Article 3.

Les différends entre les commissions brésilienne et britannique, qui ne seront pas réglés amicalement par les deux gouvernements, seront soumis par ceux-ci à la décision arbitrale de trois membres de l'Académie des Sciences de l'Institut de France, choisis par le président de ladite académie.

Article 4.

Le présent traité sera ratifié conformément aux règles constitutionnelles des Hautes Parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans la ville de Londres aussitôt que possible.

Article 5.

Les deux commissions mentionnées à l'article 2 devront se réunir et constituer une commission mixte dans un délai de six mois à compter de la date de l'échange des ratifications du traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont établi le présent instrument, en deux exemplaires, rédigés chacun en langues anglaise et portugaise, les ont signés et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en la ville de Londres, le vingt-deux avril de l'année mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Raul REGIS DE OLIVEIRA.

2^o CONVENTION.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, désireux de compléter, entre leurs territoires respectifs, la délimitation des frontières déjà fixées sur presque toute leur longueur par la déclaration annexée au Traité de Londres du 6 novembre 1901 et par la sentence arbitrale de Rome du 6 juin 1904, et estimant nécessaire de rectifier certaines inexactitudes contenues dans cette sentence, ont décidé de conclure une convention de frontière spéciale et complémentaire, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Son Excellence Senhor RAUL REGIS DE OLIVEIRA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

A partir du Mont Yakontipú et dans la direction de l'Ouest, jusqu'à la chaîne Roraima, la frontière entre les Etats-Unis du Brésil et la Guyane britannique suivra la ligne de partage des eaux entre le fleuve Cotingo (Kwating), coulant en territoire brésilien, et le fleuve Paikwa, coulant en territoire britannique. La frontière, en remontant par les monts Roraima, passera entre la chute du Paikwa, au nord, et les chutes du Cotingo (chutes du Kwating) au sud, et, en laissant les sources du Cotingo du côté du Brésil, elle se terminera à l'endroit où commence le territoire du Venezuela, entre les sources du Cotingo (Kwating) et celles de l'Arapopo (Arabopo) dans lesdits monts Roraima, pour autant que la nature du terrain ou des lieux permettra d'explorer ou de localiser ces sources.

Article 2.

Les deux Hautes Parties contractantes déclarent que la source du fleuve Tacutú, à l'extrémité de la ligne frontière fixée par la décision arbitrale du 6 juin 1904, est située au mont Wamuriaktawa et non au mont Vindaua (Wintawa) comme on le supposait.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée conformément aux règles constitutionnelles des Hautes Parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans la ville de Londres aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont établi la présente convention en deux exemplaires, rédigés chacun en langues anglaise et portugaise, les ont signés et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en la ville de Londres, le vingt-deux avril de l'année mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Raul REGIS DE OLIVEIRA.

N° 2098.

**BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET LUXEMBOURG**

Arrangement concernant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Grand-Duché de Luxembourg par la Belgique. Signé à Londres, le 13 novembre, à Bruxelles, le 22 novembre, et à Luxembourg, le 27 novembre 1928.

**BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND LUXEMBURG**

Agreement regarding Telephone Service between Great Britain and Northern Ireland and Luxemburg via Belgium. Signed at London, November 13, at Brussel, November 22, and at Luxemburg, November 27, 1928.

No. 2098. — AGREEMENT REGARDING TELEPHONE SERVICE BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND LUXEMBURG VIA BELGIUM. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 13, AT BRUSSELS, NOVEMBER 22 AND AT LUXEMBURG, NOVEMBER 27, 1928.

N^o 2098. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE SEPTENTRIONALE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG PAR LA BELGIQUE. SIGNÉ A LONDRES, LE 13 NOVEMBRE, A BRUXELLES, LE 22 NOVEMBRE, ET A LUXEMBOURG, LE 27 NOVEMBRE 1928.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 26 juillet 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 26, 1929.

THE POSTMASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE DIRECTOR GENERAL OF TELEGRAPHS AND TELEPHONES OF BELGIUM and THE DIRECTOR GENERAL OF THE ADMINISTRATION OF POSTS AND TELEGRAPHS OF LUXEMBURG have agreed as follows :

LE POSTMASTER GÉNÉRAL DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE SEPTENTRIONALE, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES DE LA BELGIQUE et LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES DE LUXEMBOURG sont convenus de ce qui suit :

Article I.

A telephonic service is provided between Great Britain and Northern Ireland and the Grand Duchy of Luxemburg by the intermediary of channels of communication established on Belgian territory, and in submarine telephone cables jointly owned by Great Britain and Belgium. These channels of communication are mutually agreed upon by the three administrations.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et le Grand-Duché de Luxembourg, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Belgique et des câbles téléphoniques sous-marins entre la Grande-Bretagne et la Belgique. Ces voies de communication sont fixées d'un commun accord entre les trois administrations.

Article II.

As laid down in Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the con-

Article II.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des

tracting parties retains the right where necessary of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity

parties contractantes se réserve le droit, si besoin est, de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article III.

The three administrations are not subject to any responsibility to subscribers and other members of the public on account of the international telephone service between Great Britain and Northern Ireland and Luxemburg and/or other countries.

Article III.

Les trois administrations n'assument aucune responsabilité vis-à-vis des abonnés et du public en général, au sujet du service téléphonique international entre la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et le Grand-Duché de Luxemburg ou d'autres pays.

Article IV.

The arrangements prescribed in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the Telegraph Convention of St. Petersburg¹ are applied to the telephonic service between Great Britain and Northern Ireland and the Grand Duchy of Luxemburg (which is the subject of this Agreement) as amplified and modified by the following conditions :

Article IV.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement International (Revision de Paris, 1925) annexé à la Convention télégraphique de Saint-Petersbourg¹ sont applicables au service téléphonique (objet du présent arrangement), entre la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et le Grand Duché de Luxemburg sous réserve des additions et modifications suivantes :

B. DURATION OF SERVICE.

§ I. The exchanges at the terminal points of the Anglo-Luxemburg circuits shall be open always.

B. DURÉE DU SERVICE.

§ I. Les bureaux centraux tête de ligne des circuits anglo-luxembourgeois seront ouverts en permanence.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

§ I. Urgent private calls are not admitted.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

§ I. Les conversations privées urgentes ne sont pas admises.

F. " LIGHTNING " CALLS.

§ I. " Lightning " calls are not admitted.

F. CONVERSATIONS « ECLAIRS. »

§ I. Les conversations « Eclairs » ne sont pas admises.

G. GOVERNMENT CALLS.

§ I. (2) Urgent State calls are not admitted.

G. CONVERSATIONS D'ETAT.

§ I. (2) Les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises.

¹ Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347, de ce recueil ; et page 396, de ce volume.

¹ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347, of this Series ; and page 396, of this Volume.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

§ 1. Subscription calls at fixed hours are authorised during the periods of light traffic and are subject to one half ($\frac{1}{2}$) the unit charge.

§ 3. Subscription calls of more than 6 minutes' duration may be admitted by the offices concerned where traffic conditions on the circuits to be used permit.

§ 6. (2) Supplementary calls are considered and charged for as new calls (Section L, § 1). Three-fifths of the unit charge will therefore be levied as a minimum during the hours of light traffic.

K. TARIFFS. COLLECTION OF CHARGES.

§ 3. For the fixing of terminal charges :

The territory of Great Britain and Northern Ireland is divided into three zones.

The territory of the Grand Duchy of Luxembourg comprises one zone only.

LIMITS OF ZONES.

Great Britain and Northern Ireland.

The first zone comprises the following counties :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.

The second zone comprises the following counties :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Monmouth, Montgomery, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland, York.

The third zone comprises Scotland and Northern Ireland.

H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

§ 1. Les conversations par abonnement, à heures fixes, sont autorisées pendant les périodes de faible trafic et sont soumises à la moitié ($\frac{1}{2}$) de l'unité de taxe.

§ 3. Des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

§ 6. (2) Les conversations supplémentaires sont considérées et taxées comme des nouvelles conversations (Section L, § 1). Il sera donc perçu $\frac{3}{5}$ de l'unité de taxe au moins durant les heures de faible trafic.

K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

§ 3. Pour la détermination des taxes terminales :

Le territoire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale est divisé en trois zones.

Le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ne comprend qu'une zone.

LIMITES DES ZONES.

Grande-Bretagne et Irlande septentrionale.

La première zone comprend les comtés ci-après :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.

La deuxième zone comprend les comtés ci-après :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Monmouth, Montgomery, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland, York.

La troisième zone comprend : L'Ecosse et l'Irlande septentrionale.

CHARGES.

The sum accruing to each administration per unit call is fixed in the unit defined in Article 24 (Chapter VIII) of the International Telegraph Convention (Revision of Paris, 1925) as follows:

TERMINAL ADMINISTRATIONS.

To Great Britain and Northern Ireland.

Four francs fifty centimes (fr. 4.50) for each call originating in or destined for the first zone.

Seven francs (fr. 7.00) for each call originating in or destined for the second zone.

Nine francs (fr. 9.00) for each call originating in or destined for the 3rd zone.

To Luxembourg.

Fifty centimes (fr. 0.50) for each call originating in or destined for the territory of the Grand Duchy.

TRANSIT ADMINISTRATION.

To Belgium.

Five francs fifty centimes (fr. 5.50) for every unit call whatever may be the place of origin or destination.

The British terminal fee and the Belgian transit fee comprise the quota of each of these two administrations accruing from the transit of submarine cables.

Total of the unit charge in the relations between the different zones of Great Britain and Northern Ireland and the Grand Duchy of Luxembourg.

The total of the unit charge for each relation and the part accruing to each administration are indicated in the following table :

Relations between the Grand Duchy of Luxembourg and Great Britain and Northern Ireland	Total	British share	Belgian share	Luxemburg share
	Francs	Francs	Francs	Francs
1st British Zone	10.50	4.50	5.50	0.50
2nd British Zone	13.00	7.00	5.50	0.50
3rd British Zone	15.00	9.00	5.50	0.50

TAXES.

La part revenant à chaque administration, par unité de taxe, est fixée dans l'unité définie à l'article 24 (Chapitre VIII) du Règlement télégraphique international (Revision de Paris, 1925), comme suit :

ADMINISTRATIONS EXTREMES.

Grande-Bretagne et Irlande septentrionale.

Quatre francs cinquante centimes (fr. 4.50) pour toute conversation originaire ou à destination de la première zone.

Sept francs (fr. 7.00) pour toute conversation originaire ou à destination de la deuxième zone.

Neuf francs (fr. 9.00) pour toute conversation originaire ou à destination de la troisième zone.

Luxembourg.

Cinquante centimes (fr. 0.50) pour toute conversation originaire ou à destination du territoire du Grand-Duché.

ADMINISTRATION DE TRANSIT.

Belgique.

Cinq francs cinquante centimes (fr. 5.50) pour chaque unité de conversation, quel que soit le bureau d'origine ou de destination.

La taxe terminale britannique et la taxe de transit belge comprennent la quote-part de chacune de ces deux administrations afférente au transit des câbles sous-marins.

Montant de l'unité de taxe dans les relations entre les différentes zones de la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et le Grand-Duché de Luxembourg.

Le montant de l'unité de taxe pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration, sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale	Total	Part de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale	Part de la Belgique	Part Grand-ducale
	Francs	Francs	Francs	Francs
1 ^{er} zone	10,50	4,50	5,50	0,50
2 ^{me} zone	13,00	7,00	5,50	0,50
3 ^{me} zone	15,00	9,00	5,50	0,50

The hours of light traffic are 19 h. to 8 h. (legal time of country of origin). So far as subscription calls are concerned, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the charge applicable to an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$ ths) of the unit charge.

L. METHOD OF APPLICATION OF CHARGES.

§ 8. (2) No special charge is levied in the case of non-reply from subscribers.

N. AVIS D'APPEL AND PRÉAVIS.

§ 1. (4) Calls with avis d'appel and préavis are not admitted.

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

§ 5. Calls are established by the intermediary of a single Belgian central office, in accordance with the operating regulations for international transit traffic prescribed by the International Consultative Committee for long distance telephone communications.

Q. ACCOUNTING.

(2) Terminal charges are liquidated direct between the British and Luxemburg Administrations. The liquidation of transit charges is effected between the Belgian Administration and the two debtor administrations. The latter send a copy of their account approved by the originating administration to the Belgian Administration, which includes, under a special heading in its accounts relative to Anglo-Belgian and Belgo-Luxemburg relations, the amount of the transit charges due respectively by the British and Luxemburg Administrations.

§ 6. Les heures de faible trafic sont fixées de 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant les heures de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS.

§ 8. (2) En cas de non-réponse du demandeur ou du demandé aucune taxe spéciale n'est perçue.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS.

§ 1. (4) Les communications avec avis d'appel et préavis ne sont pas admises.

O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

§ 5. Les communications sont établies à l'intervention d'un seul bureau central belge, conformément aux règles d'exploitation préconisées par le Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance, pour le trafic international de transit.

Q. COMPTABILITÉ.

(2) Les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations britannique et luxembourgeoise. La liquidation des taxes de transit s'effectue entre l'administration belge et les deux administrations débitrices. Celles-ci envoient une copie de leur compte approuvé par l'office de départ à l'administration belge qui porte sous une rubrique spéciale dans ses comptes relatifs aux relations anglo-belges et belgo-luxembourgeoises le montant des taxes de transit dues respectivement par les administrations britannique et luxembourgeoise.

Article V.

The present Agreement will take effect at the date which shall be fixed by the contracting administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of the States interested.

It shall remain in force for one year after notice of termination is given by any of the administrations.

Done in triplicate.

At LONDON, *the 13th November, 1928.*

W. MITCHELL-THOMSON.

The Postmaster General of Great Britain and Northern Ireland.

At BRUSSELS, *the 22nd November, 1928.*

The Deputy Director General of Telegraphs and Telephones of Belgium.

At LUXEMBURG, *the 27th November, 1928.*

The Director General of the Administration of Posts and Telegraphs of Luxemburg.

Article V.

Le présent arrangement, sortira ses effets à la date qui sera fixée d'un commun accord par les administrations contractantes, dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés.

Il restera en vigueur pendant un an après que l'une ou l'autre des administrations aura notifié sa résiliation.

Fait triple.

A LONDRES, *le 13 novembre 1928.*

Postmaster général de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale.

A BRUXELLES, *le 22 novembre 1928.*

Sous-Directeur général des Télégraphes et des Téléphones de la Belgique.

A LUXEMBOURG, *le 27 novembre 1928.*

Directeur général de l'Administration des Postes et des Télégraphes de Luxemburg.

N° 2099.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Accord concernant l'échange des
colis postaux entre les États-Unis
d'Amérique et les Straits Settle-
ments. Signé à Kuala Lumpur, le
20 octobre 1928, et à Washington,
le 4 janvier 1929.

UNITED STATES OF AMERICA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Agreement for the Exchange of
Postal Parcels between the United
States of America and the Straits
Settlements. Signed at Kuala
Lumpur, October 20, 1928, and
at Washington, January 4, 1929.

No. 2099. — AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE STRAITS SETTLEMENTS. SIGNED AT KUALA-LUMPUR, OCTOBER 20, 1928, AND AT WASHINGTON, JANUARY 4, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juillet 1929.

For the purpose of concluding arrangements for the direct exchange of parcel-post packages between THE UNITED STATES OF AMERICA (including Alaska, Hawai, Porto Rico, Guam, Samoa, and the Virgin Islands of the United States) and THE STRAITS SETTLEMENTS the undersigned, Harry S. NEW, Postmaster General of the United States of America, and Andrew CALDECOTT, C. B. E., Secretary for Postal Affairs, Straits Settlements and Federated Malay States, by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following articles :

I. LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. No parcel shall exceed twenty-two pounds (ten kilograms) in weight, three feet six inches (one hundred and five centimetres) in length, or six feet (one hundred and eighty centimetres) in length and girth combined.
2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of parcels, the view of the despatching office shall be accepted, save in the case of obvious error.

II. POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel such postage and fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, and also, in the case of insured parcels, such insurance fees and fees for return receipts, as may from time to time be prescribed by its regulations.
2. Except in the case of returned or redirected parcels, the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable, must be prepaid.

III. PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself, or on a label gummed thereto, and in the

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2099. — ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES STRAITS SETTLEMENTS. SIGNÉ A KUALA-LUMPUR, LE 20 OCTOBRE 1928, ET A WASHINGTON, LE 4 JANVIER 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 26, 1929.

En vue de conclure des arrangements au sujet de l'échange direct des colis postaux entre LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE (y compris l'Alaska, Hawaï, Porto-Rico, Guam, Samoa et les Iles Vierges des Etats-Unis) et LES STRAITS SETTLEMENTS, les soussignés Harry S. New, Postmaster general des Etats-Unis d'Amérique, et Andrew CALDECOTT, C. B. E., Secrétaire aux Affaires postales des Straits Settlements et des États Malais fédérés, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

I. LIMITE DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis ne devra peser plus de vingt-deux livres (dix kg.), ni mesurer en longueur plus de trois pieds six pouces (cent cinq centimètres) ou en longueur et pourtour plus de six pieds (cent quatre-vingt centimètres).

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions des colis, l'opinion du bureau expéditeur sera acceptée, sauf dans le cas d'erreurs évidentes.

II. TAXES DE PORT ET DROITS.

1. L'administration du pays d'origine aura le droit de percevoir auprès de l'expéditeur de chaque colis les taxes de port et les taxes afférentes aux demandes de renseignements visant le sort d'un colis, présentées postérieurement à l'expédition, ainsi que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, les frais d'assurances et d'envoi d'avis de réception, qui pourront être prescrits par son règlement.

2. Sauf dans le cas des colis renvoyés ou réexpédiés, la taxe de port et celles des taxes mentionnées dans l'article précédent qui sont applicables, devront être versées d'avance.

III. CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Les nom et adresse de l'expéditeur et du destinataire devront toujours être inscrits correctement et lisiblement — autant que possible sur le colis même, ou, sinon, sur une étiquette adhésive ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

case of parcels addressed by tag only because of their shape or size, must also be written on a separate slip which slip must be enclosed in the parcel, but such address slips should be enclosed in all parcels. Parcels will not be accepted when sent by or addressed to initials, unless the initials are the adopted trade name of the senders or addressees.

Addresses in ordinary pencil are not allowed, but copying ink or indelible pencil on a surface previously dampened may be used.

2. The sender shall prepare one customs declaration for each parcel sent from either country, upon a special form provided for the purpose, which customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of the contents and value, date of mailing, number of rates prepaid, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

3. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the customs declarations.

4. Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. Ordinary parcels may be closed by means of wax, lead seals, or otherwise.

Insured parcels must be closed and securely sealed with wax or otherwise, but the country of destination shall have the right to open them as well as ordinary parcels (including the right to break the seals) in order to inspect the contents. Parcels which have been so opened shall be closed again and officially sealed, except that in the case of ordinary parcels they need not be sealed if they were not sealed by the sender in the first instance. Either Administration may require a special impress or mark of the sender in the sealing of insured parcels mailed on its service as a means of protection.

5. No insured parcel shall have written on it information as to the value of its contents although this may be stated in the accompanying customs declaration.

6. Each insured parcel must be marked or labelled or stamped " Insured " in a conspicuous manner on the address side and in close proximity to such indorsement there must appear the insurance number given the parcel. The customs declaration, if not gummed to the parcel, must also be marked or labelled or stamped " Insured ".

7. The labels or stamps on insured parcels must be so placed that they cannot serve to conceal injuries to the covers. They must not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge

8. Any liquid or any substance which easily liquifies must be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of strong wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbant material, in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

9. Powders and dyes in powder form must be packed in lead sealed metal containers which containers must be enclosed in substantial outer covers, so as to afford the utmost protection to the accompanying mail matter.

IV. PROHIBITIONS.

I. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute

dans le cas de colis munis d'une simple étiquette volante, en raison de leur forme ou de leurs dimensions, les nom et adresse devront également être inscrits sur une feuille distincte qui devra être insérée dans le colis. Toutefois, ces feuilles portant l'adresse devront être insérées dans tous les colis.

Les colis, sur lesquels l'adresse des expéditeurs ou l'adresse des destinataires se composent d'initiales, ne seront pas acceptés, à moins que ces initiales ne constituent la marque de fabrique adoptée par les expéditeurs ou les destinataires.

Les adresses écrites au crayon ordinaire ne seront pas admises. Toutefois, l'adresse pourra être écrite au crayon à copier ou au crayon à encre, sur un fond préalablement mouillé.

2. L'expéditeur de chaque colis en provenance de l'un ou l'autre pays devra établir une déclaration en douane sur un formulaire spécial fourni à cet effet. Cette déclaration comportera la désignation générale du colis, l'indication exacte et détaillée du contenu et de sa valeur, la date de l'expédition, le numéro des droits versés d'avance, le nom et l'adresse de l'expéditeur, ainsi que le nom et l'adresse du destinataire. Cette déclaration devra être solidement attachée au colis.

3. Les administrations déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

4. Chaque colis devra être soigneusement emballé, d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu. Les colis ordinaires pourront être fermés au moyen de cachets de cire, de plombs, ou de toute autre manière.

Les colis avec valeur déclarée devront être clos et soigneusement scellés à la cire ou autrement ; toutefois, le pays de destination aura le droit de les ouvrir, de même que les colis ordinaires (y compris le droit de briser les cachets ou plombs) pour en vérifier le contenu. Les colis ainsi ouverts seront scellés à nouveau au moyen de cachets officiels, exception faite pour les colis ordinaires qui n'auront pas été scellés en premier lieu par l'expéditeur. L'une et l'autre administrations pourront exiger, à titre de mesure de protection, l'apposition de cachets de cire portant une empreinte ou une marque de l'expéditeur sur les colis avec valeur déclarée, expédiés dans les limites de son réseau postal.

5. Les colis avec valeur déclarée ne devront pas porter à l'extérieur d'indications écrites relatives à la valeur du contenu. Toutefois, il est permis de fournir des indications de ce genre dans la déclaration en douane qui accompagne le colis.

6. Tout colis avec valeur déclarée devra porter bien en évidence, sous forme de marque, cachet ou étiquette, l'inscription : « valeur déclarée », sur le côté de l'adresse, et, à proximité de cette inscription, le numéro d'ordre de la déclaration de valeur afférente au colis. La déclaration en douane, si elle n'est pas collée sur le colis même, devra également porter la marque, l'étiquette ou le cachet « valeur déclarée ».

7. Les étiquettes ou timbres apposés sur les colis avec valeur déclarée devront être apposés de façon à ne pouvoir être utilisés pour dissimuler des détériorations de l'emballage. Ces étiquettes ou timbres ne devront pas être repliés sur deux faces de l'emballage, de façon à dissimuler l'arête.

8. Les liquides et les substances facilement liquéfiables devront être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), on devra ménager un espace qui sera comblé par de la sciure de bois, du son ou toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide, en cas de bris.

9. Les poudres et les teintures en poudre devront être expédiées dans des récipients en métal, plombés, qui devront être eux-mêmes renfermés dans des emballages solides de façon à assurer la protection la plus efficace au reste du courrier postal.

IV. INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier par colis postal les articles suivants :

a) Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre. Toutefois, il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitu-

- an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added.
- (b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.
 - (c) Any live animal.
 - (d) Any article of which the admission is not authorised by the customs or other laws or regulations in force in either country.
 - (e) Any explosive or inflammable article, and, in general, any article of which the conveyance is dangerous.
2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one administration to another, the latter shall proceed in accordance with its laws and its inland regulations.
3. The two postal Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles ; but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards the police, the customs authorities, or the senders of parcels.

V. CUSTOMS DUTIES.

The Parcels shall be subject in the country of destination to all customs duties and all customs regulations in force in that country for the protection of its customs revenues, and the customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery in accordance with the customs regulations of the country of destination.

VI. METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. The Parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed by the offices appointed by agreement between the two administrations, and shall be despatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.
2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks. These sacks may be enclosed in sacks containing ordinary parcels or sent separately enclosed in outer sacks, provided that in all cases the outer sacks shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

VII. BILLING OF PARCELS.

1. The ordinary (uninsured) parcels included in each despatch from the United States of America shall be advised on a parcel bill by the simple entry of their total number. As regards ordinary parcels from the Straits Settlements particulars sufficient to identify them shall be advised on the parcel bills.
2. Ordinary and insured parcels shall each be entered in separate parcel bills and the insured parcels shall be listed individually. The entries shall show in respect to each insured parcel the insurance number, and the office (and state or country) of origin and such other particulars as may by mutual agreement from time to time be deemed necessary.
3. The entry on the bill of any returned parcel must be followed by the word "Returned".
4. Each despatching office of exchange shall number the parcel bills in the upper left hand corner, commencing each year a fresh series for each office of exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first despatch of the following year.

tives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'enveloppe du colis ;

c) Des animaux vivants ;

d) Tout article dont l'admission n'est pas autorisée de par les règlements douaniers ou de par les autres lois et règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;

e) Des explosifs ou matières inflammables et, d'une façon générale, tous les objets dangereux à transporter.

2. En cas de remise par l'une des administrations à l'autre d'un colis ne tenant pas compte desdites interdictions, cette dernière administration prendra les mesures prévues par la législation du pays et son propre règlement intérieur.

3. Les deux administrations des postes se communiqueront la liste des articles interdits, sans assumer de ce fait aucune responsabilité vis-à-vis de la police, des autorités de la douane ou des expéditeurs des colis.

V. DROITS DE DOUANE.

Les colis seront assujettis dans le pays de destination à tous les droits de douane et à tous les règlements douaniers en vigueur dans ce pays, et destinés à protéger ses recettes douanières. Les droits de douane applicables à ces colis seront perçus à la livraison, conformément aux règlements douaniers du pays de destination.

VI. MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. L'échange des colis s'effectuera en sacs convenablement clos et scellés par les bureaux que désigneront, d'un commun accord, les deux administrations. Ces sacs seront acheminés sur le pays de destination par le pays d'origine, aux frais de ce dernier et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis avec valeur déclarée devront être renfermés dans des sacs distincts. Ces sacs pourront être renfermés dans des sacs contenant des colis ordinaires ou expédiés séparément dans des sacs servant d'enveloppe, pourvu que, dans tous les cas, les sacs extérieurs portent des marques distinctives conventionnelles du modèle qui sera fixé, d'un commun accord, par les Parties contractantes.

VII. FEUILLES DE ROUTE DES COLIS.

1. Les colis ordinaires (sans valeur déclarée) inclus dans chaque courrier en provenance des Etats-Unis d'Amérique, seront signalés sur une feuille de route qui portera simplement l'indication du nombre total des colis. En ce qui concerne les colis ordinaires, en provenance des Etablissements des Détroits, des renseignements permettant leur identification seront portés sur les feuilles de route.

2. Les colis ordinaires et avec valeur déclarée seront inscrits sur des feuilles de route distinctes, et les colis avec valeur déclarée devront être inscrits chacun séparément sur les feuilles de route qui les concernent. Les inscriptions feront mention pour chaque colis avec valeur déclarée du numéro de la déclaration de valeur et du bureau (et de l'Etat ou pays) d'origine, ainsi que de tous autres renseignements, que les administrations pourront, d'un commun accord, juger nécessaires.

3. L'inscription, sur la feuille de route, de tout colis retourné, devra être suivie du mot « retourné ».

4. Chaque bureau d'échange expéditeur numérottera les feuilles de route à l'angle gauche supérieur ; on commencera chaque année une série nouvelle pour chacun des bureaux d'échange destinataires. Le dernier numéro d'ordre d'une année écoulée sera mentionné sur la feuille de route de la première expédition de l'année suivante.

5. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one administration in transit through the other together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two administrations.

VIII. CERTIFICATES OF MAILING.

A certificate of mailing for an ordinary parcel shall be issued to the sender at the time of mailing in accordance with and subject to the regulations prescribed by the country of despatch and each country may fix a reasonable fee therefor. No receipt other than the insurance receipt shall be furnished to the sender in the case of an insured parcel.

IX. RESPONSIBILITY NOT ACCEPTED FOR ORDINARY PARCELS.

Neither the sender nor the addressee of an ordinary (uninsured) parcel shall be entitled to compensation for the loss of the parcel or for the abstraction of or damage to its contents.

X. INSURANCE.

1. The sender of a parcel may have the same insured by paying in addition to the postage such insurance fee as is prescribed by the country of origin and in the event of complete loss or loss, abstraction or damage of any article of pecuniary value enclosed in or forming part thereof indemnity shall be paid up to a sum not exceeding \$ 100 gold, when mailed in the United States of America or the equivalent thereof \$ 180 (Straits), when mailed in the Straits Settlements, provided that the sum paid by way of compensation for the loss, abstraction or damage shall not exceed the amount of the actual loss, abstraction or damage.

No insured parcel shall be indemnified for an amount above the real value of its contents.

Both Administrations reserve the right to arrange by mutual agreement through correspondence for a higher or lower limit of indemnity than that mentioned in this agreement.

2. The insurance of all parcels containing coin, bullion, valuable jewelry, or any other precious article exchanged between the two Administrations is obligatory.

If a parcel containing coin, bullion, jewelry or any other precious article is mailed uninsured it shall be placed under insurance by the post office which first observes the fact of its having been mailed uninsured, and treated in accordance with the regulations of the country placing the matter under insurance.

3. The Administration of origin is entitled to fix its own fees for different limits of indemnity within the maximum provided.

XI. RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charge, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate.

2. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of an ordinary parcel and also of an insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

5. La méthode exacte à suivre pour établir les feuilles de route des colis ou de leurs contenants que l'une des administrations expédie en transit par l'intermédiaire de l'autre administration, ainsi que toutes les questions de détail se rapportant aux feuilles de route de ces colis ou contenants et non prévues par les dispositions présentes, seront réglées d'un commun accord, par correspondance entre les deux administrations.

VIII. CERTIFICATS DE DÉPÔT.

Un certificat de dépôt, dans le cas des colis ordinaires, sera délivré à l'expéditeur au moment de l'expédition, en conformité et sous réserve des règlements édictés par le pays expéditeur, et chaque pays pourra, à cet effet, fixer un droit d'un montant raisonnable. Pour les colis avec valeur déclarée, il ne sera pas délivré d'autre récépissé que le reçu de déclaration de valeur.

IX. RESPONSABILITÉ DÉCLINÉE EN CE QUI CONCERNE LES COLIS ORDINAIRES.

Ni l'expéditeur ni le destinataire d'un colis ordinaire (sans valeur déclarée) n'auront droit à une indemnité en cas de perte du colis, ou en cas de vol ou d'avarie de son contenu.

X. DÉCLARATION DE VALEUR.

1. Les colis postaux pourront être expédiés avec valeur déclarée moyennant paiement, en sus de la taxe de port, de la taxe de déclaration de valeur, prescrite par le pays d'origine ; en cas de perte totale ou de perte, spoliation ou avarie d'un objet ayant une valeur pécuniaire, et renfermée dans ledit colis ou en faisant partie, il sera versé, pour les colis déposés aux États-Unis d'Amérique, une indemnité, d'un montant maximum de 100 dollars or, ou, pour les colis déposés dans les Straits Settlements, une indemnité d'un montant maximum équivalent de 180 dollars (des Détroits), étant entendu que la somme versée à titre d'indemnité pour la perte, la spoliation ou l'avarie, ne dépassera pas le montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

Aucun colis avec valeur déclarée ne pourra donner lieu à une indemnité dépassant la valeur réelle de son contenu.

Les deux administrations se réservent le droit de fixer, par voie d'entente réciproque et par correspondance, un maximum d'indemnité, supérieur ou inférieur à celui qui est mentionné dans le présent accord.

2. La déclaration de valeur est obligatoire pour tous les colis, contenant des pièces de monnaie, lingots, bijoux ou autres objets précieux, qui sont échangés entre les deux administrations.

Les colis contenant des pièces de monnaie, lingots, bijoux ou autres objets précieux, qui auront été expédiés par la poste sans déclaration de valeur, seront soumis au régime des colis avec valeur déclarée par les soins du bureau de poste qui aura, le premier, constaté le fait qu'ils ont été expédiés sans déclaration de valeur, et seront traités conformément aux règlements du pays auquel appartient ledit bureau de poste.

3. L'administration du pays d'origine est autorisée à fixer les droits à percevoir par elle en ce qui concerne différentes limites d'indemnité en deçà du minimum prévu.

XI. AVIS DE RÉCEPTION ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra se faire délivrer un avis de réception, contre versement de la taxe supplémentaire prévue, le cas échéant, par le pays d'origine du colis.

2. Le pays d'origine aura la faculté de percevoir un droit pour toute demande de renseignements, visant le sort d'un colis ordinaire ou d'un colis avec valeur déclarée et présentée postérieurement à l'expédition, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale qui lui donne droit à un avis de réception.

A fee may also be charged, at the option of the country of origin, in connection with any complaint of any irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the Postal service.

3. When an advice of delivery is desired, the sender or office of origin shall write or stamp on the parcel in a conspicuous manner, the words "Return receipt requested", "Advice of Delivery requested", or, boldly the letters "A. R."

XII. INDEMNITY.

1. Except in case of loss or damage through force majeure (causes beyond control) as the term is defined by the legal decisions or rulings of the country in the service of which the loss or damage occurs, when an insured parcel has been lost, rifled or damaged, the sender, or other rightful claimant, is entitled to an indemnity corresponding to the actual amount of loss, rifling or damage based on the actual value at the time and place of mailing of the lost, rifled or damaged article, unless the loss rifling or damage has arisen from the fault or negligence of the sender or the addressee or of the representative of either or from the nature of the article, provided that the indemnity shall not exceed the sum for which the required insurance fee was paid in the country of origin.

In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved (which agreement may be made through correspondence) no indemnity will be paid by either country for the loss, rifling or damage of transit insured parcels, that is, insured parcels originating in one of the two contracting countries or a third country, addressed for delivery in some other country not a party to this Agreement.

2. Neither Administration is bound to pay indemnity in case of loss due to force majeure under any particular definitions of that term unless the other Administration will assume liability reciprocally under the same definitions of the term, although either country may at its option and without recourse to the other country, pay indemnity for losses occurring through force majeure under any definition of that term.

3. In case an insured parcel originating in one country and addressed for delivery in the other country is forwarded or returned from the country of original address to a third country, the rightful claimant shall be entitled only to such indemnity, if any, for any loss, rifling, or damage which occurs subsequent to the redespach of the parcel in the country of original address, as the country in which the loss, rifling, or damage occurred is willing or obligated to pay under any agreement in force between the countries directly involved in the forwarding or return. Either country adhering to this Agreement which improperly forwards an insured parcel to a third country, shall be responsible therefor to the extent of the liability of the country of origin to the sender within the limit of the liability fixed by this Agreement.

4. No application for indemnity will be entertained unless a claim or an initial inquiry, oral or written, shall be filled by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

5. No compensation shall be given for loss, injury or damage consequential upon, i. e., indirectly arising from, the loss, non-delivery or mis-delivery of any insured parcel transmitted under this agreement.

6. No indemnity will be paid for insured parcels which contain matter of no intrinsic value nor for perishable matter or matter prohibited transmission in the parcel post mails exchanged between the contracting Administrations, or which did not conform to the stipulations of this

Le pays d'origine aura également la faculté de percevoir un droit pour toute réclamation relative à une irrégularité dont, à première vue, le service postal n'est pas responsable.

3. Si un avis de réception est demandé, l'expéditeur ou le bureau de poste d'origine devra écrire, ou imprimer au moyen d'un timbre, sur le colis, de façon apparente, les mots « renvoyer avis de réception », « avis de réception demandé », ou, en gros caractères, les lettres « A. R. ».

XII. INDEMNITÉS.

1. Sauf dans les cas de perte ou d'avarie due à un cas de force majeure (causes qui échappent à la volonté humaine) — au sens que confèrent à cette expression les décisions juridiques du pays dans les services duquel a lieu la perte ou l'avarie — lorsqu'un colis expédié avec valeur déclarée aura été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur ou toute autre personne fondée à formuler une réclamation aura droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, calculée d'après la valeur effective au moment et au lieu du dépôt de l'article perdu, spolié ou avarié, à moins que la perte, la spoliation ou l'avarie n'ait été causée par la faute ou la négligence de l'expéditeur, du destinataire ou du représentant de l'un ou de l'autre, ou qu'elle ne provienne de la nature même de l'objet, étant entendu que cette indemnité ne pourra dépasser le montant pour lequel a été acquittée, dans le pays d'origine, la taxe de valeur déclarée.

En l'absence d'un accord spécial à l'effet contraire entre les pays intéressés (accord qui pourra être conclu par correspondance), aucune indemnité ne sera versée par l'un ou l'autre pays pour la perte, la spoliation ou l'avarie de colis, avec valeur déclarée en transit, c'est-à-dire des colis, avec valeur déclarée, en provenance de l'un des deux pays contractants, ou d'un troisième pays, et expédiés en vue d'être livrés dans un autre pays qui n'est pas partie au présent accord.

2. Ni l'une ni l'autre des administrations ne sera tenue de verser une indemnité pour une perte due à un cas de force majeure, — ce terme étant pris dans une acception particulière quelconque — à moins que l'autre administration n'assume également, à titre de réciprocité, une responsabilité semblable pour les cas de force majeure rentrant dans la même acception ; toutefois chaque pays pourra, s'il le désire et sans exercer de recours contre l'autre pays, verser une indemnité pour des pertes dues à des cas de force majeure rentrant dans une définition quelconque de ce terme.

3. Lorsqu'un colis avec valeur déclarée, provenant de l'un des deux pays et destiné à être livré dans l'autre pays, est expédié ou renvoyé par le pays de destination primitive dans un troisième pays, la personne fondée à formuler une réclamation n'aura droit qu'à l'indemnité éventuellement due pour toute perte, spoliation ou avarie qui s'est produite postérieurement à la réexpédition du colis dans le pays de destination primitive, suivant que le pays où a lieu la perte, la spoliation ou l'avarie est disposé à verser une indemnité, ou est obligé de verser cette indemnité conformément à un accord en vigueur entre les pays directement intéressés à la transmission ou au retour du colis. Chacune des deux parties adhérant au présent accord, qui acheminera irrégulièrement un colis, avec valeur déclarée, sur un troisième pays, en sera responsable, dans la mesure de la responsabilité du pays d'origine vis-à-vis de l'expéditeur et dans les limites de responsabilité fixées par le présent accord.

4. Aucune demande d'indemnité ne sera prise en considération en l'absence d'une réclamation ou d'une demande de renseignements préalable, adressée soit de vive voix soit par écrit, par l'ayant-droit ou son représentant, dans un délai d'un an à dater du jour qui suivra le dépôt du colis avec valeur déclarée.

5. Aucune indemnité ne sera versée pour les pertes, dommages ou avaries qui seront la conséquence — c'est-à-dire qui résulteront indirectement — de la perte, de la non-remise, ou de la remise à une adresse erronée, de tout colis, avec valeur déclarée, transmis conformément aux termes du présent accord.

6. Aucune indemnité ne sera accordée pour les colis avec valeur déclarée renfermant des articles qui ne présentent aucune valeur intrinsèque, ou des articles périssables, ou encore des articles qu'il est interdit d'envoyer par les courriers de colis postaux échangés entre les administrations contrac-

agreement, or which were not posted in the manner prescribed, but the country responsible for the loss may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

7. Either of the Administrations may at its option reimburse the rightful claimant in the event of complete loss, irreparable damage of entire contents, or rifling of entire contents, for the amount of postage or special charges borne by an insured parcel, if claimed. The insurance fees are not in any case returned.

8. No responsibility will be admitted for insured parcels which cannot be accounted for in consequence of the destruction of official documents through causes beyond control.

9. In case the sender, addressee or owner of an insured parcel, or his representative, shall, at any time knowingly allege the contents to be above their real value, or whenever any false, fictitious, or fraudulent evidence is knowingly and wilfully introduced, the Administrations responsible for the indemnity reserves the right without any refund of fee or postage to decline to pay indemnity or to pay such indemnity as may in its discretion be considered equitable in the light of the evidence procured. The enforcement of this rule shall not prejudice any legal proceedings to which such fraudulent evidence may have rendered the claimant liable.

10. When an insured article has been lost or its contents abstracted or damaged the Administration of origin shall pay indemnity to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting with the day following that on which the application is made, which payment shall be made on account of the Administration of destination, if that Administration is responsible for the loss and has been duly notified.

11. However, the Administration of origin may, in the case indicated in the foregoing paragraph, exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

12. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the foregoing paragraph, the country of origin is authorized to pay indemnity on behalf of the country of destination if that country has, after being duly informed of the application for indemnity, let nine months pass without settling the matter.

13. The obligation of paying the indemnity shall rest with the country to which the mailing office is subordinate. That country can make a claim on the country responsible, that is to say, against the Administration on the territory or in the service of which the loss, rifling or damage took place.

14. The country responsible for the loss rifling or damage and on whose account payment is made is bound to repay to the country making payment on its behalf, without delay and within not more than nine months after receiving notice of payment, the amount of indemnity paid.

15. Reimbursements for indemnity from one country to the other shall be made on the gold basis.

16. Repayments are to be made free of cost to the creditor country by means of either a money order or a draft, in money valid in the creditor country, or by such other means as may be mutually agreed upon by correspondence.

17. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the country which having received the parcel without making any observations and being furnished all necessary particulars for inquiry is unable to show its proper disposition.

tantes, ni pour les colis qui ne seront pas conformes aux dispositions du présent accord ou qui n'auront pas été déposées selon les modalités prévues ; toutefois, le pays responsable de la perte pourra accorder une indemnité pour lesdits colis sans exercer de recours contre l'autre administration.

7. Chacune des deux administrations pourra, si elle le désire, rembourser à l'ayant-droit, en cas de perte totale, d'avarie irréparable ou de spoliation de la totalité du contenu, le montant des taxes de port ou des taxes spéciales applicables au colis avec valeur déclarée, si ce montant est réclamé. Toutefois, la taxe de déclaration de valeur ne sera en aucun cas remboursée.

8. Les administrations déclinent toute responsabilité pour les colis avec valeur déclarée dont il ne peut être rendu compte en raison de la destruction des documents de service due à un cas de force majeure.

9. Si l'expéditeur, le destinataire, ou le propriétaire d'un colis avec valeur déclarée, ou son représentant, à un moment quelconque, indique sciemment, pour le contenu du colis, une valeur supérieure à la valeur réelle de celui-ci, ou si des témoignages faux, fictifs ou frauduleux sont sciemment et délibérément fournis à l'appui de ces allégations, l'administration à laquelle incombe le versement de l'indemnité se réserve le droit, sans toutefois rembourser les taxes de port ou autres, de refuser le versement d'une indemnité ou de verser l'indemnité qu'elle pourra juger équitable d'après les preuves fournies. L'application de la présente disposition ne préjugera aucunement des poursuites judiciaires auxquelles les témoignages frauduleux de cette nature pourront exposer le requérant.

10. En cas de perte d'un objet avec valeur déclarée, ou de spoliation ou d'avarie de son contenu, l'administration du pays d'origine versera une indemnité à l'ayant-droit, dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans un délai d'un an à partir du jour qui suivra le dépôt de la réclamation. Cette indemnité sera versée pour le compte de l'administration du pays de destination, si cette administration est responsable de la perte et si elle en a été dûment avisée.

11. Toutefois, l'administration du pays d'origine a la faculté, dans le cas mentionné au paragraphe précédent, de différer exceptionnellement le paiement de l'indemnité au delà du délai prescrit, si, à l'expiration de ce délai, elle n'a pu obtenir d'indication précise sur le sort de l'objet en question, ni sur les responsabilités encourues.

12. Sauf dans les cas où le paiement est exceptionnellement différé, ainsi que le prévoit le paragraphe précédent, le pays d'origine est autorisé à verser l'indemnité pour le compte du pays de destination lorsque ce dernier, après avoir été dûment avisé de la demande d'indemnité, aura laissé s'écouler une période de neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

13. Le paiement de l'indemnité incombera au pays dont relève le bureau expéditeur. Ce pays pourra adresser une réclamation au pays responsable, c'est-à-dire à l'administration dans le ressort ou dans le service de laquelle s'est produite la perte, la spoliation ou l'avarie.

14. Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, et pour le compte duquel l'indemnité est payée, sera tenu de rembourser le montant de l'indemnité au pays qui a effectué ce paiement pour son compte, dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les neuf mois qui suivront la réception de l'avis de paiement.

15. Les remboursements d'indemnités d'un pays à l'autre seront effectués sur la base de l'or.

16. Les remboursements au pays créancier seront effectués sans frais, par mandat-poste ou par traite, en monnaie ayant légalement cours dans le pays créancier, ou par tous autres moyens réciproquement acceptés par correspondance.

17. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité en ce qui concerne un colis avec valeur déclarée incombera au pays qui, ayant pris livraison de ce colis sans présenter d'observations et ayant obtenu tous les renseignements nécessaires en vue d'une enquête, se trouve dans l'impossibilité d'établir qu'il a disposé de ce colis suivant les modalités prévues.

18. Responsibility for loss rifling or damage of an insured parcel discovered to be missing by the receiving office of exchange at the time of opening the receptacles and duly notified to the despatching office of exchange by bulletin of verification, shall fall upon the Administration to which the despatching office of exchange is subordinate unless it be proved that the loss rifling or damage occurred in the service of the receiving Administration.

If the loss, rifling or damage occurred in the course of conveyance and it should not be possible to ascertain on the territory or in the service of which country the loss, rifling or damage took place, the indemnity shall be shared equally.

19. The responsibility of properly enclosing, packing, and sealing insured parcels rests upon the sender, and the postal service of neither country will assume liability for loss, rifling or damage arising from defects which may not be observed at the time of posting.

XIII. TRANSIT PARCELS.

1. Each Administration guarantees the right of transit over its territory, to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the territory of the other contracting Administration.

2. Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediary Administration.

XIV. CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE.

1. On the receipt of a parcel mail, the receiving office of exchange shall check it. Insured and ordinary parcels (when particulars of the latter are advised) must be carefully compared with the accompanying bills. Any discrepancies or irregularities noted shall be immediately reported to the despatching office of exchange by means of a bulletin of verification. If report is not made promptly it will be assumed that the mail and the accompanying bills were in every respect in proper order.

2. In the case of any discrepancies or irregularities in a mail, such record shall be kept as will permit of the furnishing of information regarding the matter in connection with any subsequent investigation or claim for indemnity which may be made.

3. If a parcel bill is missing a duplicate shall be made out and a copy sent to the despatching office of exchange from which the despatch was received.

4. Insured parcels bearing evidence of violation or damage must have the facts noted on them and be marked with the stamp of the office making the note, or document drawing attention to the violation or damage must be forwarded with the parcels.

XV. FEES FOR DELIVERY AND FOR CUSTOMS FORMALITIES DEMURRAGE CHARGES.

1. The Administration of the country of destination may collect from the addressee for delivery and for the fulfilment of customs formalities a charge not exceeding twelve cents gold for each parcel, and an additional delivery charge of like amount for each time a parcel is presented at the residence of the addressee after one unsuccessful presentation.

2. Each Administration may impose reasonable storage or demurrage charges in the case the addressee fails to accept delivery of any parcel within such reasonable time as is prescribed by the Administration of the country of destination. Any such charges as may be prescribed shall be cancelled in the event of the return of the parcel to the country of origin.

18. La responsabilité, en cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis avec valeur déclarée, constatée par le bureau d'échange récepteur au moment de l'ouverture des sacs, et dûment signalée au bureau d'échange expéditeur par bulletin de vérification, incombera à l'administration dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu dans le service de l'administration réceptrice.

Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite au cours du transport et sans qu'il soit possible de déterminer sur le territoire ou dans le service de quel pays elle a eu lieu, le versement de l'indemnité incombera, pour moitié, à chacune des parties.

19. Le soin de veiller à ce que les colis avec valeur déclarée soient dûment enveloppés, emballés, et scellés, incombera à l'expéditeur, et le service des postes de l'un et l'autre pays n'assumera aucune responsabilité pour les pertes, spoliations, ou avaries résultant de défauts qui auront pu ne pas être remarquées au moment du dépôt du colis.

XIII. COLIS EN TRANSIT.

1. Chacune des deux administrations garantira le droit de transit à travers son territoire, à destination ou en provenance d'un pays quelconque avec lequel elle échange des colis postaux, pour les colis en provenance ou à destination du territoire de l'autre administration contractante.

2. Chaque administration communiquera à l'autre la liste des pays à destination desquels des colis postaux pourront être expédiés par son intermédiaire.

3. Les colis postaux expédiés par l'une des administrations contractantes en utilisant les services de l'autre administration comme intermédiaire, devront, pour pouvoir être acheminés vers une destination ultérieure, remplir les conditions prescrites par l'administration intermédiaire.

XIV. VÉRIFICATION PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Après réception d'un courrier, le bureau d'échange récepteur procédera à sa vérification. Les colis avec valeur déclarée et les colis ordinaires (lorsque des renseignements sont donnés concernant ces derniers) devront être soigneusement contrôlés d'après les feuilles de route. Toute divergence ou irrégularité relevée sera immédiatement signalée au bureau d'échange expéditeur, au moyen d'un bulletin de vérification. Si la notification n'est pas faite immédiatement, il sera présumé que le courrier, ainsi que les feuilles de route qui l'accompagnent étaient en règle à tous égards.

2. Les divergences ou irrégularités relevées dans un courrier seront enregistrées de manière qu'il soit possible de fournir des renseignements sur la question en cas d'enquête ultérieure ou de demande éventuelle d'indemnité.

3. Au cas où une feuille de route manquerait, il sera établi un duplicata, dont copie sera envoyée au bureau d'échange expéditeur d'où provenait l'envoi.

4. Lorsque des colis avec valeur déclarée présentent des marques évidentes de spoliation ou d'avarie, le fait sera noté sur le colis où l'on apposera, en outre, le timbre du bureau ayant procédé à cette constatation ; ou bien il sera joint au colis une note de service signalant la spoliation ou l'avarie.

XV. DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT. SURESTARIES.

1. L'administration du pays de destination sera autorisée à percevoir auprès du destinataire, pour factage et dédouanement, une taxe de dépassant pas 12 cents or par colis et une taxe supplémentaire de factage d'un montant égal, pour chaque nouvelle présentation du colis au domicile du destinataire, lorsque la remise n'aura pu s'effectuer lors d'une première présentation.

2. Chacune des administrations pourra imposer une taxe raisonnable de magasinage ou des surestaries, au cas où le destinataire ne prendrait pas livraison d'un colis dans le délai raisonnable prescrit par l'administration du pays de destination. Les taxes en question seront annulées en cas de retour du colis au pays d'origine.

XVI. REDIRECTION.

1. Any parcel redirected within the country of destination or delivered to an alternate addressee at the original office of address shall be liable to such additional charges as may be prescribed by the Administration of that country.

2. When a parcel is redirected to either country, new postage as well as new insurance fees, in the case of insured parcels (which when redirected, must be despatched in the same kind of mails as received, that is, insured mails), may, if not prepaid, be collected upon delivery and retained by the Administration making the collection. The Administration making delivery shall fix the amount of such fees and postage when not prepaid.

3. Insured parcels shall not be forwarded or returned to another country unless they may be forwarded or returned as insured mail. Senders may indorse insured parcels "Do not forward to a third country", in which event the parcels shall not be forwarded to any other country. Unless such parcels are indorsed to indicate that the senders do not wish them forwarded to any other country other than that of mailing or within the country of original address, they may be forwarded to a third country if they can be forwarded as insured mail. Insured parcels may be returned to the sender in a third country in accordance with a return address on the parcels if they can be returned as insured mail. In case of the loss, rifling or damage of an insured parcel forwarded or returned to a third country indemnity will be paid only in accordance with the stipulations of Article XII, paragraph 3 of this agreement.

XVII. POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

1. The parcels to which this agreement applies shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated by the different articles hereof.

XVIII. RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

An incoming parcel cannot be recalled nor can it be delivered at an address other than that written on the parcel. Exceptionally, this rule shall not apply to a parcel which is undeliverable at the original address (or at an alternative address if one is furnished) owing to the absence of the addressee or any other cause, such parcels may, subject to the provision of this agreement at the request of the sender or the addressee be delivered at another address.

XIX. NONDELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender, without previous notification. New postage as well as new insurance, fees in the case of insured parcels (which must be returned in the same kind of mail as received), may be collected from the sender and retained by the Administration making the collection.

2. The sender of a parcel may request, at the time of mailing, that if a parcel cannot be delivered as addressed, it shall be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender

XVI. RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis à une autre adresse dans le pays de destination ou la livraison d'un colis à un autre destinataire au bureau de destination initial donnera lieu à la perception des taxes supplémentaires qui pourront être établies par l'administration de ce pays.

2. Lorsqu'un colis est réexpédié à destination de l'un ou l'autre pays, une nouvelle taxe de port, ainsi qu'une nouvelle taxe de déclaration de valeur, dans le cas des colis avec valeur déclarée (qui doivent être réexpédiés par un courrier du même genre que celui par lequel ils auront été reçus, c'est-à-dire comme colis avec valeur déclarée) pourront, si elles n'ont pas été acquittées d'avance, être perçues au moment de la livraison et seront acquises à l'administration qui les perçoit. L'administration qui effectue la livraison des colis fixera le montant desdites taxes, lorsque celles-ci n'auront pas été acquittées d'avance.

3. Les colis avec valeur déclarée ne seront expédiés ou retournés dans un autre pays que par courrier avec valeur déclarée. Les expéditeurs pourront mentionner sur les colis avec valeur déclarée les mots suivants : « Prière de ne pas expédier dans un troisième pays » ; en ce cas, les colis ne devront pas être expédiés dans un autre pays quel qu'il soit. Sauf indication de la part des expéditeurs portant que ceux-ci ne désirent pas que les colis soient expédiés ailleurs que dans le pays de dépôt ou à l'intérieur du pays de l'adresse originale, lesdits colis pourront être expédiés à destination d'un troisième pays à condition qu'il soit possible de les expédier par courrier avec valeur déclarée. Les colis avec valeur déclarée pourront être retournés à l'expéditeur dans un troisième pays suivant l'adresse de retour qui figure sur les colis, à condition qu'il soit possible de retourner ceux-ci comme colis avec valeur déclarée. En cas de perte, spoliation ou avarie d'un colis avec valeur déclarée, expédié ou retourné dans un troisième pays, l'indemnité ne sera versée que conformément aux dispositions de l'article XII, paragraphe 3, du présent accord.

XVII. INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES AUTRES QUE CELLES QUE PRÉVOIT LE PRÉSENT ACCORD.

Les colis auxquels s'applique le présent accord ne pourront être frappés d'aucune taxe postale autre que celles que prévoient les divers articles du présent accord.

XVIII. RAPPELS ET CHANGEMENTS D'ADRESSE.

Un colis en cours de route, à l'aller, ne pourra être rappelé ni remis à une adresse autre que celle qui est inscrite sur ledit colis. Exceptionnellement, cette règle ne s'appliquera pas à un colis qui ne peut être remis à l'adresse primitive (ou à une autre adresse, si celle-ci est éventuellement fournie) en raison de l'absence du destinataire ou pour toute autre cause. Ces colis pourront, sur demande de l'expéditeur ou du destinataire, et sous réserve des dispositions du présent accord, être remis à une autre adresse.

XIX. NON REMISE.

Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne pourra être remis à l'adresse indiquée sera retourné, sans préavis, à l'expéditeur. Il pourra être perçu, auprès de l'expéditeur, au profit de l'administration effectuant la perception, une nouvelle taxe de port, ainsi qu'une nouvelle taxe de déclaration de valeur, dans le cas de colis avec valeur déclarée (qui doivent être retournés par un courrier du même genre que celui par lequel ils auront été reçus).

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt, que, si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit : a) traité comme colis abandonné ou b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage

avails himself of this facility, his request must appear on the parcel or on a despatch note or customs declaration attached to or stuck to the parcel and must be in conformity with or analogous to one of the following form :

“ If not deliverable as addressed..... ‘abandon’.”
 “ If not deliverable as addressed..... ‘deliver to.....’ ”

3. Except as otherwise provided, undeliverable parcels will be returned to the senders at the expiration of thirty days from the date of receipt at the post office of destination, while refused parcels shall be returned at once, the parcels in each case to be marked to show the reason for nondelivery.

4. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may, however, be sold immediately even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality for the benefit of the right party.

If for any reason a sale is impossible the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded and report made to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has marked “ Abandon ” may be sold at auction at the expiration of thirty days, but in case such disposition is made of insured parcels proper record will be made and the Administration of origin notified as to the disposition made of the parcels. The Administration of origin shall also be notified when for any reason an insured parcel which is not delivered is not returned to the country of origin.

XX. CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

Provided the formalities prescribed by the customs authorities concerned are fulfilled, the customs charges, properly so called, on parcels destroyed, abandoned by the sender, sent back to the country of origin, or redirected to another country shall be cancelled both in the Straits Settlements and in the United States of America.

XXI. RETRANSMISSION.

Missent ordinary parcels shall be forwarded to their destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration but must not be marked with customs or other charges by the reforwarding Administration. Missent insured parcels shall not be forwarded to their destination unless they can be forwarded as insured mail. If they cannot be forwarded as insured mails, they shall be returned to the country of origin.

XXII. RECEPTACLES.

Each Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

XXIII. CHARGES.

1. For every parcel addressed for delivery in the United States of America or in the Straits Settlements, whether ordinary or insured a payment of 8 pence for each parcel not exceeding 3 pounds in weight, 1 shilling 2 pence for each parcel over 3 pounds and not exceeding 7 pounds

de cette faculté, sa demande devra figurer soit sur le colis, soit sur un bulletin d'expédition ou une déclaration en douane, attachée ou collée au colis ; elle devra être conforme ou analogue à l'une des formules ci-après :

- « Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée : « abandonner ».
 « Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée : « livrer à ».

3. Sauf dispositions contraires, les colis dont la remise est impossible seront retournés aux expéditeurs, à l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de réception au bureau de poste de destination ; d'autre part, les colis refusés seront retournés immédiatement et porteront, dans chaque cas, une marque indiquant la raison pour laquelle ils n'auront pas été remis.

4. Les objets susceptibles de se détériorer ou de se décomposer pourront, seuls, être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable ni formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les articles détériorés ou sans valeurs seront détruits. Ils sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction, qui sera notifiée à l'administration du pays d'origine.

5. Les colis dont la remise sera impossible et que l'expéditeur aura marquée « Abandonner » pourront être vendus aux enchères, à l'expiration d'un délai de trente jours ; toutefois, lorsqu'il s'agira de colis avec valeur déclarée, il sera dressé procès-verbal, et l'administration d'origine sera avisée du sort du colis. L'administration du pays d'origine sera également avisée, lorsque, pour une raison quelconque, un colis en valeur déclarée qui n'aura pas été remis, ne sera pas renvoyé dans le pays d'origine.

XX. ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

A condition que soient observées les formalités prescrites par les autorités douanières intéressées, les droits de douane proprement dits, afférents aux colis ainsi détruits, abandonnés par l'expéditeur, retournés au pays d'origine ou réexpédiés à destination d'un autre pays, seront annulés tant dans les Etablissements des Détroits qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

XXI. RETRANSMISSION.

Les colis postaux sans valeur déclarée, qui auront pris une fausse direction, seront acheminés sur leur destination réelle par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration réexpéditrice ; toutefois, celle-ci ne pourra grever de droits de douane ou autres les colis en question. Les colis postaux avec valeur déclarée, réexpédiés par suite de fausse direction, ne seront acheminés sur leur destination que lorsqu'ils pourront être expédiés comme colis avec valeur déclarée. S'il est impossible de les expédier comme colis avec valeur déclarée, ils seront retournés au pays d'origine.

XXII. SACS POSTAUX.

Chacune des administrations fournira les sacs nécessaires à l'expédition de ses colis. Ces sacs seront renvoyés vides au pays d'origine par le courrier suivant. Les sacs vides seront expédiés par paquets de dix (neuf sacs à l'intérieur du dixième) et le nombre total de ces sacs sera signalé sur la feuille de route.

XXIII. TAXES.

1. Pour chaque colis, avec ou sans valeur déclarée, à livrer aux Etats-Unis d'Amérique ou dans les Straits Settlements, l'administration expéditrice versera à l'administration réceptrice une somme de huit pence pour chaque colis ne dépassant pas un poids de trois livres anglaises, un shilling deux

in weight, 1 shilling 8 pence for each parcel over 7 pounds and not exceeding 11 pounds in weight, and 2 shillings 6 pence for each parcel over 11 pounds and up to the weight limit of 22 pounds, shall be made by the despatching Administration to the receiving Administration.

2. The amount to be allowed in respect to parcels sent from one Administration to the other for onward transmission to a possession of either country or to a third country shall be fixed by the intermediate Administration.

3. On every parcel returned, or redirected unpaid, by one of the two Administrations to the other, the returning or retransmitting Administration shall be entitled to claim a payment for its territorial service as set forth in above paragraph 1 of this Article together with any sum due in respect of the sea service which it provides. In the case of a parcel returned or redirected unpaid, in transit through one of the two Administrations to the other, the intermediary office may claim also the amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

4. Except as provided in this Article each Administration shall keep the whole of the sums which it collects by virtue of the various articles of this Agreement.

XXIV. ACCOUNTING.

1. *Terminal parcels.* — At the end of each quarter the creditor country shall prepare an account of the amount due to it in respect of the parcels received in excess of those despatched.

2. *Transit parcels.* — Each Administration shall also prepare quarterly an account showing the sums due for parcels sent by the other Administration for onward transmission.

3. These accounts shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month which follows the quarter to which they relate.

4. The compilation, transmission, verification and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made the latest before the end of the following quarter.

5. Payment of the balance due on these accounts between the two Administrations shall be effected by means of drafts on New York or in any other manner which may be agreed upon mutually by correspondence between the two Administrations, the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted Administration.

XXV. MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE AGREEMENT.

1. All matters concerning the exchange of parcels, the obtaining and disposition of return receipts for insured parcels and the adjustment of indemnity claims in connection therewith not covered by this agreement shall be governed by the provisions of the Universal Postal Union Convention and the Detailed Regulations for its Execution, in so far as they are applicable and not inconsistent with the provisions of this Agreement, and then if no other arrangement has been made, the internal legislation, regulations and rulings of the United States of America and the Straits Settlements, according to the country involved, shall govern.

2. The Postmaster General of the United States of America and the Secretary for Postal Affairs, Straits Settlements and Federated Malay States shall have authority jointly to make from time to time by correspondence such changes and modifications and further regulations of order and detail as may become necessary to facilitate the operation of the service contemplated by this Agreement as well as to provide arrangements for the registration of parcel post packages and for

pence pour chaque colis d'un poids supérieur à trois livres et ne dépassant pas sept livres, un shilling huit pence pour chaque colis d'un poids supérieur à sept livres et ne dépassant pas onze livres, et deux shillings six pence pour chaque colis d'un poids supérieur à onze livres et ne dépassant pas le poids maximum de vingt-deux livres.

2. Les montants à concéder en ce qui concerne les colis expédiés par une administration à destination de l'autre en vue de les acheminer sur une possession de l'un ou l'autre pays, ou sur un troisième pays, seront fixés par l'administration qui fait l'office d'intermédiaire.

3. Pour chaque colis retourné, ou réexpédié sans affranchissement, par l'une des deux administrations à destination de l'autre, l'administration qui retourne ou réexpédie le colis aura le droit de réclamer le paiement du service assuré sur son territoire, dans les conditions fixées au paragraphe 1 ci-dessus du présent article, ainsi que le paiement de toute somme due pour le transport maritime assuré par ses soins. Pour les colis renvoyés ou réexpédiés sans affranchissement, en transit, par l'une des deux administrations à l'autre, l'administration intermédiaire pourra réclamer en outre les sommes dues à toute autre ou toutes autres administrations intéressées.

4. Sauf dans les cas prévus au présent article, la totalité des sommes perçues en vertu des divers articles du présent accord sera acquise à l'administration qui les perçoit.

XXIV. COMPTABILITÉ.

1. *Colis terminaux.* — A la fin de chaque trimestre, le pays créateur établira un décompte des sommes qui lui sont dues pour le nombre de colis reçus par lui en excédent du nombre des colis qu'il aura expédiés.

2. *Colis en transit.* — Chaque administration établira également, tous les trimestres, un décompte des sommes qui lui sont dues pour les colis expédiés par l'autre administration, pour transmission à une destination ultérieure.

3. Ces décomptes seront soumis à l'examen de l'administration correspondante, dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

4. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation des décomptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible. Le versement du solde devra avoir lieu au plus tard avant l'expiration du trimestre suivant.

5. Le règlement réciproque des soldes des décomptes en question s'effectuera au moyen de traites sur New-York ou de toute autre manière qui pourra être convenue par correspondance entre les deux administrations ; les frais afférents aux règlements de comptes seront à la charge de l'administration débitrice.

XXV. QUESTIONS NON VISÉES PAR LE PRÉSENT ACCORD.

1. Toutes les questions concernant l'échange des colis, la délivrance et la destination des avis de réception pour les colis avec valeur déclarée, ainsi que le règlement des demandes d'indemnités relatives à ces colis, qui ne sont pas visées par le présent accord, seront régies par les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle et du règlement d'exécution de cette dernière, dans la mesure où lesdites dispositions seront applicables et ne seront pas incompatibles avec les dispositions du présent accord. En l'absence de tout autre arrangement, seront applicables, suivant le pays dont il s'agit, les dispositions de la législation intérieure, des règlements et des décisions des Etats-Unis d'Amérique ou des Etablissements des Détroits.

2. Le Postmaster général des Etats-Unis d'Amérique et le Secrétaire aux Affaires postales des Straits Settlements et des Etats Malais fédérés, auront la faculté d'adopter d'un commun accord, par voie de correspondance, les changements et modifications ainsi que les règlements complémentaires d'ordre et de détail qui pourront devenir nécessaires en vue de faciliter le fonctionnement du service envisagé par le présent accord ; ils auront également la faculté de prendre des arran-

the exchange of parcels subject to collect on delivery charges, should both countries at any time desire either or both of these services.

3. The Administrations shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by parcel post.

XXVI. DURATION OF AGREEMENT.

1. This Agreement substitutes and abrogates that signed at Washington on the twenty-fourth day of February, one thousand nine hundred and twenty-two and at Singapore on the twelfth day of April of the same year, and shall take effect and operations thereunder shall begin on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

2. It shall remain in force until one of the two contracting Administrations has given notice to the other, six months in advance of its intention to terminate it.

Either Administration may temporarily suspend the insurance service in whole or in part, when there are special reasons for doing so, or restrict it to certain offices ; but on the conditions that previous and opportune notice of such measure is given to the other Administration, such notice to be given by the most rapid means if necessary.

3. Done in duplicate and signed at Kuala Lumpur the 20th day of October, 1928, and at Washington the 4th day of January 1929.

(Signed) Andrew CALDECOTT.

*Secretary for Postal Affairs, Straits Settlements
and Federated Malay States.*

(Signed) Harry S. NEW.

*Postmaster General
of the United States of America.*

gements pour la recommandation des colis postaux et pour l'échange des colis contre remboursement, au cas où les deux pays désireraient à un moment quelconque l'institution de l'un ou des deux de ces services.

3. Les administrations se communiqueront de temps à autre les dispositions de leurs lois et règlements applicables au transport des colis par le service postal.

XXVI. DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD.

1. Le présent accord remplace et abroge l'Accord signé à Washington le vingt-quatre février mil neuf cent vingt-deux et à Singapour le douze avril de la même année ; il entrera en vigueur, et les opérations qu'il envisage commenceront, à une date que fixeront d'un commun accord les administrations des deux pays.

2. Il restera en vigueur tant que l'une des administrations contractantes n'aura pas signifié à l'autre, moyennant un préavis, de six mois, son intention de le dénoncer.

Chacune des administrations pourra, temporairement, suspendre, en totalité ou en partie, le service des colis avec valeur déclarée, lorsqu'elle aura des motifs spéciaux de le faire, ou pourra limiter ce service à certains bureaux, sous réserve, toutefois, d'aviser de cette mesure, au préalable et en temps opportun, l'autre administration ; cet avis devra être donné, s'il y a lieu, par les voies les plus rapides.

3. Fait en double expédition et signé à Kuala Lumpur, le 20 octobre 1928, et à Washington, le 4 janvier 1929.

(Signé) Andrew CALDECOTT.

Secrétaire aux Affaires postales
Straits Settlements et Etats Malais fédérés.

(Signé) Harry S. NEW.

Postmaster général
des Etats-Unis d'Amérique.

N° 2100.

**GRANDE-BRETAGNE ET
IRLANDE DU NORD, FRANCE
ET ADMINISTRATION
DE LA SARRE**

Accord concernant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Sarre, par la France. Signé à Paris, le 16 novembre 1928, à Londres, le 2 janvier, et à Sarrebruck, le 2 février 1929.

**GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, FRANCE
AND ADMINISTRATION
OF THE SAAR**

Agreement respecting Telephone Service between Great Britain and Northern Ireland and the Saar Territory, via France. Signed at Paris, November 16, 1928, at London, January 2 and at Saarbruck, February 2, 1929.

No. 2100. — AGREEMENT RESPECTING TELEPHONE SERVICE BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE SAAR TERRITORY VIA FRANCE. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 16, 1928, AT LONDON, JANUARY 2, AND AT SAARBRUCK, FEBRUARY 2, 1929.

N° 2100. — ACCORD CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE SEPTENTRIONALE ET LA SARRE, PAR LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 16 NOVEMBRE 1928, A LONDRES, LE 2 JANVIER, ET A SARREBRUCK, LE 2 FÉVRIER 1929.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juillet 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 26, 1929.

THE POST-MASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE COUNCELLOR OF STATE, SECRETARY-GENERAL OF POSTS, TELEGRAPHS AND TELEPHONES OF FRANCE AND THE DIRECTOR, DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS, RAILWAYS, POSTS AND TELEGRAPHS OF THE TERRITORY OF THE SAAR have agreed as follows :

LE POSTMASTER GÉNÉRAL DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE SEPTENTRIONALE, LE CONSEILLER D'ÉTAT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES DE FRANCE ET LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT CHARGÉ DES TRAVAUX PUBLICS, DES CHEMINS DE FER, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES DE LA SARRE sont convenus de ce qui suit :

Article I.

A telephone service is provided between Great Britain and Northern Ireland and the Saar Territory by the intermediary of channels of communication established on French territory, and in submarine telephone cables jointly owned by Great Britain and France. Such channels of communication are mutually agreed upon by the three Administrations.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et la Sarre, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la France et des câbles téléphoniques sous-marins appartenant en commun à la Grande-Bretagne et à la France. Ces voies de communication sont fixées d'un commun accord entre les trois administrations.

Article II.

As laid down in Article 8 of the International Convention of St. Petersburg each of the contracting parties retains the right where necessary

Article II.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, si

of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity.

besoin est, de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article III.

The French, British and Saar Administrations are not subject to any responsibility to subscribers and other members of the public on account of the international telephone service between Great Britain and Northern Ireland and the Saar and/or other countries.

Article III.

Les administrations française, britannique et sarroise n'assument aucune responsabilité, vis-à-vis des abonnés et du public en général, au sujet du service téléphonique international entre la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et la Sarre ou d'autres pays.

Article IV.

The arrangements prescribed in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the Telegraph Convention¹ of St. Petersburg are applied to the telephone service between Great Britain and Northern Ireland and the Saar (which is the subject of this Agreement) as amplified and modified by the following conditions :

Article IV.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris, 1925) annexé à la Convention télégraphique de Saint-Petersbourg¹ sont applicables au service téléphonique (objet du présent Arrangement), entre la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et la Sarre sous réserve des additions et modifications suivantes :

B. DURATION OF SERVICE.

§ I. The exchanges at the terminal points of the Anglo-Saar circuits shall be open always.

B. DURÉE DU SERVICE.

§ I. Les bureaux centraux tête de lignes des circuits anglo-sarrois seront ouvertes en permanence.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

§ I. Urgent private calls are not admitted.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

§ I. Les conversations privées urgentes ne sont pas admises.

F. " LIGHTNING " CALLS.

§ I. " Lightning " calls are not admitted.

F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

§ I. Les conversations « Eclairs » ne sont pas admises.

G. GOVERNMENT CALLS.

§ I. (2) Urgent State calls are not admitted.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

§ I. (2) Les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises.

¹ Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347, de ce recueil ; et page 396 de ce volume.

¹ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347, of this Series ; and page 396 of this Volume.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

§ 1. Subscription calls at fixed hours are authorised during the periods of light traffic and are subject to *one half* ($\frac{1}{2}$) the unit charge.

§ 3. Subscription calls of more than 6 minutes' duration may be admitted by the offices concerned where traffic conditions on the circuits to be used permit.

§ 6. (2) Supplementary calls are considered and charged for as new calls (Section L, § 1). $\frac{3}{5}$ ths of the unit charge will therefore be levied as a minimum during the hours of light traffic.

K. TARIFFS. COLLECTION OF CHARGES.

§ 3. For the fixing of terminal charges :

The territory of Great Britain and Northern Ireland is divided into three zones.

The territory of the Saar comprises one zone only.

LIMITS OF ZONES :

Great Britain and Northern Ireland.

The first zone comprises the following countries :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.

The second zone comprises the following countries :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Monmouth, Montgomery, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland, York.

The third zone comprises Scotland and Northern Ireland.

H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

§ 1. Les conversations par abonnement, à heures fixes, sont autorisées pendant les périodes de faible trafic et sont soumises à *la moitié* ($\frac{1}{2}$) de l'unité de taxe.

§ 3. Des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

§ 6. (2) Les conversations supplémentaires sont considérées et taxées comme des nouvelles conversations (Section L, § 1). Il sera donc perçu $\frac{3}{5}$ de l'unité de taxe au moins durant les heures de faible trafic.

K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

§ 3. Pour la détermination des taxes terminales :

Le territoire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale est divisé en trois zones.

Le territoire de la Sarre ne comprend qu'une zone.

LIMITES DES ZONES :

Grande-Bretagne et Irlande septentrionale.

La première zone comprend les comtés ci-après :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.

La deuxième zone comprend les comtés ci-après :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Monmouth, Montgomery, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland, York.

La troisième zone comprend l'Ecosse et l'Irlande septentrionale.

CHARGES.

The sum accruing to each Administration per unit call is fixed in the unit defined in Article 24 (Chapter VIII) of the International Telegraph Convention (Revision of Paris, 1925) as follows :

TERMINAL ADMINISTRATIONS.

To Great Britain and Northern Ireland :

Three francs seventy-five centimes (3 fr. 75) for each call originating in or destined for the 1st zone.

Six francs (6 fr.) for each call originating in or destined for the 2nd zone.

Eight francs (8 fr.) for each call originating in or destined for the 3rd zone.

To the Saar :

Fifty centimes (0 fr. 50) for each call originating in or destined for the Saar territory.

TRANSIT ADMINISTRATION.

To France :

Five francs twenty centimes (5 fr. 20) for every unit call whatever may be the place of origin or destination.

The British terminal fee and the French transit fee comprise the quota of each of these two Administrations accruing from the transit of submarine cables.

Total of the unit charge in the relations between the different zones of Great Britain and Northern Ireland and the Saar.

The total of the unit charge for each relations is indicated in the following table :

TAXES.

La part revenant à chaque Administration, par unité de taxe, est fixée dans l'unité définie à l'article 24 (Chapitre VIII) du Règlement télégraphique international (Revision de Paris, 1925), comme suit :

ADMINISTRATIONS EXTRÊMES.

Grande-Bretagne et Irlande septentrionale :

Trois francs soixante-quinze centimes (3 fr. 75) pour toute conversation originaire ou à destination de la première zone.

Six francs (6 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la deuxième zone.

Huit francs (8 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la troisième zone.

Sarre :

Cinquante centimes (0 fr. 50) pour toute conversation originaire ou à destination de la Sarre.

ADMINISTRATION DE TRANSIT.

France :

Cinq francs vingt centimes (5 fr. 20) pour chaque unité de conversation, quel que soit le bureau d'origine ou de destination.

La taxe terminale britannique et la taxe de transit française comprennent la quote-part de chacune de ces deux administrations afférente au transit des câbles sous-marins.

Montant de l'unité de taxe dans les relations entre les différentes zones de la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et la Sarre.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, est indiqué au tableau suivant :

Relations between	Total	Quota of Great Britain and Northern Ireland	Quota of the Saar.	Quota of France
	Francs	Francs	Francs	Francs
1st British Zone and the Saar.	9.45	3.75	0.50	5.20
2nd British Zone and the Saar.	11.70	6.0	0.50	5.20
3rd British Zone and the Saar.	13.70	8.0	0.50	5.20

Relations entre	Total	Part de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale	Part de la Sarre	Part de la France
	Francs	Francs	Francs	Francs
la 1 ^{re} zone britannique et la Sarre . .	9,45	3,75	0,50	5,20
la 2 ^{me} zone britannique et la Sarre . .	11,70	6,0	0,50	5,20
la 3 ^{me} zone britannique et la Sarre . .	13,70	8,0	0,50	5,20

The hours of light traffic are as follows :

From 21 h. to 8 h. (legal time of country of origin). So far as subscription calls are concerned, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the period of light traffic the charge applicable to an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit charge.

Les heures de faible trafic sont les suivantes :

De 21 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

N. AVIS D'APPEL AND PRÉAVIS.

§ I. (4) Calls with avis d'appel and préavis are not admitted.

DEMANDS FOR INFORMATION.

Demands for Information are admitted. The relative charges do not enter into the international accounts.

Q. ACCOUNTING.

In accordance with § 3 of Article 78 of the International Telegraph Regulations (Revision of Paris 1925) terminal charges are liquidated direct between the terminal Administrations.

To this end, each terminal Administration transmits to the other a monthly account in triplicate in respect of incoming calls showing therein the amounts due to itself and to the transit administration. After acceptance of the account, the administration receiving it retains one copy and returns the other two to the administration which established it. The latter forwards a copy to the transit administration. Unless any question arises on its part the transit administration then incorporates the amounts due to it in its quarterly chief account with each of the terminal Administrations concerned.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS.

§ I. Les communications avec avis d'appel et préavis ne sont pas admises.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les demandes de renseignements sont admises. Les taxes n'entrent pas dans les comptes internationaux.

Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au § 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris 1925) les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

A cet effet, chaque administration terminale transmet à l'autre des comptes mensuels en triple expédition pour les conversations qu'elle a reçues en y inscrivant le montant des taxes revenant à elle-même et à l'administration de transit. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en retient un exemplaire et en rend deux exemplaires à l'administration qui l'a établi. Celle-ci en adresse un exemplaire à l'administration de transit. A moins de contestation de sa part, l'administration de transit incorpore dans son compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes dues.

Article V.

The present Agreement will take effect at the date which shall be fixed by the contracting Administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of the States interested.

It shall remain in force for one year after notice of termination is given by any of the Administrations.

Done in triplicate.

At LONDON, *the 2nd January, 1929.*

W. MITCHELL-THOMSON.

The Postmaster General of Great Britain and Northern Ireland.

Article V.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les Administrations contractantes dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés.

Il restera en vigueur pendant un an après résiliation notifiée par l'une ou l'autre des administrations.

Fait triple.

A PARIS, *16 novembre 1928.*

DELETÊTE.

Le Conseiller d'Etat, Secrétaire général des Postes, Télégraphes et Téléphones de France.

A SARREBRÜCK, *le 2 février 1929.*

D'EHRNROOTH.

*Le Commissaire du gouvernement
Chargé des Travaux publics, des
Chemins de fer, des Postes et des
Télégraphes de la Sarre.*

ANNEXE XXIII.



ANNEX XXIII.



ANNEXE XXIII

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

N° 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS GENEVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

SIGNATURE

ETATS-UNIS
D'AMÉRIQUE ... 9 décembre 1929

DISPOSITION FACULTATIVE

SIGNATURE

LITHUANIE

Pour la durée de cinq ans avec effet à partir du quatorze janvier 1930.

L'acceptation par la Lithuanie de la disposition facultative déploie tous ses effets dès le 14 janvier 1930, la déclaration ci-dessus n'étant pas soumise à ratification.

ZAUNIUS.

RATIFICATIONS

Dépôt :

ROYAUME-UNI	...	5 février	1930.
INDE	...	5 février	1930.
LETTONIE	...	26 février	1930.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; et vol. LXXXVIII, page 272, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEX XXIII.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

N° 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

SIGNATURE.

UNITED
STATES OF AMERICA. December 9, 1929.

OPTIONAL CLAUSE

SIGNATURE.

LITHUANIA.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

For a period of five years, with effect as from January fourteenth 1930.

The acceptance by Lithuania of the Optional Clause is effective as from January 14, 1930, the above declaration not being subject to ratification.

ZAUNIUS.

RATIFICATIONS.

Deposit :

UNITED KINGDOM	...	February 5,	1930.
INDIA	...	February 5,	1930.
LATVIA	...	February 26,	1930.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L., page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; and Vol. LXXXVIII, page 272, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 171. — CONVENTION¹ ET STATUT
SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT. SIGNÉE
A BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATION

ESPAGNE 17 décembre 1929.

ADHÉSION

IRAK 1^{er} mars 1930.

N^o 171. — CONVENTION¹ AND STATUTE
ON FREEDOM OF TRANSIT. SIGNED
AT BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATION.

SPAIN December 17, 1929.

ACCESSION.

IRAQ March 1st, 1930.

N^o 174. — DÉCLARATION² PORTANT
RECONNAISSANCE DU DROIT AU PA-
VILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE
LITTORAL MARITIME. BARCELONE, LE
20 AVRIL 1921.

ESTONIE,
ITALIE,
PAYS-BAS

acceptent la déclaration comme obligatoire
sans ratification.

N^o 174. — DECLARATION² RECOGNISING
THE RIGHT TO A FLAG OF STATES
HAVING NO SEA COAST. BARCELONA,
APRIL 20, 1921.

ESTONIA,
ITALY,
THE NETHERLANDS

accept the Declaration as binding without
ratification.

N^o 259. — ÉCHANGE DE NOTES³ ENTRE
LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET
NÉERLANDAIS AU SUJET DU RÈGLE-
MENT DES RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE LES DEUX PAYS. MADRID, LES
30 DÉCEMBRE 1921, ET 5 ET 6 JANVIER
1922.

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LE RÈGLE-
MENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; et vol. LXXXIII, page 373, de ce recueil.

² Vol. VII, page 73 ; vol. XI, page 410 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 158 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. LIX, page 345 ; vol. LXIX, page 72 ; et vol. LXXXVIII, page 283, de ce recueil.

³ Vol. IX, page 257, de ce recueil.

N^o 259. — EXCHANGE OF NOTES³
BETWEEN THE SPANISH AND THE
NETHERLANDS GOVERNMENTS WITH
REGARD TO THE REGULATION OF
THE COMMERCIAL RELATIONS BET-
WEEN THE TWO COUNTRIES. MADRID,
DECEMBER 30, 1921, AND JANUARY
5 AND 6, 1922.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE SETT-
LEMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; and Vol. LXXXIII, page 373, of this Series.

² Vol. VII, page 73 ; Vol. XI, page 410 ; Vol. XV, page 308 ; Vol. XIX, page 280 ; Vol. XXIV, page 158 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. LIX, page 345 ; Vol. LXIX, page 72 ; and Vol. LXXXVIII, page 283, of this Series.

³ Vol. IX, page 257, of this Series.

LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LE SURINAM ET LE CURAÇAO, D'UNE PART, ET LES TERRITOIRES ESPAGNOLS DU GOLFE DE GUINÉE, D'AUTRE PART. MADRID, LE 27 SEPTEMBRE 1929.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 3 mars 1930.

LÉGATION
DES PAYS-BAS.
N^o 1702.

I.

SAINT-SÉBASTIEN,
le 27 septembre 1929.

MONSIEUR LE MARQUIS,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine, désirant appliquer le traitement réciproque de la nation la plus favorisée au commerce entre les Pays-Bas et ses territoires d'outre-mer, d'une part, et les territoires espagnols du Golfe de Guinée, d'autre part, consent que les produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance directe ou indirecte des territoires espagnols du Golfe de Guinée importés sur le territoire des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam ou de Curaçao soit à la consommation, soit à la réexportation, ou au transit, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime est subordonnée à l'application dans les territoires espagnols du Golfe de Guinée pendant la même période aux produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance directe ou indirecte des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, du traitement de la nation la plus favorisée.

Veillez, etc.

A. LOUDON.

Son Excellence
le Lieutenant Général Primo de Rivera,
Marquis de Estella,
Président du Conseil des Ministres
et Affaires extérieures.
Madrid.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

THE NETHERLANDS, NETHERLANDS INDIES, SURINAM AND CURAÇAO, ON THE ONE PART, AND THE SPANISH TERRITORIES OF THE GULF OF GUINEA, ON THE OTHER PART. MADRID, SEPTEMBER 27, 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, March 3, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION,

I.

NETHERLANDS LEGATION.
No. 1702.

SAN SEBASTIAN,
September 27, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that Her Majesty's Government, being desirous of applying reciprocal most-favoured-nation treatment to trade between the Netherlands and her oversea territories, of the one part, and the Spanish territories of the Gulf of Guinea, of the other part, agrees that products of the soil and industry originating in or coming directly or indirectly from the Spanish territories of the Gulf of Guinea and imported into the territory of the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, either for consumption, re-export or transit, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

It is understood that the application of this treatment is conditional on the application of most-favoured-nation treatment in the Spanish territories of the Gulf of Guinea during the same period to products of the soil and industry originating in or coming directly or indirectly from the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao.

I have the honour to be, etc.

A. LOUDON.

His Excellency
Lieutenant General Primo de Rivera,
Marques de Estella,
President of the Council
Madrid.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

PRESIDENCIA
DEL CONSEJO DE MINISTROS.

Secretaria general de asuntos
exteriores.

Nº. 148.

MADRID, 27 de Septiembre 1929.

MUY SEÑOR MIO :

En Nota de esta fecha, se sirve V.S. manifestarme lo siguiente :

« Tengo la honra de participar a V. E. que deseando el Gobierno de la Reina aplicar el trato recíproco de la nación más favorecida al comercio entre los Países Bajos y sus Territorios de Ultramar, de una parte, y los Territorios españoles del Golfo de Guinea, de otra parte, consiente que los productos del suelo y de la industria originarios o procedentes directa o indirectamente de los Territorios españoles del Golfo de Guinea importados en el Territorio de los Países Bajos, de las Indias neerlandesas, de Surinam o de Curaçao sea para el consumo, la reexportación o el tránsito disfruten el trato de la nación más favorecida. — Queda entendido que la aplicación de este régimen está subordinada a la aplicación en los Territorios españoles del Golfo de Guinea durante el mismo periodo del trato de la nación más favorecida a los productos del suelo y de la industria originarios o procedentes directa ó indirectamente de los Países Bajos, de las Indias neerlandesas, de Surinam y de Curaçao ».

En su vista, tengo la honra de manifestar a V. S. que el Gobierno de S.M. está conforme en aplicar el trato de la Nación más favorecida a los productos del suelo y de la industria originarios y procedentes directa o indirectamente de los Países Bajos, de las Indias neerlandesas, de Surinam y de Curaçao que se importen en los Territorios españoles del Golfo de Guinea, durante el mismo periodo en que a los productos de estos territorios españoles se aplique análogo trato en los Países Bajos, Indias neerlandesas, Surinam y Curaçao.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V.S. las seguridades de mi distinguida consideracion.

MARQUÉS DE ESTELLA.

Sr. A. Loudon,
Encargado de Negocios de los Países Bajos.

¹ TRADUCTION.

PRÉSIDENCE
DU CONSEIL DES MINISTRES.

Ministère
des Affaires étrangères.
N^o 148.

MADRID, le 27 septembre 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Dans votre lettre de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

(Suit le texte de la lettre précédente du chargé d'Affaires des Pays-Bas au Président du Conseil d'Espagne.)

A la suite de cette note, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté consent que le traitement de la nation la plus favorisée soit appliqué aux produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance directe ou indirecte des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, importés sur les territoires espagnols du Golfe de Guinée, aussi longtemps que les produits des territoires espagnols susdits jouiront du même traitement aux Pays-Bas, dans les Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

Veillez agréer, etc.

Marquès de ESTELLA.

Monsieur A. Loudon,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas.

¹ TRANSLATION.

OFFICE
OF THE PRIME MINISTER.

Ministry
of Foreign Affairs.
No. 148.

MADRID, September 27, 1929.

SIR,

In your note of to-day's date you were good enough to communicate to me the following :

(Here follows the text of the note from the Netherlands Chargé d'Affaires to the Spanish Prime Minister.)

In view of the foregoing I have the honour to inform you that His Majesty's Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to products of the soil and industry originating in and coming directly or indirectly from the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao and imported into the Spanish territories of the Gulf of Guinea, for so long as the same treatment is applied to products of the said Spanish territories in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao.

I have the honour to be, etc.

MARQUÉS DE ESTELLA.

M. A. Loudon,
Chargé d'Affaires of the Netherlands.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

RATIFICATION

Dépôt :
ESTONIE 28 février 1930.

ADHÉSION

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, opérante à partir du 31 décembre 1929.

N^o 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :
ESTONIA February 28, 1930.

ACCESSION.

GRAND DUCHY OF LUXEMBURG, effective as from December 31, 1929.

N^o 373. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET ROUMAIN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. BUCAREST, LES 18 ET 19 DÉCEMBRE 1922.

DÉNONCIATION

Dénonciation par la Roumanie, effective à partir du 1^{er} mars 1930.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 20 décembre 1929.

N^o 373. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE NETHERLANDS AND ROUMANIAN GOVERNMENTS RELATING TO THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUCHAREST, DECEMBER 18 AND 19, 1922.

DENUNCIATION.

Denunciation by Roumania, effective as from March 1, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, December 20, 1929.

¹ Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; et vol. LXXXIII, page 379, de ce recueil.

² Vol. XIV, page 191, de ce recueil.

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page 282 ; Vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXVII, page 418 ; Vol. XXXV, page 300 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; and Vol. LXXXIII, page 379, of this Series.

² Vol. XIV, page 191, of this Series.

N^o 427. — CONVENTION INTERNATIONALE¹ MODIFIANT LA CONVENTION SIGNÉE A PARIS LE 20 MAI 1875, CONCERNANT LA CRÉATION D'UN BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES, ET RÈGLEMENT ANNEXE A CETTE CONVENTION. SIGNÉE A SÈVRES, LE 6 OCTOBRE 1921.

Communiquée par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie à la Société des Nations, le 16 décembre 1929.

No. 427. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ MODIFYING THE CONVENTION SIGNED AT PARIS, MAY 20, 1875, RESPECTING THE CREATION OF AN INTERNATIONAL OFFICE OF WEIGHTS AND MEASURES AND THE REGULATIONS ANNEXED THERETO. SIGNED AT SÈVRES, OCTOBRE 6, 1921.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, December 16, 1929.

N^o 685. — CONVENTION² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, OUVERTE A LA SIGNATURE A GENÈVE, DU 12 SEPTEMBRE 1923 AU 31 MARS 1924.

RATIFICATION

GRÈCE 9 octobre 1929.

N^o 695. — PROTOCOLE³ RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 6 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

RATIFICATION

Dépôt :
ROYAUME DE
YUGOSLAVIE ... 17 janvier 1930.

¹ Vol. XVII, page 45 ; vol. XXIV, page 187 ; vol. XXXIX, page 172 ; vol. LXXVIII, page 455 ; et vol. LXXXVIII, page 291, de ce recueil.

² Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; et vol. LXXXVIII, page 313, de ce recueil.

³ Vol. XXVII, page 349 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXIX, page 191 ; vol. LIX, page 358 ; et vol. LXXII, page 453, de ce recueil.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS, OPEN FOR SIGNATURE AT GENEVA FROM SEPTEMBER 12, 1923, TO MARCH 31, 1924.

RATIFICATION.

GREECE October 9, 1929.

No. 695. — PROTOCOL³ OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 6 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :
KINGDOM OF
YUGOSLAVIA ... January 17, 1930.

¹ Vol. XVII, page 45 ; Vol. XXIV, page 187 ; Vol. XXXIX, page 172 ; Vol. LXXVIII, page 450 ; and Vol. LXXXVIII, page 291, of this Series.

² Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; and Vol. LXXXVIII, page 313, of this Series.

³ Vol. XXVII, page 349 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXIX, page 191 ; Vol. LIX, page 358 ; and Vol. LXXII, page 453, of this Series.

N^o 733. — PROTOCOLE¹ RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 12 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

RATIFICATION

Dépôt :
ROYAUME DE
YUGOSLAVIE ... 17 janvier 1930.

No. 733. — PROTOCOL¹ OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 12 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :
KINGDOM OF
YUGOSLAVIA ... January 17, 1930.

N^o 734. — PROTOCOLE² RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 13 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

RATIFICATION

Dépôt :
ROYAUME DE
YUGOSLAVIE ... 17 janvier 1930.

No. 734. — PROTOCOL² OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 13 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :
KINGDOM OF YUGO-
SLAVIA ... January 17, 1930.

N^o 735. — PROTOCOLE³ RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 15 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

RATIFICATION

Dépôt :
ROYAUME DE
YUGOSLAVIE ... 17 janvier 1930.

No. 735. — PROTOCOL³ OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 15 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :
KINGDOM OF YUGO-
SLAVIA ... January 17, 1930.

¹ Vol. XXIX, page 67 ; vol. XXXI, page 262 ; vol. LIX, page 360 ; et vol. LXXII, page 453, de ce recueil.

² Vol. XXIX, page 73 ; vol. XXXI, page 262 ; vol. LIX, page 360 ; et vol. LXXII, page 453, de ce recueil.

³ Vol. XXIX, page 79 ; vol. XXXI, page 262 ; vol. LIX, page 361 ; et vol. LXXII, page 454, de ce recueil.

¹ Vol. XXIX, page 67 ; Vol. XXXI, page 262 ; Vol. LIX, page 360 ; and Vol. LXXII, page 453, of this Series.

² Vol. XXIX, page 73 ; Vol. XXXI, page 262 ; Vol. LIX, page 360 ; and Vol. LXXII, page 453, of this Series.

³ Vol. XXIX, page 79 ; Vol. XXXI, page 262 ; Vol. LIX, page 361 ; and Vol. LXXII, page 454, of this Series.

N° 775. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES ET PROTOCOLE Y RELATIF. GENÈVE, LE 3 NOVEMBRE 1923.

ADHÉSION

Dépôt :

ESTONIE 28 février 1930.

N° 775. — INTERNATIONAL¹ CONVENTION RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES AND PROTOCOL RELATING THERETO. GENEVA, NOVEMBER 3, 1923.

ACCESSION.

Deposit :

ESTONIA February 28, 1930.

N° 836. — ACCORD² PROVISOIRE ENTRE LES PAYS-BAS ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DE LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 11 JUILLET 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE A PARTIR DU 16 MAI 1929 DE L'ACCORD CI-DESSUS. LA HAYE, LES 16 MAI ET 6 JUIN 1929.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 13 janvier 1930.

N° 836. — PROVISIONAL AGREEMENT² BETWEEN THE NETHERLANDS AND THE UNITED KINGDOM, RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT THE HAGUE, JULY 11, 1923.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE DENUNCIATION OF THE ABOVE AGREEMENT BY THE BRITISH GOVERNMENT, AS FROM MAY 16, 1929. THE HAGUE, MAY 16 AND JUNE 6, 1929.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 13, 1930.

³ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

THE HAGUE, 16th May, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By Article 17, paragraph 2, of the Provisional Agreement between the United Kingdom of

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 391 ; et vol. LXXXVIII, page 319, de ce recueil.

² Vol. XXXIII, page 111 ; et vol. LXXXVIII, page 325, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

LA HAYE, le 16 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'article 17, alinéa 2, de l'Arrangement provisoire entre le Royaume-Uni de Grande-Bre-

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; and Vol. LXXXVIII, page 319, of this Series.

² Vol. XXXIII, page 111 ; and Vol. LXXXVIII, page 325, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands relating to Air Navigation, which was signed at The Hague on July 11th, 1923, provision was made whereby each of the Contracting Parties reserved the right to denounce that Agreement, such denunciation to take immediate effect, after the two Contracting Parties had ratified the International Air Convention signed at Paris on October 13th, 1919.

2. The United Kingdom and the Netherlands being now Contracting Parties to the International Air Convention of October 13th, 1919, the Provisional Agreement of 1923 has become superfluous, and His Majesty's Government in the United Kingdom understand that the Netherlands Government are agreeable to notice of termination being given by them in respect thereof.

3. I have accordingly the honour in conformity with instructions I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice of denunciation of the Provisional Agreement relating to Air Navigation, signed at The Hague on July 11th, 1923, under and in accordance with article 17, paragraph 2, of that Agreement, and to ask that Your Excellency will be so good as to acknowledge formally the receipt of this notification.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Odo RUSSELL.

His Excellency,
Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction
des Affaires économiques.

N° 15535.

Annexes.

LA HAYE, le 6 juin 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de l'office du 16 mai dernier N° 75 (238/2/29), par lequel

tagne et d'Irlande du Nord et les Pays-Bas, au sujet de la navigation aérienne, signé à La Haye le 11 juillet 1923, portait que chacune des Parties contractantes se réservait le droit de dénoncer ledit arrangement, cette dénonciation devant avoir immédiatement effet, lorsque les deux Parties contractantes auraient ratifié la Convention aérienne internationale signée à Paris le 13 octobre 1919.

2. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas étant maintenant Parties contractantes à la Convention aérienne internationale du 13 octobre 1919, l'Arrangement provisoire de 1923 est devenu superflu, et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni croit savoir que le Gouvernement néerlandais accepterait que la dénonciation de cet arrangement provisoire lui fût notifiée.

3. En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous notifier la dénonciation de l'Arrangement provisoire au sujet de la navigation aérienne signé à La Haye le 11 juillet 1923, conformément aux dispositions de l'article 17, alinéa 2, de cet arrangement et de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser officiellement réception de cette notification.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Odo RUSSELL.

A Son Excellence,
le Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Section for Economic
Affairs.

No. 15535.

Enclosures.

THE HAGUE, June 6, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of communication No. 75 (238/2/29), of May 16,

Son Excellence Sir Odo Russell a bien voulu porter à ma connaissance la dénonciation par le Gouvernement britannique de l'Arrangement provisoire relatif à la navigation aérienne, conclu le 11 juillet 1923 entre les Pays-Bas et la Grande-Bretagne et l'Irlande, conformément à l'article 17, alinéa 2, de l'arrangement en question.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Ministre,
Le Secrétaire général:
(Signé) Snouck HURGRONJE.

Monsieur R. C. S. Stevenson,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de Grande-Bretagne.

1929, in which His Excellency Sir Odo Russell was good enough to notify me of the denunciation by the British Government of the Provisional Agreement relating to Air Navigation, signed at The Hague on July 11, 1923, between the Netherlands and Great Britain and Northern Ireland, in accordance with article 17, paragraph 2, of that Agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Snouck HURGRONJE,
Secretary-General.
For the Minister.

To Mr. R. C. S. Stevenson,
Acting British
Chargé d'Affaires.

N^o 1002. — CONVENTION¹ POSTALE UNIVERSELLE ET AUTRES INSTRUMENTS Y RELATIFS. SIGNÉS A STOCKHOLM, LE 28 AOUT 1924.

RATIFICATIONS

TURQUIE,	...	...	30 août	1928.
PANAMA,	...	...	10 décembre	1928.
COLOMBIE,	...	...	2 janvier	1929.
PERSE,	...	...	21 novembre	1929.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 28 janvier 1930.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Etant donné qu'à l'occasion du VIII^{me} Congrès de l'Union Postale Universelle, tenu à

¹ Vol. XL, page 19; vol. L., page 166; et vol. LXXII, page 454, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1002. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION¹ WITH OTHER RELEVANT INSTRUMENTS. SIGNED AT STOCKHOLM, AUGUST 28, 1924.

RATIFICATIONS.

TURKEY,	...	...	August 30,	1928.
PANAMA,	...	...	December 10,	1928.
COLOMBIA,	...	...	January 2,	1929.
PERSIA,	...	...	November 21,	1929.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, January 28, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION. MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Whereas at the VIIIth Congress of the Universal Postal Union held at Stockholm, the

¹ Vol. XL, page 19; Vol. L, page 166; and Vol. LXXII, page 454, of this Series

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Stockholm, ont été conclus, en date du 28 août 1924, les accords suivants :

1^o Une Convention postale universelle avec Protocole final, Règlement et Protocole final y relatif ;

2^o Un Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec Protocole final et Règlement ;

3^o Un Arrangement concernant les colis postaux, avec Protocole final, Règlement et Protocole final y relatif ;

4^o Un Arrangement concernant les mandats de poste avec Règlement ;

5^o Un Arrangement concernant les virements postaux, avec Protocole final et Règlement ;

6^o Un Arrangement concernant les recouvrements, avec Règlement ;

7^o Un Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, avec Règlement ;

et que, ultérieurement, a été signé un Protocole final portant rectification au Protocole final de la Convention postale universelle et contenant un article additionnel sous le numéro XII ;

Etant donné, en outre, que, aux termes de l'article 13 de la Convention postale universelle, les ratifications des Actes du Congrès doivent être communiquées au Gouvernement du pays siège du Congrès,

Le soussigné, chef des Archives du Ministère royal des Affaires étrangères,

Certifie : que, depuis le 1^{er} juin 1928 jusqu'à ce jour, ont été déposés dans les Archives du Ministère royal des Affaires étrangères les instruments de ratification suivants, trouvés en bonne et due forme :

TURQUIE.

Un acte, dressé en turc et déposé le 30 août 1928, constatant la ratification de la Convention postale universelle, y compris l'article XII du Protocole final, de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, de l'Arrangement concernant les colis postaux, de l'Arrangement concernant les mandats de poste, de l'Arrangement concernant les recouvrements et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

following Agreements were concluded on August 28, 1924 :

(1) A Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Protocol relating thereto ;

(2) An Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol, and Detailed Regulations for the Execution of the Agreement ;

(3) A Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Protocol relating thereto ;

(4) A Money Order Agreement and Detailed Regulations ;

(5) An Agreement concerning Postal Cheques, with Final Protocol and Detailed Regulations ;

(6) An Agreement concerning Payment on Delivery and Detailed Regulations ;

(7) An Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals and Detailed Regulations ;

and whereas, later, there was signed a Final Protocol rectifying the Final Protocol of the Universal Postal Convention and containing an additional article under No. XII ;

And whereas, further, under Article 13 of the Universal Postal Convention ratifications of the Acts of the Congress shall be communicated to the Government of the country in which the Congress was held,

The undersigned, Head of the Archives Service of the Royal Ministry of Foreign Affairs,

Certifies : that between June 1, 1928, and the present date there have been deposited in the Archives of the Royal Ministry of Foreign Affairs the following instruments of ratification, found in good and due form :

TURKEY.

An instrument drawn up in Turkish and deposited on August 30, 1928, certifying ratification of the Universal Postal Convention, including Article XII of the Final Protocol, the Agreement concerning Insured Letters and Boxes, the Parcel Post Agreement, the Money Order Agreement, the Agreement concerning Payment on Delivery and the Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals.

PANAMA.

Un document, dressé en espagnol et déposé le 10 décembre 1928, constatant la ratification de la Convention postale universelle.

COLOMBIE.

Un document, dressé en espagnol et déposé le 2 janvier 1929, constatant la ratification de la Convention postale universelle, de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, de l'Arrangement concernant les colis postaux, de l'Arrangement concernant les mandats de poste et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

PERSE.

Un acte, dressé en persan et déposé le 21 novembre 1929, constatant la ratification de la Convention postale universelle, de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, et de l'Arrangement concernant les colis postaux.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux gouvernements des Etats faisant partie de l'Union Postale Universelle, ainsi qu'au Bureau International de l'Union et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Stockholm, le 1^{er} janvier 1930.

(Signé) Carl SANDGREN.

Pour copie conforme.

Le Chef des Archives :
(Signé) Carl Sandgren.

PANAMA.

A document drawn up in Spanish and deposited on December 10, 1928, certifying ratification of the Universal Postal Convention.

COLOMBIA.

A document drawn up in Spanish and deposited on January 2, 1929, certifying ratification of the Universal Postal Convention, the Agreement concerning Insured Letters and Boxes, the Parcel Post Agreement, the Money Order Agreement and the Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals.

PERSIA.

An instrument drawn up in Persian and deposited on November 21, 1929, certifying ratification of the Universal Postal Convention, the Agreement concerning Insured Letters and Boxes and the Parcel Post Agreement.

In faith whereof there is hereby issued the present certificate, of which a certified true copy will be forwarded to the Governments of States members of the Universal Postal Union, to the International Bureau of the Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Stockholm on January 1, 1930.

(Signed) Carl SANDGREN.

N^o 1003.— ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE (UNION POSTALE UNIVERSELLE), AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT. SIGNÉS A STOCKHOLM, LE 28 AOUT 1924.

RATIFICATIONS

TURQUIE,	...	...	30 août	1928.
COLOMBIE,	...	...	2 janvier	1929.
PERSE,	...	...	21 novembre	1929.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 28 janvier 1930.

(Voir N^o 1002 ci-dessus.)

No. 1003. — AGREEMENT¹ CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES (UNIVERSAL POSTAL UNION), WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT. SIGNED AT STOCKHOLM, AUGUST, 28, 1924.

RATIFICATIONS.

TURKEY,...	...	...	August 30,	1928.
COLOMBIA,	...	...	January 2,	1929.
PERSIA,	...	...	November 21,	1929.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, January 28, 1930.

(See No. 1002 above.)

N^o 1004.— ARRANGEMENT² CONCERNANT LES COLIS POSTAUX (UNION POSTALE UNIVERSELLE) AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT, SIGNÉS A STOCKHOLM, LE 28 AOUT 1924.

RATIFICATIONS

TURQUIE,	...	...	30 août	1928.
COLOMBIE,	...	...	2 janvier	1929.
PERSE,	...	...	21 novembre	1929.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 28 janvier 1930.

(Voir N^o 1002 ci-dessus.)

No. 1004. — PARCEL POST AGREEMENT² (UNIVERSAL POSTAL UNION), WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT, SIGNED AT STOCKHOLM, AUGUST 28, 1924.

RATIFICATIONS.

TURKEY,...	...	...	August 30,	1928.
COLOMBIA,	...	...	January 2,	1929.
PERSIA,	...	...	November 21,	1929.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, January 28, 1930.

(See No. 1002 above.)

¹ Vol. XL, page 249 ; vol. L, page 172 ; et vol. LXXII, page 460, de ce recueil.

² Vol. XL, page 307 ; vol. L, page 172 ; et vol. LXXII, page 462, de ce recueil.

¹ Vol. XL, page 249 ; Vol. L, page 172 ; and Vol. LXXII, page 460, of this Series.

² Vol. XL, page 307 ; Vol. L, page 172 ; and Vol. LXXII, page 462, of this Series.

N^o 1005.—ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE (UNION POSTALE UNIVERSELLE) ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION Y RELATIF. SIGNÉS A STOCKHOLM, LE 28 AOUT 1924.

No. 1005.—MONEY ORDER AGREEMENT¹ (UNIVERSAL POSTAL UNION), AND DETAILED REGULATIONS RELATING THERETO. SIGNED AT STOCKHOLM, AUGUST 28, 1924.

RATIFICATIONS

TURQUIE, 30 août 1928.
COLOMBIE, 2 janvier 1929.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 28 janvier 1930.

(Voir N^o 1002 ci-dessus.)

RATIFICATIONS.

TURKEY, August 30 1928.
COLOMBIA, January 2 1929.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, January 28, 1930.

(See No. 1002 above.)

N^o 1007.—ARRANGEMENT² CONCERNANT LES RECOUVREMENTS (UNION POSTALE UNIVERSELLE) ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT. SIGNÉS A STOCKHOLM, LE 28 AOUT 1924.

No. 1007.—AGREEMENT² CONCERNING PAYMENT ON DELIVERY (UNIVERSAL POSTAL UNION), AND DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THIS AGREEMENT. SIGNED AT STOCKHOLM, AUGUST 28, 1924.

RATIFICATION

TURQUIE... .. 30 août 1928.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 28 janvier 1930.

(Voir N^o 1002 ci-dessus.)

RATIFICATION.

TURKEY,... .. August 30, 1928.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, January 28, 1930.

(See No. 1002 above.)

¹ Vol. XL, page 437; vol. L, page 174; et vol. LXXII, page 462, de ce recueil.

² Vol. XLI, page 55; vol. L, page 176; et vol. LXXII, page 464, de ce recueil.

¹ Vol. XL, page 437; Vol. L, page 174; and Vol. LXXII, page 462, of this Series.

² Vol. XLI, page 55; Vol. L, page 176; and Vol. LXXII, page 464, of this Series.

N^o 1008. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES (UNION POSTALE UNIVERSELLE) ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT. SIGNÉS A STOCKHOLM, LE 28 AOÛT 1924.

No. 1008. — AGREEMENT¹ CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS (UNIVERSAL POSTAL UNION), AND DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT. SIGNED AT STOCKHOLM, AUGUST 28, 1924.

RATIFICATIONS

TURQUIE 30 août 1928.
COLOMBIE 2 janvier 1929.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 28 janvier 1930.

(Voir N^o 1002 ci-dessus.)

RATIFICATIONS.

TURKEY August 30, 1928.
COLOMBIA January 2, 1929.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, January 28, 1930.

(See No 1002 above.)

N^o 1033. — CONVENTION² ENTRE L'ALLEMAGNE, LE DANEMARK, L'ESTONIE, LA FINLANDE, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LA NORVÈGE, LA POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA SUÈDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES MARCHANDISES ALCOOLIQUES. SIGNÉE A HELSINGFORS, LE 19 AOÛT 1925.

No. 1033. — CONVENTION² BETWEEN GERMANY, DENMARK, ESTONIA, FINLAND, LATVIA, LITHUANIA, NORWAY, POLAND AND THE FREE CITY OF DANZIG, SWEDEN, AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, FOR THE SUPPRESSION OF THE CONTRABAND TRAFFIC IN ALCOHOLIC LIQUORS. SIGNED AT HELSINGFORS, AUGUST 19, 1925.

RATIFICATION

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ... 10 septembre 1929.

RATIFICATION.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS September 10, 1929.

¹ Vol. XLI, page 97; vol. L, page 176; et vol. LXXII, page 466, de ce recueil.

² Vol. XLII, page 73; vol. XLV, page 183; et vol. LIX, page 379, de ce recueil.

¹ Vol. XLI, page 97; Vol. L, page 176; and Vol. LXXII, page 466, of this Series.

² Vol. XLII, page 73; Vol. XLV, page 183; and Vol. LIX, page 379, of this Series.

N^o 1044. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉE A TALLINN, LE 2 JANVIER 1925.

No. 1044. — EXTRADITION CONVENTION ¹ BETWEEN ESTONIA AND FINLAND. SIGNED AT TALLINN, JANUARY 2, 1925.

PROTOCOLE ² PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 25 MAI 1929.

PROTOCOL ² MODIFYING THE ABOVE CONVENTION. SIGNED AT HELSINKI, MAY 25, 1929.

Communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Finlande, le 16 novembre 1929.

Communicated by the Estonian and Finnish Ministers for Foreign Affairs, November 16, 1929.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, désireux d'élargir les limites de la Convention d'extradition conclue entre eux le 2 janvier 1925, ont résolu de modifier ladite convention par un protocole approprié et ont nommé à cet effet comme plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT D'ESTONIE :

M. Alexandre HELLAT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Helsinki; et

LE GOUVERNEMENT DE LA FINLANDE :

M. Hj. J. PROCOPÉ, ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'article 15 de la convention susdite aura la teneur modifiée suivante :

Article 15. — Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction seront jugés néces-

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being desirous of extending the scope of the Extradition Convention concluded between them on January 2nd, 1925, have decided to amend the said Convention by a suitable Protocol, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF ESTONIA :

M. Alexander HELLAT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Helsingfors ;

THE GOVERNMENT OF FINLAND :

M. Hj. J. PROCOPÉ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Article 15 of the aforesaid Convention shall be amended as follows :

Article 15. — When in the case of a prosecution for a non-political criminal offence it is thought necessary to take the evidence of persons who are in one of the two countries or

¹ Vol. XLIII, page 11, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 16 octobre 1929.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XLIII, page 11, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Helsinki, October 16, 1929.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

saires, une commission rogatoire sera adressée, à cet effet, par la voie diplomatique, et à moins que le gouvernement requis ne constate l'impossibilité de la faire exécuter, il y sera donné suite en observation des lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Article II.

Entre les articles 15 et 16 de la convention susdite sera inséré un nouvel article de la teneur suivante :

Article 15¹. — Si dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. En cas de consentement, il sera accordé au témoin une indemnité pour les frais de voyage et de séjour d'après les tarifs et règlements en vigueur dans l'Etat où l'audition aura lieu, à moins que l'autorité compétente de cet Etat ne croie devoir lui accorder une indemnité plus élevée.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra, tant que son séjour y est motivé par la comparution dont il s'agit ou qu'il y a quelque empêchement légitime à son départ, y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où il figurera comme témoin.

Article III.

L'article 16 de la convention susdite aura la teneur modifiée suivante :

Article 16. — Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire, ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

to carry out any other investigations, letters of request shall be sent for that purpose through the diplomatic channel, and, unless the Government applied to finds it impossible to carry out the request, it shall be complied with in accordance with the laws of the country in which the evidence is to be heard or the investigation to take place.

Article II.

Between Articles 15 and 16 of the aforesaid Convention a new Article shall be inserted, reading as follows :

Article 15¹. — If in a non-political criminal case it is necessary for a witness to appear in person, the Government of the country in which the witness resides shall call upon him to comply with the request made to him. If the witness consents, he shall be granted travelling and subsistence allowance at the rates and in accordance with the regulations in force in the country in which his evidence is to be heard, unless the competent authority of that country thinks fit to grant him a higher allowance.

No witness of whatever nationality who, on being summoned in one of the two countries, voluntarily appears before the Courts of the other country may, so long as his residence in the latter country is entailed by his appearance in Court, or so long as there is some legitimate reason to prevent his departure, be prosecuted or detained in that country for previous criminal offences or convictions, or for being accessory to the offences in respect of which he is appearing as a witness.

Article III.

Article 16 of the aforesaid Convention shall be amended as follows :

Article 16. — When, in a non-political criminal case in which preliminary investigations are being conducted in one of the two countries, it is thought necessary or desirable that objects serving as evidence or documents in the hands of the authorities of the other country should be handed over, a request to that effect shall be made through the diplomatic channel, and shall be complied with unless there are special reasons for not doing so and conditionally upon the subsequent return of such objects and documents.

Article IV.

L'article 17 de la convention susdite aura la teneur modifiée suivante :

Article 17. — Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente convention resteront à la charge de l'État sur le territoire duquel ces mesures auront été prises, à l'exception des frais de passage à travers le territoire de l'une des Parties contractantes visé à l'article 14 et en tenant compte des dispositions de l'article 15¹, premier alinéa.

Article V.

L'article 18 de ladite convention aura la teneur modifiée suivante :

Article 18. — Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention devront être accompagnés d'une traduction authentique dans la langue officielle de l'État requis ou dans la langue française.

Article VI.

Le présent protocole sera ratifié et entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications, qui aura lieu aussitôt que possible à Helsinki.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Helsinki, en double expédition, le 25 mai 1929.

HELLAT.
Hj. J. PROCOPE.

Article IV.

Article 17 of the aforesaid Convention shall be amended as follows :

Article 17. — The expenses occasioned by the measures provided for in the present Convention shall be borne by the State in whose territory the measures are taken, with the exception of expenses incurred in crossing the territory of one of the Contracting Parties, as provided in Article 14, and subject to the provisions of Article 15¹, paragraph 1.

Article V.

Article 18 of the aforesaid Convention shall be amended as follows :

Article 18. — All documents produced in the cases provided for in the present Convention must be accompanied by a certified translation in the official language of the State applied to or into French.

Article VI.

The present Protocol shall be ratified and shall come into force one month after the exchange of ratifications, which shall take place at Helsingfors as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Helsingfors in duplicate, May 25, 1929.

HELLAT.
Hj. J. PROCOPE.

N^o 1129. — CONVENTION¹ ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES VOIES FERRÉES ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

No. 1129. — CONVENTION¹ AND STATUTE ON THE INTERNATIONAL RÉGIME OF RAILWAYS AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION

Dépôt :
ESPAGNE 15 janvier 1930.

RATIFICATION.

Deposit :
SPAIN January 15, 1930.

N^o 1225. — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A BERLIN, LE 14 MAI 1926.

No. 1225. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND SWEDEN. SIGNED AT BERLIN, MAY 14, 1926.

DÉNONCIATION³

PAR L'ALLEMAGNE, effective à partir du 15 février 1930.

Communiquée par le consul général d'Allemagne à Genève, le 2 décembre 1929.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

TILLÄGGSAVTAL⁴ NR 2 TILL HANDELS- OCH SJÖFARTSTRAKTATEN MELLAN SVERIGE OCH TYSKA RIKET DEN 14 MAJ 1926.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 15 février 1930.

DENUNCIATION³

BY GERMANY, as from February 15, 1930.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, December 2, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ZWEITES ZUSATZABKOMMEN⁴ ZU DEM HANDELS- UND SCHIFFAHRTSVERTRAG VOM 14. MAI 1926 ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH SCHWEDEN.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, February 15, 1930.

¹ Vol. XLVII, page 55 ; vol. L., page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; et vol. LXXXVIII, page 336, de ce recueil.

² Vol. LI, page 99 ; et vol. LXXXVIII, page 349, de ce recueil.

³ Cette dénonciation est restée sans effet par suite de la ratification du deuxième accord additionnel publié ci-après.

⁴ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 11 février 1930.

¹ Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; and Vol. LXXXVIII, page 336, of this Series.

² Vol. LI, page 99 ; and Vol. LXXXVIII, page 340, of this Series.

³ This denunciation remains without effect in consequence of the ratification of the second Additional Agreement published below.

⁴ The exchange of ratifications took place at Stockholm, February 11, 1930.

MELLAN SVERIGE och TYSKA RIKET har överenskommelse träffats om nedanstående tilläggsbestämmelser till handels- och sjöfarts-traktaten den 14 maj 1926 och tilläggsavtalet den 11 december 1928 :

Zwischen DEM DEUTSCHEN REICH und DEM KÖNIGREICH SCHWEDEN sind die nachstehenden Zusatzvereinbarungen zu dem Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 14. Mai 1926 und dem Zusatzabkommen vom 11. Dezember 1928 getroffen worden :

Artikel I.

I tariff A « Införseltullar i Tyskland » införas följande ändringar :

Nr i tyska tull-taxan	Varans benämning	Tullsats för 100 kg Rmk.
-----------------------	------------------	--------------------------

1. Nr 1, 2, 3 och 4 utgå.

2. Följande nr « ur 27 » tillfogas :

ur 27 | Timotejhö | fritt

3. Nr 103 erhåller följande lydelse :

103	Nötkreatur, levande . . . <i>Anmärkning</i> : Tullsatsen för nötkreatur till slakt utgör under år 1930 för ett antal av högst 5,000 st. och från och med år 1931 för ett årligt antal av högst 6,000 st. 16 Rmk. för 100 kg levande vikt. Skulle kontingen-ten på 6,000 st. enligt den tyska tullförvaltningens för-teckningar utnyttjas till minst 90 % under något av åren 1931 till och med 1933, så ökas det årliga antalet från och med det därpå föl-jande året till 7,000 st. För-delningen av kontingenterna förbehålles åt svenska rege-ringen, som skall meddela tyska regeringen, huruledes den tyska tullplatsen skall kunna erhålla underrättelse att en sändning av nötkrea-tur må förtullas efter tull-satsen 16 Rmk.	för 100 kg levan- de vikt 24.50
-----	---	---

Artikel I.

Der Tarif A « Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland » wird, wie folgt, geändert :

Nr. des deut-schen Zolltarifs	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 dz RM
-------------------------------	----------------------------	----------------------

1. Die Nr. 1, 2, 3 und 4 werden gestrichen.

2. Die folgende Nr. « aus 27 » wird neu eingefügt :

aus 27 | Timotheheu | frei

3. Die Nr. 103 erhält folgende Fassung :

103	Rindvieh, lebend . . . <i>Anmerkung</i> : Der Zoll-satz je dz Lebendgewicht beträgt für Rindvieh zu Schlachtzwecken im Jahre 1930 für eine Gesamtmenge bis zu 5,000 Stück, vom Jahre 1931 ab für eine Ge-samtmenge bis zu 6,000 Stück jährlich 16 RM. Sollte das Kontingent von 6,000 Stück nach den An-schreibungen der deutschen Zollverwaltung in einem der Jahre 1931 bis einschliess-lich 1933 zu 90 v. H. oder mehr ausgenutzt werden, so erhöht sich die jährliche Kontingentsmenge von dem darauf folgenden Jahre ab auf 7,000 Stück. Die Ver-teilung des Kontingents bleibt der schwedischen Regierung überlassen ; sie wird der deutschen Regie-rung mitteilen, wie gegen-über der deutschen Zoll-stelle der Nachweis erbracht werden soll, dass eine Rind-	für 1dz Le- bend- ge- wicht 24.50
-----	--	--

Nr i tyska tull-taxan	Varans benämning	Tullsats för 100 kg Rmk.	Nr. des deutschen Zolltarif	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 dz RM
	Rätten att förtulla nötkreatur efter fördragstullsatsen 16 Rmk. begränsas till en tullplats, som bestämmes enligt överenskommelse mellan de båda regeringarna.			<p>viehsendung zum Zollsatz von 16 RM abgefertigt werden kann.</p> <p>Die Befugnis zur Abfertigung des Viehs zum Vertragssatz von 16 RM wird auf eine Zollstelle beschränkt, die im Einvernehmen beider Regierungen bestimmt wird.</p>	
4. Nr 104	erhåller följande lydelse : 104 | Får, levande	22.50	4. Die Nr. 104	erhält folgende Fassung : 104 | Schafe, lebend	22.50
5. Nr 106	utgår.		5. Die Nr. 106	wird gestrichen.	
6.	Hittillsvarande nr « ur 108 » utgår och i stället införes följande nya nr « ur 108 » :		6. Die bisherige Nr. « aus 108 »	wird gestrichen und dafür folgende neue Nr. « aus 108 »	
ur 108	Huvuden och fötter av svin, tungor, hjärtslag, njurar, mellangården, mjältar, lungor, luftstrupar av kreatur (med undantag av fjäderfä) färska (icke frusna)	18	aus108	Köpfe und Spitzbeine von Schweinen, Zungen, Herz, Niere, Zwerchfell, Milz, Lungen, Luftröhren von Vieh (ausgenommen Federvieh), frisch (nicht gefroren).	18
ur 108	Levrar av kreatur (med undantag av fjäderfä), färska (icke frusna) <i>Anmärkning</i> : Huvuden och fötter av svin, tungor, levrar, hjärtslag, njurar, mellangården, mjältar, lungor, luftstrupar av kreatur (med undantag av fjäderfä) skola, om de beströtts med salt eller begjutits med saltvatten uteslutande till bevarande under transporten, fördragsmässigt tullbehandlas icke såsom enkelt tillredda utan såsom färska.	16	aus108	Lebern von Vieh ausgenommen Federvieh), frisch (nicht gefroren). <i>Anmerkung</i> : Köpfe und Spitzbeine von Schweinen, Zungen, Lebern, Herz, Niere, Zwerchfell, Milz, Lungen, Luftröhren von Vieh (ausgenommen Federvieh), alle diese lediglich zur Erhaltung während der Versendung durch Bestreuen mit Salz oder durch Begiessen mit Salzwasser eingesalzen, werden vertragungsmässig nicht als einfach zubereitet, sondern als frisch verzollt.	16
7. Följande nr « ur 123 »	tillfogas : ur 123 | Hummer	brutto 200	7. Die folgende Nr. « aus 123 »	wird neu eingefügt : aus123 | Hummern	rh 200
8. Anmärkningen till nr 135	erhåller följande lydelse : <i>Anmärkning till nr 135</i> : Medgiver Tyskland tredje land fördragstullsatsen för någon särskild sort hård ost skall den lägsta av dessa tullsatsen tillämpas på svensk hård ost.		8. Die « Anmerkung zu Nr. 135 »	erhält folgende Fassung : <i>Anmerkung zu Nr. 135</i> : Falls Deutschland dritten Ländern für irgendeine besondere Sorte von Hartkäse vertragungsmässige Zollsätze zugestehen sollte, so wird auf schwedischen Hartkäse der niedrigste dieser Zollsätze angewendet werden.	

Artikel 2.

I artikel 23, andra stycket, första punkten, av traktaten den 14 maj 1926 ersätts orden « och förbliver från nämnda dag gällande under en tid av tre år » med orden « och förbliver gällande till och med den 31 december 1932 ».

Artikel 3

Detta tilläggsavtal, som är avfattat i två exemplar på svenska och tyska språken, skall, å båda sidor efter de lagstiftande församlingarnas godkännande, ratificeras. Ratifikationshandlingarna skola snarast möjligt utväxlas i Stockholm. Tilläggsavtalet träder i kraft den dag, då ratifikationshandlingarna utväxlas, och kan endast uppsägas tillsammans med handels- och sjöfartstraktaten den 14 maj 1926 samt det första tilläggsavtalet den 11 december 1928.

Till bekräftelse härav hava de fullmäktige, efter ömsesidigt företeende av sina i god och behörig form befunda fullmakter, undertecknat detta tilläggsavtal.

BERLIN, den 30 november 1929.

Sveriges Minister i Berlin.
E. AF WIRSÉN,

Artikel 2.

In Artikel 23 Absatz 2 Satz 1 des Vertrages vom 14. Mai 1926 werden die Worte « und bleibt von diesem Tage an drei Jahre in Geltung » ersetzt durch die Worte « und bleibt bis zum 31. Dezember 1932 in Geltung ».

Artikel 3.

Dieses Zusatzabkommen, das in doppelter Urschrift in deutscher und in schwedischer Sprache ausgefertigt ist, soll, beiderseits nach Zustimmung der gesetzgebenden Körperschaften, ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Stockholm ausgetauscht werden. Das Zusatzabkommen tritt am Tage des Austauschs der Ratifikationsurkunden in Kraft und kann nur gemeinsam mit dem Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 14. Mai 1926 und dem ersten Zusatzabkommen vom 11. Dezember 1928 gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet.

BERLIN, am 30. November 1929.

Dr. Carl von Schubert,
Staatssekretär des Auswärtigen Amts.

Max Waldeck,
Geheimer Regierungsrat,
Ministerialrat
im Reichswirtschaftsministerium.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 février 1930.

Le chef des Archives :
Carl Sandgren.

SLUTROTOKOLL.

Vid undertecknandet denna dag av andra tilläggsavtalet till svensktyska handels- och sjöfartstraktaten den 14 maj 1926 hava undertecknade fullmäktige förklarat, att överenskommelse råder om följande punkter :

1. *Till artikel 1, punkt 2 :*

Såsom timotejhö skall anses endast sådant hö, som uppenbarligen övervägande, d. v. s. till mer än hälften, består av timotej (*Phleum pratense*).

2. *Till artikel 1, punkt 3 :*

Införseln av levande nötkreatur till slakt får av hänsyn till veterinärpolisväsendet endast äga rum över tysk sjögränstullplats för omedelbar nedslaktning i sjögränsslakthus.

3. *Till artikel 2 :*

Den av Tyskland verkställda uppsägningen av den svensktyska handels- och sjöfartstraktaten den 14 maj 1926 skall upphöra att verka, om det denna dag undertecknade tilläggsavtalet blir å båda sidor ratificerat, och ratifikationshandlingarna utväxlas före den 15 februari 1930.

Till bekräftelse härav hava de fullmäktige undertecknat detta protokoll i Berlin den 30 november 1929.

E. AF WIRSÉN,
Sveriges Minister i Berlin.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des zweiten Zusatzabkommens zum deutsch-schwedischen Handels- und Schiffahrtsvertrag vom 14. Mai 1926 haben die unterzeichneten Bevollmächtigten erklärt, dass Einverständnis über folgende Punkte besteht :

1. *Zu Artikel 1 Ziffer 2 :*

Als Timotheheu ist nur solches Heu anzusehen, das offensichtlich überwiegend, d. h. zu mehr als der Hälfte, aus Timothe (*Phleum pratense*) besteht.

2. *Zu Artikel 1 Ziffer 3 :*

Die Einfuhr von lebendem Rindvieh zu Schlachtzwecken darf aus veterinärpolizeilichen Gründen nur über eine deutsche Seegrenzzollstelle zur sofortigen Abschachtung in einem Seegrenzschlachthaus erfolgen.

3. *Zu Artikel 2 :*

Die von Deutschland ausgesprochene Kündigung des deutsch-schwedischen Handels- und Schiffahrtsvertrags vom 14. Mai 1926 wird gegenstandslos, wenn das heute unterzeichnete Zusatzabkommen beiderseits ratifiziert wird und die Ratifikationsurkunden vor dem 15. Februar 1930 ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll zu Berlin am 30. November 1929 unterzeichnet.

Dr. Carl VON SCHUBERT,
Staatssekretär des Auswärtigen Amts.

Max WALDECK,
*Geheimer Regierungsrat,
Ministerialrat
im Reichswirtschaftsministerium.*

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 février 1930.

Le chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION.

DEUXIÈME AVENANT AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, DU 14 MAI 1926 ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE SUÈDE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 30 NOVEMBRE 1929.

Il a été convenu entre LE REICH ALLEMAND et LE ROYAUME DE SUÈDE d'apporter les additions et modifications suivantes au Traité de commerce et de navigation du 14 mai 1926 et à l'Avenant du 11 décembre 1928 :

Article premier.

Le tarif A « Droits de douane à l'entrée en Allemagne » est modifié comme suit :

N° du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
-------------------------------	------------------------------	-----------------------------------

1. Les numéros 1, 2, 3 et 4 sont supprimés.
2. Le N° ci-après « ex-27 » est introduit.
ex 27 | Foin de fléole | exempt
3. Le N° 103 est modifié comme suit :

103	Race bovine, animaux sur pied <i>Note</i> : Les droits par 100 kg. poids vif sont de 16 Reichsmarks pour la race bovine destinée à la boucherie pour une quantité totale de 5000 têtes en 1930, et à partir de l'année 1931, pour une quantité totale de 6000 têtes par an. Si le contingent de 6000 têtes, d'après la comptabilité de l'Administration des douanes allemande, était utilisé dans la proportion de 90 % ou plus, au cours d'une des années comprises entre 1931 et 1933 inclusivement, le contingent total annuel serait porté à partir	100 kg. poids vif 24,50
-----	--	-------------------------------

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

SECOND SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND SWEDEN, OF MAY 14, 1926. SIGNED AT STOCKHOLM, NOVEMBER 30, 1929.

THE GERMAN REICH and THE KINGDOM OF SWEDEN have agreed upon the following additional provisions to the Treaty of Commerce and Navigation of May 14, 1926, and the Supplementary Agreement of December 11, 1928 :

Article I.

Tariff A : " German Import Duties " shall be amended as follows :

No. in German Customs Tariff	Description of goods	Customs rate per 100 kg in Reichsmarks
------------------------------	----------------------	--

1. Items 1, 2, 3 and 4 shall be deleted.
2. The following item " ex-27 " shall be inserted :
ex 27 | Hay of timothy-grass . . . | free
3. Item 103 shall be amended as follows :

103	Horned cattle, living <i>Note</i> : The duty per 100 kg. live weight will be 16 Reichsmarks for horned cattle for slaughter up to a total quantity of 5,000 head in 1930 and a total quantity of 6,000 head per year from 1931 onward. If, according to the accounts of the German Customs administration, 90 % or more of the quota of 6,000 head was utilised in any one year between 1931 and 1933 inclusive, the total annual quota shall be raised as from the following year to 7,000 head. The quota shall	for 100 kg. live weight 24.50
-----	--	---

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks	No. in German Customs Tariff	Description of goods	Customs rate per 100 kg in Reichsmarks
	<p>de l'année suivante à 7000 têtes. La répartition du contingent incombe au Gouvernement suédois, celui-ci fera connaître au Gouvernement allemand les pièces qu'il conviendra de présenter au Bureau des douanes allemandes pour établir qu'un envoi d'animaux bovins peut être dédouané au taux de 16 Reichsmarks.</p> <p>L'autorisation de dédouaner du bétail au taux conventionnel de 16 Reichsmarks est limitée à un bureau des douanes fixé d'un commun accord par les deux gouvernements.</p>			<p>be allocated by the Swedish Government, which shall inform the German Government what evidence must be produced at the German Customs Office to show that a consignment of horned cattle may be cleared at the rate of 16 Reichsmarks.</p> <p>The authorisation to clear cattle at the conventional rate of 16 Reichsmarks shall be confined to one Customs Office to be appointed jointly by the two Governments.</p>	
4. Le N° 104 est modifié comme suit :	104 | Race ovine, animaux sur pied |	22,50	4. Item 104 shall be amended as follows :	104 | Sheep, living . . . . . |	22.50
5. Le N° 106 est supprimé.			5. Item 106 shall be deleted.		
6. L'ancien N° « ex- 108 » est supprimé et remplacé par le nouveau N° ex-108 ci-après.			6. The former item " ex 108 " shall be deleted, and replaced by a new No. " ex 108 ", namely:		
ex 108 | Les têtes et pieds de porcs, langues, cœurs, rognons, diaphragmes, rates, poumons, larynx d'animaux (à l'exception de la volaille) frais (non congelés)		18	ex 108 | Pigs' heads and trotters, tongues, hearts, kidneys, diaphragms, spleen, lungs, windpipes of animals (except poultry), fresh (not frozen)		18
ex 108 | Les foies d'animaux (à l'exception de la volaille) frais (non congelés)		16	ex 108 | Livers of animals (except poultry), fresh (not frozen)		16
<p><i>Note</i> : Les têtes et pieds de porcs, langues, foies, cœurs, rognons, diaphragmes, rates, poumons, larynx d'animaux (à l'exception de la volaille) qui sont recouverts de sel ou arrosés d'eau salée uniquement en vue de leur conservation pendant le transport, seront, en vertu des conventions existantes, dédouanés, non comme « préparés d'une manière simple », mais comme « frais ».</p>			<p><i>Note</i> : Pigs' heads and trotters, tongues, livers, hearts, kidneys, diaphragms, spleen, lungs, windpipes of animals (except poultry), salted or in brine solely to keep them during transport, will be dutiable in accordance with the existing treaties as " fresh " and not as " simply prepared ".</p>		
7. Le N° ci-après « ex-123 » est introduit.			7. The following item " ex 123 " shall be inserted :		
ex 123 | Homards		brut 200	ex 123 | Lobsters		uncooked 200

N° du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg en Reichsmarks	No. in German Customs Tariff	Description of goods	Customs rate per 100 kg in Reichsmarks
-------------------------------	------------------------------	----------------------------------	------------------------------	----------------------	--

8. La note ad N° 135 est modifiée comme suit :

Note ad N° 135 : Au cas où l'Allemagne accorderait par traité à d'autres pays des droits de douane spéciaux pour une espèce particulière quelconque de fromages durs, les plus réduits de ces droits seraient appliqués aux fromages durs suédois.

Article 2.

Dans l'article 23, deuxième alinéa, première phrase du Traité du 14 mai 1926, les mots « et demeurera en vigueur pendant trois ans à compter dudit jour » sont remplacés par les mots « et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1932 ».

Article 3.

Le présent avenant établi en deux originaux, en allemand et en suédois, sera ratifié de part et d'autre avec l'assentiment des corps législatifs. L'échange des instruments de ratification aura lieu, à Stockholm, aussitôt que possible. Le présent avenant entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et ne pourra être dénoncé qu'avec le Traité de commerce et de navigation du 14 mai 1926 et le premier Avenant du 11 décembre 1928.

En foi de quoi les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont signé le présent avenant.

BERLIN, le 30 novembre 1929.

E. AF WIRSÉN,
Ministre de Suède à Berlin.

Dr. Carl von Schubert,
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Max Waldeck,
*Conseiller intime de gouvernement,
Conseiller ministériel au
Ministère des Affaires économiques du Reich.*

8. The " Note ad 135 " shall be amended as follows :

Note ad 135 : If Germany grants conventional Customs rates to any third country for any special kind of hard cheese, the lowest of such rates shall be applicable to Swedish hard cheese.

Article 2.

In Article 23, second paragraph, first sentence, of the Treaty of May 14, 1926, the words " and shall remain in force for three years as from that date " shall be replaced by the words " and shall remain in force until December 31, 1932 ".

Article 3.

The present Supplementary Agreement, done in duplicate in German and Swedish, shall be ratified by both Parties with the assent of the respective legislative bodies. The instruments of ratification shall be exchanged at Stockholm as soon as possible. The present Supplementary Agreement shall come into force on the date of the exchange of ratifications and may not be denounced except in conjunction with the Treaty of Commerce and Navigation of May 14, 1926, and the first Supplementary Agreement of December 11, 1928.

In faith whereof the Plenipotentiaries, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have signed the present Supplementary Agreement.

BERLIN, November 30, 1929.

E. AF WIRSÉN,
Swedish Minister at Berlin.

Dr. Carl von Schubert,
Secretary of State for Foreign Affairs.

Max Waldeck,
*Privy Councillor of State, Ministerial Councillor
to the German Ministry
of Economic Affairs.*

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature, ce jour, du deuxième Avenant au Traité germano-suédois de commerce et de navigation du 14 mai 1926, les plénipotentiaires soussignés ont déclaré leur accord sur les points suivants :

1. *Article 1, No 2.*

On entend par foin de fléole le foin composé manifestement, dans sa plus grande partie, c'est-à-dire pour plus de moitié, de fléole (*Phleum pratense*).

2. *Article 1, No 3.*

L'importation de bétail de race bovine sur pied destiné à la boucherie, par un poste douanier de la frontière maritime allemande ne peut avoir lieu, pour des raisons de police vétérinaire, que si l'on procède immédiatement à l'abattage dans un abattoir de la frontière maritime.

3. *Article 2.*

La dénonciation par l'Allemagne du Traité de commerce et de navigation germano-suédois du 14 mai 1926 devient sans objet si l'Avenant signé aujourd'hui est ratifié par les deux Parties et si les instruments de ratification sont échangés avant le 15 février 1930.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole à Berlin, le 30 novembre 1929.

E. AF WIRSÉN,
Ministre de Suède à Berlin.

Dr Carl von SCHUBERT,
*Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères.*

Max WALDECK,
*Conseiller intime de gouvernement,
Conseiller ministériel
au Ministère des Affaires économiques
du Reich.*

FINAL PROTOCOL.

On signing this day the second Supplementary Agreement to the German-Swedish Treaty of Commerce and Navigation dated May 14, 1926, the undersigned Plenipotentiaries declare that they have agreed upon the following points :

1. *Ad Article 1, No. 2.*

The term "hay of timothy-grass" shall be taken to mean only hay which is clearly composed for the greater part (i.e. more than half) of timothy-grass (*Phleum pratense*).

2. *Ad Article 1, No. 3.*

In accordance with the veterinary police regulations, live horned cattle for slaughter may be imported only through a Customs Office of the German maritime frontier and for immediate slaughter in a maritime frontier slaughterhouse.

3. *Ad Article 2.*

Germany's denunciation of the German-Swedish Treaty of Commerce and Navigation dated May 14, 1926, shall become null and void if the Supplementary Agreement signed to-day is ratified by both Parties and if the instruments of ratification are exchanged before February 15, 1930.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol at Berlin on November 30, 1929.

E. AF WIRSÉN,
Swedish Minister at Berlin.

Dr. Carl von SCHUBERT,
*Secretary
of State for Foreign Affairs.*

Max WALDECK,
*Privy Councillor
of State, Ministerial Councillor
to the German Ministry
of Economic Affairs.*

N° 1241. — PROTOCOLE¹ RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 4 DU PACTE, GENEVE, 5 OCTOBRE 1921.

No. 1241. — PROTOCOL¹ OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 4 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION

Dépôt :
YUGOSLAVIE, ... 17 janvier 1930.

RATIFICATION.

Deposit :
YUGOSLAVIA, January 17, 1930.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1256. — TRATTATO² DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE FRA LA GERMANIA E L'ITALIA, FIRMATO A ROMA, IL 31 OTTOBRE, 1925.

SCAMBIO DI NOTE RELATIVO AL TRATTAMENTO DOGANALE E AL REGIME DELLE TARE APPLICABILE ALLE SPECIALITÀ MEDICINALI, ALLA LORO IMPORTAZIONE DALL'UNO ALL'ALTRO STATO. ROMA, 7 MAGGIO 1928.

Teste officiel italien communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie, le 7 octobre 1929.

Italian official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs, October 7, 1929.

I.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA ALL'AMBASCIATORE DE GERMANIA IN ROMA.

ROMA. 7 maggio 1928-VI.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Nel Protocollo finale del Trattato di commercio e navigazione stipulato fra l'Italia e la Germania il 31 ottobre 1925 fu convenuto che le disposizioni contenute nelle tariffe annesse al Trattato di commercio e navigazione sarebbero state completate mediante successivo accordo per quanto si riferisce al trattamento doganale e al regime delle tare applicabile alle specialità medicinali, alla loro importazione dall'uno all'altro Stato.

In seguito alle conversazioni, che con questo scopo hanno avuto luogo in questi giorni fra i Delegati del R. Governo e i Delegati del Governo germanico, le due parti si sono trovate d'accordo sulle seguenti pattuizioni :

« Le specialità medicinali che per i loro componenti sono da classificare come « *Prodotti medicinali sintetici* (voce 780) », ma da non ammettere ai dazi convenzionali pattuiti per i

¹ Vol. LI, page 361 ; vol. LIX, page 401 ; et Vol. LXXII, page 480, de ce recueil.

² Vol. LII, page 179 ; et vol. LIX, page 402, de ce recueil.

¹ Vol. LI, page 361 ; Vol. LIX, page 401 ; and Vol. LXXII, page 480, of this Series.

² Vol. LII, page 179 ; and Vol. LIX, page 402, of this Series.

prodotti medicinali sintetici puri considerati dal Trattato, saranno sdoganati deducendo dal loro peso netto con gli involucri coi quali sono destinati a passare alla minuta vendita, la tara del 35 %, quando negli involucri stessi siano compresi recipienti di vetro, di ceramica o di porcellana, la tara del 25 % negli altri casi.

Le specialità medicinali da classificare sotto la voce predetta (780), perchè contenenti uno o più dei prodotti medicinali sintetici seguenti, saranno assoggettate al dazio di L. oro 11.70 il chilogramma, senza detrarre il peso dei recipienti e degli involucri coi quali siano destinate a passare alla minuta vendita :

Atoxil, Benzoato di guaiacolo, Cacodilato di sodio, Elmitolo, Guaiacolo cristallizzato, Metilarsinato di ferro, Metilarsinato di sodio, Novocaina, Piperazina, Stovaina, Uretano ».

Ho ora l'onore di informare l'E. V. che il R. Governo approva le conclusioni sovra esposte ed è disposto a darvi applicazione appena compiute le formalità di legge e a considerarle come impegnative per tutta la durata del Trattato, al quale si riferiscono.

Sarò grato all'E. V. se vorrà compiacersi di darmi l'assicurazione che il Governo del Reich approva le conclusioni stesse per sua parte con la stessa durata di validità.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia più alta considerazione.

MUSSOLINI.

II.

L'AMBASCIATORE DI GERMANIA IN ROMA AL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA.

ROMA, 7 maggio 1928.

SIGNOR MINISTRO,

Con sua nota in data d'oggi l'E. V. si è compiaciuta di comunicarmi quanto segue :

« Nel Protocollo finale del Trattato di commercio e navigazione stipulato fra l'Italia e la Germania il 31 ottobre 1925 fu convenuto che le disposizioni contenute nelle tariffe annesse al Trattato di commercio e navigazione sarebbero state completate mediante successivo accordo per quanto si riferisce al trattamento doganale e al regime delle tare applicabile alle specialità medicinali, alla loro importazione dall'uno all'altro Stato.

In seguito alle conversazioni, che con questo scopo hanno avuto luogo in questi giorni fra i Delegati del R. Governo e i Delegati del Governo germanico, le due parti si sono trovate d'accordo sulle seguenti pattuizioni :

Le specialità medicinali che per i loro componenti sono da classificare come « *Prodotti medicinali sintetici (voce 780)* », ma da non ammettere ai dazi convenzionali pattuiti per i prodotti medicinali sintetici puri considerati dal Trattato, saranno sdoganati deducendo dal loro peso netto con gli involucri coi quali sono destinati a passare alla minuta vendita, la tara del 35 %, quando negli involucri stessi siano compresi recipienti di vetro, di ceramica o di porcellana, la tara del 25 % negli altri casi.

Le specialità medicinali da classificare sotto la voce predetta (780), perchè contenenti uno o più dei prodotti medicinali sintetici seguenti, saranno assoggettate al dazio di L. oro 11.70 il chilogramma, senza detrarre il peso dei recipienti e degli involucri coi quali siano destinate a passare alla minuta vendita :

Atoxil, Benzoato di guaiacolo, Cacodilato di guaiacolo, Cacodilato di sodio, Elmitolo, Guaiacolo cristallizzato, Metilarsinato di ferro, Metilarsinato di sodio, Novocaina, Piperazina, Stovaina, Uretano.

Ho ora l'onore di informare l'E. V. che il R. Governo approva le conclusioni sovra esposte ed è disposto a darvi applicazione appena compiute le formalità di legge e a considerarle come impegnative per tutta la durata del Trattato al quale si riferiscono.

Sarò grato all'E. V. se vorrà compiacersi di darmi l'assicurazione che il Governo del Reich approva le conclusioni stesse per sua parte con la stessa durata di validità ».

Prendendo atto di queste comunicazioni, ho l'onore di dare all'E. V. l'assicurazione che il Governo del Reich approva da parte sua le conclusioni sopra indicate ed è disposto a darvi applicazione non appena siano adempiute le formalità di legge ed a considerarle come impegnative per tutta la durata del Trattato di commercio e navigazione stipulato fra la Germania e l'Italia il 31 ottobre 1925.

Voglia gradire, Signor Ministro, l'espressione della mia più alta considerazione.

Copie certifiée conforme :

NEURATH.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 2 Ott. 1920, Anno VII.

Grandi.

¹ TRADUCTION.

N° 1256. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE. SIGNÉ A ROME, LE 31 OCTOBRE 1925.

¹ TRANSLATION.

No. 1256. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND ITALY. SIGNED AT ROME, OCTOBER 31, 1925.

ECHANGE DE NOTES RELATIF AU TRAITEMENT DOUANIER ET AU RÉGIME DES TARES APPLICABLES AUX SPÉCIALITÉS MÉDICINALES A LEUR IMPORTATION DANS L'UN OU L'AUTRE ETAT. ROME, LE 7 MAI 1928.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING CUSTOMS TREATMENT AND THE RÉGIME OF TARE APPLICABLE TO MEDICAL SPECIALITIES ON THEIR IMPORTATION INTO EITHER STATE. ROME, MAY 7, 1928.

I.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE A L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A ROME.

ROME, le 7 mai 1928,
an VI.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Dans le protocole final du Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Italie et l'Allemagne, le 31 octobre 1925, il a été convenu que les dispositions contenues dans les tarifs annexés audit traité seraient complétées par un accord ultérieur en ce qui concerne le traitement douanier, et le régime des tares appli-

I.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE GERMAN AMBASSADOR AT ROME.

ROME, May 7, 1928. VI.

YOUR EXCELLENCY,

In the Final Protocol to the Treaty of Commerce and Navigation, concluded between Italy and Germany on October 31, 1925, it was agreed that the provisions contained in the Tariffs annexed to the Treaty of Commerce and Navigation should be supplemented by a further Agreement in regard to the Customs

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

cable aux spécialités médicinales, et à leur importation d'un pays dans l'autre.

Comme suite aux conversations qui ont eu lieu, à cette fin, ces jours derniers entre les délégués du Gouvernement royal et les délégués du Gouvernement allemand, les deux Parties sont convenues des dispositions suivantes :

« Les spécialités médicinales qui, en raison de leur composition, doivent être classées comme « produits médicinaux synthétiques (rubrique 780) » mais qui ne doivent pas être admises à bénéficier des droits conventionnels fixés pour les produits médicinaux synthétiques purs visés par le Traité, seront dédouanées, en déduisant de leur poids net, y compris les enveloppes avec lesquelles elles seront destinées à la vente au détail, la tare de 35 %, au cas où, dans ces enveloppes, seront compris des récipients de verre, de céramique ou de porcelaine ; la tare de 25 % sera déduite dans les autres cas.

Les spécialités médicinales à classer sous la rubrique indiquée (780), en raison du fait qu'elles contiennent un ou plusieurs des produits médicinaux synthétiques suivants seront assujetties au droit de 11 lire or 70 par kilogramme, sans déduction du poids des récipients et des enveloppes avec lesquels elles seront destinées à la vente au détail :

Atoxyl, benzoate de gaïacol, cacodylate de gaïacol, cacodylate de soude, elmitol, gaïacol cristallisé, méthylarsinate de fer, méthylarsinate de soude, novocaïne, pipérasine, stovaine, uréthane.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement royal approuve ces conclusions et qu'il est prêt à les appliquer de son côté aussitôt les formalités légales accomplies et à les considérer comme obligatoires pendant toute la durée du traité auquel elles se réfèrent.

Je serai reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me donner l'assurance que le Gouvernement du Reich les approuve de son côté pour la même durée de validité.

Veillez agréer, etc.

treatment and the system of tares applicable to " medicinal specialties ", on importation from the territory of one of the States into that of the other.

Following the conversations on this matter which recently took place between the delegates of the Italian Government and the delegates of the German Government, the two Parties have agreed on the following provisions :

The medicinal specialties which, by reason of their composition, are to be classed as " synthetic medicinal products (item 780) " but are not to enjoy the benefit of the conventional tariffs fixed for pure synthetic medicinal products mentioned in the Treaty, shall be dutiable on their net weight (including the packing in which they are put up for retail sale) less 35 % for tare when such packing includes glass, porcelain or china containers, and 25 % in other cases.

The medicinal specialties to be classed under the afore-mentioned item (780), as containing one or more of the following synthetic medicinal products, shall be dutiable at the rate of 11.70 gold lire per kilogramme, without deduction of the weight of the containers and packing in which they are put up for retail sale :

Atoxyl, guaiacol benzoate, guaiacol cacodylate, sodium cacodylate, helmitol, crystallised guaiacol, methylarsenate of iron, methylarsenate of sodium, novocaine pipérasine, stovaine and urethane.

I have the honour to inform your Excellency that the Italian Government approves of these conclusions and is prepared to put them into force on the completion of the legal formalities, and to consider them binding throughout the duration of the Treaty to which they refer.

I should be grateful if you would be good enough to assure me that the Government of the Reich, for its part, approves of these conclusions for the same period of validity.

I have the honour to be, etc.

MUSSOLINI.

II.

L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A ROME AU
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'ITALIE.

ROME, le 7 mai 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu m'informer de ce qui suit :

Dans le Protocole final du Traité de commerce et de navigation stipulé entre l'Italie et l'Allemagne le 31 octobre 1925, il a été convenu que les dispositions contenues dans les tarifs annexés audit traité seraient complétées par un accord ultérieur en ce qui concerne le traitement douanier, et le régime des tares applicable aux spécialités médicinales, et à leur importation d'un pays dans l'autre.

Comme suite aux conversations qui ont eu lieu à cette fin, ces jours derniers entre les délégués du Gouvernement royal et les délégués du Gouvernement allemand, les deux Parties sont convenues des dispositions suivantes :

« Les spécialités médicinales qui, en raison de leur composition, doivent être classées comme « produits médicinaux synthétiques (rubrique 780) », mais qui ne doivent pas être admises à bénéficier des droits conventionnels fixés pour les produits médicinaux synthétiques purs visés par le traité, seront dédouanées, en déduisant de leur poids net, y compris les enveloppes avec lesquelles elles seront destinées à la vente au détail, la tare de 35 %, au cas où, dans ces enveloppes, seront compris des récipients de verre, de céramique ou de porcelaine ; la tare de 25 % sera déduite dans les autres cas.

» Les spécialités médicinales à classer sous la rubrique indiquée (780), en raison du fait qu'elles contiennent un ou plusieurs des produits médicinaux synthétiques suivants, seront assujetties au droit de 11 lire or 70 par kilogramme, sans déduction du poids des récipients et des enveloppes avec lesquels elles seront destinées à la vente au détail :

II.

THE GERMAN AMBASSADOR AT ROME
TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, May 7, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In your Note of this day's date, Your Excellency was good enough to make the following communication :

In the Final Protocol to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Italy and Germany on October 31, 1925, it was agreed that the provisions contained in the Tariffs annexed to the Treaty of Commerce and Navigation should be supplemented by a further Agreement in regard to the Customs treatment and the system of tares applicable to " medicinal specialties ", on importation from the territory of one of the States into that of the other.

" Following the conversations on this matter which recently took place between the delegates of the Italian Government and the delegates of the German Government, the two Parties have agreed on the following provisions :

The medicinal specialties which, by reason of their composition, are to be classed as " synthetic medicinal products (Item 780) " but are not to enjoy the benefit of the conventional tariffs fixed for pure synthetic medicinal products mentioned in the Treaty, shall be dutiable on their net weight (including the packing in which they are put up for retail sale) less 35 % for tare when such packing includes glass, porcelain or china containers, and 25 % in other cases.

" The medicinal specialties to be classed under the afore-mentioned item (780), as containing one or more of the following synthetic medicinal products, shall be dutiable at the rate of 11.70 gold lire per kilogramme, without deduction of the weight of the containers and packing in which they are put up for retail sale :

» Atoxil, benzoate de gaïacol, cacodylate de gaïacol, cacodylate de soude, elmitol, gaïacol cristallisé, méthylarsinate de fer, méthylarsinate de soude, novocaïne, pipérasine, stovaine, uréthane.

» J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement royal approuve ces conclusions et qu'il est prêt à les appliquer de son côté aussitôt les formalités légales accomplies et à les considérer comme obligatoires pendant toute la durée du traité auquel elles se réfèrent.

» Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me donner l'assurance que le Gouvernement du Reich les approuve de son côté pour la même durée de validité. »

En prenant connaissance de cette communication, j'ai l'honneur d'assurer Votre Excellence que, de son côté, le Gouvernement du Reich approuve ces conclusions et qu'il est prêt à les appliquer de son côté aussitôt les formalités légales accomplies et à les considérer comme obligatoires pendant toute la durée du Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Allemagne et l'Italie le 31 octobre 1925.

Veuillez agréer, etc.

NEURATH.

“ Atoxyl, guaiacol benzoate, guaiacol cacodylate, sodium cacodylate, helmitol, crystallised guaiacol, methylarsenate of iron, methylarsenate of sodium, novocaine, piperasine, stovaine and urethane.

“ I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government approves of these conclusions and is prepared to put them into force on the completion of the legal formalities, and to consider them binding throughout the duration of the Treaty to which they refer.

“ I should be grateful if you would be good enough to assure me that the Government of the Reich, for its part, approves of these conclusions for the same period of validity. ”

I have the honour to take note of this communication, and to assure your Excellency that the Government of the Reich, for its part, approves of these conclusions, and is prepared to put them into force on the completion of the legal formalities, and to consider them binding throughout the duration of the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Germany and Italy on October 31, 1925.

I have the honour to be, etc.

NEURATH.

N^o 1355. — DÉCLARATION¹ ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE CONCERNANT L'APPLICATION RÉCIPROQUE DE LA CONVENTION RELATIVE À LA PROCÉDURE CIVILE, CONCLUE À LA HAYE LE 17 JUILLET 1905. SIGNÉE À TALLINN, LE 27 NOVEMBRE 1923.

CETTE DÉCLARATION EST DEVENUE CADUQUE PAR SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR POUR L'ESTONIE DE LA CONVENTION DU 17 JUILLET 1905 SUSMENTIONNÉE, SOIT DEPUIS LE 22 JANVIER 1930.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 21 février 1930.

No. 1355. — DECLARATION¹ BETWEEN ESTONIA AND SWEDEN REGARDING THE RECIPROCAL APPLICATION OF THE CONVENTION CONCERNING CIVIL PROCEDURE CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 27, 1923.

THIS DECLARATION HAS LAPSED IN CONSEQUENCE OF THE ENTRY INTO FORCE FOR ESTONIA OF THE CONVENTION OF JULY 17, 1905, ABOVE MENTIONED, I. E. FROM JANUARY 22, 1930.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, February 21, 1930.

¹ Vol. LVII, page 83, de ce recueil.

¹ Vol. LVII, page 83, of this Series.

N^o 1365. — RÈGLEMENT¹ DE SERVICE INTERNATIONAL ANNEXÉ A LA CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE DE SAINT-PÉTERSBOURG. PARIS, LE 29 OCTOBRE 1925.

No. 1365. — INTERNATIONAL SERVICE REGULATIONS¹ ANNEXED TO THE INTERNATIONAL TELEGRAPH CONVENTION OF SAINT-PETERSBURG. PARIS, OCTOBER 29, 1925.

ADHÉSION

DE LA FINLANDE, LE 26 JUIN 1920,
A LA CONVENTION DU 22 JUILLET 1875.

Le Règlement de Service du 29 octobre 1925 a été adopté par la Finlande le 29 juin 1926.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 30 novembre 1929.

Ont ratifié le règlement :

Allemagne.
Brésil.
Grande-Bretagne et Irlande du Nord.
Ceylan.
Egypte.
Espagne.
Estonie.
Finlande.
France.
Hongrie.
Japon.
Norvège.
Pays-Bas.
Indes Néerlandaises.
Portugal.
Roumanie.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.
Union des Républiques soviétistes socialistes.
Suède.
Suisse.
Tchécoslovaquie.
Turquie.

ACCESSION

OF FINLAND, JUNE 26, 1920, TO THE CONVENTION OF JULY 22, 1875.

The Service Regulations of October 29, 1925, were adopted by Finland on June 29, 1926.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, November 30, 1929.

Have ratified the Regulations :

Brazil.
Great Britain and Northern Ireland.
Czechoslovakia.
Ceylon.
Egypt.
Estonia.
Finland.
France.
Germany.
Hungary.
Japan.
Norway.
The Netherlands.
Dutch Indies.
Portugal.
Roumania.
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.
Union of Soviet Socialist Republics.
Spain.
Sweden.
Switzerland.
Turkey.

¹ Vol. LVII, page 201; vol. LXXVIII, page 489; et vol. LXXXVIII, page 347, de ce recueil.

¹ Vol. LVII, page 201; Vol. LXXVIII, page 489; and Vol. LXXXVIII, page 347, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1372. — TRAITÉ² DE COMMERCE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELBO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 28 DÉCEMBRE 1925.

No. 1372. — TREATY² OF COMMERCE BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, DECEMBER 28, 1925.

PROTOCOLE³ ADDITIONNEL AU TRAITÉ CI-DESSUS. SIGNÉ A PRAGUE, LE 30 AOÛT 1926.

ADDITIONAL PROTOCOL³ TO THE ABOVE TREATY. SIGNED AT PRAGUE, AUGUST 30, 1926.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations, le 11 novembre 1929.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations, November 11, 1929.

Les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés déclarent qu'ils ont convenu de compléter le Protocole de signature du Traité de commerce du 28 décembre 1925, comme suit :

The undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised, declare that they have agreed to supplement the Protocol of Signature of the Treaty of Commerce of December 28, 1925, as follows :

1^o En vue de l'admission des armes à feu importées dans leurs pays respectifs, chacune des deux Parties contractantes s'engage à reconnaître comme équivalents aux poinçons d'épreuves apposés par leurs propres bancs d'épreuves officiels, les poinçons apposés par les établissements correspondants de l'autre Partie, sans préjudice des taxes qui peuvent être perçues en raison des mesures de contrôle qui seraient imposées dans les pays respectifs.

Toutefois, ces taxes seront inférieures aux taxes actuellement perçues pour les épreuves.

Les conditions d'épreuve et de poinçonnage feront l'objet d'un accord spécial entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes.

Les dispositions qui précèdent seront applicables à dater du 1^{er} octobre 1926.

2^o Au cas où la Tchécoslovaquie accorderait à un autre pays pour les chevaux (art. 71 du tarif douanier tchécoslovaque) une réduction des droits de douane actuelle-

(1) With reference to the admission of firearms imported into their respective countries, each of the two High Contracting Parties undertakes to recognise proof-marks affixed by the official proof-houses of the other Party as equivalent to the proof-marks affixed by its own official proof-houses, without prejudice to any charges that may be collected in respect of measures of verification imposed in the respective countries.

These charges shall, however, be lower than the charges at present made for tests.

The conditions of testing and marking shall be determined by a special agreement between the competent authorities of the two Contracting Parties.

The foregoing provisions shall be applicable as from October 1st, 1926.

(2) Should Czechoslovakia grant any other country a reduction on the Customs duties at present in force in respect of horses (item 71 of the Czechoslovak Cus-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. LVIII, page 189, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 10 octobre 1929.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LVIII, page 189, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at Brussels, October 10, 1929.

ment en vigueur, cette réduction sera acquise, tant qu'elle existera et sous les mêmes conditions, aux mêmes catégories de chevaux d'origine et de provenance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise appartenant aux races dites brabançonnaises, flamandes et ardennaises.

Fait à Praha, le 30 août 1926.

(Signé) Dr. Eduard BENĚŠ.

(Signé) G. DE RAYMOND.

toms Tariff), such reduction shall automatically apply, for so long as it is in force and subject to the same conditions, to the same classes of horses originating in and coming from the Belgium-Luxemburg Economic Union and belonging to the "Brabant", "Flemish" and "Ardennes" strains.

Done at Prague, August 30, 1926.

(Signed) Dr. Eduard BENĚŠ.

(Signed) G. DE RAYMOND.

DEUXIÈME PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, DU 28 DÉCEMBRE 1925. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 21 FÉVRIER 1928.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations, le 25 novembre 1929.

Les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés déclarent qu'ils ont convenu de modifier le Protocole de signature du Traité de commerce du 28 décembre 1925, comme suit :

En conséquence de l'arrangement intervenu entre les représentants des industries intéressées des deux pays, les stipulations de l'article V du Protocole de signature du Traité de commerce du 28 décembre 1925 relatives à la soie artificielle de nitrocellulose sont supprimées.

Le présent protocole additionnel sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications. Il aura la même durée que le Traité de commerce du 28 décembre 1925 dont il forme partie intégrante.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 21 février 1928.

(Signé) HAVLICEK.

(Signé) HYMAN.

SECOND ADDITIONAL PROTOCOL¹ TO THE TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC OF DECEMBER 28, 1925. SIGNED AT BRUSSELS, FEBRUARY 21, 1928.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations, November 25, 1929.

The undersigned Plenipotentiaries duly authorised declare that they have agreed to modify the Protocol of Signature of the Treaty of Commerce dated December 28, 1925, as follows :

In consequence of the arrangement concluded between the representatives of the respective industries of the two countries, the provisions of Article V in the Protocol of Signature of the Treaty of Commerce dated December 28, 1925, relating to artificial silk made of nitrocellulose are deleted.

The present Additional Protocol shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications. It shall have the same duration as the Treaty of Commerce of December 28, 1925, of which it forms an integral part.

Done in duplicate at Brussels on February 21, 1928.

(Signed) HAVLICEK.

(Signed) HYMAN.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 31 octobre 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, October 31, 1929.

N^o 1380. — CONVENTION ¹ RELATIVE AU TRANSPORT EN TRANSIT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

N^o 1380. — CONVENTION ¹ RELATING TO THE TRANSMISSION IN TRANSIT OF ELECTRIC POWER AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION

ESPAGNE... .. 15 janvier 1930.

RATIFICATION.

SPAIN January 15, 1930.

No. 1428. — AGREEMENT ² BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE RESPECTING THE MEASUREMENT OF TONNAGE OF MERCHANT SHIPS. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 30, 1926.

N^o 1428. — ACCORD ² ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE, CONCERNANT LE JAUGEAGE DES NAVIRES DE COMMERCE. SIGNÉ A LONDRES, LE 30 NOVEMBRE 1926.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION TO IRAQ OF THE ABOVE AGREEMENT. ATHENS, DECEMBER 20, 1927, AND FEBRUARY 9, 1928.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A L'IRAK DE L'ACCORD CI-DESSUS. ATHÈNES, LES 20 DÉCEMBRE 1927 ET 9 FÉVRIER 1928.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 novembre 1929.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 6, 1929.

I.

No. 249.

ATHENS, December 20th 1927.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

With reference to the exchange of notes which took place on November 30th, 1926, between Sir Austen Chamberlain and the Greek Minister in London, on the occasion of the signature of the Anglo-Greek agreement relative to the tonnage measurement of merchant ships, in the sense that the stipulations of that agreement should not be applicable to Iraq unless notice should have been given of the desire of the Iraq Government that they should be so applicable, I have the honour, in accordance with the instructions of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to notify Your Excellency that the Iraq Government have now expressed the desire that the stipulations of the agreement in question should be made applicable to Iraq.

¹ Vol. LVIII, page 315; et vol. LXXXIII, page 416, de ce recueil.

² Vol. LXI, page 109, de ce recueil.

¹ Vol. LVIII, page 315; and Vol. LXXXIII, page 416, of this Series.

² Vol. LXI, page 109, of this Series.

2. Sir Austen Chamberlain proposes that the date of the present notification shall be the date on which the stipulations of the reciprocal tonnage measurement agreement become applicable to Iraq ships in Greece and to Greek ships in Iraq.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Président du Conseil, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Percy LORAINÉ.

His Excellency
Monsieur Zaimis,
Président du Conseil des Ministres,
Ministry for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. 3556.

ATHÈNES, le 9 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No. 249 en date du 20 décembre 1927 ayant comme suit :

With reference to the exchange of notes which took place on November 30th 1926 between Sir Austen Chamberlain and the Greek Minister in London, on the occasion of the signature of the Anglo-Greek Agreement relative to the tonnage measurement of merchant ships, in the sense that the stipulations of that agreement should not be applicable to Iraq unless notice should have been given of the desire of the Iraq Government that they should be so applicable, I have the honour, in accordance with the instructions of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to notify Your Excellency that the Iraq Government have now expressed the desire that the stipulations of the agreement in question should be made applicable to Iraq.

2. Sir Austen Chamberlain proposes that the date of the present notification shall be the date on which the stipulations of the reciprocal tonnage measurement agreement become applicable to Iraq ships in Greece and to Greek ships in Iraq.

En prenant acte du désir du Gouvernement de l'Iraq que les stipulations de l'accord intervenu le 30 novembre 1926 entre le ministre de Grèce à Londres et Sir Austen Chamberlain, au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires de commerce, soient étendus à titre de réciprocité aux navires de l'Iraq en Grèce, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement hellénique est d'accord pour accéder au désir exprimé par le Gouvernement de l'Iraq et que des dispositions ont été prises par les services compétents pour dater cet accord à partir du 20 décembre dernier.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) A. MICHALACOPOULOS.

Son Excellence
Sir Percy Loraine,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En ville.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

ATHÈNES, le 20 décembre 1927.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Comme suite à l'échange de notes qui a eu lieu le 30 novembre 1926 entre sir Austen Chamberlain et le ministre de Grèce à Londres à l'occasion de la signature de l'Accord anglo-hellénique relatif au jaugeage des navires de commerce et aux termes duquel les stipulations de cet accord ne seront applicables à l'Irak que si le Gouvernement irakien en exprime le désir, j'ai l'honneur, conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères de notifier à Votre Excellence que le Gouvernement Irakien a maintenant exprimé le désir de voir appliquer à l'Irak les dispositions de l'accord en question.

2. Sir Austen Chamberlain propose que la date de la présente notification soit considérée comme étant celle à laquelle les dispositions de l'accord réciproque concernant le jaugeage des navires deviennent applicables aux navires irakiens en Grèce et aux navires grecs en Irak.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Président du Conseil, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Percy LORAINÉ.

A Son Excellence

Monsieur Zaimis,

Président du Conseil des Ministres,

Ministère des Affaires étrangères.

Athènes.

II,

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 3556.

ATHENS, February 9, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of the following letter No. 249 of December 20, 1927 :

(Suit le texte de la lettre précédente.)

(Here follows the text of the preceding letter.)

I note the desire of the Iraq Government that the stipulations of the agreement concluded on November 30, 1926, between the Greek Minister in London and Sir Austen Chamberlain, relative to the mutual recognition of the tonnage measurement certificates of merchant ships, should be extended on a basis of reciprocity to Iraq ships in Greece, and have the honour to inform you that the Greek Government is prepared to accede to the desire of the Iraq Government and that steps have been taken by the competent services to make this agreement operative as from December 20, 1927.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. MICHALACOPOULOS.

To His Excellency Sir Percy Loraine,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
at Athens.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 1687. — DÉCLARATION¹ ENTRE LE DANEMARK ET L'ESTONIE CONCERNANT L'APPLICATION RÉCIPROQUE DE LA CONVENTION CONCLUE A LA HAYE LE 17 JUILLET 1905, RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE. SIGNÉE A TALLINN, LE 9 MAI 1927.

No. 1687. — DECLARATION¹ BETWEEN DENMARK AND ESTONIA CONCERNING THE RECIPROCAL APPLICATION OF THE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE JULY 17, 1905, RELATIVE TO CIVIL PROCEDURE. SIGNED AT TALLINN, MAY 9, 1927.

CETTE DÉCLARATION EST DEVENUE CADUQUE PAR SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR POUR L'ESTONIE DE LA CONVENTION DU 17 JUILLET 1905 SUSMENTIONNÉE, SOIT DEPUIS LE 22 JANVIER 1930.

THIS DECLARATION HAS LAPSED IN CONSEQUENCE OF THE ENTRY INTO FORCE FOR ESTONIA OF THE CONVENTION OF JULY 17, 1905, ABOVE MENTIONED, I. E. FROM JANUARY 22, 1930.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie le 21 février 1930, et par le délégué permanent du Danemark auprès la Société des Nations, le 2 avril 1930.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, February 21, 1930, and by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, April 2, 1930.

N^o 1712. — TRAITÉ² DE COMMERCE ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉ A ANGORA, LE 12 JANVIER 1927.

No. 1712. — TREATY² OF COMMERCE BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE TURKISH REPUBLIC. SIGNED AT ANGORA, JANUARY 12, 1927.

DÉNONCIATION

par la TURQUIE effective à partir du 4 février 1930.

DENUNCIATION

by TURKEY effective as from February 4, 1930.

Communiquée par le consul général d'Allemagne à Genève, le 2 décembre 1929.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, December 2, 1929.

¹ Vol. LXXII, page 25, de ce recueil.

² Vol. LXXIII, page 133, de ce recueil.

¹ Vol. LXXII, page 25, of this Series.

² Vol. LXXIII, page 133, of this Series.

N^o 1743. — CONVENTION¹ D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, ERVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS.

ETATS-UNIS DU BRÉSIL, effective à partir du 26 octobre 1929.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 2 octobre 1929.

ETATS-UNIS DU MEXIQUE, effective à partir du 16 janvier 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 24 décembre 1929.

No. 1743. — UNION CONVENTION¹ OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

UNITED STATES OF BRAZIL, effective as from **October 26, 1929.**

Communicated by the Swiss Federal Council, October 2, 1929.

UNITED STATES OF MEXICO, effective as from January 16, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, December 24, 1929.

N^o 1744. — ARRANGEMENT² DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES, REVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSION

ETATS-UNIS DU BRÉSIL, effective à partir du 26 octobre 1929.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 2 octobre 1929.

No. 1744. — AGREEMENT² OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS, REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSION.

UNITED STATES OF BRAZIL, effective as from October 26, 1929.

Communicated by the Swiss Federal Council, October 2, 1929.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; et vol. LXXXVIII, page 366, de ce recueil.

² Vol. LXXIV, page 319 ; et vol. LXXXVIII, page 367, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; and Vol. LXXXVIII, page 366, of this Series.

² Vol. LXXIV, page 319 ; and Vol. LXXXVIII, page 367, of this Series.

No 1745. — ARRANGEMENT¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

No. 1745. — AGREEMENT¹ CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS, REVISED AT BRUSSELS DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ADHÉSIONS.

ETATS-UNIS DU BRÉSIL, effective à partir du 26 octobre 1929.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 2 octobre 1929.

ETATS-UNIS DU MEXIQUE, effective à partir du 16 janvier 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 24 décembre 1929.

ACCESSIONS.

UNITED STATES OF BRAZIL, effective as from October 26, 1929.

Communicated by the Swiss Federal Council, October 2, 1929.

UNITED STATES OF MEXICO, effective as from January 16, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, December 24, 1929.

TEXTE SERBE. — SERBIAN TEXT.

No. 1763. — ²UGOVOR O TRGOVINI I PLOVIDBI IZEDJU NEMACKE I KRALJEVINE SRBA, HRVATA I SLOVENACA, POTPISAN U BERLINU 6 OKTOBRA 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No 1763. — HANDELS- UND SCHIFFFAHRTSVERTRAG² ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH DER SERBEN, KROATEN UND SLOVENEN, GEZEICHNET IN BERLIN, AM 6. OKTOBER 1927.

НАКНАДНИ СПОРАЗУМ³

УЗ УГОВОР О ТРГОВИНИ И ПЛОВИДБИ ИЗМЕЂУ КРАЈЕВИНЕ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА И НЕМАЧКЕ ОД 6. ОКТОБРА 1927. ГОДИНЕ.

ZUSATZABKOMMEN³

ZU DEM HANDELS- UND SCHIFFFAHRTSVERTRAG ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH DER SERBEN, KROATEN UND SLOVENEN UND DEM DEUTSCHEN REICH VOM 6. OKTOBER 1927.

¹ Vol. LXXIV, page 327; vol. LXXXIII, page 464; et vol. LXXXVIII, page 367, de ce recueil.

² Vol. LXXVII, page 19, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 1^{er} juin 1929.

¹ Vol. LXXIV, page 327; Vol. LXXXIII, page 464; and Vol. LXXXVIII, page 367, of this Series.

² Vol. LXXVII, page 19, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at Belgrade, June 1, 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations et le consul général d'Allemagne à Genève, le 29 novembre 1929.

Између Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца и Немачке закључен је следећи накнадни споразум уз уговор о трговини и пловидби од 6. октобра 1927. године.

Члан 1.

У тарифи А. «Царина при увозу у Немачку» имају бројеви тарифе «из 7» и «из 110» да гласе :

Број тарифе	Наименовање	Царина од 100 кг. рајхс-марака
из 7	Кукуруз и Дари за исхрану стоке, за производњу алкохола и за сејање, под контролом употребе	2.50
из 110	Кокоши свију врста (па и морске кокоши и ћурке) и патке, заклане, па и распорене, неприпремљене . .	20.—

Члан 2.

У тарифи Б. «Царина при увозу у Краљевину Срба, Хрвата и Словенаца», има се после броја тарифе «из 346» ставити следећа одредба :

Из тач. 6. б) и в) општих напомена уз V. део тарифе.

Сомот и плиш и њима сличне тканине из бр. 332 тач. 2, у колико ни у потки ни основи основне тканине не садрже свиле, царине се као полусвилени и онда, ако садрже свиле преко 10 % до 54 % закључно од укупне тежине предивног материјала.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the German Consul-General at Geneva, November 29, 1929.

Zwischen DEM KÖNIGREICH DER SERBEN, KROATEN UND SLOVENEN und DEM DEUTSCHEN REICH sind die nachstehenden Zusatzvereinbarungen zu dem Handels- und Schiffahrtsvertrag vom 6. Oktober 1927 getroffen worden :

Artikel 1.

In dem Tarif A «Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland» erhalten die Nummern «aux 7» und «aus 110» folgende Fassung :

Tarif-Nummer	Benennung der Ware	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 7	Mais und Dari zur Tierfütterung, zur Herstellung von Branntwein und zu Saatzwecken, unter Zollsicherung	2.50
aus 110	Hühner aller Art (einschliesslich der Perlhühner und der Truthühner) und Enten, geschlachtet, auch zerlegt, nicht zubereitet	20.—

Artikel 2.

In dem Tarif B «Zölle bei der Einfuhr nach dem Königreich der Serben, Kroaten und Slovenen» ist hinter der Tarifnummer «aus 346» folgende Bestimmung einzufügen :

Anmerkung zu den allgemeinen Anmerkungen zum V. Abschnitt des Zolltarifs aus Punkt 6 b) und c) ;

Sammt und Plüsch, sammt- und plüschartige Gewebe der Tarifnummer 332.2 werden, sofern weder Kette noch Schuss des Grundgewebes Seide enthält, auch bei einem Gehalt an Seide von über 10 bis einschliesslich 54 von Hundert des Gesamtgewichtes des Gespinstes als halb-seidene verzollt.

Члан 3.

Овај накнадни споразум, израђен у два оригинална текста на немачком и на српско-хрватском језику, биће од обеју страна ратификован. Споразум ступа на снагу 14. дана по измени ратификација, које ће се извршити у Београду што је могуће пре, и остаће на снази, све док је на снази уговор о трговини и пловидби од 6. октобра 1927. године. Владе обеју уговорних страна задржавају себи право, да овај споразум, у целини или делимично, још пре ратификације, уведу у живот.

У потврду овога обострани пуномоћници, пошто су саопштили једни другима своја пуномоћја, која су нађена добра и уредна, потписали су овај накнадни споразум.

У ПРАГУ, дана 19. октобра 1928. год.

(М. П.) Проф. М. Тодоровић, с. р.
Професор Универзитета у Београду.

(М. П.) Д-р Валтер Кох, с. р.
Изванредни Посланик и Опумоћени
Министар Немачке у Прагу.

Pour copie certifiée conforme :

le 10 novembre 1929.

Belgrade.

D'ordre du ministre.

Conseiller

D. Svet Djoritch.

Artikel 3.

Dieses Zusatzabkommen, das in doppelter Urschrift in serbischer und deutscher Sprache ausgefertigt ist, soll ratifiziert werden. Es tritt am vierzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der baldmöglichst in Belgrad erfolgen soll, in Kraft und bleibt so lange in Geltung wie der Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 6. Oktober 1927. Beide Regierungen behalten sich vor, dieses Abkommen schon vor der Ratifikation ganz oder teilweise vorläufig in Kraft zu setzen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet.

PRAG, am 19. Oktober 1928.

(L. S.) Prof. M. TODOROVITCH, m. p.
Professor an der Universität
in Belgrad.

(L. S.) Dr. Walter KOCH, m. p.
Ausserordentlicher Gesandter und
bevollmächtigter
Minister des Deutschen Reiches in Prag.

¹ TRADUCTION.

N° 1763. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SIGNÉ A BERLIN, LE 6 OCTOBRE 1927.

ACCORD COMPLÉMENTAIRE AU TRAITÉ CI-DESSUS, SIGNÉ A PRAGUE, LE 19 OCTOBRE 1928.

LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE REICH ALLEMAND sont convenus des dispositions ci-après qui constituent un avenant au Traité de commerce et de navigation du 6 octobre 1927 :

Article premier.

Les numéros « ex 7 » et « ex 110 » du tarif A « Droits de douane à l'importation en Allemagne » auront la teneur suivante :

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en RM
ex 7	Maïs et dari destinés à la nourriture des animaux, à la fabrication de l'eau-de-vie et aux semailles, sous le contrôle de la douane . . .	2,50
ex 110	Poules de toute espèce (y compris les pintades et les dindes) et canards abattus, même dépecés, non préparés	20,—

Article 2.

Dans le tarif B « droits de douane à l'importation dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes », il sera ajouté, à la suite du numéro du tarif « ex 346 », la disposition ci-après :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1763. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SIGNED AT BERLIN, OCTOBER 6, 1927.

ADDITIONAL AGREEMENT TO THE ABOVE TREATY, SIGNED AT PRAGUE, OCTOBER 19, 1928.

THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and the GERMAN REICH have agreed upon the following additional provisions to the Treaty of Commerce and Navigation of October 6, 1927 :

Article I.

Numbers " ex 7 " and " ex 110 " of Tariff A " *Duties on Imports into Germany* " shall read as follows :

Tariff No.	Description of goods	Duty on 100 kg. in RM
ex 7	Maize and durra for fodder, brandy manufacture and sowing, subject to Customs control	2.50
ex 110	Fowls of all kinds (including guinea-fowl and turkeys) and ducks, slaughtered, cut up or not, unprepared	20.—

Article 2.

In Tariff B " *Duties on Imports into the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes* ", the following provision shall be added to Tariff No. " ex 346 " :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Remarque relative aux notes générales *ad* Section V du tarif douanier, ex 6 *b*) et *c*) ;

Le velours, la peluche et les tissus analogues du numéro 332.2 du tarif seront considérés au point de vue des droits comme des articles mi-soie, à condition que ni la chaîne ni la trame du fond ne contiennent de soie, même lorsque leur teneur en soie est supérieure à 10 %, jusqu'à 54 % inclusivement du poids total du tissu.

Article 3.

Le présent avenant, qui est établi en double original, en serbe et en allemand, devra être ratifié. Il entrera en vigueur le quatorzième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification qui s'effectuera à Belgrade aussitôt que possible, et il restera en vigueur aussi longtemps que le traité de commerce et de navigation du 6 octobre 1927 lui-même. Les deux gouvernements se réservent le droit d'appliquer à titre provisoire les dispositions du présent avenant, soit en totalité soit en partie avant la ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent avenant.

PRAGUE, le 19 octobre 1928.

(L. S.) (Signé) Prof. M. TODOROVITCH
*Professeur à l'Université
de Belgrade.*

(L. S.) (Signé) Dr. Walter KOCH
*Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
du Reich allemand à Prague.*

Note to general remarks *ad* Section V of the Customs Tariff, ex 6 *b*) and *c*) ;

Velvet, plush and similar fabrics ex Tariff No. 332.2, provided neither the weft nor warp of the basic fabric contains silk, shall be dutiable as half-silk articles, even when they contain silk to an amount exceeding 10 % and up to 54 % inclusive of the total weight of the fabric.

Article 3.

This Additional Agreement drawn up in duplicate, in Serb and German, shall be ratified. It shall come into force on the fourteenth day after the instruments of ratification have been exchanged, which shall take place as soon as possible in Belgrade, and shall remain in force as long as the Treaty of Commerce and Navigation of October 6, 1927. Both Governments reserve the right to bring this Agreement into force provisionally, in whole or in part, before ratification.

In faith whereof, the Plenipotentiaries, after communicating their full powers, found in good and due form, have signed this Additional Agreement.

PRAGUE, October 19, 1928.

(L. S.) (Signed) Prof. M. TODOROVITCH,
Professor at the University of Belgrade.

(L. S.) (Signed) Dr. Walter KOCH,
*Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the German Reich at Prague.*

N° 1793. — CONVENTION¹ SANITAIRE INTERNATIONALE. SIGNÉE A PARIS, LE 21 JUIN 1926.

No. 1793. — INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION¹. SIGNED AT PARIS, JUNE 21, 1926.

RATIFICATION

ROYAUME
DE YOUGOSLAVIE, ... 10 novembre 1929.

Communiquée par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie à la Société des Nations, le 16 décembre 1929.

RATIFICATION.

KINGDOM
OF YUGOSLAVIA, ... November 10, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, December 16, 1929.

N° 1845. — CONVENTION² INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS) ET PROTOCOLE Y RELATIF. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION², ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS) AND PROTOCOL RELATING THERETO. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

RATIFICATIONS.

SIAM 11 octobre 1929.
GRÈCE 10 décembre 1929.

Ratification de l'adhésion à la Convention ci-dessus :

ITALIE 11 décembre 1929.

RATIFICATIONS.

SIAM October 11, 1929.
GREECE December 10, 1929.

Ratification of the accession to the above Convention :

ITALY December 11, 1929.

¹ Vol. LXXVIII, page 229, de ce recueil.

² Vol. LXXXI, page 317; et vol. LXXXVIII, page 390, de ce recueil.

¹ Vol. LXXVIII, page 229, of this Series.

² Vol. LXXXI, page 317; and Vol. LXXXVIII, page 390, of this Series.

N^o 1859. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET PERSAN COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉРАН, LE 8 SEPTEMBRE 1928.

No. 1859. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE DANISH AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, SEPTEMBER 8, 1928.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE L'ACCORD CI-DESSUS, JUSQU'A LA CONCLUSION DES TRAITÉS DÉFINITIFS. TÉHÉРАН, LES 9 ET 17 AOUT 1929.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROROGATION OF THE ABOVE AGREEMENT UNTIL THE CONCLUSION OF DEFINITIVE TREATIES. TEHERAN, AUGUST 9 AND 17, 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations, le 9 octobre 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, October 9, 1929.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.
N^o 668.

TÉHÉРАН, le 9 août 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

En me référant à la note que le prédécesseur de Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 9 mai 1929, sous le N^o 2250, et par laquelle les dispositions de l'arrangement dano-persan étaient prolongées jusqu'au 10 de ce mois, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement danois, de communiquer à Votre Excellence ce qui suit :

Comme mentionné dans ma note du 29 avril 1929, N^o 332, le ministre des Affaires étrangères à Copenhague se propose d'adresser au Gouvernement persan un projet d'un traité définitif entre le Danemark et la Perse. Toutefois le Gouvernement danois, estimant qu'un traité d'amitié et de commerce sommaire offrirait pour les deux parties une base juridique complètement satisfaisante dans leurs relations mutuelles, a élaboré un projet de traité de ce genre, qui fait actuellement l'objet d'un dernier examen.

D'après une communication, que je viens de recevoir du Ministère des Affaires

I.

NETHERLANDS LEGATION.
No. 668.

TEHERAN, August 9, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the note which your predecessor sent to me on May 9, 1929, (No. 2250), extending the provisions of the Danish-Persian Agreement until the 10th of the present month, I am instructed by the Danish Government to make the following communication to Your Excellency :

As mentioned in my note of April 29, 1929, (No. 332), the Danish Minister for Foreign Affairs proposes to send to the Persian Government a draft definitive treaty between Denmark and Persia. The Danish Government, however, being of opinion that a summary treaty of friendship and commerce would afford both Parties an entirely satisfactory legal basis for their mutual relations, has drawn up a draft treaty of this kind, which is at present receiving final consideration.

According to a communication which has just reached me from the Ministry of

¹ Vol. LXXXII, page 57, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXXXII, page 57, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

étrangères à Copenhague, je recevrai prochainement le projet danois du traité, ainsi que les pleins pouvoirs pour traiter avec le Gouvernement impérial et pour signer le traité. Comme le projet en question est entièrement basé sur le principe de la nation la plus favorisée et qu'il ne dépasse en aucun point les traités conclus dernièrement entre la Perse, d'un côté, et l'Allemagne, la Belgique, la Tchécoslovaquie et la Suède de l'autre, le Ministère des Affaires étrangères à Copenhague estime que le projet ne donnera lieu ni à de longues ni à de difficiles négociations.

En même temps, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement danois, d'informer le Gouvernement impérial, que le Gouvernement danois considérera l'arrangement provisoire actuel comme restant en vigueur jusqu'à nouvel ordre, dans l'espoir que le Gouvernement persan, de son côté, considérera aussi cet arrangement comme continuant à exercer ses effets.

Je serais particulièrement reconnaissant à Votre Excellence si Elle voulait bien me faire parvenir une réponse sur ce dernier point dans le plus bref délai possible et saisis cette occasion, Monsieur le Gérant, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) L. P. J. DE DECKER.

A Son Excellence
le Gérant du Ministère
des Affaires étrangères,
Téhéran.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 5841.

TÉHÉРАН, le 17 août 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre lettre du 9 août 1929, N° 668, concernant l'intention qu'a le Gouver-

Foreign Affairs at Copenhagen, I shall shortly receive the Danish draft treaty and also full powers to negotiate with the Imperial Government and to sign the treaty. As the draft is based wholly on the principle of most-favoured-nation treatment and does not in any respect go beyond the treaties recently concluded between Persia, on the one hand, and Germany, Belgium, Czechoslovakia and Sweden, on the other, the Danish Ministry of Foreign Affairs expects that the draft will not involve long or difficult negotiation.

I am also instructed by the Danish Government to inform the Imperial Persian Government that the Danish Government will regard the existing provisional agreement as remaining in force until further notice, in the hope that the Persian Government also will regard that agreement as continuing to be valid.

I should be particularly grateful if Your Excellency would send me a reply on this last point as soon as possible, and have the honour to be, etc.

(Signed) L. P. J. DE DECKER.

To His Excellency,
The Acting Minister
for Foreign Affairs,
Teheran.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 5841.

TEHERAN, August 17, 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your letter of August 9, 1929, (No. 668), referring to the Danish Government's

nement danois d'adresser au Gouvernement de Sa Majesté le projet d'un traité définitif entre la Perse et le Danemark et qu'en attendant il considère l'arrangement provisoire prolongé jusqu'au dix de ce mois comme restant en vigueur jusqu'à nouvel ordre, j'ai l'honneur, tout en prenant acte de ce qui précède, de vous informer que le Gouvernement impérial consent à la continuation de l'arrangement provisoire susmentionné jusqu'à la date qu'il espère très proche, où des traités définitifs régleront les relations mutuelles entre les deux États.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(Signé) H. GAFFARY.

Monsieur de Decker,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
à Téhéran.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

intention of sending His Majesty's Government a draft definitive treaty between Persia and Denmark, and stating that in the meantime it regards the provisional Agreement which was extended until the 10th of the present month as remaining in force until further notice, I have the honour to take note of the above and to inform you that the Imperial Persian Government consents to the continuance of the above-mentioned provisional Agreement until the time — which it hopes will be soon — when definitive treaties have been concluded to govern the relations between the two States.

I have the honour to be, etc.

(Signed) H. GAFFARY.

To M. de Decker,
Netherlands Chargé d'Affaires,
Teheran.

N^o 1905. — CONVENTION¹ RADIOTÉLÉ-
GRAPHIQUE INTERNATIONALE. SI-
GNÉE A WASHINGTON, LE 25 NOVEM-
BRE 1927.

RATIFICATIONS

YUGOSLAVIE...	...	5 décembre	1929.
PERSE	...	7 février	1930.
CHILI	...	27 février	1930.

ADHÉSION

ISLANDE.

No. 1905. — INTERNATIONAL RADIOTELE-
GRAPH CONVENTION¹. SIGNED AT
WASHINGTON, NOVEMBER 25, 1927.

RATIFICATIONS.

YUGOSLAVIA	...	December 5,	1929.
PERSIA	...	February 7,	1930.
CHILE	...	February 27,	1930.

ACCESSION.

ICELAND.

¹ Vol. LXXXIV, page 97, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXIV, page 97, of this Series.

N° 1949. — CODE¹ SANITAIRE PANAMÉ-
RICAIN. SIGNÉ A LA HAVANE, LE
14 NOVEMBRE 1924.

No. 1949. — THE PAN-AMERICAN SANI-
TARY CODE¹. SIGNED AT HAVANA,
NOVEMBER 14, 1924.

RATIFICATIONS

CUBA.
HONDURAS.
MEXIQUE.
PANAMA.
PÉROU.
URUGUAY.

RATIFICATIONS.

CUBA.
HONDURAS.
MEXICO.
PANAMA.
PERU.
URUGUAY.

ADHÉSION

BOLIVIE.

ACCESSION.

BOLIVIA.

*Communiquées par le sous-secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de la République de Cuba,
le 17 décembre 1929.*

*Communicated by the Under-Secretary of State
for Foreign Affairs of the Republic of Cuba,
December 17, 1929.*

N° 2044. — CONVENTION² ENTRE L'ALLE-
MAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET
L'IRLANDE DU NORD CONCERNANT
LES ACTES DE PROCÉDURE EN MA-
TIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SI-
GNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

No. 2044. — CONVENTION² BETWEEN
GERMANY AND GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND REGARDING LE-
GAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND
COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT
LONDON, MARCH 20, 1928.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION
DE LA CONVENTION CI-DESSUS A CERTAINES
COLONIES BRITANNIQUES ET CERTAINS PRO-
TECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT.
BERLIN, LES 25 OCTOBRE ET 18 NOVEMBRE
1929.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTEN-
SION TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTEC-
TORATES AND MANDATED TERRITORIES OF
THE ABOVE CONVENTION. BERLIN, OCTOBER
25, AND NOVEMBER 18, 1929.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 8 février 1930.*

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
February 8, 1930.*

¹ Vol. LXXXVI, page 43, de ce recueil.

² Vol. XC, page 287, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXVI, page 43, of this Series.

² Vol. XC, page 287, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 375.
82/17/29

BERLIN, October 25th, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, on instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to transmit to Your Excellency herewith a list of British Colonies, Protectorates and Mandated Territories to which it is desired to extend the operation of the Anglo-German Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London on the 20th March, 1928. Particulars are set forth in the list as to the local authority to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request are to be transmitted and the language to be used in communications and translations as required by paragraph (b) of Article 17 of the Convention.

2. It is desired that the extension should come into force one month from the date of the present note, that is, on the 25th November next, in accordance with Article 17 (last sentence) of the Convention.

3. I should be grateful if Your Excellency would be so good as to acknowledge the receipt of the present communication. At the same time I am to suggest that the exchange of notes thus constituted should be regarded as placing the matter on formal record with effect as from November 25th, 1929.

4. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Horace RUMBOLD.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 375
82/17/29.

BERLIN, le 25 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une liste de colonies et de protectorats britanniques, ainsi que de territoires sous mandat britannique, auxquels le Gouvernement de Sa Majesté désire voir étendre l'application de la Convention anglo-allemande concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 20 mars 1928. La liste indique l'autorité locale à laquelle les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires devront être transmis, de même que la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être rédigées conformément au paragraphe (b) de l'article 17 de la convention.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté désirerait que cette extension entrât en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 novembre prochain, conformément à l'article 17 (dernière phrase) de la convention.

3. Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication. En même temps je me permettrai de proposer que les notes ainsi échangées soient considérées comme enregistrant formellement l'accord intervenu, qui prendra effet le 25 novembre 1929.

Je saisis cette occasion pour, etc.

Horace RUMBOLD.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

SCHEDULE.

LIST OF COLONIES, ETC.,
ADHERING TO THE ANGLO-GERMAN CIVIL
PROCEDURE CONVENTION.

Colony etc.	Language of Communication.	Local Authority.
Bahamas	English	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbados	»	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
British Guiana	»	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	»	The Registrar-General of the Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylon	»	The Colonial Secretary, Colombo, Ceylon.
Cyprus	»	The Chief Registrar of the Supreme Court, Nicosia, Cyprus.
Falkland Islands	»	The Registrar of the Supreme Court, Port Stanley, Falkland Islands.
Federated Malay States	»	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Malay States.
Fiji	»	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia	»	The Judge, Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	»	The Registrar of the Supreme Court, Gibraltar.
Gold Coast Colony	»	(a) The Chief Justice, Accra (for Letters of Request).
		(b) The Chief Registrar, Supreme Court, Accra, Gold Coast (for Judicial and Extra Judicial documents)
Ashanti	»	The Circuit Judge (Ashanti and Northern Territories Judiciary) Ashanti.
Northern Territories	»	ditto
British Togoland (Northern Section).	»	ditto
British Togoland (Southern Section)	»	(a) The Chief Justice, Accra (for Letters of Request).

ANNEXE.

LISTE DES COLONIES, ETC.
ADHÉRANT A LA CONVENTION ANGLO-ALLEMANDE
SUR LA PROCÉDURE CIVILE.

Colonie, etc.	Langue dans laquelle la communication doit être faite.	Autorité locale.
Archipel de Bahama	Anglais	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbade	»	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbade.
Guyane britannique.	»	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, Guyane britannique.
Honduras britannique.	»	The Registrar-General of the Supreme Court, Belize, Honduras britannique.
Ceylan	»	The Colonial Secretary, Colombo, Ceylan.
Chypre	»	The Chief Registrar of the Supreme Court, Nicosia, Chypre.
Iles Falkland	»	The Registrar of the Supreme Court, Port Stanley, Iles Falkland.
Etats malais fédérés	»	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Etats malais.
Fidji	»	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fidji.
Gambie	»	The Judge, Supreme Court, Bathurst, Gambie.
Gibraltar	»	The Registrar of the Supreme Court, Gibraltar.
		(a) The Chief Justice, Accra (pour les commissions rogatoires).
Colonies de la Côte de l'Or	»	(b) The Chief Registrar, Supreme Court, Accra, Colonie de la Côte de l'Or (pour les actes judiciaires et extrajudiciaires).
		The Circuit Judge (Ashanti and Northern Territories Judiciary), Territoire des Achantis.
Territoire des Achantis.	»	idem.
Territoires du Nord	»	idem.
Togoland britannique. (Zone septentrionale.)	»	idem.
Togoland britannique. (Zone méridionale)	»	(a) The Chief Justice, Accra (pour les commissions rogatoires).

Colony etc.	Language of Communication.	Local Authority.	Colonie, etc.	Langue dans laquelle la communication doit être faite.	Autorité locale.
British Togoland (Southern Section)	English	(b) The Chief Registrar, Supreme Court, Accra, Gold Coast (for Judicial and Extra Judicial documents)	Togoland britannique. (Zone méridionale)	anglais	(b) The Chief Registrar, Supreme Courts, Accra, Côte de l'Or (pour les actes judiciaires et extrajudiciaires).
Jamaica	»	The Registrar of the Supreme Court, Kingston, Jamaica.	Jamaïque	»	The Registrar of the Supreme Court, Kingston, Jamaica.
Cayman Islands	»	The Judge of the Grand Court, Cayman Islands.	Iles Caïman	»	The Judge of the Grand Court, Iles Caïman.
Turks and Caicos Islands	»	The Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.	Iles Turk et Caïcos	»	The Commissioner and Judge des Iles Turk et Caïcos.
Kenya	»	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.	Kenia	»	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenia.
Leeward Islands	»	The Chief Registrar, Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.	Leeward Islands	»	The Chief Registrar, Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.
Mauritius	»	The Master and Registrar of the Supreme Court, Port Louis, Mauritius.	Ile Maurice	»	The Master and Registrar of the Supreme Court, Port Louis, Ile Maurice.
North Borneo	»	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.	Bornéo du Nord	»	The Registrar of the High Court, Sandakan, Bornéo du Nord britannique
Northern Rhodesia	»	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.	Rhodésie du Nord	»	The Registrar of the High Court, Livingstone, Rhodésie du Nord.
Nyassaland Prot.	French (with English Translation)	The Judge of the High Court, Zomba, Nyassaland.	Protectorat du Nyassaland	français (avec traduct. en anglais)	The Judge of the High Court, Zomba, Nyassaland.
Palestine	English	The Superintendent of Courts, Jerusalem, Palestine.	Palestine	anglais	The Superintendent of Courts Jerusalem, Palestine.
St. Helena	»	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.	Ste-Hélène	»	The Acting Chief Justice, Supreme Court, Ste-Hélène.
Sarawak	»	The Registrar, Supreme Court, Kuching, Sarawak.	Sarawak	»	The Registrar, Supreme Court, Kuching, Sarawak.
Seychelles	»	The Registrar of the Supreme Court, Mahe, Seychelles.	Iles Seychelles	anglais ou français	The Registrar of the Supreme Court, Mahe, Iles Seychelles.
Sierra Leone	English	The Chief Justice, Freetown, Sierra Leone (in the case of the Colony) : The Circuit Judge, Freetown, Sierra Leone (in the case of the Protectorate).	Sierra-Leone	anglais	The Chief Justice, Freetown, Sierra-Leone (pour ce qui concerne la colonie) : The Circuit Judge, Freetown Sierra-Leone (pour ce qui concerne le protectorat).
Somaliland	»	The Secretary of the Administration, Berbera, Somaliland.	Somaliland	»	The Secretary of the Administration, Berbera, Somaliland.

Colony etc.	Language of Communication.	Local Authority.	Colonie, etc.	Langue dans laquelle la communication doit être faite.	Autorité locale.
Straits Settlements	English	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.	Etablissement du Détroit	anglais	The Registrar of the Supreme Court, Singapour. Etablissements du Détroit.
Tanganyika Territory	»	The Registrar of the High Court, Dar es Salaam, Tanganyika Territory.	Territoire du Tanganyika	»	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam, Territoire du Tanganyika.
Trinidad	»	The Registrar of the Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.	Trinité	»	The Registrar of the Supreme Court, Port of Spain, Trinité.
Uganda	»	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.	Ouganda	»	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Ouganda.
Unfederated Malay States, Johore	»	The General Adviser, Johore, Bahru, Malay Peninsula.	Etats malais non fédérés, Johore	»	The General Adviser, Johore, Bahru, Péninsule de Malacca.
Kedah and Perlis	»	The Legal Adviser, Alor Star, Kedah, Malay Peninsula.	Kedah et Perlis	»	The Legal Adviser, Alor Star, Kedah, Péninsule de Malacca.
Kelantan	»	The British Adviser, Kota-Bahru, Kelantan, Malay Peninsula.	Kelantan	»	The British Adviser, Kota, Bahru, Kelantan, Péninsule de Malacca.
Trengganu	»	The British Adviser, Kuala Trengganu, Malay Peninsula.	Trengganu	»	The British Adviser, Kuala Trengganu, Péninsule de Malacca.
Brunei	»	The British Resident, Brunei, Borneo.	Brunei	»	The British Resident, Brunei, Bornéo.
Weihaiwei	»	The Commissioner, Weihaiwei.	Wei-Hai-Wei	»	The Commissioner, Wei-Hai-Wei.
Windward Islands, Grenada	»	The Registrar of the Supreme Court, Grenada, Windward Islands.	Windward Islands, Grenade	»	The Registrar of the Supreme Court, Grenade, Windward Islands.
St. Lucia	»	The Registrar of the Royal Court, St. Lucia, Windward Islands.	Sainte-Lucie	»	The Registrar of the Royal Court, Sainte-Lucie, Iles-du-Vent.
St. Vincent	»	The Registrar of the Supreme Court, St. Vincent, Windward Islands.	Saint-Vincent	»	The Registrar of the Supreme Court, Saint Vincent, Iles-du-Vent.
Zanzibar	»	The Registrar, His Britannic Majesty's Court, Zanzibar.	Zanzibar	»	The Registrar, His Britannic Majesty's Court, Zanzibar.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

V. Z. 2838 I.

BERLIN, den 18. November 1929.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich den Empfang Ihres Schreibens vom 25. Oktober d. J.-Nr 375 (82/17/29) — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung nimmt davon Vermerk, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 25. November 1929 auf die in der Anlage Ihres Schreibens

vom 25. Oktober 1929 angeführten Kolonien, Protektorate und Mandatsgebiete ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner Vermerk von der Anlage Ihres Schreibens vom 25. Oktober, worin die Behörden, an welche gerichtliche, aussergerichtliche Schriftstücke und Rechtshilfeersuchen zu übermitteln sind, sowie die Sprachen angegeben sind, in denen Mitteilungen und Übersetzungen abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 *b* des Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Ansehung der in der Anlage Ihres Schreibens vom 25. Oktober 1929 aufgeführten Kolonien, Protektorate und Mandatsgebiete mit dem 25. November 1929 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

SCHUBERT.

An Seine Exzellenz
den Königlich Britischen Botschafter,
Sir Horace Rumbold.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V. Z. 2838, I.

BERLIN, le 18 novembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication du 25 octobre 1929, N^o 375 (82/17/29).

Le Gouvernement allemand prend acte du désir manifesté par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de voir étendre aux colonies, protectorats et territoires sous mandat, énumérés dans l'annexe à votre communication du 25 octobre 1929, l'application de la Convention germano-britannique du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, cette extension devant prendre effet à la date du 25 novembre 1929. En outre, le Gouvernement allemand prend acte de l'annexe à votre communication du 25 octobre, dans laquelle sont indiquées les autorités auxquelles les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, devront être transmis, de même que les langues dans lesquelles les communications et les traductions devront être rédigées.

Conformément à l'article 17 (*b*) de la Convention du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, les dispositions de cette convention

¹ TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE.

V. Z. 2838, I.

BERLIN, November 18, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 375 (82/17/29) of October 25, 1929.

The German Government notes that His Britannic Majesty's Government desires that the operation of the Anglo-German Convention of March 20, 1928, regarding Legal Proceedings should be extended to the Colonies, Protectorates, and Mandated Territories mentioned in the Annex to your letter of October 25, 1929, with effect as from November 25, 1929. It notes, further, the Annex to your letter of October 25th, which sets forth the authorities to whom judicial and extrajudicial acts and letters of request (*commissions rogatoires*) are to be transmitted and the language to be used in communications and translations.

In accordance with Article 17 (*b*) of the Convention of March 20, 1928, regarding Legal Proceedings, its provisions come into force on

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

entreront en vigueur le 25 novembre 1929 à l'égard des colonies, protectorats et territoires sous mandat, énumérés dans l'annexe à votre communication du 25 octobre 1929.

Je saisis cette occasion, etc.

SCHUBERT.

A Son Excellence
Sir Horace Rumbold,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

November 25th, 1929, in the Colonies, Protectorates and Mandated Territories mentioned in the Annex to your letter of October 25, 1929.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

SCHUBERT.

His Excellency
Sir Horace Rumbold,
His Britannic Majesty's Ambassador.

No 24 a). — CONVENTION¹ INTERNATIONALE SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU PHOSPHORE BLANC (JAUNE) DANS LA FABRICATION DES ALLUMETTES. SIGNÉE A BERNE, LE 26 SEPTEMBRE 1906.

ADHÉSION

ROYAUME
DE YOUGOSLAVIE... .. 24 décembre 1929.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 11 janvier 1930.*

No. 24 (a). — INTERNATIONAL CONVENTION¹ PROHIBITING THE USE OF WHITE (YELLOW) PHOSPHORUS IN THE MANUFACTURE OF MATCHES. SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 26, 1906.

ACCESSION.

KINGDOM
OF YUGOSLAVIA... .. December 24, 1929.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
January 11, 1930.*

No 25 a). — CONVENTION² PHYLLOXÉRIQUE INTERNATIONALE DU 3 NOVEMBRE 1881, ET CONVENTION ADDITIONNELLE, SIGNÉE A BERNE, LE 15 AVRIL 1889.

ADHÉSION

BULGARIE, effective à partir du 12 septembre 1929.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 4 octobre 1929.*

No. 25 (a). — INTERNATIONAL² CONVENTION RESPECTING THE MEASURES TO BE TAKEN AGAINST THE "PHYLLOXERA VASTATRIX" OF NOVEMBER 3, 1881, AND ADDITIONAL CONVENTION, SIGNED AT BERNE, APRIL 15, 1889.

ACCESSION.

BULGARIA, effective as from September 12, 1929.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
October 4, 1929.*

¹ Vol. XI, page 446; vol. XV, page 330; vol. XIX, page 294; vol. XXXIX, page 226; vol. XLV, page 211; et vol. LIX, page 429, de ce recueil.

² Vol. XI, page 456; et vol. XLV, page 213, de ce recueil.

¹ Vol. XI, page 446; Vol. XV, page 330; Vol. XIX, page 294; Vol. XXXIX, page 226; Vol. XLV, page 211; and Vol. LIX, page 429, of this Series.

² Vol. XI, page 456; and Vol. XLV, page 213, of this Series.

N^o 54 a). — CONVENTION¹ CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE. CONCLUE A LA HAYE, LE 17 JUILLET 1905.

No. 54 (a). — CONVENTION¹ CONCERNING CIVIL PROCEDURE. CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905.

ADHÉSION

ESTONIE 22 novembre 1929.
Effective à partir du 22 janvier 1930.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 28 janvier 1930.

ACCESSION.

ESTONIA, November 22, 1929,
Effective as from January 22, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, January 28, 1930.

N^o 100 a). — TRAITÉ² D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET GUATÉMALA, SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 4 JUILLET 1885. MODIFIÉ PAR LE PROTÉCOLE ADDITIONNEL SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 30 MAI 1914.

No. 100 (a). — EXTRADITION TREATY² BETWEEN GREAT BRITAIN AND GUATEMALA. SIGNED AT GUATEMALA, JULY 4, 1885. AMENDED BY THE ADDITIONAL PROTOCOL, SIGNED AT GUATEMALA, MAY 30, 1914.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET DANS L'UNION SUD-AFRICAINE, ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA, RELATIF A L'APPLICATION DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT. GUATÉMALA, LES 21 MAI ET 11 SEPTEMBRE 1929.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN, HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, IN NEW ZEALAND AND IN THE UNION OF SOUTH-AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA, REGARDING THE EXTENSION OF THE ABOVE TREATY TO CERTAIN MANDATED TERRITORIES. GUATEMALA, MAY 21, AND SEPTEMBER 11, 1929.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 18 décembre 1929.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 18, 1929.

¹ Vol. L, page 180 ; et vol. LIV, page 434, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XIII, page 492.

¹ Vol. L, page 180 ; and Vol. LIV, page 434, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 76, page 72.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.
GUATEMALA.

GUATEMALA, 21st May, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, in order that adequate provision may exist for the extradition of fugitive offenders from and to territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, His Majesty's Government in Great Britain consider it desirable that the provisions of existing Extradition Treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the mandated territories of Palestine (excluding Trans-Jordan) Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere) and Tanganyika Territory. His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, in New Zealand, and in the Union of South Africa, respectively, similarly desire that the provisions of those treaties should be made applicable to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South West Africa. It is also desired that the provisions of those treaties should be made applicable to Nauru.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Guatemala agree that the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Guatemala on the 4th July, 1885, as amended by the Additional Protocol signed at Guatemala on the 30th May 1914, shall be deemed to apply to those territories.

In this event the present Note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective governments that the provisions of that Treaty, as amended by the said Additional Protocol, shall henceforth apply to Palestine (excluding Trans-Jordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa, and South West Africa, the requisitions for

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.
GUATÉMALA.

GUATÉMALA, le 21 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, afin de régler par des dispositions appropriées l'extradition des délinquants fugitifs qui se sont enfuis des territoires pour lesquels Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, ou qui s'y sont réfugiés, le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne estime désirable que l'application des clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté et actuellement en vigueur soit étendue aux territoires sous mandat de la Palestine (non compris la Transjordanie), du Cameroun (sphère britannique), du Togo (sphère britannique) et du Territoire du Tanganyika. Les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine respectivement, désirant de même que l'application des clauses de ces traités soit étendue aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest africain. On désire, en outre, que les dispositions de ces traités soient également applicables à Nauru.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République de Guatemala accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Guatemala, le 4 juillet 1885, actuellement en vigueur, et amendé par le Protocole additionnel signé à Guatemala, le 30 mai 1914, soient considérées comme applicables à ces territoires.

Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence en ce sens seraient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les Gouvernements respectifs, selon laquelle les dispositions de ce traité, amendé par ledit Protocole additionnel, seront désormais applicables à la Palestine (non compris la Transjordanie), au Cameroun (sphère britannique), au Togo (sphère britannique), au territoire du Tanganyika, à la Nouvelle-Guinée, à Nauru, au Samoa occidental et au Sud-Ouest Africain, les

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

extradition from and to those territories being made in accordance therewith in like manner as if those territories were possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the following would be regarded as the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty:

Palestine: the High Commissioner, or the officers for the time being administering the Government.

Camerouns (British sphere): the Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the government.

Togoland (British sphere): the Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the government.

Tanganyika Territory: the Governor or the officers for the time being administering the government.

New Guinea: the Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western Samoa: the Administrator of Western Samoa.

South West Africa: the Administrator of South West Africa.

Nauru: the Administrator, Nauru.

4. If the Guatemalan Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designations of the consular officers of the Republic of Guatemala who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty would in each case be regarded as the "chief consular officer" by whom requisition for extradition shall be made from the respective mandated territories.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) H. A. GRANT-WATSON.

His Excellency
Señor don Adrian Recinos,
Minister for Foreign Affairs,
Guatemala.

demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ces territoires ou qui y ont cherché refuge, étant présentées conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si lesdits territoires étaient des possessions de Sa Majesté britannique, et que si les nationaux ou indigènes de ces territoires étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, seraient considérés comme "le Gouverneur ou l'autorité principale" mentionnés à l'article XVII dudit traité, les autorités suivantes:

Palestine: Le Haut Commissaire ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration du territoire.

Cameroun (sphère britannique): Le Gouverneur de la Nigeria ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Togo (sphère britannique): Le Gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Territoire du Tanganyika: Le Gouverneur ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Nouvelle-Guinée: L'Administrateur, à Rabaul (Nouvelle-Guinée).

Samoa occidentale: L'Administrateur du Samoa occidental.

Sud-Ouest Africain: L'Administrateur du Sud-Ouest Africain.

Nauru: L'Administrateur à Nauru.

4. Si le Gouvernement du Guatemala accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer les fonctionnaires consulaires de la République de Guatemala qui devront être considérés dans chaque cas, aux fins de l'article XVII dudit traité, comme étant « le fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter, en ce qui concerne les territoires sous mandat respectifs, les demandes d'extradition relatives aux délinquants.

Je saisis cette occasion de renouveler à Votre Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) H. A. GRANT-WATSON.

Son Excellence
Señor Adrian Recinos,
Ministre des Affaires étrangères,
Guatemala.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARÍA
DE RELACIONES EXTERIORES.

República de Guatemala.
Sección diplomática.

Nº 9091.
356.2 (42.0).

GUATEMALA, 11 de septiembre de 1929.

SEÑOR ENCARGADO,

Tengo el honor de acusar recibo de la atenta nota de esa Honorable Legación, fechada el 21 de mayo del año en curso, en la cual se ha servido manifestar :

Que, con el propósito de que haya leyes adecuadas para la extradición de, o, a territorios en los cuales haya aceptado Mandatos Su Majestad Británica, en representación de la Liga de las Naciones, el Gobierno de Su Majestad en la Gran Bretaña estima conveniente que las estipulaciones contenidas en los existentes Tratados de Extradición que ha celebrado, se hagan extensivas a los siguientes territorios bajo Mandato : Palestina (Transjordania exclusive) : Camerón (esfera británica) ; Togolandia (esfera británica) ; y Territorio de Tanganika ; que los Gobiernos de Su Majestad en el Commonwealth de Australia, en Nueva Zelandia y en la Unión Sud-africana, respectivamente, desean que por similitud se apliquen las estipulaciones de esos Tratados a los territorios bajo Mandato de Nueva Guinea ; a Samoa Occidental, y Sudafrica Occidental, y asimismo a Nauru.

En consecuencia desea saber la Legación si conviene el Gobierno de la República de Guatemala en que las estipulaciones del Tratado de Extradición vigente, firmado en Guatemala el 4 de julio de 1885 y reformado por el Protocolo Adicional firmado en Guatemala el 30 de mayo de 1914. — se consideran aplicables a los expresados territorios : para el efecto, la nota de esa Honorable Legación y la respuesta de esta Secretaría habrían de tenerse como constancia oficial del entendido acordado por los respectivos Gobiernos, sobre que las estipulaciones de ese Tratado, con las reformas del Protocolo Adicional, se aplicarán en lo futuro a Palestina (Transjordania exclusive) Camerón (esfera británica) Togolandia (esfera británica), Territorio de Tanganika, Nueva Guinea, Nauru, Samoa Occidental y Sudáfrica Occidental : los requisitos para la extradición de, o, a esos territorios habrían de llenarse como si se tratara de posesiones de su Majestad Británica y como si los nacionales o indígenas de esos territorios fueran súbditos británicos.

Agrega la Legación que, para los fines de este arreglo, se considerarían las siguientes personas como el « Gobernador o autoridad principal » a que se refiere el artículo XVII del Tratado vigente :

Palestina : el alto Comisionado o los funcionarios que estuvieren administrando el Gobierno.

Camerón (esfera británica) : el Gobernador de Nigeria o los funcionarios que estuvieren administrando el Gobierno.

Togolandia (esfera británica) : el Gobernador de la Costa de Oro o los funcionarios que estuvieren administrando el Gobierno.

Territorio de Tanganika : el Gobernador o los funcionarios que estuvieren administrando el Gobierno.

Nueva Guinea : el Administrador, Rabaul, Nueva Guinea.

Samoa Occidental : el Administrador de Samoa Occidental.

Sudáfrica Occidental : el Administrador de Sudáfrica Occidental, y

Nauru : el Administrador, Nauru.

Finalmente solicita esa Legación que, si el Gobierno de Guatemala conviene en la propuesta, informe cuáles funcionarios consulares de la República de Guatemala se designan para cumplir lo estipulado en el artículo XVII del Tratado, a fin de que se tengan como « Principal Agente Consular » para hacer la solicitud de extradición en los respectivos territorios bajo Mandato.

En respuesta me complace manifestar a Vuestra Señoría que el Gobierno de Guatemala, deseoso de cooperar a los propósitos a que alude la nota que contesto, acepta la propuesta sobre que se consideran aplicables a los territorios enumerados las estipulaciones del Tratado de Extradición vigente, firmado en Guatemala el 4 de julio de 1885 y reformado por el Protocolo Adicional suscrito en esta ciudad el 30 de mayo de 1914 ; y también sobre que se hagan de conformidad las solicitudes de extradición, tal como con las demás posesiones de Su Majestad Británica.

Guatemala no tiene actualmente agentes consulares en los territorios de que se trata, y, en esa virtud, las solicitudes de extradición se harán, llegado el caso, en nombre de este Gobierno por medio del Cónsul General de Guatemala en Londres.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Señoría las seguridades de mi consideración más alta y distinguida.

(Firmado) E. AGUIRRE V.

Honorable Señor David J. Rodgers,
Encargado Negocios de la Gran Bretaña,
Presente.

¹ TRADUCTION.

SECRETARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA.
Section diplomatique.
Nº 9091.
356.2. (42.0)

GUATÉMALA, le 11 septembre 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de votre légation, en date du 21 mai courant, par laquelle celle-ci a bien voulu faire connaître :

Qu'afin de régler par des dispositions appropriées l'extradition des délinquants fugitifs qui se sont enfuis des territoires pour lesquels Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, ou qui s'y sont réfugiés, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne estime désirable que l'application des clauses des traités d'extra-

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
REPUBLIC OF GUATEMALA.
Diplomatic Section.
No. 9091
356. 2 (42.0)

GUATEMALA, September 11, 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of the note from your Legation dated May 21, 1929, informing me :

That in order that adequate provision may exist for the extradition of fugitive offenders from and to territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, His Majesty's Government in Great Britain consider it desirable that the provisions of existing Extradition Treaties concluded by His Majesty should

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dition conclus par lui soit étendue aux territoires sous mandat suivants : la Palestine (non compris la Transjordanie), le Cameroun (sphère britannique), le Togo (sphère britannique) et le territoire du Tanganyika ; que les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine respectivement, désirent que les dispositions desdits traités s'appliquent également aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest Africain, ainsi qu'à Nauru.

En conséquence, la Légation britannique désire savoir si le Gouvernement de la République de Guatemala accepte que les dispositions du traité d'extradition actuellement en vigueur, signé à Guatemala le 4 juillet 1885, et amendé par le Protocole additionnel, signé à Guatemala le 30 mai 1914 soient considérées comme applicables auxdits territoires : à cet effet, la note de la Légation britannique et la réponse du Ministère des Affaires étrangères du Guatemala seraient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les gouvernements respectifs, selon laquelle les dispositions de ce traité, amendé par le Protocole additionnel, seront désormais applicables à la Palestine (non compris la Transjordanie), au Cameroun (sphère britannique), au Togo (sphère britannique), au territoire du Tanganyika, à la Nouvelle-Guinée, à Nauru, au Samoa occidental et au Sud-Ouest Africain ; les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ces territoires ou qui y ont cherché refuge devront être présentées de la même manière que si lesdits territoires étaient des possessions de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou indigènes de ces territoires étaient des sujets britanniques.

La légation ajoute qu'aux fins du présent accord seraient considérés comme « le gouverneur ou autorité principale » mentionnés à l'article XVII dudit traité, les autorités suivantes :

Palestine : Le Haut Commissaire ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration du territoire.

Cameroun (sphère britannique) : Le Gouverneur de la Nigeria ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

be made applicable to the following mandated territories : Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere), and Tanganyika Territory ; and that His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, in New Zealand and in the Union of South Africa, respectively, desire that the provisions of those Treaties should be made applicable to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, to South West Africa and also to Nauru.

Accordingly, the British Legation enquires whether the Government of the Republic of Guatemala agrees that the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Guatemala on July 4, 1885, as amended by the Additional Protocol signed at Guatemala on May 30, 1914, shall be deemed to apply to those territories. In that event, the British Legation's Note and the reply of this office would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective Governments that the provisions of that Treaty, as amended by the Additional Protocol, shall henceforth apply to Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa and South West Africa, the requisitions for extradition from and to those territories being made as if those territories were possessions of His Britannic Majesty and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

The Legation adds that, for the purposes of this agreement, the following would be regarded as the "Governor or chief authority" referred to in Article XVII of the existing Treaty :

Palestine : The High Commissioner or the officers for the time being administering the Government.

Cameroons : (British sphere) : The Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the Government.

Togo (sphère britannique) : Le Gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Territoire du Tanganyika : Le Gouverneur ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Nouvelle-Guinée : L'Administrateur, à Rabaul (Nouvelle-Guinée).

Samoa occidental : L'Administrateur du Samoa occidental.

Sud-Ouest Africain : L'Administrateur du Sud-Ouest Africain.

Nauru : L'Administrateur, à Nauru.

La Légation britannique demande enfin que le Gouvernement du Guatemala, s'il accepte cette proposition, veuille bien faire connaître quels seront les fonctionnaires consulaires de la République de Guatemala qui devront être considérées, aux fins de l'article XVII du traité, comme étant le « fonctionnaire consulaire principal », ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition dans les différents territoires sous mandat en question.

En réponse, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le gouvernement de Guatemala désireux de coopérer aux fins visées par la note en question, accepte volontiers la proposition d'étendre aux territoires énumérés l'application des clauses du Traité d'extradition actuellement en vigueur, signé à Guatemala le 4 juillet 1885 et amendé par le Protocole Additionnel signé en cette ville le 30 mai 1914. Le Gouvernement du Guatemala accepte également que les demandes d'extradition soient présentées comme s'il s'agissait des autres possessions de Sa Majesté britannique.

Le Guatemala n'a pas actuellement d'agents consulaires dans les territoires en question ; en conséquence, les demandes d'extradition seront présentées, le cas échéant, au nom du Gouvernement du Guatemala par l'intermédiaire du consul général du Guatemala, à Londres.

Je saisis l'occasion, etc.

(Signé) E. AGUIRRE V.

Monsieur David J. Rodgers,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
Guatemala.

Togoland (British sphere) : The Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the Government.

Tanganyika Territory : The Governor or the officers for the time being administering the Government.

New Guinea : The Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western Samoa : The Administrator of Western Samoa.

South West Africa : The Administrator of South West Africa.

Nauru : The Administrator, Nauru.

Finally, the British Legation asks that, if the Guatemalan Government agrees to this proposal, it should be informed of the designations of the consular officers of the Republic of Guatemala who, for the purpose of Article XVII of the Treaty, would be regarded as the " Chief Consular Officer " by whom requisitions for extradition shall be made from the respective mandated territories.

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Guatemala, being desirous of co-operating for the purpose mentioned in your Note, accepts the proposal to apply to the territories enumerated the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Guatemala on July 4, 1885, as amended by the Additional Protocol signed at Guatemala on May 30, 1914, and also agrees that requisitions for extradition shall be made in the same way as in other possessions of His Britannic Majesty.

Guatemala has not at present any consular agents in the territories in question, and therefore requisitions for extradition should whenever necessary be addressed to the Guatemalan Government through the Consul-General of Guatemala in London.

I have the honour, etc.

(Signed) E. AGUIRRE V.

To David J. Rodgers Esq.,
Chargé d'Affaires of Great Britain,
Local.

N^o 101 a). — TRAITÉ D'EXTRADITION¹
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE, LA
SUÈDE ET LA NORVÈGE, SIGNÉ A
STOCKHOLM, LE 26 JUIN 1873, ET
DÉCLARATION ADDITIONNELLE DU
18 FÉVRIER 1907.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE ET LE
GOUVERNEMENT NORVÉGIEN RELATIF A L'AP-
PLICATION DU TRAITÉ CI-DESSUS MENTIONNÉ
A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT. OSLO,
LES 8 DÉCEMBRE 1927 ET 13 DÉCEMBRE 1929.

*Communiqué par le délégué permanent de la
Norvège auprès de la Société des Nations, le
28 décembre 1929, et par le secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-
Bretagne, le 10 mars 1930.*

I.

BRITISH LEGATION.

No. 194.

OSLO, 8th December 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, in order that adequate provision may exist for the extradition of fugitive offenders from and to territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, His Majesty's Government in Great Britain consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the mandated territories of Palestine (excluding Transjordan), Camerouns (British sphere), Togoland (British sphere) and Tanganyika Territory. His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, in New Zealand, and in the Union of South Africa, respectively, similarly desire that the provisions of those treaties

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 570.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 101 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN, AND SWE-
DEN AND NORWAY, SIGNED AT STOCK-
HOLM, JUNE 26, 1873, AND ADDITIO-
NAL DECLARATION OF FEBRUARY 18,
1907.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S
GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE
NORWEGIAN GOVERNMENT, REGARDING THE
EXTENSION OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY
TO CERTAIN MANDATED TERRITORIES. OSLO,
DECEMBER 8, 1927, AND DECEMBER 13, 1929.

*Communicated by the Permanent Delegate of
Norway accredited to the League of Nations,
December 28, 1929, and by His Majesty's
Secretary of State for Foreign Affairs in Great
Britain, March 10, 1930.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 194.

OSLO, le 8 décembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'afin de régler par des dispositions appropriées l'extradition de délinquants qui se sont enfuis de territoires à l'égard desquels Sa Majesté britannique a accepté des mandats au nom de la Société des Nations, ou qui s'y sont réfugiés, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne juge désirable que les clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté et actuellement en vigueur soient étendues aux territoires sous mandat de la Palestine (la Transjordanie exceptée), du Cameroun (sphère britannique), du Togo (sphère britannique) et du Territoire du Tanganyika. De même, les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, respectivement, désirent

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 63, page 175.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

should be made applicable to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South-West Africa. It is also desired that the provisions of those treaties should be made applicable to Nauru.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Norwegian Government agree that the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Stockholm on the 26th June 1873 as supplemented by the Agreement signed at Christiania on the 18th February 1907 shall so far as regards the Kingdom of Norway be deemed to apply to those territories. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective governments that the provisions of that Treaty as supplemented by the said Agreement shall henceforth apply to Palestine (excluding Transjordan), Camerouns (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa, and South West Africa, the requisitions for extradition from and to those territories being made in accordance therewith, in like manner as if those territories were possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purpose of this Agreement the following would be regarded as the "governor or chief authority" referred to in Article XIV of the said Treaty :

Palestine : The High Commissioner, or the officers for the time being administering the government.

Camerouns (British sphere) : The Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the government.

Togoland (British sphere) : The Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the Government.

Tanganyika Territory : The Governor or the officers for the time being administering the government.

New Guinea : the Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western Samoa : The Governor General of New Zealand.

South West Africa : The Administrator of South West Africa.

Nauru : The Administrator, Nauru.

voir étendre les dispositions de ces traités aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest Africain. On désire, en outre, que les dispositions de ces traités soient étendues à Nauru.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de demander si le Gouvernement norvégien accepte que les dispositions du traité d'extradition actuellement en vigueur, signé à Stockholm le 26 juin 1873, et complété par l'accord signé à Christiania, le 18 février 1907, soient considérées comme s'appliquant à ces territoires. Dans l'affirmative, la présente note ainsi que la réponse du Gouvernement norvégien seraient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les deux gouvernements, selon laquelle les dispositions de ce traité complété par ladite convention s'appliqueront désormais à la Palestine (la Transjordanie exceptée), au Cameroun (sphère britannique), au Togo (sphère britannique), au Territoire du Tanganyika, à la Nouvelle Guinée, à Nauru, au Samoa occidental et au Sud-Ouest Africain, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ces territoires ou qui y ont cherché refuge étant présentées conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si lesdits territoires étaient des possessions de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou indigènes de ces territoires étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, seront considérées comme le « gouverneur ou l'autorité principale » mentionnés à l'article XIV dudit traité, les autorités suivantes :

Palestine : Le Haut-Commissaire ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Cameroun (sphère britannique) : Le Gouverneur de la Nigéria ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Togo (sphère britannique) : Le Gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'Administration.

Territoire du Tanganyika : Le Gouverneur ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Nouvelle-Guinée : L'administrateur, Rabaul, Nouvelle-Guinée.

Samoa occidental : Le Gouverneur général de la Nouvelle-Zélande.

Sud-Ouest Africain : L'Administrateur du Sud-Ouest Africain.

Nauru : L'administrateur, Nauru.

4. If the Norwegian Government agrees to this proposal I should be glad to be informed of the designations of the consular officers of Norway who, for the purpose of Article XIV of the said Treaty would in each case be regarded as the "chief consular officer" by whom requisition for extradition shall be made from the respective mandated territories.

5. I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

F. O. LINDLEY.

Son Excellence
Monsieur Ivar Lykke,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc.

Certifié pour copie conforme :

Oslo,
Au Ministère des Affaires étrangères,
le 19 décembre 1929.

*Le chef de la Division des Affaires
de la Société des Nations :*

J. Jorstad.

4. Si le Gouvernement norvégien accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer les fonctionnaires consulaires de la Norvège qui auront été désignés aux fins de l'article XIV dudit traité, comme étant dans chaque cas le fonctionnaire consulaire qualifié pour présenter la demande d'extradition concernant les délinquants réfugiés dans les territoires sous mandat respectifs.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

F. O. LINDLEY.

Son Excellence
Monsieur Ivar Lykke,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 13. desember 1929.

HERR SENDEMANN,

I skrivelse av 8. desember 1927 har Deres forgjenger Sir Francis Lindley på vegne av Hans Britanniske Majestets Regjering i Storbritannia, Det australske Forbund, Ny Seland og Den Syd-Afrikanske Union, forespurt om den norske regjering måtte være villig til å utstrekke anvendelsen av overenskomsten om gjensidig utlevering av forbrytere av 26. juni 1873 med tilleggsdeklarasjon av 18. februar 1907 til å gjelde de områder som av Folkeforbundet er stillet under britisk mandat.

Under henvisning hertil har jeg den ære å meddele at den norske regjering går med på at ovennevnte overenskomst og tilleggsdeklarasjon får anvendelse på følgende områder under britisk mandat :

Palestina (undtatt Transjordanien), Kamerun (det britiske område), Togo (det britiske område), Tanganjika, Nyguinea, Nauru, Vest Samoa og Syd-Vest Afrika, idet der for disse mandatområder og deres « borgere og innfødte » (nationals and natives) skal gjelde de samme regler som overenskomsten inneholder vedrørende britiske kolonier of utenlandske besiddelser og britiske undersåtter.

I tilslutning hertil har jeg videre den ære meddele at følgende konsulære myndigheter skal anses som « øverste konsularbedsmann » (chief consular officer) fra hvem begjæring om utle-

vering skal utgå til Vedkommende « guvernör eller överste autoritet » (governor or chief authority) i henhold til overenskomstens artikkel XIV :

Palestina (undtatt Transjordania) : Den norske konsul i Jerusalem ;

Kamerun (det britiske område) : Den norske konsul i Lagos ;

Togo (det britiske område) : Den norske konsul i Sekondi ;

Tanganjika : Den norske konsul i Dar-es-Salaam ;

Nyguinea og Nauru : Den norske generalkonsul i Sydney ;

Vest Samoa : Den norske konsul i Wellington ;

og Syd-Vest Afrika : Den norske generalkonsul i Cape Town.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkte höiaktelse.

For Utenriksministeren :

Aug. ESMARCH.

Herr Wingfield,

Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.

Certifié pour copie conforme :

Oslo,

au Ministère des Affaires étrangères,

le 19 décembre 1929.

*Le Chef de la Division des Affaires
de la Société des Nations :*

J. Jorstad.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 13 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa lettre du 8 décembre 1927, votre prédécesseur, Sir Francis Lindley, au nom des Gouvernements de Sa Majesté en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, m'a demandé si le Gouvernement norvégien serait disposé à étendre aux territoires que la Société des Nations a placés sous mandat britannique l'application du traité du 26 juin 1873 concernant l'extradition des délinquants, complété par l'Accord du 18 février 1907.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, December 13, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In his letter of December 8, 1927, your predecessor, Sir Francis Lindley, on behalf of His Majesty's Governments in Great Britain, in the Commonwealth of Australia, in New Zealand, and in the Union of South Africa, enquired whether the Norwegian Government would agree that the Treaty of June 26, 1873, regarding the extradition of fugitive offenders, as supplemented by the Agreement of February 18th, 1907, should be made applicable to the territories which the League of Nations has placed under British mandate.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En réponse, j'ai l'honneur de faire connaître que le Gouvernement norvégien consent à ce que les susdits traité et accord supplémentaire soient appliqués aux territoires ci-après placés sous mandat britannique,

Palestine (la Transjordanie exceptée), Cameroun (sphère britannique), Togo (sphère britannique), Territoire du Tanganyika, Nouvelle-Guinée, Nauru, Samoa occidental et Sud-Ouest Africain, de telle sorte que ces territoires sous mandat et leurs nationaux ou indigènes soient également soumis aux règles qui, dans ce traité, s'appliquent aux colonies ou possessions étrangères de la Grande-Bretagne et aux sujets britanniques.

En outre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les autorités consulaires ci-après seront considérées comme étant les fonctionnaires consulaires qualifiés pour présenter la demande d'extradition au gouverneur ou à l'autorité principale, conformément à l'article XIV du traité :

Palestine (la Transjordanie exceptée) : le consul de Norvège à Jérusalem ;
 Cameroun (sphère britannique) : le consul de Norvège à Lagos ;
 Togo (sphère britannique) : le consul de Norvège à Sekondi ;
 Territoire du Tanganyika : le consul de Norvège à Dar-es-Salaam ;
 Nouvelle-Guinée et Nauru : le consul général de Norvège à Sydney ;
 Samoa occidental : le consul de Norvège à Wellington ;
 Sud-Ouest Africain : le consul général de Norvège à Cape-Town.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Pour le Ministre
 des Affaires étrangères :*
 Aug. ESMARCH.

Monsieur Wingfield,
 Ministre de Sa Majesté britannique
 etc., etc., etc.

In reply I have the honour to inform you that the Norwegian Government agrees that the above-mentioned Treaty and supplementary Agreement should be made applicable to the following territories which are under British mandate :

Palestine (excluding Transjordan), Camerouns (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa and South-West Africa, in such a way that those mandated territories and the nationals or natives thereof shall be subject to the rules which in the Treaty apply to the British colonies and oversea possessions and to British subjects.

I have also the honour to inform you that the consular authorities enumerated below will be deemed to be the " chief consular officers " by whom requisition for extradition shall be made to the respective governor or chief authority, in accordance with Article XIV of the Treaty :

Palestine (excluding Transjordan) : the Norwegian Consul at Jerusalem ;
 Camerouns (British sphere) : the Norwegian Consul at Lagos ;
 Togoland (British sphere) : the Norwegian Consul at Sekondi ;
 Tanganyika Territory : the Norwegian Consul at Dar-es-Salaam ;
 New Guinea and Nauru : the Norwegian Consul-General at Sydney ;
 Western Samoa : the Norwegian Consul at Wellington ;
 South-West Africa : the Norwegian Consul-General at Cape Town.

I have the honour to be, etc.

Aug. ESMARCH,
For the Minister for Foreign Affairs.

Mr. Wingfield,
 Minister of His Britannic Majesty,
 etc., etc., etc.

N^o 102 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUISSE, SIGNÉ A BERNE, LE 26 NOVEMBRE 1880, COMPLÉTÉ PAR LA CONVENTION SIGNÉE A LONDRES, LE 29 JUILLET 1904.

N^o 102 (a). — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWITZERLAND, SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 26, 1880, SUPPLEMENTED BY THE CONVENTION SIGNED AT LONDON, JULY 29, 1904.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN AUSTRALIE, DANS LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET DANS L'UNION SUD-AFRICAINE, ET LE GOUVERNEMENT SUISSE, RELATIF A L'APPLICATION DU TRAITÉ CI-DESSUS MENTIONNÉ A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT. BERNE, LE 30 NOVEMBRE 1927 ET LE 19 SEPTEMBRE 1929.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN, HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN AUSTRALIA, IN NEW ZEALAND AND IN THE UNION OF SOUTH AFRICA, AND THE SWISS GOVERNMENT, REGARDING THE EXTENSION OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY TO CERTAIN MANDATED TERRITORIES. BERNE, NOVEMBER 30, 1927, AND SEPTEMBER 19, 1929.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 13 janvier 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 13, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

No. 97.
(776/776/27).

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Federal Political Department and have the honour to inform them, by direction of their Government, that, in order that adequate provision may exist for the extradition of fugitive offenders from and to territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, His Majesty's Government in Great Britain consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the mandated territories of Palestine (excluding Transjordan) Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere) and Tanganyika Territory. His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, in New Zealand, and in the Union of South Africa, respectively, similarly desire that the provisions of those treaties should be

I.

N^o 97
(776/776/27).

La Légation de Sa Majesté britannique a l'honneur de faire savoir au Département politique fédéral, d'ordre de son Gouvernement, qu'afin de régler par des dispositions appropriées l'extradition de délinquants qui se sont enfuis de territoires à l'égard desquels Sa Majesté britannique a accepté des mandats au nom de la Société des Nations, ou qui s'y sont réfugiés, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne juge désirable que les clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, et actuellement en vigueur, soient étendues aux territoires sous mandat de la Palestine (la Transjordanie exceptée), du Cameroun (sphère britannique), du Togo (sphère britannique) et du Territoire du Tanganyika. De même, les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine respectivement, désirent voir étendre les dispositions

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 673.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 71, page 54.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

made applicable to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South West Africa. It is also desired that the provisions of those treaties should be made applicable to Nauru.

2. The Legation have accordingly the honour to enquire whether the Federal Council of the Swiss Confederation agree that the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Berne on the 26th November, 1880, as supplemented by the Convention signed at London on the 29th July, 1904, shall be deemed to apply to those territories. In this event the present note and the Federal Government's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective governments that the provisions of that Treaty, as supplemented by the said Convention, shall henceforth apply to Palestine (excluding Transjordan), Camerouns (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa, and South West Africa, the requisitions for extradition from and to those territories being made in accordance therewith, in like manner as if those territories were possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

3. The Legation have the honour to add that for the purpose of this agreement the following would be regarded as the "governor or supreme authority" referred to in Article XVIII of the said Treaty.

Palestine. — The High Commissioner, or the officers for the time being administering the government ;

Camerouns (British sphere). — The Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the government ;

Togoland (British sphere). — The Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the government ;

Tanganyika Territory. — The Governor or the officers for the time being administering the government ;

New Guinea. — The Administrator, Rabaul, New Guinea ;

de ces traités aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest Africain. On désire, en outre, que les dispositions de ces traités soient étendues à Nauru.

2. En conséquence, la légation a l'honneur de demander au Conseil fédéral de la Confédération helvétique s'il accepte que les dispositions du traité d'extradition actuellement en vigueur, signé à Berne le 26 novembre 1880 et complété par la Convention signée à Londres le 29 juillet 1904, soient considérées comme s'appliquant à ces territoires. Dans l'affirmative, la présente note, ainsi que la réponse du Gouvernement fédéral seraient considérées comme constatant formellement l'entente, intervenue entre les deux gouvernements, selon laquelle les dispositions de ce traité, complété par ladite Convention, s'appliqueraient désormais à la Palestine (la Transjordanie exceptée), au Cameroun (sphère britannique), au Togo (sphère britannique), au Territoire du Tanganyika, à la Nouvelle-Guinée, à Nauru, au Samoa occidental et au Sud-Ouest Africain, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ces territoires ou qui y ont cherché refuge étant présentées conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si lesdits territoires étaient des possessions de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou indigènes de ces territoires étaient des sujets britanniques.

3. La légation a l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, seront considérées comme le « gouverneur ou l'autorité supérieure » mentionnée à l'article XVIII dudit traité, les autorités suivantes :

Palestine. — Le Haut-Commissaire ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration ;

Cameroun (sphère britannique) — Le Gouverneur de la Nigéria ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration ;

Togo (sphère britannique). — Le Gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration ;

Territoire du Tanganyika. — Le Gouverneur ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration ;

Nouvelle-Guinée. — L'administrateur, Rabaul, Nouvelle-Guinée ;

Western Samoa. — The Governor-General of New Zealand;
 South West Africa. — The Administrator of South West Africa;
 Nauru. — The Administrator, Nauru.

4. If the Federal Government agree to this proposal the Legation would be glad to be informed of the designations of the consular officers of Switzerland who, for the purpose of Article XVIII of the said Treaty would in each case be regarded as the consular officer by whom requisition for extradition shall be made from the respective mandated territories.

The Legation avail themselves of this opportunity to renew to the Department the assurance of their high consideration.

BRITISH LEGATION.

BERNE, 30th November, 1927.

II.

EIDG. POLITISCHES DEPARTEMENT.

Département politique fédéral

ABTEILUNG FÜR AUSWÄRTIGES.

Division des Affaires étrangères.

B. 56. 16. 4-TI.

En se référant à la note N° 65 du 10 juillet, le Département politique fédéral a l'honneur d'informer la Légation de Sa Majesté britannique que le Conseil fédéral est d'accord d'étendre l'application du Traité d'extradition entre la Suisse et la Grande-Bretagne du 26 novembre 1880, ainsi que la convention du 29 juin 1904, complétant l'article XVIII dudit traité, aux territoires suivants placés sous mandat britannique : la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), le Cameroun britannique, le Togo britannique, le Territoire du Tanganyika, la Nouvelle-Guinée, le Samoa occidental, le Sud-Ouest Africain et Nauru.

Il est entendu que l'extradition aura lieu pour tous les délits prévus dans le traité d'extradition précité entre la Suisse et la Grande-Bretagne et que les stipulations de ce traité et de la convention du 29 juin 1904 seront intégralement

Samoa occidental. — Le Gouverneur général de la Nouvelle-Zélande;
 Sud-Ouest Africain. — L'Administrateur du Sud-Ouest Africain;
 Nauru. — L'administrateur, Nauru.

4. Si le Gouvernement fédéral accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer les fonctionnaires consulaires de la Suisse qui auront été désignés dans chaque cas, aux fins de l'article XVIII dudit traité, comme étant le fonctionnaire consulaire qualifié pour présenter la demande d'extradition concernant les délinquants réfugiés dans les territoires sous mandat respectifs.

La légation saisit cette occasion pour renouveler au Département politique fédéral les assurances de sa haute considération.

LÉGATION BRITANNIQUE.

BERNE, le 30 novembre 1927.

II.

FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT.

Foreign Affairs Division.

B. 56. 16. 4-TI.

With reference to Note 65 of July 10, the Federal Political Department has the honour to inform His Britannic Majesty's Legation that the Federal Council agrees that the Extradition Treaty between Switzerland and Great Britain of November 26th, 1880, and the Convention of June 29th, 1904, as supplementing Article XVIII of the Treaty, shall be deemed to apply to the British mandated territories of Palestine (excluding Transjordan), British Cameroons, British Togoland, Tanganyika Territory, New Guinea, Western Samoa, South West Africa and Nauru.

It is understood that extradition shall be effected for all the offences enumerated in the above-mentioned extradition treaty between Switzerland and Great Britain and that the provisions of this treaty and of the Convention

appliquées. Les dispositions relatives à l'extradition des nationaux seront notamment appliquées aux ressortissants desdits territoires sous mandat comme aux ressortissants britanniques.

Il est pris acte de la communication de la légation selon laquelle les autorités désignées sous chiffre 3 de la note du 30 novembre 1927 doivent être considérées, au sens de l'article XVIII du traité d'extradition, comme « gouverneur ou autorité supérieure » dans les territoires sous mandat. Les Consuls de Suisse qualifiés, selon le même article du traité d'extradition, pour présenter la demande d'extradition sont les suivants : pour la Palestine, le Consulat à Jaffa, pour le Togo, le consulat à Freetown, pour le Territoire du Tanganyika, le consulat à Tanga, pour la Nouvelle-Guinée et Nauru, le consulat général à Melbourne, pour le Samoa occidental, le consulat à Auckland, et pour le Sud-Ouest Africain, le consulat à Capetown. En ce qui concerne le Cameroun, les demandes d'extradition seront présentées par la légation de Suisse à Londres.

Le Département politique fédéral est autorisé, au surplus, à déclarer que le Conseil fédéral considère la note de la Légation de Sa Majesté britannique du 30 novembre 1927 comme constituant un assentiment suffisant du Gouvernement britannique à l'arrangement envisagé. Le Département politique admet, de son côté, que la présente communication sera également acceptée par le Gouvernement de Sa Majesté britannique comme emportant adhésion de la part de la Suisse. S'il en est ainsi, l'arrangement pourrait être considéré comme entrant en vigueur à la date de ce jour.

En priant la Légation de Sa Majesté britannique de consentir à accuser réception de la présente note, le Département politique fédéral saisit cette occasion de lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

BERNE, le 19 septembre 1929.

A la Légation
de Sa Majesté britannique,
Berne.

of June 29th, 1904, shall be applied in full. The provisions relating to the extradition of nationals shall be applied to the natives of these mandated territories as if they were British subjects.

The Federal Political Department notes the statement of His Britannic Majesty's Legation to the effect that the authorities named in 3 of the note of November 30th, 1927, shall be regarded, within the meaning of Article XVIII of the extradition Treaty, as the "Governor or supreme authority" in the mandated territories. The Swiss Consulates regarded, for the purpose of Article XVIII of the Extradition Treaty, as those by whom requisition for extradition shall be made, are the following : for Palestine, the Consulate at Jaffa ; for Togoland, the Consulate at Freetown ; for Tanganyika, the Consulate at Tanga ; for New Guinea and Nauru, the Consulate-General at Melbourne ; for Western Samoa, the Consulate at Auckland, and for South West Africa, the Consulate at Cape Town. As regards the Cameroons, requisition for extradition shall be made by the Swiss Legation in London.

The Federal Political Department is further authorised to state that the Federal Council regards the note from His Britannic Majesty's Legation dated November 30th, 1927, as constituting sufficient confirmation of the British Government's assent to the arrangement. The Political Department assumes for its part that the present communication will also be accepted by His Britannic Majesty's Government as constituting Switzerland's accession to the arrangement. If this is so, the arrangement might be regarded as coming into force as from to-day's date.

The Federal Political Department requests His Britannic Majesty's Legation to be good enough to acknowledge receipt of the present note and has the honour to be, etc.

BERNE, September 19, 1929.

To
His Britannic Majesty's Legation,
Berne.

N° 6 *b*). — PROTOCOLE ADDITIONNEL¹ AU
CODE SANITAIRE PANAMÉRICAIN SI-
GNÉ A LA HAVANE, LE 14 NOVEMBRE
1924. SIGNÉ A LIMA, LE 19 OCTOBRE
1927.

No. 6 (*b*). — ADDITIONAL PROTOCOL¹ TO
THE PAN-AMERICAN SANITARY CODE,
SIGNED AT HAVANA, NOVEMBER 14,
1924. SIGNED AT LIMA, OCTOBER 19,
1927.

RATIFICATION

CHILI 14 novembre 1929.

RATIFICATION.

CHILE November 14, 1929.

¹ Vol. LXXXVII, page 453, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXVII, page 453, of this Series.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

